



HAL
open science

Le traitement médiatique de la crise guinéenne de 2007

Oumou Salamata Barry

► **To cite this version:**

Oumou Salamata Barry. Le traitement médiatique de la crise guinéenne de 2007. Sciences de l'information et de la communication. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014. Français. NNT : 2014BOR30019 . tel-01142519

HAL Id: tel-01142519

<https://theses.hal.science/tel-01142519>

Submitted on 15 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LE TRAITEMENT MEDIATIQUE
DE LA CRISE GUINEENNE DE 2007**

Thèse pour l'obtention du grade de doctorat
en Sciences de l'information et de la communication

Présentée et soutenue publiquement par Oumou Salamata BARRY
Le 27 Juin 2014

Sous la direction du Professeur Alain KIYINDOU

Membres du jury

Jean Chrétien EKAMBO, Professeur des universités, IFASIC, Université de Kinshasa, Rapporteur.

Alioune Badara FALL, Professeur des universités, Université de Bordeaux, Rapporteur.

Alain KIYINDOU, Professeur des universités, Université Bordeaux Montaigne, directeur de thèse.

Annie LENOBLE-BART, Professeur des universités, Université Bordeaux Montaigne, Examineur.

Remerciements

Au terme de ce travail, je voudrais tout d'abord remercier mon directeur de thèse, le professeur Alain Kiyindou pour son encadrement scientifique et dont la présence et les conseils m'ont permis de réaliser ce travail de recherche.

Je voudrais remercier toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide pour la collecte des documents nécessaires à la réalisation de ce travail. Un grand merci à monsieur Mohamed Condé qui n'a pas ménagé ses efforts pour réunir l'intégralité des titres du corpus, ce qui en Guinée relève d'un parcours du combattant. Votre aide m'a été précieuse.

Je remercie également monsieur Boubacar Bah du Conseil National de la Communication et monsieur Boubacar Yacine Diallo qui ont apporté leur contribution pour la collecte des documents.

Je remercie ma mère et mes sœurs pour leur soutien et leurs encouragements.

A mes grands parents, qui m'ont tout donné. Que la terre vous soit légère.

Résumé

Comme dans plusieurs pays africains, la république de Guinée à connu une crise politique et sociale majeure en 2007, une crise qui a fait de nombreuses victimes. En janvier 2007, des milliers de Guinéens descendent dans les rues pour dénoncer la dégradation croissante de la situation économique et sociale du pays et les ingérences répétées du président Lansana Conté dans les affaires judiciaires. Notre sujet de recherche a porté sur le traitement de cette crise par la presse guinéenne. La méthode d'analyse de contenu adoptée nous a permis d'analyser le positionnement des journaux face à la crise, la place consacrée au sujet, le point de vue adopté dans les articles etc.

L'analyse a permis de tirer des conclusions sur la médiatisation de l'évènement, sur l'orientation de son traitement journalistique ainsi que les prises de position politiques, idéologiques et émotionnelles des journalistes et des journaux.

Mots Clés : Guinée, Afrique, crise, liberté d'expression, démocratie, médias, presse, radiodiffusion, télévisions, internet, TIC.

As in many African countries, the Republic of Guinea experienced a major political and social crisis in 2007, a crisis that has caused many casualties. In January 2007, thousands of Guineans took to the streets to denounce the increasing deterioration of the economic and social situation of the country and the repeated interference of President Lansana Conté in court cases. Our research topic focused on the treatment of this crisis by the Guinean press. The content analysis method adopted allowed us to analyze the positioning newspapers deal with the crisis, instead devoted to the subject, the view adopted in articles etc.

The analysis to draw conclusions on the media coverage of the event, on the orientation of its journalistic treatment and the acquisition of political, ideological and emotional position of journalists and newspapers.

Keywords: Guinea, Africa, crisis, freedom of expression, democracy, media, press, broadcast, television, internet, ICT.

Sommaire

<i>Sommaire</i>	3
<i>Introduction</i>	5
Objet d'étude.....	5
Choix du sujet.....	7
Problématique	7
Hypothèses	9
Cadre théorique	11
L'approche compréhensive	12
L'approche sémiotique	15
Méthodologie	19
Corpus.....	22
Etat présent des recherches.....	23
Plan.....	24
PREMIERE PARTIE : Approche conceptuelle et contextuelle	26
Chapitre I- Analyse conceptuelle.....	27
Chapitre II- Présentation de la Guinée	40
Chapitre III- Le paysage médiatique guinéen.	47
DEUXIEME PARTIE : La grève générale dans la presse	140
Chapitre IV. Corpus et méthodologie de travail	144
I- L'énonciation journalistique	191
2-La polyphonie énonciative dans la presse	193
Conclusion	330
Bibliographie	333
Annexes	344

<i>Table des tableaux</i>	354
<i>Table des illustrations</i>	356
TABLE DES MATIERES	360

Introduction

La couverture médiatique des conflits comme celle d'autres événements internationaux de la fin du 20^e siècle (crise ivoirienne, guerre du Golfe, révolution roumaine, attentats du 11 septembre 2001, intervention américaine en Irak, génocide au Rwanda, ...) a suscité de nombreux travaux et réflexions du monde scientifique notamment des chercheurs en sciences de l'information et de la communication. Différents dans leurs visées (contenus, formes, pratiques professionnelles) et les supports utilisés (télévision, presse...), ils apportent tous un éclairage sur les conflits étudiés et sur la manière dont les médias en ont organisé le récit. C'est dans cette perspective d'analyse des médias en temps de crise que s'inscrit notre thématique de recherche.

L'Afrique est le continent le plus touché par les crises politiques et armées. En Guinée, comme dans de nombreux autres pays du continent, une crise sociopolitique majeure avait éclaté en 2007, entraînant la mort de plus d'une centaine de personnes. Les médias ont rendu compte de l'événement chacun à sa manière. En temps de crise, la médiatisation des événements est très importante dans la mesure où elle permet d'informer les citoyens sur ce qui se passe sur le terrain et éventuellement favoriser la mobilisation de différents acteurs dans le but de trouver une solution.

Objet d'étude

Notre objet d'étude porte sur le traitement médiatique de la crise guinéenne qui s'est déroulée en janvier et février 2007, plus précisément sur la manière dont la presse guinéenne a rendu compte de l'évènement.

A la base de cette grande révolte inédite dans le pays, deux syndicats guinéens – la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG) et l'Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG) – qui ont décidé de protester contre l'ingérence du Président de la République dans les affaires judiciaires et la détérioration croissante de la situation économique et sociale du pays¹

En effet, le président Conté avait fait libérer en décembre 2006, l'ancien président du patronat guinéen, Mamadou Sylla, et le vice-gouverneur de la banque centrale de la République de

¹ Ambroise Ebonda, « Quand Lansana Conté se substitue à la justice et fait monter la grogne dans son pays », *Le Messager*, AllAfrica, <http://www.allafrica.com>, 9 janvier 2007, consulté le 5 mars 2010.

Guinée (BCRG) Fodé Soumah, accusés tous deux de détournement de fonds. Les syndicats demandèrent alors l'appui populaire pour lancer la grève et le 10 janvier 2007, des milliers de personnes descendirent dans les rues de Conakry pour manifester.

Les syndicats exigeaient non seulement le départ du Président de la République ou la nomination d'un nouveau premier ministre pour diriger un nouveau gouvernement mais aussi une augmentation des salaires des fonctionnaires.

Selon Kevin Chaput², les syndicats protestaient déjà contre la hausse de 30% des prix du carburant qui avait été appliquée un mois auparavant. Un litre d'essence coûtait alors 1,20 dollar dans le pays alors que plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour³. La grève a atteint une telle envergure que de nombreux groupes syndicaux, d'employeurs et de femmes s'y sont joints pour paralyser les grandes villes du pays, à commencer par la capitale Conakry : « *quelques 30 000 personnes sont descendues dans les rues de Conakry et des dizaines de milliers d'autres gens ont manifesté dans les autres villes et provinces du pays* »⁴.

Pour disperser les manifestants, les forces de l'ordre utilisaient pour un début du gaz lacrymogène et ensuite des balles réelles à l'encontre des grévistes qui de leur côté jetaient des pierres. Cet affrontement a dégénéré entraînant la mort de plus d'une centaine de personnes un peu partout dans le pays entre janvier et février 2007.

Le président Lansana Conté a finalement accepté, le 25 janvier 2007, de mettre en place un nouveau gouvernement dirigé par un nouveau premier ministre. Ce gouvernement avait pour objectifs la relance de l'économie nationale, la restructuration de l'administration de l'État et l'amélioration de l'image de la Guinée⁵. Sur le plan économique, l'accord prévoyait la réduction du prix du carburant et des produits alimentaires de première nécessité⁶. C'est donc après plusieurs semaines de révolte que les manifestations se sont calmées dans le pays.

² Kevin Chaput, Grève générale en Guinée : la présidence sous tension, <http://perspective.usherbrooke.ca> consulté le 6 mars 2010.

³ Kevin Chaput, *Op. cit.*

⁴ Kevin Chaput, Guinée: L'instabilité menace les pays de la sous-région, UN integrated regional information networks, AllAfrica, <http://www.allafrica.com/stories>, consulté 5 mars 2010.

⁵ Condé, Maséco, « Grève générale: Le président Conté accepte un gouvernement de larges consensus », *Le Diplomate*, <http://www.lediplomateguinee.info>, consulté le 5 mars 2010.

⁶ France 24, « Grève générale suspendue en Guinée après un accord syndicats/gouvernement », <http://www.france24.com/france24Public/fr/nouvelle>, consulté le 5 mars 2010.

Dans ce travail d'étude, nous nous intéresserons à tous les textes écrits produits par notre corpus et ce, du 9 janvier au 30 mars. Nous traiterons de la manière dont la presse guinéenne a relaté les faits, en analysant la couverture médiatique à travers la teneur et le ton de leurs commentaires, mais également de leurs positionnements par rapport aux discours des différents acteurs (le chef de l'état, les représentants du gouvernement, les représentants syndicaux, les partis de l'opposition et les manifestants). Nous procéderons à l'analyse des différents thèmes abordés dans la presse. Ces thèmes relèvent de plusieurs axes principaux notamment, les dérives politiques du Président de la République avec ses ingérences dans les affaires judiciaires, les problèmes économiques et financiers du pays, les problèmes sociaux, les violences des forces de l'ordre à l'encontre des grévistes, les violations de la liberté de la presse avec des arrestations arbitraires de journalistes⁷ etc.

Choix du sujet

Notre choix d'étudier ce sujet est motivé par la différence de traitement entre les médias publics et privés mais surtout par le manque d'intérêt manifeste des médias publics pour un événement aussi majeur que fût cette crise. D'un autre côté, cette étude nous permettra d'analyser le niveau d'indépendance des médias guinéens en général mais aussi la volonté de la presse privée d'occuper la place qui lui est dû dans la société. L'analyse et la comparaison du traitement des événements par les différents journaux nous permettront de constater ce fait. Nous chercherons à tirer des conclusions sur les visions politiques, le positionnement idéologique des différents médias qui ont motivé tel ou tel autre traitement du même sujet.

Problématique

La question de l'indépendance des médias est généralement associée à celle de leur pluralisme ce qui explique que dans de nombreux pays qui se veulent démocratiques, les gouvernements soutiennent financièrement certains supports de presse afin de garantir le pluralisme d'opinions qu'ils incarnent car ils sont garants de la démocratie. Dans les pays démocratiques, l'indépendance des médias est garantie même si cette indépendance n'est que partielle compte tenu des difficultés économiques que connaît la presse en général. En effet les frais de fonctionnement d'un journal sont tellement élevés de nos jours que seuls les grands groupes industriels peuvent désormais acquérir et faire fonctionner une presse qui dès lors est soumise à une certaine « autocensure ». La concentration économique des entreprises de presse, des

⁷ Habibou Bangoura, « Guinée : le gouvernement enfin constitué », www.afrik.com, consulté 29 mars 2010

stations de radio et des chaînes de télévision est de plus en plus fréquente donc menaçant ainsi leur pluralisme. « *Les sociologues des médias estiment par exemple que la presse écrite française est devenue plus consensuelle et moins clivée idéologiquement à partir des années 1980. Les raisons en sont la diminution des ventes et les progrès du capitalisme, lesquels ont poussé les groupes de presse à faire d'avantage appel qu'auparavant à la publicité pour financer leurs activités et ont accéléré voir enclenché la concentration économique de ces groupes. Ainsi en 2007, le journal économique Les Echos a été racheté par le groupe de Lux LMVH, déjà propriétaire d'un concurrent des Echos : La Tribune. Cela a fait craindre à certains – notamment les journalistes du quotidien racheté – une menace sur la liberté de parole de ces derniers...* »⁸. D'un autre côté, les liens qu'entretiennent les hommes d'affaires qui détiennent la presse et certains hommes politiques conduit à une forme nouvelle de censure. Pendant son mandat, les liens d'amitié entre Nicolas Sarkozy et le patron de la chaîne de télévision TF1 avaient, en son temps, entraîné de nombreuses critiques.

Dans les régimes autoritaires notamment dans certains pays africains, les médias sont toujours sous contrôle. L'ONG Reporters Sans Frontières dénonce régulièrement des enlèvements et emprisonnement de journalistes qui font leur travail d'information. En Guinée la question de l'indépendance des médias reste encore d'actualité. Les arrestations arbitraires des journalistes, la destruction des locaux d'entreprises de presse, la censure et l'autocensure sont autant d'éléments qui mettent en évidence la pression des autorités gouvernementales sur les médias. Le problème a été remarquable dans la couverture médiatique de la crise sociale et politique qu'a connue le pays en 2007. Le faible nombre d'articles consacré à la crise et le manque de travail approfondi par certains journaux laisse supposer que la pression gouvernementale n'y était pas étrangère. Nous savons cependant que les journalistes ne sont pas des acteurs passifs face aux événements qu'ils abordent. Les représentations qu'ils se font de ces événements influent sur leur traitement. Ils mettent en place un certain nombre de stratégies visant à atténuer la pression politique. C'est pourquoi, la différence évidente du traitement de l'événement entre journaux publics et privés (avec la publication pour les seconds d'articles qui vont complètement à l'encontre de la position des autorités malgré le risque qu'ils encouraient), peut entraîner des questionnements sur le degré réel de cette pression politique ou encore sur la capacité des médias à s'émanciper ou leur volonté d'indépendance. **Comment les médias guinéens ont-ils couvert l'évènement?** Voilà la question à la quelle nous tenterons d'apporter une réponse à travers l'analyse des articles.

⁸ Bénabès-Moreaux.M, Benillouche.M, et al. *Les médias*, Ellipses, Paris, 2010.

Hypothèses

Notre travail reposera sur deux hypothèses principales :

a)- Deux tendances se sont distinguées dans les médias lors de la crise de 2007.

- D'un côté les médias publics n'ont pas vraiment couvert les manifestations, n'accordant que quelques reportages sur la grève. Pire encore, ces reportages n'apportaient pas d'informations permettant de comprendre la situation, bien au contraire. Les journalistes ont éliminé toutes informations susceptibles d'aller à l'encontre de la position du gouvernement. Ce comportement des médias publics nous fait penser aux travaux d'Elisabeth Noëlle-Neumann⁹ sur la spirale du silence. Sa théorie qui s'intéresse au processus de formation de l'opinion publique suggère qu'il y a une relation entre communication de masse, communication interpersonnelle et la propre perception de l'individu par rapport aux opinions des autres individus de la société.

L'élément fondateur de la théorie est que les individus redoutent l'isolement social. Donc pour éviter cet isolement, ils expriment les opinions qu'ils considèrent comme admises par la majorité. En même temps, ils censurent celles qu'ils pensent impopulaires. Ce comportement va donc renforcer l'opinion de la majorité, et mener à la disparition de la minorité, créant ainsi une spirale du silence. Cependant nous pensons que cette théorie devrait plutôt s'appliquer aux masses populaires et aux citoyens pris individuellement dans une société. Les médias en général sont sensés jouer un rôle de contre-pouvoir par rapport aux dirigeants politiques et économiques à tous les niveaux. On les appelle « quatrième pouvoir » parce qu'ils ont la possibilité et la capacité de limiter l'influence des autres pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) auprès de l'opinion publique. Si les médias ont leur part de responsabilité dans ce processus de spirale du silence en suggérant ce qui devient l'opinion publique dominante, leur rôle c'est aussi de permettre aux citoyens de lutter contre les abus des pouvoirs, dénoncer les injustices et briser le silence plutôt que se cacher eux même derrière le silence. C'est pourtant ce qui s'est passé avec la majeure partie des médias publics. Pendant toute la période de la grève générale seul *Horoya*, unique journal public du pays avait rapporté des informations (même partielles) sur les nombreux décès causés par les représailles militaires. Il n'y a eu aucune image des confrontations sanglantes qui se sont produites durant toute la période de grève. Dans les quelques papiers consacrés à ces manifestations, les journalistes ont essayé

⁹ Gilles Achache, Dorine Bregman, Daniel Dayan, Elisabeth Noëlle-Neumann, « La spirale du silence », *Hermès*, n° 4, CNRS, Paris, 1989, PP 181-189, <http://documents.irevues.inist.fr>, consulté le 9 février 2014.

d'expliquer la situation en fonction du point de vue des autorités gouvernementales, explications selon lesquelles les manifestations sont dues à une manipulation de l'opposition. Manipulation de l'opinion publique dont ils se rendaient coupables en se calant sur la position du gouvernement pour aborder l'évènement.

Les médias exercent un effet considérable sur la formation de l'opinion publique, en attirant l'attention de l'audience sur des événements particuliers et en négligeant d'autres qui pourraient être d'une grande importance. C'est l'*Agenda Setting*. Derrière cette théorie se situe le constat que les informations sont tellement nombreuses que les médias ne peuvent accorder une attention équivalente à tous les sujets, ce qui les amène à effectuer un choix. Les médias définissent ainsi le calendrier des événements et la hiérarchie des sujets. Donc certains sujets mêmes très importants sont ignorés au profit d'autres qu'on pense plus attrayants pour les consommateurs. Les informations négligées par les médias, si elles ne reçoivent pas plus d'attention dans l'avenir sont vite oubliées. La manipulation consiste ici à passer certaines choses sous silence, par omission souvent volontaire de faits dans leur ensemble, ou des détails essentiels.

Le fait de prétendre que cette grève générale n'est due qu'à une simple manipulation de la population par les partis de l'opposition revient à ignorer le caractère complexe d'une crise à dimension sociale, politique et économique qui en fait est la véritable cause. Il y'a donc là un véritable manquement à la déontologie de la profession de journalisme de la part des médias publics et une désinformation totale pour leur public.

- D'un autre côté, la plupart des médias privés notamment la presse ont essayé tant bien que mal d'apporter une couverture « normale », appropriée à la situation en rapportant le maximum d'informations sur ce qui se passait dans les rues, en essayant d'expliquer les causes de la crise d'un point de vue socio-économique et politique du pays. Cependant, cette presse s'est heurtée à de nombreux obstacles. D'abord par ce qu'elle n'est accessible qu'à un tout petit nombre d'individus, la majorité des Guinéens ne sachant ni lire ni écrire. L'analphabétisme et les carences du système de communication ont fait obstacle à une plus large diffusion de la presse. Le très faible pouvoir d'achat des lecteurs potentiels a été un autre facteur déterminant. Le prix d'un journal en Guinée équivaut à un repas donc les rares lecteurs potentiels ne peuvent pas avoir accès à ces informations soit parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter un journal toutes les semaines, soit parce qu'il n'y a simplement pas de nouvelles éditions à cause des locaux des journaux saccagés ou des journalistes arrêtés.

b)- Les médias guinéens à quelques exceptions près n'occupent pas leur place de lieu d'expression et de dialogue social. Ils ne jouent pas leur rôle d'intermédiaire entre le public et les autres secteurs de la société (politique, économique et culturel).

Le rôle des médias dans le processus de démocratisation d'un pays passe par la démocratisation des médias eux même, à travers une multiplication des sources d'informations et de leur indépendance. Ils jouent un rôle primordial dans l'éveil des populations, or en Guinée, la totalité des médias publics appartient à l'Etat. Dès lors les journalistes se plient aux exigences du gouvernement et sont donc soumis à une certaine autocensure.

Cadre théorique

L'identification du modèle d'analyse est une étape fondamentale de tout travail de recherche car elle permet la précision du sens de la problématique et le reste du travail. Gingras met en exergue l'importance de la théorie dans un travail de recherche scientifique, en ce sens qu'elle englobe deux cheminements complémentaires du processus de la recherche : le cheminement de la découverte et le cheminement de la preuve. Pour lui, « *la théorie guide le chercheur ou la chercheuse comme le chien guide l'aveugle* »¹⁰.

Les spécificités des sciences de l'information et de la communication par rapport aux autres sciences humaines et sociales découlent de la diversité des formations d'origine des fondateurs de la discipline et c'est cette diversité qui est à la base de la diversité des champs disciplinaires engagés. Robert Escarpit, Roland Barthes, Oswald Ducrot ou encore Algirdas Julien Greimas font partir de ceux qui ont marqué les orientations des SIC. Malgré la différence de leurs formations et de leurs champs scientifiques, et bien que leur influence ait été variable par rapport aux méthodes et des paradigmes utilisés en sciences de l'information et de la communication, ils constituent des référents majeurs dans les travaux scientifiques, en sémiologie de la communication ou encore en analyse du discours. « *Le parcours de Robert Escarpit notamment, des études littéraires – professeur de littérature comparée - aux sciences de l'information et de la communication et son attachement à explorer les rapports entre la littérature, ses dispositifs de socialisation, ses formes et les pratiques sociales des lecteurs ont largement contribué à ouvrir des terrains de recherche. De nombreux travaux explorent les rapports entre pratiques éditoriales, formes de l'écrit, dispositifs médiatiques, symboliques et*

¹⁰ François-Pierre Gingras, 2003, « La théorie et le sens de la recherche », in Gauthier B. (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Presses de l'Université du Québec, Québec, pp. 103-126.

pratiques culturelles, dans des contextes différents, mais dans une perspective communicationnelle »¹¹.

Les sciences de l'information et de la communication se définissant donc comme une interdiscipline, permettent l'utilisation de plusieurs théories de disciplines différentes.

C'est pourquoi, dans le cadre de notre travail de recherche, nous pouvons nous situer dans une perspective interdisciplinaire. Pour la réalisation de ce travail, nous aborderons donc notre sujet sous l'angle de la sociologie compréhensive des médias, mais aussi de la sémiotique qui à notre avis sont deux grandes approches appropriées pour mener la réflexion.

L'approche compréhensive

Née en Allemagne en 1913¹², la sociologie compréhensive inspirée par Max Weber a la particularité de s'être développée de manière transdisciplinaire. Elle englobe en elle-même aussi bien la sociologie, l'histoire que la philosophie ou encore la psychologie. La sociologie compréhensive est « *une approche sociologique qui fait du sens subjectif des conduites des acteurs le fondement de l'action sociale* »¹³.

Pour M. Weber, le monde social est constitué par l'association des actions produites par l'ensemble des individus qui la composent. La sociologie compréhensive cherche à analyser et comprendre ces actions sociales, c'est-à-dire, les actions dont le sens est orienté vers d'autres individus. Elle recherche donc le sens, les motifs des comportements humains, puisque ceux-ci sont constitutifs des actions dont il s'agit de rendre compte. La sociologie compréhensive vise à expliquer le déroulement et les effets de l'action. C'est-à-dire qu'il faut « *vérifier, en faisant ressortir des régularités objectives, que l'interprétation du sens d'une action que l'on propose est la bonne mais aussi une fois le sens de l'action expliqué, il faut ensuite mener une analyse causale des conséquences qu'a cette action.* »¹⁴).

L'analyse en sciences humaines consiste en la compréhension significative et symbolique de la réalité humaine et le rapport (direct ou indirect) à l'objet d'étude permet une meilleure compréhension.

¹¹ Serge Bouchardon, Oriane Deseilligny, « SIC et littérature », XVIIe Congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC), 2010.

¹² Selon Patrick WATIER, c'est à cette date que l'expression sociologie compréhensive a vu le jour dans l'œuvre de Max Weber intitulée *Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive*. Œuvre dans laquelle Weber tente à la fois de fournir une définition à la sociologie compréhensive mais aussi d'en circonscrire le domaine.

¹³ www.wikipédia.org, Max Weber, consulté le 20 avril 2010.

¹⁴ www.wikipédia.org, *Op. cit.*

Dans le cadre médiatique, la sociologie compréhensive, permet de décoder, de faire une analyse approfondie du travail des entreprises médiatiques. Pour Cyril Lemieux, la sociologie compréhensive est indispensable pour tout travail critique des médias : « *ce qui prépare le terrain pour la formulation de critiques vraiment efficaces d'une activité donnée (le journalisme par exemple), c'est toujours une compréhension en profondeur des valeurs que cherche à honorer ceux qui s'adonnent à cette activité. Seul ce détour compréhensif permet de saisir des points d'entame de la critique qui – c'est là le point clé- seront acceptables et pertinents aux yeux de ceux qu'on espère aider par cette voie à reformer leurs attitudes.* »¹⁵.

Les médias ont une vocation sociale qui consiste à faire de la réalité ordinaire, de la réalité commune, le portrait le plus exact, leur rôle est de dire les faits. Ils doivent livrer des comptes-rendus qui permettent au public de se faire une idée de l'état du monde. Ils sont également censés fournir des explications plausibles de ces faits. Le grand intérêt des médias dans leur ensemble réside en leur capacité d'informer rapidement et largement les populations de l'actualité. Chacun dispose ainsi, d'un compte rendu des derniers événements qui lui permet de se tenir au courant de la situation nationale et internationale.

Ils constituent un moyen d'expression essentiel pour les acteurs démocratiques et jouent un grand rôle dans la formation de l'opinion publique. Ils placent les débats sur le devant de la scène. Les médias occupent une position d'intermédiaire entre les publics auxquels ils s'adressent et les faits, les événements qu'ils interprètent. Patrick Charaudeau considère la communication médiatique comme un « *phénomène de production de sens social* »¹⁶. Les médias sont des acteurs sociaux influencés et influents, qui participent à la formation de l'opinion publique. Une influence de plus en plus dénoncée dans les pays démocratiques où la liberté de la presse est perçue comme un des fondements de la démocratie. Les médias trient et sélectionnent les nouvelles sur lesquelles l'attention de l'opinion publique sera attirée et passent de nombreux faits essentiels sous silence. Ils ont la capacité d'entraîner la majorité des citoyens à se mobiliser dans un sens ou dans un autre. Ainsi, le choix de l'information diffusée, la manière dont elle est commentée déclenche la réaction attendue de l'opinion publique. Pour Francis Balle cité dans cet article (influence et manipulation des médias envers l'opinion publique), il est difficile d'échapper au pouvoir d'influence exercé par les médias. « *Les médias agissent à la manière d'une drogue, anesthésiante ou stimulante. Ils sont*

¹⁵ Cyril Lemieux, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, coll. *Leçons de choses*, Paris, 2000, p. 6.

¹⁶ Patrick Charaudeau, *Le Discours d'information médiatique*, Nathan, Paris, 1997, p. 24.

capables de faire faire n'importe quoi, à n'importe qui, n'importe comment et n'importe quand. Et le plus souvent, celui qui la subit est persuadé d'agir et de penser spontanément ».

Dans l'article de Xavier Molénat, *Les médias nous trompent-ils ?*¹⁷, publié sur le site scienceshumaines.com, l'auteur part d'un fait divers relié à l'accession de Jean Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 pour expliquer la théorie de la manipulation des médias. Il s'agit de l'agression de Paul Voise 72 ans roué de coups et la maison brûlé après une tentative de raquette à Orléans. L'histoire avait fait le tour des médias français (presse, radio et télévisions). Après l'accession de Le Pen au second tour de l'élection, de nombreuses personnes avaient accusé les médias d'avoir occasionné cette élection à travers le « traitement larmoyant de l'affaire Paul Voise ». On disait que les médias ont surenchéri sur le thème de l'insécurité, favorisant ainsi le Front national et son candidat. L'une des hypothèses avancées à l'époque était que les médias ont été manipulés par des sources cherchant à « vendre » la thématique de l'insécurité et faire basculer le vote.

Le canular de la RTBF (Radio télévision belge francophone) sur une scission de la Belgique est aussi un exemple intéressant du pouvoir d'influence et de manipulation des médias. En effet en 2006, les journalistes de la RTBF avaient réussi à faire croire à une majorité des wallons que la Flandre était sur le point de déclarer unilatéralement son indépendance et que la Belgique allait donc être scindée. Le fait qu'une majorité de la population ait cru à l'information est en partie une preuve que lorsqu'une information est publiée par un média d'une certaine stature sociale, celle-ci est généralement cru sans remise en question ni prise de distance. Pour le public en général, les médias sont comme un intermédiaire, situés entre un évènement et les spectateurs, transmettant un message. Au delà du canular, la RTBF pose plus largement le débat de la manipulation par les médias.

Sur ce sujet, Alice Krieg dans son article *Regards sur les médias dans les conflits yougoslaves*¹⁸ propose un panorama des travaux portant sur le thème « *médias et guerres yougoslaves* ». Elle suggère que la question de l'influence des médias sur la construction de l'opinion est la principale motivation des auteurs qui ont travaillé sur cette thématique. « *L'observation du contraste entre les écrits amenés par la guerre de Bosnie et ceux que provoque la guerre du Kosovo conduit à s'interroger sur le fait de savoir si, de façon plus ou*

¹⁷ Xavier Molénat, « Les médias nous trompent-ils ? », http://www.scienceshumaines.com/les-medias-nous-trompent-ils_fr_22776.html, consulté le 3 mars 2014.

¹⁸ Alice Krieg, « Regards sur les médias dans le conflit Yougoslave », *Questions de communication*, <http://questionsdecommunication.revues.org>, consulté le 02 décembre 2013.

moins consciente, ce n'est pas avant tout la question de la manipulation et de l'influence qui motive les travaux, qu'ils soient savants ou non »¹⁹.

En effet, des auteurs comme Éric Maigret : 1999, Francis Chateauraynaud : 2000, Serge Halimi et Dominique Vidal : 2000, ou encore Charaudeau P., Lochard G. et Soulages J.-C., 1996 ...) ont tous mené des recherches sur la guerre du Kosovo et ils ont tous mis en avant le thème de la construction de l'opinion dans les pays occidentaux mais aussi celui de la communication de l'Otan et des gouvernements nationaux des pays « alliés »).

Ces travaux démontrent à des degrés divers que « *l'opinion a été manipulée par une presse et une radio-télévision prises au piège de la communication des pouvoirs politiques et, surtout, militaro-industriels. La période est ainsi marquée par un intérêt pour les médias « alliés », « occidentaux »... et par la façon dont les pouvoirs politiques et militaires instrumentalisent ces médias dans le but d'influencer l'opinion »²⁰.*

Dans le cadre de notre travail, il faut donc analyser la presse en tant que média mais aussi en tant qu'outil de médiation et acteur social.

Cette problématique de la médiatisation de crise, nous renvoie au courant américain de *Mass Communication Research* dont Harold D. Lasswell est l'un des plus célèbres représentants. Son analyse se résume en un paradigme simple mais dont l'explication permet une meilleure compréhension des médias : Qui dit quoi, à qui, par quel canal, avec quel effet. « *En 1948, Lasswell, pionnier dans l'étude des médias avait ainsi tracé autour de ces cinq questions le domaine d'étude des médias. Avec plus d'un demi siècle de recul, ces questions - en les modifiant à peine- suffisent bien à baliser un champ de recherche foisonnant* » (Dortier, dir. 2004 :538).

L'approche sémiotique

Pour mieux comprendre le traitement médiatique de la crise guinéenne, une approche théorique s'impose : celle de la sémiotique.

La sémiotique est une science générale des signes verbaux et non verbaux. Elle est basée sur l'idée selon laquelle, la signification d'un message repose sur une infinité de signes et que ces signes forment un système analysable et codé. Parmi les auteurs de ce courant nous avons Ferdinand de Saussure, Linguiste (*Cours de linguistique générale publié en 1916*), Barthes,

¹⁹ Alice Krieg, *Op. cit.*

²⁰ Alice Krieg, *Op. cit.*

critique littéraire (*Mythologies*), mais aussi Ducrot, grammairien (*Les échelles argumentatives*) ou encore Levi-Strauss, anthropologue (*Les structures élémentaires de la parenté*, 1949).

Pour ces chercheurs, le langage est de par sa fonction fait pour communiquer mais aussi pour avoir une influence sur les autres. Saussure institue le caractère de médiation culturelle du langage. Un langage considéré ici comme synonyme de discours. Les unités de sens que la sémiotique met au jour, « *apparaissent comme constitutives d'une culture, et... celle-ci façonne les connaissances et les comportements des membres d'une formation sociale....* »²¹. Selon Le Bœuf, l'élargissement de champ permet d'appréhender l'ensemble du système corrigeant ainsi les limites de la sémiotique qui ne traitait que les seuls éléments. « *Le projet d'une sémiotique de la communication s'inscrit dans une démarche systémique et constructiviste et non pas structuraliste : le sens n'est pas une denrée inhérente à une structure, il est toujours construit par des acteurs en situation* »²². Il pense que la théorie sémiotique est d'une « grande plasticité » et que ses champs d'applications sont plus larges. Cette position diffère donc de la variante structuraliste de la sémiologie que défend Saussure. Outil d'analyse de la signification et du sens, la sémiotique est d'une importance fondamentale pour la compréhension des phénomènes de communication. « *Il va sans dire que les signes visuels et textuels émis par l'organisation en tant de crise sont en terme de communication d'une portée stratégique* »²³. C'est d'autant plus important pour les entreprises médiatiques qui mettent en place des dispositifs de médiatisation pour la couverture des événements. Face à un événement, le journaliste identifie et privilégie certains angles plus que d'autres. Le sens qu'il donnera à son discours dépendra de la ligne éditoriale du média mais aussi des conditions de production et de réception. « *Les médias font apparaître l'événement dans un environnement langagier et par conséquent, lui donne du sens : ils représentent l'événement en donnant un statut sémiotique à son déroulement, à ses acteurs, à ses enjeux, à ses circonstances.* »²⁴. Donc pour le journaliste, mettre en avant un angle d'approche plutôt qu'un autre est porteur de sens. Le chercheur doit réunir un certain nombre d'éléments théoriques et culturels pour identifier le sens du discours journalistique.

²¹ Jean-Pierre Meunier, Daniel Peraya, *Introduction aux théories de la communication*, De Boeck, 2004, p. 145.

²² Claude Lebœuf (dir.), *Pragmatique des communications instrumentées*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 244.

²³ El Hilali Nabil, « La sémiotique comme approche stratégique en communication de crise », article publié en juillet 2004 sur www.communication-crise.com, consulté 3 mars 2013.

²⁴ Bernard Lamizet, *Sémiotique de l'événement*, Paris, Lavoisier, coll. *Formes et Sens*, 2006, p. 95.

De nombreux chercheurs ont travaillé sur la manière dont les médias abordent les faits en période de crise. Nous pouvons citer notamment P. Breton : 2001, Jérôme Bourdon : 2009, Sophie Pontzele : 2005, Catherine Coquio : 2004 ou encore Jean-Marie Charon, Arnaud Mercier : 2004.

Une crise en particulier dure depuis la fin de la seconde guerre mondiale et occupe souvent la Une des journaux, c'est le conflit israélo-palestinien. Dans *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias*²⁵, Jérôme Bourdon essaie de rendre compte du traitement journalistique du conflit. L'œuvre traite en particulier de la deuxième Intifada (septembre 2000-septembre 2006). Il fonde son discours sur des analyses de contenu et une trentaine d'entretiens avec des journalistes et correspondants.

L'essentiel de l'œuvre porte sur la fabrication de l'information et sa critique. L'auteur montre les facteurs qui président à la constitution de « l'événement médiatique » du proche orient, depuis le travail des correspondants sur le terrain aux cadrages effectués par les rédactions en chef. L'auteur montre la fragilité des notions d'objectivité, de symétrie du traitement ou encore d'équilibre entre les protagonistes.

S'agissant des phénomènes de réception et d'appropriation des contenus médiatiques par les différents publics, Jérôme Bourdon pense que « *les publics ne consomment pas les médias pour connaître le réel ou pas seulement, mais se reconnaître eux-mêmes (et autrui en même temps). Les médias ne sont pas ici des pourvoyeurs d'information mais des vecteurs d'identité* »²⁶.

Catherine Coquio, dans son œuvre *Rwanda. Le réel et les récits*²⁷ s'interroge sur le lien entre le réel et les structures discursives des discours émis sur le Rwanda et entreprend une analyse des récits d'avant et d'après le génocide. Une double analyse à partir de laquelle est basée la structure de l'ouvrage : du récit qui déforme le réel et attise la haine raciale (1894-1994) aux récits qui transmettent l'expérience génocidaire, susceptibles d'entraîner l'événement (1994-2004).

Avant d'entamer l'analyse des différents récits post-génocidaires, l'auteur propose dans un premier temps un retour aux « *sources d'un imaginaire exotique porteurs d'une idéologie à*

²⁵ Jérôme Bourdon, *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias* Bruxelles, Ina/De Boeck, coll. Médias recherche, 2009.

²⁶ Jérôme Boudon, *Op. Cit.*

²⁷ Catherine Coquio, *Rwanda. Le réel et les récits*, Belin, Paris, 2004.

terme génocidaire »²⁸. Pour cela, elle présente un ensemble d'extraits de récits disparates, des textes fondateurs de la philosophie occidentale, des témoignages poignants des rescapés du génocide etc. A travers ces textes, l'auteur tente de démontrer le pouvoir des discours capables de « (re)construire le réel ». On comprend alors que le mythe racial se lisait déjà dans les récits des premiers explorateurs du Rwanda. Un mythe selon lequel les Tutsis seraient issus d'ancêtres blancs et donc appartiendraient à une race supérieure à celle des Hutus autochtones, elle appartenant à la communauté des bantous agriculteurs. Cette idéologie avait alors dès le départ développé un complexe d'infériorité dans le milieu hutu. Les tutsis minoritaires au pouvoir sont alors considérés comme oppresseurs, une ethnie étrangère à renverser. L'illusion raciale et la prétendue ethnicité transmis par les discours et assimilées par les élites locales sont alors érigées en politique génocidaire. Catherine Coquio reconstruit cet imaginaire racial à travers des récits significatifs de l'époque pré-génocidaire. Le lecteur découvre alors ces textes et leurs auteurs à travers les analyses et les critiques de l'auteur. Catherine Coquio procède à une analyse rigoureuse des glissements constants entre l'imaginaire et le réel.

Dans son article, *Génocide au Rwanda. Les tensions du discours journalistique*²⁹, Sophie Pontzele propose une analyse du traitement médiatique du génocide au Rwanda par sept grands quotidiens belges et français. L'auteur se concentre principalement sur deux aspects essentiels de la couverture des événements par les journaux : l'emploi répétitif de certains schèmes interprétatifs stéréotypés (les journalistes puisent généralement dans le registre identitaire pour mettre en perspective les événements internationaux) et les tensions du discours journalistique entre topiques du sentiment et de la dénonciation, notamment après l'annonce de l'opération Turquoise. C'est à dire, elle essaie d'établir comment, face aux images de la « souffrance à distance », les différents titres ont arbitré entre le registre de la pitié envers les victimes et celui de la dénonciation des bourreaux.

Confronté aux images d'horreur (des tueries massives et systématiques, puis à l'exode de millions de personnes), « *le discours des journalistes a oscillé entre deux registres majeurs : l'appel à la compassion ou à la pitié envers les victimes ... et la dénonciation des persécuteurs, rwandais ou étrangers* »³⁰.

²⁸ Catherine Coquio, *Op. Cit.* p. 22.

²⁹ Sophie Pontzele, « Génocide au Rwanda », *Questions de communication*, <http://questionsdecommunication.revues.org>, consulté le 05 décembre 2013.

³⁰ Sophie Pontzele, *Op. Cit.*

Dans son analyse on voit que si pendant les premiers jours, le stéréotype de la guerre ethnique avait été mobilisé par la plupart des journaux, les reportages publiés ne tardèrent pas à décrire le rôle de l'administration et de l'armée dans l'organisation des massacres, contredisant ainsi la thèse de la « fureur populaire ». *« La plupart des envoyés spéciaux ou des correspondants des journaux dans la région réalisèrent un remarquable travail de description des événements. Par leurs articles, le lecteur pouvait connaître la façon dont les tueries s'étaient déroulées dans telle ville ou telle préfecture, accéder aux témoignages de rescapés et parfois de tueurs, comprendre le fonctionnement de la « machine à exterminer », mise en œuvre par le pouvoir. L'invocation de « massacres spontanés » par le gouvernement intérimaire rwandais se trouvait contredite par ces reportages »*³¹.

Après l'analyse du corpus, l'auteur conclut que la typologie des schèmes interprétatifs et des « topiques » mobilisés par la presse permet d'identifier les principales analyses produites pour répondre aux questions principales posées par le génocide (l'origine historique du conflit, les questions sur la passivité internationale face aux tueries, l'engagement français aux côtés du régime rwandais et les motifs de l'opération Turquoise) sans pour autant conclure que chaque journaliste s'exprimant sur le sujet, puisse être identifié à un type de discours cohérent et homogène. *« L'interprétation de la crise, par une même rédaction voire chez un même journaliste, varie parfois sensiblement au gré des événements nouveaux qui surviennent et qu'il s'agit d'expliquer en puisant dans un stock restreint de schèmes interprétatifs disponibles. Manifestement, cette nécessité de produire, presque instantanément, une analyse simple des événements, relègue au second plan le souci de la cohérence des interprétations »*.³²

Méthodologie

La crise guinéenne de 2007 apparaît comme un événement historique sans précédent. Nous réalisons une analyse du discours de la presse à propos de cet événement. Cette analyse nous permet de comprendre la manière dont se met en place un mécanisme d'influence par le traitement médiatique de l'événement. Les différents actes du discours mis en avant par la presse ainsi que les illustrations graphiques ont permis de représenter les faits mais également de verbaliser les émotions et les sentiments liés à l'événement. Afin de mieux comprendre le terme de médiatisation, nous étudierons les notions de discours et d'énonciation

³¹ Sophie Pontzele, *Op. Cit.*

³² Sophie Pontzele, *Op. Cit.*

journalistique. Ce traitement médiatique se caractérise par la construction du réel à travers un dispositif médiatique particulier, celui de la presse, et selon des modalités spécifiques. Nous étudierons le positionnement des journaux face à la crise, la place consacrée au sujet, le point de vue adopté dans les articles, les genres les plus couramment utilisés, le ton du texte etc.

L'étude des différents points permettra de tirer des conclusions sur la médiatisation d'un événement en cours, sur l'orientation du traitement journalistique de cette crise de janvier et février 2007 ainsi que les prises de position politiques, idéologiques et émotionnelles des journalistes et des journaux. Nous essayerons également de mettre en exergue la spécificité de chaque traitement médiatique.

A travers l'analyse de différents types de journaux nous chercherons à mettre en évidence des points de vue contrastés. Nous déterminerons si certains journaux se distinguent en faisant preuve d'un regard critique face à l'événement et aux différents protagonistes. Ceci nous aidera à questionner la notion de cohérence journalistique, à examiner la complémentarité des angles de traitement de l'événement. Nous nous interrogerons sur l'objectivité journalistique en évaluant la manière dont les journalistes ont laissé transparaître leur sensibilité dans les articles ou encore la manière dont ils ont omis certains sujets. Les analyses médiatiques mises en parallèle nous permettront de tirer des conclusions quant au réseau d'influence des médias. Nous mettrons à jour la concurrence médiatique. Nous essaierons de voir si les différents journaux se sont inter-influencés, ou si l'un a pris le pas sur l'autre d'un point de vue informationnel. Ceci passe surtout par les représentations photographiques et visuelles qui ont contribué à créer une mémoire collective. Une analyse poussée des documents constituant notre corpus nous permettra de mettre en évidence les modalités de la construction de l'événement. Les points de vue contrastés adoptés par les médias aident à mieux comprendre les faits. La mise en corrélation des différents aspects du traitement médiatique de la crise nous aide à déterminer la place accordée aux différents acteurs de la crise, l'identité qu'on leur attribue dans l'espace publique et médiatique. Elle nous conduit également à étudier les mises en scène de l'événement d'un point de vue spatio-temporel, à mettre en exergue les stratégies de proximité et d'éloignement qui caractérisent la construction médiatique des faits.

Tout d'abord, nous analyserons les modèles ou représentations médiatiques véhiculés dans la presse au sujet de la crise. Ces modèles ont pour rôle principal d'expliquer l'événement et de le rendre compréhensible à tous. Pour cela, l'une des techniques par lesquelles les médias construisent la réalité est l'institutionnalisation. Ils font d'une situation localisée et définit un

type auquel on peut se référer. Le principe consiste à faire d'une activité ou d'une entreprise habituelle un type qui sert de cadre de décor aux pratiques des personnes. (Esquenazi : 2002). C'est pourquoi nous utiliserons la méthode inductive visant en premier lieu à observer le traitement médiatique, puis émettre des constations. Cette méthode est ancrée dans une approche communicationnelle où la production du discours, le discours lui-même, ainsi que sa réception seront étudiés et analysés. Cependant, il nous est impossible d'étudier en profondeur les trois niveaux du discours médiatique. Nous axerons donc notre analyse sur l'étude du discours uniquement. Cette démarche que l'on nomme communicationnelle, pragmatique, socio-discursive et socio-sémiotique prend en considération la pragmatique du discours, l'articulation des termes d'énoncés et d'énonciations journalistiques. Le discours médiatique s'insère dans les textes traitant de la crise. Nous interrogerons donc la question de la ligne éditoriale à laquelle on fait référence pour justifier le discours porté sur l'événement.

L'approche choisie étant sémiologique, nous nous donnons pour objectif d'étudier la pluralité des signes mobilisés pour donner forme à l'information, pour transformer une réalité qui apparaît comme non sens, en une réalité dont le sens est élaboré par les acteurs médiatiques et construit par le lecteur-spectateur de l'événement.

Dans l'analyse médiatique proposée, nous nous sommes donné un double objectif. Dans un premier temps nous souhaitons étudier de façon quantitative la construction thématique des informations, étude quantitative qui s'avère nécessaire pour observer la structuration de l'information relative à la crise. Ces caractéristiques voient le jour dans la mise en parallèle des thèmes développés par les médias et la hiérarchisation de l'information durant les six semaines de crise. Cette étude fournit des instruments de repérage, des matériaux d'analyse, des pistes d'interprétation et les moyens de vérifier les hypothèses. Au niveau purement visuel, nous avons déterminé plusieurs représentations scéniques qui nous permettent de mettre en évidence les caractéristiques du traitement iconique de la crise. Toutefois la complexité des rapports qui existent entre discours verbal et visuel est telle qu'une étude quantitative seule ne peut rendre compte du sens qui résulte de cette interrelation.

Nous étudierons donc de manière qualitative le contenu des documents proposés et les représentations iconiques mises en exergue par les médias. Cette analyse passe par une étude approfondie de différentes caractéristiques discursives : la description des acteurs de l'événement, le récit (la construction) des faits, la mise en place du commentaire explicatif et descriptif, les scénarisations visuelles c'est-à-dire la mise en mots et en image de l'événement.

Ces analyses nous permettront de dégager les caractéristiques sémio-discursives de la mise en scène de la crise. Ces études quantitative et qualitative nous aideront à déterminer le rôle des médias dans la construction de l'événement et, parallèlement, la manière dont la crise a permis de révéler certaines implications idéologiques au sein des différents journaux. Notre étude consistera en une analyse approfondie des articles de presse englobant textes et péri-textes.

Nous avons donc choisi d'analyser l'information relative à la crise qui se concrétise dans un objet fini présentant les caractéristiques des médias. Le point de vue sémio-discursif adopté prend en compte un ensemble de discours, mises en scène, susceptibles de produire des effets de sens. Nous interrogeons le moment où est configurée la mise en nouvelle, techniquement et matériellement, dans la presse. Cette méthode généralement utilisée pour l'analyse des médias, et initiée par Patrick Charaudeau et le centre d'analyse du discours (CAD), nous permettra d'aborder la médiatisation de la crise, non seulement du point de vue des producteurs du discours mais aussi du discours lui-même, en sachant que nous avons choisi de ne pas étudier la réception dans ce travail d'étude. Nous prendrons en compte les spécificités de chacun des journaux, les conditions de production des discours englobant à la fois le contexte médiatique et les institutions productrices.

A ce sujet, la socio-sémiotique d'Eliséo Veron nous aidera à mettre en évidence les représentations mentales et les stéréotypes créés et véhiculés par les journalistes ainsi que le rôle des médias en tant que créateurs de « fantasmes », de peurs irrationnelles, de rumeurs qui courent sur l'événement. Cette approche permet de traiter du sujet sous un angle sociologique et concret. Elle met en évidence les traces du locuteur dans le discours, l'énonciation journalistique ainsi que l'indétermination relative entre la production et la reconnaissance discursives.

Corpus

Notre réflexion aura comme support la presse écrite qui est un lieu d'expression, de confrontation des opinions et des tendances politiques. Dès le début des événements, certains journaux ont consacré des articles, analyses, unes et numéros spéciaux à ce sujet. Cependant durant les six semaines qui ont suivi le déclenchement des événements, on répertorie seulement une centaine d'articles sur 8 parutions différentes. Dans les journaux privés, le sujet fût abordé sous différents angles : certains titres choisirent de mettre en avant les

conséquences politiques et économiques de l'évènement, d'autres, son côté symbolique et humain. A travers l'analyse de ces articles de presse, nous chercherons à comprendre une communication médiatique de crise. Le corpus se compose donc d'articles de presse parus dans quatre journaux guinéens à savoir *L'Indépendant*, *Le Diplomate*, *Le Lynx*, et *Horoya*. Il se compose de reportages, d'enquêtes, d'éditoriaux, de magazines d'information etc. tirés des sources précitées dans la période du 10 janvier au 28 février 2007. Car, même si les manifestations se sont déroulées au mois de janvier, les conséquences elles ont continuées jusqu'en fin février avec l'état de siège décrété par le Président de la République. Nous procéderons à une analyse de la titraille (aussi bien les titres des unes que ceux des articles), nous étudierons la mise en page des informations et des illustrations (photographies et caricatures). Nous déterminerons le nombre de pages accordées à l'évènement pour chaque journal, les thèmes abordés et les surfaces occupés par les différentes rubriques.

L'analyse des différents articles constituant notre corpus nous permettra d'avoir une vue globale de l'évènement et d'aborder la question du traitement médiatique de la crise par le billet de différents points de vue.

La première exigence d'un corpus est qu'il soit cohérent, techniquement et temporellement. Notre corpus est composé d'articles de presse tirés de quatre journaux guinéens tous publiés dans une même période.

Nous sommes conscients qu'il peut sembler réducteur d'étudier la médiatisation de la crise guinéenne de 2007 par le billet de la seule presse écrite et qu'il aurait été intéressant d'étudier également la radio, la télévision et internet, mais nous préférons produire une analyse plus restreinte et plus précise des médias sélectionnés.

Etat présent des recherches

Des réflexions diverses sur cette crise ont été publiées. Ces ouvrages se sont appesantis d'une part sur son origine, son déclenchement et son évolution et d'autre part, sur la problématique de ses enjeux économiques. Parmi ces ouvrages, nous pouvons citer *La Guinée en marche : Mémoire inédit d'un changement*³³, *Enjeux et défis démocratiques en Guinée* (février 2007 - décembre 2010)³⁴ ou encore *GUINÉE DU 22 Décembre 2006 AU 26 Février 2007 : Cette*

³³ Mahmoud Ben Said, *La Guinée en marche, mémoires inédits d'un changement*, L'Harmattan, Paris, 2008.

³⁴ Dominique Bangoura, Mohamed Tétémadi Bangoura et Moustapha Diop, *Enjeux et défis démocratiques en Guinée (février 2007- décembre 2010)*, L'Harmattan, Paris, 2008.

*fois, c'est parti !*³⁵. Cependant, aussi importantes qu'elles soient, ces études n'ont pas examiné la dimension médiatique qui, pourtant est essentielle à la compréhension des crises en général. Pour combler ce manque, notre travail de recherche essaiera de revisiter la question du rôle des médias durant cette crise.

Plan

Notre travail sera divisé en deux grandes parties.

Pour mieux comprendre notre étude sur la couverture médiatique de la crise guinéenne de 2007, il est important de comprendre le paysage médiatique du pays. C'est pourquoi dans la première partie nous essayerons de dresser un état des lieux du secteur des médias guinéens en général et les caractéristiques de la presse en particulier.

Dans la seconde partie, nous procéderons à une analyse et une interprétation des discours des différents titres. Cela nous permettra de déterminer le degré d'investissement de la presse guinéenne dans son ensemble par rapport à la crise et une étude comparative entre journaux privés et journaux publics nous permettra de mettre à jour la différence de traitement. Quelle a été la représentation de cette crise par la presse dans son ensemble ? Comment l'a-t-elle expliquée ? Quelle a été sa responsabilité face à la violence et à l'insécurité qui prévalaient pendant cette période ? Ce sont autant de questions auxquelles nous essayerons d'apporter des réponses.

Après avoir évoqué les manifestations et les répressions qui s'en suivirent, notre étude donnera lieu à une analyse des causes de cette crise, causes politiques, économiques mais aussi sociales et symboliques. Nous tenterons d'évaluer les conséquences de la crise ainsi que les enjeux politiques qui lui ont fait suite. Nous mettrons en avant les modalités de la médiatisation de la crise, une médiatisation sous « surveillance » qui influence considérablement les angles d'approche de l'événement. Nous aborderons les notions de temporalité de l'événement, l'évolution de son traitement dans le temps. L'analyse quantitative posera les limites de notre corpus, les bases de notre recherche. Elle permettra de déterminer la place accordée dans les journaux sur le sujet : temporalité, récurrence des parutions, rubriques, genres des articles, péritextes etc. L'analyse qualitative nous amènera à approfondir la notion de temporalité, les explications, descriptions et réflexions. On analysera les champs lexicaux, le ton ainsi que le degré d'implication des journalistes et par conséquent

³⁵ Fodé Tass Sylla, *Guinée du 22 Décembre 2006 au 26 Février 2007 : Cette fois, c'est parti !*, L'Harmattan, Paris, 2008.

des journaux eux même dans les articles consacrés à la crise. Ainsi, nous définirons la manière dont la presse a abordé l'événement. Nous essayerons également d'évaluer en quoi la notion de genre journalistique peut être porteuse d'un engagement et d'une émotion plus ou moins exprimés et revendiqués par les journalistes et les journaux. Après l'analyse des différents articles de notre corpus, nous chercherons à mettre en évidence les caractéristiques mais également les divergences du traitement de l'information suivant les journaux et leur ligne éditoriale.

Un autre point nous permettra d'aborder les représentations iconiques de la crise dans les journaux guinéens. L'image joue un rôle essentiel dans le traitement médiatique, les images photographiques contribuent à construire la visualité de l'événement. Ces éléments visuels incluent les caricatures, dessins humoristiques et graphiques qui participent au discours critique et explicatif porté sur les faits. Le discours informationnel laisse-t-il la place à une forme de désinformation ?

PREMIERE PARTIE : Approche conceptuelle et contextuelle

Chapitre I- Analyse conceptuelle

I-Notion de médias

Les défenseurs de la « pédagogie du tuyau » donnent par cette expression une définition très simple de ce qu'est un media. Pour eux le média est uniquement un ensemble de moyens techniques qui permettent de transmettre une information d'un émetteur vers un récepteur. Pour eux, le moyen utilisé n'est pas important, seul le but recherché qui est de transmettre une information sans problème les intéresse. On est tenté d'admettre cette définition dans la mesure où il faut reconnaître que les moyens techniques recouvrent la télévision, la radio, internet, etc...

Si l'on s'en tient à cette définition, on occulte par là toute la dimension humaine dans ce qu'elle présente en termes d'émotion, de cognition, et réduit la réception de l'information à une position neutre, sans conscience comme si l'humain était un robot. Au contraire Anderson³⁶ lui, donne une définition totalement opposée et estime que le média est d'abord « une activité humaine ». Il considère qu'il s'agit d'une action inter humaine qui ne fait qu'utiliser des moyens techniques pour atteindre les récepteurs. Il prend en compte le social, car « *toute activité humaine exige un processus d'interactions sociales pour se construire* » (D.Peraya, 1999).

En fait, la diffusion par quelque media que ce soit reste très impersonnelle. En effet, les informations s'adressent à toute une population, sans distinction de niveau culturel, social ou autre. C'est la raison pour laquelle on parle de media de masse ou mass-media. Ces medias de masse ont l'avantage de toucher un maximum de personnes, où qu'elles se trouvent, mais cela n'est pas sans conséquences sur la société actuelle.

De tous temps, les media ont joué un rôle de contre-pouvoir et peuvent servir aussi de garde-fou. Le bon équilibre se retrouve dans une expression libre et qui donne accès à tous les moyens de diffusion de l'information. On ne peut cependant pas se baser sur l'objectivité car les intervenants ont leurs propres intérêts, des souhaits qui leur sont propres et qui pèsent même inconsciemment sur leur travail.

³⁶ John Anderson, *A Great face for radio*, Terry Butcher, 2009.

Les pouvoirs en place sont forcément tentés d'exercer une influence auprès des médias afin d'orienter leurs informations dans le sens qui leur convient. Dans l'exemple d'un coup d'État c'est bien la télévision qui a la plus grande influence sur les protagonistes.

1-Influence et économie des media

Si l'on veut se faire sa propre opinion sur un sujet donné, on fait généralement appel aux connaissances de ses proches, collègues ou autres, mais aussi auprès des medias tout en tenant compte de sa propre expérience. Tous les sujets ou presque sont abordés par les medias et nous donnent des informations diverses sur l'économie, le chômage, le réchauffement climatique, sur la religion et le terrorisme, etc.

Les medias sont certainement la source d'information la plus éclectique, et il n'y a pas vraiment d'autres choix que de leur faire confiance puisque il est difficile voire impossible de se faire une idée de ce qui se passe réellement sur le terrain et de vérifier ce que nous disent les medias.

De ce fait, les medias disposent d'un pouvoir exceptionnel sur notre propre perception des événements et peuvent être à l'origine de dérives. Ainsi, l'œuvre des media a concouru aux dérives qu'ont été l'holocauste, le génocide du Rwanda ainsi que la guerre en Irak. Les tribunaux de la Haye et de Nuremberg n'ont pas été dupes et ont condamné des journalistes pour crimes contre l'humanité bien que n'ayant pas été des acteurs directs des massacres. Si les medias sont à même de mobiliser l'opinion publique pour aboutir à de telles horreurs, que penser de ce qui leur est possible de faire pour la société au quotidien ?

Les medias qui se sont développés suite à la révolution industrielle et la venue de la démocratie, sont avant tout des entreprises dont la rentabilité est importante et qui doivent faire des bénéfices pour le compte des propriétaires et actionnaires. Les annonceurs publicitaires sont prêts à leur verser de très grosses sommes pour assurer leur visibilité auprès des consommateurs et procurent ainsi la majorité des revenus des médias, qui touchent par ailleurs des subventions d'État et proposent des abonnements.

Les entreprises médiatiques sont soumises aux mêmes conditions de l'économie de marché et de retour d'investissement que n'importe quelle entreprise privée. Leur objectif est donc de faire un maximum de profits par tous les moyens possibles, que les medias soient privés ou publics.

Alain Woodrow³⁷, dans *Les médias Quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, estime que seul le profit constitue le moteur des entreprises de communication.

Le fonctionnement des médias que l'on souhaiterait intègre est affecté par le système économique en vigueur, les lois de la « marchandisation de l'information » et de la « concentration de la propriété ».

Du fait que les entreprises médiatiques sont totalement intégrées dans l'économie de marché, elles sont soumises à la concurrence, et les observateurs estiment que cette situation affecte la vertu des informations. Le paysage médiatique est le terrain de « scoops », de surinformations et n'est pas le meilleur moyen de faire vivre le lien entre media et démocratie.

La publicité est l'un des principaux revenus des médias, et c'est une des raisons pour lesquelles elle devient de plus en plus présente. Plus l'audimat est important, plus les annonceurs sont prêts à payer pour se faire connaître. C'est par le choix de programmes susceptibles de plaire à un plus grand nombre que les médias s'attirent le plus d'annonceurs. Ils mettent en œuvre tous les moyens qui leur permettent de se procurer un maximum de revenus.

Robert W. Mc Chesney écrit qu' « avec l'essor des compagnies capitalistes, la publicité est devenue la principale source de revenus de la presse »³⁸. De plus, selon Alain Woodrow, « depuis l'irruption de la publicité dans les télévisions d'État, les rapports de force entre ce média et les pouvoirs publics ont complètement changé de nature »³⁹.

La relation entre média et annonceurs est à double sens. D'un côté, les médias cherchent à intéresser un maximum de personnes pour se procurer un maximum de revenus et les annonceurs cherchent de leur côté à connaître le type de personnes qui s'intéresse à telle ou telle information ou programme afin de mieux cibler leurs produits et les diffuser à un maximum de consommateurs potentiels. « La publicité joue donc un rôle fondamental dans le processus de marchandisation, l'information étant alors considérée du point de vue de sa

³⁷ Alain Woodrow, *Les médias quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Editions du Félin, 1996

³⁸ Nathalie Collard, Robert W. McChesney : *le journalisme n'est plus ce qu'il était*, <http://www.fpq.org/index.php?id>, consulté le 5 février 2014

³⁹ Alain Woodrow, *Les médias quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Editions du Félin, 1996.

force d'attraction des auditoires »⁴⁰. Les medias sont les pourvoyeurs de consommateurs et de ce fait font partie intégrante de l'économie de marché.

Pour Alain Woodrow, « *qui dit publicité dit profit, course à l'audience, subordination de la qualité (des émissions) à la quantité (des téléspectateurs)* »⁴¹.

Les annonceurs ont certes une influence non contestable dans le choix des programmations et des articles des différents médias, car ils vont contrôler que leur publicité n'est pas associée à un programme qui pourrait être controversé. C'est dans ce sens aussi qu'ils manifestent leur influence. Par ailleurs, du fait de cette importance de la publicité, il n'y a plus vraiment de barrières entre les annonceurs et les rédactions. « *On vise à démontrer que le média peut toucher une clientèle cible, recherchée par les annonceurs, et qu'il est un excellent véhicule publicitaire* »⁴². Cela confirme que certains choix sont faits en fonction des retombées financières possibles en direction des annonceurs.

Nous avons vu qu'il y a entente entre media et annonceurs qui forment le paysage médiatique. Une attention spéciale doit être portée sur la structure de l'organisation des medias et de la qualité du travail des journalistes. La plupart des activités économiques estiment que la concentration de la propriété est le meilleur moyen de se défendre devant l'essor inexorable de la mondialisation. Patrons et États pensent en effet que plus une entreprise est importante en nombre de personnel, plus elle a de chances d'exister et de se pérenniser et d'être en concurrence positive sur le plan international en une telle période d'évolution des marchés. Les medias, comme tant d'autres entreprises vont donc se regrouper afin d'être plus fortes en face de la concurrence, et de réaliser des économies d'échelle pour limiter les coûts de production. À ce stade, on ne peut plus vraiment parler d'information, mais plutôt d'une marchandise comme une autre. « *En achetant d'autres médias du même secteur ou en fusionnant, les entreprises augmentent leur part de marché et peuvent accroître leurs profits, de même qu'exercer une influence accrue sur le taux de publicité* »⁴³.

⁴⁰ Médias et démocratie, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/media-democratie/medias-contribuent-ils-au-debat-democratique.html>, consulté le 5 février 2014

⁴¹ Alain Woodrow, *Les médias quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Editions du Félin, 1996, p. 167.

⁴² Médias et démocratie, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/media-democratie/medias-contribuent-ils-au-debat-democratique.html>, consulté le 5 février 2014

⁴³ Anne-Marie Gingras, *Médias et démocratie. Le mal grand entendu*, Presse Universitaire de Québec, Québec, 2009, p. 133.

Les entreprises médiatiques achètent de plus en plus souvent leurs concurrents pour dominer le marché et fournir plus de consommateurs à leurs annonceurs ; Cela augure mal de la diversité de l'information autant que de la démocratie qui pourrait bien en être affectée.

Les personnes qui critiquent ces nouveaux « empires médiatiques » s'intéressent principalement à la mutation qui se fait jour au sujet du concept de l'information. De plus en plus, on parle de commercialisation de l'information en parlant de « contenu ».

De tous temps, la liberté d'expression et d'opinion de la presse ont été les bases pour une société libre. La concentration des médias pose la question de la variété des informations et des opinions, variété qui est au centre du processus démocratique.

Le financement des médias par des capitaux privés fait courir le risque que l'information soit donnée en fonction des intérêts des financeurs et même qu'ils influent sur le fonctionnement démocratique. Cette mainmise financière sur les médias est également un risque pour leur indépendance, même si certains comme « Le Monde » se targuent d'un financement indépendant. Le nombre de médias dans un même ensemble n'est pas une garantie de diversité d'opinion et d'information.

2-Médias et démocratie

Nous avons vu que la presse et les différents médias audio-visuels sont censés être des contre-pouvoirs des politiques. En réalité, il semble que les médias ne jouent ce rôle que partiellement.

La manipulation n'est pas due en principe à des informations erronées ou plus ou moins détournées, mais plutôt par le fait que certaines informations importantes sont reléguées au deuxième plan ou sont carrément omises, sous des prétextes de manque d'espace rédactionnel ou de temps d'antenne.

Les médias de tous ordres sont la source principale de l'information des citoyens. Ils deviennent les principaux « formateurs » de l'opinion publique.

Ils ont la possibilité de mettre en avant certains débats en occultant d'autres auxquelles ils ne donnent pas la même couverture médiatique. Ils doivent se soumettre à une éthique vis-à-vis de l'exactitude de l'information, du respect de la vie privée et de la vérification de leurs sources.

La presse est aussi un support pour la contestation. Les premiers textes de ce genre ont été essentiellement écrits sur le thème de la liberté. En 1791, le 1^{er} amendement de la constitution américaine stipule que « *le Congrès ne fera aucune loi portant atteinte à la liberté d'expression* ».

On constate une concomitance au XIX^{ème} siècle entre l'arrivée du suffrage universel et l'essor de la presse de masse. Cette presse de masse, à laquelle s'ajoutent aux XX^e et XXI^e siècles tous les nouveaux médias issus des nouvelles technologies : la radio, la télévision, internet, concourent à l'élargissement du champ des « consommateurs d'informations » et à une importante diffusion des idées. Les organes démocratiques s'adaptent progressivement aux changements et tentent de rapprocher les politiques et les citoyens. Les médias relayent en partie les vecteurs traditionnels de la démocratie à l'aide de nouveaux types d'expression et d'information. De leur côté, les médias se sont aussi démocratisés pour être accessibles au plus grand nombre. Ils se trouvent être une sorte de courroie de transmission entre pouvoir et citoyens. Depuis la concentration des médias, de la presse d'opinion, et de l'introduction des groupes financiers, nous nous trouvons en face d'une uniformisation de l'information.

-Le quatrième pouvoir

Les médias constitueraient au dire de nombreuses personnes, un quatrième pouvoir après ceux du législatif, de l'exécutif et judiciaire. En 1787, c'est Burke qui invente le terme de « *4ème pouvoir* ». Il marque ainsi le pouvoir qu'ont les médias dans la société dans la mesure où ils sont un organe dont le but initial est la transmission objective des faits.

Si les gouvernements ont droit à une part de secret quand il s'agit de décisions particulièrement en ce qui concerne les affaires internationales, la démocratie veut que la transparence soit ensuite totale.

La télévision, média de masse est souvent accusée de se servir d'auditeurs souvent passifs pour proposer des débats simplifiés afin de « fabriquer » l'opinion et ainsi laisser peu de place au débat démocratique. Par ailleurs, les politiciens, se conforment à la vision des médias et n'expriment pas vraiment leurs convictions mais façonnent leurs discours pour répondre à l'opinion qu'ont diffusé les médias. Là aussi, le débat démocratique n'est pas mis en œuvre et arrive à « biaiser » les campagnes électorales.

Les hommes politiques doivent se plier aux formats imposés par la télévision. C'est ainsi qu'ils sont amenés à résumer en quelques mots des situations complexes qui sont ensuite traduites par les fameuses « petites phrases » reprises souvent « en boucle ».

En France, c'est le Conseil Supérieur de l'Audio-visuel (CSA) organisme indépendant qui est chargé de contrôler les médias et de garantir un accès égal pour tous, le pluralisme et la neutralité de l'information dans le respect de la liberté d'opinion...Le CSA a une fonction d'autant plus importante qu'avec Internet il est possible de passer outre les barrières internes, de multiplier les forums de discussion pour ouvrir de nouveaux espaces de liberté.

Les politiques, les médias et l'opinion publique forment un triangle : les médias sont le miroir de la société, autant qu'ils sont à la base de la production de phénomènes de la part de cette même société.

Devant l'offre pléthorique et continue de l'information, le public est pris entre le désir de participer directement aux débats à travers les forums, les blogs et autres réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et la méfiance que lui inspirent les médias traditionnels soumis à des obligations de rentabilité liées à l'audimat.

Depuis les années 90, il souffle un vent de dénonciation de l'uniformisation de l'information et donc de propagation de « pensée unique ». La population soupçonne qu'il y a connivence entre les politiques, les journalistes, les grands patrons qui pèse sur le contenu des informations.

Lors des élections présidentielles en France en 2002 par exemple, les médias ont été accusés d'avoir trop insisté sur les problèmes de sécurité et d'avoir ainsi favorisé le candidat d'extrême droite en « forçant » sur les sondages trop fréquents.

3-La révolution des NTIC

Le temps que passent les français devant la télévision décroît depuis une vingtaine d'années. L'arrivée de nombreux outils tels que les smartphones, les tablettes..., et le développement d'internet donne d'autres possibilités de s'informer et sans doute d'avoir un éventail plus large d'informations : possibilité d'accéder directement à des médias étrangers par exemple.

Devant ces changements les médias classiques doivent s'adapter en proposant par exemple des versions en ligne, et de nouveaux journaux paraissant uniquement sur internet voient le jour comme *Mediapart* et *Rue 89*.

Internet provoque une véritable révolution dans les rapports entre médias, politiques et population. Il constitue un nouvel espace de débats et de polémiques et brouille par là-même la distinction entre journalistes et citoyen *lambda*.

Les politiques se sont à leur tour emparé d'Internet pour en faire un outil de communication quasi directe avec les citoyens, (vœux, campagnes électorales...).

L'ouverture virtuelle des frontières grâce à Internet supprime un peu l'information contrainte et est un progrès en matière de liberté d'expression pour chacun.

Internet facilite aussi la communication avec un certain nombre d'organismes dont les sites permettent d'obtenir des renseignements, des formulaires, des documents administratifs ou autres. Ils ont également accès à des données publiques, des programmes politiques, et en fait à toute information qui leur est nécessaire ou qu'ils souhaitent acquérir.

Compte tenu de la difficulté de contrôler les informations postées sur internet faisant de l'outil un réceptacle de différentes sortes d'informations dangereuses, les médias traditionnels doivent être là pour donner les informations nécessaires et permettre à chacun de se faire une opinion, de comprendre l'environnement, et de prendre des décisions en connaissance de cause.

Les médias, considérés comme outils démocratiques ont la responsabilité de donner des informations fiables pour tout ce qui touche à la vie des populations ; ils doivent aussi être conscients de leur rôle permettant l'échange de commentaires et de critiques.

II-La notion de crise

Le mot crise a ses origines tant en latin (*crisis*) qu'en grec (*Krisis*). Chez les latins, cela signifiait une maladie grave et chez les grecs, cela voulait dire jugement, décision. Quelle que soit l'origine du mot crise, cela signifie qu'il y a antagonisme entre deux possibilités : guérir ou mourir, opposition entre deux tendances divergentes...

Qu'ils se situent sur le terrain de la médecine, du droit ou de la théologie, les grecs considèrent qu'une crise conduit en fait à un choix, à une décision et met ainsi fin à une confusion. *Krisis* s'oppose à *Krasis* qui signifie la confusion et prend par là-même le sens d'un jugement, d'une décision qui rétablit l'ordre. C'est une étape décisive dans un processus de réorientation vers le meilleur ou le pire. Dans la pensée des anciens, cette notion de crise est plutôt positive dans le sens qu'elle donne à l'individu son libre arbitre et la supériorité de son propre jugement. Dans le monde actuel, ce terme de crise a plus le sens de ruptures ou de troubles de tous ordres. Ainsi, toutes les crises sous-entendent un choix pour en sortir ou s'y enfoncer. Pour Jean Monnet cité par Michel Adam, « *les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise* »⁴⁴.

⁴⁴ Miche Adam, *Jean Monnet, Citoyen du monde. La pensée d'un précurseur*. L'Harmattan, Paris, 2011, p. 76.

De quoi que vienne une crise, elle détermine un désordre et un état entre deux situations sur le point de basculer d'un côté ou de l'autre, et se traduit par une déconstruction suivie d'une reconstruction.

-La crise: une notion contemporaine.

De nos jours, le terme crise est utilisé pour traduire une situation inquiétante, de plusieurs ordres, militaire, politique, social, économique... et qui nécessite des mesures fortes. Montesquieu⁴⁵ lui-même emploie ce terme pour indiquer les grandes époques historiques qui sont ou ont été à la base de la chute de civilisations. Ce terme a aussi longtemps été utilisé pour désigner des situations graves de tensions internationales pouvant déboucher sur des guerres comme à Cuba ou dans les Balkans. On parlait aussi de crise quand il s'agissait d'un changement important des sociétés, de la morale, de la culture, de conscience (les ouvrages de Paul Hazard de 1935 et de Hannah Arendt 1961 par exemple). Il était considéré qu'une crise apparaissait lorsque un ordre depuis longtemps établi et considéré comme immuable semblait menacé dans ses fondements, soit allant vers le déclin, soit vers d'une totale révolution.

Marcel Mauss disait que « *la crise est un état dans lequel les choses irrégulières sont la règle et les choses régulières impossibles* ». Aujourd'hui, le terme crise est utilisé dans pratiquement tous les domaines de la vie sociale, économique... Crises du couple, de l'adolescence de la cinquantaine et bien d'autres encore.

Aujourd'hui, une crise est une rencontre entre un fait objectif ou une interprétation d'une situation donnée et la réaction que cette rencontre provoque, soit chez un individu (maladie), soit pour un groupe, une organisation... La fin de la crise viendra des solutions qui seront apportées à la situation de crise.

Une crise n'est pas forcément issue d'un danger, d'un désordre ou d'un aléa quelconque. Elle surgit en général quand un ensemble de règles ou de situations sont affectées d'une manière ou d'une autre. Une crise est la coïncidence entre une circonstance particulière, à un moment donné, d'un événement qui sert de catalyseur, avec une organisation qui s'en trouve fortement bousculée. Un autre élément est un constituant de la crise : l'interprétation, le cerveau, le centre de décision, (cellule de crise).

⁴⁵ Montesquieu, *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734.

Nous prenons à titre d'exemple la situation de crise dans laquelle s'est trouvée l'entreprise Toyota qui a du faire face à un problème de pédales d'accélérateurs, problème largement repris par les médias en 2010. La Société a du mettre en place très rapidement une organisation particulière pour gérer ce problème devenu « crise ».

Les principaux utilisateurs du mot crise ont sans doute été les médecins et les économistes. Les médecins puisque ce mot venant du grec constitue la période décisive d'une maladie, son point le plus dangereux.

Pour les économistes, ce mot a été employé quand ils ont pris conscience, à la moitié du XIX^e siècle de la régularité de la venue des dysfonctionnements de l'économie. Les crises économiques que l'on nomme aussi crise bancaire, financière, de production, sont la conséquence de la désorganisation d'un système que l'on croyait pérenne, désorganisation subite que l'on voit progresser. L'économiste Joseph Garnier écrivait en 1859, «*les crises commerciales sont des perturbations soudaines de l'état économique naturel, et plus particulièrement des perturbations dans la fonction générale de l'échange aussi indispensable à la vie sociale que la circulation du sang l'est à la vie animale et individuelle*»⁴⁶.

Une autre définition est simplement qu'une crise est la conséquence d'une brusque dislocation d'un système dit « normal ».

Nous allons étudier ci-après 3 types de crises : économique, sanitaire et politique.

1 - Crise économique :

La crise économique se traduit par une « casse » violente de la situation économique ainsi que des perspectives de développement. Les crises peuvent être concentrées sur un seul secteur géographique ou de production, ou s'étendre à tout un pays et enfin mondialement ; Les crises peuvent durer quelques mois, voire des années. Ces crises sont à la base d'une possible récession, situation des plus graves.

Les crises économiques ont généralement des répercussions sur le chômage, le niveau des salaires, le niveau vénal des capitaux et du patrimoine, mais aussi au niveau sanitaire.

Gottfried Haberler⁴⁷, comme certains autres auteurs considère qu'une crise est un virage ramenant à une situation déjà connue. Le marxisme entend que la crise entraînera la chute du

⁴⁶ Joseph Garnier, *Éléments de statistique*, deuxième édition, Garnier Frères, 1865, Paris, p. 302.

⁴⁷ Gottfried Haberler, *Prospérité et dépression, étude théorique des cycles économiques*, Société des Nations, Genève, 1943.

capitalisme et P. Kenway (1987) estime lui que c'est un moyen pour le capitalisme de se réorganiser.

Les économistes emploient le terme crise dans le sens que lui donne le marxisme et préfèrent utiliser le mot dépression ou récession. En 1929, la crise fut nommée « Grande dépression » et celle de 2008-2012 « Great Recession ».

Le terme crise sous-entend qu'il y a lieu de réformer le capitalisme (pas exactement dans le sens où l'entend la théorie marxiste) et qu'il y a lieu de changer les règles. Dans ces conditions, une crise économique ne semble pouvoir cesser que dans le choix et la mise en œuvre de nouvelles règles économiques. (De Boissieu, 2001).

Les crises économiques sont des événements revenant régulièrement dans l'histoire économique du monde, c'est en tout cas ce que dit la théorie des cycles économiques. Ces crises peuvent se produire sur un ou plusieurs secteurs économiques ou de façon plus vaste par « effet de contagion ».

Il y a évidemment plusieurs causes pour qu'intervienne une crise économique :

- Une cause du fait d'une mauvaise politique monétaire d'investissements par exemple, créant des « bulles » ou des taux élevés inhibant le crédit.
- Des périodes troublées en temps de guerre, de révolution, voire une simple crise de perte de confiance des milieux financiers voire politiques par exemple.
- D'une mauvaise politique économique bien que quel que soient les choix qui seront faits, cette politique sera critiquée : protectionnisme contre ouverture totale des frontières, déficit public contre rigueur budgétaire, etc.
- Une chute totale ou partielle d'un approvisionnement indispensable à l'économie, tel que le pétrole ou le gaz par suite d'un changement de fournisseur par exemple.
- Un surplus de production dans un secteur donné qui provoque la chute des prix et diminue la rentabilité, voire ruine les producteurs et par contre-coup, les fournisseurs.
- Une trop grande confiance dans un système autorégulateur des marchés ou *a contrario*, une emprise trop administrative.

2 - Crise sanitaire

On appelle crise sanitaire une pandémie qui touche de dix à des centaines voire des millions de personnes. Il est évident que ces pandémies ont des conséquences financièrement coûteuses, socialement et politiquement importantes. À titre d'exemple, nous prendrons la grippe A mais surtout l'épidémie de VIH/Sida, ou encore la grippe espagnole de 1918 à 1920 qui ont fait jusqu'alors plus de 40 millions de morts dans le monde.

L'OMS a justement été créée à la suite de la période de la grippe espagnole afin qu'une telle catastrophe ne se reproduise plus.

3 - Crise politique

Quand une crise politique se produit dans un pays, cela a de graves conséquences : grèves, manifestations, mouvements sociaux, émeutes et encore plus grave une guerre civile.

Deux types de crises politiques peuvent survenir : une crise institutionnelle avec changement de constitution, ou une crise de régime avec alternances des gouvernements.

Ces types de crises arrivent généralement lorsqu'un gouvernement est minoritaire et que les partis ne sont pas d'accord avec des questions importantes comme la politique budgétaire par exemple.

Quelques auteurs :

On compte de nombreuses crises économiques de par le monde depuis le début du XX^e siècle : la crise de 29 (suite au jeudi noir), la crise mexicaine de 1994 suite à la dévaluation du *péso*, et récemment, la crise qui a débuté en 2007 par la crise immobilière américaine, et qui s'est étendue à tout le système financier international.

Jacques Attali, ainsi que de nombreux autres chercheurs ont étudié cette notion de crise et qu'ils ont traitée de façons différentes selon l'angle sous lequel le sujet a été abordé. Ainsi, Jacques Attali a publié 2 ouvrages : *Les trois mondes : Pour une théorie de l'après crise* est publié chez Fayard depuis 1991 ; *La crise et après ?* (Décembre 2008 aux éditions Fayard).

Ce deuxième ouvrage tente d'expliquer les causes de la crise et de trouver les moyens d'y remédier afin qu'elle ne se termine pas en catastrophe politique mondiale. Pour lui, cette crise viendrait de ce que l'Amérique ne cherche pas à offrir aux travailleurs des classes moyennes des salaires suffisants ce qui les oblige à s'endetter pour l'achat d'un logement. Ceci a pour effet de déclencher une progression de la valeur des patrimoines ou de la production.

Les professionnels de l'immobilier et les financiers se sont attribué la richesse produite par l'accroissement du crédit et donc de l'endettement, ce qui est devenu insoutenable et a emmené les victimes vers la panique, une perte de confiance et une désertion pour toute nouvelle dette.

Paul Hazard (1878-1944 professeur de littérature comparée au Collège de France) a publié en 1935, *La crise de la conscience européenne*. Pour lui, il s'agit d'un changement psychologique radical. [La France est habituée à l'ordre, à l'autorité, à la fidélité à l'Église et

au roi, et se trouve confrontée à une nouvelle situation où règne la raison, le doute, la liberté individuelle, le rejet des institutions de l'Église et des vérités traditionnelles.] Ces oppositions de vues sont radicales et marquent un bouleversement psychologique et intellectuel.

Paul Hazard estime que ces batailles de points de vues ont commencé avant les années 1715 avec ceux qui ont été au centre des débats à savoir Spinoza, Bayle, Locke, Newton, Bossuet, Fénelon... entre autres. C'est alors que sont venues des idées nouvelles et fortes : rationalisme, pensée anticléricale, sentiment antireligieux, égalité, liberté de l'individu, droits de l'homme et du citoyen et qu'un ordre nouveau s'est mis en place. Personne n'a alors pensé que ces nouvelles idées seraient le catalyseur de la révolution de 1789, ces idées ayant progressivement fait leur chemin et détruit les bases de la société telle qu'elle existait à cette époque.

Hannah Arendt publie en 1989 *La crise de la culture* aux éditions Gallimard. Cet ouvrage tente d'expliquer l'origine des bases philosophiques de la politique. Elle consacre un essai à la notion d'autorité et en fait une analyse qui éclaire la modernité qu'elle considère comme un oubli des origines.

Chapitre II- Présentation de la Guinée

I-Géographie, climat et population

Située en Afrique occidentale, la république de Guinée couvre une superficie de 245 857 km². Elle est limitée à l'ouest par l'océan Atlantique et partage ses frontières avec la Guinée-Bissau au nord-ouest, le Sénégal au nord, le Mali au nord-est, la Côte d'Ivoire à l'est, le Libéria et la Sierra Leone au sud. Le climat, de type tropical, est caractérisé par une saison sèche qui dure de quatre à sept mois et une saison d'hivernage de cinq à huit mois en fonction des régions. La pluviométrie moyenne annuelle est égale à 1 651 mm et varie de 1 200 mm en haute Guinée à 4 200 mm en basse Guinée. Les températures moyennes annuelles sont comprises entre 21 et 27°C. On distingue quatre grandes régions naturelles avec des caractéristiques géographiques, climatiques et écologiques différentes.

- La Guinée maritime ou basse Guinée est la bande côtière entre la Guinée-Bissau au nord et la Sierra Leone au sud (environ 300 km). D'une largeur comprise entre 100 et 150 km environ, elle couvre 15% de la superficie totale du pays. Les marais maritimes occupent une superficie d'environ 360 000 ha, dont 260 000 ha de mangroves (les plus importantes de la région ouest africaine). De type tropical humide, le climat est bimodal, avec une saison pluvieuse qui débute en avril-mai et continue jusqu'en novembre. Les précipitations atteignent leur maximum en août et dépasse parfois 4.000 mm/an Conakry. La saison sèche, très marquée, commence fin novembre.

- La moyenne Guinée ou Foutah Djallon couvre 26% de la superficie totale du pays et est, avec le massif du Fouta-Djalon, la région la plus montagneuse du pays. Son altitude est partout supérieure à 750 m et dépasse 1 200 m en certains endroits de l'axe Dalaba-Mali. Le Foutah Djallon est considérée comme le château d'eau d'Afrique de l'ouest dans la mesure où s'y trouve la source de nombreux fleuves et rivières de la région: les fleuves Sénégal et Gambie au nord, les fleuves Koliba, Rio Grande, Fatala et Konkouré à l'ouest, les fleuves Kaba, Kolenté au sud, et le fleuve Niger à l'est.

Le climat est marqué par une amplitude thermique diurne relativement forte pouvant atteindre 19°C à Labé (8°C–37°C). L'hivernage dure de cinq à huit mois avec des précipitations inférieures à 1 300 mm au nord et légèrement supérieures à 2 000 mm au sud.

- La haute Guinée se situe entre la Guinée forestière et le Fouta-Djalon et s'étend sur 39% de la superficie totale du pays. D'une altitude moyenne de 500 mètres, la région, a un relief peu marqué ce qui explique l'étalement des cours d'eau. Le climat est du type soudanien avec une pluviométrie annuelle comprise entre 1 200 mm au nord et 1 600 mm au sud. L'amplitude thermique saisonnière est importante, les températures très élevées peuvent varier de 14°C en saison pluvieuse à 37°C en saison sèche.

- La Guinée forestière couvre 20% de la superficie totale du pays. Son relief est tourmenté et le point culminant du pays, 1 752 mètres, se trouve au mont Nimba. Le climat se caractérise par la longueur exceptionnelle de la saison pluvieuse (entre sept et neuf mois) et une pluviométrie moyenne d'environ 2 500 mm/an.

La population totale du pays est de 11.45 millions d'habitants⁴⁸ en 2012, dont 64% de ruraux. La densité moyenne de 45.4 habitants/km², varie entre 16 habitants/km² à Beyla en Guinée-forestière, 106 habitants/km² à Labé en moyenne-Guinée et 2.429 habitants/km² dans la capitale Conakry. En 2013, le taux de mortalité à la naissance s'élevait à 57,11 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité pour les enfants de moins de 5 ans était de 130 pour mille en 2010. En 2004, la population active était estimée à 49% de la population et 82,31% de cette population active travaillent dans l'agriculture. En 2002, environ 53,6% de la population totale du pays vivaient en dessous du seuil de pauvreté établi à environ 300 dollars par personne et par an. On estime à 53%, le taux de pauvreté en milieu rural, soit huit fois plus que celui de Conakry, la capitale, qui est de 7%. Seulement 51% de la population totale ont accès aux sources améliorées d'eau potable.

La Guinée fait partie des pays les moins avancés (PMA). En 2011, le PIB s'élevait à 3.6 milliards de dollars EU, avec un taux de croissance annuel estimé à environ 4%.

⁴⁸ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea>, (consulté le 5 avril 2014).

II-Aperçu historique

La Guinée fit partie de l'empire du Ghana aux Xe et XIe siècles, puis de l'empire du Mali jusqu'au XIVe siècle et enfin de l'Empire Songhai jusqu'au XIXe siècle. La colonisation française commença en 1838 et vers 1850, le pays fut constitué en un protectorat des « Rivières du Sud », rattaché au Sénégal.

Des résistants comme Alpha Yaya Diallo, Boubacar Biro Barry, Samory Touré, Zebela Togba, Alouténe le Grand et Kissi Kabateba, menèrent une guerre organisée contre la pénétration coloniale. Le territoire de la Guinée devint une colonie française en 1903 et fut intégré à l'Afrique occidentale française (AOF). La Constitution française du 7 octobre 1946 fait de la Guinée « territoire d'outre-mer ». Puis une conscience politique anticoloniale se développa et s'affirma avec force après la Seconde Guerre mondiale.

La Guinée a été le premier pays d'Afrique occidentale à conquérir son indépendance le 2 octobre 1958, après qu'Ahmed Sékou Touré qui sera par la suite son premier président, eut organisé un référendum le 28 septembre rejetant la proposition de communauté franco-africaine émise par le Général De Gaulle. Le pays décidait ainsi de tourner le dos à 60 ans de colonisation française (1899 -1958). A la tête du parti unique, le PDG (Parti Démocratique de Guinée), Sékou Touré a assuré sans interruption la présidence de la République pendant 26 ans, jusqu'à sa mort en 1984. En avril de la même année, le Colonel Lansana Conté, soutenu par l'armée, prit le pouvoir et entama avec son gouvernement un vaste programme de réformes économiques de type libéral. En 1993, les premières élections présidentielles multipartites furent organisées.

Les résultats du scrutin avaient confirmé le Général Lansana Conté dans son rôle de Président, sous l'égide du PUP (Parti de l'Unité et du Progrès). Suivirent immédiatement après des élections législatives pluralistes en juin 1995. En 1998, le Président est réélu.

Le 11 novembre 2001 la constitution est modifiée suite au referendum de la même année, donnant un nouveau mandat de 7 ans au Président au lieu des 5 ans décidés aux termes de la constitution précédente.

A la mort de Lansana Conté en décembre 2008, une junte militaire du nom de Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD) prend le pouvoir par un coup d'État. Le lendemain, Moussa Dadis Camara s'autoproclame Président de la République. Le 28 Septembre 2009, la population exprime son opposition à une éventuelle de candidature de Dadis Camara aux élections présidentielles. La répression sanglante de cette manifestation

avait fait 157 morts et 2000 blessées. Victime d'un attentat le 3 Décembre 2009, Dadis Camara sera blessé à la tête et évacué au Maroc quittant ainsi le pouvoir. C'est alors que s'ouvre une période de transition, sous la conduite du Générale Sékouba Konaté sur la base des accords d'Ouagadougou du 10 Janvier 2010. La transition militaire se termine avec l'élection d'Alpha Condé à la tête du pays suite au scrutin du 7 novembre 2010.

III-Administration et fonctionnement du pays

La décentralisation est la tendance de l'administration générale ; le pays est divisé en sept régions, chacune dirigée par un Gouverneur. Chaque région est composée de 33 communes à l'exception de Conakry qui en comporte 5.

La religion principale en Guinée est l'Islam, pratiqué par 85 % de la population, contre 10 % par des chrétiens et 5 % par des animistes.

La langue officielle est restée le français qui n'a cependant pas supprimé les langues et dialectes locaux (peul, soussous, malinké, guéré...) qui sont en fait les principaux vecteurs de la communication quotidienne.

La Guinée dispose de sa propre monnaie, le Franc guinéen (GNF). Cette monnaie suit les taux fixés par les marchés aux enchères des devises qui suivent le mécanisme de l'offre et de la demande ; en 2014, 1 Euro équivaut à 9.664,81 GNF. Toutes les opérations financières sont libres.

1-Economie

Principales ressources

-La pêche : Dotée de 300 km de côtes (56 000 km² exploitables), la Guinée a commencé à mieux exploiter ses grandes ressources halieutiques dans les années 90. Le mode artisanal de cette activité reste la règle commune, mais la pêche industrielle, longtemps exclusive des compagnies étrangères, connaît une progression constante (plus de 150.000t/an) et l'arrivée de compagnies nationales. Cette pêche (environ 100.000 T/an) constitue le principal apport de protéines animales pour la population.

-L'agriculture:

Bien que le pays tire ses principales ressources de l'exploitation minière, on estime que 60%⁴⁹ de la population guinéenne se consacre à la production agricole. L'agriculture est basée sur de petites exploitations de type traditionnel à caractère extensif.

⁴⁹ « Guinée : pays aux ressources multiples, pays d'avenir », Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, <http://www.anouslaguinee.com/medias/files/guide-de-l-investisseur-en-guinee.pdf>, consulté le 5 avril 2005.

Les cultures vivrières sont les céréales (riz, maïs, fonio arachide) et les tubercules (manioc, igname, patate douce) et, depuis quelques années, la pomme de terre. Les cultures d'exportation sont le café, le cacao, le coton, l'huile de palme et l'hévéa

La culture de ces produits assure 24% du PIB⁵⁰ national malgré un faible taux de croissance en 2004 (0,1%). La superficie des terres arables est estimée à 7,5 millions d'ha avec un domaine cultivé de 3 millions d'ha.

-L'élevage : Estimée à 30.000 tonnes⁵¹, la production de viande couvre à peine la demande de la population.

-Aménagement hydroélectrique : La Guinée détient les plus importantes réserves hydroélectriques (6.600MW) de toute la région ouest africaine. Très peu exploitées, elles n'empêchent pas une situation de pénurie en fourniture d'électricité. A la fin des années 90, la construction du barrage hydrométrique Garafiri sur le fleuve Konkouré devait alimenter $\frac{3}{4}$ du pays en électricité. Sur financement de la communauté internationale complétée par une participation populaire sans précédent, le projet avait suscité beaucoup d'espoir auprès des populations. Malgré les potentialités du site (le barrage retient 1,3 milliards de m³ d'eau et libère une puissance de 75MW), et la finalisation du barrage, le projet fût un grand échec. En 2014, le pays y compris la capitale Conakry est toujours plongé dans l'obscurité. Pour faire face à la pénurie croissante d'électricité et d'eau salubre dans le pays, un autre projet de construction d'un nouveau barrage hydroélectrique est en cours depuis 2013. Il s'agit du projet d'aménagement du barrage de Kaléta toujours sur le fleuve Konkouré. D'une puissance de 240 MW, le projet d'un investissement global de plus de 500 millions de dollars américain est financé à 75% par China International Water Energy (CWE), réalisatrice des travaux. L'Etat guinéen contribue au projet à hauteur de 25%⁵².

-Les mines : le pays tire ses principales ressources de l'exploitation minière (environ 60 %)⁵³. La Guinée possède les plus grands gisements de bauxite au monde (5,6 milliards de tonne) et exporte 17 millions de tonnes par an.

⁵⁰ <http://www.statistiques-mondiales.com/guinee.htm>, (consulté le 5 avril 2014)

⁵¹ <http://www.stat-guinee.org/nada/index.php/catalog/19>, (consulté le 5 avril 2014)

⁵² Mamadou Oury Bah, «Barrage hydroélectrique de Kaléta : 'la première turbine tournera le 31 mai 2015'», selon le DG du projet » <http://mosaiqueguinee.com>, (consulté le 5 avril 2014).

⁵³ « Guinée : pays aux ressources multiples, pays d'avenir », Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, <http://www.anouslaguinee.com/medias/files/guide-de-l-investisseur-en-guinee.pdf>, consulté le 5 avril 2005.

Parmi les autres ressources minières du pays, nous avons le diamant, avec des réserves estimées à 300 millions de carats, contrôlées par l'Etat, le fer (750 millions de tonnes) et l'or (1000 tonnes). L'ensemble de ce secteur assure 80% des recettes d'exportation de la Guinée

-L'industrie : l'industrie alimentaire concentre les investissements les plus importants (brasserie, limonade, cubes alimentaires...). Suivent les branches des matériaux de construction, du tabac et de transformation des métaux. Les sociétés industrielles coexistent avec un petit secteur de PME, installées à 80% à Conakry et presque exclusivement orientées vers le marché intérieur.

-Le B.T.P (Bâtiments et travaux publics), c'est un secteur en progression évidente dans la mesure où les entrepreneurs commencent à trouver sur place un potentiel de produits intermédiaires qui vont des scieries à la fabrication de contreplaqué, de peinture, de briques et de ciment.

-Le tourisme : le tourisme est aussi un secteur en plein développement. Le pays est riche de paysages variés et traditions culturelles conservées. C'est encore cependant un tourisme de découverte car les structures d'accueil ne sont pas encore à la hauteur de la demande de la masse (hôtels, routes).

-L'artisanat de production occupe une frange importante de la population active guinéenne qui y tire l'essentiel de ses revenus. Le secteur occupe plus de 200.000 emplois.

-L'artisanat d'art, sa rentabilité dépend du tourisme. Ses sujets sont principalement des sculptures sur bois.

-Le commerce et les services continuent d'animer le secteur le plus important avec une part majoritaire de 40% du PIB⁵⁴. Le moteur libéral et le potentiel croissant des marchés domestiques (télécommunication, alimentation, cigarettes, ...) attirent les investisseurs.

2-Réformes et soutien au secteur privé

Après la mort de Sékou Touré, la Guinée a pris le tournant du libéralisme économique.

Une volonté de désengagement de l'Etat des entreprises publiques et parapubliques, assorties d'une préoccupation de développement du secteur privé évolue vers des résultats plus ou moins encourageants. Ainsi, un ensemble de mesures rendent progressivement manifeste le souhait formulé de bonne collaboration entre les secteurs public et privé : réforme de l'appareil judiciaire, augmentation de l'épargne intérieure, adaptation des documents cadre, code des impôts, codes des activités économiques, codes des investissements, code minier, code des douanes, code domaniaux suivent les orientations économiques du pays.

⁵⁴ « Guinée : pays aux ressources multiples, pays d'avenir », Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, <http://www.anouslaguinee.com/medias/files/guide-de-l-investisseur-en-guinee.pdf>, consulté le 5 avril 2005.

La Chambre de Commerce d'Industrie et de l'Artisanat de Guinée, organisme privé, joue un rôle prépondérant dans le développement économique et dans la diffusion d'informations à l'attention des différents acteurs de l'économie.

3-La coopération internationale

La Guinée fait partie de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le pays ne se restreint pas à ses partenariats traditionnels avec les pays d'Afrique du Nord ou de l'Europe, mais se tourne aussi vers les pays émergents d'Amérique du sud, d'Asie et même de Scandinavie... (exemple de la collaboration de la société malaisienne Telecom-Malaysia avec la Sotelgui). L'Union Européenne reste le plus important bailleur de fonds avec le montant de l'aide qu'il apporte à la Guinée. Ces aides sont principalement employées pour les infrastructures routières et les installations hydrauliques dans les villages. Sont aussi concernés, le développement rural, la santé publique et l'éducation. La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre la pauvreté, la décentralisation et une révision du rôle de l'État. Les coopérations bilatérales, française, canadienne, italienne, allemande...sont également très présentes.

Illustration n°1. Carte de la Guinée.



Image extraite de <http://www.google.fr/imgres>

Chapitre III- Le paysage médiatique guinéen.

I-Etat des lieux du paysage médiatique guinéen

Les premières publications de journaux en Guinée remontent aux trois décennies précédant l'indépendance. Le premier titre est un mensuel lancé en 1920. Cette publication mi-confessionnelle, mi-politique était éditée par la mission catholique dans une imprimerie artisanale de Conakry.

Avec l'essor économique des années 1930-1940 (dans l'agriculture notamment avec la production de sisal, de coton, d'ananas, de banane, de café etc.) de nouveaux titres ont vu le jour : *la Guinée française*, *voix des planteurs*, *Echos guinéens*, *Guinée nouvelle*. Ces journaux étaient animés par des planteurs et servaient de moyens d'information sur l'arrivée des navires qui transportaient les produits. *Echos guinéens* est devenu plus tard *Echos d'Afrique noire*, publiant depuis Dakar des satires et pamphlets contre la colonisation.

Après la seconde guerre mondiale et la naissance du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) en 1946 et sa branche guinéenne le PDG (Parti Démocratique de Guinée) en 1947, plusieurs autres regroupements politiques, des cercles de réflexion et plus tard des partis politiques notamment le parti socialiste ont vu le jour. Chacune de ces organisations entendait se doter d'un organe d'information. Seules quelques unes ont pu le faire en raison des interdictions, des saisies et des charges financières liées à la publication. C'était souvent de petits papiers ronéotypés en cachette, faits de satires et de critiques à l'endroit de l'administration coloniale française et qui reflétaient les aspirations et les revendications des populations et syndicats guinéens réclamant l'indépendance.

La presse écrite de l'époque coloniale en Guinée comme ailleurs, était au cœur des débats et luttes qui opposèrent l'administration française aux nationalistes qui combattaient pour l'indépendance immédiate. Ces derniers ont surmonté d'innombrables obstacles pour développer une presse indépendante de l'administration française en vue de mobiliser leurs

militants et les populations autour des idéaux d'indépendance et de liberté. L'exemple le plus évident est celui du *Phare de Guinée*, organe d'information du PDG créé en mai 1947. Le *Phare de Guinée* paraissait sous la direction du Dr Amadou Diallo avec Mamadou Traoré comme rédacteur en chef connu sous le pseudonyme de Ray Autra. Il se distinguait par ses articles d'une rare violence contre le pouvoir colonial et ses valets locaux dont les chefs de canton. L'administration a interdit *Phare de Guinée* en 1948. La même année, un nouvel organe du PDG voit le jour sous le titre *Coup de Bambou* et Ray Autra (Mamadou Traoré) sera son rédacteur principal. Faute de moyens le journal n'est pas imprimé mais plutôt ronéotypé, interdit également, il sera remplacé par *Liberté*. Après la fameuse loi coloniale dénommée « loi-cadre Gaston Deferre » votée par le parlement français en 1956 qui accordait l'autonomie aux colonies, *Liberté* et *Voix des communes* seront les organes de lutte devant conduire la Guinée à l'indépendance. Au lendemain de l'indépendance, seul *Liberté*, le journal du parti au pouvoir survivra pour devenir *Horoya* (qui signifie liberté en malinké) le 18 avril 1961 jusqu'à aujourd'hui.

II- Les sources d'information

Depuis la libéralisation du secteur des médias annoncé en 1991 avec les lois portant sur la liberté de la presse et la création du Conseil National de la Communication (CNC), les journaux guinéens se sont rapidement multipliés et le paysage médiatique est aujourd'hui marqué par un pluralisme affirmé en tout cas dans le secteur de la presse papier et celle en ligne. Concernant l'audiovisuel, c'est seulement en 2005 que le secteur a été déverrouillé. A ce jour, on dénombre au niveau national :

-207 titres de presse déclarés auprès du procureur de la république (parmi lesquels seulement une trentaine de journaux paraissant plus ou moins régulièrement⁵⁵).

-52 radios privées en plus des trois publiques à savoir RTG 1 et 2 qui émettent par satellites à partir de Conakry et rediffusées dans certaines régions du pays. A cela s'ajoute la RKS (Radio Kalum Stéréo) qui elle émet uniquement sur Conakry). Seule la radio nationale émet sur l'ensemble du territoire ;

- 6 télévisions privées (Gangan TV, Evasion Guinée, diversity TV,...)

Il faut noter que l'essentiel des médias guinéens sont concentrés dans la capitale Conakry.

⁵⁵Gabriel Baglo, *Baromètre des médias africains, Guinée 2011*, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Namibie, 2011.

1- Presse écrite, radio et télévision

Après une période de contrôle étatique fort avec le tout premier gouvernement guinéen (le président Sékou Touré avait autorisé la publication d'un organe national, *Horoya*), le début des années 90, fut marqué par l'explosion de la presse privée dans le pays. En 1991, il y a eu la promulgation de la Loi L/91/005/ CTRN sur la liberté de la presse et de la communication; et celle de la Loi L/91/006/CTRN portant sur la création du Conseil National de la Communication (CNC) en tant qu'organisme de consultation et de régulation.

Après 20 années d'histoire politique guinéenne plus ou moins mouvementée, quelques uns seulement des publications ont survécu, certains restant fidèles à leur ligne éditoriale, d'autres opérant des revirements parfois spectaculaires. Le régime juridique prévu par la loi L/91/005/ CTRN de 1991 sur la presse est celui de la déclaration préalable. Au terme de l'article 6 de la loi 002, « *tout organe de presse peut être créé sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement* » Il suffit d'une formalité administrative de déclaration portant le nom du journal, l'identité complète de son directeur de publication, de son adresse, de celle de l'imprimerie, le tout adressé au procureur de la république, qui délivre le récépissé dont il envoie une copie au Conseil National de la Communication (CNC) et au ministère de la justice et de l'information. Le déclarant est libre de publier son journal immédiatement après sa déclaration. Toutefois, la loi 002 exige que le directeur de publication, le rédacteur en chef et les chefs de rubriques soient tous des journalistes.

Il n'existe pas de presse régionale en Guinée. Un seul journal paraît hors de la capitale, c'est Sanakou, le seul journal régional de tous le pays dont le siège se trouve à Labé en Moyenne Guinée. Il n'existe aussi qu'un seul quotidien dans le pays, il s'agit d'Horoya, quotidien public soumis au contrôle du ministère de l'information et de la communication.

Les entreprises de presse écrites peinent à assurer leur survie financière. Avec de faibles tirages (30.000 exemplaires au maximum pour certains hebdomadaires de Conakry comme le Lynx, d'autres journaux se limitant à 150 ou 200), un prix de vente élevé, inaccessible au commun des Guinéens (près de 2 dollars pour un hebdomadaire de Conakry), et un marché publicitaire restreint.

Exception faite de quelques hebdomadaires et mensuels réguliers de la capitale, la majorité des journaux guinéens fonctionnent de manière largement informelle et répond peu à l'appellation « d'entreprise de presse ». Beaucoup de titres sont animés par une seule

personne, sollicitant ça et là la collaboration de pigistes, lorsque sont réunis les moyens nécessaires à la parution d'un numéro. Une trentaine de titres seulement dispose d'un siège, les autres sont réalisés au domicile ou sur le lieu de travail de leur propriétaire.

La République de Guinée est le seul pays de la région ouest africaine à avoir accusé un grand retard dans le cadre de la libéralisation et le développement de l'audiovisuel. Pendant 47 ans, depuis l'indépendance du pays, l'audiovisuel guinéen sous contrôle étatique se résumait à la seule RTG (Radio Télévision guinéenne). C'est seulement en août 2006 sous la pression des partis d'opposition et des bailleurs de fonds de la Guinée que le président Lansana Conté a décidé de libéraliser les ondes en Guinée. La Guinée avait rejoint ainsi le rang de pays comme le Sénégal, le Mali ou le Bénin, où l'existence des médias privés a permis de renforcer la libre circulation de l'information et le mouvement démocratique. Les principaux bailleurs de fonds de la Guinée, avec l'Union européenne (UE) en tête⁵⁶ avaient en effet demandé l'arrêt du monopole étatique sur la radio et la télévision. Après l'organisation de l'élection présidentielle de décembre 2003, jugée non conforme aux règles démocratiques par l'UE, Bruxelles avait arrêté les décaissements en direction de la Guinée. Le montant total gelé à l'époque était de 240 millions d'euros (environ 312 millions de dollars). En février 2004, une délégation gouvernementale s'était rendue à Bruxelles et avait négocié sur trois points essentiels à la reprise de l'aide : Ces points étaient la libéralisation des ondes, une commission nationale indépendante et l'organisation d'élections libres et transparentes dans le pays. L'UE avait exigé le respect de ces trois points pour la reprise de la coopération.

Le paysage audiovisuel se partage entre :

- La radio publique qui dispose de trois autres chaînes-RKS (Radio Kalum Stéréo) qui émet uniquement sur la capitale et la RTG1 et 2,
- La télévision public nationale – RTG
- 4 radios rurales;
- 5 radios communautaires;
- 52 radios privées
- 6 télévisions privées dont seulement deux fonctionnent (GuinéeTV1 et évasion TV-Guinée)

⁵⁶ Saliou Samb, « La libéralisation des ondes ouvre la voie vers un nouvelle ère », <http://ips.org/fr>, consulté le 05 juin 2012

-des chaînes de télévisions internationales disponibles par satellites et distribuées par canal+ et Star Times (nouvelle société de distribution de télévision numérique installée en Guinée depuis 2009).

La radiodiffusion nationale est un média d'Etat et fait partie intégrante de la RTG (Radio Télévision guinéenne). Elle a été mise en service en 1958, année de l'indépendance guinéenne; mais elle avait démarré sur les installations de la chaîne de *Radio Banane*. En effet, la première station de radio en Guinée est née pendant la période coloniale en 1935 précisément mis en service par la France, alors puissance coloniale pour servir ses intérêts à travers l'appui de la culture et l'exportation de la banane. Ses émissions se consacraient à des annonces relatives aux mouvements des navires et des transports de bananes et d'autres fruits ce qui lui valu le surnom de radio banane. La radio a évolué et sa couverture s'étendait en fonction et selon l'orientation des besoins commerciaux des colons. Elle deviendra plus tard Radio-Conakry, son audience et le contenu des programmes évoluant selon les mutations socio-économiques du pays.

De 1958 à 1984, la radio a joué un très grand rôle dans la diffusion des messages du pouvoir révolutionnaire vers le peuple guinéen et l'extérieur à l'époque de la première République avec le Président Sékou Touré. Elle deviendra dans ce cadre *la Voix de la Révolution*.

La première république a été marquée par de nombreux complots et coups d'Etat manqués, supposés ou réels, souvent suivis d'exécution des présumés auteurs⁵⁷. Ainsi on parlera du complot des paysans en 1960, celui des enseignants en 1961, des commerçants en 1964, des militaires en 1969, de l'impérialisme en 1970, des peulhs en 1976, des femmes en 1977. A chacun de ces complots réels ou supposés, les médias ont été utilisés pour véhiculer la propagande du parti au pouvoir.

Pendant le règne de Sékou Touré, les médias d'Etat, (médias de la révolution) ont été récupérés pour servir d'organe de propagande du parti-Etat au pouvoir, le PDG-RDA. *Horoya* avait le monopôle de la presse écrite à cette époque tout comme la Radio Guinée avait celui des ondes.

Les programmes de la radio comprennent 54 émissions hebdomadaires et quotidiennes, et ces programmes sont diffusés en français et parfois en langues nationales. Il y a dix langues

⁵⁷ Gabriel Baglo, *Op. cit.*

nationales reconnues et utilisées dans les médias parce qu'elles touchent intégralement toutes les populations.

La majeure partie de la population guinéenne étant analphabète⁵⁸ (65%), les langues nationales sont utilisées pour véhiculer les messages dans différentes émissions sur le plan de la santé, de l'environnement ou encore de la pêche. Elle émet 18/24 heures, 7/7 jours, de 6h à 0h. Elle diffuse par satellite, via un réseau FM, et dispose d'une onde courte (41 mètres), soit 7.125 KHz. Il y a cinq éditions d'information qui passent à 6h45, à 12h45, à 16h15, 19h45 et à 22h. Généralement l'édition de 22h est consacrée à l'intérieur du pays, aux activités des différentes préfectures, et des régions administratives. Dans cette édition, le siège reçoit les appels des envoyés spéciaux qui sont à l'intérieur du pays pour leurs reportages. Il y a également des flashes horaires d'information, la matinée puis à 15h, 18h, 19h et 23h50.

Le personnel (radio et télévision) est composé de 246 agents, tous profils et toutes hiérarchies confondus dont la majeure partie est basée à Conakry la capitale.

La RTG dispose désormais de deux antennes toutes deux à Conakry (une à Boulbinet, le siège historique de l'organisme et une nouvelle devenue la rédaction centrale à Koloma. La RTG ne dispose pas d'antenne de production et de diffusion dans les chefs-lieux de province.

La télévision nationale quand à elle a été créée en mai 1977 sur la base d'un don libyen. Elle a été créée pour servir d'instrument au service de l'idéologie d'Etat. Les premières installations étaient constituées de matériel en noir et blanc et les agents utilisaient de lourdes bandes vidéo, 2 pouces avec des projecteurs de télécinéma de 16 et 35 mm. Au début, la télévision avait une couverture limitée à la capitale et ses alentours (50km de rayon). Elle s'est progressivement étendue à plusieurs autres régions et localités du pays. A partir de 1986, elle passe du noir et blanc à la couleur grâce à la coopération allemande. Ensuite, grâce à la coopération avec le Japon, tous les équipements de la télévision ont été changés favorisant ainsi le passage au numérique.

Ne disposant pas de locaux propres, la télévision avait été installée d'abord dans ceux de la radio nationale (c'est un studio de production de la radio qui avait été transformé) avant de se voir construire de nouveaux locaux. Grâce à la coopération avec la Chine une nouvelle

⁵⁸ Selon M. Sec, directeur national de l'alphabétisation du ministère guinéen de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, la Guinée enregistre le taux d'analphabétisme le plus élevé de la sous région Ouest Africaine. <http://conakryinfos.com>, consulté le 2 avril, 2013.

maison de Radio Télévision guinéenne a été construite sur un autre site dans le quartier de Koloma, toujours à Conakry.

A la télévision, des troupes artistiques se produisent dans les différentes langues nationales. Ce sont des productions artistiques axées sur le quotidien du guinéen ce qui est très intéressant dans la mesure où ces productions permettent d'avoir des programmes publics compréhensibles par les populations. Parmi ces troupes, il y a la troupe *Pèssè* qui joue en Soussou, *Leourdjèrè* en Poular, *Sodia* en Malinké etc. Ces troupes qui se produisent en langues nationales permettent de véhiculer des messages sur des problèmes de société comme le sida par exemple. Il y a donc un travail de collaboration entre la télévision et ces troupes artistiques quand il s'agit de véhiculer des messages sous forme de théâtre pour une meilleure compréhension.

La Radio Télévision guinéenne a connu un tournant capital en septembre 2002 avec ce qu'on a appelé la montée satellitaire grâce à l'installation d'une antenne parabolique. Cette montée satellitaire a permis d'abord de couvrir l'ensemble du pays pour le cas de la télévision - du moins dans toutes les préfectures - ce qui n'était pas le cas jusque là.

Ensuite, la montée satellitaire a permis la possibilité de capter la radio à l'étranger ce qui permet à la radio de véhiculer ses messages à l'extérieur. *« Ceux qui sont à l'extérieur, comme ils n'ont pas d'autres alternatives, ils sont obligés d'écouter certaines radios et ce sont seulement les messages que ces radios passent qu'ils prenaient en ligne de compte. Aujourd'hui, ils ont la possibilité de capter la Guinée, d'écouter notre son. Donc, la couverture intégrale du pays et surtout le transport de notre message vers l'extérieur sont une excellente chose..... Les investisseurs qui veulent venir en Guinée ont un moyen pour s'informer et savoir ce qui se passe en Guinée. Malheureusement, il y a certaines presses ou certaines personnes qui se plaisent à raconter beaucoup de choses sur la Guinée. Donc, qu'il y ait une autre source d'informations sur la Guinée, véhiculée par la Guinée même, je pense que c'est très important »*⁵⁹ se réjouissait à l'époque Aissatou Bella DIALLO alors directrice générale de la RTG dans une interview parue sur le site www.winne.com

⁵⁹ Interview de Hadja Aissatou Bella Diallo sur l'histoire de la RTG, www.winne.com, consulté le 05 juin 2012.

Il n'y a pas d'antennes locales en Guinée. Il existe seulement dans chaque gouvernorat une équipe composée d'un cameraman, d'un journaliste et d'un monteur. Ils recueillent les informations de la localité, informations qu'ils envoient à Conakry et que la télévision diffuse.

La collaboration internationale est un point essentiel dans le cadre du développement des moyens de communication en Guinée. Le pays ne peut tout simplement pas se passer de cette coopération. Du début de la RTG du noir et blanc au numérique ce sont les aides de pays étrangers qui ont permis l'évolution du service. Cette collaboration est importante aussi bien en termes d'équipement qu'en termes de formation des agents. Pour le passage de l'analogique au numérique de la télévision nationale lors du déménagement dans la nouvelle maison d'édition par exemple, la RTG avait besoin de ces investisseurs comme le Canada et la France. Dans ce cadre, le CIRTEF (Conseil International des Radios et Télévisions d'Expression Francophone) organisme international dédié à la coopération médias et qui soutient le développement des télévisions du sud à travers des études et formations avait envoyé deux experts en Guinée et une formation a été faite sur place. Pareillement, dans le cadre de la montée satellitaire, une formation a été organisée sur place pour certains agents et d'autres ont été envoyés aux Etats-Unis avec la société Vertex.

Il n'existe aucune loi garantissant l'indépendance éditoriale de la RTG qui est sous la tutelle du ministère de la communication. En tant que service rattaché au ministère, la RTG n'a pas d'indépendance éditoriale.

L'organisme est financé sur le budget du ministère de l'information et par les recettes publicitaires qui lui proviennent de l'Office guinéen de Publicité (OGP). Ce dernier engrange près de 30% des recettes publicitaires et sur lequel la RTG n'a aucune maîtrise.⁶⁰ L'organisme n'a pas de budget propre, elle exprime chaque année ses besoins au ministère de la communication qui lui alloue sur son budget une enveloppe aux différents services. La RTG est donc soumise à un arbitrage budgétaire et qui ouvre la voie à des ingérences. Il n'y a pas de budget de production, pour faire un reportage il faut nécessairement l'aval financier des supérieurs.

⁶⁰ Camara Moro Amara, « Ministère de la communication-Distinction pour Aboubacar Sylla », www.guineeactu.com, consulté le 5 juin 2012.

Sur le plan technique, la RTG (la télévision nationale précisément) n'est pas accessible sur toute l'étendue du territoire national. Seulement près de 60% du territoire est couvert par ses émissions. La cause est liée entre autres aux problèmes de maintenance des équipements.

-Tribune radiophonique et radio éducative

Selon Jean Pierre Ilboudo⁶¹, les radios éducatives sont apparues en Afrique sous l'influence de la tribune radiophonique qui avait beaucoup de succès au Canada dans les années 50.

Mais avant l'Afrique, c'est d'abord en Inde que cette façon de diffuser l'information s'est développée, sous le patronage de l'UNESCO dans 150 villages. L'information est d'abord essentiellement orientée vers les sujets concernant l'agriculture, la santé et l'éducation. Des rapports plutôt optimistes apparaissent sur la possibilité de l'extension de ces tribunes radiophoniques en Inde. Mais l'échec de la politique agricole, suivie de la grande misère dans laquelle les paysans se trouvent posent la question du succès possible de ce type d'éducation.

Suite à l'échec en Inde, l'UNESCO organise la réunion de Moshi au Tanganyka en septembre 1961 dont le sujet principal portait sur la radio éducative en Afrique tropicale. L'UNESCO est alors pressenti pour financer et organiser une expérience en vue de tester les tribunes radiophoniques dans les territoires ruraux d'un pays africain, en partenariat avec la radio nationale afin de publier les résultats de l'expérience et de les communiquer aux intéressés. Le Ghana fut choisi en 1964-65 comme le premier pays à profiter de l'expérimentation.

Dans le même temps, L'UNESCO met en place des formations pour des spécialistes de la radio en Afrique pour les former à la radio spécifique en vue de l'éducation des adultes ruraux : pour treize pays anglophones (fin 1962), puis pour dix-huit pays francophones (fin 1963).

Treize pays francophones se réunissent à leur tour dans le cadre du concours de la FAO en vue de confirmer l'importance des radios rurales, en particulier dans le domaine agricole : « *dans le développement économique des pays et dans l'augmentation du niveau de vie des populations agricoles* ». Cette réunion internationale s'est tenue à Giseyni au Rwanda en 1966 et a eu comme autre conséquence de favoriser le développement de la tribune radiophonique.

D'autres pays suivront l'exemple des radios éducatives et/ou agricoles : le Sénégal et le Bénin en 1968, le Burkina en 1969 et le Togo en 1970 etc.

⁶¹ Jean Pierre Ilboudo, *Histoire et évolution de la radio rurale en Afrique noire-Rôles et usages*, www.fao.org/docrep/003/x6721f/x6721f02/htm#P87_10792, consulté le 3 février 2014.

-De la radio agricole aux radios- forums ou radio-clubs

Il ne fallut pas attendre l'indépendance pour que des émissions de radio s'adressent aux populations notamment rurales et leurs donnent des conseils en termes d'hygiène, de santé, d'économie domestique... Dès les années 50 les radios d'État du Cameroun, du Mali, du Nigéria, du Ghana... utilisent le média radiophonique pour les aider dans les politiques de développement économique.

Les pays anglophones sont premiers en termes de diffusion radiophonique. Les émissions sont produites par le Ministère de l'Agriculture qui possède ses propres unités de production.

Radio Accra émet en langues ghanéennes pour être en mesure d'être comprise et entendue par les ruraux. C'est à travers l'émission « *la famille Cacao* » que cette même radio s'adresse aux planteurs de cacaoyers. Radio Ghana à son tour diffuse en anglais des échanges entre spécialistes de l'agriculture. La radio de Kadouna au Nigeria propose un programme qui encourage les agriculteurs à se servir des nouvelles semences et à les familiariser avec la mécanisation. Au Kenya également, et dès 1962, le programme « *l'éducation par la radio* » se penche sur les problèmes de l'agriculture.

En Afrique francophone, Radio Dahomey au Bénin consacre une émission spéciale en langue fon pour faire prendre conscience de l'abattage intensif du palmier à huile en faisant de surcroît appel à la FAO pour mettre en place un service radio au profit des agriculteurs.

Un projet débute en 1967 en utilisant six langues et s'intéresse à la plantation des palmiers, à l'aménagement des champs de maïs et à de nouvelles cultures celles du coton et du riz.

Au Niger apparaissent les émissions de l'Association des radio-clubs (1965) qui passent au crible l'ensemble des sujets agricoles qu'il s'agisse de semences, d'engrais, de préparation des sols de la nourriture bovine, de la commercialisation des produits vivriers, des cultures irrigués, de l'hygiène de l'eau, etc. Au Cameroun, les émissions agricoles sont diffusées en fulfuldé et fulani, et en Haoussa sur les radios régionales.

« *La coupe nationale du progrès* », (1966) est diffusée en Côte d'Ivoire. Cette émission est un mélange de vulgarisation agricole, de musique traditionnelle et de compétitions entre les sous-préfectures en vue de créer une émulation pour l'amélioration des productions agricoles et des conditions sociales.

On remarque donc que l'orientation des radios vers l'éducation et l'essor agricole est un agent important pour le développement.

Les radios-clubs, bien qu'adoptées par de nombreux pays sont en passe de bifurquer vers une utilisation plus orientée vers une politique agricole et vers la politique tout court à l'attention des ruraux.

La radio agricole n'en reste pas moins un supplément de vulgarisation, voire un palliatif à l'insuffisance des services chargés de l'encadrement. L'objectif de la radio pour les ruraux est de leur donner des informations courtes en vue de l'amélioration de leur production. On peut dire que la radio agricole est plutôt considérée comme une « école à distance » dont on se sert pour préparer les groupements pré-coopératifs.

Les radios agricoles sont en phase de développement rapide à travers les « clubs d'écoute collective. » Cette évolution que Pierre Ilboudo appelle « *la stratégie de la radio-forum ou de la tribune radiophonique* » est une stratégie qui met en commun écoute, discussion et décision, au même titre que la philosophie de l'Association des radios-clubs du Niger : cela consiste à observer les faits, à évoquer les idées et envisager des actes en tenant compte des enseignements à tirer des deux modèles qui ont progressé comme l'un dans l'autre. En Afrique, la radio agricole en se faisant le relais de la vulgarisation a permis un développement sensible des cultures de rente dans les années 1970, elle a par là-même diminué la notion de développement en instaurant l'idée de rendement agricole.

Par ailleurs, il n'y a pas d'approche globale en relation avec le changement socio-économique. L'action n'est pas en faveur, voire refuse, que l'action politique se mobilise en faveur des ruraux. Ce travail d'éducation est effectué seul, sans l'appui de sources qui s'occuperaient ou s'occupent de la promotion du monde rural.

-De la radio rurale classique ou radio éducative à la radio rurale locale de type communautaire.

Les Capitales des États d'où les campagnes d'action et de propagande à travers d'émissions radiophoniques consacrées à la ruralité n'eurent pas les résultats attendus. L'on assista alors à une troisième phase qui s'inspire de l'expérience des radios-clubs. Giseyni (Rwanda) et Moshi (Tanzanie), 1966.

Les émissions de radio pour les ruraux ne fait plus partie d'une programmation (« avec des émissions d'information agricole comme il y a des émissions pour les jeunes ou des émissions d'informations techniques »), mais plutôt comme un organisme à part entière de l'administration de la radio.

A l'origine, les émissions des radios éducatives rurales étaient conçues et diffusées dans une grande liberté d'expression avec un objectif de développement rural intégré. Les radios des divers pays se faisaient appel entre elles pour proposer un grand éventail de connaissances et d'applications dans tous les domaines de la vie rurale. Ce fut le cas pour le Sénégal, le Mali, et le Burkina Faso.

Ces radios n'ont pas pour seul résultat d'améliorer ou de changer les méthodes de culture. Elles agissent également sur les comportements. Il est vraisemblable que suite aux différentes phases, méthodes, aux différents objectifs et aux multiples combinaisons, la radio rurale soit appelée radios rurales au pluriel.

Compte tenu de ce média qu'est la radio, il est très difficile de constater avec certitude les résultats des informations ; en effet, malgré une programmation régulière, il n'est pas certain que les messages soient entendus et qu'ils aient été suivis d'effet. Même la répétition des messages n'assure pas leur assimilation par les auditeurs. C'est une grande problématique pour les radios rurales pour le choix des heures de diffusion.

Certaines émissions bénéficient d'un temps de diffusion insuffisant pour une bonne compréhension et une bonne assimilation du message. Ceci vient en majeure partie du manque de moyens financiers des radios rurales essentiellement depuis la crise économique qui sévit sur le continent africain depuis de nombreuses décennies et qui n'a évidemment pas épargné les entreprises de communication comme les radios.

Les moyens manquant après l'essor des radios dans les années 70, la radio rurale s'est progressivement confinée dans un type de production plutôt bureaucratique qu'itinérant, ne pouvant se rendre facilement dans les communes rurales. *« Pour faire plus avec une logistique diminuée, les communicateurs ruraux doivent déployer des trésors d'imagination en s'inspirant de l'expérience des autres peuples et en prenant appui sur les possibilités nouvelles offertes par les progrès de la technologie »*⁶².

Le manque de cadres compétents pour cette tâche particulière est un obstacle supplémentaire pour l'implantation des radios et le suivi des auditoires. Il y a de plus une censure de classe interdisant le passage de tout ce qui remettrait en cause l'ordre social, politique et culturel de l'environnement. Cela a conduit à une incrédulité propice à un échec de ce type de communication.

⁶² Jean-Pierre Ilboudo, *Op. cit.*

-Les radios rurales locales

Depuis les années 80 et aujourd'hui encore, les radios locales sont au centre des débats qu'ont les professionnels de la communication rurale, au cours des réunions regroupant l'ACCT, l'UNESCO, l'URTNA ou son centre d'étude, le CIERRO.

L'objet de ces discussions est de mettre en question les façons actuelles d'aborder les ruraux, afin d'imaginer de nouvelles méthodes pour aboutir à une meilleure communication.

À Ouagadougou (Burkina Faso) s'est tenu un séminaire du 4 au 28 octobre 1981 organisé par l'ACCT et le CIERRO dans le but de perfectionner un certain nombre programmeurs de radios rurales. Ce séminaire avait réuni quinze participants du Togo, de Mauritanie, de Tunisie, du Niger et du Burkina Faso, et son rapport avait donné la conclusion suivante : « *si elles ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, les radios rurales ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto-éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations* »⁶³.

La radio rurale pourrait amener une novation capable de poser les bases d'un renouvellement possible de la communication en Afrique en privilégiant une pédagogie participative en vue du développement.

À HomaBay, au Kenya, en mai 1982, la radio communautaire émet chaque jour, pendant environ une heure, dans la langue locale le Luo. La Voix du Kenya (VOK) aborde tous les sujets de santé, de planification des naissances... ainsi que l'actualité locale. Ces émissions sont entrecoupées par les informations nationales en kiswahili de la VOK. Une grande partie des programmes est basée sur des entretiens avec tous types de personnes rencontrées sur les marchés, dans les fermes, dans les écoles ou rencontres avec l'Organisation féminine locale. Cette station est maintenant inexistante car elle a été fermée suite à des désaccords entre population et autorités.

À Ouagadougou, du 21 mars au 8 avril 1983 s'est tenu un deuxième séminaire sur la radio locale organisé par CIERRO/ACCT. Suit un séminaire-atelier du 29 septembre au 10 octobre 1986 organisé par l'UNESCO et l'URTNA qui étudie la production endogène des messages à l'usage des médias communautaires et analyse les concepts de radio locale, radio communautaire, radio libre et radio participative. L'objectif était de définir l'orientation à donner aux messages émis par une radio locale.

Le CIERRO avec le concours de la radio télévision suisse-romande organise un atelier ayant pour sujet l'articulation entre radio nationale, radios régionales et radios locales.

⁶³ Jean Pierre Ilboudo, *Op. cit.*

Pour conclure, sur l'évolution de l'histoire des radios rurales et communautaires en Afrique, Jean-Pierre Ilboudo énonce : « *les radios rurales africaines sont nées presque toutes dans les années soixante, suite aux réunions préparatoires initiées par l'UNESCO et la FAO. Mais, après une décennie d'existence, on s'est vite aperçu des limites des structures d'écoute collective comme fondement des radios rurales en Afrique noire. Les échecs de l'ARCN, des radio-clubs du Bénin et du Burkina Faso sont les témoignages vivants de la désaffection des paysans vis-à-vis de ces stratégies de radio pour le développement. Certes, ces radios rurales ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, mais, nous le répétons, ces radios ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations.* »⁶⁴

L'évolution des usages de la radio rurale en Afrique viendra de l'adoption d'une stratégie et d'une méthodologie interactives pour ces radios. Cette stratégie inclut les émissions publiques, les débats dans les villages ce qui permet le dialogue entre les différents villages.

Jean-Pierre Ilboudo considère qu'il serait utile que les organisations internationales (FAO, CIRTEF, CTA entre autres) viennent en soutien aux efforts de ces radios afin de développer la démocratisation du rôle et de l'utilisation de la radio rurale publique.

Nous le voyons, dès le départ, l'objectif des radios rurales et communautaires est de favoriser l'essor économique des pays et l'augmentation du niveau de vie des populations rurales.

Dans de nombreux villages africains et guinéens notamment, l'activité économique est en général basée essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, tributaire des conditions climatiques, et essentiellement orientée vers la subsistance. Les radios rurales et communautaires sont en quelque sorte des leviers pour le développement rural.

Ce sont des instruments d'information, de sensibilisation, d'éducation et de développement du monde rural. Le principe de ces radios est de donner la parole aux paysans et à soutenir le développement du monde rural. Il s'agit de répondre aux besoins et préoccupations des populations rurales en leur donnant la parole et en traitant des thèmes qu'elles jugent prioritaires. Les productions de ces radios sont conçue et orientée de façon à traduire les préoccupations des populations et à répondre à leurs besoins en information et en communication. Il s'agit de faire en sorte que la radio donne l'information dont les populations ont besoin; et de les permettre de discuter et d'exprimer leur point de vue sur les questions qui les concernent. Ainsi, les thèmes des émissions concernent généralement les

⁶⁴ Jean Pierre Ilboudo, *Op. cit.*

secteurs prioritaires du développement rural notamment économiques (agriculture, élevage, pêche, reboisement, environnement), socio culturel (histoires, contes et légendes, chants...) ou le secteur de la santé (pathologies, programme élargi de vaccination, hygiène, assainissement...).

« Les radios communautaires et rurales œuvrent pour l'enracinement de la démocratie locale, l'appropriation des principes de la bonne gouvernance, automatisation de groupes vulnérables ou marginalisés et elles assurent aussi la promotion des langues locales comme outil d'émancipation et de développement endogène. Elles peuvent ainsi être perçues comme des instruments de renforcement de la participation des communautés dans l'élaboration et la gestion des politiques de développement de leur terroir, faisant d'elles de véritables actrices du développement local »⁶⁵.

En Guinée, Les radios rurales et communautaires existantes sont installées par le gouvernement. Elles sont apparues depuis le 31 décembre 1990 avec la décision du président de la république en 1989 (décret n° 107/PRG/SGG/89 du 20 mai 1989) portant création des radios rurales et communautaires. La direction de ces radios est « autonome » mais placée directement sous la tutelle du ministère de la communication au même titre que la RTG. Il y'a au total, quatre radios rurales et cinq radios communautaires. Les radios rurales sont en réalité des radios régionales installées dans chacune des quatre régions que compte la Guinée : notamment à Kindia pour la région de la Guinée Maritime, Labé pour la Moyenne Guinée, Kankan pour la Haute Guinée et Nzérékoré pour la Guinée Forestière. Chacune de ces radios rurales est gérée et animée par un personnel de l'administration publique (ministère de la communication) appuyé par des animateurs recrutés et payés par chacune des radios.

La radio rurale de Kindia par exemple à 135km à l'ouest de Conakry emploi 18 personnes. Trois sont payées par l'Etat notamment le directeur de la station, le chef des programmes et le comptable. Toutes les émissions de la radio sont diffusées en langues locales (soussou, baga, nalou, landouma) sauf le journal parlé en français de 19h diffusé par la RTG. Comme toutes les autres radios rurales, elle diffuse 7 heures par jour (7h-9h et 18h-23h).

Les programmes des radios rurales couvrent surtout les informations agricoles, société, sport, éducation civique, avis et communiqués. Elle diffusent aussi des magazines d'information sur des thématiques liées à la paix, aux droits des citoyens, des femmes et des enfants, des

⁶⁵ Présentation du RESEAU des radios communautaires et rurales du Niger (RERACOR), <http://reracorniger.wordpress.com>, consulté le 31 mars 2014

micros-trottoirs donnent la parole aux citoyens ; il y a des sketches et des feuilletons de sensibilisation et d'éducation citoyenne. Dans les programmes, les activités politiques sont souvent évitées en vue de rester la radio de tous les habitants de la région. Parmi les animateurs de ces radios il y a en général deux ingénieurs agronomes qui font des émissions essentiellement consacrées au monde des paysans.

La coopération suisse qui a appuyé ces radios rurales depuis leur création avait commencé à se retirer dès 1999. Il revenait donc à ces radios de se prendre en charge. Des formations en management des gérants et animateurs ont été réalisées depuis ce qui a permis la survie des radios rurales.

Les radios communautaires quant à elles, sont installées dans les zones où existent des minorités surtout linguistiques. Chacune de ces radios communautaires est dirigée par un comité local de développement mis en place par la communauté elle-même. Il en existe cinq : à Mamou, Kissidougou, Boké, Faranah, Koundara. Dans chacune de ces radios il y a un personnel administratif permanent restreint mis en place par le gouvernement et sur lequel s'appuie un personnel bénévole issu de la communauté pour la gestion quotidienne des organes.

Les radios rurales et communautaires telles que mises en place ne permettent pas de débat politique contradictoire aux visions du gouvernement. Ce sont des radios de proximité qui sont au cœur des activités quotidiennes des citoyens.

Ces radios rurales et surtout communautaires constituent une avancée significative, car elles offrent une alternative aux médias nationaux en fournissant une information de proximité utile à la population dans son quotidien. Elles ont permis le désenclavement de localités très reculées du pays et se sont posées en acteurs et partenaires du développement économique et social.

Comme l'a écrit Jean Pierre Ilboudo, bien que les radios rurales et communautaires aient rempli leur mission de vulgarisation auprès des paysans des connaissances dont ils ont besoin, elles [les radios rurales et communautaires] ont cependant oublié un aspect important qui est celui de la participation effective de ces populations dans la conception même des projets les concernant et ce, pour une meilleure prise en charge des responsabilités.

Depuis le rapport Brundtland en 1990, la question de développement n'est plus considérée comme un simple processus économique, les objectifs de développement durables, sont considérés au même titre que ceux de la santé, de l'environnement ou encore de la bonne

gouvernance. Ce nouveau modèle de développement qui va de pair avec celui de la communication implique la participation des populations rurales qui doivent être consultées pour tous les projets concernant leur communauté.

L'aspiration au bien-être et au bonheur de tous a toujours été perçue comme une aspiration universelle, et que cela pouvait être possible à travers le progrès et une croissance illimitée de la production des biens et services. Actuellement, les échecs étant là, il y a une remise en cause des politiques de développement.

Il est souvent considéré par les théoriciens du modèle de la dépendance que les problèmes du sous-développement sont partiellement dus aux relations entre le Nord et le Sud. Ces théoriciens estiment que les pays développés soumettent les pays auxquels ils apportent leur aide à leurs propres programmes. Il est exact que l'aide apportée aux pays du tiers-monde « *comporte souvent en contrepartie bon nombre d'obligations comme le devoir de rembourser l'argent prêté au détriment du maintien des crédits à la santé, à l'éducation et aux autres services essentiels, sans parler des pays donateurs qui considèrent l'aide au développement comme une extension de leur commerce extérieur pour écouler des produits excédentaires, des biens de consommation superflus comme des produits de grandes marques, des céréales stériles, ou des biens impliquant une dépendance économique comme les médicaments sous brevets ou les produits informatiques* »⁶⁶. De ce fait, certains pays refusent l'aide au développement. C'est le cas de l'Inde qui refuse non seulement l'aide des partenaires au développement mais aussi celle des ONG comme cela a été le cas suite au tsunami de 2004.

Les auteurs de l'ouvrage (Place et rôle de la communication dans le développement international : 2006), font une analyse des différences de représentation que se font les acteurs du Nord et du Sud sur la notion de développement, et portent l'attention sur la communication qui en est le corollaire. Ils font une analyse des politiques de développement et de leurs résultats dans les pays africains, latino-américains et asiatiques au cours de la dernière moitié du siècle écoulé.

Après une analyse critique des divers modèles de développement et les expérimentations dans divers domaines comme la santé, l'environnement ou encore les médias, Ils élaborent la possibilité de nouveaux modèles de développement et de communication en tenant compte

⁶⁶ Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan et Carmen Rico de Sotelo cité par Guy Pelachaud, *Communication* [ligne], Vol 26/2 /2008, mis en ligne le 08 septembre 2008, consulté le 14 avril 2014. URL : <http://communication.revues.org/515>

des particularités des pays et des régions. Ainsi, l'ouvrage s'intéresse dans sa quatrième et dernière partie à l'obligation de donner une place prioritaire à la diversité culturelle et par conséquent de préférer de nouveaux concepts et modes de communication.

- La naissance du concept de développement

Suite à la deuxième guerre mondiale et dans la foulée du Plan Marshal, les États-Unis pensent à utiliser l'idéologie du développement comme meilleur moyen de résorber les conflits entre les nations. Le Président américain Truman avait alors déclaré qu'il fallait lancer un programme ambitieux qui mettra les avantages de l'avance scientifique et de la pensée industrielle de l'occident au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Quelques mois plus tard, l'Assemblée générale des Nations Unis entérina la création d'un programme élargi d'assistance technique et enfin le transfert par la Banque Mondiale de capitaux du Nord vers le Sud. « *Le paradigme développementiste sous-jacent à ce discours a été théorisé par Rostow (1960), qui considérait que la société traditionnelle était le degré zéro de l'histoire et l'industrialisation comme un processus irréversible suivant obligatoirement le même chemin que celui tracé par les pays développés* »⁶⁷.

Lerner (1958), Schramm (1963), Rogers (1983), le trio universitaire américain, semble être l'initiateur de l'idéologie mise en place. Pour ces « modernistes » les techniques de communication qui vont du haut vers le bas, sont orientées sur l'individu et pas sur la société. Elles sont également là pour changer les mentalités à travers les parutions et les émissions des médias de masse.

Il faut surmonter les particularités culturelles qui se présentent comme des obstacles ne permettant pas d'obtenir les résultats escomptés en termes de changement de comportement des individus. Les problèmes venant de facteurs externes sont en fait ignorés ; il est ici fait état des inégalités et injustices structurelles. Cette idéologie essentiellement issue de l'esprit des États-Unis s'est substituée à l'esprit colonial des européens ; elle est basée sur la foi dans le développement mondial de l'économie de marché et la force civilisatrice de la technologie. Les médias de masse ont évacué l'esprit missionnaire.

Néanmoins, les espoirs placés en l'évolutionnisme social – qui s'appuie particulièrement sur le modèle de diffusionniste de l'information- suscite de plus en plus d'opposition de la part des pays sous-développés. (Guy Pelachaud : 2008).

⁶⁷ Guy Pelachaud, *Op. cit.*

Dans son rapport (de l'UNESCO au sujet des problèmes de communication) de 1980, McBride⁶⁸ essaie de proposer un modèle différent de communication qui en défendrait la démocratie et les origines de l'information. Les flux d'information étant déséquilibrés constituent un obstacle au développement. Il est nécessaire que ces flux soient en mesure d'affirmer leur identité culturelle et aient par conséquent accès aux structures d'informations. Les thèses de McBride se sont trouvées confrontées aux crises des années 80 à savoir la guerre froide, la diminution des actions de solidarité entre les pays non alignés, la crise du pétrole, crises d'endettement de certains pays d'Amérique latine... et n'ont pas trouvé l'écho nécessaire auprès des intéressés pour engager un changement de politique de communication dans le sens de sa démocratisation.

En 1990, avec le rapport Brundtland, une nouvelle philosophie de développement apparaît. « Désormais, la question de développement s'envisage comme un « tout » et non plus comme un simple processus économique : les objectifs du développement durable convergent avec ceux de l'environnement, de la bonne gouvernance, de la santé, de la prévention des épidémies ou encore de l'égalité de genres »⁶⁹. Ce nouveau modèle de développement entraîne de fait celui de la communication. Vient alors la période de la communication participative qui estime que les populations doivent être consultées dès le début en faisant part de leur conception du développement. C'est un appel à une collaboration active en plaçant les individus au centre des dispositifs de communication afin de pérenniser le changement. Cette participation active est à l'opposé de la conception du rapport annonceurs-consommateurs visant essentiellement des apports financiers. C'est l'individu qui devient acteur du développement en tant qu'acteur principal, étant en mesure de dialoguer avec l'État ou ses représentants pour élaborer un mécanisme de communication civique permettant de considérer les problèmes signalés par l'ensemble des protagonistes, populations et autorités. Actuellement, « il n'est plus admis que des experts étrangers confisquent la définition des enjeux. Désormais les conflits d'intérêt sur le développement se déroulent de façon moins inégale qu'autrefois grâce à un accès plus facile à plusieurs sources d'informations ainsi qu'aux possibilités améliorées de s'exprimer dans l'espace public... »⁷⁰

Les pays sous-développés ou en voie de développement et émergents ne se contentent plus d'une information sur le développement qui descend du haut vers le bas, du Nord vers le Sud.

⁶⁸ McBride, *Voix multiples, un seul monde*, Les Nouvelles Editions Africaines, Unesco, Paris, 1980.

⁶⁹ Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo, cités par Cynthia Fleury, *Hermès* : 2006, <http://documents.irevues.inist.fr/>, consulté le 14 avril 2014.

⁷⁰ Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo *Op. cit.*

Ils considèrent que ce modèle de communication tient plus d'une forme modernisée de la communication au temps de la période coloniale. Ces pays prennent conscience qu'ils doivent eux-mêmes prendre en main leur politique de communication dans l'objectif de leur développement.

Actuellement, à partir des technologies de l'information et de la communication, on assiste à l'avènement d'une logique vertueuse : il s'agit d'un développement « sudiste » endogène qui prend la place du modèle économique appliqué au Nord. La technologie qui avait amené à unifier les types de développement serait à même de produire les dispositifs qui permettraient aux pays émergents de se projeter dans un avenir en harmonie avec leurs propres cultures.

Dans les pays en voie de développement qui ont généralement été soumis à la colonisation « *les formes de cohésion sociale ont été durement éprouvées, voire réprimées au profit de modes de vie exogènes* »⁷¹. Du fait de la mondialisation, l'accumulation de besoins de valeurs de vie en société se trouve renforcée par la suprématie de l'économie de marchés et des politiques néolibérales. Ces divers éléments conjugués provoquent un dérèglement des économies locales, conduisent à une perte progressive des savoirs ethniques et culturels, autant que d'expériences plus que millénaires. C'est aussi propice à la violation des Droits de l'Homme (droits civiques, politiques économiques, culturels et sociaux) de la charte des Nations Unis et signée par la plupart des gouvernements.

Le but de ce choix de développement endogène est de faire en sorte que les populations deviennent les acteurs de leur destin, de leur rapprochement régionaux plus larges, et soient responsables des opportunités qu'elles délèguent aux futures générations.

C'est pourquoi, les organisations gouvernementales ou non, chargées de recherche pour ces questions de développement endogène se concentrent sur les moyens d'activer les savoirs et les « cosmovisions endogènes ». L'accroissement du niveau de vie dans la durée dépend de la compréhension et la connaissance par les acteurs des réalités du terrain et des besoins qu'a ou ressent la population, et particulièrement le besoin de cohésion sociale.

Selon le Larousse, la notion endogène vient du grec *endov*, (dedans), et de *gène*, du grec *gennân*, engendrer. L'adjectif endogène qualifie ce dont la cause est interne, ce qui est produit, ce qui émane de l'intérieur d'une structure, en dehors de tout apport ou influence extérieure par opposition à exogène, (qui provient de l'extérieur du phénomène) ». On parle d'un facteur de développement endogène par exemple.

⁷¹ Définition opérationnelle du développement endogène, <http://grade.asso-web.com>, consulté le 5 février 2014.

En matière économique la théorie de la croissance endogène est basée sur l'évolution du capital humain, sur le développement du progrès technique et des savoir-faire. La théorie de la croissance endogène a son origine en 1986 dans un article de Paul Romer, intitulé *"Increasing Returns and Long Run Growth"*, qui lie la croissance au comportement, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques. Cette théorie développée entre autres par Paul Romer, Robert E. Lucas, et Robert Barro fait partie de l'un des sujets étudiés les plus récurrents en Sciences Économiques.

*« Le développement endogène est une conception du développement basé sur les ressources disponibles localement, notamment les savoirs, les expériences, les cultures et le leadership local. Il prend en compte la manière dont les populations se sont organisées localement et ont appris à vivre dans leur environnement... Il inclut les systèmes d'apprentissage et d'expérimentation historiques générés localement, en vue de la satisfaction des besoins ressentis par les populations, et projette de construire des économies locales et suffisamment ouvertes pour permettre d'y retenir l'essentiel des bénéfiques ».*⁷²

En Guinée, les radios communautaires ont bénéficié d'une promotion sociale avec des comités de gestion qui s'impliquent dans la production des contenus pour relayer leur vie au quotidien. Cette volonté politique du gouvernement pour promouvoir la radio communautaire de proximité a été notée sous le mandat du Président Lansana Conté à travers l'adoption d'un cahier des charges à la fois pour les radios communautaires publiques et privées. Celles-ci sont à distinguer de la radio rurale d'Etat (Ex : radio de Labé qui à l'origine est un don de la coopération suisse) et de la radio communautaire publique comme par exemple radio Bambou de Coyah dans laquelle les populations contribuent aux frais de fonctionnement) qui toutes deux relèvent de la direction générale de la radio rurale à la RTG. Par conséquent, il ya un problème de clarté au niveau du statut de ces radios et de leur mode de gestion.

-Les radios de proximité : un rôle de service public.

Etant souvent seules dans une localité, les radios rurales et communautaires jouent un rôle essentiel dans la transmission de l'information de proximité. Ces radios représentent une sorte de réponse à l'échec de la radio publique, qui est restée encore aujourd'hui le produit de la ville et du pouvoir établi. Les radios de proximité elles, sont proches de la population et servent de lieu d'expression pour les aspirations des différentes communautés.

Ces radios disposent d'atouts importants :

⁷² Définition opérationnelle du développement endogène, *Op. cit.*

- L'utilisation des langues locales : Les langues nationales et les dialectes locaux presque ignorées par les radios qui diffusent au niveau national occupent 90% des grilles d'information de ces radios. Le français trouve également sa place, le journal d'information de la radio national diffusé en français est retransmis en direct dans les radios de proximité. Il occupe ainsi 10% du temps d'antenne ;
- Leur ancrage dans la communauté locale : connues de la population, les radios rurales et communautaires maintiennent le contact avec leur audience.
- Leur utilité pratique pour la communauté : les radios de proximité jouent un rôle important pour faire circuler l'information au sein de la communauté. Chaque radio dispose de nombreux exemples (un communiqué passé à la radio a permis de retrouver des objets perdus ou du cheptel égaré, de lancer une campagne de vaccination, de mobiliser la population pour prendre part à des travaux collectifs comme le reboisement, ou encore d'annoncer un décès).
- Leur capacité à aborder des sujets essentiels pour les populations à travers l'ouverture aux témoignages.
- Leurs bonnes relations avec les ONG de développement. La plupart des radios communautaires lèguent des temps d'antenne aux ONG afin qu'elles animent des émissions portant sur leur thèmes d'intervention.
- Les équipements sont vétustes et artisanaux. Les radios rurales et communautaires ne disposent toujours pas d'équipements numériques et n'ont pas la possibilité de recourir aux ressources offertes par les TIC. Elles diffusent dans des formats analogiques.

-Les radios privées commerciales

A Conakry, sur les cinquante deux stations de radios enregistrées (dont seulement une trentaine fonctionne effectivement), 15 sont enregistrées comme radios privées commerciales. Parmi celles-ci certaines disposent de relais qui leur permettent la retransmission en FM dans certaines villes de province : (radio liberté FM, radio Soleil, Nostalgie...).

L'évolution du paysage radiophonique privé de Conakry depuis la libéralisation des ondes n'est pas très satisfaisante. Les programmes sont caractérisés par une faiblesse de leur contenu et un manque d'innovation. Les productions propres si elles ont existé au départ sont en net diminution et la pression des autorités peut aussi expliquer la situation. La plupart des radios commerciales émanent du milieu des affaires et se montrent plus pluralistes, même si certaines ont un penchant favorable pour la politique (favorables à l'opposition pour certaines et aux autorités pour d'autres).

2- L'Agence guinéenne de Presse AGP

Il n'y a qu'une agence de presse en Guinée, c'est l'Agence guinéenne de Presse AGP. Créée en 1984 à la mort de Sékou Touré, l'Agence guinéenne de Presse est comme la RTG une entreprise publique placée sous la tutelle technique du ministère de l'information et de la communication. Elle compte actuellement une centaine d'agents dont une cinquantaine à Conakry et les autres repartis dans les différentes représentations à l'intérieur du pays. Elle fonctionne aujourd'hui de manière limitée. Elle publie un bulletin quotidien tiré à une centaine d'exemplaires et dispose depuis peu d'un site internet en cours de construction depuis plusieurs mois : www.agpguinee.com

L'Agence guinéenne de Presse traite de tous les sujets (économiques, politiques, sociaux et éducation citoyenne). Elle a longtemps distribué un bulletin sous format papier avant de mettre sa production en ligne.

3- Internet et les TIC

Il existe plusieurs médias écrits et audio-visuels accessibles par internet. Cependant l'accès à internet n'est pas encore massif du fait que le nombre des ordinateurs est encore peu important (environ 2 ordinateurs pour 10000 habitants selon l'UIT). Par ailleurs, les réseaux électriques et téléphoniques n'ont pas la capacité suffisante pour une extension d'internet. C'est essentiellement à Conakry, la capitale, qu'internet est accessible. La situation évolue lentement si l'on sait qu'en 2008, il y avait seulement une moyenne de 38 personnes pour 10 000 habitants⁷³ pouvant se connecter.

Les personnes désirant se connecter à internet ne peuvent le faire en général que dans des lieux organisés à cet effet. En 2008, la Guinée ne comptait que 36 000 abonnés individuellement, soit 0.06 % de la population⁷⁴. Cela signifierait qu'environ 5 personnes se connecteraient sur un même abonnement selon les estimations de l'IUT. Le fait que l'information soit progressivement diffusée par les nouvelles technologies amène une transformation nette bien qu'encore balbutiante des façons de consommer cette information.

⁷³ <http://www.centraledesnations.com/guinee>, consulté le 7 juin 2012.

⁷⁴ <http://www.statistiques-mondiales.com/guinee>, consulté le 7 juin 2012.

Ce phénomène appelé fracture numérique est traité par un certain nombre de chercheurs en sciences de l'information et de communication. La réduction de la fracture numérique est aujourd'hui essentiellement liée au développement.

Cette question est devenue au fur et à mesure le centre du processus du SMSI (Sommet mondial sur la société de l'information). Afin que les nouvelles technologies permettent l'amélioration du bien-être général, il faut que toutes les personnes qui le souhaitent soient en mesure d'accéder à ces nouvelles technologies et de les utiliser. C'est donc dans ce cadre que nombre de projets ont pris naissance.

Dans cet objectif et à effet de réduire la fracture numérique, d'importantes organisations informatiques ont envisagé la fabrication de matériels et logiciels à coût réduit. C'est ainsi qu'une société américaine, SolarPC a construit *Solar Lite*, un équipement sans écran et à 100€ seulement. De son côté, ADM (*Advanced Micro Devices*) a inventé et produit un boîtier permettant de se connecter au Web. Enfin, le MIT (*Massachusetts Institute of Technology*) a lui, lancé un ordinateur pour enfants, le « *one Laptop Per Child* » pour que tous les enfants du monde (et particulièrement ceux des pays pauvres) puissent avoir accès à un ordinateur portable.

*« La fracture est le décalage entre les modes de pensée, les univers d'utilisation, les besoins exprimés et les formes d'expression de ces besoins. Elle est dans les usages mais aussi dans le regard que les uns et les autres posent sur ces objets. »*⁷⁵

Dans son ouvrage, *Les pays en développement face à la société de l'information*, Alain Kiyindou établit plusieurs types de fracture :

-La fracture par l'accès

La fracture numérique est manifestement un frein à une circulation efficace des savoirs et donc du développement [personnel, professionnel, culturel, etc.] des individus. « *Dans son acception courante, la fracture apparaît comme une délimitation de territoires très différents les uns des autres : d'une part les connectés et de l'autre les non connectés.* »⁷⁶

La Société de l'Information accorde une place prépondérante à ce problème qui a évolué et a fait apparaître de nouvelles disparités : le fait que les pays occidentaux aient mené des actions pour réduire la fracture dans les milieux ruraux et urbains celles-ci ont à leur tour fait apparaître qu'il y a une grande inégalité entre ceux qui bénéficient du haut débit illimité et

⁷⁵ Alain Kiyindou, *Les pays en développement face à la société de l'information*, l'Harmattan, Paris, 2009, p. 194.

⁷⁶ Alain Kiyindou, *Op. cit.*

ceux qui n'ont accès qu'à un débit moindre, et enfin ceux qui doivent payer en fonction de la durée des connexions.

-La fracture par l'usage

La fracture par l'usage vient du fait que les inventeurs des technologies ont imaginé des utilisations totalement différentes de l'usage qu'en font les utilisateurs « *lambda* ». Ces usages différents justement du fait de la complexité des technologies, de leur interactivité, mais aussi des distinctions économiques ou culturelles. La connexion est nécessaire mais insuffisante puisqu'il faut à l'évidence savoir utiliser ces outils de la manière la plus efficace possible.

On distingue deux types de « non connectés » : les « non connectés absolus » qui sont ceux qui n'ont aucun accès physique au réseau et les « non connectés relatifs » qui sont ceux qui disposant de l'accès au réseau ne l'utilisent pas de manière efficace.

Pour définir les compétences numériques afin d'analyser l'aptitude à utiliser les TIC en totale autonomie et efficacité, il a fallu mettre en place une typologie qui comporte 3 niveaux :

- les compétences en termes de manipulation du matériel et des logiciels,
- les compétences qui ont trait aux nouveaux modes de consultation des contenus en ligne, c'est-à-dire les compétences pour sélectionner, comprendre, évaluer et finalement traiter l'information,
- les compétences en terme de stratégie de traitement utile de l'information tant dans la vie personnelle que dans le cadre de la vie professionnelle.

-La fracture par le contenu

Cette fracture se caractérise essentiellement par l'intérêt et l'utilité de l'information. Devant l'abondance d'informations, et le petit nombre d'informations réellement utiles, le contenu apparaît plutôt comme « *une illusion entretenue [plutôt] qu'une réalité effective* ». C'est semble-t-il cette faible « *usabilité [qui] explique en partie la fracture numérique* ». Cette faible « *usabilité* » vient sans doute du fait du nombre important des informations, de la curiosité des utilisateurs, et enfin du niveau d'incertitudes que toutes ces informations entraînent avec un besoin croissant d'informations. Cet aspect de la fracture est particulièrement visible dans les pays en voie de développement, en Afrique par exemple, du fait que les individus sont appelés à consommer d'énormes quantités d'informations venant d'univers qui leur sont totalement étrangers.

-La fracture cognitive

La fracture cognitive d'après le rapport « *Vers la société des savoirs* » en conclue que cette fracture sépare les pays riches (« *dotés de puissants potentiels de recherche et d'innovation, de systèmes éducatifs performants...* ») et pauvres « *aux systèmes éducatifs déficients et aux institutions de recherches démunis* ». « *La question mise en avant par la fracture cognitive est celle du mode d'emploi, de la méta-information, de ces informations qui nous permettent de comprendre et de décoder l'information* »⁷⁷.

Il ne faut pas imaginer que la possibilité d'accéder au réseau et que la profusion d'informations constituent à eux seuls la fracture cognitive qui par essence fait appel à la connaissance et aux savoirs. La connaissance « *s'acquière souvent au prix d'efforts dans un contexte social donné et est de nature individuelle ; elle ne s'échange pas comme on le fait avec des données ou de l'information* »⁷⁸. L'approche cognitive par rapport aux pays pauvres permet de constater s'ils ont la possibilité d'utiliser « *des technologies, de donner un sens à l'information, d'apprendre ou de transformer des contenus en valeur sociale ou économique* »⁷⁹.

Pour Alain Kiyindou, les différentes parties prenantes engagées dans la réduction de la fracture numérique ne prennent pas toujours en compte le fait que les informations statistiques qui servent de base à leur étude sont en fait le miroir de la fracture socio économique. Il faut bien considérer que pour permettre l'intégration des TIC il est nécessaire que l'équité soit respectée. Pour donner les mêmes chances à tous il faut d'abord étudier les causes de l'inégalité entre le Nord et le Sud dans toutes leurs facettes (individus, territoire, culture...). Ces inégalités ne sont certainement pas le seul fait de l'accession aux technologies.

En Guinée, malgré le petit nombre d'abonnés et de personnes pouvant se connecter, l'information est régulièrement consultée tant dans le pays qu'à l'étranger. Les sites ou les blogs ne faisaient l'objet d'aucune réglementation jusqu'à la proclamation de la loi du 6 mai 2010. Aucune déclaration n'était demandée, et donc pas d'autorisation de la part des pouvoirs publics. Depuis cette loi et l'article 75 alinéa 3, chaque site doit être déclaré (siège, adresse..) ainsi que ses différents acteurs, directeurs, professions, adresses, noms, etc....

⁷⁷ Alain Kiyindou, *Op. cit.*, p. 199

⁷⁸ Alain Kiyindou, *Op. cit.*, p. 199.

⁷⁹ Alain Kiyindou *Op. cit.*, p. 199.

En cas de gestion d'un site par une société ou une association, les responsables doivent chaque année indiquer la liste des participants, associés.

Cependant, les sites d'information guinéens sont tous hébergés à l'étranger. Les informations données par ces sites n'ont souvent rien à voir avec les informations « officielles » des gouvernants guinéens qui ne peuvent pas les contrôler. Chaque site a cependant un correspondant en Guinée pour donner aux Guinéens le droit de réponse.

-Usages multimédias dans le journalisme en Guinée.

Comme la plupart des presses écrites, la presse écrite de Guinée s'est mise au numérique et espère par ce biais augmenter le nombre de ses lecteurs. Sur 50 titres environ, 6 sont à la fois en ligne et sur papier, et 3 seulement en ligne. (l'AGP, Africanewsmag.com, et aminata.com), ainsi que les portails d'information dont nlsguinee.com.

L'on pourrait se demander si la presse numérique est en mesure de se distinguer de la presse écrite même si elle utilise tous les outils à disposition comme les forums, les newsletters, les liens, la vidéo, outils multimédias etc....

Il semble que les sites issus de supports papiers et les sites exclusivement en ligne dessinent un nouveau type de journalisme en Guinée. Ce nouveau type de journalisme est-il à même de modifier le rapport voire rapprocher les journalistes de leurs lecteurs ? Est-il par ailleurs possible de promouvoir le développement économique du fait que les journalistes sont en mesure d'entreprendre et de faire des bénéfices grâce à la publicité en ligne, voire de développer une culture numérique ?

Le rapport d'Abdou Latif Coulibaly de 2002, suite à la demande d'une étude de l'Institut des recherches des Nations-Unies (UNRISD) montre l'interrelation des technologies de l'information et des professionnels des médias et le rôle de ces technologies dans la façon de pratiquer des professionnels. Il n'omet pas de montrer les avantages et les inconvénients que ces technologies apportent au métier de journaliste. Cette étude montre également que malgré les initiatives nombreuses qui ont été faites dans l'objectif de développer la presse, et essentiellement la presse sur internet sont restées sans grand résultat au Sénégal.

Pour Momar Coumba Diop, « *Les entrepreneurs de la presse (médias électroniques et presse écrite) ont lourdement investi dans l'équipement, les presses, l'utilisation de l'ordinateur pour le tirage en couleur, la distribution, la promotion, la commercialisation, la présentation et la publicité dans l'espoir de réinventer leurs supports. En revanche, ils ont mobilisé peu de*

ressources financières pour assurer la formation nécessaire à l'émergence d'un nouveau type de journalisme et à l'accroissement de la performance des personnels des médias. »⁸⁰

Le constat de Coulibaly peut parfaitement être adapté au journalisme guinéen qui manque lui aussi de formation des intervenants aux nouvelles technologies qui apprennent « en situation ».

Les hauts responsables de la presse guinéenne se penchent sur le problème de l'avenir de la profession ; ils se sont rassemblés dans l'APPEL et tentent une organisation de la profession en s'attelant à la rédaction de statuts de la presse en ligne en vue de son développement.

Jacques Gaudin (2002) de son point de vue estime que l'introduction de toutes les données au moyen des outils informatiques donne des possibilités d'efficacité et de polyvalence aux journalistes.

Du fait de l'arrivée massive des matériels numériques de prise d'images et de son, font que le journaliste n'a plus l'exclusivité de l'information dont maintenant tout un chacun peut se prévaloir. En tant que professionnels par rapport aux nombreux amateurs, les journalistes doivent maîtriser ces techniques et faire en sorte de montrer leur différence dans la manière de traiter les sujets. L'information tous azimuts des amateurs apparaît comme une autre forme de communication qui est souvent désignée sous le terme de « journalisme citoyen ».

En raison de critère de légitimité et de crédibilité, les journalistes professionnels conservent l'exclusivité de l'information, les journalistes amateurs ignorant souvent les règles de la déontologie professionnelle (comme les autorisations de prise de vue ou encore la législation sur le respect de la vie privée). Au nom du journalisme participatif, de nombreux médias font appel à des amateurs dans le but de recueillir des témoignages audiovisuels sur certaines manifestations par exemple. C'est le cas des observateurs de la chaîne de télévision France 24. Le principe des observateurs consiste à donner à chaque personne partout dans le monde, l'occasion de devenir un « journaliste citoyen » en partageant ses témoignages sur une manifestation, un événement ou simplement la vie quotidienne de son quartier, de sa ville etc. Par ailleurs, avec l'avènement du numérique, l'image aussi bien vidéo que photographique joue un rôle central dans la transmission de l'information et elle est mise en valeur dans tous les sites d'information. La photographie ne cesse de se développer avec à chaque fois des

⁸⁰ Momar Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal à l'heure de l'information : technologies et société*, Karthala, Paris, 2002, p. 164.

changements remarquables sur le plan technologique. Ces avancées ont donné naissance à une autre forme de journalisme, à savoir le photojournalisme.

-Analyse des sites d'information guinéens

Le journalisme a pris un tournant remarquable depuis l'arrivée d'internet au cours de la décennie 90. Pratiquement tous les grands journaux quotidiens ou non se sont lancés dans l'aventure du numérique. Il leur a fallu adopter de nouvelles structures, de nouveaux contenus, une nouvelle approche des relations entre lecteurs internautes et journaux numériques en utilisant tous les outils auxquels les internautes sont habitués sur les sites commerciaux ou d'informations spécifiques ciblées. L'analyse des sites de presse est mal aisée encore compliquée du fait des acteurs impliqués venant de divers horizons (informaticiens, journalistes, webmasters, infographistes, annonceurs, usagers...).

De nos jours les TIC connaissent un très grand développement et les nombreuses innovations qu'ils apportent touchent tous les secteurs de la vie quotidienne. Dans ce contexte, la presse, principale productrice d'information ne peut rester indifférente face à ces mutations qui semblent modifier la chaîne de transmission de l'information. C'est sans doute ce qui explique l'évolution significative de la presse depuis l'apparition d'internet. Des forums de discussions sur les premiers sites d'information, on est passé aux blogs citoyens à travers l'émergence des réseaux sociaux. Ce sont autant de points dont il faut prendre en compte dans l'analyse des sites de presse.

Sébastien Rouquette donne une méthode permettant de comprendre les difficultés d'analyse des sites web. Il indique que « *l'ensemble offre d'abord un panorama approfondi sur la façon d'exploiter les différentes données, touchant directement ou indirectement, au contenu ou à la stratégie des sites : contenu des pages, de la hiérarchie des rubriques présentées, des forums, des mails, du graphisme et de l'ergonomie de la page d'accueil, des discours tenus par les chefs d'entreprises ou les webmasters des sites, du contexte social général, de la place laissée aux énonciateurs* »⁸¹.

Afin d'analyser les sites d'information, nous pensons qu'il est nécessaire de réfléchir aux différents contextes auxquels sont confrontés ces sites : contextes sociaux-culturels, économiques, politiques... Il faut aussi tenir compte de l'évolution de la société qui oblige les journalistes à intégrer les TIC dans leurs productions. La Guinée est particulièrement

⁸¹ Sébastien Rouquette, *L'analyse des sites internet : une radiographie du cyberspace*, De Boeck, Bruxelles 2009, p. 12, <http://books.google.fr/books>, consulté le 13 mai 2013.

concernée par la problématique de l'intégration du numérique dans tout le processus de rédaction et de production.

Pour Hadj Bangaly Cissé⁸², la publication assistée par ordinateur a profondément bouleversé les schémas traditionnels de fabrication du journal. Elle a conduit à la suppression de toute la chaîne de sous-traitance prépresse allant de la copie manuscrite au montage des pages. Ceci a permis non seulement un gain de temps dans la fabrication du journal mais aussi une réduction des charges de réalisation techniques et du personnel.

On peut ajouter que l'utilisation des téléphones portables et Smartphones par tout citoyen concourt à l'évolution des outils de l'information, mais aussi à la liberté d'expression, à l'universalité de l'information, et aussi à la convivialité. Ainsi, le métier de journaliste subit de profonds changements. Une interview peut être faite de personnes situées à l'autre bout du monde grâce à des outils modernes de communication comme la visioconférence par exemple.

De même les événements, les photos et autres venant du monde entier arrivent quasiment dans la seconde aux différents médias de tous bords qui les transmettent à leur tour s'ils font partie de leurs contenus. Toutes ces possibilités fournissent un formidable outil de développement pour les médias. En Guinée comme partout ailleurs, cette manière d'informer par le billet des TIC est possible parce que les Guinéens (du moins les intellectuels) ont intégré la dimension numérique dans leur culture et auraient des difficultés à s'en passer.

Une autre forme de l'information numérique est constituée par les blogs dont se sont emparés de nombreuses personnes qui utilisent également les possibilités d'internet. Ces blogs (tous azimuts) compliquent le travail des journalistes bien que « *Les pratiques des journalistes amateurs diffèrent encore fondamentalement de celles des professionnels, notamment dans leurs rapports aux sources : alors que ces derniers se doivent de recouper au moins deux sources, nulle obligation pour les journalistes-citoyens qui se contenteraient le plus souvent d'une seule et auraient tendance à négliger les "sources humaines" au profit des ressources du web ou bien de leur expérience personnelle érigée en exemple* »⁸³.

Si les sources d'information sont multipliées grâce à la participation des internautes, il appartient aux journalistes professionnels de faire les vérifications nécessaires préalables pour juger de la pertinence d'une information.

⁸² Hadj Bangaly Cissé, *Op. cit.* p. 145.

⁸³ Aurélie Aubert cite par Hadj Bangaly Cissé, *Op. cit.*

Ce sont donc bien finalement les journalistes qui restent les maîtres de l'information puisque c'est à eux que revient le choix et la responsabilité de la diffusion et la légitimation professionnelle.

Toutes les modifications apportées par le numérique sont progressivement adoptées par les journalistes guinéens, même s'ils ne disposent pas des mêmes infrastructures et moyens financiers que leurs confrères occidentaux et même régionaux parfois. Des perspectives de développement se dessinent ; les professionnels et les citoyens guinéens se lancent dans des actions innovantes, montrant ainsi qu'ils se sont appropriés les outils internet

Dans un premier temps, cette appropriation s'est effectuée grâce à l'utilisation que les Guinéens expatriés dans des pays occidentaux ont faite de ces outils et de la communication de leurs connaissances et de leurs expériences à leur pays d'origine. Ils ont contribué à combler les failles et les manques des premiers utilisateurs. Ils ont appris aux journalistes professionnels à utiliser les « informations citoyennes » pour élargir leurs domaines d'information ce qui est à l'heure actuelle une pratique incontournable sans cesser pour cela d'innover continuellement pour rester « dans la course médiatique ».

Pour tout média numérique, il s'agit d'être préparé, en termes de qualité des contenus, à ce qui s'apparente à une bataille entre les organes de presse. Les médias guinéens le sont-ils ? Le contexte sociopolitique et les conditions matérielles peuvent en faire douter. Ils sont « talonnés » par les blogs qui brouillent l'approche journalistique professionnelle et peut générer un danger pour la presse numérique. Les journalistes guinéens n'ont d'autre choix que de se former au numérique ; encore faudrait-il qu'ils aient accès aux sources électriques qui leur manquent cruellement actuellement. Ils ne sont pas les seuls puisque environ 3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité de par le monde. C'est le constat du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2010)⁸⁴. Environ 3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, c'est plus de la moitié de l'humanité. Les pays d'Afrique subsaharienne utilisent sept fois moins d'électricité que les personnes vivant dans les pays de l'OCDE. Seuls 25 % des Africains ont accès à l'énergie moderne. *« Sans accès aux formes modernes d'énergies, les populations, en particulier les femmes, portent des charges extrêmement lourdes parce qu'elles n'ont pas accès au transport. Sans pompe électrique,*

⁸⁴ Rapport sur le développement humain 2010, Édition du 20e anniversaire du RDH, http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2010_fr_complete_reprint.pdf (consulté le 25 avril 2014).

elles portent l'eau. Elles moulent le grain pour faire de la farine. Elles passent des heures à chercher du bois pour faire du feu et cuisiner. »⁸⁵

Dans ces conditions, nous voyons que la fracture énergétique est beaucoup plus importante que la fracture numérique et c'est pourquoi dans la définition des plans de stratégie nationale, l'on devrait se concentrer plus sur ce volet. Ce qui n'est pas le cas en Guinée.

L'intégration des TIC en Afrique n'est pas aussi évidente que cela, compte-tenu des aspects sociaux, économiques et énergétiques des pays qui sont autant de réponses à la difficile appropriation de ces outils. La préface du rapport 2001 du PNUD sur le développement humain, estime qu' *« il est indéniable que nombre de merveilles technologiques qui fascinent le nord ne sont d'aucune utilité pour le sud. Il n'en demeure pas moins que les activités de recherche et de développement ciblant des problèmes qui touchent plus spécifiquement les pauvres – de la lutte contre les maladies à l'enseignement à distance- prouvent immanquablement que loin de se contenter de venir couronner le développement, la technologie en est un instrument indispensable »⁸⁶.*

-Panorama des sites de presse

Dès l'apparition d'internet en 1997, la majeure partie des journaux africains l'ont adopté et les premiers articles ont été mis en ligne. Thomas Guignard a étudié l'importation d'internet au Sénégal. Il ressort de cette étude que 283 journaux africains étaient référencés en ligne tout en conservant une version papier :

« Alors que l'Association mondiale des journaux recensait en 1998 dans son rapport annuel « World Press Trends », pas moins de 424 quotidiens européens en ligne (pour 1100 titres), et près de 132 dans la catégorie des magazines (pour 1500 titres), cette même année, la présence des journaux d'Afrique demeurait plus que marginale : selon le rapport intitulé Internet en Afrique Subsaharienne : acteurs et usages. Les médias africains et internet, en 1998 il y avait moins de cinquante médias africains présents sur internet dont plus de la moitié étaient basés en Afrique de Sud et l'Afrique francophone apparaissait particulièrement sous-représentée avec seulement une dizaine de médias référencés..... »⁸⁷. Après un

⁸⁵ ONU, Les énergies vertes, meilleur moyen de lutter contre la pauvreté, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=22247&Cr=%C3%A9nergie&Cr1#.U3UIDf5ZrIU>, consulté le 15 mai 2014

⁸⁶ PNUD, Rapport sur le développement humain, 2001, Ahmed Dahmani Les TIC : une chance pour l'Afrique ? <http://www.iut-orsay.u-psud.fr>, consulté le 5 Avril 2013.

⁸⁷ Thomas Guignard, *Le Sénégal, les Sénégalais et Internet : Médias et identités*, Thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de l'information et de la communication, université Charles De Gaulle Lille3, 2007, pp :254-255.

référencement de 283 journaux en ligne africains en juillet 2005, il constate « *Si la progression apparaît significative, la proportion des journaux africains en ligne sur le web demeure minime. Aujourd'hui, il est hasardeux de comptabiliser le nombre de journaux en ligne dans le monde, on peut toutefois raisonnablement penser que l'Afrique concentre moins de 1% d'entre eux. A titre d'exemple, en France, l'AFP dénombrait plus de 296 sites de journaux en ligne en 2005 soit plus que l'ensemble du continent africain* »⁸⁸.

La presse numérique en Afrique est encore à ce jour à la phase d'expérimentation. La production de contenu dans les pays en développement, est de plus en plus encouragée par de nombreux organismes internationaux notamment la francophonie et ce, dans tous les domaines d'activité.

La nécessité de développer la diversité culturelle sur les réseaux électroniques, a été réitérée au Sommet mondial de la Société de l'Information. Partagée par l'UNESCO et l'Organisation internationale de la Francophonie, cette vision est aussi celle de nombreux chercheurs qui étudient les pays du Sud dans ce domaine et qui considèrent qu'il faudrait impulser la production de contenus adaptés aux différences culturelles et aux contextes spécifiques à ces régions, (Alain Kiyindou : 2004). Dans une perspective de réflexion sur les schémas et modèles les plus appropriés pour aider à l'expression des populations marginalisées, Alain Kiyindou⁸⁹, fait une analyse de la façon dont les internautes africains francophones adaptent internet et les nouvelles technologies à leurs besoins.

Il apparaît nettement que les contenus des sites africains francophones aussi bien que leurs usages montrent des ressemblances entre eux. Il est normal que même si la technologie est identique pour tous, son usage dépende des habitudes, du mode de vie des individus, voire de leurs croyances. Il existerait un usage particulier du cyber espace par les africains du fait de leur « double identité ».

Pour l'auteur, ceci n'a rien d'étonnant puisque la technologie a toujours été adaptée aux besoins de chacun. Par exemple, la vidéo a donné lieu à la lettre-vidéo ; la télévision et la radio ont radicalement bouleversé le fonctionnement de la société traditionnelle ; le téléphone et la télécopie se sont ouverts vers des utilisations extérieures. Internet est allé encore plus

⁸⁸ Thomas Guignard, *Op. cit.*, p. 255.

⁸⁹ Alain Kiyindou, « L'arbre à palabre domine la forêt électronique », *Hermès*, n°40, 2004, (consulté le 7 avril 2014)

loin et est utilisé tant dans le domaine professionnel que pour créer des liens sociaux jusqu'à la relation avec les ancêtres dans certains pays.

Pour faire une analyse des usages professionnels d'Internet en Afrique Francophone, Alain Kiyindou se base sur des exemples comme les centres multimédias communautaires (CMC) ou encore *Manobi*. Pour montrer les appropriations d'Internet par les africains francophones et les efforts réalisés avec l'appui d'organismes internationaux comme l'UNESCO et l'INTIF (l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation), pour mettre Internet au service du développement économique de l'Afrique francophone, en encourageant les échanges entre les différents membres.

En effet, les CMC visent à répondre aux besoins des populations locales en termes d'accès et d'échanges d'information tout en valorisant «les savoirs et les savoir-faire» que détiennent les communautés rurales.

Il existe même au sein des radios locales, un système de question-réponse, apparenté aux FAQ, instauré par les animateurs ruraux. Ce système apporte des renseignements précis et utiles pour la résolution des problèmes de développement.

Manobi est un exemple de ce que peut apporter la technologie. C'est une entreprise franco-sénégalaise qui a mis au point un système permettant à chaque pêcheur de s'informer en temps réel des cours du marché des poissons par le biais de leur téléphone portable. C'est une grande avancée pour la vente de la production de chacun au meilleur prix. Ce dispositif permet aussi l'accès direct à la météo marine assurant une plus grande sécurité. La plateforme a permis à de nombreux sénégalais de découvrir les possibilités et les avantages qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Si les journaux ont souhaité être visibles sur internet, la raison en était de toucher un plus large public. Cependant les journaux numériques africains ne sont en général que la réplique des journaux papier. Seuls quelques-uns se lancent à proposer des articles spécialement adaptés au support numérique.

Selon Abdoul Ba « généralement les groupes de presse, guidés par l'aspect marketing et l'effet de prestige ont envahi internet en se préoccupant plus, à des degrés divers, à livrer une version électronique de leur support papier qu'à produire des contenus au tour d'un projet éditorial »⁹⁰.

⁹⁰Abdoul Ba, *Internet, Cyberspace et usages en Afrique*, Harmattan, Paris, 2003, p. 240.

Il n'y pas encore de véritable exploitation commerciale d'Internet par les journaux ; elle est cependant en marche avec le moteur de recherche *Google Adsense* qui procure aux sites de presse des annonceurs publicitaires, qui intéressent les producteurs de contenus grâce aux retombées financières qu'ils peuvent en attendre.

La plupart des journalistes, malgré les difficultés de développement des TIC, s'y intéressent de plus en plus surtout avec l'avènement d'autres formes de journalisme notamment participatif avec les blogs par exemple.

Dans plusieurs pays africains, l'espace républicain est miné, que ce soit avec la censure ou même l'autocensure de nombreux journalistes qui se sentent muselés.

Les blogs leur donnent la possibilité de s'exprimer avec plus de liberté et de convivialité et la possibilité de toucher une plus grande audience.

Le site de Reporters sans Frontières (RSF) en parle ainsi :

« Dans les pays où la censure est reine, lorsque les médias traditionnels vivent à l'ombre du pouvoir, les bloggeurs sont souvent les seuls véritables journalistes. Ils sont les seuls à publier une information indépendante, quitte à déplaire à leur gouvernement et parfois au risque de leur liberté. Les blogs passionnent, inquiètent, dérangent, interpellent. Mais une chose est sûre : les blogs ne laissent plus indifférents »⁹¹.

Les blogs peuvent ainsi permettre de détourner les entraves à la liberté d'expression bien que la censure ne soit pas totalement déracinée.

Pour Abdoul Ba *« les journalistes africains ont désormais la possibilité de contourner les obstacles et les tentatives des Etats. Mais les Etats conservent un moyen de contrôle qui est l'accès au réseau »⁹².*

Il est donc indispensable que la presse africaine et guinéenne en particulier, se libèrent de la censure des États et retrouvent leur liberté d'expression en diversifiant leurs activités. Il devrait leur être possible de se connecter à internet sans risque de contrôle. C'est ce qui a motivé la localisation de plusieurs serveurs hors du territoire national.

« Dans la plupart des pays africains, (Cameroun, Ethiopie, Angola, etc.), les échanges d'informations en ligne que ce soit les courriels ou les informations contenus dans des sites, les diffusions sont étroitement surveillées et filtrées par l'Etat, directement par

⁹¹ Julien Pain, cité sur <http://cyberie.qc.ca/jpc/2005/09/rsf-et-les-blogues.html>, (consulté le 03 février 2010).

⁹² Abdoul BA, *Op. cit.*, p. 245.

l'intermédiaire des fournisseurs d'accès, qui sous la pression délivrent certaines confidentialités comme les mots de passe ou les identifiants etc. »⁹³

En Guinée, seuls les sites de presse de groupes disposant déjà de leurs versions papier ont leurs serveurs dans le pays. Tous les sites d'information publiant uniquement en ligne sont référencés à l'extérieur.

En plus d'avoir une lisibilité par le monde entier, les sites de presse africains sont à même de mettre en place des contenus purement africains et pouvoir ainsi participer à la mondialisation de l'information. C'est aussi ce qui explique l'obligation de contenus de qualité.

Selon Seydou Sissouma, « *la puissance d'un medium Internet en l'occurrence, n'est qu'un atout technique. Le défi à relever sera celui des contenus à travers une production quantitativement et qualitativement à la mesure des enjeux. Un tel choix stratégique passe par une redéfinition des politiques éditoriales. Le site internet ne doit plus se réduire à une vitrine sur le réseau mondial ou à une reproduction des supports traditionnels, mais s'affirmer comme un produit autonome à forte valeur ajoutée et conçu aux normes d'un public autre que national. Il n'est pas rare qu'un internaute malien se retrouve dans l'incapacité de décoder un article d'un journal ivoirien à cause des référents culturels qui structurent le texte préalablement destiné à un lectorat local ou " tritrologue", puisque que les citoyens par manque de moyens pour acheter le journal se contentent de parcourir les titres de la presse locale exposée par les marchands de journaux dans les villes africaines. [.....] "Ecrire pour le net" devient dès lors un passage obligé pour le succès de la presse africaine en ligne.»⁹⁴*

Les thèmes ne manquent pas et cela devrait encourager la production des journalistes afin de valoriser leur professionnalisme. Ils pourraient par exemple s'atteler à la production de l'historique des médias en ligne, ce qui procurerait des renseignements très appréciés pour les chercheurs, les étudiants, etc....., qui souhaitent être informés sur ce médium.

Il est courant que les journaux ne se penchent pas sur leur historique : la rubrique « qui sommes-nous » quand elle n'est pas tous simplement vide, ne donne en général que des informations d'ordre juridique, mais rien en ce qui concerne leur origine, leur fondateur ou tout autre renseignement d'ordre général intéressant. Une exception : *Le Diplomate*,

⁹³ Abdoul Ba, *Op. cit.*, pp. 247-249.

⁹⁴ Seydou Sissouma, « La presse africaine face au défi des nouvelles technologies », *Les Cahiers du journalisme*, (n°9), 2001, pp : 198-204.

hebdomadaire guinéen mais qui s'en tient à l'historique et ne développe pas d'informations sur l'équipe du journal, la ligne éditoriale...

Que ce soit pour la qualité des contenus ou la perspective de générer des revenus, le combat est le même. Faire des profits n'est pas seulement dépendant de la qualité des contenus Le problème qui se pose est celui de la viabilité du marché compte tenu de la pénétration assez faible de la publicité dans les journaux numériques. Il faut encore beaucoup de travail pour que la presse en ligne devienne une activité rentable.

Les blogs constituent des espaces de liberté pour les journalistes mais aussi des moyens de se familiariser avec ces nouveaux outils de communication.

Cependant, il n'y a pratiquement pas de valeur ajoutée vu que rares sont les journalistes africains qui s'adonnent à cette pratique. Lookman Sawadogo freelance cité par Hadj Bangaly Cissé pense à ce propos que « *les quelques blogs ouest africains créés par les journalistes ne sont pas forcément différents des journaux version papier ou autres émissions radiophoniques et télévisées. Il n'y a pas de rupture qui fait penser à une échappatoire vis-à-vis de la ligne éditoriale. Peut être parce qu'ils risquent d'être en porte à faux avec leur patron, ce qui peut conduire à perdre son emploi ou s'attirer la répression des tenants du pouvoir* »⁹⁵.

Pour combler ces insuffisances, Reporters Sans Frontières a mis en ligne un guide pratique du *Blogger* et du *Cyberdissident*⁹⁶. Ces outils disponibles sur internet par le biais de nombreuses ressources en ligne, concourent à donner aux journalistes les bases nécessaires pour s'adapter au contexte du numérique. Ce secteur de la presse en ligne peu développé ne dispose pas d'assez de ressources bibliographiques en dehors des ouvrages et publications (Hadj Bangaly Cissé : 2010)⁹⁷.

L'analyse de Cyriaque Paré⁹⁸ confirme que sur les 110 sites de médias ouest africains qu'il a étudiés, peu disposent de vrais professionnels formés ce qui explique le développement assez lent de la presse numérique malgré les bénéfices envisageables que souhaitent les directeurs de publication.

Même si la presse numérique africaine reste une copie de la presse papier, elle n'en est pas moins un espace de communication très important. Elle est animée par de nombreux

⁹⁵ Hadj Bangaly Cissé, *Op. cit.*, p. 159.

⁹⁶ Reporter sans frontières 2005, guide pratique du blogger et du cyberdissident, Paris RSF, 46 P. [http : //www.rsf.org/IMG/pdf/guide_blogger_cyberdissident-FR.pdf](http://www.rsf.org/IMG/pdf/guide_blogger_cyberdissident-FR.pdf)

⁹⁷ Hadj Bangaly Cissé, *Op. cit.*159.

⁹⁸ Cyriaque Paré, *Les médias ouest-africains et la société de l'information. Enjeux, discours et appropriations*, 2007

intervenants, locaux et expatriés qui communiquent leurs expériences et leurs connaissances via les rubriques « tribunes » ou « opinions » contribuant ainsi au débat démocratique.

Le séminaire de Dakar « Internet, une chance pour les médias et la démocratie en Afrique » organisé en 1997 par l'IPAO (Institut Panos Afrique de l'Ouest) avait porté les participants à réfléchir sur l'intérêt d'internet pour le développement des médias africains.

Depuis ce séminaire, et en quelques 10 années, les possibilités de se connecter à Internet ont fortement progressé. Elles ont donné lieu à des expérimentations avec plus ou moins de réussite, mais qui sont nécessaires pour permettre à la presse numérique de progresser. Ont été créés les sites www.abidjan.net (créé par des ivoiriens vivant aux États-Unis), www.seneweb.com (créé par un sénégalais installé également aux États-Unis) ou encore www.guineenews.com (créé par un guinéen vivant au Canada) donc comme déjà exprimé par des expatriés plus au fait des nouvelles technologies et qui les apportent dans leurs pays d'origine.

Pour Patrice Flichy⁹⁹ ces expatriés sont des acteurs essentiels qui aident les acteurs sociaux dans leur expérimentation pour les amener à réaliser leurs projets.

-Groupes de presse guinéens dans l'ère du numérique

Contrairement aux pays voisins comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire qui depuis une dizaine d'années maintenant ont accès à la technologie ADSL (Asymmetric, data subscriber link), la Guinée est très en retard en terme d'accès à internet. Le pays n'a accès à internet que par satellite dont l'abonnement très onéreux ne permet pas au guinéen moyen de se l'offrir. Pour accéder à internet, la majeure partie des Guinéens se rendent dans des cybers café situés en majorité à Conakry et dans les grandes villes du pays. Il faut déboursier entre 5 et 10.000 FG pour trente minutes de connexion dans les cybers café avec un débit très lent. Selon une enquête¹⁰⁰ publiée sur <http://www.slateafrique.com>, en décembre 2011, on dénombrait 95.800 internautes dont seulement 42.000 utilisateurs du réseau social Facebook et moins de 10 comptes Twitter actifs sur une population totale de 10,6 millions d'habitants. Le taux de pénétration d'Internet dans le pays est évalué à 0,9%, au même rang que la Sierra Léone (0,9%) ou le Libéria (0,3%), des pays qui sortent à peine de plusieurs années de guerre civile. Selon l'article, ces chiffres sont bien loin de ceux de la Côte d'Ivoire (21,5 millions

⁹⁹ Patrice Flichy, *L'innovation technique, récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation*, La Découverte, Paris, 2003

¹⁰⁰ Alimou Sow, Annabelle Creuzé, La Guinée va-t-elle faire sa cyber révolution ? <http://www.slateafrique.com>

d'habitants) avec presque un million d'internautes (taux de pénétration de 4,5 %) ou du Sénégal (12,6 millions d'habitants), qui totalise près de 2 millions d'internautes (dont 620.000 comptes Facebook).

Malgré ce constat, on a assisté ces dernières années à une prolifération des sites et de portails guinéens qui témoignent de l'intérêt des Guinéens pour la presse en ligne.

Depuis qu'Internet est accessible à tout un chacun, 3 types de modèles économiques ont vu le jour : pour Laurent Mauriac (2009 : 88-89) les médias traditionnels, non sans réticences, acceptent la participation active des internautes ; *« la possibilité de faire participer les lecteurs existait déjà à travers l'exemple du courrier des lecteurs, mais de manière très encadrée, puisque cette rubrique à part n'interfère pas avec le contenu du journal ni avec sa manière de travailler ; ceux qui prennent en compte l'apport des "non journalistes" en valorisant les articles dignes de publication et enfin ceux qui ont opté d'homogénéiser les rédactions en organisant les journalistes et les "non-journalistes" dans un pôle éditorial sous la responsabilité de journalistes... »*¹⁰¹.

En Guinée, compte tenu du fait que la presse numérique est encore dans une phase d'expérimentation, son modèle économique est basé sur la gratuité. Depuis 1990 cependant, on assiste à une accélération d'investissements des groupes de presse dans les nouvelles technologies en partie du à la venue de la publicité qui apparaît alors comme une source financière importante.

La Guinée a saisi l'opportunité à travers l'émergence des sites d'information comme Boubah.com (qui deviendra Guineenews.com plus tard), précurseur dans le pays. De nombreux sites se sont constitués par la suite et le nombre ne cesse d'augmenter (une cinquantaine de titre sont aujourd'hui répertoriés). Suite au succès de boubah.com et à l'image des grands groupes de communication occidentaux (Vivaldi, Lagardère, Viacom etc.), les groupes de presse guinéens comme Le Lynx-La Lance ou encore L'Indépendant-Le Démocrate, se sont jetés dans l'aventure dans le but de diversifier leurs activités.

Pour les groupes de presse guinéens, ces stratégies leur permettent de non seulement élargir leur public mais aussi et surtout de prendre en compte l'environnement en plein essor de l'audiovisuel et du numérique après la libéralisation des ondes.

¹⁰¹ Laurent Mauriac, Pascal Riché, « Le journalisme en ligne. Transposition ou réinvention », in Olivier Moringin, *Homo numericus, L'internet et les nouveaux outils numériques*, n°353, Paris, Esprit, 2009, pp. 86-94.

-Radiographie des sites de presse.

Les sites de presse ont intégré une bonne dizaine de web radios et tv qui fonctionnent plus ou moins. Par ce biais, la Guinée montre son intérêt et son souhait de contribuer à l'avènement du numérique et du multimédia. Il existe environ 50 sites spécialisés en information : 4 sont relatifs à des groupes de presse (lelynx.net, lalance.com, lediplomateguinee.com, lindependant.fr), 3 à des sites d'informations généralistes, 2 concernent les portails d'informations locales, 1 représente un portail d'informations spécialisé (investguinee.com), et enfin une vingtaine sont exclusivement en ligne (nlsguinee.com, guineenews.org, africaguinee.com, guinee-actuelles.info, aminata.com, infoguinee.com, africanewsmag.com etc. Le portail d'informations africanewsmag.com, certains sites exclusivement en ligne (guineenews.com, guineeactu.info, nlsguinee.com, aminata.com) ainsi que les sites de journaux lejourguinee.com, lediplomateguinee.com ... sont intéressants à étudier parce que très réputés et donc parmi les plus consultés et ils témoignent de l'intérêt de la publication en ligne. Il existe naturellement dans le pays de nombreux sites d'information moins intéressants car mal organisés, manquant de professionnalisme et donc peut attractifs dans leur présentation ou encore leur ergonomie.

-Portails d'informations généralistes :

Guineenews premier portail d'information en ligne.

Illustration n°2 : page d'accueil du site guineenews.org

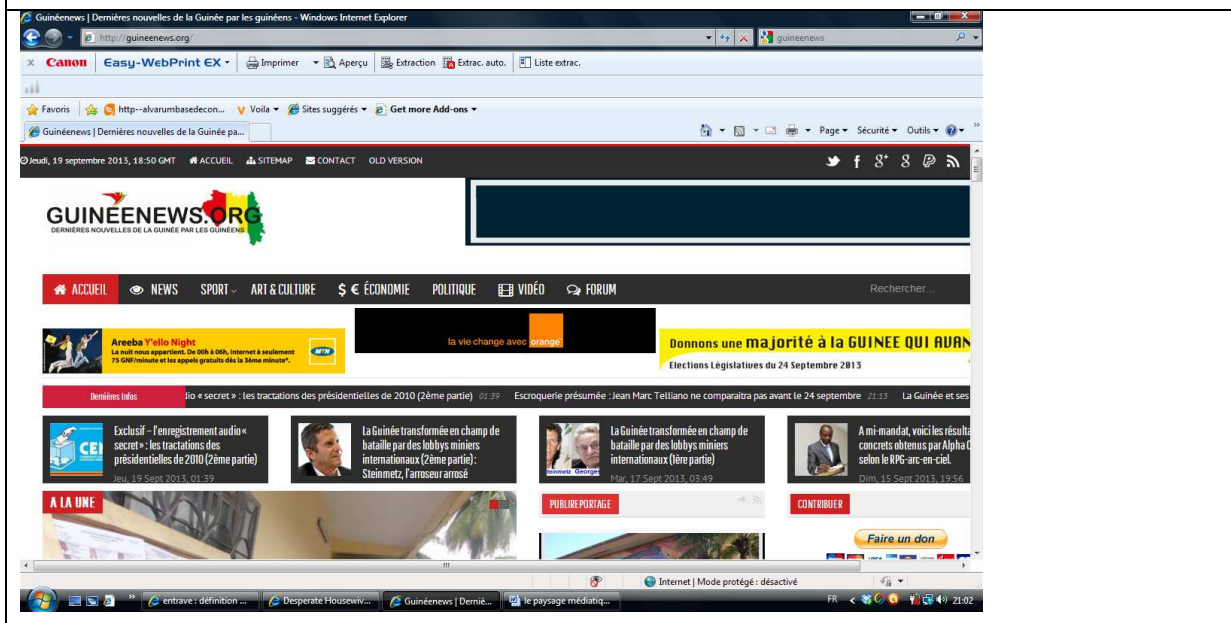
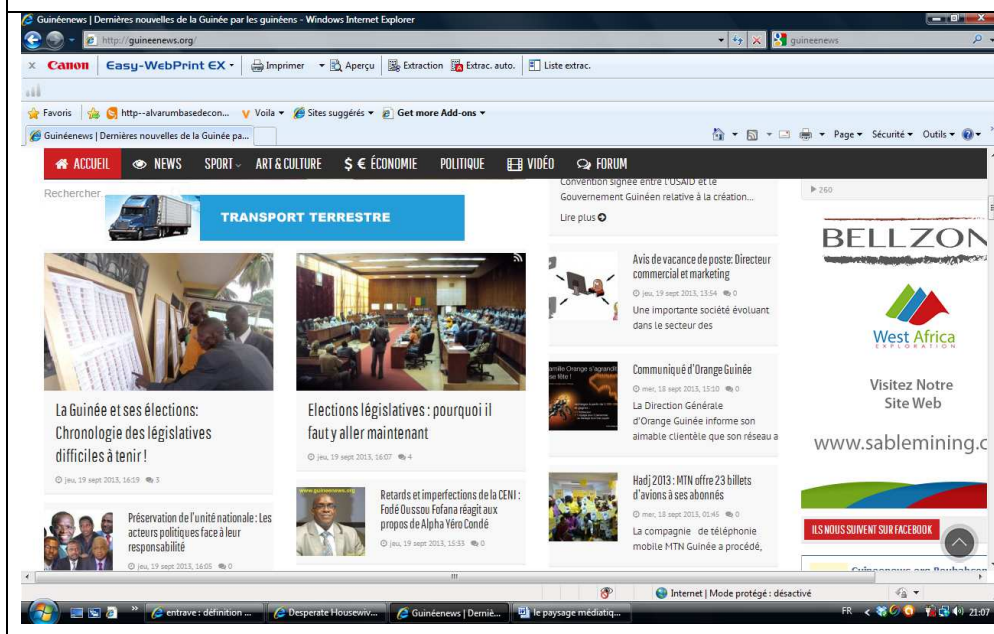


Illustration n°3 : page d'accueil du site guineenews.org (suite)



C'est un guinéen du nom de Bah Boubacar Kaba expatrié au Canada qui est l'instigateur de boubah.com qui deviendra plus tard guineenews.org. Il estimait que les informations diffusées par son pays étaient rares et souvent partiales¹⁰². Avec la création de ce site en octobre 1997, la Guinée faisait ainsi son entrée dans de la géopolitique du web. Les informations diffusées par boubah.com s'adressaient en priorité à la diaspora guinéenne qui ne pouvait se procurer des informations sur le pays, la presse papier étant difficilement accessible. Ce site avait de surcroît l'avantage d'être hébergé à l'étranger, donc incontrôlable par les autorités guinéennes. Les conditions de travail des reporters de terrain étaient nettement facilitées par ce manque de contrôle. Ce site prit bientôt une part importante dans l'espace médiatique guinéen. Son premier article fut rédigé sur le sujet de la commémoration de l'indépendance :

« An 39 de l'indépendance guinéenne.

Conakry, le 2 octobre 1997 - "Le 39eme anniversaire de l'indépendance nationale fut l'occasion pour la presse nationale de Guinée de souligner les rendez-vous manqués de la Guinée. Le président de la République Lansana Conté a déposé une gerbe de fleurs à la tombe

¹⁰² www.africatime.com/l'observateur 09/10/2007 guineenews a dix ans parcours, consulté le 5 janvier 2010.

de l'inconnu et Le Lynx a dans un article de l'historien Sow Alfa, indiqué que le PDG ne fut pas contrairement à l'idée entretenue, l'instrument fondamental du vote du Non. Il a crédité dans son article la jeunesse estudiantine du FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), l'UGEA, l'UGTAN.

Le Lynx a reproduit un discours de l'ancien président Sékou Touré alors vice-président de l'assemblée territoriale de la Guinée Française qui indiquait le 5 Juin 1958 l'attachement de son parti à la France lors d'une session extraordinaire du PDG-RDA. Il y indiquait l'intention de son parti de faire campagne pour le Oui sur les bases suivantes : reconnaissance de l'autonomie interne, constitution d'un exécutif fédéral et création d'une communauté franco-africaine dotée d'un parlement fédéral regroupant les anciens territoires de l'AOF et de l'AEF." »

Rapidement, les lecteurs se sont appropriés du site et l'ont nommé Boubah.com, un nom de domaine qui a été enregistré ultérieurement. « *Cette initiative, qui répondait à un réel besoin, verra une explosion de bonne volonté et des aides matérielles et financières de guinéens à travers le monde. De nombreux contributeurs, trop nombreux pour être cités ici, ont aussi contribué matériellement voire financièrement et sans calcul à l'épanouissement de guinéenews.* »¹⁰³

A cette époque, Internet n'était pas assez connu des Guinéens à part les immigrés qui étaient en contact avec la technologie et, par conséquent s'imprégnaient de celle-ci. Le mérite du site guineenews est d'avoir été le précurseur en ce domaine où n'existait aucun concurrent.

Au fil du temps, de nombreux intellectuels se sont joints au projet en apportant leur contribution à l'édifice. C'est d'abord un informaticien Bah Thierno Khalirou, qui offrira gratuitement ses services « *pour mettre en place un site convivial et facile à mettre à jour sur Internet* »¹⁰⁴. Ensuite il y aura le premier correspondant du site devenu guinéenews à Washington. Il s'agit d'Alsény Ben Bangoura, qui deviendra le premier membre du bureau de presse étrangère à Washington sous l'étiquette de guinéenews. Il y aura ensuite Mouctar Baldé, un guinéen résidant à Los Angeles. Boubacar Yacine Diallo ancien ministre de la communication et à l'époque directeur général de la radio et télévision guinéenne (RTG) sera un des tous premiers correspondants bénévoles de guinéenews à Conakry. Justin Morel

¹⁰³ www.africatime.com, *Op. cit.*

¹⁰⁴ www.africatime.com, *Op. cit.*

Junior, également ancien ministre de la Communication et des nouvelles technologies de l'information, porte parole du gouvernement, sera son correspondant culturel à Conakry, à l'époque lui aussi directeur général de la radio nationale. À Ceux-ci, s'ajouteront Sinkoun Kaba de Londres, Aboubacar Kourouma et Taliby Dos Camara de Conakry. Le site continuera à se renforcer avec l'installation de ses bureaux dans plusieurs pays (Allemagne, Suisse, New-York, Paris...), et des correspondants un peu partout dans le monde.

Cette évolution a provoqué des réactions de la part des Guinéens, et aussi de la part des journaux nationaux qui comprennent progressivement l'importance d'Internet.

Ce premier site guinéen déjà âgé de 15 ans compte aujourd'hui 50.000 visiteurs par jour visiteurs par jour et a décompté 12 millions de hits lors de la grève de 2007. En 1997, la mise en ligne du portail d'informations boubah.com consacré à l'actualité guinéenne fut un événement majeur dans la production intellectuelle des citoyens guinéens aux débats démocratiques nationaux, plus particulièrement des Guinéens de l'extérieur qui se sont exprimés en ligne. Qu'il s'agisse des évènements de Kaporails, des élections législatives, communales ou présidentielles, des coups de feu contre le cortège du président Conté, de l'agression contre la Guinée, des crises médicales du président de la République, ou encore la grève de janvier et février 2007, guinéenews a toujours été au devant de la scène médiatique guinéenne. Ces sujets ont suscité de l'intérêt pour les internautes qui ont réagi à travers les forums du site.

Cette forme de communication permet à tous les Guinéens, où que se trouvent de par le monde, d'apporter leurs visions et leurs points de vue sur la gestion du pays participant ainsi à l'enrichissement du débat démocratique.

Ce site a aussi une utilité touristique puisque les personnes désirant découvrir la Guinée peuvent se renseigner sur les manifestations locales, les hôtels, les annuaires des entreprises guinéennes et étrangères, etc.... Il intéresse donc également les hommes d'affaires qui désirent investir dans le pays. Le site a pour vocation d'être le lieu virtuel de rencontre de tous les Guinéens où qu'ils soient. Il est très visité (64.000 visites individuelles par jour) et donne à la diaspora guinéenne la possibilité de participer à l'économie nationale (bannières publicitaires vantant l'investissement financier comme Guinea Line Logistics, ou Bellzone).

guinéenews est aussi un moteur de recherche avec le moteur de google intégré qui permet de chercher des informations précises et retrouver des articles archivés en ligne. Le rubriquage est assez diversifié avec des thèmes sur l'actualité internationale, la politique, la société, le sport, les faits divers, l'art et la culture, l'économie etc. Au niveau des forums de discussion plus de 60% des contributions viennent de l'extérieur.

Cependant, les modérateurs du forum sont pratiquement inexistants ou du moins s'ils existent ont du mal à gérer cette tâche malgré la présence d'une charte d'utilisation pour les internautes. Les messages et billets à caractère diffamatoire sont fréquents dans les forums de discussion et ce malgré les mises en garde des administrateurs à l'égard des internautes qui postent ces messages diffamatoires.

La convergence numérique est très bien représentée puisqu'il est possible de se reporter à la radio ou à la télévision pour s'informer sur tous les thèmes d'actualité, sportifs, musicaux, culturels... De plus les journaux télévisés nationaux sont également visibles directement sur le site.

En amenant les internautes à suivre des reportages et des émissions vidéos en ligne sur l'actualité politique, économique et également sur la gouvernance en Guinée mais aussi le JT de la RTG, le site guineenews a su fidéliser les internautes guinéens. Largement suivis par non seulement les Guinéens de l'extérieur mais aussi de plus en plus de nationaux, ces web-tv sont devenus une référence pour suivre de près l'actualité nationale.

Ce site propose de plus un service d'annonces diverses en immobilier, emploi, cv en ligne etc....

L'expérience de guineenews a préparé le terrain pour la mise en place de plus 40 autres sites sur le marché guinéen avec toujours l'appui des Guinéens expatriés qui souvent en sont également les initiateurs. La vérification de la plupart des contenus de ces sites grâce à Domaine Dossier et Wois Lookup, fournisseurs officiels des renseignements légaux concernant les différents sites (noms de domaines, date de création et d'expiration, les référencement de l'hébergement etc.), on constate que les trois quarts d'entre eux sont bien déclarés à l'étranger

Le succès du site vient également de sa bonne ergonomie avec une navigation simplifiée. Son moteur de recherche permet de consulter des archives, des reportages... et toutes sortes d'information. Le site est aussi régulièrement mis à jour.

L'Université de Berkeley a mis au point une méthode pour identifier les éléments qui crédibilisent un site en tenant compte de sa nature, de son identité, de sa finalité, de ses références, de son rayonnement, de sa réputation, de la régularité de l'actualisation, de son impact et de son authenticité. C'est à partir de cette méthode que nous avons analysé le site *guineenews*. Il s'agit d'un site essentiellement généraliste diffusant les actualités guinéennes.

40% des visiteurs sont des nationaux et les 60% viennent de plusieurs pays du monde (France, Canada, Etats-Unis etc.). Le grand nombre de visites provenant de l'extérieur s'explique par la communauté des immigrés guinéens qui à travers leurs connexions, tentent de se ressourcer

en s'informant des récentes actualités du pays (nouvelles, forums de discussion, chats etc.). Il y a aussi l'intérêt pour d'autres nationalités de découvrir un pays comme la Guinée pour diverses raisons. Le tourisme par exemple (le pays est l'un des plus beaux du continent avec des régions naturelles aussi riches et variées que différentes les unes des autres, des larges plages luxuriantes en Basse-Guinée, de magnifiques paysages au Fouta-Djalon, d'immenses plaines arrosées par le Niger - le troisième plus grand fleuve du continent- en Haute-Guinée et une variété et densité extraordinaire de la faune et de la flore en Guinée forestière). Une raison d'intérêt autre que le tourisme est celle de l'investissement (le pays possède de nombreuses ressources notamment minières, deuxième producteur mondial de bauxite, le pays dispose également d'or, de fer, de diamant, de pétrole et d'uranium).

Tous ces points constituent une raison supplémentaire pour expliquer les différentes visites sur le site. C'est une source d'information pour les investisseurs étrangers pour recueillir les renseignements dont ils ont besoin. Différentes annonces (immobilières, annuaires d'entreprises, hôtelleries, institutions ...) disponibles notamment à partir du moteur de recherche intégré sont mis à la disposition des investisseurs.

Conakry totalise à lui seul une dizaine des visiteurs nationaux (dont plus de 2,9% revient au quartier Kalum le centre ville de la capitale où sont concentrés la plupart des services d'internet). Ce pourcentage peut s'expliquer par la disparité manifeste qui existe généralement en Afrique entre les capitales administratives et celles régionales. Par ailleurs, à l'intérieur des régions, il existe de profonds écarts en fonction de l'éloignement par rapport aux centres administratifs. En Guinée, on ne manque pas de remarquer que toutes les infrastructures sont concentrées dans la capitale et cela est valable aussi pour les équipements facilitant l'accès à l'internet (ordinateurs, opérateurs, électricité, etc.). L'identité du site est assumée à travers le nom de domaine guinéennes.com. On peut s'interroger sur l'extension .com qui, à l'origine a servi de référence aux entreprises commerciales et qui est maintenant devenu un nom de domaine internationalisé.

L'excellent référencement du site par les plus importants moteurs de recherche ou les annuaires est la preuve de sa réputation qui s'étend hors du seul périmètre de la Guinée.

Le site apparaît toujours en première position.

Sa réputation repose sur une présence prolongée dans le paysage médiatique guinéen mais également sur son professionnalisme à travers la modernisation permanente de ses pratiques multimédias et les thèmes abordés.

Le site a longtemps suivi le modèle du *pure player*¹⁰⁵, l'essentiel de ses activités étant réservées au Web. Mais rapidement le site a diversifié ses activités, en faisant appel à des experts et autres intellectuels guinéens pour des articles spécifiques dans le but d'améliorer le son contenu. Par ailleurs, il actualise en permanence ses informations ce qui le rend plus crédible que d'autres sites de médias en ligne. Avec l'utilisation d'autres produits multimédias, (radio en ligne, WebTV, revue de presse en ligne etc.), le site a mis en place une stratégie fondée sur la convergence numérique. La présence de *cookies* sur le site lui permet de mieux appréhender les habitudes et les goûts des internautes.

lediplomateguinee.com

Illustration n°4 : page d'accueil du site le diplomate.com



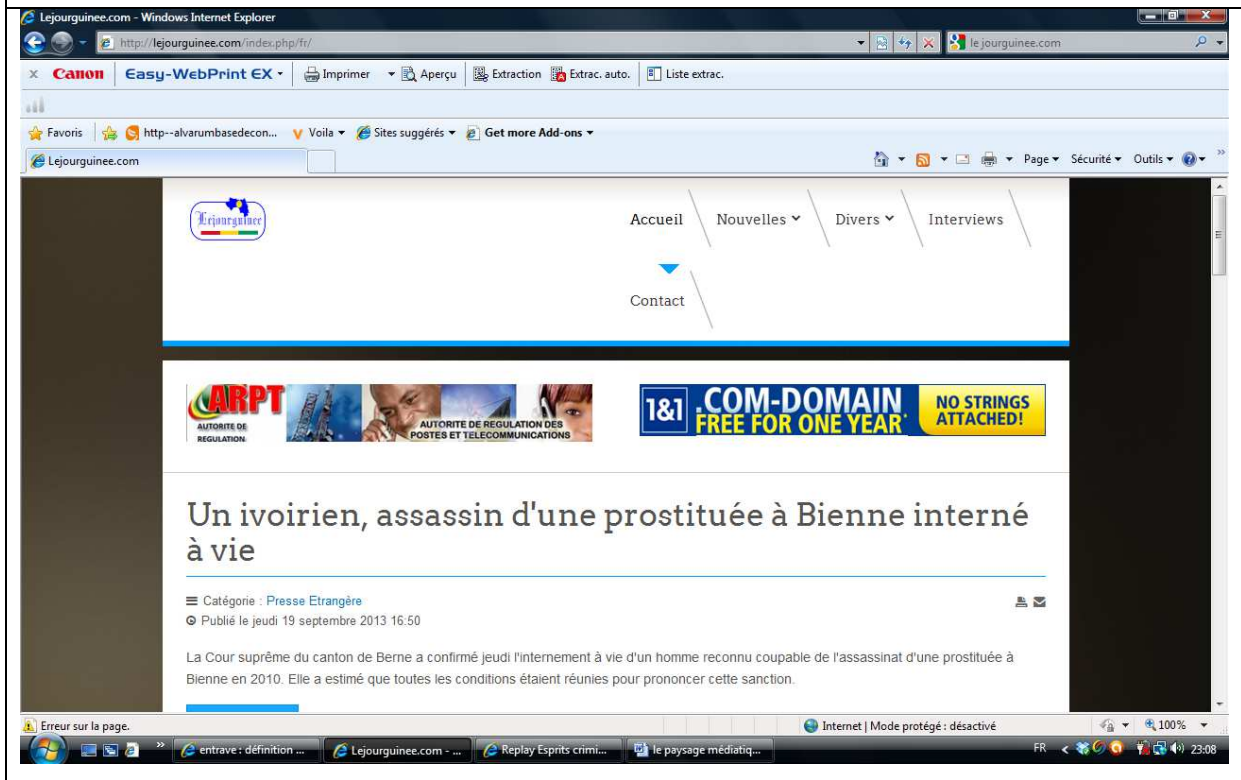
¹⁰⁵ Société exerçant uniquement ses activités sur l'internet

Illustration n°5 : page d'accueil du site le diplomate.com (suite)



Le diplomate est l'un des journaux les plus sérieux du pays. Cette réputation se retrouve sur la version numérique du journal. Sa devise est 'l'autre façon d'informer'. La page d'accueil est aérée, on peut facilement se repérer. Le site est l'un de ceux qui ont le plus d'annonces publicitaires des grosses entreprises installées en Guinée comme GETMA ou encore PMU Guinée, ce qui peut s'expliquer par sa réputation de journal de qualité. Dès la première connexion sur le site, la page d'accueil présente les différentes rubriques du journal (Actualité, Economie, Accueil, Qui sommes-nous ? Contact). Les articles sont disposés sur toute la page d'accueil classés par catégorie (société, politique, interviews, micro-finance). La web-radio du groupe (sabari.fm) en image est intégrée au site. La *une* du journal papier est également présentée sur la page d'accueil. C'est l'un des rares journaux qui renseigne la rubrique Qui sommes-nous ? L'historique du groupe qui a commencé par l'hebdomadaire et qui a évolué pour devenir un grand groupe de médias avec le site internet mais aussi deux stations de radios (sabari.FM et Love.fm), un magazine féminin d'informations et un projet de télévision, y est résumé de manière simple et concise avec les dates marquant l'évolution du groupe.

Illustration n°6 : page d'accueil du site lejourguinee.com



Lejourguinee.com

Le sommaire visible dès la page d'accueil permet d'avoir une visibilité de toutes les rubriques du site. On en dénombre treize repartis dans les cinq onglets de la barre de menu. Ce sont Accueil, Nouvelles, Divers, Interviews, Contact. Il n'y a presque pas de publicités en dehors de l'ARPT (autorité de régulation des postes et télécommunication) et de 1&1(entreprise de création de sites internet).

A la page d'accueil, en haut de page se trouve le logo du journal situé à gauche de celle-ci et méconnaissable parce que trop petit. Après la barre de menu, le reste de la page d'accueil est occupé par une sélection d'articles. Contrairement à la majorité de ses confrères, le site a choisi de mettre les articles sur l'ensemble de la page d'accueil à l'horizontal. Donc pas de cadres où les articles seraient regroupés par thème comme c'est le cas du Diplomate par exemple. Juste une disposition linéaire des quelques articles sélectionnés dans les différents rubriques du site faisant ainsi de la page d'accueil la *une* du site.

L'onglet Nouvelles réunit les rubriques Politique, Société, Economie, Culture, Sport, Education.

L'onglet Divers est composé des rubriques, Annonces, Mines et environnement, Presse étrangère, Echos du pays profond. Dans cet onglet, la rubrique 'Mine et environnement' regroupe des articles qui ne devraient pas être à cet endroit là. On peut ainsi voir un article sur un affrontement entre des manifestants de Hamdallaye (un quartier de Conakry) et les forces de l'ordre comme le stipule ce titre : *Echanges de jets de pierre contre gaz lacrymogène à Hamdallaye* ou encore un autre sur la nouvelle crise politique que connaît encore le pays. *Crise politique en Guinée: S'achemine-t-on vers un gouvernement d'union nationale ?* Les autres rubriques de cet onglet ont des contenus correspondant au thème.

Dans l'onglet contact, nous avons le nom et les coordonnées téléphoniques du rédacteur en chef suivis d'un formulaire de contact.

Lejourguinee.com est l'un des sites les plus à jour. La majeure partie des articles des rubriques Politique, Société et Economie, datent du jour de la consultation et les articles sont mis dans les différentes rubriques en fonction de leur thème.

Illustration n°7 : rubrique actualité du site lejourguinee.com

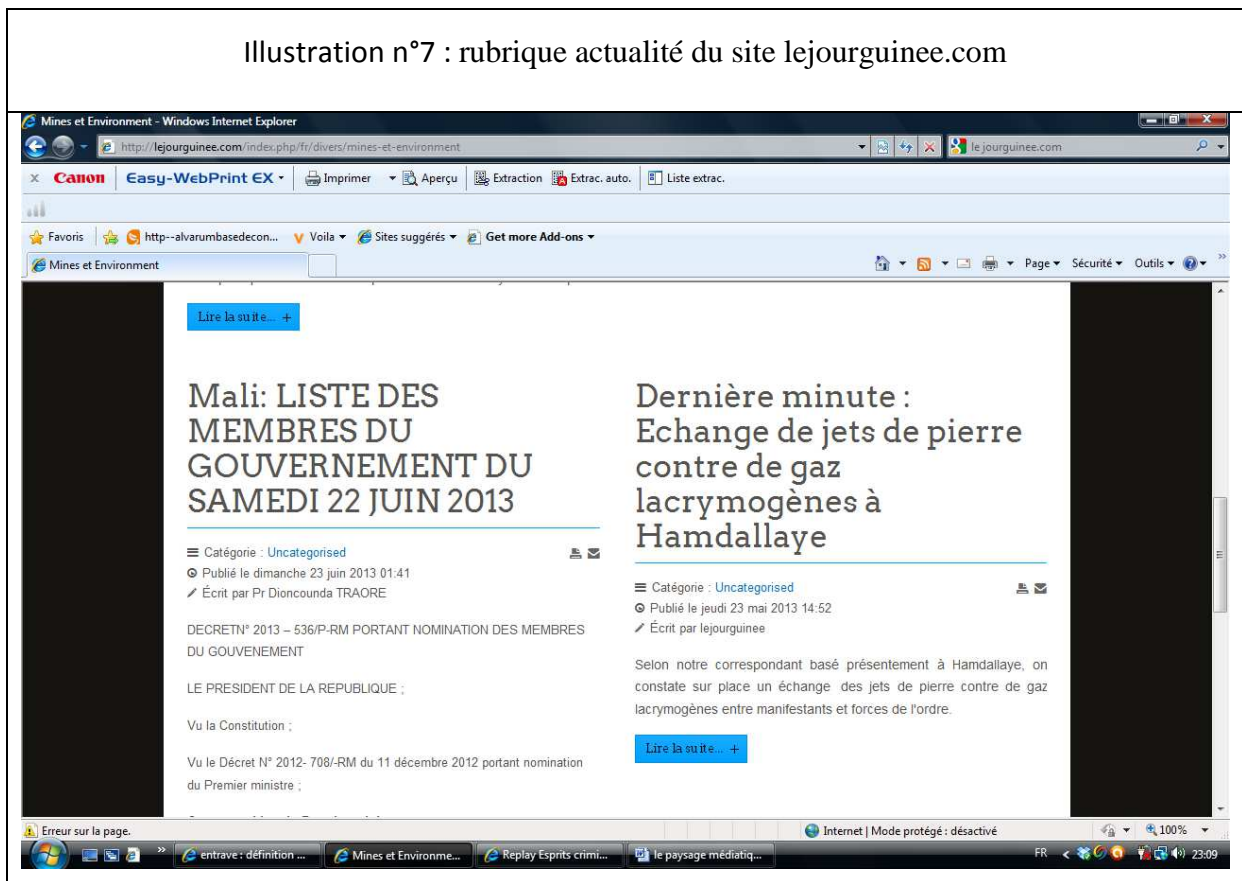
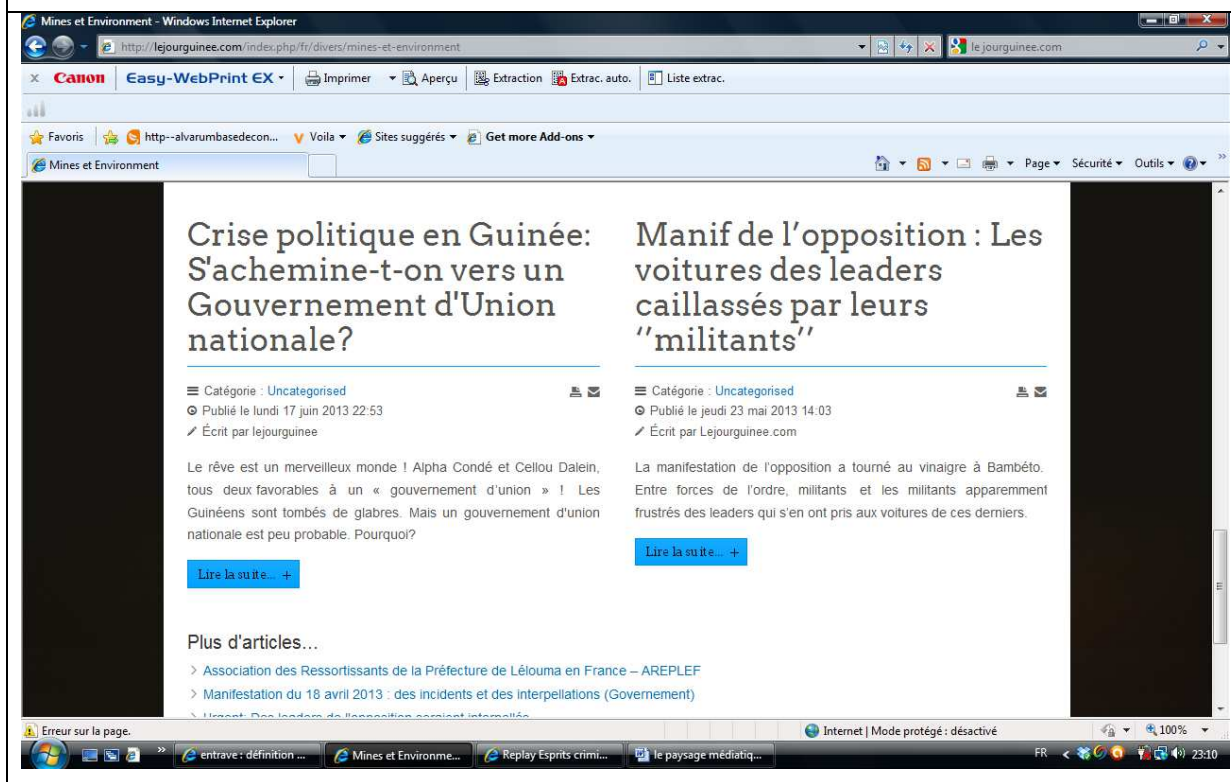
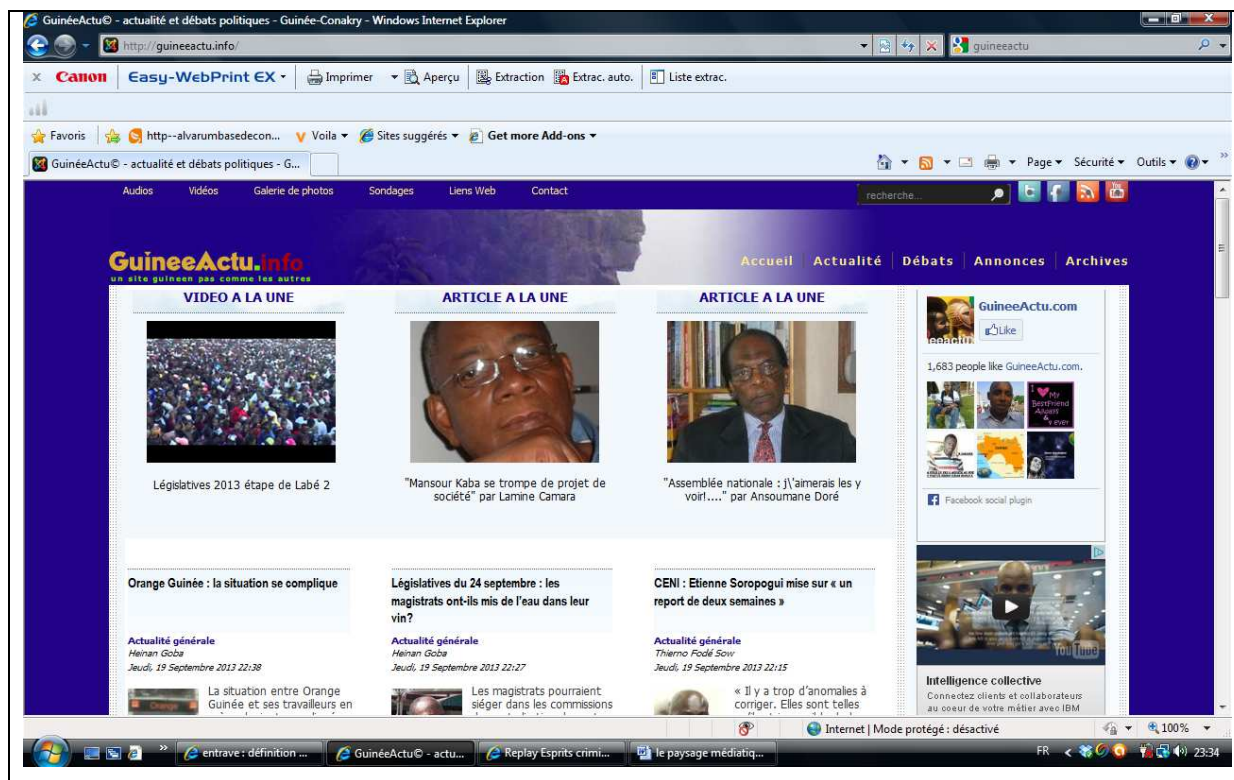


Illustration n°8 : rubrique actualité du site lejourguinee.com



Guineeactu.info

Illustration n°9 : page d'accueil du site guineeactu.info



Le site, dynamique et attrayant comporte cinq rubriques : Accueil, Actualité, Débats, Annonces, Archives. L'onglet Actualité fait dérouler les sous-rubriques Actualité générale, Interviews, Culture, Santé, Sport, Communiqués, Nouvelles des ONG. L'onglet Débats comporte les sous- rubriques, éditoriaux, tribunes libres, points de vue, analyses, chroniques. Interactif, le site introduit de nouvelles rubriques comme un forum de discussion, une newsletter, la consultation des archives du journal en ligne et également la possibilité pour les internautes d'envoyer leurs contributions. L'ergonomie claire du site facilite la navigation des internautes qui peuvent passer directement d'un menu à l'autre sans revenir en arrière.

Le site réunit un ensemble de documents audio qui regroupent des entretiens et des interviews de personnalités politiques et civiles dans divers radios nationales et étrangères mais aussi vidéos portant sur des évènements importants du pays comme des meetings politiques, des interviews de personnalités politiques sur des sujets d'importance nationale ou encore des documentaires sur l'histoire guinéenne, le mode de vie de quelques communautés rurales comme la traite des vaches par exemple. Un moteur de recherche intégré permet d'accéder à des informations bien précises à travers des mots clés.

L'onglet Contact donne une adresse postale complète avec numéro de téléphone et fax, adresse mail, le tout domicilié en Suisse.

-Les sites exclusivement en ligne

L'AGP (Agence guinéenne de Presse)

Unique agence d'informations publique en Guinée, L'AGP dispose de deux sites d'informations, <http://www.agp-guinee.info> et <http://www.agpguinee.com>. La première adresse a été le premier site de l'organisme. Bien qu'il soit le premier organisme d'information du pays, les sites de l'Agence guinéenne d'Information sont parmi les sites les plus mal gérés du pays du point de vue de la mise à jour des informations même si la qualité des dossiers quand ils sont publiés est excellente. Ceci s'explique en partie par le fait que l'organisme qui a voulu innover son site en 2011 a préféré créer un nouveau site plutôt que d'améliorer le premier tout en le gardant actif. Conséquence, les deux sites sont alimentés mais différemment et mal gérés au risque de dérouter les internautes.

En effet, sur le premier site de l'agence (<http://www.agp-guinee.info>), les dernières informations mises sur la page d'accueil datent de juin 2013 à ce 20 septembre 2013. Dans la rubrique actualité du site, les dernières informations datent de janvier 2011, et dans les rubriques politique, société et économie les dernières informations datent de juillet 2010. Un sérieux problème de mise à jour des informations donc, ce qui n'encourage pas les internautes de naviguer sur le site encore moins d'y souscrire un abonnement.

Mieux référencé, <http://www.agp-guinee.info> apparaît en premier quand on tape agp guinée sur Google alors que le second site apparaît en troisième.

Illustration n°10 : page d'accueil d'agp.info

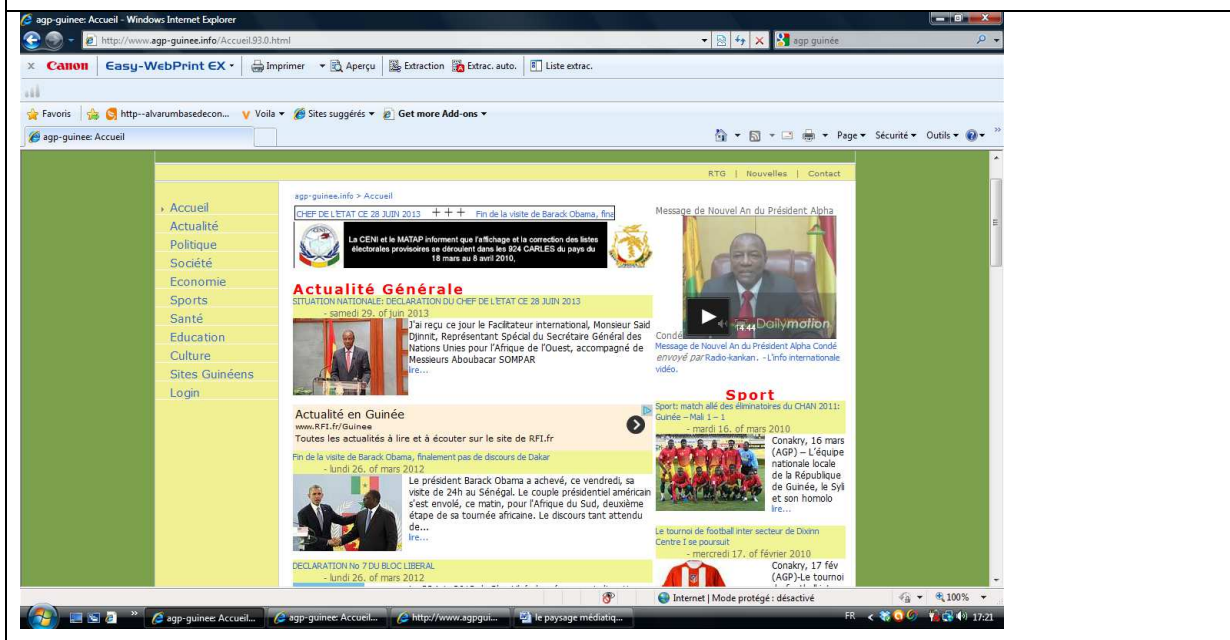


Illustration n°11 : rubrique actualité d'apg.info

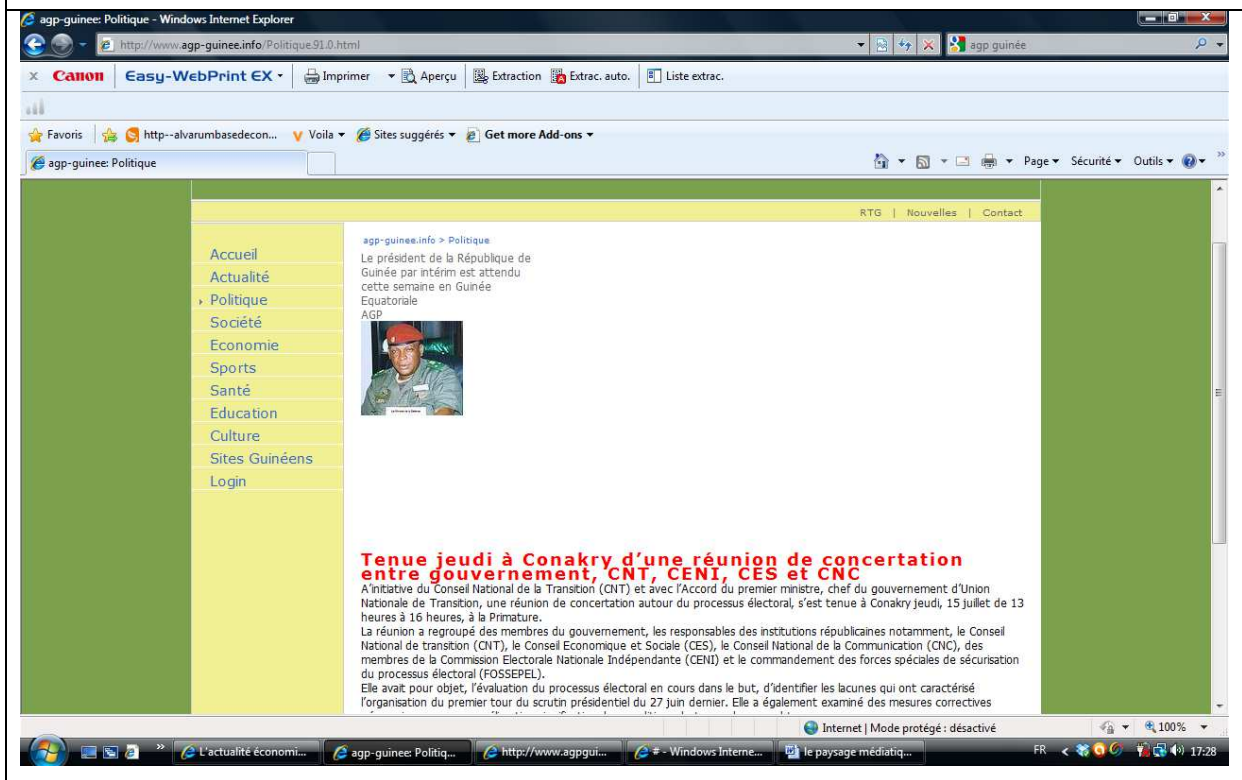
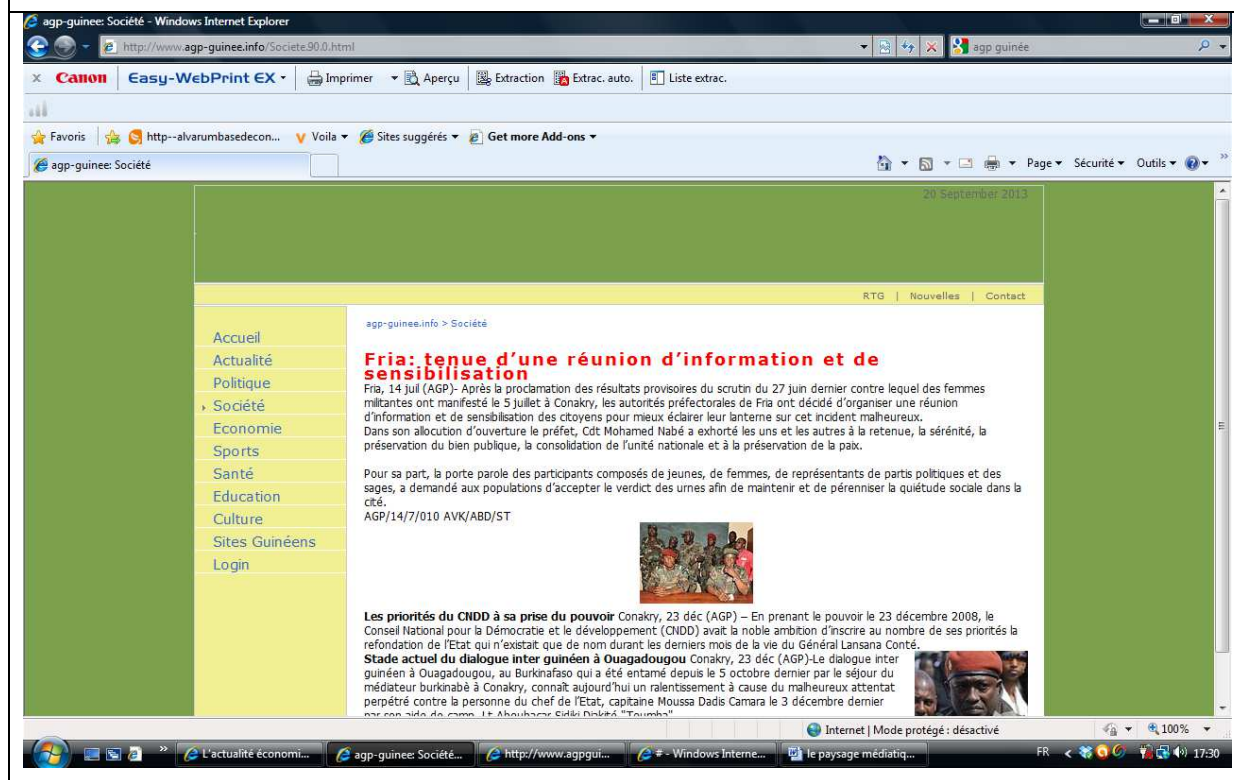


Illustration n°12 : rubrique actualité d'agp.info (suite)



Avec le nouveau site de l'agence <http://www.agpguinee.com>, si l'administration a tenu à corriger le principal défaut du premier en ce qui concerne la mise à jour des informations, <http://www.agpguinee.com> montre un terrible manque de professionnalisme, non pas en ce que concerne les dossiers thématiques de l'information que l'organisme met à la disposition des internautes, mais en ce qui concerne la présentation même de l'organisme (historique, structure, statut, administration etc.). Si l'interface du site ne laisse aucun doute en ce qui concerne l'identité du site (le logo, le sigle de l'organisme et sa traduction en toute lettre, les titres des dépêches affichés sur la page d'accueil, la présence de la carte de la Guinée plus bas, une photographie du président Alpha Condé ...), les informations contenues dans les onglets du menu d'accueil n'ont aucun lien avec la Guinée ou l'AGP. En effet, le site présente tout simplement l'Agence Ivoirienne de Presse. Dans toute cette rubrique, on ne retrouve le nom de l'AGP que dans l'onglet contact. Le webmaster a dû se baser sur le site de l'Agence Ivoirienne de l'Information pour créer le nouveau site de l'AGP et il n'a pas pensé à remplacer les informations de la première agence par celles de la seconde.

Illustration n°13 : page d'accueil d'agpguinee.com

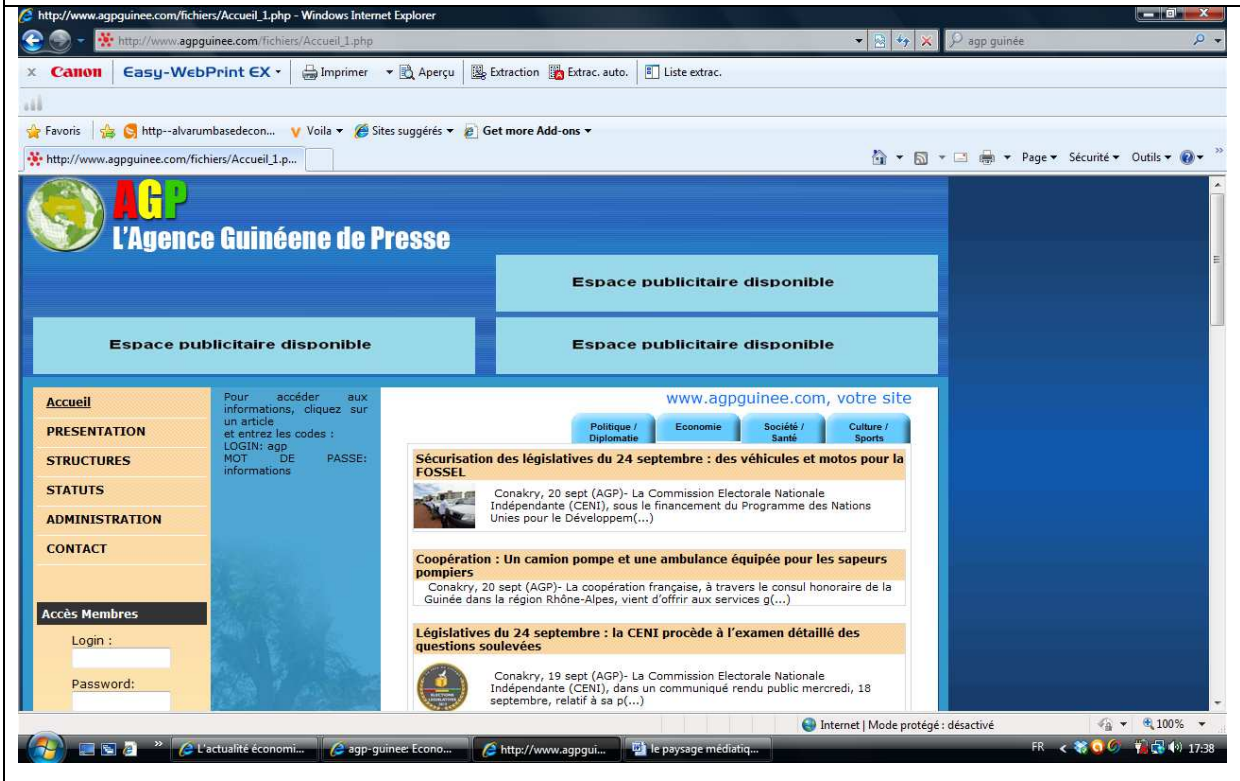


Illustration n°14 : page d'accueil d'agpguinee.com (suite)

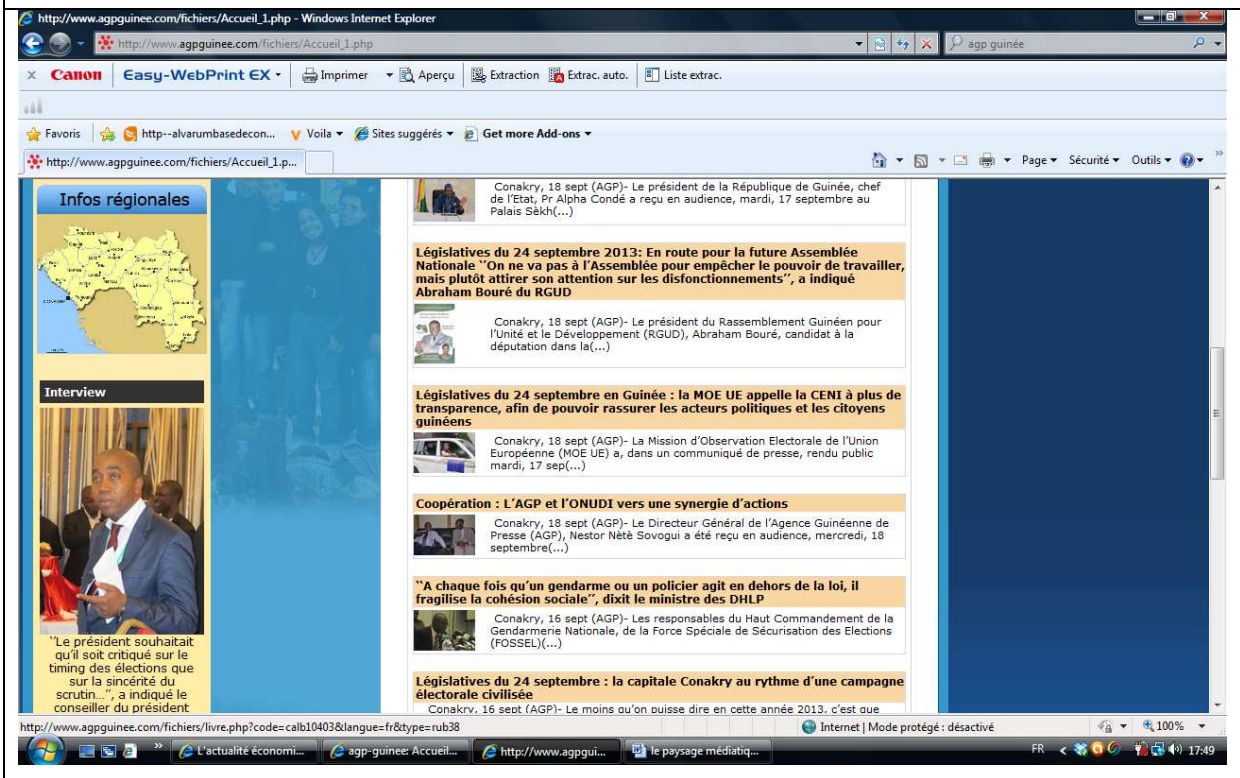
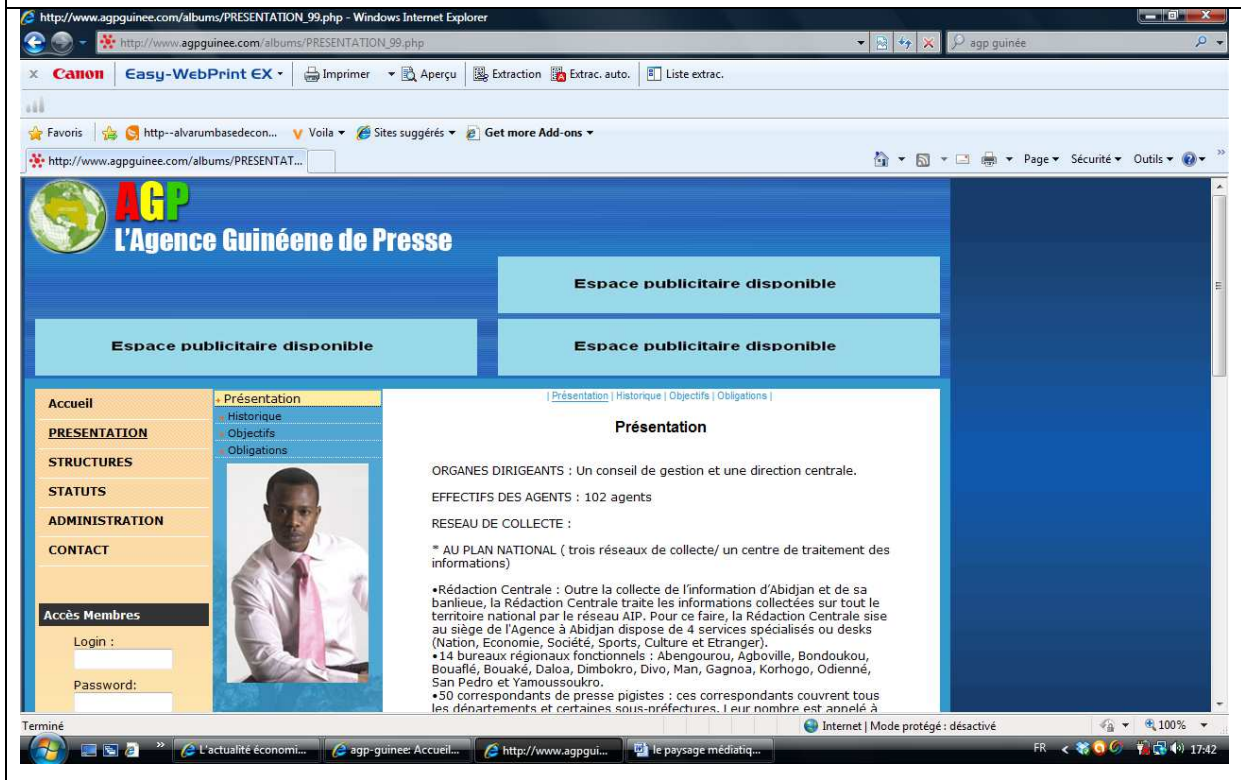


Illustration n°15 : rubrique présentation d'agpguinee.com



L'accès aux documents aussi bien écrits, iconographiques qu'audiovisuels est payant.

Malgré cette grande maladie, le site a l'air d'avoir des contenus assez diversifiés en dehors des dépêches et semble se familiariser avec les outils du web 2.0. En effet, on y retrouve des outils modernes de communication comme le fil RSS qui permet de s'abonner au flux d'information ou l'intégration de la technologie flash (version 10.0). Le site collecte des cookies pour sa base de données utilisant la technologie PHP (Hypertext Preprocessor), mais aussi pour d'autres sociétés web comme l'outil de collecte de noms de domaines (Domaintools.com) et Piwago¹⁰⁶ fondé en 2002, un logiciel libre et gratuit de galerie photos sur le web, fonctionnant comme un wiki. L'utilisation du navigateur Mozilla ou de l'internet explorer permet d'avoir tous ces renseignements sur le site.

¹⁰⁶ Logiciel de galerie photos sur le web. [http:// :fr.piwigo.org/basics](http://fr.piwigo.org/basics)

Illustration n°16 : page d'accueil d'africanewsmag.com

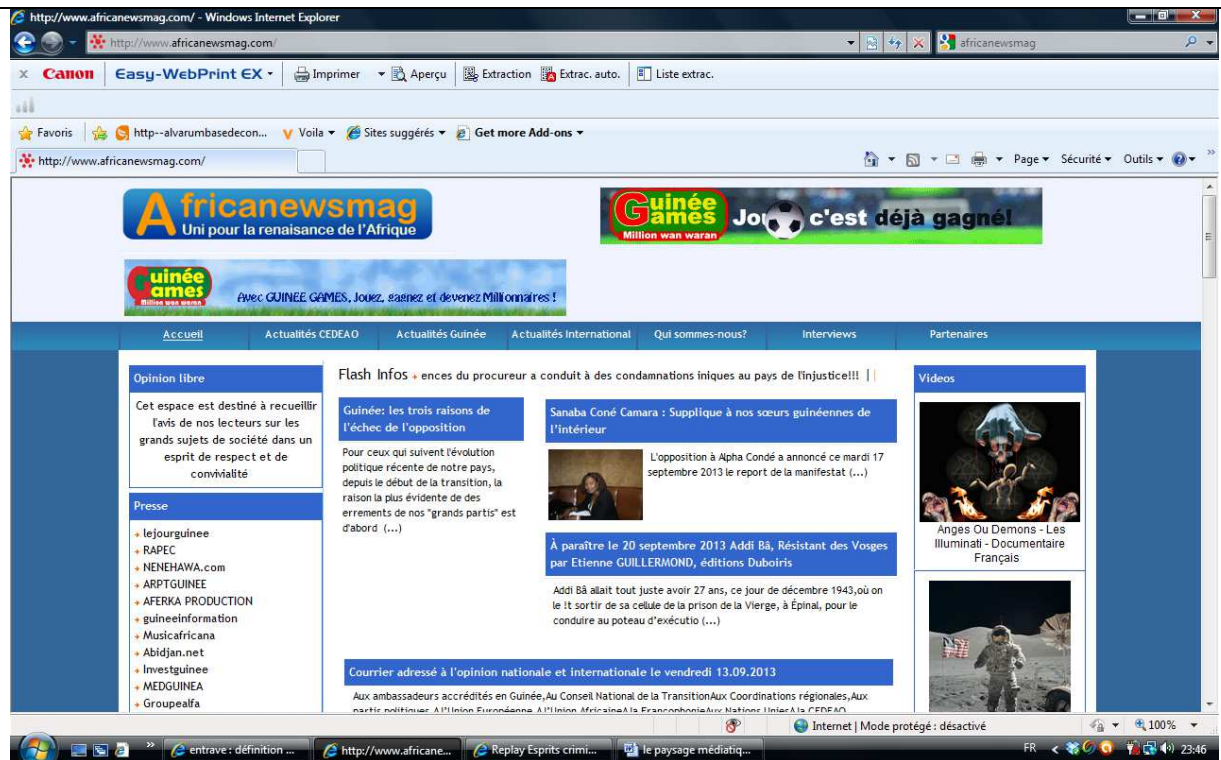
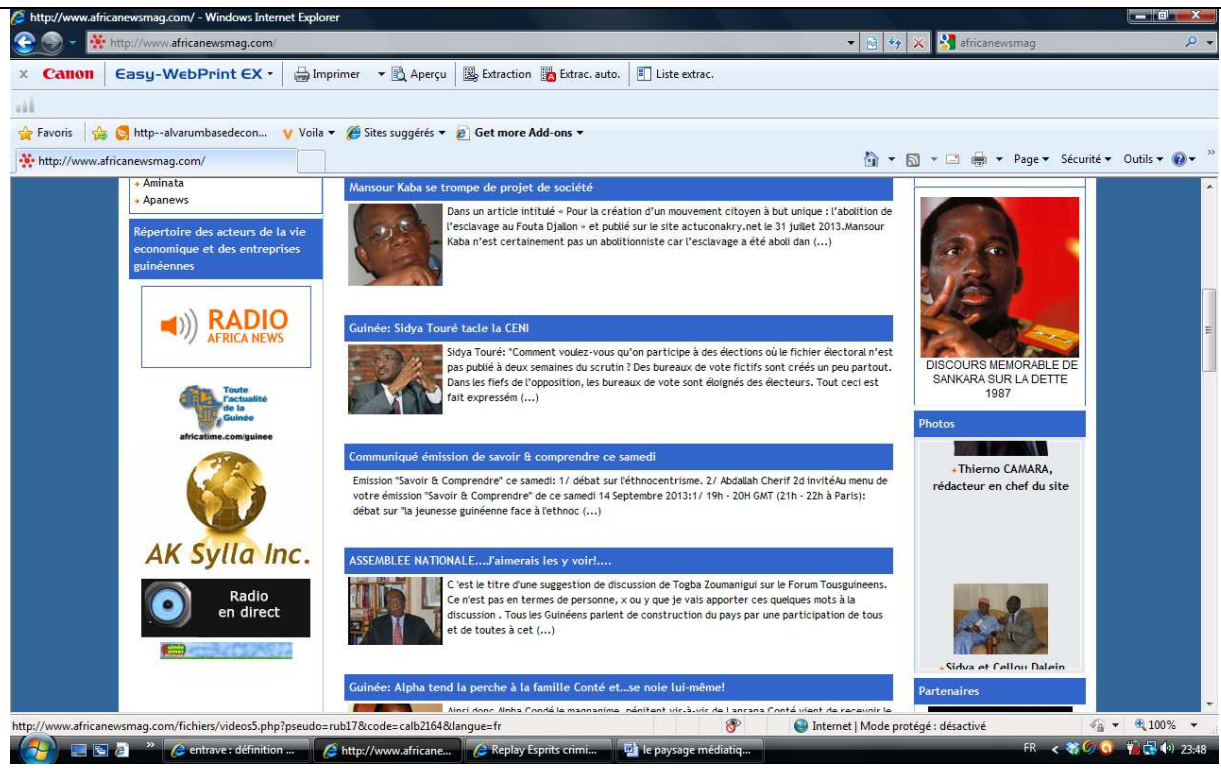


Illustration n°17 : page d'accueil du site africanewsmag.com (suite)



Africanewsmag.com est un portail d'information guinéen à vocation panafricain. Il est l'un des rares sites d'informations à informer la rubrique qui sommes-nous ?

Le menu présenté de façon horizontale en haut de la page d'accueil est composé de 7 rubriques (Accueil, Actualité CDEAO, Actualité Guinée, Actualité Internationale, Qui sommes-nous ? Interviews, Partenaires).

La page d'accueil présente l'actualité nationale de façon décroissante grâce au menu déroulant en allant de l'information la plus récente à la plus ancienne sans distinction du domaine d'information (politique économique ou encore social et faits divers). Un titre et le début de l'article ou parfois des chapeaux les présentent.

Un encadré opinion libre à gauche de l'écran en haut de page donne accès à quelques billets de différentes sources et très anciens. Comme celui intitulé *NDI : promouvoir la tolérance politique en guinée du 11 février 2010*.

Ce qui est supposé être la radio du site intégrée sur la page d'accueil ne l'est pas vraiment car, lorsque l'on clique sur la radio, on a accès à 5 chansons (de la musique classique mais aussi une chanson de La Fouine, rappeur français). Un autre encadré appelé Radio en direct ouvre une page qui donne accès à un portail de différentes radios occidentales (radios généralistes, musicales etc.)

La rubrique Actualité CEDEAO donne accès à une liste d'articles tous accessibles grâce au menu déroulant toujours avec le titre et le début de l'article.

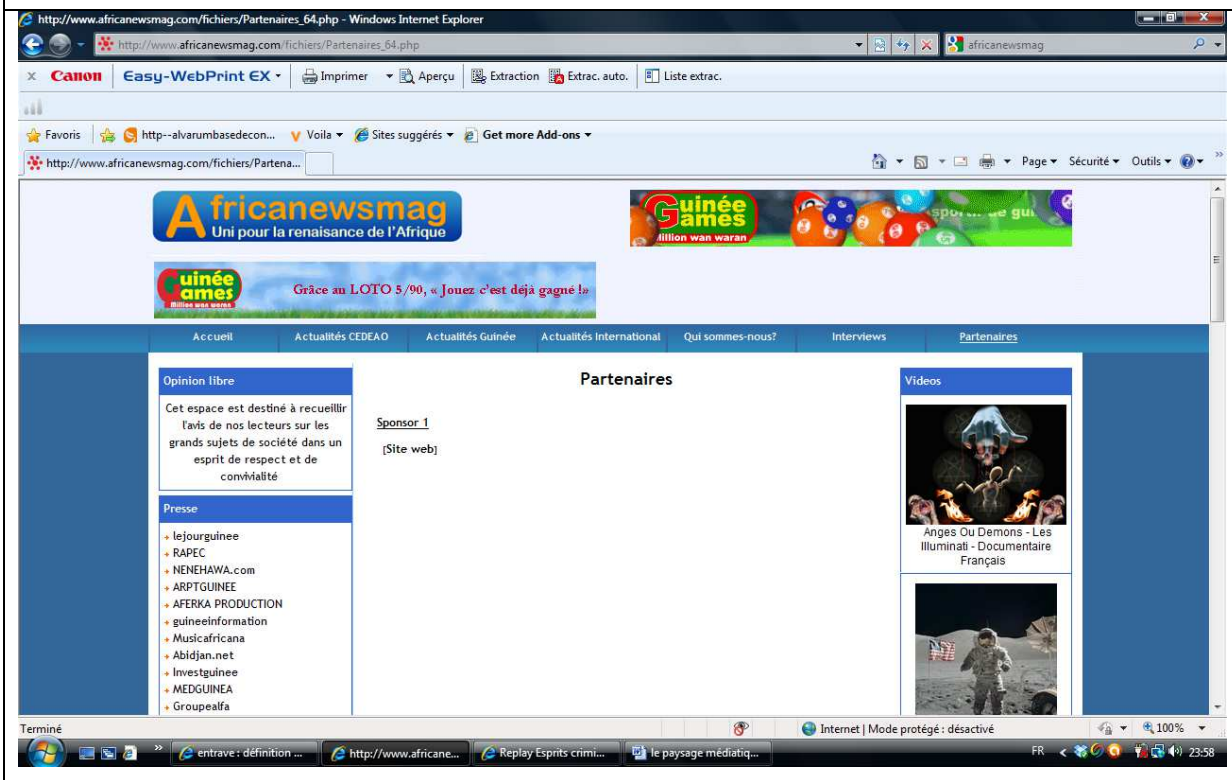
-La rubrique actualité Guinée comme celle précédente présente un ensemble d'articles sur l'actualité guinéenne. Seulement il n'y a aucune différenciation et pas de catégorisation entre les articles portant sur la politique, la vie sociale ou des informations d'actualité générale.

-La rubrique Actualités internationales comme celle de l'Actualité CEDEAO regroupe des informations africaines et internationales.

- La rubrique Interviews très pauvre ne contient qu'une seule interview d'un responsable d'entreprise guinéen récompensé en Suisse par la Business Initiative Direction (BID).

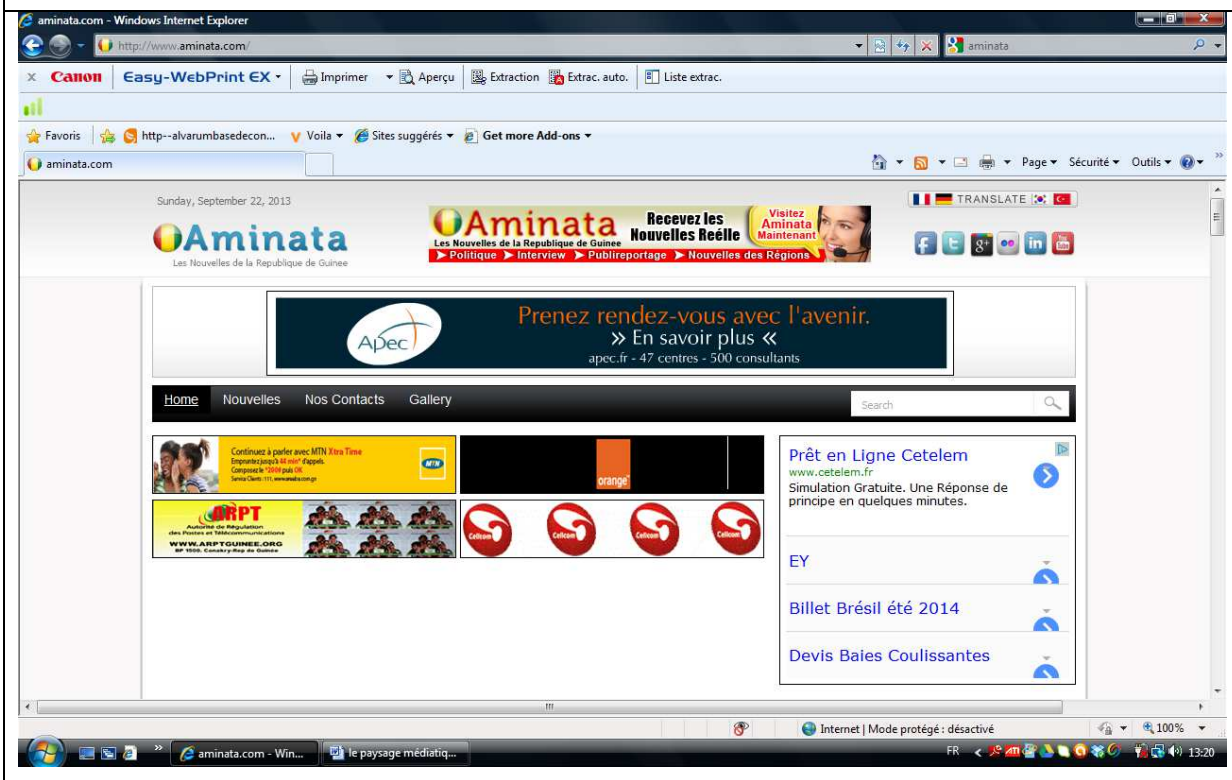
-La rubrique Partenaires ne contient aucune information du moins c'est ce que l'on peut croire lorsqu'à l'ouverture de la rubrique on voit juste Partenaire comme titre et une page blanche. Il faut vraiment aller chercher l'information plus bas grâce au menu déroulant. Ici on voit un ensemble de logos des différents partenaires comme celui de l'APA (agence de presse africaine), <http://www.rosawebpro-guinee.com> (un portail d'informations qui réunit un ensemble de sources d'informations sur la Guinée comme la rubrique Afrique du site d'RFI).

Illustration n°18 : rubrique d'actualité d'africanewsmag.com



Aminata.com

Illustration n°19 : page d'accueil du site aminata.com



Le site est composé de 4 rubriques : Home, Nouvelles, Nos contacts, Galerie. L'onglet Nouvelles regroupe l'ensemble des rubriques du site qui sont au nombre de 8 à savoir (vidéos, politique, interviews, Nouvelles des régions, sports, publiereportages, revues de presse).

Contrairement à de nombreux sites d'informations, la rubrique contact ne laisse pas seulement un formulaire de contact. Il y a la liste de toute l'équipe du site avec leurs coordonnées (adresses électroniques et numéros de téléphone).

La rubrique Gallery réunit quelques photographies non légendées à l'exception d'une avec une ancienne ministre guinéenne et Carlo Slim Helu milliardaire mexicain. La photographie ne donne aucune information concernant le lieu et l'occasion de cette pose. Quand aux autres photographies, il n'y a tout simplement aucune information, aucune légende, donc une incapacité totale de savoir qui sont les personnes se trouvant sur les photographies ni l'occasion des poses.

Pour avoir accès à une information, on n'a pas besoin de passer par la rubrique Nouvelles. Tous les articles sont présentés sur la page d'accueil et regroupés par domaines. Sur cette page, nous avons tout de suite les titres Politiques et Nouvelles des régions en dessous desquelles se trouvent les articles correspondants. Plus bas, on a accès aux Publiereportages et Interviews, en suite l'actualité internationale et économique. En fin les articles d'opinion qui sont classés dans Libre opinion plus bas. Les articles d'informations généralistes sont classés dans Divers Société en parallèle à la dernière rubrique, le sport, la revue de presse et les communiqués sont en bas de page.

Illustration n°20 : page d'accueil actualité du site aminata.com (suite)

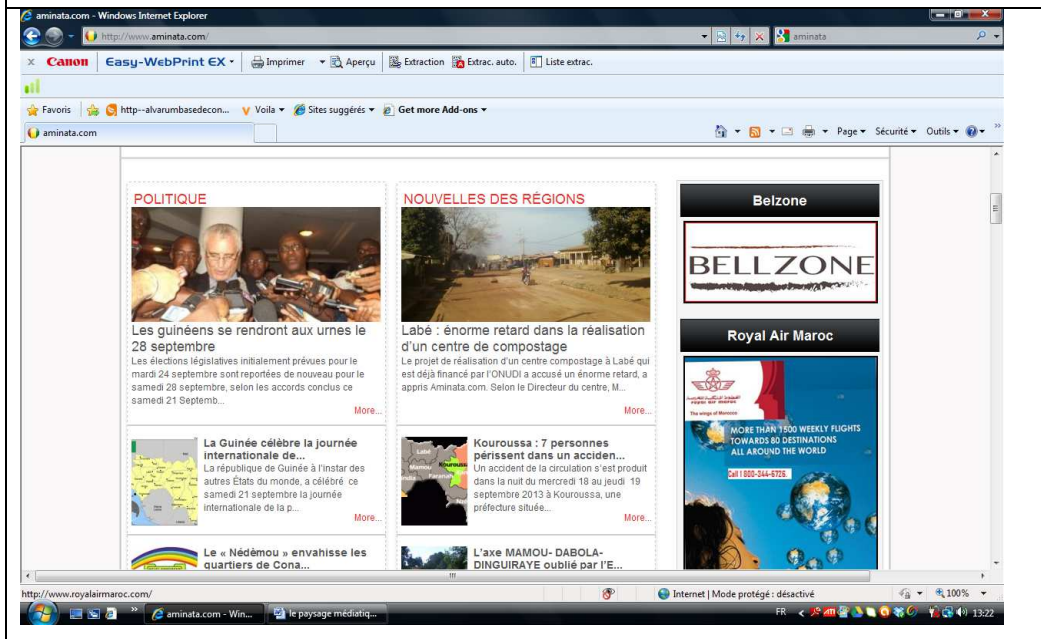
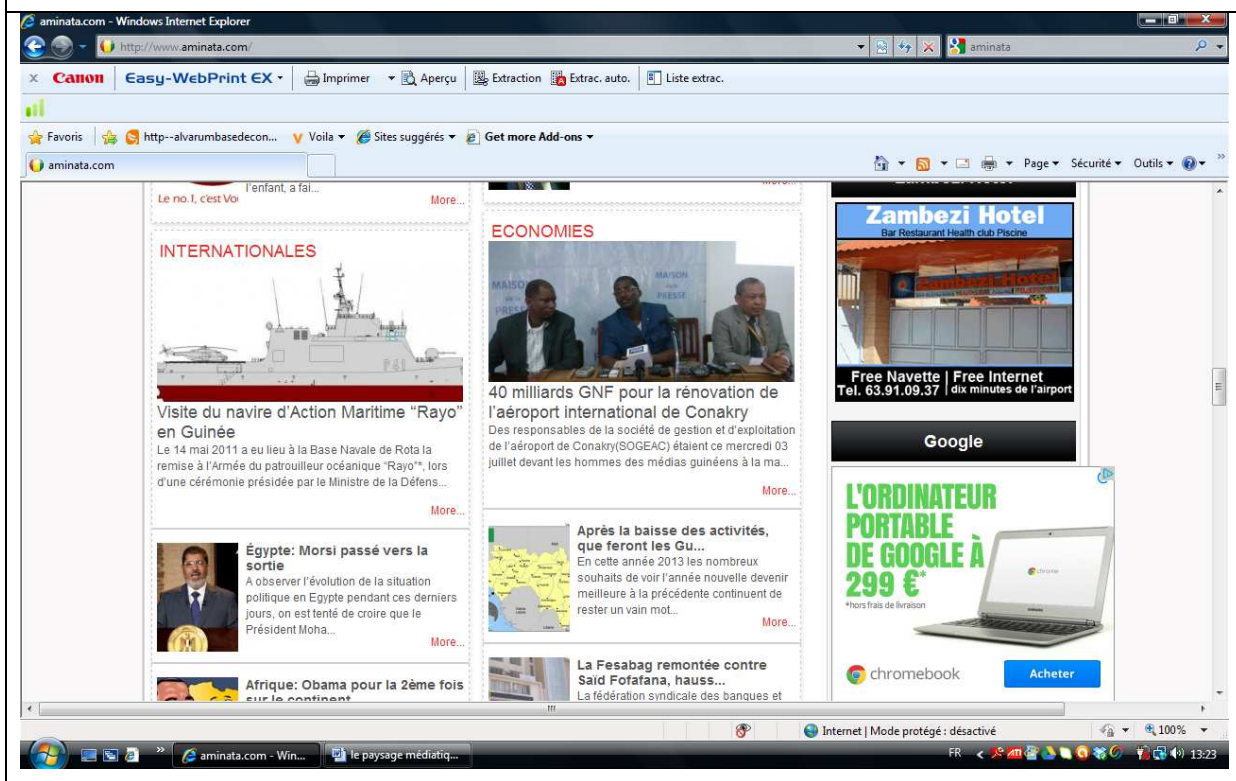


Illustration n°21 : rubrique actualité du site amina.com (suite)



Les responsables ont choisi le journalisme d'investigation qui grâce aux enquêtes souvent pertinentes permet en général de révéler des anomalies de gestion dans la vie politique et économique du pays. Le site ne profile pas les internautes, les cookies ne collectant pas d'informations à leur sujet.

La tranche d'âge de 25-34ans représente la population d'internautes qui consulte le plus le site¹⁰⁷. Très apprécié des internautes guinéens, aminata.com met en ligne des dossiers thématiques portant sur le quotidien national et des articles très pertinents qui font appel souvent à des experts guinéens. Grâce à une mise à jour très régulière, le site est visité en moyenne par 500.000 internautes. Il est valorisé grâce à la mise en place d'une politique éditoriale qui utilise toutes les techniques d'un *rich media* comme les fils RSS. Le site intègre *la web TV* à travers une série de vidéos portant sur l'actualité guinéenne.

La multiplication des sites d'informations guinéens témoigne d'une réelle volonté de prendre en compte la dimension du web. Pour les professionnels de l'information en Guinée la mise en ligne des informations demeure une préoccupation essentielle, en raison des possibilités du web et des avantages que pourrait procurer l'élargissement de l'audience.

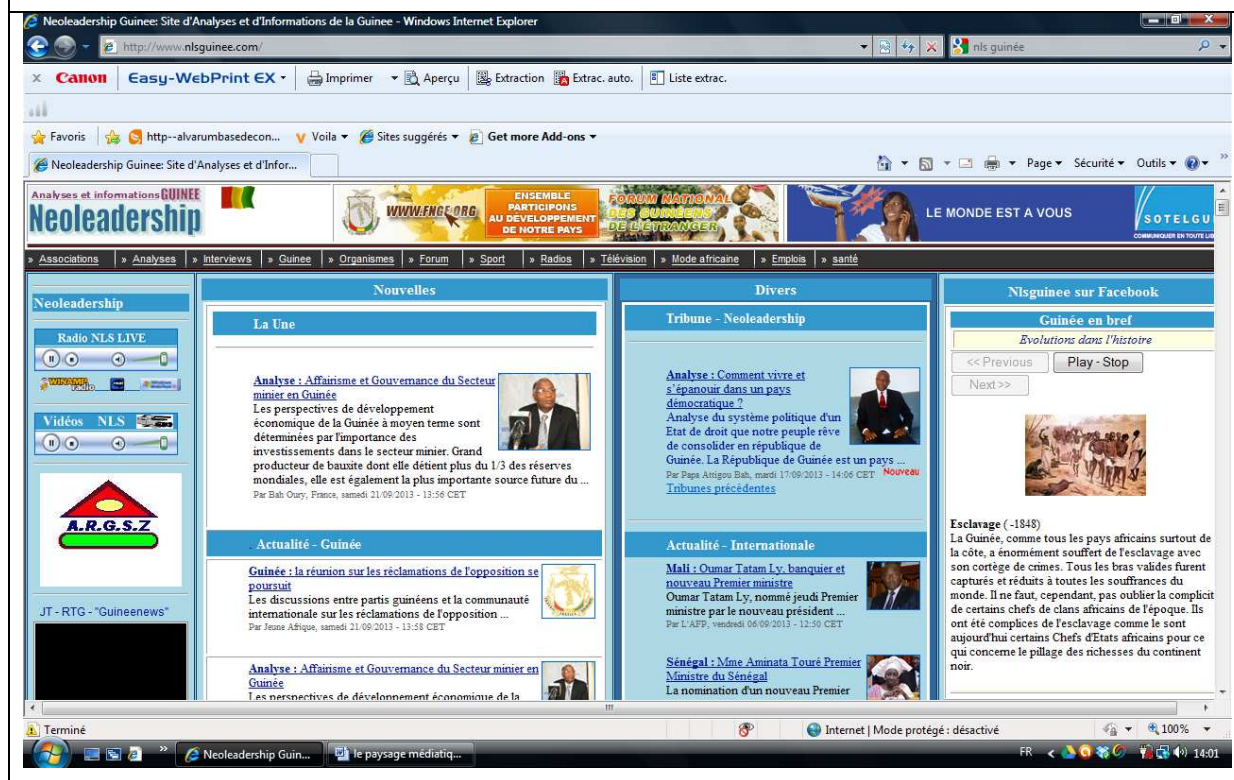
Nlsguinee.com (Neoleadership)

La page d'accueil du site est divisé en quatre colonnes présentant successivement une liste de radios et de vidéos, les informations faisant la Une du site, des tribunes portant sur l'actualité guinéenne et internationale et enfin une dernière colonne réunissant des informations sur l'histoire guinéenne et des annonces publicitaires.

Le menu d'accueil est présenté de façon horizontale et regroupe douze rubriques (Association, Analyses, Interviews, Guinée, Organismes, Forum, Sport, Radios, Télévisions, Mode africaine, Emploi, Santé).

¹⁰⁷ <http://www.alexa.com/siteinfo/ferloo.com> (consulté le 5 mars 2013).

Illustration n°22 : page d'accueil du site nlsguinee.com



Malgré une bonne impression de départ, grâce à la bonne présentation de la page d'accueil du site, seul l'onglet Analyses donne des informations vraiment intéressantes sur la situation du pays. Cette rubrique divisée en deux parties est consacrée à des analyses politiques- les mêmes que l'on retrouve à partir de la page d'accueil dans « tribune »- et quelques rares analyses sur la vie sociale et la situation environnementale du pays.

La rubrique, "Association" regroupe une liste d'associations guinéennes de France, de Canada, du Sénégal... sous forme de liens et normalement donnant un accès direct au site web de l'association sélectionnée. Cependant sur une liste de six associations seulement un lien 'les Guinéens de Russie' fonctionne et donne un accès direct au site internet de l'association en ouvrant une nouvelle page. La rubrique 'Guinée' donne des informations générales du pays, (Histoire, Géographie, Politique, Economie) à travers des sous-rubriques présentées sous forme de liens qui permettent d'avoir des informations dans ces domaines. Deux sous rubriques consacrées aux deux plus grandes banques du pays à savoir la BCRG (banque centrale de la République de Guinée) et SGBG (Société Générale des banques de Guinée)

sont sensées mener directement aux sites web des banques en question mais ce sont des pages d'erreur qui s'ouvrent lorsque l'on clique sur ces liens, donc ce sont deux sous-rubriques non alimentées. A l'image de ces liens, de nombreuses rubriques ou sous-rubriques ne sont pas alimentées et un clic sur ces liens ouvrent des pages d'erreurs blanches plutôt que de donner accès aux informations auxquelles on s'attend. C'est le cas de la sous-rubrique « autres interviews », la rubrique « Forum », celle consacrée à la santé ou encore le lien sensé mener au site de la RTG dans la rubrique « Radios » qui réunit une liste de radios guinéennes et internationales.

La rubrique "Organismes" regroupe les institutions internationales à savoir (l'ONU, l'UNHCR, le CICR, l'IUT, le BIT(OIT) l'OMC, l'OMPI, l'OMM etc.). Le fait de cliquer sur l'un de ces sous-rubriques ouvre une nouvelle page sur le site de l'organisation en question.

La première colonne verticale regroupe la radio du site NLS et un encadré vidéo qui ne fonctionnent pas. Un encadré présente des images non commentées de la RTG de la veille, un autre des vidéos de dailymotion portant sur des événements importants du pays comme le massacre du 28 septembre 2009 au stade du même nom par exemple.

D'un point de vue institutionnel, le ministère des Postes, télécommunications et des Nouvelles technologies de l'information, traduit une volonté de prendre en compte les TIC. Cependant il n'existe pas une véritable politique officielle connue et documentée, mais plutôt des expériences d'E-gouvernance¹⁰⁸ (informatisation de l'administration) qui avait permis sur financement du PNUD, l'hébergement des sites des ministères. Depuis la fin de ce projet, il ne s'est rien passé (même pas la mise à jour du site du gouvernement). Par conséquent, il y a un manque de cohérence en termes de politique nationale.

Pour ce qui concerne l'accès à internet, le niveau de satisfaction des citoyens est loin en deçà des attentes. Une grande ville comme Nzérékoré n'est toujours pas connectée.

La composante fondamentale de la gouvernance de l'internet est la gestion des noms de domaine. ICANN¹⁰⁹ l'organisation qui coordonne la distribution mondiale des noms de

¹⁰⁸ Projet d'appui à la modernisation de l'administration à travers les NTIC : Gouvernance Démocratique - Gouvernance électronique et accès à l'information pour les citoyens ; http://www.gn.undp.org/html/projet_egov.html, consulté le 5 mars 2013.

¹⁰⁹ Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Société pour l'Attribution des Noms de domaine et des Numéros sur Internet en français

domaine de premier niveau (.com, .net, .org...), a confié la gestion des domaines nationaux aux pays propriétaires mais la Guinée est l'un des rares pays qui n'a pas pris en charge son nom de domaine (.gn). Afin d'assumer les responsabilités liées et faciliter la création des domaines, la Guinée doit comme tous les autres pays du globe gérer son nom de domaine (.gn) qui est actuellement géré aux Etats Unis d'Amérique.

Contrairement à tous les pays de la sous-région ouest africaine, les accès Internet en Guinée se font exclusivement à travers les stellites et des stations VSAT¹¹⁰. Ces technologies n'offrent pas suffisamment de capacité (Bande passante)¹¹¹ pouvant permettre d'obtenir une réelle connectivité « haut débit » à coûts abordables. Il est donc urgent de trouver une solution à ce problème en permettant dans un premier temps l'accès de la Guinée au *backbone* international (câbles marins à Fibre Optique qui passeraient par les cotes guinéennes). Dans un second temps la mise en place d'un *backbone* national large bande en fibre optique jusqu'aux capitales régionales (avec la participation des toutes les parties prenantes : public, privé et société civile).

La Guinée ne dispose pas d'infrastructures de communication à l'échelle nationale permettant l'interconnexion des services de l'Administration tant à Conakry qu'à l'intérieur du pays. Un tel réseau fédérateur (*Backbone* national) relierait toutes les capitales régionales et les grandes villes et permettrait des échanges d'informations en temps réel et le partage de ressources. Cependant, le préalable est la connexion au backbone international à Fibre Optique, si non le pays aura de la capacité en interne mais la sortie serait très réduite.

Il faut permettre l'accès de l'administration guinéenne à un haut débit, (acquisition et mutualisation de la bande passante nationale par VSAT en attendant la connexion au Backbone international) :

L'Offre de connectivité IP est primordiale pour réduire la fracture numérique nationale.

Un autre point non moins fondamental qui freine l'accès d'internet aux citoyens Guinéens est le problème d'électricité. La Guinée, surnommée par beaucoup d'observateurs de « scandale

¹¹⁰ Alpha Amadou BAH ; *La Problématique de l'introduction et de l'appropriation des TIC en Guinée*, Avril 2009 ; <http://alphabah.unblog.fr/2009/04/25/la-problematique-de-lintroduction-et-de-lappropriation-des-tic-en-guinee/#>, consulté le 5 mars 2013.

¹¹¹ Quantité de données qui peuvent être envoyées à partir d'un ordinateur à un autre sur une connexion en particulier dans un certain laps de temps.

Par exemple quand un client visionne un site, son ordinateur fait une demande au serveur, une fois les données envoyées au client, ces statistiques sont accumulées dans le rapport mensuel de bande passante.

géologique » (en raison de ses très importantes réserves en bauxite et en fer) connaît des retards considérables en matière d'approvisionnement en électricité. A Conakry, l'approvisionnement des quartiers en électricité se fait à tour de rôle. Quand un quartier a l'électricité aujourd'hui, l'autre attend son tour pour le lendemain. Pour réviser leurs cours, les étudiants sont obligés de se placer sous les lampadaires où il n'y a jamais de coupure d'électricité, comme c'est le cas à l'aéroport international de Conakry. Sur le parking, chaque soir, des dizaines d'étudiants lisent à même le bitume leurs cours¹¹².

A l'université Lansana Conté de Sonfonia, à Conakry, l'une des plus grandes universités de Guinée, l'électricité ne fonctionne que de temps en temps. Les vingt-cinq salles de cours – pour 16 000 étudiants ! – ne sont alimentées que par un seul groupe électrogène, censé fournir l'université de 11 heures à 17 heures. L'université n'est pas connectée à internet et on compte moins de dix ordinateurs pour les 16 000 étudiants. Pour se mettre "en contact avec le reste du monde" et relever leurs mails ou encore faire des recherches, les étudiants comme le reste de la population doivent aller dans des cybercafés qui proposent des possibilités de se connecter, à raison de 6500 GNF la demi-heure (environ 1 euro).

L'université Gamal Abdel Nasser, plus proche du centre-ville, est mieux équipée : environ 20 ordinateurs par section, à raison de trois sections par département (trois en tout), soit 180 postes informatiques en totalité. Pour se connecter à Internet, les étudiants doivent au préalable s'abonner à l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), qui propose dix heures de connexion par semaine au prix de 55 000 GNF (environ neuf euros). « Vingt postes par section, c'est vraiment peu par rapport à l'effectif total de l'université : 16 000 étudiants environ. Dans ma classe, on est 1200 élèves ! C'est toujours la guerre pour avoir un poste et si tu n'es pas patient, tu peux facilement renoncer », explique Arafan, étudiant en troisième année de médecine et membre de l'association Les Amis du futur, qui organise la logistique du séminaire " I-Jumelage".

Le fournisseur, Sotelgui, est l'une des plus importantes entreprises de télécommunication en Guinée. Depuis peu, il se partage le marché avec de nouveaux concurrents comme Cellcom, Areeba, Intercel ou encore Orange dernière entreprise à venir sur le marché et qui prépare actuellement une contre-offre Internet. Une floraison d'opérateurs privés qui évoluent tant dans le secteur de la téléphonie fixe et mobile que dans l'Internet. Dans de nombreuses villes

¹¹² Julien Brygo, *En Guinée, les TIC au bon vouloir du courant*, 2008, <http://vecam.org/article1226.html>, consulté le 5 mars 2013.

de Guinée, les visiteurs sont accueillis par d'énormes pancartes Orange. Des jeux sont annoncés sur des panneaux publicitaires géants aux quatre coins de Conakry et ce jusqu'en Haute-Guinée. À une cinquantaine de kilomètres de la capitale, une publicité énorme, le long de la route (ferrée) de la bauxite, invite les Guinéens à « s'ouvrir au monde ». Mais cette « ouverture » a comme principale épine les coupures d'électricité.

III-Enjeux et Défis des médias guinéens

Près de 23 ans après la libéralisation de la presse, les médias en général ont pris une place importante dans la société guinéenne. La multiplication importante des journaux et récemment de l'audiovisuel se double d'une croissance de l'accès due aux progrès en matière de taux d'équipement et de zone de diffusion.

Toutefois la quantité de médias disponibles n'est pas forcément un signe de bonne santé du secteur. Pluralité ne rime pas nécessairement avec débats démocratiques, ni avec qualité et diversité des contenus. Alors qu'il existe un nombre impressionnant de médias aussi bien écrits qu'audiovisuels privés dans tous les pays de la sous-région (Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire), il ya seulement 6 chaînes de télévision et 52 de radios privées déclarées en Guinée, en sachant que la majorité ne fonctionnent pas. Donc un grand retard pour le pays qui n'a autorisé la libéralisation de l'audiovisuel que depuis 2005. Mais le progrès du secteur médiatique ne doit être observé qu'au niveau du contenu. Or, l'évolution des médias guinéens aujourd'hui n'est pas non plus qualitative.

Pour que les médias guinéens puissent jouer le rôle qui leur revient dans la construction de la démocratie et de la citoyenneté, trois enjeux semblent déterminants :

- 1-la professionnalisation des acteurs, la pluralité et la qualité des contenus
- 2-l'organisation, la réglementation et le respect des normes
- 3-la viabilité et l'indépendance des entreprises médiatiques

1- Professionnalisation des acteurs, pluralité et qualité des contenus.

La situation actuelle de l'emploi dans les entreprises médiatiques guinéennes, de même que le fonctionnement des dispositifs de formation initiale et continue expliquent largement les difficultés rencontrées dans la professionnalisation des personnels, qui freinent l'augmentation qualitative et quantitative des contenus proposés au public guinéen.

-La situation des personnels dans les médias guinéens

Des équipes restreintes.

Les médias guinéens se distinguent par un fonctionnement avec des effectifs très réduites, issu d'une stratégie de minimisation des coûts, ce qui contraint les personnels à la polyvalence. Dans la presse écrite, les journaux les mieux équipés –*Le Lynx, L'Indépendant*- comptent une quinzaine de journalistes ; les plus petits- *NIANI, l'Enquêteur ou l'Universel*- comptent au maximum cinq collaborateurs. Dans les hebdomadaires, les journalistes sont souvent en charge de diverses tâches, comme le secrétariat de rédaction, les reportages de terrain ou encore les démarches commerciales. Dans certains cas, l'éditeur cumule toutes les fonctions de rédaction, de fabrication et de diffusion.

Dans l'audiovisuel, les employés sont également poussés à la polyvalence, assumant à la fois des prestations d'animation, des interventions à la régie technique voir des initiatives de prospections publicitaires. La RTG compte 246 employés qui se répartissent entre la télévision (124), la radio (92) et le journal (30). Les deux autres stations de télévision de Conakry qui fonctionnent, Evasion TV et Diversity TV, emploient entre 20 et 30 personnes dont une dizaine de journalistes. Les stations de radios de province (radios rurales et communautaires) sont particulièrement démunies en ressources humaines et comptent entre 15 et 20 collaborateurs exerçant souvent d'autres occupations parallèlement (comme l'enseignement).

Les compétences spécialisées font défaut autant en journalisme que dans les métiers techniques (secrétariat de rédaction, graphisme, prise de son, montage et mixage...) ou le management. Les tâches de gestions sont rarement prises en charge par des professionnels, les fondateurs des médias s'occupent généralement eux même de cette responsabilité même si en général ils n'ont aucune formation dans le domaine financier.

Or, les entreprises médiatiques guinéennes ne pourront pourtant pas évoluer sans une professionnalisation de la gestion. La professionnalisation implique également la mise en œuvre de dispositifs permettant une meilleure connaissance des publics ou l'utilisation optimale des technologies d'informatiques et numériques, non seulement dans le processus de production, mais aussi dans la diffusion ou l'archivage par exemple.

Des journalistes en situation précaire.

Dans la plupart des médias se pose un problème de motivation et de stabilisation des employés, lié à la faiblesse des salaires et à l'absence de contrat. Selon les données de notre

recherche, les journalistes de la presse écrite de Conakry gagnent en moyenne entre 300.000 et 500.000FG par mois, ceux de l'audiovisuel entre 500.000 et 1000.000FG (500.000 =±50 euro en fonction des cours de la bourse).

Le Lynx est l'entreprise médiatique qui rémunère le mieux ses journalistes (le reporter de base touche 750.000 FG). Inversement la RTG rémunère ses reporters de l'audiovisuel dans les 500.000FG, beaucoup plus qu'un reporter de Horoya le quotidien public, qui est payé dans les environs de 300.000FG. Il existe donc des disparités fortes d'un média à l'autre mais aussi au sein d'un même groupe.

Dans un tel contexte, il est difficile de motiver les journalistes et même d'attendre d'eux de la discipline et de la rigueur. Il n'existe pas de salaire minimum dans le secteur médiatique.

Le syndicat et plusieurs organisations de professionnels des médias commencent à entamer ce débat. Cette situation ne favorise pas l'engagement autour d'un projet éditorial mobilisateur et beaucoup de journalistes s'adonnent à d'autres activités rémunératrices à côté de leur travail de rédaction. La précarité entraîne une importante instabilité des ressources humaines, les jeunes journalistes n'exerçant ce métier qu'en attendant de trouver mieux mais favorise également des pratiques peu déontologiques comme la couverture rémunérée d'événements. A en croire cet article¹¹³ publié sur le site www.guineeweb.org, les factures de reportage et de spots publicitaires ou toute autre prestation payante échappent difficilement à certains directeurs généraux. Ils n'hésitent pas à supprimer certaines émissions de grande audience de la grille des programmes et d'obliger d'autres à payer cher pour continuer à passer sur les antennes. Des conduites mercantiles malheureusement dupliquées par les autres cadres et agents qui le peuvent « *Nous ne sommes pas des imbéciles pour travailler ici pour des hommes véreux. Ils ne sont pas plus bénis que nous pour s'enrichir sur notre dos... maintenant, s'il y a un reportage, nous préférons négocier sur le terrain avant d'aller vers eux pour s'entendre sur les modalités de passage* »¹¹⁴ témoignait anonymement un journaliste dans l'article en question. Il peut arriver que les contractuels attendent désespérément pendant plusieurs mois leur maigre traitement et cela malgré les longues minutes de publicité à la télévision, la diffusion presque quotidienne des émissions de jeu, « *et le passage régulier des reportages facturés à la radio et sa sœur télévisée ... Certains journalistes sont en état*

¹¹³ www.amanata.com, *RTG : Maison de népotisme et de corruption* ; www.guineeweb.org; février 2010 consulté le 20 juin 2012

¹¹⁴ www.amanata.com, *Op. cit.*, consulté le 20 juin 2012.

d'alerte permanent épiant des occasions de profit pour rafler leur mise à eux afin de mieux vivre ... l'éthique, la déontologie, le mérite, la hiérarchie n'ont aucun sens dans les couloirs des deux maisons de la RTG. De beaux édifices à Boulbinet et surtout à Koloma mais qui cachent maintenant mal leur dysfonctionnement interne. »¹¹⁵

Ce genre de pratiques serait courant à la RTG. On raconte l'histoire de la disparition de bus offerts par le capitaine Moussa Dadis Camara chef de la junte militaire à la base du coup d'Etat de 2008. Il s'agissait en fait de bus que la Fondation Akbety avait offert au Gouvernement du CNDD au lendemain de la prise du pouvoir par ce dernier. Sans vraiment savoir ce qu'il fallait directement faire de ces deux véhicules, parce que trop gros pour de simples reportages, ceux-ci avaient été présentés aux travailleurs avant d'être exposés pendant des mois à la cour de la RTG Koloma. Les bus ont tout simplement disparu des locaux de la RTG. Alpha Kabinet Doumbouya Directeur de la RTG de l'époque reconnaitra plus tard avoir ordonné l'opération. Pour sa défense, le directeur dira avoir mis les bus à la disposition de la société de transport et de Terrassement qui gère la SOGUITRANS en échange de petit bus quelques mois plus tard. Cet argument avait été jugé léger par beaucoup de travailleurs de l'audiovisuel public qui *« disent tous ne pas comprendre que le directeur général prenne seul sur lui une telle initiative sans informer ses collaborateurs directs. Pire, les bus ont été soustraits un samedi nuit. Cela pour ne pas attirer l'attention. »*¹¹⁶ Certains équipements techniques n'échapperaient pas à la pratique, *« des chefs se saisissent d'une télé, ou autre appareil pour dire qu'ils l'envoient en réparation ou pour ceci ou cela après l'objet ne retourne jamais à sa place.... Les passations de service à la direction générale donnent souvent une large idée de la réalité. Les caisses laissées par les sortants ont toujours été trouvées vides »*¹¹⁷ continue le journaliste.

Tout ceci se fait dans le silence et l'impunité. En 2010, le rédacteur en chef de la RTG boulbinet de l'époque, Fodé Tass Sylla, avait rédigé un mémo dans lequel il avait répertorié tous les problèmes de sa boîte, manque d'éclairage, de présentateurs, de produits de maquillage, de caméras, d'électricité et de bus de transports. Il sera limogé de son poste quelques jours après avoir dénoncé le détournement de centaines de litres de carburant mises à disposition de la RTG pour la couverture des élections présidentielles¹¹⁸.

¹¹⁵ www.amanata.com, *Op. cit.*, consulté le 20 juin 2012.

¹¹⁶ www.amanata.com, *Op. cit.*, consulté le 20 juin 2012.

¹¹⁷ www.amanata.com, *Op. cit.*, consulté le 20 juin 2012.

¹¹⁸ « Présidentielle 2010 : la RTG au cœur d'un scandale autour du carburant alloué pour la couverture ». Focus, www.infosguinee.com (consulté le 20 juin 2012)

Des conditions de travaux aussi souvent difficiles dans les journaux engendrent des fonctionnements acrobatiques. L'équipement informatique y est insuffisant : hormis Le Groupe Le Lynx-La Lance et L'Indépendant, qui sont relativement bien équipés (une dizaine d'ordinateurs), la plupart des journaux disposent de moyens techniques réduits : un ou deux ordinateurs, ce qui oblige les journalistes à faire la queue pour pouvoir saisir leurs textes et renvoie à des heures tardives la finalisation de l'édition. Le bouclage nocturne des journaux auquel contribuent les nombreuses coupures d'électricité contraint les journalistes à regagner leur domicile tard dans la soirée, dans des conditions d'insécurité évidentes.

La précarité concerne aussi le statut des travailleurs, dont l'énorme majorité évolue sans contrat professionnel ni aucune protection sociale.

A la recherche de stabilité, les professionnels les plus chevronnés privilégient dès que possible des fonctions mieux rémunérées dans les services de communication de plus grandes entreprises privées.

Un niveau de formation insuffisant.

Les directeurs de medias se plaignent de la difficulté qu'ils rencontrent pour recruter des jeunes journalistes bien formés, alors que la loi en vigueur pose quelques exigences en la matière¹¹⁹. Même si de nombreuses rédactions de Conakry emploient des diplômés issus des écoles supérieures de formation en journalisme, leurs compétences sont souvent insuffisantes pour garantir des productions de qualité.

-Les dispositifs de formation.

Il existe en Guinée un ensemble de dispositifs permettant d'assurer la formation initiale et continue des professionnels des medias. Mais le fonctionnement actuel de ces dispositifs ne permet que des résultats mitigés.

La formation initiale

Trois institutions universitaires dispensent des formations initiales en journalisme à Conakry. La plupart des journalistes qui exercent dans la capitale sont passés par l'une de ces trois filières qui dispensent un cursus en sciences humaines ou en communication en cinq années avec une spécialisation en journalisme au niveau de la maîtrise ou de la licence.

¹¹⁹ L'article 76 de la loi 002, impose des conditions de formation en écoles de journalisme et/ou une expérience professionnelle d'au moins deux ans à tout employé de médias pour être considéré comme journaliste professionnel.

Le département sciences humaines de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, offre une spécialisation de deux ans en journalisme à partir de la licence.

Certaines universités privées disposent également de filières de formation en journalisme (l'école de journalisme de la Fondation Aboubacar Camara, l'Université Nelson Mandela, l'Institut Koffi Annan et depuis peu l'Université Cheick Modibo Diarra). Le grand problème rencontré en ce qui concerne la formation en Guinée est qu'elle est assurée par un personnel peu qualifié. Ce sont souvent d'anciens présentateurs de journal, ou d'anciens stagiaires eux-mêmes pas très qualifiés qui dispensent les cours. D'où le constat d'un manque de niveau élevé dans le paysage médiatique en Guinée.

Cette formation de type classique est complétée par celle offerte par les ONG et certaines initiatives privées sous forme de séminaires de courtes durées et ciblés. Mais elles ne prennent en compte que les aspects journalistiques et laissent de côté les aspects liés à la gestion des entreprises de presse. Or, pour leur viabilité il faudrait ce type de compétences.

Ce fut le cas au moment du démarrage des radios privées avec le projet de formation initié par le PNUD et piloté par RFI et qui a permis de former la plupart des personnels des radios privées.

Pour analyser le contenu des médias guinéens, il ne suffit pas de se pencher sur les grilles des programmes établis par les radios et les télévisions ou de s'en tenir aux rubriques présentes dans les différents journaux. D'abord parce qu'il n'y a pas toujours d'adéquation entre la programmation ou le sommaire annoncé et ce qui est effectivement diffusé ou publié. Les analystes du Conseil National de la Communication ont constaté à plusieurs reprises la discordance entre les grilles de programmes déposées et ce qui est diffusé sur les antennes. Ensuite, l'intitulé d'une émission ou d'une rubrique n'est pas toujours en totale adéquation avec le contenu. Il est donc nécessaire d'effectuer un suivi des produits médiatiques pour pouvoir porter sur les contenus un jugement pertinent.

Depuis 2005, les opérations de monitoring des médias mises en œuvre par le CNC analysent des corpus avec rigueur et méthode. Ils soulignent de manière récurrente, quelques caractéristiques :

- Une forte politisation des productions que l'on peut entendre de manière double : d'une part, les sujets politiques sont dominants et d'autres part, les médias présentent des positionnements politiques très marqués par leur traitement de l'information;
- Une confusion entre information et communication, les plages et pages d'information comportant de nombreux publi-reportages, monnayés par la source de l'information ;

-Un manque de production locale diversifiée et de qualité dans les domaines de magazine, de l'éducation citoyenne et du divertissement.

-La politisation des médias

La politique constitue la préoccupation principale des médias, en tout cas à Conakry, ville où la quasi-totalité des médias guinéens sont basés et pour laquelle des études de monitoring sont disponibles. Un monitoring des publications et programmes d'informations générales, réalisé par le CNC et portant sur un éventail de médias considérés comme les plus suivis en ce qui concerne l'information révèle que les contenus sont focalisés essentiellement sur le débat et les événements politiques. Ainsi près de 33% des sujets sont tournés vers la politique, 10% vers les questions de développement, 8% vers l'économie et 5% vers le sport. La pandémie du VIH/SIDA très peu abordée est presque absente des médias guinéens 1% alors qu'elle constitue un problème crucial de santé publique.

-La confusion entre information et publi-reportage

Si l'on s'en tient à la mission d'information des médias et qu'on analyse les plages et pages d'information, il apparaît que nombre d'articles de presse, d'émissions ou d'éléments des journaux parlés ou télévisés ne sont pas issus d'une démarche désintéressée de collecte de l'information, mais de la vente d'un espace à un individu ou une structure désireuse de faire passer un message. Cette méthode qu'on appelle aussi « coupage »¹²⁰ consiste à la publication ou la diffusion de publi-reportage déguisé en information, d'articles ou d'éléments présentant sous un jour favorable le commanditaire.

L'omniprésence du coupage est directement liée à la situation de précarité des journalistes qui pousse ces derniers à accepter d'être rémunérés par des organisateurs de manifestations (qu'il s'agisse du secteur privé, de la société civile ou encore d'un regroupement politique).

¹²⁰ Terme générique utilisé pour désigner toute prestation journalistique effectuée contre rémunération, Marie Soleil-Frère, *La paysage médiatique congolais*, octobre 2008, <http://www.academia.edu> consulté, le 8 avril 2011.

-L'absence de moyens

La plupart des médias guinéens évoluent dans la précarité et ne dispose pas de moyens qui leur permettraient de développer des démarches originales sur le terrain. L'absence de moyen est d'abord technique : sans véhicules, sans équipements de reportage suffisants, sans personnel mobilisable, il est difficile de produire.

Cette absence de moyens conduit à un travail réduit de la part des journalistes.

-L'accès difficile à l'information

Les contraintes matérielles et financières ne sont pas seules à limiter le travail de terrain. La tradition de rétention de l'information des autorités publiques se conjuguent avec le manque de moyens, de temps et de maîtrise des techniques de collecte de l'information du côté des journalistes.

Les télévisions de Conakry peinent à donner la parole aux habitants de la capitale et aucune d'elles, même la chaîne nationale, seule station qui émette sur la quasi-totalité du territoire ne propose de programmes donnant la parole aux provinces. Les réalités des populations vivant hors de la capitale sont presque inexistantes à l'écran.

Les médias guinéens ne sont donc pas considérés par leur public comme des tribunes d'expression citoyenne. Ils ne sont que peu considérés comme des acteurs aptes à favoriser une participation diversifiée ou à donner de la voix aux structures collectives qui participent au débat démocratique (syndicats, associations de la société civile...).

Une loi portant droit d'accès à l'information publique a été adoptée et promulguée le 23 novembre 2010. Proposée par la commission communication du Conseil National de Transition CNT, cette loi s'inspire de l'article 7 de la constitution qui garantit le droit d'accès à l'information publique. L'article 1^{er} alinéa 2 de la loi stipule que « *toute personne, quelque soit sa nationalité ou sa profession, peut demander et obtenir de l'information n'importe où, sans qu'il ne soit nécessaire de justifier pourquoi l'information est recherchée. L'organisme public ou assimilé a le devoir d'assister les demandeurs dans leur quête d'information* »¹²¹.

L'accès à l'information publique se heurte à la réticence des fonctionnaires de l'Etat.

¹²¹ « Médias : le CNT adopte la loi d'accès à l'information public de guinéennes », <http://conakryinfos.com>, consulté le 22 juin 2012.

2-Organisation, réglementation et respect des normes

Un troisième enjeu central pour les médias guinéens réside dans l'évolution des normes qui régissent le secteur et surtout dans leur capacité à s'imposer et à générer un effet à la fois structurant et épanouissant pour les opérateurs. Trois aspects méritent spécialement d'être examinés :

- le cadre légal et réglementaire mis en place par les institutions publiques ayant en charge l'organisation du secteur ;
- les normes établies par les organisations professionnelles et l'autorégulation au sein de la corporation ;
- la situation de la liberté de la presse et les droits des journalistes.

a)- Le cadre légal et institutionnel

-Le dispositif légal et réglementaire

La constitution guinéenne garantit dans l'article 30 de la loi 002 « *le droit d'accès à l'information publique et la liberté de la presse* »

Cependant la législation en vigueur en matière de médias en Guinée, permettant la mise en pratique de ce principe constitutionnel est à ce jour incomplète et insuffisante. Elle se limite essentiellement à deux textes¹²².

-La loi n° 002 dans son article 85 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse est très critiquée pour son insuffisance en matière de protection du secret des sources. L'article 85 stipule que « *la protection des sources d'information est une obligation pour le journaliste. Il ne peut les révéler que sur demande du procureur de la république* ». C'est cette seconde phrase qui pose problème et qui entraîne des violations de la protection des sources ;

-L'article 76 de la loi 002 portant statut des journalistes œuvrant en Guinée (caduc car élaboré à une époque où les médias privés n'existaient pratiquement pas). Selon l'article en question, peut être considéré « *journaliste professionnel, toute personne diplômée d'une école de journalisme reconnue par l'Etat et dont l'activité principale, régulière et rétribuée consiste en la collecte, le traitement et la diffusion de l'information et/ou toute personne titulaire d'un diplôme de licence ou équivalent, suivi d'une pratique professionnelle de deux ans au moins dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, dans un organe de presse,*

¹²² Fodé Bouya Fofana, *Lois et règlements sur la presse en Guinée*, <http://www.panosao.org/ipao/IMG/pdf/guinee-2.pdf>, consulté le 10 mai 2012

sanctionné par une validation du directeur général et/ou directeur de publication ou de l'éditeur de l'organe de presse des acquis de l'expérience ».

Dans les faits, il y a très peu de diplômés en journalisme parmi les journalistes guinéens, donc malgré les exigences de cette disposition de la loi, plusieurs journalistes pratiquent la profession sans entrave en Guinée.

Concernant la qualification des infractions, l'article 65 de la loi 002 renvoie au code pénal.

D'autres textes portent sur des parties ou des questions spécifiques du secteur.

-La loi 003 porte sur la création de la HAC (Haute Autorité de la Communication), organe de régulation de l'audiovisuel. La loi a été promulguée par le président de la transition en juin 2010;

-L'article 10 de la loi 002 portant fixation des frais administratifs pour l'établissement des récépissés de déclarations préalables de publication, d'exploitation des stations de radio et ou de télévision, de création d'agence de presse ainsi que pour l'agrément des agences-conseil en publicité et pour l'autorisation des reportages filmés;

-La loi portant sur les modalités de l'exercice de la liberté de la presse pour les entreprises de presse audiovisuelle ;

-La loi portant sur la création de commissions de contrôle de conformité des stations de radio diffusion et des chaînes de télévisions publiques et privées.

La Constitution de la Guinée garantit la liberté d'expression et la liberté des médias ; le préambule proclame l'adhésion de la Guinée à tous les principes et normes des Nations Unies, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Conventions et Pactes internationaux relatifs aux droits de l'Homme, l'Acte constitutif de l'Union Africaine, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et ses protocoles additionnels relatifs aux droits de la femme, ainsi que le traité de la CEDEAO et ses protocoles sur la démocratie et la bonne gouvernance. Selon la constitution art 7, *« La création d'un organe de presse ou d'un média pour l'information politique, économique et sociale, culturelle, sportive, récréative ou scientifique est libre »*. Toutes restrictions à cette disposition doivent être *« indispensables au maintien de l'ordre public et de la démocratie »*.

La Constitution affirme le devoir de l'Etat *« d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, ainsi que de tous les instruments internationaux dûment ratifiés relatifs aux droits humains »*. Malheureusement, ces instruments ne sont pas connus des citoyens, et les mesures ne sont pas prises pour les honorer.

Compte tenu des clivages politiques et ethniques que connaît le pays, la liberté d'expression est pratiquée avec retenue et crainte. Aucune législation ne limite la liberté d'expression, mais l'interprétation abusive de la notion de secret d'Etat constitue une entrave à l'expression libre et à l'accès aux informations publiques par les citoyens.

Pour créer un journal en Guinée, c'est le régime de la déclaration qui prévaut selon l'art 6 de la loi 002 « *tout organe de presse peut être créé sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement* ». Il suffit d'une formalité administrative de déclaration portant le nom du journal et de son directeur de publication, de son adresse, celle de l'imprimerie, adressée au procureur de la République, qui délivre le récépissé dont il envoie une copie au Conseil National de la Communication (CNC) et aux ministères de la Justice et de l'information.

Le déclarant est libre de publier son journal immédiatement après la déclaration. Cependant la loi 002 exige que le directeur de publication, le rédacteur en chef et le chef de rubriques soient tous journalistes.

Pour les médias en ligne, la loi fait obligation de mentionner les nom, prénom, adresse et profession du directeur général ou administrateur du site en Guinée, l'adresse du site web et l'adresse du siège. Cette loi n'est pas appliquée dans les faits, l'Etat ne dispose d'aucun moyen pour faire pression sur les responsables des sites internet d'information. Il n'en a pas les moyens car la plupart des sites web en ligne sont hébergés à l'étranger et sont donc hors de contrôle.

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.

Selon la constitution dans son article 7al 4 « *la liberté de presse est garantie et protégée. La création d'un organe de presse ou de média pour l'information politique, économique et sociale, culturelle, sportive, récréative ou scientifique est libre* ». Cependant, l'art 24 de la Constitution fixe des restrictions qui accompagnent l'exercice de la liberté d'expression. Elles doivent être « indispensables au maintien de l'ordre public et de la démocratie ». Pendant la période de transition (2008 -2010) après la mort de Lansana Conté la constitution guinéenne notamment les deux lois principales sur les médias en vigueur depuis 1991 ont été révisées et promulguées (art 7). Il s'agit de la loi organique 003 portant sur la Haute Autorité de la Communication (elles remplacent ainsi les lois 005 et 006 de 1991, portant respectivement sur la liberté de la presse, de l'audiovisuel et de la communication d'une part et d'autre part sur la création du Conseil National de la Communication - CNC). Désormais, la loi organique 002

porte sur la liberté de la presse, le droit d'accès à l'information publique, loi adoptée par le parlement transitoire et promulguée en novembre 2010.

Donc il y a eu un effort pour légiférer dans le sens de la protection de la liberté de la presse mais deux points fondamentaux pèsent lourd dans l'applicabilité des textes.

D'abord, l'article 98 de la loi portant liberté de la presse (L.O 002) consacre certes la dépenalisation des délits de presse, mais elle institue des amendes très lourdes aux journalistes.

Ensuite, les lois promulguées sous la transition n'ont pas fait l'objet de publication au journal officiel au point que la question de leur applicabilité (opposabilité juridique) peut se poser.

Il s'y ajoute que les dispositions transitoires prévues à l'Art 58 de la loi L.O.003 suspendent l'entrée en vigueur de la Haute Autorité de l'Audiovisuel (HAC) jusqu'à la mise en place de l'Assemblée nationale qui ne sera effective qu'à l'issue des élections législatives prévues d'abord pour novembre 2011 et ensuite renvoyée à une date ultérieure. Bien que les textes promulgués sous la transition n'aient pas été publiés, ils sont quand même appliqués de fait pour l'essentiel par les professionnels.

S'agissant du statut de journaliste, selon l'art 76 de la loi 002 « est journaliste professionnel, toute personne diplômée d'une école de journalisme reconnue par l'Etat et dont l'activité principale régulière et rétribuée consiste en la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, et/ou toute personne titulaire d'un diplôme de licence ou équivalent, suivi d'une pratique professionnelle de deux ans au moins dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, dans un organe de presse, sanctionnée par une validation du directeur général et/ou directeur de publication ou de l'éditeur de l'organe de presse des acquis de l'expérience ».

Dans la pratique cette disposition n'est pas obligatoire pour exercer le journalisme. En réalité, il y a peu de diplômés en journalisme et la formation n'est pas de qualité à cause d'enseignants peu qualifiés. Malgré l'exigence de cette disposition de la loi, plusieurs journalistes pratiquent les métiers sans entrave en Guinée.

Pour ce qui concerne l'exercice du métier, c'est la Haute Autorité de la Communication qui doit délivrer la carte d'identité de journaliste en collaboration avec les associations de professionnels reconnues (Art 79). L'obtention de cette carte professionnelle délivrée par la HAC n'est pas un préalable à l'exercice du métier. Néanmoins elle « prévaut sur les cartes de

service délivrées par les médias eux-mêmes », art.18, loi 003. Cependant la HAC entend accorder plus d'attention aux journalistes détenant cette carte professionnelle.

La loi organique L/2010/002 en ses arts 27 à 41 et la loi 003 concernant la Haute Autorité de la Communication (HAC) intègre un souci d'ouverture. Elle prévoit plusieurs dispositions assez favorables en ce qui concerne l'audiovisuel public, commercial, et communautaire. A ce jour on décompte 52 radios privées 4 radios rurales et 5 radios communautaires privées, 2 radios nationales rattachées à la radio nationale principale, une radio locale pour Conakry la capitale (RKS), 7 télévisions dont 6 privées.

Selon la loi 003 en vigueur, c'est la HAC organe indépendant qui autorise l'implantation et l'exploitation des stations de radiodiffusions et télévisions privées et des radios communautaires. (Art 27 paragraphe 2)

-Les instances de régulation :

Le Conseil National de Communication CNC

Le Conseil National de la Communication (CNC) est l'organe de régulation de l'Etat. Il a été mis en place à l'issue de la loi portant sa création votée le 23 décembre 1991. C'est un organe étatique de régulation des médias qui jouit d'une autonomie financière. Il a en charge de garantir l'indépendance et la pluralité dans les médias et de garantir la délivrance de la carte de presse aux professionnels des médias. Le CNC ne s'occupe pas de la délivrance des fréquences pour les radios et télévisions. La loi sur la liberté de la presse réserve cette prérogative au gouvernement.

Au terme des dispositions de la loi (art2), le CNC est un organe de défense du droit des citoyens à l'information. Il a un rôle de soutien et de médiation en vue d'éviter le contrôle abusif des médias par le gouvernement, la manipulation par quiconque de l'opinion publique à travers les médias.

Par rapport aux journalistes et aux professionnels de la communication, l'art3 précise que :

Le CNC est un organisme de contrôle des journalistes dans l'exercice de leur fonction de traitement de l'information. Il veille à la protection des médias contre les menaces et les entraves dans l'exercice de leur fonction d'information libre, exacte et complète. Il cherche à promouvoir auprès des médias et des professionnels de l'information, l'application et le respect des normes éthiques afin d'assurer l'exercice d'une information objective et d'une presse responsable.

Malgré les bonnes intentions proclamées dans la loi, le CNC n'est pas encore arrivé à garantir la diversité ou la pluralité de l'expression dans les médias de service public ou les journalistes n'ont pas liberté de diffuser tous les courants de pensée et d'opinions qui existent dans le pays.

Le CNC est composé de 9 membres âgés d'au moins 40ans selon la loi et jouissant de leurs droits civils et civiques.

-Le président de la république désigne deux membres dont le président du CNC

-l'assemblée nationale désigne un membre

-Le conseil supérieur de la magistrature désigne un membre ;

-Le collectif des journalistes désigne un membre ;

-Le collectif des postes et télécommunication désigne un membre ;

-Le collectif du cinéma désigne un membre ;

-Le collectif des imprimeurs désigne un membre ;

Le collectif des libraires, bibliothécaires et archivistes désigne un membre.

A part les personnes nommées par le collectif du cinéma, le collectif des imprimeurs et le collectif des libraires, bibliothécaire archivistes pour un mandat de trois ans, les autres membres ont un mandat de cinq ans.

Toujours selon la loi, les fonctions de membre du CNC sont incompatibles avec tous mandat électif, tout emploi public, toute activité commerciale, industrielle ou financière. Ils ne peuvent également durant leur mandat appartenir à aucun parti politique. La loi reste muette sur la limitation du mandat.

Au total, les fonctions du CNC se limitent à la délivrance et au retrait de la carte de journaliste professionnel, l'arbitrage pour l'égalité de traitement entre les usagers des médias. Il peut prendre des sanctions telles que la mise en demeure, l'avertissement, la suspension à temps. Le CNC peut au besoin attirer l'attention du procureur de la république sur les infractions pouvant entraîner la saisie des journaux. Les décisions du CNC sont susceptibles de recours devant la cour suprême.

L'image du CNC est un peu controversée dans la société guinéenne. Pour certains journalistes interrogés, le CNC ne joue pas correctement son rôle. Il ne fait parler de lui que lors des élections. C'est un simple organe consultatif donc n'ayant un réel pouvoir de décision. Ainsi, il lui est donc impossible d'exercer toutes ses attributions. Entre ce que dit la loi et ce que fait

le CNC il ya un grand fossé. Malgré le statut d'organe régulateur que lui reconnaît la loi, le CNC n'exerce pas d'autorité à cet égard.

Le CNC a toutefois fait des progrès. Il a par exemple obtenu un accord tacite avec le procureur de la république afin qu'en cas de délit de presse, des options alternatives de règlement soient cherchées au lieu du recours aux arrestations et procès. A cet effet, le CNC a pris une part active dans la mise en place de l'organe d'autorégulation des médias (OGUIDEM) en septembre 2001. Le CNC a à plusieurs reprises attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de donner effet à la loi portant sur la libéralisation des ondes en vue de l'installation des radios et télévisions privées.

-La Haute Autorité de la Communication HAC

L'organe de régulation de l'audiovisuel est la Haute Autorité de la Communication (HAC). La loi 003 portant création de la HAC est entrée en vigueur depuis sa promulgation par le Président de la transition le 22 juin 2010. Cependant c'est le Conseil National de la Communication (CNC) qui au terme des dispositions transitoires de la Constitution assume le rôle de la Haute Autorité de la Communication qui sera mise en place après les élections législatives.

Au terme de l'article 1 de la loi L 91 /006 portant création du CNC, on peut affirmer qu'il s'agit d'un organe doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, ce qui la met un peu à l'abri des ingérences des gouvernements. En vertu de ce statut d'autorité administrative indépendante, son budget est inscrit dans la loi de finances de l'année.

Parmi les neuf (9) membres du CNC, six (6) sont désignés pour 5 ans, et trois (3) pour trois (3) ans. Le mode de désignation des six (6) membres du CNC se fait selon une clef de répartition qui fait la part belle au président de la République qui nomme deux membres dont le président du CNC. Les autres intervenants viennent de l'assemblée nationale, du conseil supérieur de la magistrature, des professionnels des médias, du ministère de la communication, des postes et télécommunication. A côté les 3 autres membres du CNC sont désignés par les collectifs du cinéma, des imprimeurs, et des libraires, bibliothécaires et archivistes.

Par contre la HAC est composée de onze (11) membres dont « un désigné par le Président de la République, un par le Président de l'assemblée nationale, un par le conseil supérieur de la

magistrature, cinq par les associations professionnelles, un membre par les postes et télécommunications, un par le collectif des imprimeurs, des libraires, des bibliothécaires et des archivistes, un membre par le collectif du cinéma et de la photographie ». Le président de la HAC est élu par ses pairs sous la supervision de la cour constitutionnelle.

Dans le cas du CNC et encore mieux dans le cas de la HAC, le mode de désignation des membres ne laisse pas de doute sur l'indépendance de l'organe de régulation. La question qui se pose est de savoir si en pratique cela protège l'organe de régulation, ou si cet organe a les moyens de faire la régulation de l'espace médiatique tant au niveau du privé que du public.

Les décisions de l'organe de régulation sont en fait fondées sur les textes et les règles définies avec les parties prenantes qui le composent. Ainsi l'art 30, paragraphe 2 de la loi 002 portant liberté de la presse indique en substance *qu' « aucune station de radiodiffusion ou de télévision privée ou communautaire ne doit ni directement et indirectement s'identifier à un parti politique, à une religion, à une région ou encore à une ethnie. »*.

Cette disposition vise en effet à assurer à toutes les composantes de la société un accès équitable aux médias.

L'autorisation de diffusion est accordée par l'organe de régulation pour la radio privée, la Télévision et les radios communautaires, alors qu'auparavant c'était le ministère de l'information qui les distribuait et qui d'une certaine manière était accusé de nombreux blocages. Néanmoins la signature d'une convention avec le ministère de la communication est obligatoire après l'obtention de l'autorisation de diffusion.

Cependant des divergences d'interprétation existent entre le CNC, l'agence de régulation des postes et télécommunication ARPT et le ministère de l'information en ce qui concerne l'identification des radios titulaires de licences.

En effet, celles qui sont basées à Conakry et qui disposent d'une station à l'intérieur sont comptées doublement au niveau de l'ARPT et considérées comme une seule entité par le ministère.

Le diffuseur public en Guinée est la Radio Télévision guinéenne (RTG). La RTG n'a pas de conseil d'administration ni de statut. Le décret de répartition des services rattache la RTG au ministère de la communication. Le directeur de la Radio Télévision guinéenne (RTG) est nommé par décret par le président de la République.

Le statut de la RTG change au gré des changements de ministre et de gouvernement. Le conseil d'administration n'existant pas, la RTG fonctionne comme un service – et sous l'autorité - du ministère de la communication.

Le projet de mise en place d'un office de la radio télévision guinéenne est resté sans suite au point qu'aujourd'hui Il y a deux directions totalement autonomes à Boulbinet et à Koloma.

Les institutions publiques régissant le secteur des médias

Deux institutions interviennent de façon majeure dans les institutions médiatiques :

-Le ministère de la communication et des médias,

-L'instance de régulation : le conseil supérieur de l'audiovisuel et de communication.

D'autres structures publiques sont amenées à intervenir dans le secteur de manière ponctuelle comme le ministère des postes, téléphones et télécommunication, chargé de l'octroi des fréquences.

-Le ministère de la communication et des médias.

Le ministère de la communication et des médias semble souffrir de trois carences :

-La définition d'une politique nationale en matière de médias n'est pas encore finalisée,

-La faiblesse de l'administration : l'action quotidienne du ministère ne peut se reposer sur une équipe permanente de fonctionnaires spécialisés, maîtrisant les paramètres techniques de leur secteur. L'administration est actuellement sous-équipée et sous-informée sur les questions les plus cruciales concernant les évolutions médiatiques ;

Les médias attendent également que le ministère joue un rôle actif en définissant les modalités d'accès à l'aide directe ou indirecte de l'Etat aux médias privés. (Parler des différents aides de l'Etat aux médias notamment privés faire référence aux articles de lois).

b)-Les organisations professionnelles

Au titre des principaux regroupements des journalistes et professionnels de la communication de guinée, il y'a l'association des journalistes de Guinée (AJG), l'association des professionnelles africaines de la communication (APAC) et l'association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante (AGEPI).

-L'Association des journalistes de Guinée (AJG)

L'association des journalistes de Guinée AJG a été créée en 1986. Le bureau exécutif actuel est mis en place en 1996 pour un mandat de quatre ans. Il y a déjà plus de ans que l'AJG n'est

pas arrivée à organiser son congrès pour renouveler le bureau exécutif. Les membres relèvent la caducité du bureau exécutif actuel, son manque d'activité et de dynamisme et demandent l'organisation d'un congrès afin de renouveler la direction de l'organisation.

En novembre 1987, l'AJG a fait publier avec l'appui de la fondation Friedrich Ebert, " le code de déontologie du journaliste guinéen" qui définit les droits et devoirs du journaliste.

Cependant la question de la défense des intérêts matériels et moraux des journalistes et des professionnels de la communication reste actuelle. Les journalistes des médias de service public sont classés selon la grille salariale de l'administration générale ; et n'ont aucune protection favorisant l'exercice indépendant de leur profession. Les journalistes des médias des secteurs publics ont travaillé l'élaboration d'un statut particulier en vue d'améliorer leur situation salariale et leurs conditions de travail.

Aucune grille salariale n'est imposée aux entreprises privées de presse en vue de sécuriser leurs agents. Il est donc question de recourir à la négociation d'une convention collective qui accorde un statut particulier et une grille salariale particulière aux journalistes et professionnels de la communication aussi bien des secteurs public que privé en tenant compte des contraintes et exigences de la profession.

Selon les journalistes de l'AJG, il est très difficile d'évaluer le nombre de journalistes en Guinée. Cependant, ils les évaluent globalement à 300.

-L'Association des Professionnelles Africaines de la Communication (APAC).

L'APAC regroupe les femmes qui travaillent dans les médias en Afrique. Elle existe dans la plupart des pays d'Afrique surtout francophone. Sa direction tournante est actuellement assurée par la section du Burkina Faso. La section APAC de Guinée regroupe les femmes des médias des secteurs public et privé. Elle est Présidée par madame Saran Touré, journaliste à la Radio Télévision guinéenne RTG. L'APAC organise régulièrement des séminaires et des émissions à l'intention des femmes journalistes et des femmes en général.

-L'Association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante (AGEPI)

La presse privée écrite est devenue une réalité en 1991 avec le vote de la loi sur la liberté de presse. L'AGEPI a été créée en 1992. Son bureau exécutif actuel est dirigé par Souleymane Diallo, administrateur général du groupe de presse Le Lynx. La plupart des propriétaires des journaux actuellement membre de l'AGEPI sont des journalistes. L'AGEPI organise beaucoup d'activités à l'intention des journalistes privés et parfois en collaboration avec

l'AJG. Les sollicitations de l'AGEPI ont abouti à la décision du gouvernement Conté de consentir une aide budgétaire à la presse à compter de 2001. Ainsi, une aide budgétaire à la presse de 300 millions de FG (230770USD) a été débloquée en 2001, chacun des journaux a bénéficié d'un montant tenant compte des critères définis par tous. En 2002, l'aide accordée était de 400 millions de FG (307693USD).

L'AGEPI et l'AJG n'entretiennent pas des relations formelles, c'est d'ailleurs l'une des principales raisons de la mise en place de la maison de la presse, pour servir de cadre de concertation entre les journalistes des secteurs public et privé.

-L'Observatoire guinéen de la déontologie et de l'éthique dans les médias (OGUIDEM)

Les journalistes de Guinée ont mis en place en septembre 2001, l'Observatoire guinéen de la Déontologie et de l'Ethique des Médias (OGUIDEM). Les 13 membres de l'OGUIDEM sont nommés pour un mandat de deux ans et proviennent de l'AJG, de l'APAC, de l'AGEPI et de l'ordre des Avocats. Le seul avocat membre y représente la société civile. L'OGUIDEM se compose d'un président, d'un secrétaire général, d'un rapporteur, d'un trésorier et d'un secrétaire aux relations extérieures.

Peu après sa mise en place, la direction de l'OGUIDEM est critiquée pour son manque de dynamisme. De même il a été soulevé la question de revoir les textes régissant l'organe afin de le rendre plus performant. Le bureau exécutif n'arrive plus à tenir ses deux réunions mensuelles créant ainsi une certaine léthargie qui suscite des appels au renouvellement de la direction de l'organe à peine né.

-La Maison de la presse

La Maison de la presse a été créée en octobre 2011. Le conseil d'administration est composé d'un président, de deux vices présidents, d'un trésorier et d'un rapporteur. Le conseil d'administration de la Maison de la Presse de Guinée (décret MATD N°8075) est constitué de membres de l'assemblée générale de la Radio Télévision guinéenne, où sont représentées les principales associations de presse de Guinée, auxquelles s'ajoutent un représentant du Conseil national des organisations la société civile de Guinée (CNOSC-G) et les représentants de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique et de l'ambassade de France.

La maison de la presse accueille par jour des dizaines de journalistes de tous les médias. Elle a pour objectif :

- La contribution au développement de la presse et la professionnalisation des journalistes,
- l'amélioration des conditions de travail des journalistes et donc la qualité de ce travail,
- le renforcement des capacités de gestion, de production et de diffusion de la presse,
- la promotion des liens de solidarité entre organes d'information,
- la défense des droits des journalistes et le respect de l'éthique et de la déontologie.

La Maison de la Presse est dotée d'un comité de surveillance dont les membres sont choisis parmi des personnalités des médias et de la société civile connus pour leur engagement en faveur de la liberté de la presse et la liberté d'expression. Le conseil de surveillance est, selon les statuts de la Maison de la Presse de Guinée, chargé de contrôler la conformité de l'action des organes décisionnaires et dirigeants de la Maison de la Presse de Guinée avec les objectifs formulés dans ses statuts.

c)- La situation de la liberté de la presse et les droits des journalistes.

La pratique du métier de journaliste demeure périlleuse en Guinée. En plus des difficultés matérielles qui frappent les entreprises et précarisent les professionnels du secteur, des atteintes graves à la liberté de la presse sont perpétrées, ce qui conduit à l'autocensure.

Les atteintes à la liberté de la presse sont variées en Guinée, d'une part, par leurs origines (divers personnalités, groupes ou structures les exercent), d'autre part par leur nature (certaines sont directes et visibles, d'autres souterraines et discrètes).

Les entraves au travail du journaliste émanent d'une grande diversité d'acteurs :

- Les forces de l'ordre (police, service de sécurité...),
- Les détenteurs de l'autorité publique (mandataires publics, personnalités politiques ...),
- Les milieux d'affaires;
- Les journalistes eux-mêmes (qui pratiquent l'autocensure).

Certaines atteintes à la liberté de la presse constatées en Guinée sont directes : menaces verbales, violences physiques, saisies et destructions de matériel, arrestations et incarcérations. Ces violences sont systématiques chaque fois que les journalistes « dénoncent des faits de corruption, de détournement de fonds publics ou d'abus de pouvoir par un détenteur de pouvoir ». Mais aussi simplement quand un élément d'information déplaît à une autorité quelconque. D'autres types de pressions sont indirects. Les journalistes craignent ainsi les emprisonnements ou les agressions.

Chaque responsable de média privé ou journaliste dans le privé en Guinée, redoute les arrestations et les violences des forces de l'ordre guinéen. En 2001, Tibou Camara, journaliste à l'hebdomadaire l'Observateur avait été arrêté¹²³, battu, sa voiture saccagée et son journal suspendu pour trois mois. Tibou Camara, avait été condamné avec sept autres de ses confrères, pour diffamation suite à une plainte déposée par le secrétaire général du ministère guinéen du tourisme.

En février 2007, des militaires ont attaqué *FM Liberté*, l'une des quatre nouvelles stations de radio privées dont disposait le pays à l'époque. Les soldats avaient détruit des équipements avant d'arrêter deux employés de la station, un journaliste et un technicien. Cette attaque avait suivi une émission de libre antenne au cours de laquelle les auditeurs demandaient le départ du Président Lansana Conté.

Une émission similaire avait, valu une descente de militaires dans une autre station de radio, *Familia FM*, et on avait exigé la fermeture de la radio. Par peur d'être également attaquées, les deux autres radios privées de Guinée avaient tout simplement décidé d'interrompre leurs diffusions. La Fédération internationale des journalistes FIJ par la voix de son directeur de son bureau Afrique Gabriel Baglo avait dénoncé ces arrestations « *Nous dénonçons cette terreur dans les médias instaurée par l'état de siège et appelons le Président Lansana Conté à y mettre fin au plus vite afin que les journalistes puissent travailler en toute liberté et en toute sécurité.* »¹²⁴

Plus récemment, en février 2012 Kounkou Mara, journaliste au groupe de presse *Le Lynx- La Lance*, a été violemment battue par des gendarmes alors qu'elle se rendait à une émission où elle était invitée. L'incident¹²⁵ s'est produit à la rentrée de la salle où l'émission devait se tenir. Enfin les pressions sont également économiques. Des contrats publicitaires ont été retirés à certains médias qui se montraient peu conciliants vis-à-vis d'un annonceur ou de ses amis politiques.

¹²³ « L'UJAO dénonce l'arrestation d'un journaliste guinéen », <http://www.panapress.com>, consulté le 28 juin 2012.

¹²⁴ Guinée : Attaques contre les médias et les arrestations de journalistes en Guinée, <http://www.protectionline.org>; 15 fév. 2007, consulté le 28 juin 2012.

¹²⁵ <http://www.guineedirect.info>, consulté le 25 juin 2012.

L'ensemble de ces pratiques a pour conséquence d'entraîner l'autocensure.

3- Viabilité et indépendance des entreprises médiatiques.

Au-delà des limitations posées à l'exercice de la liberté d'expression, les médias guinéens sont confrontés en permanence à des problèmes de survie.

La viabilité des médias est entravée par deux facteurs déterminants pour le marché local : d'une part, le contexte économique n'est pas favorable à l'épanouissement du secteur de l'information, d'autre part, la structuration interne des médias constitue souvent un obstacle à une meilleure rentabilité.

L'aide à la presse est l'initiative la plus importante de l'appui du gouvernement à la presse. A l'origine les fonds de 300 millions FG étaient alloués à une quinzaine de journaux. En 2011, La loi de finance de l'année fait passer ces fonds à 14 milliards de francs guinéens pour l'ensemble des médias.

Ces fonds sont également prévus à l'art 12 de la loi portant création de la nouvelle Haute Autorité de la communication ainsi que l'obligation faite à l'Etat de les verser aux médias. Cependant jusqu'en août 2011 malgré cette avancée dans le soutien aux médias, l'aide à la presse n'avait pas été distribuée pour l'année 2010.

Au titre des aides indirectes aux médias guinéens, la Convention de Florence n'a toujours pas été signée par l'Etat qui maintient toujours la taxe de 2,5% sur l'importation du papier journal. Or cette convention engage les signataires à détaxer les intrants pour la fabrication de certaines œuvres de l'esprit dont les journaux.

De plus, la publicité gouvernementale qui aurait pu générer des ressources pour les journaux locaux et aider à leur viabilité va pour l'essentiel vers des journaux étrangers.

Le dernier enjeu important pour l'évolution du secteur des médias guinéens et plus particulièrement pour renforcer leur capacité à jouer un rôle dans la consolidation de la démocratie réside dans la disponibilité d'une information de « service public », accessible et utile aux citoyens.

Il importe de promouvoir l'information de service public particulièrement au niveau local. Si tous les médias y compris les médias commerciaux peuvent jouer un rôle en ce sens, cette vocation paraît concerner particulièrement le média radiophonique (de loin le plus écouté et

celui qui bénéficie du plus fort taux de confiance) et plus particulièrement trois acteurs ou groupes d'acteurs:

- La radio d'Etat;
- La télévision d'Etat;
- Les radios de proximité ou radios rurales.

- La RTG (radio) : de la radio télévision « gouvernementale » au « service public »

Depuis l'indépendance de la Guinée en 1958 jusqu'à nos jours, la situation de la RTG a fait d'elle une porte voix des différents gouvernements successifs et non un miroir de l'ensemble de la population guinéenne, dans ses différentes composantes et ses préoccupations. De nombreux obstacles entravent cette reconversion nécessitant une intervention importante dans tous les domaines.

Le personnel

La plus grande partie des journalistes n'a plus aucune motivation. S'ils ont des compétences évidentes, ils ne les mettent pas au service de la RTG, car l'Etat ne leur donne aucun moyen pour rendre ces compétences utiles. La démotivation découle des salaires insuffisants. Les agents relèvent du statut général de la fonction publique. Dans les textes actuels, il s'agit de fonctionnaires pas de journalistes, ni de reporters, ce qui favorise sans doute l'immobilisme.

Le matériel

Une mission d'inspection chinoise a récemment constaté l'état de délabrement de l'équipement de la radiodiffusion de Koloma (don de la coopération chinoise à la Guinée pendant le règne de Lansana Conté). Constat : la maison ne dispose que de 5 cameras fonctionnelles sur 8. Sur 4 salles de montage VTR (vidéo tape record) dont dispose la maison de Koloma seulement une serait en état de marche sans oublier le manque de formation des techniciens chargés de l'usage de ce matériel.¹²⁶

Le personnel de la radio diffusion télévision guinéenne (RTG), s'est réuni en assemblée générale en Mai 2012 sur l'appel de sa section syndicale et menaçait d'aller en grève pour protester contre leurs difficiles conditions de travail. Monsieur Ibrahima Kéïta, secrétaire général de la section syndicale, s'exprimant sur les antennes de la radio nationale a dénoncé

¹²⁶ Idriss Cissé ; « La RTG en chute libre après 35 ans », www.afrinews.org consulté le 02 septembre 2012.

« la vétusté des équipements, le manque de camera, la défektivité de la climatisation centrale mais également la non prise en charge des rémunérations de plus de 300 stagiaires, travaillant sans salaire depuis plusieurs années ».

Pourtant, en 2009, trois milliards de francs guinéens qui ont été débloqués par le Cpt Moussa Dadis Camara pour équiper la RTG. Cette somme devait permettre l'achat de 24 cameras et des véhicules de reportage entre autres. Apparemment ces achats n'ont pas été effectués puisque lors des présidentielles de 2010, l'équipement de la RTG a été redemandé et quatre milliards de francs guinéens ont été de nouveaux débloqués pour permettre à la RTG d'effectuer une meilleure couverture médiatique du scrutin. Une fois de plus, les achats n'ont pas été effectués puis ce que certains journalistes des médias d'Etat qui ont couvert la campagne des candidats au scrutin parlent de conditions difficiles dans lesquelles ils avaient couvert l'événement. Certaines sources parlent de quatre milliards GNF débloqués¹²⁷.

C'est donc d'une question de détournement¹²⁸ dont il s'agit et un audit de la RTG a été demandé par la section syndicale de l'organisme pour déterminer où sont passés les fonds débloqués pour le rééquipement de la RTG.

Le Conseil des ministres, réunit en session ordinaire le jeudi 7 juin 2012 a dénoncé *« l'usurpation à des fins privées d'équipements et matériels acquis par la RTGet a invité le Ministère du Contrôle économique et financier à faire toute la lumière sur cette situation ».*¹²⁹

Le contenu

La RTG n'est pas un média « neutre », « équilibré », « reflétant toutes les tendances de la société », mais reste au service du parti au pouvoir, du gouvernement et de la présidence. L'alignement sur les positions gouvernementales est incontournable. Ceci peut s'expliquer par le fait que le gouvernement dispose de la majorité du conseil d'administration de la RTG 2/3 alors que 1/3 suffirait pour garantir son rôle de garant de l'objectivité. Le Conseil d'Administration doit être l'émanation des grandes forces culturelles ainsi que des courants de

¹²⁷ Baldé Abdallah, « Guinée: RTG - Les travailleurs menacent d'aller en grève », www.aminata.com, consulté le 2 septembre 2012.

¹²⁸ Malick Sylla, « Sous-équipement de la RTG : Aboubacar Sylla rattrapé par son passé », www.aminata.com consulté le 2 septembre 2012.

¹²⁹ Le Conseil a dénoncé le détournement des équipements de la RTG , www.africalog.com, consulté le 2 septembre 2012..

pensée : les représentants des syndicats et autres organisations professionnelles doivent y siéger. En fait, il devrait comprendre des délégués élus, du personnel et des journalistes de la RTG. Il doit avoir de réels pouvoirs de contrôle quand à la gestion de la RTG et pas seulement un rôle consultatif ce qui est le cas.

En fait, depuis sa création après l'indépendance, la RTG a toujours été sous l'influence des différents gouvernements qui se sont succédé. C'est encore le cas depuis l'élection présidentielle de 2010. Il y a une main mise du nouveau pouvoir sur le journal télévisé de la RTG, au point que les autres dirigeants politiques ont été obligés de se retourner vers les radios privées pour se faire entendre.

Le président du Conseil National de la Communication (CNC) a sorti un communiqué pour dénoncer le déséquilibre de l'information et la couverture des activités des différents partis politiques.

L'organisation du travail au niveau de la RTG d'autre part empêche toute initiative d'innovation des professionnels dans la collecte de l'information, l'ouverture au public et aux points de vue et opinions divers. Ce qui explique que l'essentiel des programmes de la RTG (aussi bien la radio que la télévision nationale) autour des activités du chef de l'Etat en premier lieu, des films, des pièces de théâtre, et des spectacles de danse sans grand intérêt, car il n'existe pas de budget de production et toute activité de production doit recevoir l'aval du supérieur hiérarchique.

Les programmes ne sont pas économiquement viables. Une initiative de décentralisation de la production avait été prise il y a quelques années. Il s'agissait d'envoyer des équipes de production dans les 4 régions naturelles du pays, mais l'initiative n'a pas aboutit faute de moyens.

Le contenu manque aussi de créativité et se limite au seul folklore. Il n'y a pas d'équilibre entre information et divertissement. Les émissions de divertissement sont nettement plus nombreuses que celles visant à instruire le citoyen. La RTG s'efforce d'offrir une programmation variée avec des moyens qui ne lui permettent pas de satisfaire la demande des auditeurs ou des téléspectateurs. Il n'y a pas de débats politiques. Il y a des contenus locaux spécifiques, réalisés et diffusés par la RTG au profit ou à la demande des ONG qui rémunèrent par conséquent le service. Ils concernent généralement les questions de développement. L'absence de budget de production justifie cette démarche du diffuseur public pour varier ses programmes notamment avec des documentaires.

La diffusion

La radio couvre théoriquement 80% du territoire, ses tranches d'information vont jusque dans les petites localités. Mais seulement en théorie car dans plusieurs localités éloignées de l'intérieur du pays, les émetteurs relais quand ils existent, sont endommagés et ne parviennent plus à fonctionner avec toute leur puissance. Les radios rurales et communautaires n'émettent que quelques heures de programmes propres par jour.

Le financement

Chaque année, un budget est alloué par la loi des finances à la RTG.

L'archivage et la documentation

Les médias audiovisuels publics d'un Etat sont sensés préserver une partie importante de la mémoire collective d'un pays : discours, déclarations officielles, témoignages oraux. Ceci est loin d'être le cas à la RTG. Les supports sont constamment réemployés et il n'existe pratiquement aucune documentation.

La situation de blocage de la RTG peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- le poids du passé consécutif à l'installation de « radio banane » en 1954 sous le pouvoir colonial,
- les contraintes d'ordre institutionnel qui font que la radio fonctionne sous différents statuts en fonction du gouvernement en place : la radio a été baptisée successivement « la voix de la révolution » sous la première république et « radio télévision guinéenne » sous la deuxième. Malgré l'introduction de nouvelles dispositions législatives en 1991, des dispositions révisées en 2010, elle reste un monopole de l'Etat.
- Des problèmes de mobilisation de ressources et de mobilité des journalistes en raison de l'absence de plan de carrière. La RTG est confrontée à une ambiguïté : officiellement, elle jouit d'un statut d'office alors que dans les faits, elle n'est qu'un service rattaché au ministère de la communication. (M. Condé IFES, Rapport Général, atelier communication et développement).
- Une démotivation des agents de la RTG (par rapport au manque de plan de carrière et l'absence de volonté politique) et un manque de qualification de beaucoup de journalistes actuellement en service¹³⁰.

¹³⁰ M. Condé Mohamed, Rapport générale de l'atelier communication et développement, tenu à Conakry les 14, 15 et 16 avril de 2004.

-Il n'y a pas de locaux et de matériel de conservation et une mauvaise conservation des quelques archives existantes. L'insuffisance de personnel qualifié et un système de gestion complètement caduc.

DEUXIEME PARTIE : La grève générale dans la presse

En Guinée comme dans d'autres pays africains, les différents gouvernements ont toujours exercé une certaine pression sur les médias. Ceci se justifie par le nombre important d'arrestations de journalistes, de destructions de locaux d'entreprises de presse ou encore la censure et l'autocensure. La question s'est posée lors de la couverture médiatique de la crise sociale et politique qu'a connue le pays en 2007. Le faible nombre d'articles consacrés à la crise et le manque de travail approfondi par certains journaux laissaient alors supposer que la pression gouvernementale n'y était pas étrangère. Cependant, actifs face aux événements qu'ils abordent, nous savons que les journalistes ont cette capacité à mettre en place des stratégies visant à atténuer les pressions politiques. C'est pourquoi, la différence évidente du traitement de l'événement entre journaux publics et privés (avec des articles parfois complaisants et voir propagandistes pour les premiers et des articles très virulents pour les seconds), nous a conduit à nous poser des questions sur le degré réel de cette pression politique et surtout sur la capacité des médias à s'émanciper ou leur volonté d'indépendance. A travers l'analyse des articles, nous cherchons ainsi à savoir comment les médias guinéens ont couvert l'évènement?

Pour apporter une réponse à cette question, nous nous basons sur deux hypothèses principales. Dans la première hypothèse nous considérons d'un côté que les journalistes des médias publics se sont calés sur la position du gouvernement pour couvrir l'évènement et ils ont procédé à de l'autocensure pour éliminer les informations susceptibles de heurter celui-ci.

D'un autre côté, les médias privés en particulier la presse, malgré de nombreux obstacles (analphabétisme poussé dans la population, carences du système de communication qui empêche une plus large diffusion de la presse, faiblesse du pouvoir d'achat etc.), ont essayé d'apporter une couverture appropriée à l'évènement en rapportant le maximum d'informations sur ce qui se passait dans les rues et en essayant d'expliquer les causes d'un point de vue socio-économique et politique du pays.

Dans la deuxième hypothèse, nous nous interrogeons sur la place des médias dans la société guinéenne. Nous considérons qu'en Guinée, la totalité des médias publics appartient à l'Etat, les journalistes se plient aux exigences du gouvernement et sont donc soumis à une certaine autocensure. Ceci fait qu'à quelques exceptions près, les médias guinéens n'occupent pas leur place de lieu d'expression et de dialogue social et ne jouent donc pas leur rôle d'intermédiaire entre le public et les autres secteurs de la société.

« Les grands médias de masse répondent au départ à une exigence de nature politique : l'organisation d'un espace de débat des intérêts publics et privés, et d'un espace public de

constitution de l'opinion. A ce titre, ils constituent une composante essentielle de notre vision du monde »¹³¹.

Une communication s'inscrit toujours dans un cadre où les discours sont actualisés. Dans l'analyse médiatique, ce cadre s'appelle dispositif. Dans l'étude du traitement médiatique de la crise guinéenne de 2007, notre préoccupation principale s'attache à la construction de l'information par le dispositif journalistique et au traitement de l'information au sein d'un système organisé et complexe. Ainsi, dans un premier temps, nous essayerons de déterminer en quoi la mise en page, perturbée par l'exceptionnalité et l'importance de l'événement, influence la construction de l'événement auprès de l'opinion publique. Traiter l'information d'un événement de cette ampleur et aussi rare passe par un bouleversement du dispositif et notamment par une mise en page complexifiée par la volonté de tout dire dans peu d'espace. Une analyse plus approfondie des articles constituant notre corpus centrée sur la notion d'énonciation, essentielle à la compréhension des implications politiques et idéologiques des organes de presse en Guinée au moment de la grève générale, nous conduit à tirer des conclusions quant à l'orientation de l'information choisie par les journaux. Ces constatations influencent inévitablement le rapport qu'entretient le lecteur avec le journal et plus largement avec l'événement lui-même. Finalement, ce qui distingue le traitement médiatique dans la presse écrite reste sa capacité à traiter une information sous différentes formes, en instaurant chez le lecteur des contrats de lecture différents. Apparue en 1985 et développée par Eliseo Veron, le concept de « contrat de lecture » avait pour but, de mieux « *distinguer, au sein d'un type de presse donné, celui des (magazines féminins), des positionnements et des identités spécifiques, au de-là d'une grande similarité de contenus thématiques – la catégorie de presse « magazine féminin » étant constituée comme un genre spécifique* »¹³². Le contrat c'est donc l'analyse du positionnement des médias vis-à-vis de leur concurrence et de leur public. C'est une nouvelle manière d'analyser les messages et les dispositifs médiatiques. « *En identifiant les rapports de communication inscrits dans le texte médiatique, on peut les confronter à des modes effectifs de reconnaissance et de pérennisation. La notion de contrat se comprend non comme une théorie globale de la communication mais comme l'une des composantes d'un programme qui vise à articuler analyse sémiotique (l'étude interne) et enquête en réception (l'étude externe)* » (Yves Jeanneret, Valérie Patrin-Leclère, 2004).

¹³¹ Claude Jamet et Anne-Marie Jannet, *La mise en scène de l'information*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 1.

¹³² Jean Maxence Granier, *Du contrat de lecture au contrat de conversation*, <http://fr.slideshare.net/lpto/du-contrat-de-lecture-au-contrat-de-conversation>, consulté le 2 février 2014.

Pour Eliséo Veron, « *une analyse sémiologique sans terrain permet de connaître en détail les propriétés du discours du support tel qu'il s'offre (...) mais elle ne nous indique pas de quelle façon le contrat de lecture ainsi construit s'articule (plus ou moins bien) aux intérêts, attentes, imaginaires de ses lecteurs. Un terrain sans analyse sémiologique du contrat de lecture est un terrain aveugle : on étudie les attitudes et les réactions des lecteurs, et des non-lecteurs, vis-à-vis d'objets dont on ne connaît pas les propriétés qui font de ces objets, précisément, des objets de lecture* » (Eliséo Veron, 1985).

La polyphonie énonciative des journaux prend en considération la place des journalistes dans l'écriture de l'information : commentateur, intervieweur ou reporter, le journaliste est une figure dominante de la construction des faits. Et la pluralité des genres utilisés induit une pluralité de discours et d'appréhension de l'événement.

Chapitre IV. Corpus et méthodologie de travail

L'analyse sémio-discursive des médias passe par des études quantitative et qualitative. Nous avons choisi d'effectuer notre sélection de manière quantitative, en effectuant un décryptage systématique d'un maximum de textes journalistiques pour repérer des constantes dans la manière de traiter l'information. Certains articles donnent lieu à une analyse plus approfondie qui nous permet d'illustrer nos conclusions, et justifier nos hypothèses. Nous travaillons donc à partir d'un corpus- échantillon d'un ensemble d'articles représentatifs du traitement médiatique durant les mois qui ont suivi le début de la crise. Cette pluralité de points de vue nous conduit à évaluer l'événement dans sa structuration temporelle, dans sa fréquence sur le plan médiatique et en particulier dans la récurrence de ses représentations auprès de l'opinion publique.

Afin d'avoir un point de vue global, le plus objectif possible sur notre sujet, nous avons choisi d'analyser la presse hebdomadaire du pays. Nous rajouterons à ce corpus un quotidien, le seul du pays et ce compte tenu du fait, qu'il s'agit d'un journal qui depuis sa création est resté toujours proche du pouvoir. Le but est ici de mettre en avant à travers le traitement de cet événement, les différentes idéologies et les partis pris politiques des journaux. Nous avons donc choisi d'analyser les journaux les plus populaires, ceux qui ont par leur diffusion, un impact plus important auprès de l'opinion publique. Au départ, nous voulions porter notre analyse non seulement sur la presse écrite mais aussi sur la télévision et la radio nationale, seuls médias audiovisuels du pays à l'époque. En Guinée, il est reconnu de tous que la RTG (radio télévision guinéenne) à toujours été soumise au pouvoir en place. Les Guinéens semblent être plus confiants par rapport aux informations véhiculées dans la presse écrite qu'ils jugent plus fiable. Il aurait été intéressant de voir comment la radio et la télévision guinéenne ont abordé ce sujet.

Cependant, nous avons choisi finalement de ne pas inclure ces médias pour une raison : en Guinée comme dans de nombreux pays ouest africains, il y a de sérieux problèmes de conservation des archives en général et ceux de l'audiovisuel en particulier (Warbica, 2011).

Si des locaux de conservation des archives existent à la RTG, ils ne sont pas adéquats, le personnel n'est pas spécialisé sans parler du déficit du matériel technique tel que les supports et les appareils de lecture. Les magasins de conservation servent en même temps de bureaux au personnel¹³³.

Le manque de matériel de travail conduit certains journalistes à réutiliser des bandes sonores et audios des archives pour faire leurs reportages et enregistrer leurs émissions¹³⁴.

Notre corpus n'est pas exhaustif ; étant donné le nombre important d'articles consacrés aux événements de janvier et février 2007 dans la presse guinéenne, il a été nécessaire de le limiter. Pour sélectionner les journaux, nous avons utilisé deux critères : le tirage, la périodicité et la durée. Concernant le tirage, nous nous sommes intéressés uniquement aux journaux ayant un tirage important (plus de 2500 exemplaires). Parmi ces journaux, nous avons sélectionné trois hebdomadaires et un quotidien. En effet, tous les journaux, qu'ils soient d'information générale ou économique (comme c'est le cas de *L'Economiste*¹³⁵, mensuel d'information économique du pays) ont consacré soit leur Une soit de nombreux articles à la grève générale et en particulier à la journée du 22 janvier 2007 qui a été la journée la plus meurtrière avec plus de cent morts. Notre corpus a pour avantage de donner une représentativité globale des articles de presse publiés durant les semaines qui ont suivi les événements et par conséquent une vue plus objective des informations qui ont contribué à construire l'événement dans les consciences collectives et dans l'opinion publique guinéenne.

Notre étude traitera donc de la presse hebdomadaire et ce du 9 janvier, veille du début de la grève générale jusqu'au 30 mars 2007.

Nous avons choisi d'analyser les couvertures des journaux suivants : *L'Indépendant*, *Le Diplomate*, *Le Lynx* et le quotidien *Horoya*.

¹³³ Warbica 2011, *Op. cit.*

¹³⁴ Mohamed Condé, Rapport général, atelier communication et développement, IFES, Conakry les 14, 15 et 16 avril 2004.

¹³⁵ *L'Economiste* a consacré son numéro de février 2007 aux estimations de pertes occasionnées par la grève générale. Le titre de sa Une était alors : « Grève générale, la perte est estimée à 1166,7milliards de francs ».

Tableau n°1 : Présentation des journaux

Titre	Périodicité	Statut	Type d'informations	Tirage
<i>L'Indépendant</i>	Hebdomadaire	Privé	Généraliste	ID
<i>Le Diplomate</i>	Hebdomadaire	Privé	Généraliste	3500
<i>Le Lynx</i>	Hebdomadaire	Privé	Généraliste	7000
<i>Horoya</i>	Quotidien	Public	Généraliste	ID

Ces journaux sont des journaux qu'on pourrait caractériser d'information. En effet, ils sont réputés pour traiter de l'actualité sur différents modes et selon diverses orientations.

L'Indépendant

Créé dans les années 90, le journal d'informations générales est l'un des piliers du paysage médiatique du pays. L'hebdomadaire est réputé pour ses articles d'analyse pointue sur l'actualité nationale.

Le Diplomate

Créé seulement en 2002, *Le Diplomate* a rapidement trouvé sa place dans le paysage médiatique du pays. Le journal d'informations générales traite de l'actualité nationale et internationale. Avec un tirage de 3500 hebdomadaire, le journal jouit d'une grande audience auprès du lectorat.

Le Lynx

Créé en 1992, *Le Lynx* est un hebdomadaire satirique guinéen inspiré par le Canard enchaîné français. Ses "chroniques assassines" sur la vie politique du pays lui valent un lectorat fidèle et un tirage très élevé (7000) par rapport aux autres titres nationaux. L'attribution de sobriquets aux acteurs politiques locaux ("Fory Coco" pour Lansana Conté et "Alpha le Grimpeur" pour Alpha Condé...) est l'une de ses principales marques de fabrique.

De 1992 à 1998, le journal était écrit à Conakry, imprimé à Abidjan, renvoyé et diffusé à Conakry. En 1998, l'entreprise lance sa propre maison d'édition - *la Guicomed*- et commence l'impression du journal sur place.

Horoya

Créé pendant la période coloniale, *Horoya* est le plus vieux journal du pays. Organe d'information du PDG (Parti Démocratique de Guinée), le journal a été créé en 1948 sous le titre de *Coup de Bambou*. Il faisait parti des journaux qui combattaient pour l'indépendance nationale. Interdit par l'administration française, *Coup de Bambou* sera remplacé par *Liberté*. Après la loi « loi-cadre Gaston Defferre » votée par le parlement français en 1956 qui accordait l'autonomie aux colonies, *Liberté* a été l'un des organes de lutte qui ont conduit le pays à l'indépendance. Au lendemain de l'indépendance, seul *Liberté*, le journal du parti au pouvoir avait survécu pour devenir *Horoya* (qui signifie liberté en malinké) le 18 avril 1961.

Nous avons sélectionné *Le Lynx* dans notre corpus bien que ce journal ne rende pas l'information de la même manière que les autres et qu'il puisse être un peu complexe de le comparer aux autres titres du corpus. En effet, *Le Lynx* qui est un journal satirique est l'un des plus anciens titres de presse privée en guinéen et il occupe une place particulière dans l'espace journalistique guinéen. Dans son numéro du 15-22 janvier, le journal consacre le premier numéro spécial à l'évènement par des reportages (avec des explications) à chaud sans entrer en profondeur dans les thèmes. Bien sûr, le journal reviendra plus tard plus en détails sur les évènements.

Pour chacune de ces parutions, nous avons sélectionné les articles parus dans lesquels figurent les termes « grève générale » ou encore « syndicalistes » c'est ce qui explique que certains textes ne sont pas exclusivement consacrés aux faits ; toutefois, ils les évoquent et situent donc l'information donnée par rapport à l'évènement. Ceci contribue à la pluralité des contenus journalistiques qui donnent lieu à une analyse approfondie.

Tableau N°2. Nombre d'articles contenant les expressions syndicalistes ou grève.

Thématiques	Titres	Nombre d'articles
Syndicalistes	<i>Le Diplomate</i>	35
	Le Lynx	37
	Horoya	3
	L'Indépendant	34
Grève	Le Diplomate	36
	Le Lynx	32
	Horoya	7
	L'Indépendant	33

Notre corpus est volontairement limité dans le temps, dans un souci d'approfondissement de l'analyse. En effet, la grève de janvier et février 2007, a été beaucoup traitée dans la presse guinéenne et encore aujourd'hui, on y fait souvent référence. Nous nous concentrons sur la grève à proprement parler, c'est-à-dire aux 36 jours de grève générale (10 -27 janvier et 09-26 février 2007) mais nous aborderons aussi ses conséquences immédiates au niveau économique, social et politique qui seront abordés par la presse plusieurs mois après les événements. Nous souhaitons également parler des causes de cette grève, causes d'ailleurs largement abordés dans les différents articles des journaux. Nous avons donc choisi de limiter notre corpus de la veille du début de la grève soit le 9 janvier (avec la publication du journal *Le Diplomate* qui titre à sa Une Pourquoi « Conté a refoulé les syndicalistes ») à la fin mars 2007. En effet, cette grève générale s'est déroulée sur deux temps. Du 10 au 27 janvier et du 9 au 26 février dans un second. Et la presse écrite en général hormis *Horoya* et *Le Lynx* qui n'a pu publier pendant les jours les plus chauds de la grève a rapporté l'événement et ses conséquences jusqu'en fin mars 2007.

Afin de présenter notre corpus de la manière la plus précise possible, nous avons mis au point une grille d'analyse qui permettra de situer chaque article dans un contexte journalistique précis. Nous y présentons la page, le titre de l'article, la rubrique dans laquelle celui-ci apparaît, son auteur, sa longueur, son genre ainsi que la présence d'illustrations au sein du texte. Cette première étude donnera lieu à une analyse qui permettra de mettre en avant la place accordée à cet événement dans la presse guinéenne et de mettre en évidence l'abondance de sources d'informations auxquelles est confrontée l'opinion publique au lendemain des événements. Nous analyserons particulièrement deux dimensions du traitement

journalistique : une dimension thématique et une dimension analytique du dispositif mis en place. Les précisions concernant le genre des articles seront couplées avec les descripteurs que nous avons définis au préalable. Ces descripteurs sont en nombre important étant donné la quantité de thématiques évoquées en lien avec la grève. Nous avons essayé de cibler au maximum les contenus en effectuant des recoupements et en ne conservant que les termes réellement présents dans le traitement journalistique. Pour plus de finesse dans la présentation, les descripteurs sont présentés relativement à quatre thématiques : les personnages de l'événement (le président Conté, les syndicalistes, les responsables des partis de l'opposition, les citoyens grévistes), les dimensions, le sens de l'événement et l'approche géographique.

Les personnages sont les acteurs du récit de la grève, ils sont partie prenante des discours et des explications relatives aux tenants et aux aboutissants de l'événement :

- **Le président Conté** : cette thématique concerne tous les articles abordant la responsabilité du président dans la grève générale qu'a connu le pays. La plupart du temps, ce sont des articles évoquant la mauvaise gestion du pays par le chef de l'Etat et son refus de céder face à la pression de la rue. C'est pourquoi ces deux thématiques sont très souvent couplées dans l'analyse de contenu.
- **Les responsables des sections syndicales** : les secrétaires généraux des deux centrales syndicales à la base de la grève à savoir Hadja Rabiou Serra Diallo, secrétaire générale de la CNTG et Ibrahima Fofana, secrétaire général l'USTG occupent une place de choix dans la couverture médiatique de la crise. Leur activisme et leur détermination sont systématiquement invoqués dans les différents journaux et des citations de leurs discours ponctuent les articles. Ils étaient les leaders de l'événement et ce sont eux qui ont mené la grève générale du début à la fin.

Une seconde approche nous conduit à étudier les différentes dimensions abordées dans le traitement médiatique de la grève générale.

Les dimensions économique, politique, sociale, émotionnelle, sécuritaire et internationale se complètent dans la construction de l'événement :

- **Economie** : d'abord les causes économiques qui ont conduit à la grève mais aussi les conséquences économiques voient le jour rapidement dans le traitement médiatique. Dès le 9 janvier, *Le Diplomate* propose une analyse de la situation économique catastrophique du pays. Après le déclenchement de la grève, les autres journaux se

penchent rapidement sur la question de la situation économique du pays, mais aussi africaine pour faire une sorte de comparaison avec les autres pays africains notamment les pays voisins. Cette thématique prend une importance toute particulière dès la reprise du travail de la presse avec la publication de cette Une dans *L'Economiste* qui titre « Grève Générale : la perte est estimée à 1166,7milliards de Francs ». Les informations de ce journal seront reprises par les autres journaux qui apporteront plus de détails dans leurs prochains numéros.

- **Emotion** : cette thématique est couplée avec les descripteurs évoquant la désolation et l'isolement des blessés qui semblent abandonnés à eux même dans les hôpitaux de Conakry. La thématique est aussi couplée avec la solidarité des responsables syndicaux qui rendent visite aux blessés hospitalisés et qui les assistent financièrement en leur remettant des enveloppes d'argent.
- **International** : nous avons choisi de regrouper sous le descripteur « international », l'ensemble des réactions africaines a travers des articles évoquant le déplacement en Guinée d'Ibrahim Babangida, médiateur de la CEDEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) par exemple (*L'Indépendant* du 1^{er} mars 2007) ou encore la visite d'Abdoulaye Wade ancien président du Sénégal (*L'Indépendant* du 15 mars 2007) et Nino Vierra ancien président de la Guinée Bissau. Sous ce descripteur nous plaçons également des articles évoquant des représentants d'organisations internationales comme ceux portant sur la mission syndicale internationale qui s'est rendu en Guinée et qui a exigé une enquête sur la répression sanglante du 22 janvier à travers le secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale Guy Ryder (*Le Diplomate* du 6 février 2007). Il y a aussi ceux évoquant des hommes politiques occidentaux comme Bernard Kouchner qui demande à ce que Conté soit traduit devant le TPI (Tribunal Pénal International) suite à la répression des manifestations.

Ceci nous permet d'avoir une structuration des récits médiatiques de l'événement au niveau géographique.

- **Politique** : ce descripteur englobe toutes les interventions d'hommes politiques nationaux suite à la grève générale, que ce soit la retranscription de leurs discours ou l'évocation de leurs propos. Nous y abordons également les décisions politiques prises au niveau national. C'est aussi dans cette thématique que nous avons choisi de classer les articles concernant Lansana Conté. Il nous a semblé inutile de créer un descripteur, la plupart des articles relatant des décisions économiques, sociales, sécuritaires ou des

réactions émotionnelles, qui impliquent les responsables du gouvernement guinéen dans sa globalité.

- **Insécurité** : ici, nous abordons le couvre-feu instauré par décret présidentiel pour dit on assurer la sécurité des citoyens et des biens publics. Ce descripteur va ensuite relever un certain nombre d'articles sur la sécurité du territoire national ou l'insécurité que vivent les citoyens.
- **Témoignage** : ce descripteur thématique se retrouve généralement dans les descriptions des faits, il est également utilisé pour accentuer l'émotion d'un récit. Quoiqu'il en soit, il induit un discours empirique sur l'événement.

Ces descripteurs représentent la quasi-totalité des thèmes abordés pendant la crise. Leur présence ou pas dans les journaux ou encore la manière dont ils sont abordés nous permet de voir le degré d'implication des différents titres dans le traitement médiatique de l'évènement. L'analyse comparative entre médias publics et privés pour le traitement de ces descripteurs en particulier nous permettra de vérifier notre principale hypothèse. Nous considérons dans cette hypothèse que les médias publics n'ont pas accordé une importance particulière à la couverture de la crise. Nous estimons également que dans les rares articles accordés à l'évènement, les journalistes de ces médias ont procédé à de l'autocensure pour éviter de heurter la sensibilité des autorités politiques. Le nombre d'articles accordés à ces descripteurs par les médias publics par rapport aux médias privés, le degré d'analyse ainsi que le ton employé dans ces articles nous permettra de vérifier l'hypothèse.

Certains descripteurs contribuent à la construction du sens de l'évènement, certains thèmes sont approfondis et permettent de cerner l'aspect sémantique lié aux discours journalistiques :

- **Enquête** : la répression de la grève en général pendant toute sa durée et particulièrement la journée du 22 janvier a laissé un souvenir atroce dans la mémoire de tous les Guinéens. En dehors de l'exigence de l'OIT (l'Organisation Internationale du Travail) d'une enquête sur les répressions en particulier sur celles du 22 janvier, ce thème est récurrent dans de nombreux articles d'opinions où à chaque fois on demande l'ouverture d'une enquête pour déterminer les responsables des massacres.
- **Evénements** : nous parlons ici du « film des événements », retracé surtout dans tous les titres pendant les semaines qui ont suivi la reprise du travail par les médias. Les journalistes décrivant les répressions, ont une approche chronologique des faits et commencent alors à poser les bases de la construction de l'évènement. Cette approche

descriptive peut prendre différentes formes, celle du reportage, du compte rendu ou encore de l'encadré explicatif.

- **Références** : un journal en particulier a beaucoup utilisé des articles de référence. Les références qu'elles soient littéraires, historiques ou idéologiques aident le lecteur à comprendre l'événement en le situant dans un présent et dans des références culturelles communes.
- **Réflexivité médiatique** : ici nous avons classé des articles qui parlent d'autres médias comme la télévision, la radio ou internet et parfois sur eux-mêmes et ce, même si ces articles sont peu présents suite à la crise.
- **Victimes** : la thématique des victimes est largement abordée par les journaux. De nombreux articles et photographies concernent les victimes décédées et blessées que l'on montre couchées dans les hôpitaux de Conakry. On montre le désarroi des familles de victimes qui mettent tout leur espoir dans les recherches dans les hôpitaux souhaitant retrouver leurs proches dans les lits plutôt que dans les morgues.

L'analyse géographique des discours permet d'avoir un point de vue global et propose une analyse plus précise des manifestations et de leurs conséquences au niveau national :

- **Conakry** : dans le traitement médiatique des événements de janvier et février 2007, il est important de séparer les articles traitant de la grève à Conakry et les autres. En effet, ceci nous donne une mine d'informations sur l'orientation des journaux notamment au niveau émotionnel. Ainsi, les répressions du 22 janvier prennent une place prépondérante dans le traitement journalistique les semaines qui ont suivi les faits.
- **Le pont huit novembre** : ce pont qui sépare le centre ville de Conakry (la presqu'île de Kaloum) et sa banlieue a été un des lieux les plus marquants dans le massacre du 22 janvier. En effet, à cet endroit, les militaires ayant attendu les manifestants qui se rendaient à Kaloum où se situe la présidence, ont ouvert le feu faisant de nombreuses victimes. Des dizaines de décès furent enregistrés. Le pont huit novembre, devenu symbole de la répression sanglante de la grève de janvier et février 2007 est abordé dans de nombreux articles comme celui intitulé « Pont huit novembre, un triste

symbole au cœur de Conakry » dans le numéro 713 de *L'Indépendant* du 1^{er} février 2007.

- **Les grandes villes de province** : les grandes villes sont évoquées dans certains articles et il semble important pour les journaux de ramener l'événement au niveau national pour montrer l'union d'un même peuple levé contre un gouvernement et son président.

Les réactions des populations de l'intérieur du pays sont relatées dans les journaux. Comme à Conakry, toutes les villes du pays sont impliquées à tous les niveaux économique, émotionnel, politique.....

La presse construit ces thématiques comme un savoir à propos de l'événement et contribue en cela à la diffusion de représentations dans l'espace public. L'étude thématique nous aide à évaluer la construction journalistique de la grève générale relativement à trois points dominants. Elle nous permet de mettre en évidence le capital thématique relatif aux faits et d'effectuer une différenciation ou un consensus dans l'adaptation des parutions de l'événement, il s'agit ici d'une donnée objective concernant la place accordée à la grève dans chaque journal. Ce capital est hiérarchisé, la place accordée à chaque thème évolue du début à la fin de la couverture médiatique de l'évènement. La distribution des représentations thématiques par rapport aux genres des articles nous donne des indications non négligeables sur l'orientation idéologique des journaux. Nous abordons par conséquent ici le traitement médiatique de la crise en termes de construction thématique des faits. L'analyse quantitative n'est alors qu'une étape dans l'analyse sémio- discursive.

La deuxième dimension de notre analyse s'attache au péri-texte, à la mise en page et au genre des articles. La mise en perspective des genres journalistiques, induisant une pluralité de discours, est nécessaire à l'analyse du dispositif bouleversé par l'évènement, mais surtout à la compréhension de l'évènement lui-même tel qu'il est perçu par l'opinion publique. Il est très difficile d'établir une liste des genres journalistiques, nous avons donc adapté notre typologie à l'évènement traité. En effet, nous avons choisi de regrouper plusieurs genres au sein d'une même dénomination afin d'être le plus pertinent possible dans l'analyse de notre corpus. On retrouve donc les six grands genres journalistiques :

- **Le reportage** : il est très présent, surtout durant les premières semaines du traitement médiatique. En effet, l'exceptionnalité de l'évènement, son aspect inédit, entraînent les journalistes à relater et commenter l'évènement d'abord avant de l'analyser. De plus le

nombre important de journalistes amenés à s'exprimer sur l'événement donne plus d'importance au témoignage et au reportage d'ambiance.

- **L'analyse** : dès la réouverture des rédactions, elle trouve sa place dans les pages des journaux. L'incompréhension induite par la brutalité et l'horreur de la répression des manifestations suscite des questionnements, des interrogations sur ces faits. Ces analyses vont donc toucher plusieurs thèmes et plusieurs descripteurs : économie, politique, société, international, enquête...
- **L'entretien** : sous cette dénomination, nous avons regroupé toutes les interviews, mais également les citations de discours, les témoignages de victimes, de familles des victimes ou les réactions de personnes *lambda*. En effet, le terme « entretien » sous-entend un échange de paroles, nous l'utilisons donc en situation de communication directe ou non.
- **Les articles d'opinion** : ce terme nous permet de regrouper tous les commentaires, les chroniques et les billets d'humeur présents dans notre corpus. L'exceptionnalité de l'événement a conduit à un mélange de genres journalistiques.
- **Les brèves** : elles sont très présentes dans le traitement médiatique de la crise. La pluralité de thématiques à aborder conduit parfois les journalistes à utiliser ce genre d'articles qui permet au lecteur, en peu d'espace, d'avoir une information claire et concise.
- **Les courriers de lecteurs** : les différents titres de notre corpus en dehors du *Lynx*, qui publie la réaction d'un anonyme suite à la couverture des événements par la radio guinéenne (numéro 773 du 15 au 22 janvier) n'ont pas beaucoup publié en retours directs de lecteurs, ce qui s'explique notamment par le nombre d'articles de libre opinion, qui donnent la parole à des lecteurs ayant une légitimité particulière dans l'espace public. Il est donc rare de trouver, suite aux événements, des réactions directes de lecteurs anonymes.

Pour une meilleure compréhension, les articles sont classés dans l'ordre chronologique de leur parution et par journal. Nous effectuerons pour chacun une analyse globale des grilles nous amenant à déterminer la spécificité du traitement journalistique de l'évènement. Cette spécificité est déclinée en trois points qui structurent l'analyse. Dans un premier temps, nous étudierons le bouleversement du dispositif qui est notamment caractérisé par une mise en page particulière et une situation d'énonciation permettant de mettre en exergue des discours différenciés dans la presse guinéenne. Dans un second temps, nous évaluerons en quoi ces discours mettent en avant une information unanime ou singulière relative aux faits. Enfin,

nous étudierons l'actualisation des informations journalistiques dans une pluralité de genres qui contribuent à structurer l'événement et en construire une image individuelle et collective auprès de l'opinion publique.

I-Une mise en page au service de l'événement

Le dispositif mis en œuvre dans la presse évoque les faits *a posteriori*, ce qui laisse un temps nécessaire à la mise en forme de l'information, une mise en forme qui passe d'abord par la mise en page des articles. Outre le contenu, c'est donc la manière dont le journal va ordonnancer les textes et les informations dans l'espace restreint de ses pages que nous étudierons plus particulièrement. Pour ce faire, nous utiliserons des exemples concrets permettant de mettre en évidence la part d'adaptation du dispositif journalistique dans le cas du traitement d'un événement inédit. Ce bouleversement n'est pas sans conséquence sur la construction de l'événement dans l'imaginaire public et dans le contrat de lecture instauré par le journal.

1-Les difficultés de la médiatisation écrite

La presse est perçue comme un instrument essentiel de libre discussion des idées, elle est un lieu d'organisation de l'espace public. La médiatisation écrite induit un mode de traitement particulier de l'information, un traitement journalistique du désastre. Nous essayons de voir comment la presse guinéenne a tenté de gérer cet événement inédit, dans son contenu, mais également dans sa forme.

L'événement est inédit et imprévu dans sa grandeur. Alors que l'essentiel des événements est déjà passé, la presse privée en dehors du journal *Le Lynx* qui avait pu publier pendant la grève, arrive après coup, et elle doit se positionner auprès d'une opinion publique qui connaît déjà une grande partie des informations puisque que dans une société à tradition orale, le bouche à oreille à déjà fonctionné.

De plus, lorsque la presse commence à prendre le rôle d'instrument d'accès à l'information pour tous, elle se trouve parallèlement soumise à des logiques économiques, commerciales et industrielles. Le développement des médias en général, favorise la recherche du spectaculaire. Le rôle de la presse a ainsi dû évoluer afin de faire face aux demandes de plus en plus précises d'un lectorat qui veut tout voir et tout savoir de l'événement.

Malgré une légère tendance au sensationnalisme inhérent à l'événement lui-même, la presse doit toutefois garder le principe de sérieux qui la caractérise. Jouant le rôle d'interface entre les pouvoirs notamment politique et le public, la presse a souvent été la cible de reproches de tous ordres émanant souvent des milieux politiques. En effet, ses révélations mettant en cause des personnalités politiques et des membres du gouvernement dans des détournements de fonds publics contribuèrent à la crise de crédibilité de la classe politique. Suite à la crise de janvier et février 2007, la presse est le lieu où s'inscrit la vérité sur la réalité, qu'elle rend accessible, compréhensible et acceptable par tous.

Dans la gestion d'une crise, le discours journalistique doit répondre à un certain nombre d'exigences qui tiennent autant des contraintes économiques et politiques que de celles liées au support et à son appartenance à une certaine culture de flot. Le traitement médiatique de la grève générale a tenté de répondre à deux exigences : un plaisir de lecture et un désir d'information. On doit aujourd'hui dire un maximum de choses en un minimum de phases de façon plus attractive. Afin de rendre la lecture beaucoup plus attractive et aisée, on assiste à une fragmentation des articles ainsi qu'à une diversification des genres journalistiques et un engagement éditorial de plus en plus présent dans les journaux guinéens. Cette diversité d'approches est très explicite dans le sommaire du journal *L'Indépendant* du jeudi premier février qui propose une pluralité d'articles et de points de vue sur l'événement : « Film des contestations », « Le protocole d'accord », « La Société civile parle de 90 morts », « Le décret avant la lettre »etc.

Pour attirer un nombre de lecteurs toujours plus important, la politique éditoriale des journaux formalise leurs attentes et se doit pour cela de répondre à trois critères principaux qui déterminent le choix des informations : un critère d'actualité, un critère de proximité et un critère psychoaffectif. Ces trois éléments sont implicitement induits par l'événement. La presse doit surtout répondre à un impératif de captation qu'on peut subdiviser en deux visées principales (Charaudeau, 1997 :48)¹³⁶ :

- Une visée de crédibilité : le discours journalistique est un discours d'authentification qui implique l'immédiateté, la nouveauté et l'authenticité de l'information rapportée.

¹³⁶ Patrick Charaudeau, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Nathan, Paris, 1997.

La presse a pour but de créer un effet de réel ou « effet de vérité » au sens de Charaudeau (*idem*) passant par un message référentiel et une énonciation plurielle ;

- Une visée de séduction : il faut emporter l'adhésion des lecteurs, intéresser et séduire même si parfois la spectacularisation prend le pas sur l'information. Pour rendre les faits compréhensibles à l'opinion publique, les journalistes ont aujourd'hui pour rôle d'enregistrer, d'organiser et de formaliser des données relatives à un événement. Ils construisent ainsi un message susceptible d'intéresser, d'être compris par tous et réduisent l'indétermination relative à l'événement. Pendant la crise, le positionnement des journaux était unanime, l'information prime sur la ligne éditoriale. Les oppositions idéologiques des journaux se sont effacées face au récit des événements ; c'est pourquoi on trouve peu d'articles engagés dans la presse durant les premières semaines consécutives aux faits. L'expression et l'analyse de l'événement voient le jour avec la diminution chez les journalistes de l'émotion suscitée par les répressions sanglantes, un certain recul était nécessaire pour appréhender la grève de manière complètement objective.

Le traitement journalistique des événements interroge notamment les pratiques professionnelles et particulièrement les contraintes économiques. En effet, les ventes des journaux avaient beaucoup augmenté suite à la grève, tous les journaux ont traité du même sujet. La concurrence grandissante a donc entraîné les journaux dans une guerre de l'information par rapport à un événement incontournable et unique. Comment ont-ils attiré les lecteurs en faisant jouer la mise en page, la construction des articles, les Unes et en transmettant la même information... ? Autant de questions qui nous amènent au traitement spécifique entraîné par l'exceptionnalité de l'événement. Le dispositif journalistique, qui a pour principal objectif d'authentifier les faits et les événements, pose lui-même de nombreuses questions. Il semble faire le lien entre l'impression de fiction et la réalité, il conduit ainsi à la construction du monde et du récit médiatique, mais ce dispositif conduit-il réellement vers plus d'authenticité ?

2-Le bouleversement du dispositif journalistique

Rendre compte d'un événement particulier, d'une telle ampleur, nécessite une adaptation de la presse écrite et notamment de son dispositif. Agencement d'éléments divers, le dispositif de la presse écrite est constitué par la mise en forme et en ordre du discours porté sur l'événement, le système des rubriques, la formulation des titres, leur mise en perspective dans une mise en

page complexe. Parlant du journal écrit quotidien, Maurice Mouillaud pense que « *les dispositifs ne sont pas seulement des appareils techniques, de nature matérielle. Le dispositif n'est pas le support inerte de l'énoncé, mais un site où l'énoncé prend forme [...] le site joue le rôle d'un format ou d'une matrice, de telle façon qu'un certain type d'énoncé ne peut apparaître qu'in situ* »¹³⁷. Dispositif et contenu sont donc des éléments indissociables qui prennent sens l'un par rapport à l'autre dans la construction de faits et des rapports d'énonciation de l'information.

« *Le dispositif se définit donc comme l'articulation entre des mises en scène, des positions interlocutives et les conditions extralinguistiques du discours grâce auxquelles les co-énonciateurs construisent un mode commun d'appréhension du monde, une même représentation de l'événement. Dans cette situation de communication particulière, le dispositif renvoie à la problématique de l'énonciation, il sous-entend la mise en place d'un contrat de communication* »¹³⁸. Les modes communs d'appréhension du monde reposent sur des cadres conceptuels reproduits numéro après numéro dans les journaux, cadres qui structurent l'appréhension des faits. Le dispositif contribue donc à l'historicisation de l'événement comme la définit Benveniste (1991 : 239-241) : « *la présentation des faits survenus à un certain moment du temps sans aucune intervention du locuteur dans le récit [...] personne ne parle ici, les événements semblent se raconter d'eux-mêmes* ».

Modèle d'organisation de la page, la mise en scène instaurée de manière spontanée suite à la grève générale, combine plusieurs systèmes de signes : topographiques, typographiques, iconiques et linguistiques. Ces signes proposent aux lecteurs des positions interlocutives spécifiques et leur donnent une pluralité de points de vue. L'utilisation plus rigoureuse des variables de différenciation permet une meilleure lisibilité des informations c'est ainsi que la modification de la maquette du journal prend sens. L'information a besoin d'une tenue appropriée dans un style prédéfini. L'adaptation du dispositif est évident si on s'intéresse au nombre de pages consacrées à l'événement par les journaux constituant notre corpus, durant les semaines de la crise.

¹³⁷ Maurice Mouillaud, Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, P. 101.

¹³⁸ Lamy Aurélie, *La médiatisation de l' « apocalypse »*, Thèse, Université de Metz, 2005.

Nombre de pages consacrées par les différents titres de notre corpus au sujet de la grève générale, du 9 janvier au 31 mars 2007 (Unes incluses)

Tableau n°3 : nombre de pages consacrées à l'évènement par *Le Lynx*

Période	15-22 janvier 2007	05 février 2007	12-26 février 2007	19 mars 2007	20 mars 2007	Total
Nombre	11	9	8	8	7	43

Tableau n°4 : nombre de pages consacrées à l'évènement par *Le Diplomate*

Période	9 janvier 2007	30 janvier 2007	06 février 2007	Total
Nombre	2	10	8	20

Dans le numéro 225 du 9 janvier, le journal *Le Diplomate* consacre sa Une à la grève prévue le lendemain avec cette question : « Pourquoi Conté a refoulé les syndicalistes ? » L'article qui explique l'échec des négociations entre le président Conté et les responsables syndicaux pour éviter la grève générale est publié en page 2. Ce numéro consacré au bilan de l'année 2006 de tous les secteurs (politique, économique, judiciaire, sociale etc.) est une sorte de prémonition car dans les longs articles d'analyse, les auteurs mettent à nu les problèmes dont souffrent la majorité des Guinéens.

Dans l'analyse consacrée au bilan politique de l'année 2006 et publié page 5, le chapeau dit ceci : « *L'année 2006 aura été la période de tous les avatars politiques en Guinée. Le pays a vécu au rythme infernal de la maladie et des agissements effarants de son président. Le général Lansana Conté qui a noyé le pays dans un flot de décrets dont certains ne sont pris que pour être annulés quelques heures après. Signe que le navire ivre de la Guinée se trouve entre des mains plus que jamais incertaines et hésitantes. Notre revue des évènements politiques de l'année écoulée* »¹³⁹.

A la page 7 de ce numéro, dans le long article d'analyse consacrée au bilan société on peut lire ce passage. « *L'eau et l'électricité. Ces deux denrées constituent toujours un luxe pour le*

¹³⁹ *Le Diplomate*, n° 225, 9 janvier, p. 2.

guinéen. Et l'année 2006 n'aura servi qu'à aggraver les conditions de vie des populations en matière d'accès à l'eau potable et à l'électricité. Tenez! Près de 49% des Guinéens manquent encore d'eau potable. Le chiffre est publié dans le rapport mondial sur le développement 2006 réalisée par le PNUD. Concernant l'électricité, 2006 n'a enregistré aucune amélioration dans la desserte. C'est toujours à tour de rôle que les Guinéens ont la lumière... »¹⁴⁰.

Tableau n°5 : nombre pages consacrées à l'événement par *L'Indépendant*

Période	01 Février 2007	08 Février 2007	01 mars 2007	15 mars	Total
Nombre	12	6	7	7	32

Tableau n°6 : nombre de pages consacrées à l'évènement par *Horoya*

Période	31Janvier 2007	02 Février 2007	05 Février 2007	07 Février 2007	09 Février 2007	28 Février 2007	1 ^{er} mars 2007	Total
Nombre	4	0	2	2	6	7	4	25

Durant les semaines qui ont suivi le début de la grève, seul *Le Lynx* a sorti un numéro pendant les 18 premiers jours de grève. Il a fallu attendre la signature d'accord qui a conduit à la suspension de la grève pour que les entreprises de presse puissent publier les informations qu'elles ont récoltées pendant les troubles. Ceci s'explique tout simplement par le fait que les entreprises de presse ne disposent pas d'imprimeries propres à elles. *Le Diplomate* revient sur ce sujet dans son numéro du 6 février à la page 2 avec ce titre : « Médias : 18 jours de grève ou le off de la presse écrite ». Cependant, comme nous l'avons remarqué, durant les deux mois du traitement médiatique, l'événement occupe la presque totalité des parutions. Peu à peu, les journaux vont relater d'autres informations mais la grève restera toujours au centre des débats. Parfois, les informations relatives à la grève générale sont regroupées sous une

¹⁴⁰ *Le Diplomate*, n° 225, 9 janvier, p. 7.

même rubrique, ou incluses dans un dossier commun, l'information occupe alors tout le début du journal. Parfois, au contraire, c'est notamment le cas du journal *L'Indépendant* qui choisit d'intégrer les informations dans des rubriques préexistantes, les pages consacrées à la grève générale sont donc éparpillées dans toute la parution. *Horoya*, comme *L'Indépendant*, intègre les articles relatifs à la grève dans des rubriques existantes mais ces informations contrairement chez son confrère, ne sont pas éparpillées dans le numéro mais généralement mises dans les quatre premières pages de celui-ci. Le titre consacra un numéro entier aux événements, c'est celui du mercredi 28 février consacré à la nomination de Lansana Kouyaté au poste de premier ministre. Ces tableaux mettent en évidence le fait que malgré la fin de la grève à la fin du mois de février, les journaux ont continué à écrire sur le sujet et ses conséquences. Si pour certains, comme c'est le cas de *L'Indépendant*, il a été difficile d'adapter son dispositif dès les premières semaines de la grève, le nombre de pages consacrées aux faits dès l'ouverture de l'imprimerie et jusqu'au 15 mars montre bien que ce sujet semble inépuisable, et même si le contenu de l'information varie, l'importance reste la même. Entre le 15 janvier, date de parution du *Lynx* la seule depuis le début de la grève et le 20 mars, les faits et leurs conséquences font d'ailleurs la Une des journaux de notre corpus, ceci montre la quasi exclusivité des informations qui contribue au bouleversement du dispositif.

-Une mise en page au service de l'événement

Le dispositif propose deux niveaux constants de structuration de l'énoncé journalistique. D'une part, la mise en forme de l'énoncé, l'organisation des articles, leur hiérarchisation, le rubriquage et la titraille, d'autre part le contenu des articles, la place de l'énonciation comme repère spatial et temporel et celle que les journalistes peuvent prendre dans la constitution d'un imaginaire commun relatif à l'événement. Néanmoins, l'organisation interne de ces dimensions varie dans le cas de la grève générale.

-Le double niveau de construction de l'énoncé journalistique

L'espace¹⁴¹ d'un journal est organisé en deux dimensions- verticale et horizontale- tout en jouant sur différentes variables « typographiques et chromatiques »... L'ensemble des surfaces se structure en différents niveaux : la rubrique, la page, l'article, chacun pouvant encore se subdiviser en plusieurs sections. Cependant, ces surfaces ne font sens que dans leur « collocation » et leur différenciation. Chaque journal choisit une stratégie en fonction de sa conception de l'information, de son lectorat et de son image dans le paysage médiatique. La mise en forme instaure un contrat de lecture entre le lecteur et le journal. L'espace du journal ainsi défini s'inscrit dans la dialectique temporelle du dispositif : le numéro et la collection. La maquette préétablie relève de la collection, la déclinaison quotidienne du numéro, déclinaison dialectique entre l'identité et l'altérité : identité dans la maquette, altérité dans sa déclinaison quotidienne. La mise en page participe ainsi à l'élaboration du sens de l'information et à la différenciation de ces mêmes données. Le périphrase (chapeau, surtitre, titre, sous-titre, intertitre, photographie, légende, date et signature de l'auteur) constitue un élément important définissant l'orientation argumentative globale du texte et permettant d'émettre des hypothèses vérifiables par le contenu de l'article.

Jean Michel Adam¹⁴² propose un modèle d'analyse d'un article de presse que nous pensons très pertinent et dont nous adapterons le modèle à notre travail de traitement de crise. Ce modèle est élaboré selon une double approche : globale et locale.

Approche globale

- « Segmentation de l'article » : sa mise en page, notamment les intertitres, citations, paragraphes... ces éléments permettent une visualisation du plan de l'article et une mise en évidence des grands points développés.

¹⁴¹Claude Jamet, Anne-Marie Jannet, *La mise en scène de l'information*, L'Harmattan, Paris, 1999.

¹⁴² Jean-Michel Adam, « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », in *Pratiques* n° 94, Metz, 1997, pp. 3-18.

- « Cohésion/ progression » : repérage des sujets, des thèmes ainsi que des différents énonciateurs, construction de la hiérarchisation de l'information par les modes d'introduction de thèmes et leurs enchaînements.
- « Relation texte/péritexte » : importance de l'agencement du texte et les mouvements thématiques introduits par la construction de l'information par le péritexte.
- Place de l'événement accordée dans le journal.

Approche locale : aspects linguistiques

- Les formes du discours : « le discours citant » (séquences, temps verbaux, connecteurs...) qui met en scène des séquences, des actions, des paroles argumentatives, ce qui révèle l'interprétation du sujet par l'énonciateur ; « le discours cité » (séquences, connecteurs...) constitué de brefs extraits généralement argumentatifs ;
- Les champs lexicaux ;
- Les genres des articles qui contribuent à déterminer le degré d'implication des journalistes et du journal par rapport à l'événement.

Ces éléments constituent le cadre caractéristique de la construction des articles. Les exemples suivants nous aideront à mieux appréhender la construction du dispositif médiatique dans le traitement médiatique de l'événement. Nous avons sélectionné une page extraite du numéro 714 du journal *L'Indépendant* publié le 8 février 2007. Pour être complet dans notre analyse, nous avons sélectionné pour exemple les pages 2 et 3 du numéro 226 du journal *Le Diplomate* du 6 février 2007. La page 6 du numéro 6460 du journal *Horoya* du 9 février 2007 ainsi que les pages 5 et 6 du numéro 773 du *Lynx* du 15-22 janvier ont également été sélectionnées.

Syndicalistes – Gouvernement

Les Accords tiendront-ils la route ?

Il est peut-être trop tôt de s'en inquiéter, cependant que certaines résolutions contenues dans le Protocole d'Accords récemment conclu entre Syndicalistes grévistes et Gouvernement guinéen contiennent bel et bien des germes d'un conflit de compétence. Et il faudra bien une dose de bonne foi pour ne pas que leur mise en application débouche irrémédiablement sur une nouvelle impasse ...



Ibrahim Fofana, SG/USTG

Les Syndicalistes voulaient la création d'un poste de Premier ministre, Chef de Gouvernement, c'est désormais chose faite, au terme du décret présidentiel du mercredi 31 janvier 2007. Lequel en son Article 1 définit clairement la mission dévolue non plus au premier des ministres du Gouvernement, mais bien au nouveau Premier ministre guinéen. Citation : « Le Premier ministre est chargé de diriger, de contrôler, de coordonner et d'impulser l'action du Gouvernement ». Et comme pour marquer une rupture totale avec le passé, les articles II et III viennent pour lever d'éventuelles ambiguïtés. Ils sont dans l'ordre libellés comme suit : Article II : « Il propose au Président de la République la structure et la composition du Gouvernement dont les membres sont nommés par décret » ; Article III : « Les membres du Gouvernement sont responsables de la direction de leur département respectif devant le Premier ministre. Ils sont solidairement responsables des décisions du Conseil des ministres. Toute vacance du poste du Premier ministre met fin automatiquement aux fonctions des autres membres du Gouvernement ». Ne serait-ce qu'en se fondant sur la teneur de ces trois premiers Articles contenus dans le décret du mercredi 31 janvier 2007, force est de relever qu'il y apparaît, précisément au niveau de l'Article II un terme susceptible de déboucher très rapidement sur un blocage. En effet, en posant que « le Premier ministre propose au Président de la République », au lieu de peut-être dire « le Premier ministre soumet au Président de la République », il va de soi qu'on se remet dans une logique de mandant et de mandaté. Ce qui voudrait dire que si les propositions des membres de son équipe ne conviennent pas au Président de la République, ce dernier pourrait éventuellement demander au Premier ministre d'aller mieux se pourvoir. Un tel dénouement est encore plus palpable lorsque à l'Article V du décret instituant de nouveau un poste de Premier ministre en Guinée, il est dit ce qui suit : « Il détermine en accord avec le Président de la République les Attributions de chaque ministre ». Comme pour dire qu'il va falloir une fois de plus obtenir l'assentiment du Chef de l'Etat pour qu'il (le Premier ministre) puisse se livrer à une redéfinition des charges de son équipe. A supposer un seul instant que le Président de la République

soit d'un avis contraire, il est loisible d'imaginer le blocage que cela pourrait engendrer.

En allant plus loin dans notre analyse, le plus à craindre n'est peut-être pas aux niveaux décrits jusqu'ici. Mais plus loin, précisément dans la teneur de l'Article 6. Citation : « Il nomme aux emplois civils et dirige l'Administration ». Vu que la Guinée se trouve en ce moment dans une position assez délicate, laquelle lui a valu d'ailleurs de connaître les troubles de ces derniers jours, le nouveau Premier ministre guinéen voudra nécessairement apporter des réformes, décider de changements à la tête de certaines structures ou poches de recettes de l'Etat. C'est éventuellement le cas au niveau des Directions nationales des

Impôts, des Douanes, du Trésor, des Mines etc. Cependant que ces éventuels changements ou réformes sont d'ores et déjà susceptibles de se heurter à des nominations que le Président de la République, bien que conscient de l'avènement d'un Premier ministre aux prérogatives étendues, est encore en train de nommer de nouveaux hommes à des postes de responsabilités relevant purement et simplement du civil. C'est particulièrement vrai pour le Port Autonome de Conakry, pour lequel un décret vient d'être pris (c'était le vendredi dernier) pour changer le directeur général. De l'autre côté, le mouvement d'Ambassadeurs guinéens continue de plus belle alors qu'à ce niveau stratégique de la diplomatie guinéenne du sang neuf est plus que nécessaire.

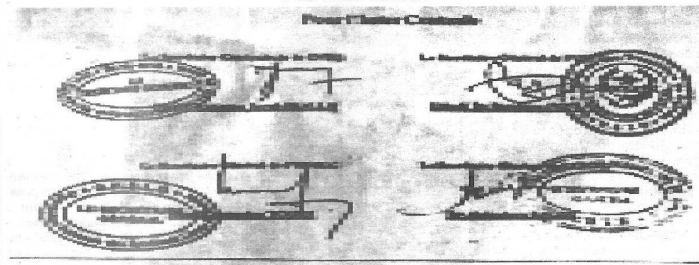
D'aucuns diraient qu'il y a des signes qui ne trompent pas. Si le Général Lansana Conté sous la pression de la rue a consenti à lâcher du lest, il n'est visiblement pas prêt à jouer les seconds rôles que certains auront vite fait de vouloir lui attribuer. Quoi qu'il en soit ou advenue des relations futures entre le Président de la République et son Chef de Gouvernement, il va falloir beaucoup de tact, d'ingéniosité et de compromis, pour ne pas très rapidement retomber dans l'abîme de la contestation et de la violence.

Hassane Kaba

DECLARATION de INTER-CENTRALE CNTG- USTG élargie à l'ONSLG et UDTG

L'Inter Centrale CNTG- USTG élargie à l'ONSLG et à l'UDTG
Considérant la première rencontre du 12 janvier 2007 de l'Inter Centrale avec le Président de la République,
- Considérant le dépôt le 14 janvier 2007 des propositions de sortie de crise de l'Inter Centrale au Président de la République,
- Considérant la signature du Procès verbal des négociations le 27 Janvier 2007,
- Considérant la signature du Décret le 31 janvier 2007 portant attributions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Constats avec amertume et regret le retard dans la prise de Décret portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.
Bien que n'ayant pas exigé un délai de signature du Décret, estime que le Président de la République a eu le temps nécessaire pour le choix du Premier Ministre, chef de Gouvernement.
En outre, l'Inter Centrale CNTG- USTG élargie à l'ONSLG et à l'UDTG dénonce la violation du Procès verbal en ses points B et F.
Point B relatif à l'arrêt immédiat des exportations des denrées alimentaires et des produits halieutiques et forestiers. A ce niveau, des tentatives d'exportations frauduleuses de denrées et autres produits dans cinq conteneurs au port de Conakry et d'autres au niveau de quelques débarcadères ont été enregistrés.
Point F relatif à l'arrêt des tracasseries policières. Il a été constaté que ces tracasseries persistent.
Malgré l'accord obtenu sur le paiement intégral des salaires des agents de tous les secteurs Publics, Mixtes et Privés, on enregistre dans quelques Entreprises (CBK et Ingelec) le non respect de ce point et des menaces de licenciement.
L'Inter Centrale CNTG- USTG élargie à l'ONSLG et à l'UDTG demande aux autres parties signataires du Procès verbal du 27 janvier 2007 et aux Religieux d'intervenir pour la résolution immédiate des points suscités. Elle déclare que si ces points évoqués ne sont pas satisfaits, elle se réserve le droit de déclencher une Grève générale et illimitée sur toute l'étendue du territoire national le lundi 12 février 2007.

Conakry, le 06 Février
Pour l'Inter Centrale



Menace de reprise de la grève Syndicalistes et Opposition réunis pour une même cause

La Guinée va-t-elle renouer avec les grandioses manifestations qu'elle a connues entre le 10 et le 27 janvier dernier ? Difficile de répondre par l'affirmative en l'état actuel des choses. D'un côté, c'est l'Inter Centrale Syndicale CNTG – USTG, élargie à deux autres Centrales Syndicales, qui vient de lancer un ultimatum au Général Lansana Conté, suite, dit-elle, au « retard accusé dans la nomination d'un Premier ministre, Chef de Gouvernement et de large consensus » ; de l'autre, et pour la même raison, ce sont 14 partis de l'opposition qui viennent de se rallier à la cause des Syndicalistes et comptent en découder eux-aussi avec le Pouvoir.

Le temps est en ce moment compté en Guinée. Les nerfs sont de nouveau à fleur de peau. La dernière grève générale et illimitée déclenchée par l'Inter Centrale Syndicale CNTG – USTG, élargie à deux autres Centrales Syndicales, n'a pas laissé que de bons souvenirs aux Guinéens. Ils gardent surtout en mémoire la tragédie du Pont du 08 Novembre, provoquée, dit-on, par le « massacre de manifestants décidés à porter haut des revendications légitimes ». C'était le lundi 22 janvier 2007, au plus fort sans doute d'une grève qui avait pris l'allure d'une insurrection populaire.

Le 27 janvier 2007, alors qu'on approchait de minuit, un Accord est enfin arraché entre Syndicalistes et Représentants du pouvoir. Ce fut en quelque sorte grâce à la médiation de leaders religieux, Présidents d'Institutions Républicaines, mais surtout à la Première Dame de la République, Mme Henriette Conté. On avait vraiment craint le pire lorsque quelques heures auparavant ce dénouement plus ou moins heureux, les Syndicalistes menaçaient de se retirer de la ta-



Bâ Mamadou, porte-parole de l'opposition

ble des négociations pour réemprunter la rue.

Cependant que l'embellie n'aura été que de courte durée. Pour des raisons que l'on ne saurait ignorer aujourd'hui (lire la déclaration de l'Inter Centrale à la même page). Ce qu'il conviendrait d'y ajouter peut-être aujourd'hui, c'est le soutien formel et décisif que 14 partis politiques de l'opposition viennent d'apporter aux leaders syndicaux. Un soutien qui, du reste, n'est que renouvelé. Puisque, dit-on, en dépit de la division qui les mine, les opposants guinéens, du moins leurs militants et sympathisants étaient déjà aux côtés des Syndicalistes lors de la redoutable épreuve de nerfs qui a duré 18 jours (du 10 au 27 janvier 2007). Conscients que les leaders syndicaux ont réussi à leur niveau à transcender les clivages ethniques et régionalistes, les opposants au régime du Général Conté leur avaient laissé l'initiative des opérations sur le terrain. Ils ne semblent pour l'heure fondamentalement pas s'écarter de cette stratégie. C'est pourquoi, selon leur porte-parole attiré, le doyen Bâ Mamadou, ils ont opté pour une concertation avec les Syndicalistes en vue d'appuyer une lutte qui leur est dorénavant commune. Un soutien de taille avant que ces derniers en viennent à découder de nouveau avec le Pouvoir. Qui sait, ce serait peut-être pour le lundi 12 février 2007. C'est au cas où l'ultimatum expirerait sans une solution satisfaisante.

Opposition et Syndicalistes marchant la main dans la main pour une même cause ? Personne n'y aurait sans doute songé auparavant. Mais les circonstances du moment sont-elles que le rapprochement entre ces deux forces est en passe de se réaliser, voire de se renforcer. Ils devraient d'ailleurs se rencontrer hier, mercredi 07 février 2007, en vue, on l'imagine bien, de peaufiner une stratégie commune de lutte. Ce qui n'est pas forcément à l'avantage du Pouvoir en place. Nous y reviendrons.

Hassane Kaba

GRÈVE GÉNÉRALE

MASSACRE DU 22 JANVIER La mission syndicale internationale exige des enquêtes...

Le jeudi 1^{er} février, la mission syndicale internationale conduite par le secrétaire général de la confédération syndicale internationale a animé une conférence de presse à Conakry. Une rencontre qu'elle a mise à profit pour exprimer ses vives préoccupations quant aux tueries enregistrées le 22 janvier dernier lors de la grève générale et illimitée déclenchée par l'inter-centrale CNTG-USTG.

D'entrée, c'est le Dr. Ibrahim Fofana secrétaire général de l'USTG qui prend la parole pour introduire les exposés de ses illustres hôtes syndicalistes. Une occasion pour lui de mettre en exergue le soutien sans faille du Bureau international du travail (BIT), de la confédération syndicale internationale (CSI) fondée au mois de novembre 2006. Sans oublier les organisations syndicales sous-régionales du Mali, du Sénégal, du Togo et du Burkina Faso, qu'ils viennent de témoigner au mouvement syndical guinéen. A ses côtés, le secrétaire général de la confédération syndicale internationale



S/G CSI Guy Ryder

nale de livrer son exposé. Guy Ryder de renchéirir que son organisation vise à apporter la solidarité internationale là où c'est nécessaire. Il constate : « Ce que nous avons vu à la Bourse du travail est choquant et inacceptable. C'est une chose que nous n'allons pas oublier de sitôt. Cela fait 20 ans que l'exercice au sein des mouvements syndicaux, mais le drame que je viens de voir en Guinée, jamais je ne l'ai vu nulle part ailleurs. Nos camarades syndicalistes ont failli perdre la vie... Il faut absolument que la lumière soit faite sur cette affaire afin de punir les coupables. » Pendant leur séjour à Conakry, le secrétaire général de l'Organisation internationale du travail dit être venu pour remettre en route le dialogue social qui ne se fait pas seulement en temps de crise. Il se tient pour prévenir les crises. Pour elle, ces tueries ne sont que la conséquence d'un manque de dialogue social. « On ne moleste pas un syndicaliste. C'est contre les conventions sur les

droits humains », rappelle-t-elle. Elle invite le gouvernement guinéen à respecter les conventions auxquelles il a librement souscrit. Suite à une question, le secrétaire général de la CSI se propose de saisir le Bureau international du travail pour une enquête internationale indépendante, si la commission nationale d'enquête (qui serait déjà opérationnelle) cherchait de faire la lumière sur les événements du 22 janvier ne répond pas aux attentes. S'agissant la casse de la Bourse du travail par les Forces de l'ordre, le secrétaire générale de la CNTG dira qu'une commission est mise en place pour évaluer les dégâts causés. S'adressant aux forces de l'ordre, Hadja Rabiatou Sérah Diallo est claire : « Elles étaient venues pour détruire la Bourse du travail, pour voler. Parce qu'elles ont tout emporté. » Concernant le cas Capitaine Ousmane Conté, le fils du président de la République, Dr. Ibrahim Fofana de l'USTG est catégorique : « C'est à 11 h [ndr : du 22 janvier] que Ousmane Conté et sa bande ont fait irruption à la Bourse du travail. Il a confié une gilet à un Lieutenant qui lui a dit qu'on n'attaque pas les syndicalistes. Avant de dire qu'il va détruire la Bourse du travail. » Le même jour, Dr. Fofana affirme avoir vu dame Chantal Coli devant la Bourse du travail à la tête d'un groupe de bérêts rouge. A la question de savoir si le futur premier ministre chef de gouvernement ne correspond pas à l'esprit des critères pré-définis, le secrétaire général de l'ONSLG Yamoudou Touré ne tergiverse pas : la grève reprend. Autrement dit le recours à l'arme fatale, la rue. Peu avant de quitter Conakry, Guy Ryder a promis de suivre à la loupe l'évolution de la situation en Guinée.

Ismaël Camara

EN FORME/EN PANNE

Par Ismaël Camara
camaraisma2000@yahoo.fr

EN FORME : l'Inter centrale

CNTG-USTG élargie à l'UDTG et l'ONSLG pour les résultats déjà probants auxquels elles sont parvenues. Au sortir d'une grève générale illimitée. Qui a duré 18 jours. En effet, après la signature du protocole d'accord par les syndicalistes, le gouvernement et le patronat, le 27 janvier dernier sous la houlette des institutions républicaines et les responsables religieux, la vie dans le pays reprend peu à peu son cours normal. Les acquis, sans dire déjà au triomphalisme, sont visibles notamment sur le panier de la ménagère. Les prix commencent à baisser aux marchés. (Voir l'article après la grève, ... les prix baissent page 5). Pour peu que la machine mise en branle contre l'interdiction d'exportation des produits agricoles, forestiers et halieutiques ne s'éteint pas avant le mois de décembre prochain date d'expiration de la mesure.

EN PANNE: non décerné

GRÈVE GÉNÉRALE Les confidences d'un agent de police

« Vous les journalistes vous devez dire au président de penser à régler le problème de riz. Hier [09 janvier] on vendait le sac de 50 Kg à 200 mille GNF. Moi je n'ai plus de riz à la maison. Il doit ensuite se défiler de certains de ses collaborateurs véreux qui sont entraînés à agencouiller ce pays. Il doit après cette grève chercher une nouvelle équipe dans le gouvernement capable de stabiliser notre monnaie qui connaît actuellement chaque jour qui passe une chute exponentielle. C'est ce qui fait que les marchés sont chers, étant donné que les gens sont mal payés. Le président est victime de son orgueil sinon même le feu président Sékou Touré lorsqu'il avait le dos au mur, il disait souvent que sa parole n'est pas une montagne. Conté pense que c'est une faiblesse que de se dédire. Pourtant, dès fois, il le faut si l'intérêt supérieur de la nation est menacé. On aurait dû éviter cette grève si les uns et les autres s'étaient concertés. Regardez, moi j'ai failli être cogné par un caillou d'un manifestant. Si ce caillou n'avait atteint ma tête... Ce n'est pas tout, on a faim, on a soif. Les ministres eux sont assis dans des bureaux climatisés. Nous aussi, on a un maro. » Il faut éviter que le 1^{er} jour de la grève, les manifestants ont défoncé les portes d'une boutique au marché de Madina. Ou ils ont emporté ce qu'ils ont pu prendre. Ils ont été rejoints par la suite par certains éléments des forces de l'ordre qui avaient déposé les armes pour se ravitailler - eux aussi. Du côté de Taouyah vers l'hôpital Jean Paul II, un bar café a été attaqué par les forces de l'ordre, alors que les gens y prenaient calmement leur petit déjeuner. Des éléments des forces publiques ont, là aussi tout pris : pain, sardine etc. d'une valeur d'à peu près 100 mille GNF. Dans les mêmes parages, un jeune a été attaqué alors qu'il rentrait chez lui. Il a été brutalisé, fouillé et dépoillé de 350 mille GNF plus son téléphone portable. Du fait de la brutalité, il a été blessé au genou qui aura été opéré aux dernières nouvelles.

I. C.

MÉDIAS 18 jours de grève ou le Off de la presse écrite

La grève générale déclenchée par l'intersyndicale CNTG-USTG le 10 janvier dernier aura touché tous les secteurs d'activités en Guinée. Y compris la presse écrite pourtant considérée comme la meilleure informatrice. Pour les observateurs, les raisons de ces 18 jours de silence témoignent tout simplement de la dépendance de ce médium. Même si notre confrère *Le Lynx* a pu sortir un numéro pendant la grève. En effet, très peu de journaux en Guinée disposent leurs propres imprimeries et de stock d'intrants ne serait-ce que pour un trimestre. Même en temps normal, certains patrons de presse éprouvent de sérieuses difficultés pour imprimer leurs journaux. A tous ces facteurs s'ajou-

tent l'absence de quotidien privé et le manque criard de lecteurs dû à un fort taux d'analphabétisme et à la pauvreté des populations. Voilà pourquoi au cours de la dernière grève et tant d'autres passées, la presse écrite guinéenne a toujours été réduite à observer un Off involontaire. Un silence qui n'aura d'ailleurs pas été apprécié par la population. Qui pense d'ailleurs que c'est en temps de crise que le besoin d'informer devient plus grand. Mais que faire quand l'impossible se dresse ? Maintenant que les prix commencent à baisser, le souhait serait aussi de voir les autorités en charge des médias de songer à revoir en profondeur les problèmes qui assaillent cette corporation considérée comme un pilier non des moindres de la démocratie.

A. Makissa Diallo

LE DIPLOMATE L'autre façon d'informer

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Sanou Kertalla Cissé
E-mail: hawassanou@yahoo.fr
sanouk@redipol.com
Tél: 60 26 98 00

DIRECTEUR DES REDACTIONS
Mamadou S. Condé
REDACTEUR EN CHEF
Talibé Barry

CONSEILLER DES REDACTIONS
Amadou Makissa Diallo
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Ismaël Camara

COMITÉ DE RÉDACTION:
Sanou Kertalla Cissé, Amadou Makissa Diallo, Mamadou S. Condé, Ismaël Camara, Talibé Barry, Monique Curtis, N'na Fatoumata Camara, Mohamed Kanta Soumah Cheick Ahmed Tidiane Diallo,

CHEF SERVICE INFORMATIQUE
Mohamed Traoré
DISTRIBUTION
Mohamed Martin Zounon

SERVICE PHOTOGRAPHIE:
Babacar Touré

SERVICE INFORMATIQUE:
Mohamed Traoré, Oumou Barry, Salietou Coumbassa

MISE EN PAGE:
LE DIPLOMATE
IMPRESSION:
DIGIOLA PRESTATIONS

SIÈGE DU DIPLOMATE :
Sancouali, Commune de Kaloum, Boulevard Jily Diallo, 46 Avenue N°240 / PR/TP/C/2
BP: 2222 Conakry
Tél B: 60 26 97 88 / 30 43 48 90

LE SITE WEB:
www.lediplomateguinee.info
E-mail: gpr@lediplomateguinee.net
COMPTE BANCAIRE:
1000913711018ECOBANK

ACTUALITÉ

NOMINATION D'UN PM

A quoi joue le Chef de l'Etat ?

Fidèle à lui-même, le Chef de l'Etat guinéen continue, du moins quand nous allons sous presse, d'entretenir les suspens autour de la nomination du Premier ministre, chef du gouvernement recommandée par le protocole d'accord tripartite du 27 janvier dernier. « L'homme intègre, patriote, compétent et aux mains propres », décrit par les centrales syndicales CNTG-USTG avant la suspension de la grève générale de 18 jours, reste encore une vue de l'esprit. Et rien ne montre que le Président la République le Général Lansana Conté est pressé de le nommer. Déjouant ainsi les pronostics tout en aggravant davantage le doute collectif quant à sa réelle volonté d'apaiser la tension populaire. Une tension qui est loin d'être retombée après les 18 jours de grève largement suivie et qui s'est soldée par le bilan encore provisoire de plus de 90 morts et 200 blessés. Résultat de la répression barbare et inhumaine des manifestations de masse par les forces de l'ordre et de sécurité. Pourtant, après la publication du décret portant attributions du futur Premier ministre, le mercredi 31 janvier dernier, la nomination de ce dernier est apparue aux yeux de nombre de citoyens comme une question d'heures. Voilà que l'attente se prolonge et les interrogations se multiplient sans trouver réponse. Au point que les uns ne se limitent plus à se questionner sur l'identité de l'homme providentiel mais plutôt sur le respect par le Général Lansana Conté de son engagement de le nommer. Si les autres citoyens ne doutent pas du respect de cet engagement, ils s'inquiètent plutôt de la volonté de Conté à faciliter la tâche au futur Premier ministre. Une inquiétude qui se justifie par la



pluie de décrets qui s'abat ces derniers jours sur les Guinéens. Hormis la nomination d'ambassadeurs ou plutôt le jeu de chaises musicales enregistré au niveau d'une diplomatie au rabais, le président de la République a placé vendredi dernier, un nouveau directeur à la tête du Port autonome de Conakry. Le placement de l'ancien conseiller à la présidence de la République, M. Oulaba Kabassan Kéita fait dire à certains analystes que le Chef de l'Etat est entrain de compenser la "perte" du contrôle de la Banque Centrale de la République de Guinée. En effet, aux termes du protocole d'accord du 27 janvier dernier, cette institution bancaire cesse d'être sous l'autorité directe de la Présidence de la République. L'envoi de cet homme de main au Port autonome qui représente l'une des plus grandes entrées financières pour l'Etat ne serait donc pas fortuit. Sans que ce décret, sauf erreur d'appréciation, est en contraction flagrante avec une des attributions du Premier ministre « qui nomme aux emplois civils ». Ce qui laisse penser que le Chef de l'Etat s'emploie déjà à miner le champ d'action du futur Premier ministre, chef du gouvernement. C'est à se demander si Lansana Conté ne joue pas à dissuader ceux qui ont le profil du portrait-robot dressé par les syndicalistes. Car l'homme nouveau, que ces derniers appellent de

tous leurs vœux dans l'intérêt des Guinéens qui y adhèrent massivement d'ailleurs, aura la lourde charge de porter l'espoir de tout un peuple. Un peuple qui est aujourd'hui convaincu que le Général Lansana Conté ne peut plus leur redonner l'espoir d'un avenir prometteur. En recevant les syndicalistes trois jours après le déclenchement de cette grève, le Chef de l'Etat a d'ailleurs fait cet aveu d'impuissance en ces termes : « Je pense que j'ai fait tout ce que je pouvais pour la Guinée ». Autant admettre que l'attitude que le Chef de l'Etat développe avant même la nomination d'un Premier ministre de consensus est de nature à inciter les meilleurs prépondérants à la prudence voire au rejet d'une éventuelle offre. Par ces temps marqués par la détermination des Guinéens à rompre avec les démons du passé, Lansana Conté serait sage de ne pas souffler sur les braises. Sinon il pourrait encaisser la responsabilité de tout incendie en Guinée. Resterait-il sourd à nouveau à la menace des syndicalistes de relancer lundi prochain le mouvement de grève suspendu le 27 janvier dernier si un nouveau Premier ministre n'était nommé d'ici à dimanche? Attendons de voir.

Talibé Barry

Déclaration de l'UFDG

La grève générale du 10 au 27 janvier 2007 est l'annonce d'un grand bouleversement politique et social en Guinée. En effet les grandioses manifestations à Conakry le 22 janvier 2007 sauvagement réprimées avec plus d'une cinquantaine de morts et des centaines de blessés constituent un tournant historique de l'évolution politique de la Guinée. Cette journée est l'expression de la détermination des Guinéens de marcher dorénavant sur le chemin de la liberté et de renouer avec l'espoir d'une vie meilleure.



Les Guinéens ont prouvé à la face du monde leur capacité collective à revendiquer leurs droits même au prix du sacrifice ultime. Dans toutes les villes de la Guinée, les populations par des manifestations, bravant les forces de l'ordre ont exprimé leur rejet du régime actuel et ont sollicité un changement politique radical. Les jeunes ont payé un lourd tribut durant ces 18 journées de grève générale. L'UFDG s'est impliquée activement dans le soutien à la réussite de la grève générale. De ce point de vue, nous exprimons nos vives félicitations à tous ceux qui ont contribué au succès de la grève générale. Nous nous inclinons devant la mémoire de tous ceux qui sont tombés sous les balles de la garde prétorienne renforcée par des mercenaires étrangers. Nous nous engageons à faire en sorte qu'ils ne soient pas morts pour rien.

En initiant la grève générale, l'inter-centrale syndicale CNTG/USTG élargie à l'ONSLG et l'UDTG a donné une chance pour les forces vives et pour la Guinée. En décidant de porter ses revendications sur le plan politique, le mouvement syndical a créé une véritable unité nationale qu'il faut maintenant maintenir et renforcer. La nomination d'un premier ministre consen-

suel, chef de gouvernement est une brèche ouverte dans le système Conté. Toutefois les contraintes sont multiples et importantes :

Sur le plan institutionnel : il est important que la Loi fondamentale soit amendée afin de permettre au prochain Chef du gouvernement d'avoir les moyens légaux d'assumer ses fonctions conformément aux aspirations des populations guinéennes.

Sur le plan politique : la mise en œuvre des politiques permettant d'assurer la bonne gouvernance et engager des réformes en profondeur pour assainir les finances publiques se heurtera inévitablement aux intérêts occultes et mafieux qui vampirisent l'économie nationale. Or la principale revendication des journées de contestation populaire est l'éradication des facteurs de mal gouvernance dans les rouages de l'appareil administratif et économique de la Guinée. Les résistances au changement seront nombreuses et variées de la part des tenants du système actuel.

Sur le plan économique : le rétablissement des équilibres macro-économiques du pays exige des réformes structurelles importantes et à court terme des

mesures drastiques d'assainissement financier et monétaire sont impérieuses pour juguler l'inflation et rétablir la confiance avec les partenaires au développement. Ainsi un pacte social consolidant les acquis entre les futures autorités dirigeantes et les centrales syndicales est indispensable pour pouvoir concilier à la fois les exigences de la rigueur économique et la satisfaction de la plate-forme des revendications syndicales.

Enfin rien ne sera plus comme avant, la population guinéenne et notamment les jeunes qui sont trop longtemps étouffés et frustrés ont reconquis leur dignité et leur liberté depuis le 22 janvier 2007. Aussi le mouvement populaire de revendication pour un meilleur cadre de vie (santé, emploi, formation, pouvoir d'achat) va continuer à exercer de fortes pressions pour leur satisfaction immédiate. Les populations galvanisées par leurs succès n'hésiteront plus à descendre dans la rue pour se faire entendre.

Il est maintenant indispensable pour maintenir la dynamique ainsi créée et renforcer les acquis de mettre en place un cadre de concertation adéquat regroupant les principaux acteurs de la vie économique, politique et sociale du pays. Les forces vives de la nation doivent aussi conjuguer leurs efforts pour réussir à sortir rapidement de cette crise et remettre le pays sur les rails. La liberté ne se donne pas, il faut se battre pour la conquérir et la maintenir.

Le Président de l'UFDG

El Hadj Ba Mamadou

Conakry le 29 janvier 2007

DECLARATION DE L'U.P.G

Le Bureau politique national de l'U.P.G a suivi avec une très vive attention toutes les phases des négociations entamées entre les centrales syndicales (CNTG, USTG, ONSLG et UDTG) à l'occasion de la grève générale illimitée, observée strictement par l'ensemble du peuple de Guinée sur toute l'étendue du territoire national.



Le Bureau politique national de l'U.P.G approuve totalement et appuie les résultats de ces négociations qui constituent une étape importante vers le changement. Il adresse aux quatre centrales ses vives félicitations. Le Bureau politique national a noté particulièrement que les points principaux des revendications et leurs résultats se sont clairement inscrits dans

violences de toutes sortes qui ont perturbé et endeuillé ces manifestants. Il s'incline pieusement devant la mémoire tragique de toutes les victimes.

Aussi, l'Union pour le Progrès de la Guinée (UPG) tient-il à apporter son ferme soutien sans réserve pour l'application de tous les points des accords dans l'intérêt exclusif de notre peuple.

Le Secrétaire Général du Parti

Hon. Jean Marie Doré

Conakry, le 1^{er} Février 2007

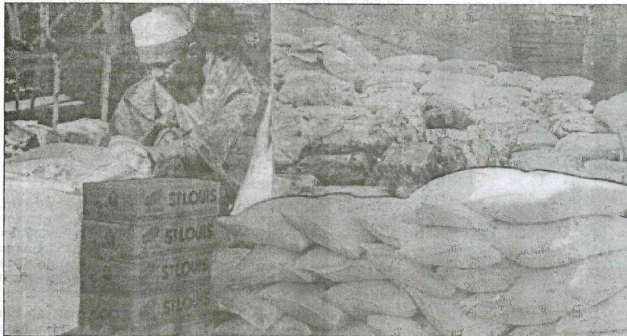
Lisez "Le Diplomate" sur les sites : www.lediplomateguinee.info

DOSSIER

LES MESURES D'INTERDICTION D'EXPORTATION ET DE RÉEXPORTATION DES PRODUITS DE BASE

DÉJÀ LES PREMIERS FRUITS!

Les récentes mesures d'interdiction d'exportation et de réexportation des produits entrant dans l'alimentation de base de la population guinéenne commencent à avoir des répercussions positives sur le panier de la ménagère.



Cette mesure du reste très salubre vise à satisfaire pleinement la demande du marché local qui, auparavant souffrait d'un faible niveau d'approvisionnement, tous nos produits vivriers, halieutiques, forestiers... étaient drainés vers l'extérieur contribuant ainsi, à nourrir les autres pendant que les populations dans notre propre pays, continuent leur descente aux enfers. La crise qui commence à se faire sentir dans certains pays suite à cette mesure, en dit long quant au rôle de grenier que joue notre pays.

Ainsi, nous tirons le chapeau à la Direction du Port autonome de Conakry qui n'a pas voulu autoriser la sortie pour la seule journée d'hier de cinq conteneurs pleins de poissons congelés, du bois, de pommes de terre... prêts pour l'exportation. Ces conteneurs ont été ouverts en présence de tous les travailleurs du Port par

l'inspecteur du PAC qui a immédiatement demandé de faire l'inventaire des produits avant qu'ils ne soient mis sur le marché local.

Selon l'AGP la baisse progressive des prix des produits est observée sur tous les marchés aujourd'hui. A Kindia par exemple, le pot de riz local, pour ne citer que ce produit, qui était vendu à 1000 Fg est redescendu à 750 Fg et pratiquement le constat est le même dans toutes les autres préfectures. Ce qui constitue un soulagement pour les femmes qui étaient durement éprouvées par la cherté des produits au niveau des nos marchés.

"Aujourd'hui le marché est inondé de poissons s'exclame une dame visiblement très contente du retour au marché", ça commence à aller nous a confié une autre, un peu sceptique, "pourvu que ça continue car, ici, chez nous, ceux qui font les lois

sont les premiers à les violer", ajouta-t-elle.

Même le marché de devise dont la flambée avait pris des proportions inquiétantes a progressivement dégringolé. Ces derniers jours le billet de 100 dollars par exemple qui se négociait autour de 700.000 Fg, avoisine actuellement 500 000 et poussière.

Force est de constater que cette mesure favorablement accueillie est une démarche qui profite à tous. Déjà populations et forces de sécurité coopèrent étroitement pour que la mesure ne souffre d'aucune entorse.

En tout cas si elles restent maintenues et appliquées avec toute la rigueur qui sied beaucoup de nos problèmes seront résolus. Une occasion opportune en ce moment de nous porter sur des terrains très porteurs en cessant d'être des alimentaires.

Mamadou Baïlo Barry

INTERDICTION D'EXPORTATION DES PRODUITS DE BASE

LA DOUANE

SOUFFLE-T-ELLE ?

L'arrêté conjoint du 25 janvier dernier signé par les ministres du commerce, de la pêche et de l'agriculture interdisant l'exportation et la réexportation des produits agricoles, halieutiques, forestiers et pétroliers sur le territoire guinéen a été accueilli avec satisfaction par les Guinéens en proie à la misère.

Cette mesure- du moins salubre- concourt à l'autosuffisance alimentaire, gage certain d'un développement. Cet arrêté, qualifié de solution de dernière minute, devrait en tout lieu inspirer les décideurs depuis les premiers signes de misère en Guinée.

Déjà, en l'espace de deux semaines, des résultats retentissants se font sentir à tous les niveaux dont, entre autres, la baisse des prix des denrées de première nécessité, l'appréciation de la monnaie nationale qui gagne peu à peu de sa valeur. Cette mesure, bien qu'étant un ouf de soulagement n'a-t-elle pas d'impacts sur les recettes douanières? Cette question taraude bien des esprits. Pour y répondre, nous avons approché les services de la douane qui, malheureusement, n'ont pas voulu se prêter à nos questions qu'ils jugent officielles. Donc sensibles. Mutisme, quand tu nous tiens!

Pour Soufiana Dabo, Economiste et professeur d'université, « les exportations en Guinée ne sont pratiquement pas soumises à une taxation. Le droit fiscal de sortie est de 2% de la valeur. Donc ce n'est pas aussi important que ça. C'est l'importation par contre qui est taxée puisque dans tous les pays du monde, la théorie économique veut que ce soit l'exportation qui est encouragée. Car plus un pays exporte plus, il s'enrichit. L'exportation, c'est l'excédent après avoir couvert le besoin, et c'est le reste qu'on envoie chez les autres. Et en le faisant, on gagne des recettes en devises qui permettront au pays de faire face à d'autres besoins ». Et d'ajouter, « si le taux de sortie ne se modifie pas à 2%, la valeur à l'exportation serait insignifiante sur les recettes douanières. Par contre à l'importation, il y a beaucoup de choses comme le droit fiscal d'entrée, le droit de douane d'entrée, la TVA... »

Par ailleurs, certains analystes pensent que cette mesure d'interdiction ne peut se pérenniser que par l'implication des populations à la base. Car, soutiennent-ils, nos frontières sont très poreuses. Ceci étant, l'Etat, pour sa part, doit encourager la production et surtout imprimer une nouvelle politique économique afin de permettre au pays de sortir de ce cercle infernal de déficit de vivres qui n'a que trop duré. Pourtant, le pays est très riche...

M.C. Savané

LIRE HOROYA EST BIEN, S'Y ABONNER EST MIEUX

HOROYA - Quotidien national N°6460 du Vendredi 9 Février 2007

KIBANYIN

SYNDICATS

Fory Coco reçoit les syndicalistes " Je n'ai pas peur des syndicats ! "

12 janvier, 14 heures: Rabi Serah, Ibou Faux-Fana, Yamory Touré et affiliés débarquent au Palais du peuple sur invitation de Sompe-la-Pipe et Michou Komando, président du Conseil Comico et Social. Pour continuer la négociation entamée la veille sous l'égide du bureau de l'Assemblée nationale. Les Syndicalistes poireautent et s'énervent quelques minutes dans les couloirs. Surgit Sompe-la-Pipe: " Ne vous énervez pas. Le temps presse. Le chef de l'Etat doit vous recevoir sous peu. Nous vous prions d'accepter qu'on aille directement à la Présidence". Rabi calme son monde. "Allons-y!" lance Ibou Faux Fana. Ils abandonnent Sompe et Michou et foncent à la Cocoteraie. Les voilà en face du Ministère des Finances. Personne n'est là pour les introduire chez Fory Coco. Ils rebroussement chemin et filent à la "Bourse du Travail". Quelques minutes plus tard, un membre du protocole de la Cocoteraie téléphone. "Il faut venir". "Nous ne bougerons pas d'ici. Que celui qui veut nous voir vienne nous trouver sur place". Le bonhomme débarque un quart d'heure plus tard. "Le Président vous attend. Allons-y". Rabi Faux-Fana et son petit monde débarque à la Cocoteraie.

L'avis de grève

Selon les maux d'Ibou Faux-Fana, ils ont trouvé Fory Coco assis au milieu de chaises vides, de bérêts aux yeux rouges ainsi qu'un membre du protocole... cole. Faux-dé Bangoura, Sompe-la-pipe et le Général Keriaila Camara étaient annoncés, mais Fory Coco a dû préférer la solitude. "Je vous écoute" a-t-il lancé.

Et c'est parti pour une heure de bavardage. Rabi Sera a offert un merci à Fory Coco pour avoir accepté de les recevoir. Elle lui a détaillé le contenu de l'avis de grève avec un accent particulier sur les préalables non négociables à savoir, le retour de Mamadou Scylla et Aïdjanna Faux-dé au gnot, la réhabilitation du décret mettant Ibou Keira des Transports poussifs à la touche et l'amélioration des conditions de vie du Guinéen. Elle a déploré au nom du mouvement syndical, la cacophonie au sommet de la Forygouvernance.

Ibou Faux-Fana a pris la parole en second ressort. Il a dit à Fory Coco qu'il a fait beaucoup pour le pays, certes, mais, que la classe ouvrière a constaté ces derniers temps que son état de santé a commencé à inquiéter plus d'un. "Monsieur le Président, nous sommes venus à la compréhension que

malgré la volonté que vous avez de servir notre pays, vous avez aujourd'hui des difficultés. Il faut vous vous reposer. Vous avez préservé la Guinée de la guerre. C'est un mérite qu'on vous reconnaît. Mais la situation économique et sociale, la crise économique que le pays traverse aujourd'hui, indiquent que malgré votre volonté de servir le pays, vous n'arrivez plus à le faire comme vous le faisiez avant. Raison pour laquelle, nous, en tant que mouvement syndical, porte-parole des sans voix, ceux qui n'ont pas la possibilité de vous voir pour vous dire ce qui se chuchote, nous voulons vous dire respectueusement que votre état de santé ne vous permet plus de continuer à assumer les fonctions qui vous sont confiées. Nous vous demandons de bien vouloir comprendre notre message qui est de vous dire de bien vouloir prendre votre congé pour vous reposer parce que nous avons le souci de votre santé". Ibou-Faux fana a dit à Fory Coco que ses camarades et lui sont dans l'obligation de lui dire "toutes ces vérités simplement parce que les Institutions Républicaines n'assument pas leur devoir vis-à-vis de la loi. L'équipe gouvernementale en place ne peut pas faire l'affaire de la Guinée. Nous demandons un changement radical".

Fory Coco de rétorquer: "Vous êtes en train de me critiquer sans me connaître. Vous ne pouvez pas vous mobiliser derrière quelqu'un sans le connaître. Pourquoi allez-vous dans des actions parrillées sans venir me rencontrer et me dire ce qui ne va pas dans le pays?". Ibou Faux Fana revient à la charge: "C'est parce que nous pensions trouver en vos proches collaborateurs, des intermédiaires efficaces".

Rentrer au village

"Non!" tranche Fory Coco "c'est votre faute. Si vous voulez me voir, vous pouvez me voir. Moi, je ne commande pas la Guinée, je dirige la Guinée. Je ne sers pas les Guinéens, mais je sers la Guinée. Depuis novembre 1958, je n'ai été qu'un serviteur de la Guinée. Si vous voulez m'aider, il faut que vous m'aidiez à servir la Guinée. Maintenant, si vous ne voulez pas m'aider, c'est très simple. Demandez que je rentre dans mon village. J'ai eu à dire devant Dieu, quand j'ai été élu comme Président, que je jour où je ne serai plus en mesure d'aider la Guinée, que Dieu me ramène dans mon village tranquillement. Je n'ai pas peur des syndicats".

Fory Coco marque une pause, change de tableau et se décrit: "Moi, je suis militaire, j'aime la lutte et j'aime le combat. Si vous êtes forts en tant que mouvement syndical, continuez à me combattre pour que je parte! Je suis convaincu d'une chose, c'est que je n'ai fait de mal à personne en Guinée. Je ne suis jamais en faute, et même si vous

comme s'il voulait pleurer. Il a dit qu'il est prêt à vendre tout ce qu'il a pour ne pas qu'il ait honte. Il a dit que s'il doit partir, il faut qu'il aille honorablement. Il dit que c'est Dieu qui l'a mis là où il est, seul Dieu peut l'enlever là où il est. Il a dit que les partis politiques ont toujours perdu leur temps à l'attaquer et qu'ils perdront leur temps à l'attaquer. Ou'ils ne

mouvement pour aller jusqu'à la victoire finale. Le Président nous a demandé d'écrire toutes nos revendications, nous allons le faire et lui déposer le document. Mais, la grève continue" conclusion d'Ibou Faux Fana. Applaudissements et ovations dans la salle.

20h-22heures. Des émeutes débutent sur le tronçon Hamdallaye-Bambeto-Cosa. Des jeunes manifestants, révoltés de voir rouler taxis, magbanas et bus érigent des barricades et lancent des cailloux aux véhicules. On dénombre quelques cas de casses de pare-brise. Les farces de l'ordre envahissent les quartiers "turbulents" pour une opération arrestations et "botter les fesses". Quelques infortunés sont cueillis et trimballés dans le bunker de la Compagnie Mobile d'Intervention et de Sécurité (CMIS) à Kameron.

Le 13 janvier, 10 heures. Au siège de l'USTG (Union Syndicale des Travailleurs de Guinée), un comité de réflexion peaufine le papier à remettre à Fory Coco. Rabi Sera Diallo, Ibou Faux Fana étaient pendant ce temps à la Grande Mosquée Fayçal pour rencontrer les Imams. La réunion a été reportée pour mardi sur demande des mollahs.

14 heures. Quelques mouvements sporadiques vers le quartier Koloma. Les farces de l'ordre débarquent pour mettre de l'ordre. On parle d'arrestations.

16h40: un comité de réflexion sur le "sit-in" prévu le 15 janvier par la société civile est à l'œuvre au siège du Conseil National des Organisations de la Société Civile à Dixinn Bora. Soudain, des agents de la CMIS munis de joujou de feu et de grenades lacrymogènes y font irruption pour ramasser sept jeunes. Qu'ils ont embarqué pour la Sûreté Urbaine de Conakry. Rabi Sera, Ibou Faux Fana qui tenaient une réunion avec le collectif des quatorze partis politiques à la Bourse du Travail pour les préparatifs du "sit-in" du 15 janvier, suspendent la réunion. Rejoint par Ben Sékou Sylla, ils débarquent à la Sûreté Urbaine de Conakry pour se constituer prisonniers. "Ou vous libérez nos jeunes, ou vous nous emprisonnez aussi!" aurait clamé la Rabi. Tractations. Négociations. Cap sur Coléah, à la Direction Nationale de la fiscalité. Attroupements sous azimuts. Les prisonniers sont libérés. Il était l'heure du matin. Bonjour!

Abou Bakr



m'envoie des doléances, sachez que ce ne sont pas les ordres des syndicats que je vais exécuter. C'est pas les syndicalistes qui m'ont mis au pouvoir, et le syndicat ne peut rien contre moi. Je n'aimerais pas que vous me poussiez à vous répondre. Si je vous réponds, vous allez tous rentrer dans vos coquilles".

Tu es méchante

Encore un pause, Fory Coco fait face au groupe: "Il paraît que vous êtes en grève? Mais, pourquoi vous êtes en grève?". Rabi Sera revient sur les explications préliminaires. Fory Coco toise la Rabi: "Tu es méchante, toi! Pourquoi tu es contre moi? Si vous voulez construire la Guinée, il faut que vous me fassiez des propositions écrites. Allez écrire tout ce que vous voulez, je vais prendre des actes à partir de ce que vous allez m'envoyer. Mais, ne vous mettez pas en tête que je serai en train d'exécuter les ordres du syndicat. Si vous pensez que c'est une grève qui va arranger les choses, allez-y! En tout cas, moi je ne suis pas en grève. Merci!" aurait conclu Fory Coco.

Après ce compte rendu, Ibou Faux-Fana a tenu à tirer au moins une conclusion de la rencontre avec Fory Coco: "On a vu le Président de la République dans un état, c'est

pourront rien contre lui. Il dit que les syndicats connaîtront le même résultat".

Il n'est pas informé

Rabi Sera Diallo, pour un grain de sel: "Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que nous avons constaté que personne ne l'informe de tout ce qui se passe. Quand on lui a dit que nous avons fait beaucoup de démarches pour le rencontrer, il dit que c'est pas vrai! Le Président n'est pas informé objectivement de la situation dans le pays. Il ne savait pas qu'il y a grève! Nous voyions le chef du protocole lui souffler des choses de temps en temps. Il y a des petits détails de la rencontre qu'on ne peut pas développer ici pour le respect dû au chef".

Pour Yamodou Touré "La Guinée traverse une crise profonde, très profonde qui doit nous interpellé tous, non pas en tant que syndicalistes, mais en tant qu'êtres humains, en tant que fils et filles de ce pays. Nous devons réfléchir à la stratégie à adopter pour qu'il y ait un véritable sursaut national face à la situation. Lors de l'entretien avec le Président de la République, il y a une membre de notre groupe qui pleurait parce que la femme a pitié. L'atmosphère était triste".

"La grève continue. Nous devons radicaliser le

Illustration n°28 : extrait du Lynx

LA GRÈVE

SOCIÉTÉ

Grève des syndicaux

Conacrim, ville morte

LA GRÈVE

KALOUM

15 janvier-11 heures : La marche pacifique du Conseil National des Organisations de la Société Civile, auquel a adhéré 14 partis politiques de l'opposition, est interdite par l'Amadou, le Camara, Gouverneur de Cona-cris. Ben Sékou Sylla, le mariou de l'Alliance citoyenne propose, en lieu et place, des prières et lectures de Saint Coran dans les mosquées. Des jeunes manifestants, mécontents, prennent d'assaut la nationale Ratoma-Enco 5, pour arroser de pierres les rares usagers de la circulation. Chaussées barrières par des troncs d'arbres.

MATOTO

Le mouvement embrase la Commune de Matoto. Enta, Kissoussou la Cimenterie. Les farces de l'ordre débarquent avec grenades lacrymogènes et ceinturons. Coups de sommation avec balles réelles, pour disperser les émeutiers. Il s'en suit de violents affrontements à Hamdallaye-Pharmacie, Bambeto, Cosa, Enco 5, Cimenterie, Matoto, Concasseur... Les farces de l'ordre opèrent des arrestations.

Les préalables

16h30: Rabi Sérah Diallo de la CNTG et Ibou Faux Fana de l'USTG sont reçus par Fory, à la Cocoteraie. A côté de lui, Ibou Keira, ministre contesté des Transports, Général Kerafella Camara alias Bakalla, le chef des Tas majeurs. Les syndica-réateurs déposent à Fory Cocco le document qui propose la sortie de crise qu'il leur avait réclamé, lors de la rencontre du vendredi 12 janvier. Quatre préalables dans ce document. Le premier concerne « la mise en place d'un gouvernement de large consensus, dirigé par un Premier Ministre, chef du Gouvernement, nommé par vous et qui, investi de votre confiance aura pour missions principales la relance de l'économie nationale, la restructuration de toute l'administration et l'amélioration de l'image de la Guinée. Cet acte vous permettra, Excellence Monsieur le Président de la République, de prendre votre retraite afin de mieux ménager votre santé. Ce Premier Ministre doit être un haut cadre civil, compétent, intègre et qui ne s'est ni de près, ni de loin, impliqué dans des malversations ». Le second point concerne « le respect du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire, notamment dans le

cadre de la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics. C'est dans ce cadre que les centrales syndicales demandent la continuation normale de la procédure judiciaire contre Mamadou Sylla et Fodé Soumah ainsi que tous les autres prédateurs de l'économie dans les secteurs de la Douane, de l'ANAIM, du Port Autonome, des Impôts et de la BCRG ». Dans le troisième point du document, les syndicaux exigent « le soutien du pouvoir d'achat des populations en général et des travailleurs en particulier par la réduction du prix

promotion de l'emploi des jeunes diplômés des institutions d'enseignement supérieures, professionnelles et techniques en leur accordant la priorité dans le recrutement.

La réponse

Fory Cocco, le papier entre les mains, dit à ses hôtes : « Bon, moi aussi je suis en grève ! Parce que je suis Guinéen. Si vous voulez que j'examine ce document, il faut que vous leviez le mot d'ordre de grève. Sinon, je ne travaillerais pas. D'accord ! ». Les hôtes prennent congé de lui. Il interpellé

10 heures: Rencontre du collège des imams de la capitale et des patrons de l'inter-Centrale CNTG-USTG-ONSLG à la Mosquée Fayçal. Rabi Sérah Diallo remet aux hommes de Dieu, le document de proposition de sortie de crise, déposé la veille à Fory Cocco. Mohamed Conté, Secrétaire général-adjoint de la Ligue Islamique Nationale, introduit le débat: « Les Imams me chargent de vous dire qu'ils souhaiteraient que nous attendions la réponse du Chef de l'Etat, le Général Lansana Conté, à vos propositions, avant d'entreprendre notre réunion. C'est le premier magistrat du pays. S'il promet de faire des propositions, la sagesse exige que nous attendions qu'il paracheve son œuvre ».

Yamor Touré la bosse de l'ONSLG, n'a pas tardé à lever la main. « Ce papier reflète l'aspiration de tous les travailleurs de la Guinée. Aidez le Chef de l'Etat à examiner ce document le plus vite possible, avant qu'il soit trop tard ».

Rabi Sérah se déclare surprise par le volte face des imams. « La dernière fois, les imams avaient un langage autre que celui que vous nous tenez aujourd'hui. Or, si nous sommes venus vers vous, c'est pour tenir compte de votre position stratégique dans le pays. Vous ne pouvez pas dire quelque chose au Président et qu'il refuse. Il est temps que vous le voyiez pour l'aider à étudier ce document. Il est pris en otage par une poignée d'individus qui se beurrent sur son dos. On n'a pas dit qu'il ne sera pas Président, c'est un élu du peuple, son mandat n'est pas terminé. Nous voulons juste qu'il change d'équipe. Aidez-nous à lui faire comprendre cela ». Biro Barry de la CNTG « calme » le jeu: « Je sais que vous les imams, vous êtes prêts à vous impliquer, parce qu'il s'agit d'une crise qui englobe tous les secteurs. Il faut que le Chef de l'Etat réagisse. Faites le réagir pendant qu'il est encore temps. On ne peut pas négocier dans le feu et dans le sang ». Ibou Faux-Fana de l'USTG rappelle aux imams que le conflit livrierien a commencé sur une mésestante religieuse. Les syndicalistes codivoriens, quoique alertés, n'ont pas agi à temps. Il a demandé aux imams d'éviter de tomber dans un tel piège. « Quand la souffrance atteint des limites, le peuple peut braver même l'armée. Ne restez pas assis jusqu'à ce que cela soit trop tard. Agissez maintenant ! Il n'y a que vous qui incarniez la sagesse. Le Gouvernement nous en veut

de l'avoir « contourné » pour aller directement voir le Président. Ils ne vont rien faire pour calmer. Agissez avant qu'il ne soit trop tard ! »

Visiblement sonnés, les imams demandent un huis-clos. Quinze minutes de conciliabules, puis ils reviennent. Mohamed Conté, au nom du collège des imams, dit que les mollahs sont solidaires du mouvement de revendications. « Nous allons nous atteler à faire comprendre au gouvernement que votre combat est noble et juste. Pour cela, nous allons examiner minutieusement ce document, en vue d'en extraire la sève qui constituera la base de notre réflexion, en vue de trouver une issue heureuse à ce problème ». El Hadj Ibrahim Bah, le grand imam de la Mosquée Fayçal de Cona-cris, présente des excuses pour tous les écarts de langage des mollahs, à commencer par les envoies du Secrétaire Général de la Ligue Islamique dans les émissions de la radio et la télévision, à propos de la grève.

« On a peur du chef, mais la peur de Dieu est encore plus grande. Nous sommes avec vous et nous faisons notre devoir, parce que nous ne voulons pas être absents des bénédictions lors de l'atteinte du mieux-être du peuple de Guinée que nous aimons tant », dit le Grand imam. Il clôt la rencontre par des bénédictions.

Sompe à la Télé-Coco

A 20 heures. Sompe-lapape, porte-parole de Fory Cocco, sur les ondes de la Télé-Coco, donne la réponse au document des syndicaux, Fory Cocco accepte, dit-il, les points 3 et 4 relatifs à l'amélioration des conditions de vie des Guinéens. Cependant, il promet d'étudier les points 1 et 2 relatifs à la réforme constitutionnelle et à la séparation des pouvoirs dans le fonctionnement des institutions républicaines. La prestation du Président de l'Assemblée nationale au nom du Président de l'Exécutif, met le feu aux poudres. Des jeunes du quartier Boulbinet, excédés par la réponse de Fory Cocco, prennent d'assaut la Bourse du Travail, pour une manif de soutien au mouvement syndical. Ils proposent une marche de protestations dans la commune du Kaloum. La Rabi et Ibou Faux-fana, calment le jeu. Promettant une marche bruyante le lendemain.

10h-14h. Turbulences à Koloma et Dar-Es-Salaam. Les farces de l'ordre entrent même dans les concessions pour opérer des arrestations.

16 janvier KOLOMA

10h-14h. Turbulences à Koloma et Dar-Es-Salaam. Les farces de l'ordre entrent même dans les concessions pour opérer des arrestations.

Bilan de la journée

20 heures: Mamadi le Mansaré-adjoint de la Sûreté urbaine de Cona-cris fait le bilan de la journée, sur les ondes de la Télé-Coco: « Nous avons procédé à l'interpellation de 61 personnes. Nous allons procéder au tamisage afin de libérer ceux qui ne sont pas fautifs et traduire en justice les coupables ».

Quatrième point. Ils demandent l'application intégrale des accords signés entre le Gouvernement, le Patronat et les syndicats au niveau du rétablissement de la valeur de la monnaie, en vue d'une réelle maîtrise de l'inflation, le relèvement de l'âge de la retraite, le rapatriement en Guinée des avoirs en devises des promoteurs économiques et des sociétés minières en particulier, la signature des textes d'application du statut particulier de l'éducation, la protection sociale des travailleurs de tous les secteurs, l'accélération de la migration des contractuels enseignants, l'arrêt des tracasseries policières à l'endroit des véhicules de transport, la

Patron!! PAPIER À SIGNER

TE NE SAIS PAS QUE C'EST LA GRÈVE "GÉNÉRAL" C...

du carburant à la pompe à 3.500 francs guinéens le litre d'essence, du gasoil et du pétrole lampant ainsi que du prix du transport. L'arrêt immédiat des exportations des denrées alimentaires et produits halieutiques et forestiers pour une période d'un an au moins, le relèvement de la pension de retraite sur la base de 80% du salaire indiciaire et son paiement mensuel, la réduction du prix du riz à 70.000 FG le sac de 50 kg avec un taux de brisure de 25% ».

Page 6

(Suite à la page 6)

-La gestion de l'espace journalistique

Le journal organise son espace interne mais aussi son espace externe mis en relation avec les informations données sur l'événement. La construction de l'espace rédactionnel est essentielle à la compréhension des informations. La page ne repose plus seulement sur la linéarité du temps, mais sur la possibilité de percevoir simultanément toutes les informations qu'elle contient. Un lien essentiel unit un énoncé du journal et la forme qui le fait apparaître sur la page. Souvent, les informations se mettent à exister dès lors qu'elles sont en « Colocation » (Jamet, Jannet, 1999), elles prennent leur valeur, leur importance les unes par rapport aux autres. Dans le traitement médiatique de la grève générale de 2007, la pluralité des thématiques évoquées n'est réellement appréhendable que par l'analyse de cette mise en « colocations ». Dans les exemples que nous avons pris précédemment, *L'Indépendant* met en parallèle deux articles plus une déclaration de menace de reprise de la grève qui font sens individuellement mais prennent encore plus de sens ensemble. La thématique est celle de la nomination du premier ministre de consensus et la sortie de crise du pays. Ainsi on retrouve un article d'analyse intitulé « Les accords tiendront-ils la route ? », une autre analyse du même auteur Hassane Kaba, le rédacteur en chef du journal, intitulée « Syndicalistes et Opposition réunis pour une même cause » et un encadré, « Déclaration de l'Inter-centrale CNTG-USTG élargie à l'ONSLG et UDTG ». Ces articles sont assortis de deux photographies d'Ibrahima FOFANA secrétaire général de l'USTG et Aboubacar SOMPARE, président de l'Assemblée Nationale dans le premier article et une photographie de Bâ Mamadou, premier opposant en Guinée et porte-parole de l'opposition pendant la crise. De la même manière, dans *Le Diplomate*, la page 2 est un reportage sur la conférence de presse tenue par la mission syndicale internationale à travers le secrétaire général de la confédération syndicale internationale, suite à la répression violente des manifestations du 22 janvier. Ce reportage est mis en parallèle avec une analyse sur le retard de la nomination d'un premier ministre chef de gouvernement, un engagement pris par le président de la République suite aux négociations avec les représentants syndicaux.

De la même manière, *Le Lynx* du 15-22 janvier met en parallèle sur ses pages 5 et 6 un reportage sur le déroulement de la grève à Conakry avec ce titre « Conacrim, ville morte » et une analyse intitulée « Je n'ai pas peur des syndicats ! » qui suggère que le président ne réalise pas la gravité de la situation et même qu'il n'est pas au courant de ce qui se passe dans

le pays. En faisant un résumé de leur rencontre avec le président de la République, Rabiadou Serra explique :

« *Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que nous avons constaté que personne ne l'informe de tout ce qui se passe. Quand on lui a dit que nous avons fait beaucoup de démarches pour le rencontrer, il dit que ce n'est pas vrai ! Le président n'est pas informé objectivement de la situation dans le pays. Il ne savait pas qu'il y a grève....* »¹⁴³

Cette opposition au niveau de la mise en page révèle, une espèce de division sémantique qui est une manière de dire ou de montrer que le Président n'a pas l'air de comprendre le degré de gravité de la situation dans le pays.

Horoya, dans son numéro 6460 du 9 février, publie un dossier sur l'interdiction d'exportation des denrées alimentaires de première nécessité. Cette interdiction était l'un des points de l'accord signé entre le gouvernement et les syndicalistes avant la suspension de la grève. A la page 6 de ce numéro, le journal met en parallèle deux articles portants sur les résultats de la mesure. Le premier article intitulé « Déjà les premiers fruits ! » relate comment ces mesures d'interdiction « *commencent à avoir des répercussions positives sur le panier de la ménagère* »¹⁴⁴. Dans le deuxième article, intitulé « La douane souffle-t-elle ? », le chapeau indique que l'arrêté conjoint signé par les ministres du commerce, de la pêche et de l'agriculture interdisant « *l'exportation et la réexportation des produits agricoles, halieutiques, forestiers et pétroliers sur le territoire guinéen a été accueilli avec satisfaction par les Guinéens en proie à la misère* »¹⁴⁵.

Comme nous le voyons, à ce moment de la crise, les journaux privés publient des informations relatives aux interrogations quand à l'aboutissement des accords signés pour une sorti de la crise, (« Les accords tiendront-ils-la route ? » pour *l'Indépendant*, « A quoi joue le chef de l'Etat ? » pour *Le Diplomate*) ou sur la tension qui règne dans le pays suite à la répression violente des manifestations (« La mission syndicale internationale exige des enquêtes... », pour *Le Diplomate* ou encore l'entêtement et l'incapacité du chef de l'Etat « Je n'ai pas peur des syndicats ! », pour *Le Lynx*. *Horoya* de son côté, choisi de mettre en avant les aspects positifs de la situation notamment l'interdiction d'exportation des produits de base de l'alimentation des la population entraînant ainsi la baisse des prix, donc le soulagement et la satisfaction des Guinéens. Dans l'article intitulé « La douane souffle-t-elle ? », M.C.

¹⁴³ Rabiadou Serah Diallo, citée par Abou Bakr, *Le Lynx* du 15-22 janvier 2007, p. 5.

¹⁴⁴ Mamadou Bailo Barry, « Déjà les premiers fruits ! » *Horoya* n°6460 du 9 février 2007, p. 6.

¹⁴⁵ M.C. Savané, « La Douane souffle-t-elle ? », *Horoya* n°6460 du 9 février 2007, p. 6.

Savané indique «... qu'en l'espace de deux semaines, des résultats retentissants se font à tous les niveaux dont, entre autres, la baisse des prix des denrées de première nécessité, l'appréciation de la monnaie nationale qui gagne peu à peu de la valeur »¹⁴⁶.

Le matraquage médiatique suscité par la particularité de l'événement tend parfois à noyer les informations les plus importantes dans un flux de détails et empêche d'avoir une approche globale et objective de l'événement. Ainsi, le nombre conséquent (par rapport aux nombres de numéros publiés) d'articles consacrés à la crise mais surtout leur mise en page complexifiée par la pluralité de données ont tendance à noyer les données importantes dans le flux d'informations. C'est notamment le cas dans *L'Indépendant* dans son numéro du 1^{er} février 2007 où on retrouve à la page 3, deux articles, deux brèves et cinq réactions de citoyens qui commentent l'actualité en l'occurrence la grève. Le contenu de ces documents est varié, ils traitent de la réaction de citoyens face à l'évènement, la pression de la rue sur le chef de l'Etat, une analyse qui traite d'éventuels conflits ou du moins des difficultés de cohabitation entre le président de la République et son future premier ministre et chef de gouvernement. Ici la mise en page est très dense, ce qui rend plus compliqué l'appréhension des faits par le lecteur.

La « mise en scène de l'information » (Jamet, Jannet, 1999) repose sur l'utilisation des propriétés journalistiques pour faire apparaître des relations de ressemblance, d'ordre, de différence entre des ensembles d'informations donnés. Les colonnes introduisent une forme de lecture verticale complémentaire à la lecture horizontale, une logique d'appréhension des informations. Le jeu sur la longueur et la largeur des colonnes participe de plus en plus à la différenciation des informations les unes par rapport aux autres. Ceci est particulièrement explicite dans l'exemple de *L'Indépendant* du 8 février 2007. En effet, la thématique principale se trouve sur le premier article de la page « Les accords tiendront-ils la route ? ». L'article occupe la moitié de la page et il est complété par les photographies. Les deux autres documents, par leur positionnement, viennent parfaire cet article. L'encadré « Déclaration de Inter-central CNTG-USTG élargie à l'ONSLG et UDTG » donne des informations complémentaires sur la thématique évoquée. L'article portant sur le ralliement de quatorze partis de l'opposition à la cause des syndicats donne un poids supplémentaire à la grève. Le choix de l'emplacement attribue donc une valeur à l'information. Le sens de l'événement est construit par la différenciation des surfaces car tout tend à être mis en valeur et à être lu. Un

¹⁴⁶ M.C. Savané, *Op. cit.*

encadré attire davantage l'attention du fait de la taille de l'article et de la colonisation du fond, c'est une information immédiatement appréhendable. Une mise en page ordonnée, équilibrée comme celle du *Lynx*, de *L'Indépendant*, du *Diplomate* ou d'*Horoya* produit l'effet d'une certaine maîtrise du réel, le journal ordonne les faits pour les lecteurs et les domine. La place des photographies est aussi essentielle : elles sont souvent positionnées à une extrémité de l'article, elles forment des unités de sens qui donnent une interprétation particulière de l'article.

-Le rubriquage

L'espace du journal constitue l'unité la plus vaste dans laquelle d'autres niveaux d'unités viennent s'imbriquer : la rubrique et l'article (Jamet et Jannet, 1999).

L'article de presse est toujours situé dans une rubrique, ce qui lui donne une place particulière au sein du journal. Il est également très important de tenir compte de sa mise en page qui contribue largement à déterminer l'importance accordée par le journal au sujet proposé. Certaines rubriques sont considérées comme des titres. Ainsi, *Le Diplomate* utilise un rubriquage explicite : « Grève générale illimitée » (numéro du 30 janvier 2007), « Grève générale » (numéro du 6 février 2007). *Le Lynx*, *L'Indépendant* et *Horoya* utilisent un rubriquage moins précis, les informations relatives à la grève sont situées dans la rubrique « Société » pour *le Lynx* alors que *l'Indépendant* et *Horoya* les placent dans la rubrique « actualité ». A l'origine créées pour diviser le journal et permettre une lecture plus aisée et segmentée, les rubriques sont très précises de nos jours et permettent de replacer l'événement dans un contexte spatial, temporel et sociopolitique précis. Elles donnent ainsi des informations non négligeables sur l'événement. (Gilles DEMEURE, 2009).

Le grand format permet de retenir un certain nombre d'informations à la Une et produit un effet de représentation d'une réalité multiple. La Une est considérée comme la vitrine du journal, elle relève du concept d'ouverture. En effet, elle ouvre sur le monde informationnel, les informations essentielles y sont organisées pour faciliter l'appréhension de l'information par le lecteur. Ainsi, le journal *Horoya* contrairement aux autres titres du corpus a consacré ses Unes sur des sujets moins polémiques. Le journal consacre ainsi deux Unes à la nomination du nouveau premier ministre : « Enfin l'homme de consensus » publié le 28 février et « Une visite éclair » publié le 1^{er} mars, qui faisait référence à la visite du nouveau premier ministre aux syndicats. Le journal consacre deux autres Unes à l'interdiction

d'exportation des produits vivriers de première nécessité qui rentraient dans le cadre des efforts de réduction des prix des produits alimentaires sur les marchés nationaux.

Les Unes de l'hebdomadaire *Le Diplomate* ainsi que ses premières de couverture visent une information unique relative à la grève, et la photographie y prend une place importante, la majorité des articles sont illustrés. Ainsi le journal met à sa Une du 30 janvier, « Grève générale : la terreur et le sang ». Contrairement à cela, *L'Indépendant* et *Le Lynx* proposent des Unes à entrée multiple dans le journal. *Le Lynx* du 5 février 2007 propose quatre entrées par rapport à l'événement : La répression du 22 janvier, le décret de nomination du premier ministre, la visite de la Confédération Syndicale Internationale à Conakry et celle du président bissau guinéen de l'époque, Nino Viera. Cette page nous présente également le sommaire de l'édition. La Une procure ainsi au lecteur un outil pour entrer dans le journal, elle l'aide à s'orienter.

Les Unes mettent en exergue plusieurs sortes de titres qui sont la première chose que le lecteur voit avant d'accéder à l'information à proprement parler. De nombreux journaux ont parlé de la grève générale les semaines qui l'ont suivi. Le titre doit donc se démarquer et pour cela il doit intriguer et attirer l'attention du lecteur. On retrouve ainsi différents types de titres dans la presse écrite où l'évocation du vocabulaire prend davantage de sens par l'aspect écrit du support médiatique.

Tableau n°7 : Aspect écrit du support médiatique

Aspect	Titre	Journal	Date
Informatif	« La nomination du premier ministre tarde »	<i>L'Indépendant</i>	8 février 2007
	« Lansana Kouyaté aux commandes »,	<i>L'Indépendant</i>	1 mars 2007
	« Des mesures salutaires »	<i>Horoya</i>	5 février 2007.
Incitatifs	« Enfin l'Homme de consensus »	<i>Horoya</i>	28 février 2007
	« La terreur et le sang »	<i>Le Diplomate</i>	30 janvier 2007
	« La grève qui a fait trembler la Guinée »	<i>L'Indépendant</i>	1 ^{er} février
	« Le pays retient son souffle »	<i>L'Indépendant</i>	15 mars
Exclamatifs	« Quand Conté joue avec le feu... »	<i>Le Diplomate</i>	6 février 2007
	« Ça mars pas fort ! »	<i>Le Lynx</i>	26 mars 2007
Explicatifs	« A Khadan ! »	<i>Le Lynx</i>	15-22 janvier 2007
	« Pourquoi Conté a refoulé les syndicalistes »	<i>Le Diplomate</i>	9 janvier 2007

Les pages internes sont fermées par les titres des rubriques qui les recouvrent, les autres sont ouvertes à n'importe quel type d'information. L'accès aux pages internes et la nature de l'information, en Une leur présence est leur valeur. Le format permet donc surtout de produire une image et une visibilité du journal par rapport à ses concurrents. La tendance actuelle de la presse écrite et plus particulièrement face à un événement d'une telle ampleur, est de permettre au lecteur de rentrer dans l'édition directement par la rubrique qui l'intéresse et de lire une information stratifiée à plusieurs niveaux : la rubrique ouvre sur un surtitre, le titre de l'article, le chapeau, les intertitres... autant de dénominations qui balisent la lecture. Ces différents niveaux de lecture sont adaptés à l'exceptionnalité de l'événement. Le terme « Actualité » est utilisé indistinctement pour désigner une rubrique ou une sous rubrique. De même, l'image semble parfois nécessaire pour introduire la thématique de grève, c'est notamment dans le cas du *Lynx* qui propose une caricature d'un groupe de personnes en colère ou encore une image de balance pour évoquer l'affaire judiciaire en lien avec la grève. Ces images sont mises en tête de page, comme une nouvelle forme de rubriquage. En effet, l'unité du journal propose un ordre de lecture divisé en sous- unités rédactionnelles qui sous tendent l'organisation de l'ensemble pour baliser la lecture. Elles représentent un sous-ensemble du journal, comportent un certain nombre d'articles sur un thème ou un lieu qui se répète régulièrement et sont marquées sur le plan topographique et typographique par un titre aisément repérable.

Cette mise en rubrique constitue un système de référence dans lequel s'inscrivent des contenus. Chaque journal institue un ordre de classement sujet à différentes modifications en fonction de l'actualité. Si la mise en rubrique ne saurait être la classification du monde réel, malgré tout c'est elle qui, en premier lieu, transforme les contenus du journal en réalité. Le journal propose donc à ses lecteurs un regard sur le monde morcelé en classes thématiques, événementielles, ou encore géographiques. L'événement peut être situé dans les rubriques « Politique », « Société » ou « Economie » par exemple. Les rubriques fonctionnent comme des items d'un catalogue et contribuent à l'élaboration de sens de l'information par le renvoi à l'existence d'un référent supposé connu. La première information apparaîtra en priorité, induite par sa seule valeur informationnelle, puis le classement se remettra en place. Ceci amène une hiérarchisation dans la puissance informative du contenu des rubriques proposant une première classification des thématiques relatives à l'événement. Les rubriques portent des

noms parfois génériques et parfois des noms rappelant le dispositif habituel des journaux.

Ainsi on voit :

- « Grève générale », *Le Diplomate*
- « Actualité », *L'Indépendant*
- « Actualité », *Horoya*
- « Politique », *Le Lynx*
- « Société », *Le Lynx*

Chaque rubrique fait référence à une thématique particulière mise en relation avec l'événement : économie, politique, réactions sociales et politiques, émotion internationale, sont autant de thèmes évoqués pour donner une vision globale de la grève générale.

Le dispositif journalistique se construit alors différemment selon les parutions et donne ainsi leur individualité aux thèmes évoqués. Si *L'Indépendant* et *Horoya* n'incluent leurs articles dans aucune rubrique particulière, *Le Lynx* crée des sous rubriques plus précises telles que : « Grève des syndicaux », « Visite présidentielle », « Affaire Futurelec-Etat guinéen », « Concertations pour un gouvernement de large consensus », etc. Ceci montre la volonté du journal de structurer au maximum l'information pour aider le lecteur à s'y retrouver.

-La titraille

Les titres des articles abordant la grève et leurs conséquences directes, sont très éloquents. Par sa place, sa typographie et sa fonction, le titre est un des premiers niveaux de lecture de l'événement. Il a une position charnière, intermédiaire entre le dispositif et l'article. Il réécrit l'article sur un espace limité et hiérarchisé. Ainsi, le titre d'un article publié à la page 5 du *Diplomate* du 30 janvier résume complètement le contenu de l'article : « Après la grève, l'heure est au décompte des victimes ». C'est aussi le cas de ce titre de *Horoya* publié à la page 3 de son numéro du 2 février intitulé « Les espoirs sont permis » qui fait référence à l'espoir des Guinéens à des lendemains meilleurs après la nomination d'un chef gouvernement. C'est par le titre que le lecteur entre dans l'information. Le titre de cet article du journal *Le Lynx* du 19 mars 2007 « Le mépris de la constitution » résume également les violations de la constitution et du principe de séparation des pouvoirs auxquelles les Guinéens sont désormais habitués. Les auteurs (président, responsables politiques et certains citoyens *lambda* ayant une certaine position sociale) ont pris cette habitude pour satisfaire « leurs propres appétits ». Dans *L'Indépendant* du 8 février 2007,

le titre interrogatif « Les accords tiendront-ils la route ? » est un titre accrocheur car inquiétant. Tout titre balise l'espace lisible du journal en permettant au lecteur une appréhension globale de la spatialité rédactionnelle. Il informe sur le monde et sur l'événement qu'il construit. Ici, dans le contexte de la crise que connaît le pays, la menace d'une aggravation de la situation est flagrante mais reste implicite. On le reconnaît notamment par sa disposition topographique et typographique. Son rôle principal est de donner l'information centrale (qui ?, quoi ?, comment ?). On peut distinguer deux sortes de titres : les titres informatifs qui ont pour but de donner l'information principale et les titres incitatifs qui cherchent à surprendre, faire sourire, intriguer, en utilisant de nombreuses figures de style et de rhétorique : jeux de mots, image, métaphores etc. Dans le traitement médiatique de la grève générale, on retrouve davantage de titres informatifs qui ont généralement une forte tendance émotionnelle. Ceci transparaît dans leur mode d'écriture. Il y a également beaucoup de titres explicatifs et incitatifs.

- « Conté accepte un gouvernement de large consensus », *Le Diplomate*
- « L'hôpital Donka débordé ! » *Le Diplomate*
- « Les coupables seront punis » *Horoya*
- « Les marchés se remplissent, les prix baissent » *Le Diplomate*
- « Le regard du peuple sur son armée », *L'Indépendant*
- « Sale temps pour les préfets », *Le Lynx*
- « La conduite d'un système agonisant », *Le Lynx*
- « Le pays retient son souffle » *L'Indépendant*
- « Comment les députés ont unanimement voté contre la prorogation » *L'Indépendant*.
- « Enfin l'Homme de consensus » *Horoya*

Face à l'exceptionnalité de l'événement, ceci montre qu'il est difficile de se positionner par rapport à l'information. Entre le besoin de captiver les lecteurs et l'envie de tout expliquer, les journaux établissent des modes de distanciation qui varient par rapport aux faits, du point de vue objectif et explicatif, à l'épanchement émotionnel qui domine. Ces constatations montrent la difficulté de donner des informations dans une situation inédite sans le recul nécessaire pour l'appréhension de l'événement.

La seconde étape de lecture touche aux accroches, aux chapeaux, aux surtitres ou sous-titres. Le surtitre prend une place très importante dans *L'indépendant*, où plusieurs articles sont surmontés d'un thème : le titre « Quand Lansana Conté lâche du lest », est surmonté du

surtitre « Grève générale », le lien sémantique est ici claire. C'est un surtitre qui apporte une entrée directe dans l'article et qui prépare le lecteur à recevoir l'information. Il intègre le lecteur dans un climat de compréhension de l'événement. Le titre et le surtitre indiquent ici que le président Conté a été obligé de céder face à la pression de la population et des syndicats.

Illustration n°29 : extrait de l'Indépendant

Champions league

Le Barça dans une situation délicate

Les marches comptant pour les huitièmes de finale aller de la Ligue européenne des clubs champions se sont joués les 20 et 21 Février dernier sur différents stades du Vieux continent. A la surprise générale, le Barça de Ronaldinho s'est incliné à domicile (1-2) face aux Anglais de Liverpool. A la grande déception de ses nombreux supporters à travers le monde.



Ronaldinho, capitaine de l'équipe FC Barcelone

de leurs nombreux supporters. Il faut noter que les matchs retour sont prévus les 6 et 7 Mars.

Après le match nul concédé à domicile, les Italiens de l'inter Milan devront aller chercher leur qualification sur le terrain des Espagnols de Valence. Les Madrilenos, quant à eux, essayeront, par tous les moyens, de garder l'avantage acquis au match aller face aux Allemands de Bayern de Munich. Pour ce qui est du Losc (Lille), il effectuera un déplacement périlleux en Angleterre pour affronter la bande à Sir Alex Ferguson. A l'aller, l'on s'en souvient, les Mancuniens s'étaient imposés au club français sur le score d'un but à zéro. Un match nul fermé suffira aux Blues de Chelsea pour accéder aux quarts de finale. Le Milan AC de Scirea face aux Ecossais de Celtic Glasgow. Même cas de figure pour Lyon, qui recevra l'AS Roma de Francesco Totti. Les Gunners d' Arsenal, pour leur part, devront gagner par deux buts d'écart pour espérer disputer les quarts de finale, aux dépens des Hollandais de PSV Eindhoven.

Mamy Dioubaté

Grève générale

Quand Lansana Conté lâche du lest

Une fois de plus, la Guinée vient de prouver que les moments dictent les positions. La grève générale qu'a connue le pays depuis un mois et demi prouve suffisamment, si besoin en était, que les Guinéens peuvent sauver les meubles qu'il le faut.

Souvent on dit qu'on ne change pas une équipe qui gagne mais tout de même on peut changer le cours des choses que les nations et les peuples vivent.

La Guinée a su utiliser ce dernier terme au moins car aujourd'hui on regrette tous les milliers de morts et de dégâts matériels enregistrés çà et là. Mais force est de reconnaître que le but visé semble être atteint car le plus important est là. Le pays est désormais doté d'un Premier Ministre de large consensus. Reste à savoir si on aura un Gouvernement de large consensus qui réunira des cadres intégrés et pétris d'expériences qui vont, on l'espère, s'atteler au travail qui les attend. Les tâches à accomplir sont énormes dans un pays où tout est à faire ou à refaire tout au moins. C'est plus dur que les 12 travaux d'Hercule au temps de la Rome antique.

En effet, les Guinéens assoiffés de changement et de renouveau fondent un grand espoir sur l'équipe que Lansana Kouyaté va former dans les jours à venir. A défaut d'être impatient déjà, on peut dire que le peuple, dans son ensemble, veut du concret et dans un laps de temps. Or on peut aussi dire qu'avoir tout vite et bien ne peuvent pas se conjuguer en même temps. Par expérience et avec tout ce qu'il y a à faire : pénurie d'eau, l'éternel problème d'électricité, l'insuffisance des



Lansana Kouyaté, président de la République

mis à de nombreux éléments forces de l'ordre de faire leur tâche de feu et de prouver leur compétence en matière de balles réelles, il aura laissé d'un côté des blessés graves, des morts sur le carreau mais surtout pas à beaucoup de prisonnier s'évader des prisons, empesés souvent avec eux des armes.

Voilà une autre affaire qui occupe aujourd'hui le club lambda du pays. Plus la liste longue, plus le temps imparti est court. Comme dit l'adage « l'affaire ne connaît pas de repos se refroidit ».

Alors, que chacun veuille accepter désormais de jouer plus sagement et convenablement son rôle dans l'intérêt supérieur de tout le pays.

Oumou K C

Fria

Les travaux de bitumage ont démarré

Le 10 février 2007 marquera sans doute une date repère dans la vie des populations de Fria. C'est ce jour-là en effet qu'ont officiellement débuté les travaux de bitumage des principales artères de la cité de l'alumine. Ils porteront au total sur 15 kilomètres et dureront environ six (6) mois.

C'est l'ancien barrage, Tabossi, qui a servi de cadre à la cérémonie de pose de la première pierre des travaux portant sur le bitumage de 15 kilomètres de la voirie urbaine de Fria. Autorités locales, membres de la direction de Rusal/Frigida et ceux de Henan China retenus pour l'exécution des travaux s'y sont fortement mobilisés pour la circonstance. L'ambiance était bon enfant. Ce sont plusieurs personnalités qui se sont succédé à la tribune pour remercier le bailleur de fonds du projet (Rusal). Occasion opportune pour elles de demander aux Friaïka d'avoir une attitude responsable vis-à-vis de l'usine qu'ils arbrent. Laquelle venait ainsi de déboursier la rondelette somme de cinq (5) millions de dollars US pour l'exécution du projet de bitumage. Fodé Touré, directeur national adjoint des investissements routiers, consent de l'ampeller du geste, a tenu à souligner que les travaux qui tiennent compte de toutes les normes modernes dureront au maximum six mois et seront exécutés par Henan China. Toute chose confirmée par l'un des responsables de cette entreprise, M. Landi, qui n'a pas manqué d'affirmer que « les travaux ont déjà bien com-

mencé et que la route sera bien faite ».

Prenant la parole, le maire de Fria, Diallo Syli, a invité les Friaïka à sécuriser l'usine de Fria. « Car notre vie en dépend », a-t-il franchi, avant d'ajouter « les autres industries minières peuvent arrêter la production sans avoir beaucoup de peine à reprendre. Mais l'usine de Fria est chimique. Si la soude se colmate suite à un arrêt dans des décompositeurs, nous aurons des problèmes... ». Le Préfet de la cité de l'alumine, Mamadouba Bangoura, s'exprimant après le maire, a exactement abondé dans le même sens. Pour sa part, Mme Aïssata Sock, députée de Fria, a invité ses populations à la base à plus de sérénité et de calme. « Car notre problème qui est celui du bitumage de la route est en passe d'être réglé », conclura-t-elle.

Pour boucler la boucle, il reviendra au directeur des ressources humaines de Rusal/Frigida, Dmitry Ridiger, de revenir sur les fruits de la coopération entre Rusal et la Guinée. Il ne manquera surtout pas de mettre le doigt sur quelques réalisations consenties par son entreprise aussi bien à Fria qu'en dehors, allant de la construction



Rusal/Frigida workers

de terrains de sport de proximité, mise en œuvre de programmes visant l'amélioration des conditions de vie dans la cité de l'alumine, ré-

Le représentant de Ru Frigida ne croyait peut-être pas bien insinuer l'engagement de l'entreprise aux côtés des Friaïka. Certes, ces derniers peuvent être et déjà se froter les mains face à la perspective de voir à tout les facilités qu'offre une a recouverte de bitume. Cepen qu'il a fallu des incidents fact dans la cité pour arriver à sultat présent. Pour tout dir

Comme pour coller à l'actualité de pose de la première pierre des travaux de bitumage de la voirie urbaine de Fria, Dmitry Ridiger en prenant la parole n'a pas manqué de se réjouir en ces termes : « Heureusement, aujourd'hui, chacun de nous peut constater de lui-même

Lanciné Dr

Cet autre titre du même numéro « L'acte présidentiel qui a mis le feu aux poudres » est surmonté du surtitre « Nomination d'Eugène Camara à la primature ». Comme dans le premier exemple, le lien sémantique est également clair ici. Pour tous les Guinéens vivant en Guinée pendant cette période, la simple lecture de la titraille donne une idée générale de l'article. En effet, le 27 janvier, la grève avait été suspendue suite à la signature d'un protocole d'accords qui consistait entre autres en la nomination d'un premier ministre consensuel et qui n'a jamais été mêlé à des malversations financières. La nomination par le président Conté à ce poste, d'Eugène Camara son ministre chargé des affaires présidentielles à l'époque ne correspondait pas aux accords qu'il avait signé quelques jours auparavant. Comme on pouvait s'y attendre la grève reprendra le 9 février et continuera jusqu'au 26 février. Ce surtitre est donc une sorte de jugement porté sur l'attitude du président Lansana Conté.

L'article intitulé « Redonnons un sens aux notions de tolérance, de solidarité et de fraternité », publié à la page 2 du numéro 6461 du journal *Horoya* du 28 février est surmonté du surtitre, « Sortie de crise sociale ». Comme pour les exemples précédant, le lien sémantique est également évident. L'article suggère que pour sortir de la crise on doit s'interroger « sur l'attitude à adopter pour redonner un sens aux notions de tolérance, d'acceptation, de fraternité et de solidarité ».

Illustration n°31 : extrait de *Horoya*

Actualité 2

SORTIE DE CRISE SOCIALE

REDONNONS UN SENS AUX NOTIONS DE TOLÉRANCE, DE SOLIDARITÉ ET DE FRATERNITÉ

La violence, comme forme d'expression est devenue un rouleau compresseur en ce 21ème siècle. Aucun pays de la planète n'est épargné de ce cortège d'horreurs et de malheurs. La Guinée qui a récemment été victime de ces actes de violence, soldés par des pertes en vies humaines, doit saisir l'opportunité pour panser ses plaies et entraîner ses fils sur le chemin de la tolérance et de la paix.

Après les sanglants et douloureux événements qu'a connus notre pays depuis le 10 janvier dernier suite à la grève de l'intersyndicale CNTG/JUSTG élargie à l'ONSLG et l'USDT, le moment est venu de s'interroger sur l'attitude à adopter pour redonner un sens aux notions de tolérance, d'acceptation, de fraternité et de solidarité. C'est une nouvelle occasion historique qui nous est ainsi offerte et que nous devons saisir avec tout le sérieux requis pour tirer de bonnes leçons autour de cette crise qui a failli tourner au vinaigre. Chose

que nous ne souhaitons jamais. Quelque soit l'angle d'approche du drame, nous devons tous le ressentir au plus profond de notre être comme une honte.

En fait, comment expliquer que nous qui avons été obligés à dire la même chose pendant longtemps commençons à nous entretenir aussi que chacun peut révéler ce qu'il pense ? Les protagonistes de ces scènes de violence voudraient-ils donner raison à ceux-là qui doutent de notre maturité et capacité à mener une expérience démocratique dans la paix



De g. à d. : Mme Kouyaté, le PM sortant et M. Lansana Kouyaté Premier ministre

et la tranquillité. Certes, il ne faut rien exagérer. Le phénomène que nous dénonçons n'est pas l'apanage de notre pays et il s'en est produit de plus catastrophique ailleurs. Mais ces exemples, ne sauraient en un cas justifier ces dérapages. Car à l'inverse de beaucoup d'autres, tout s'est passé ici depuis le déclenchement du processus dans une logique que l'on nous enviait parce que n'ayant entraîné aucune effusion de sang.

Cela devrait donc se poursuivre, et patriotes que nous sommes, devons avoir le devoir sacré d'entraîner tout le monde sur le chemin de la tolérance et de la paix. C'est autant dire que les Guinéens doivent persévérer sur le chemin qu'ils se sont déjà tracé : l'œuvre de la démocratie.

Plus que jamais, toutes les forces vives de la nation doivent se dresser pour défendre la démocratie et tous les acquis qu'elle n'a pas manqué de générer depuis 1990 date de l'adoption de la Loi Fondamentale.

Aussi, le changement de mentalités et de stratégies doit être un combat commun, car la Guinée a maintenant besoin d'être au grand rendez-vous de l'histoire ; celui de l'édification d'un monde nouveau fondé sur les relations nouvelles. C'est pourquoi il nous faut un combat d'idées et non de force.

Ceci c'est d'ailleurs illustré avec la médiation de l'émissaire de la CEDEAO, le Général Badamassi Babangida qui a su ménager les concertations pour sortir le pays de la crise.

Une crise qui a trouvé solution grâce au dialogue et la différence dans l'acceptation.

Dinah Salifou Soumah



HOROYA - Quotidien national N°6461 du Mercredi 28 Février 2007

Extrait de *Horoya* n°6461 du 28 février 2007

Tous ces éléments visent à expliciter le titre de manière brève pour inciter le lecteur à désirer en savoir plus. L'accroche peut compter deux ou trois phrases. Le chapeau est généralement écrit en gras et s'étend sur 4 à 5 phrases et sur l'ensemble des colonnes de l'article pour *L'Indépendant* et *Le Diplomate* et généralement uniquement sur la première colonne pour *Le Lynx*. Chez *Horoya*, la disposition du chapeau dépend de la longueur de l'article et de la mise en page de ce dernier. Ainsi, il s'étend sur les deux ou trois premières colonnes si l'article est trop long et prend l'intégralité de la page comme cela a été le cas de la majorité des articles portant sur Lansana Kouyaté, le nouveau premier ministre et sur l'intégralité des colonnes de l'article si celui-ci est moins long et prend la moitié ou le tiers de la page.

Dans un article de *L'Indépendant* du 1^{er} février qui aborde le sujet de la nomination future d'un premier ministre chef de gouvernement, le chapeau est le suivant : « *La grève générale illimitée qui a secoué notre pays durant près de trois semaines, vient de connaître un dénouement heureux, avec la signature d'un accord entre les centrales syndicales, le Gouvernement et le patronat, incluant la nomination dans les jours à venir d'un premier ministre, dont la feuille de route sera conçue de façon consensuelle. Il a fallu tordre le cou à notre Loi Fondamentale pour parvenir à ce résultat probant. Avec la nomination d'un chef de gouvernement, outre que le président de la République, on va assister à un bicéphalisme au niveau de l'exécutif. Chose qui est généralement source de conflit* »¹⁴⁷. Ce chapeau est précédé du Surtitre « *Pouvoir exécutif* » suivi du titre « *N'y a aura-t-il pas conflit de compétence ?* » La formulation en question du titre vise à interroger le lecteur et amener un questionnement ouvert sur l'information. On nous annonce qu'on va nous donner des réponses.

Dans *Le Diplomate* du 30 janvier, les pages 5 et 6 sont consacrées aux victimes (morts et blessés) de la répression. L'article, « *Grands dépotoirs des morts et de blessés graves* » est surmonté du surtitre « *Hôpitaux de Conakry* ». Le titre est directement suivi du chapeau « *Le massacre qui a marqué la grève générale et illimitée déclenchée par l'inter-centrale syndicale CNTG-USTG le mercredi 10 janvier 2007 a surpeuplé les hôpitaux et centres de santé de Conakry* »¹⁴⁸. Là aussi, comme pour l'exemple précédent, les accroches sont évocatrices. La titraille donne l'information générale de l'article et l'envie à ceux qui veulent en savoir plus sur le sujet de continuer la lecture. Sur cet exemple comme presque tous les

¹⁴⁷ Dian Baldé, « *N'y aura-t-il pas conflit de compétence ?* », *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007, p. 3.

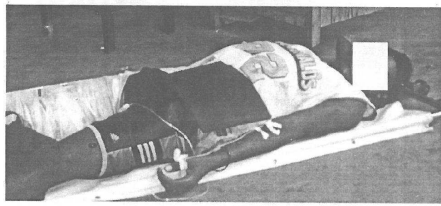
¹⁴⁸ Amadou Youssouf Diallo, « *Grands dépotoirs des morts et de blessés graves* », *Le Diplomate* n° 226 du 30 janvier 2007, p. 5.

articles du journal *Le Diplomate*, l'accroche est une manière d'introduire l'article. C'est aussi le cas pour Horoya, où dans la majorité des cas, les accroches introduisent directement les articles.

Illustration n°32 : extrait du *Diplomate*

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

L'hôpital Donka débordé !



Le treizième jour de la grève générale que traverse actuellement le pays est, sans aucun doute, le plus sanglant pour le moment. L'hôpital Donka continue à recevoir des corps et des blessés par balles réelles. A l'hôpital Donka, ce sont les cris et le sang des blessés sur les carreaux qui montent à première vue le tableau sombre de la journée sanglante de ce lundi 22 janvier. Les médecins sont débordés devant toute question venant de journalistes. "Ici, on soigne les blessés, pas plus pas moins" nous lance le médecin chef à la figure. Mieux valait donc se tourner vers un blessé. Un enfant à peine onze ans qui a reçu cet après midi, une balle réelle dans le bras lors des accrochages entre forces de l'ordre et manifestants à

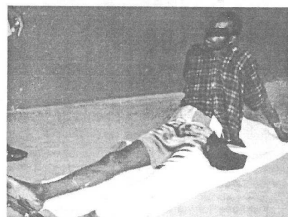
Dixinn-Gare, dans la commune de Dixinn à Conakry. Du nom de Alpha Abdoulaye Barry, il nous explique ici le malheur qui lui est arrivé juste après les premiers soins à sa plaie. "Je m'appelle Alpha Abdoulaye Barry. J'habite au quartier Dixinn-Gare avec mes parents. Aujourd'hui, mon parent m'a fermement interdit de sortir à cause de la marche. Je suis resté plusieurs heures au lit. Après, j'ai eu envie d'uriner. N'ayant pas de toilettes internes dans la maison, je suis sorti dehors pour me mettre à l'aise. C'est en ce moment que j'ai d'abord entendu des cris des gens et des coups de feu des forces de l'ordre à quelques mètres de moi. Je me suis dépêché pour regagner rapidement la maison quand j'ai aperçu un militaire derrière moi. Il tirait sur la foule de manifestants. C'est ainsi que moi, j'ai reçu une balle dans le bras. Je suis immédiatement tombé et le sang a commencé à couler. Quelques minutes après, les agents de la Croix Rouge m'ont transporté à l'hôpital en compagnie de mon père. Je viens de recevoir les premiers soins, mais j'ai encore très mal." Ce n'est pas que le petit Alpha Abdoulaye Barry qui a mal. Au service Urgences de l'hôpital Donka, nous avons pu dénombrer 62 blessés par balles réelles. A la morgue de Donka fermée au public, on parle d'une vingtaine de morts.

Maséco Condé

**HÔPITAUX DE CONAKRY
Grands dépotoirs des morts
et de blessés graves**

Le massacre qui a marqué la grève générale et illimitée déclenchée par l'inter centrale syndicale CNTG-USTG le mercredi 10 janvier 2007 a surpeuplé les hôpitaux et centres de santé de Conakry.

La journée du lundi 22 janvier a été la plus sanglante à Conakry. Au CHU de Donka on ne pouvait compter les morts et le nombre de blessés admis aux services des urgences de cet hôpital qui était un manque de médecins, compte tenu du rgt d'ordre de la grève. Le peu de médecins, internes, stagiaires, infirmiers, sages femmes et même garçons de salles s'activaient comme de beaux diables qui pour arrêter les hémorragies, qui pour suturer les blessures, qui pour immobiliser des membres fracturés, qui encore pour faire des interventions chirurgicales dans les blocs opératoires. "Nous avons lancé un appel à tous les agents en blouse se trouvant dans l'enceinte de l'hôpital de venir à notre secours à cause de la crise de médecin et compte tenu du fait que chacun peut un peu", nous confie un urgentiste de l'hôpital de Donka. Les services des urgences, de traumatologie, de chirurgie et



neurochirurgie, de radiologie et de réanimation étaient les plus convoités en ce lundi par les parents des victimes qui finissaient le plus souvent par la morgue dudit hôpital où malheureusement certains trouvaient les leur déjà passés de vie à trépas. Malgré les efforts incalculables de la Croix rouge pour tenter de limiter les dégâts des forces de l'ordre, des militaires n'ont pas hésité de lancer des grenades dans l'hôpital et d'y poursuivre des fuyards qui n'ont fait qu'exprimer leur mécontentement à l'endroit du régime Conté. Ignorant peut-être que ces victimes sont elles aussi des enfants de cette terre guinéenne. Passé les temps des forces de l'ordre et de sécurité qui tuent et pillent tous sur leur passage. Place n'est faite qu'à celles qui sont respectueuses des libertés individuelles et collectives.

Amadou Youssouf Diallo

**JOURNÉE SANGLANTE DU 22 JANVIER
Que de morts !**

On ne saura peut-être jamais avec exactitude combien de Guinéens ont péri sous les balles assassines des forces de répression le 22 janvier dernier. Très tôt le matin, les morts s'enchaînent. Des tirs d'armes automatiques par ci, des arrestations par là, tous les quartiers de Conakry et même les villes de l'intérieur du pays étaient en ébullition.



Il est 8 heures du matin ce 22 janvier. Les habitants des quartiers de la banlieue de Conakry (Wanindara, Cosa, Bamboto, Dar-es-salam...) envahissent la route le Prince. Hafila et Hamdallaye s'y joignent au mouvement. Oui ! La curiosité a voulu qu'on n'y soit. La première confrontation, au poste de Gendarmerie de l'escadron mobile de Hamdallaye, un agent de la sécurité tira à bout portant sur un manifestant. Nous venions d'assister à la chute de la première victime. La foule immense força le passage avant que deux autres personnes ne succombent, fusillées. Et emportées aussitôt par les manifestants qui ne désespèrent pas, scandant à l'unisson des slogans demandant le départ du Président Conté. On pouvait entendre : « A bas la dictature ! A bas le président Conté ! Nous voulons le changement ! » Le commissariat central de Dixinn accueillait la seconde confrontation macabre de la manifestation. On comptait sur place quatre morts et plusieurs blessés. Voici la caravane à Dixinn où elle se butte sur un mur de gendarmes

qui ouvre le feu sur la foule. Les uns font état de cinq morts. Tandis que d'autres parlent de neuf morts. A la FONDIS, les bérets rouges abattent quatre manifestants. L'autoroute n'était pas en reste. Des commissariats démolis, des biens publics détruits, partout le mouvement était pareil. Selon des sources concordantes, sur l'autoroute, de Enlaga à Madina, une vingtaine de vies ont été fauchées par les balles. Sans compter les blessés graves transportés par la Croix rouge au CHU de Donka où les médecins ont été envahis et harcelés par les agents de sécurité. Le gros du massacre se produira sur le Pont du 9 novembre. Combien étaient-ils les habitants de Conakry à être descendu dans les rues ? 500.000, 600.000 personnes, difficile de savoir. Tout ce monde aura affronté avec opiniâtreté les contingents de bérets rouges pour mater les manifestants. Des coups de canon ont retenti au pont 8 novembre, tirés vers la mer. Plus de 20

morts pour les uns et 30 à 40 pour les autres, rien que sur ce pont. En plus des nombreux interpellés sur les lieux. Selon des témoignages, la plupart des victimes sont tombées sous les balles d'une milice venue de la Guinée Bissau voisine, envoyée pour la circonstance par le fils du président Conté. Une information démentie immédiatement par Ousmane Conté sur RFI. Pourtant, des témoignages affirmant avoir vu ce lundi 22 janvier, le fils du président à la tête d'un contingent, roulant à tombeau ouvert et semant la terreur et la mort dans les rues de la capitale. A en croire certains témoins, la plupart de ces mercenaires bissau-guinéens portaient des tresses sur la tête.

En fin, selon des sources hospitalières, cette seule journée du lundi 22 janvier avait enregistré plus de 70 morts et 250 blessés. On nous confie par ailleurs que ces gens continuent à succomber à leurs blessures dans les hôpitaux. Dans cette optique, les syndicalistes entendent consacrer la date du 22 janvier "jour de recueillement national" en la mémoire des héros tombés sur le champ de bataille pour une Guinée démocratique, développée et débarrassée de la dictature sous toutes ses formes. Dormez du sommeil du juste dignes fils de la nation guinéenne. Que le paradis soit votre récompense.

Amadou Youssouf Diallo

Après la grève, l'heure est au décompte des victimes

Après la suspension de la grève générale et illimitée intervenus le samedi 27 janvier, l'heure est au décompte des victimes de la répression sanglante opérée par les forces de sécurité guinéennes appuyées, dit-on, par des mercenaires bissau-guinéens. La famine qui ronge la population dans un pays potentiellement riche en ressources naturelles a donné un succès à nul autre pareil. Depuis le début de cette grève, le nombre de victimes se compte par dizaines. Selon le bilan

officiel, 59 personnes ont été tuées par balles à Conakry et à l'intérieur du pays pendant les 18 jours de grève générale. A ceux-ci, s'ajoutent plus de 150 blessés selon les mêmes sources. Des sources hospitalières, elles, affichent un nombre inquiétant de victimes. Une centaine de morts et plus de 250 blessés. Tels sont les réalités de cette répression barbare. Selon toujours des sources hospitalières, des blessés continuent à suc-

comber dans les hôpitaux suite aux graves blessures. D'autres succomberaient dans les prisons, victimes d'actes criminels. Cela, malgré la demande des syndicalistes de libérer toutes les personnes arrêtées pour fait de grève. La question est de savoir si l'on peut savoir avec exactitude le nombre de victimes de cette répression.

Amadou Youssouf Diallo

L'intertitre est rarement utilisé dans les journaux de notre corpus, exception faite à quelques rares articles du journal *Le Lynx* et un seul article de *L'Indépendant*. L'article « Le pays retient son souffle » du journal *L'Indépendant* du 15 mars portant sur la nomination du premier ministre prend l'intégralité de la page 4. Ce qui amène sans doute Hassane Kaba, le rédacteur de l'article à utiliser des intertitres bien que cela ne soit pas dans les habitudes du journal. Ici les intertitres sont une sorte d'ouverture invitant le lecteur à poursuivre la lecture de l'article et ils servent à structurer le long article.

Ainsi nous pouvons voir des intertitres comme « de la problématique de la desserte de l'eau et de l'électricité », « problème du médicament et du logement », « de l'alimentation et du transport » etc. Ces intertitres permettent de thématiser les différentes parties de l'article et d'entrer dans les détails de chaque thème.

Après la nomination de Lansana Kouyaté ...

Le pays retient son souffle

Les Guinéens voulaient le changement, ils l'ont obtenu pour l'heure à travers la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement. Quoiqu'au-delà de cette nomination, il devrait irrémédiablement avoir une suite. Et cette suite se bornera inéluctablement à apporter des solutions satisfaisantes aux préoccupations essentielles des Guinéens. Avant que Lansana Kouyaté et ses proches collaborateurs n'entrent dans le vif du sujet, il est toujours utile de revenir sur un état des lieux du paysage politico-économique et social de la Guinée ...

Ce n'est certainement pas fortuit, si certains commentateurs de la scène socio-politique guinéenne ont vite fait d'affubler Lansana Kouyaté du sobriquet de "messie". Parce que pour tout dire, les chantiers qui l'attendent sont à fois vastes et complexes, et relèvent tous de l'urgence, pour ne pas dire de la priorité absolue. Il faudra donc à notre Premier ministre assez de poigne, de conviction et de détermination pour combler les nombreuses attentes, ou tout au moins pour pouvoir parvenir dans un premier temps à sauver l'essentiel. Dans des secteurs ou domaines aussi stratégiques que la desserte de l'eau et de l'électricité, le coût des médicaments, le logement, l'alimentation, le transport, les télécommunications, la sécurité des personnes et des biens etc. A ces domaines ou secteurs, il faudrait nécessairement ajouter des fileaux gagnant l'administration guinéenne comme l'impunité, le détournement de deniers publics, la corruption, l'injustice, le favoritisme, le clientélisme, la délation ... Que pourrait-on bien dire de chacun de ces aspects qui n'ont été maintes fois déjà abordés, mais n'ayant jusqu'ici pas trouvé de solution idoine ? Certes, tout a été presque dit. Mais dans le contexte du renouveau guinéen, il ne serait nullement superflu de revenir ne serait-ce que sur l'essentiel ...

De la problématique de la desserte de l'eau et de l'électricité

Sans doute conviendrait-il au prime abord de déplorer la politique qui a été mise en œuvre dans le domaine de la gestion des secteurs d'eau et de l'électricité en Guinée. L'incohérence et le manque de suivi dans cette politique pourraient à eux-seuls permettre d'expliquer la dégradation actuellement constatée au niveau de la desserte de ces deux denrées de première nécessité. C'est bien dans cette incohérence et ce manque de suivi qu'il faudrait insister le désengagement des partenaires étrangers. Lesquels ont littéralement été éconduits du fait d'intérêts souvent égoïstes. En optant pour une nationalisation qui ne dit pas forcément son nom du secteur de l'eau et de l'électricité, les autorités guinéennes ont-elles vraiment fait preuve de réalisme ? La réponse à une telle question va de soi, vu l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le dit secteur. Force est de reconnaître que depuis le départ des partenaires étrangers, la détérioration s'est faite à la vitesse de l'éclair. Pour ce qui est de la desserte en eau, ce sont plusieurs quartiers des banlieues de la capitale qui en sont exclus. Pour ce qui est de l'intérieur du pays, la situation est encore plus difficile à vivre. Les contrées jouissant de l'apport de forages peuvent se targuer de baigner dans un relatif confort. Par rapport à bien d'autres où il y a encore lieu de recourir au traditionnel puits ou à des cours d'eau douteux.

En matière d'électricité, c'est

tout comme "blanc bonnet, bonnet blanc". Conakry est aujourd'hui la seule capitale au monde à ne pas être éclairée. A l'exception de certaines villes de l'intérieur du pays plus ou moins desservies en électricité grâce à quelques rares barrages hydroélectriques, seule la pleine lune comble parfois l'espoir des populations des zones rurales. Quel gâchis ! La nature a bel et bien pourtant comblé la Guinée de ses bienfaits au point d'en faire un « scandale géologique », hélas !

Par rapport à cette situation à la fois insultante et démoralisante pour tout économiste, Lansana Kouyaté va devoir agir au plus vite dans le secteur de l'eau et de l'électricité. Il s'agit certes d'une question d'apport vital à l'économie, mais surtout de survie pour la majorité écrasante des Guinéennes et Guinéens qui, dans un passé récent, arrivaient quelque peu à se sortir d'affaire grâce à des activités informelles ne pouvant toutefois s'exercer sans les deux denrées précitées. L'homme ou la femme qui devra présider aux destinées du secteur de l'eau et de l'électricité devra avant tout avoir une parfaite maîtrise. Alui de le restructurer, sans oublier la problématique du coût de denrées relevant de tout sauf du luxe.

Problématique du médicament et du logement

Il est indéniable aujourd'hui que la faiblesse de l'économie guinéenne est largement tributaire de l'inflation galopante qui la caractérise depuis des années (elle serait autour de 30%). Cependant que de petits malins trouvent dans cet argument le prétexte à tout. A tout bout de champ, ils mettent en avant la faiblesse de la monnaie locale, le Franc guinéen, par rapport aux devises étrangères. Il s'en suit que les prix des produits à la consommation grimpent de façon incontrôlée et soutenue. Rien n'y fait exception, même les produits dits de première nécessité ou stratégiques. C'est bien dans ce lot qu'il faudrait inscrire les médicaments ou produits pharmaceutiques. Dire en ce moment que ces derniers coûtent cher en Guinée serait tout sauf de l'exagération. Loin d'être à la portée des modestes bourses, ils ont fini par provoquer la hanse chez les patients et leurs familles. « A qui bon aller à l'hôpital quand on est incapable d'honorer son ordonnance », se demandent bien de Guinéens aujourd'hui. C'est du côté de ces derniers qu'il faudrait peut-être mesurer le relatif succès dont jouit actuellement le marché parallèle de médicaments en Guinée. Peu importe le danger encouru. De toutes les façons, c'est certain, « à l'impossible nul n'est tenu ». A défaut du marché



parallèle de médicaments, il y a aussi les tradi-praticiens qui sont souvent sollicités pour leurs prestations moins onéreuses. Il est vrai que ces derniers temps, des efforts sont faits pour rendre le prix du médicament en officine accessible à des patients aux revenus de plus en plus modestes. Cela ne concerne hélas le plus souvent que des maladies bien données telle le sida. A côté, des pharmaciens tentent de faire prospérer la politique des génériques. Cependant qu'elle n'est pas encore suffisante payante. L'enjeu véritable serait de voir comment baisser sensiblement les prix des médicaments dans les pharmacies. A ce niveau, il importe que le nouveau maître des lieux songe à la fois à une détaxation et contrainte les revendeurs à baisser leurs marges bénéficiaires.

L'autre réalité moins reluisante en Guinée, c'est le logement. Jusqu'à ce jour, il n'existe aucune banque de l'habitat. Il s'en suit que les travailleurs aux revenus modestes passent toute leur vie à courir sans jamais avoir la possibilité de se construire même une cabane. Sauf ceux qui arrondissent autrement leurs fins de mois sont à même de se bâtir quelque chose de solide et de durable. Pour les autres, c'est la difficile et contraignante réalité de la location qui prévaut toute la vie. Si tout au moins à ce niveau, les règles préétablies étaient respectées ! Evidemment que c'est rarement le cas. Le propriétaire pouvant vous déloger du jour au lendemain, sans compter qu'il peut continuellement revoir le loyer à la hausse. A côté de ces désagréments, il y a aussi que le cadre de vie n'est pas parfois des plus enchanteurs, ni même suffisamment sécurisé. Rares sont les quartiers de Conakry correctement lotis, où des bouches d'incendie sont prévus, où le désencalçement est une réalité palpable. A revoir donc Monsieur ou Madame le ministre ...

De l'alimentation et du transport

L'adage dit bien « qu'un sac vide ne peut pas se tenir debout ». En l'état actuel des choses, on pourrait difficilement soutenir que le Guinéen mange bien et à sa

faim. Ce n'est pas que les produits affectés à la consommation manquent cruellement ou font défaut. Le problème, le principal c'est bien le prix. Les marchés guinéens sont éternellement en proie à la hausse vertigineuse. Pendant que le pouvoir d'achat lui ne suit que très rarement. La solution ? Il y en a une peut-être d'immédiate. Elle est même expérimentée depuis quelques mois en Guinée. Hélas de la mauvaise manière. En ce qui concerne en tout cas le riz, principal produit de consommation chez les Guinéens. Certes l'Etat fait bien d'accorder une subvention dans le cas d'espèce. Cependant que de la façon dont la denrée est écoulée sur le marché, jusqu'ici par des personnes non expertes, la gabegie est de nouveau au rendez-vous. Il faudrait nécessairement revoir tout ça et au plus vite. Pourquoi pas en répercutant au plus vite toutes les denrées stratégiques, c'est-à-dire entrant dans la consommation régulière et constante du Guinéen, pour en définir un nouveau mode d'écoulement. La mise en place d'une société étatique d'importation de ces produits dits stratégiques pourrait valablement faire l'affaire. A cette société de mettre sur pied sur tout le territoire guinéen des magasins régulateurs. La politique appliquée dans le domaine des hydrocarbures pourrait légitimement prospérer dans le cas d'espèce. Le nerf de la guerre étant de pouvoir instaurer un contrôle strict des prix sur les différents marchés guinéens. L'autre solution immédiate collerait parfaitement avec la mise en place rapide d'une politique d'autosuffisance alimentaire. Rien qu'en développant et exploitant les nombreuses plaines rizicoles, la Guinée n'aurait dans un proche avenir aucun besoin d'importation dans le cas d'espèce. Il y a lieu aussi de taxer substantiellement les denrées de première nécessité que certains commerçants véreux s'achinent à vouloir destiner à la réexportation alors qu'elles ne suffisent pour l'heure pas à alimenter les consommateurs guinéens. Bref, la Guinée pourrait devenir un pays d'agriculture, par conséquent régler ses problèmes de ravitaillements des marchés, en instituant une politique conséquente d'aide au paysan. Beaucoup de projets existent au nom de l'agriculture. On ne sait quels résultats concrets, ils ont réellement permis de réaliser. Une situation à décrypter rapidement ... Tout comme celle du transport en Guinée. Il est heurteux à ce niveau que la capitale commence à être dotée d'infrastructures routières d'une praticabilité satisfaisante. Cependant qu'il faudrait tout mettre en œuvre pour faciliter l'implantation de sociétés vouées au transport public. Afin de décourager l'importation abusive de véhicules d'occasion, le gouvernement pourrait accorder des facilités certaines aux sociétés ou personnes qui voudraient faire venir dans le pays des engins neufs. Il y va de la commodité et de la fiabilité du transport, mais surtout de la sécurité des usagers. L'occasion devra être mise à profit en vue de régler une fois pour toute la problématique des barrages routiers, ainsi que pour requalifier le permis guinéen qui se retrouve parfois dans des mains de chauffards invétérés.

De la problématique des télécommunications et de la sécurité

Il faudrait certes se réjouir aujourd'hui de l'émergence de sociétés de téléphonie mobile en Guinée. Cependant que la com-

munication y est encore trop chère. Sans compter que la qualité des communications laisse parfois à désirer. La Société des Télécommunications de Guinée (Sotelig) pourrait être mise en avant dans l'amélioration de la situation si toutefois elle cessait d'être la vache à lait de certains travailleurs, y compris de gens qui se retrouvent parfois en dehors de la structure mais qui y exercent ou y ont de l'influence. Une privatisation de la boîte ne ferait de mal à personne en réalité. Mais il faudrait bien se garder de la brader comme il en a été fait de certaines usines étatiques héritées de la révolution. En privilégiant la concurrence saine et loyalement entre concurrents, il va de soi que c'est le consommateur qui en sera le principal bénéficiaire. Dans la quasi perspective d'amélioration de la téléphonie, on pourrait aussi penser aux radios et autres communicateurs tels les internetaux. Certes des efforts sont faits, mais il faudrait persévérer. Là aussi, il ne s'agit nullement d'abandon dans le luxe ostentatoire, mais de coller et bien coller aux réalités de son temps.

Pour en venir à la sécurité des personnes et de leurs biens, est-il loyalement nécessaire de dire ce qui lorsqu'elle fait défaut, les affaires ne peuvent s'en ressentir que négativement. L'insécurité a un caractère cyclique en Guinée, on ne le sait que de trop. Le temps est peut-être venu de qualifier davantage les forces de sécurité. Et leur donner les moyens de nos ambitions. Sans doute nos forces de sécurité étaient suffisamment bien formées, on n'aurait pas eu à déplorer tant de morts lors des dernières manifestations qui ont meurtri la vie de la nation.

Des fileaux qui gagnèrent la société guinéenne

On l'a maintes fois dit, l'impunité est certainement la mère des vices qui gagnèrent la société guinéenne. Elle pourrait à elle-seule expliquer notre descente aux enfers, pour ne pas dire la mal gouvernance notoire caractérisant la gestion du patrimoine public. Il est réconfortant que le nouveau Premier ministre dans ses premières déclarations ait mis l'accent sur la nécessité d'instituer une bonne justice en Guinée. Il n'a pas hésité à revenir sur le caractère vital d'un respect strict des droits de l'Homme. N'empêche qu'il faudrait lui répéter à l'envi que dans sa difficile gestion de la Guinée, il y a de ces maux qui ont la peau particulièrement dure. Face au désir ardent de préserver leurs intérêts égoïstes, bien de hauts cadres de l'Etat, de gros bonnets du commerce, ne s'empêchent pas de tout mettre en œuvre pour que ne survienne pas le changement. La preuve ? En dépit de l'interdiction faite de ne pas exporter ou réexporter certains produits, des arrivistes continuent à faire de la résistance. De tels individus ne reculeront que devant la sanction, et non pas des menaces sans lendemain. Il est impérieux que le fonctionnaire qui se rend coupable d'une indelicatessse paie pour sa forfaiture. Les nombreuses combines qui caractérisent certaines structures étatiques ne pourraient être dissipées que si des inspections ou contrôles stricts sont réinstaurés. Mais avant, il faudrait peut-être songer à revaloriser le solde en général du travailleur, de celui qui brasse en particulier des revenus immenses de l'Etat (douane, service des impôts ...). Nous y reviendrons sûrement ...

Hassane Kaba

D'autres éléments sont à prendre en compte tels que la longueur des articles ou les représentations iconiques par exemple. La typographie joue également un rôle important, elle contribue à donner l'importance de l'article par rapport au choix des caractères notamment, elle est au service du sens et des choix éditoriaux de la parution. Ainsi, dans *Le Diplomate* le premier titre ressort davantage, sa position en début d'article accentue cette idée et met en évidence certains articles ou certaines photographies.

Les variations de formes de caractères marquent également une différenciation des articles et des informations. Toutes ces variables assurent le même rôle, celui d'instance de différenciation. *Le Diplomate* utilise un mode spécifique de mise en scène des titres d'articles. Ainsi, dans son numéro du 30 janvier, il titre sur sa Une « Grève générale : la terreur et le sang », le titre prend le tiers de la page, les termes « la terreur et le sang » sont en très gros caractères, la taille de police utilisée est presque deux fois plus importante que pour le reste du titre. Les termes sont marqués en rouge ce qui rappelle le sang des victimes et cela provoque un effet émotionnel fort et incite le lecteur à ouvrir toute suite le journal pour lire. Dans le même numéro, l'article « La fin tragique de deux jeunes élèves et amis » on a mis la photographie de la carte scolaire de l'une des victimes au beau milieu de l'article, c'est la première chose que le lecteur voit en ouvrant le journal à cette page, ce qui provoque un effet émotionnel fort qui introduit explicitement l'article relatant le drame et les témoignages des parents et amis des victimes. L'émotion est ici perceptible dès le début de l'article, dans les mots mais également dans la forme de l'énoncé.

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

MASSACRE DU 22 JANVIER La fin tragique de deux jeunes élèves et amis

Les élèves et amis d'enfance Abdourahamane Tounkara et Amadou Oury Diallo reposent désormais au cimetière de Kakimbo, Commune de Ratoma. Ils sont tombés sous les balles des forces de l'ordre et de sécurité lors de la manifestation populaire du 22 janvier dernier, organisée dans le cadre de la grève générale et illimitée déclenchée par les organisations syndicales. Il était environ 10 heures 30 ce jour quand Abdourahamane Tounkara, élève en Terminales Sciences mathématiques au lycée Kipé décide d'aller voir ce qui se passe sur la route, raconte sa mère Fatimatou Barry en présence de son mari Amadou Baïlo, tailleur de son état. Rencontrés à leur domicile au secteur 4 du quartier Hamdallaye I Commune de Ratoma, le couple était encore sous la chape de deuil qui venait de s'abattre sur lui suite à la perte de l'aîné de la famille, né le 5 novembre 1988 à Conakry. Au bout d'un effort surhumain, Mme Fatimatou Barry narre la suite de ce qu'elle savait des circonstances de la mort de son fils. À peine arrivé à Hamdallaye Pharmacie (côté pharmacie), explique-t-elle, Abdourahamane Tounkara se retrouve presque nez à nez avec deux agents de sécurité qui se mettent aussitôt à tirer. « Surpris et apeuré, mon fils s'est caché derrière un contenant et c'est là qu'un agent lui a pointé son arme et l'a tiré au cou », rapporte-t-elle, à bout de souffle. Le jeune Alassane Barry qui tentait de se mettre à l'abri des coups de feu a assisté à la scène sans savoir ce c'est son camarade de promotion qui venait d'être touché. « J'étais un peu distrait mais quand Tounkara a été atteint il a serré son cou avec les mains et il a tenté de fuir. Mais il a fini par tomber », relate A. Barry. Pris de cours par cette intervention inattendue des forces de l'ordre dans leur dos alors qu'ils manifestaient pacifiquement, les jeunes qui occupaient la queue de la marche s'emparent du corps sans vie de Tounkara. Recouvert partiellement du tricolore guinéen et porté à bout de bras par des manifestants au devant du cortège, le cadavre du jeune lycéen sera transporté jusqu'aux abords du Pont 8 novembre. « On a trouvé les bas des bérets rouges puisamment armés qui ont tiré sur la toule à balles réelles. Ceux qui tenaient le corps de Tounkara ont été arrosés ainsi que quatre autres personnes qui avaient en main le drapeau national », raconte Mamadou Dian Diallo,

voisin des Tounkara, à Hamdallaye I qui affirme avoir échappé de justesse à cette répression. « Car, dit-il, j'étais dans la vague des gens qui portaient le corps ». Finalement, c'est dans la matinée du mardi 23 janvier que les parents de Tounkara iront retirer sa dépouille mortelle à la morgue de l'Hôpital Donka. Mais Abdourahamane Tounkara a emporté dans son sillage son ami dont il se séparait rarement. Il s'agit de Amadou Oury Diallo, 16 ans, élève de la 8^{ème} année au collège privé Saint Jean, quartier Belle-Vue, Commune de Dixinn. Sixième d'une famille de sept enfants, la perte de Amadou Oury Diallo est ressentie

de solidarité à Donka, deux personnes ont été tuées par balles sans qu'on ne parvienne à repérer le tireur. C'est alors que Amadou Oury l'a vu embusqué à l'étagé d'un des immeubles », rapporte-t-il. Sentant qu'il avait été repéré, dit-il, « le béret rouge a fusillé aussitôt mon frère puis il s'est retranché dans sa cachette avant de ressortir pour tirer à bout portant sur une fille qui donnait de l'eau à boire aux manifestants dans un seau », ajoute l'étudiant éploré. « Cette fille était donc sa quatrième victime avant que ses collègues ne lui retirèrent son arme », conclut Mamadou Dian Diallo. Qui à l'instar de son père déboussolé par la mort de



comme une véritable tragédie par son vieux père M. Agna Oury Diallo, tapissier domicilié à un jet de pierre des Tounkara. « Je l'aimais beaucoup et je comptais énormément sur lui c'est pourquoi malgré mes faibles moyens je l'ai inscrit dans cette école privée où je paye 50.000 Fg par mois. On vient de tuer la graine que j'ai semé afin de m'abriter à son ombre lorsqu'elle deviendra un arbre », dit le père de Amadou Oury. Ce dernier est en fait le jeune frère du nommé Mamadou Dian Diallo qui relate plus haut le périple du corps de Tounkara. « Pendant que je marchais, je ne savais pas que mon frère suivait l'itinéraire du corps de son ami dont il avait été informé de la mort. C'est au moment où je retournais à la maison que j'ai croisé mon père qui se rendait à la morgue pour chercher le corps de Amadou Oury tué ce jour 22 janvier », dit-il, presque au bord des larmes. Lorsqu'on l'a rencontré dimanche 28 janvier aux côtés de ses deux parents, il avait pu s'informer sur les circonstances de la mort de son frère. En effet, selon cet étudiant en 2^{ème} Année CFP Maritime, « Amadou Oury Diallo a été abattu d'une balle dans la tête et d'une autre sur le flanc latéral droit par un béret rouge qui était posté à la FONDIS ». Et de décrire le film qui a été fatal à son frère. « Arrivé au niveau de la Fondation internationale

son enfant se pose la question de savoir : « Comment les Guinéens peuvent-ils accepter de se réconcilier avec le Président Lansana Conté après la mort de tant de personnes ».

Talibé Barry

STAR DE DEMAIN

Par Malick M. Bangoura
malick02@yahoo.fr

La jeunesse endeuillée par la grève

La grève qui a duré pendant 18 jours et paralysé la Guinée mais, et surtout les conséquences désastreuses qui ont émaillé la marche collective du lundi 22 janvier dernier, resteront à jamais gravées dans la mémoire collective des Guinéens. Ces événements du désormais "Lundi noir" ont touché singulièrement la couche juvénile. Car, apprend-t-on de sources concordantes, ils sont une centaine de jeunes, morts et blessés, victimes des représailles sanglantes des forces de l'ordre. Par leur folie meurtrière ils ont mis fin à des carrières entières que tout vouait à la réussite. Sans doute, plein de stars de demain. Des jeunes qui n'aspirent qu'au bien être collectif des Guinéens. L'espoir, dit-on, de nombreuses familles. Comme je dit l'autre, ils sont partis sans réaliser leur rêve. Celui de vivre leur temps, de goûter aux délices de ce bas monde. Ils sont partis pour ne jamais revenir. Plus de rendez-vous culturels au Palais du Peuple, ni CCFG, ni au stade du 28 septembre pour les concerts inédits des stars confirmées d'ici et d'ailleurs. Plus de chance pour ces braves jeunes de prendre part à la fête de la jeunesse. D'assister aux matches de football, se livrer à des jeux de retrouvailles. Le rêve est brisé, l'avenir anéanti. C'est le cas, entre autres, des jeunes élèves Amadou Oury Diallo et Abdourahamane Tounkara tombés sous les balles. Reposez en paix enfants du peuple.

La guérilla à Cosa

Situé dans la commune de Ratoma, le quartier Cosa à l'instar des quartiers de Hamdallaye, Bambato... a vibré au rythme de la grève tout le temps que celle-ci a duré. Le lundi 15 janvier aura été une journée folle entre forces de l'ordre et manifestants majoritairement composés des jeunes. Ces derniers ont adapté une tactique très compliquée pour leurs adversaires de tous les jours. Les gamins attirèrent les hommes en tenue dans le quartier en lançant des cailloux. Fouettés dans leur orgueil, les forces de l'ordre pourchassèrent les petits enfants jusque dans leur "bastion". Un terrain inconnu et difficile à pratiquer même pour les autochtones à plus forte raison un étranger. Une fois dans le quartier, les agents de sécurité procédaient

à des tirs à balles réelles. Les jeunes remarquablement organisés attendent plusieurs rafales. Quand ils sentent que les réserves de balles s'épuisent, à leur tour, ils lancent des cailloux sur leurs adversaires. Un d'entre eux, très embêté par des jets de pierre a abandonné son fusil qu'il a récupéré par le truchement du chef de secteur, le calme revenu. Le lendemain de cette journée de guérilla, Cosa s'est réveillée sous les balles des forces de l'ordre renforcées à présent. Mais là aussi, les jeunes ont adopté le même système, attendre jusqu'au milieu de l'après-midi pour se ruer sur leurs adversaires. Ces derniers en crise de balles, finiront par ont acclamer les jeunes, complétés par les femmes sorties massivement ce jour. Surprise !

Les forces de l'ordre entendent des chants hostiles au régime de Conté. Mais sans compter que les populations avaient à faire à des hommes aguerris en tactique. La manifestation a pris l'allure d'une fête jusqu'au camp carrefour. Les renforts venus apporter un coup de main ont surgi. Les tirs partent alors de plus belle. Affolement de la part de ceux qui juguaient. Blessures, arrestations ont mis fin à cette marche. Les atrocités, il y en a eu quand les gendarmes se sentaient affaiblis. Ils pénétraient dans les quartiers à bord de leurs véhicules, longeaient dans les concessions. Là, ils s'agglutinaient autour des marmites. Emportaient d'autres avec eux après avoir terrorisé les familles.

Mamadou Sadio Balbé

Les Guinéennes se distinguent

Au-delà des centaines de morts, de blessés graves et autres dégâts matériels importants enregistrés au cours de la grève déclenchée le 10 janvier passé, l'histoire retiendra surtout l'apport inestimable des femmes dans le cadre de la survie des familles. D'ailleurs, il ne peut en être autrement, pour qui connaît l'importance du combat de la Guinéenne pour l'émancipation du peuple

Du 10 au 27 janvier passé, le peuple de Guinée, uni comme un seul homme a manifesté sa colère à travers les rues des grands centres urbains du pays. Répondant ainsi à l'appel lancé par l'intersyndicale CNTG-USTG, les travailleurs, épaulés par les populations de tout bord ont pendant 18 jours, fait vibrer et osciller la Guinée dans tous les sens pour obtenir des dirigeants de meilleures conditions de vie et une gouvernance répondant aux normes démocratiques. Au terme de ce combat, c'est le peuple de Guinée avec à sa tête l'intersyndicale USTG-USTG qui s'en est sorti victorieux. Ceci, malgré les énormes pertes en vies humaines, des blessés gra-

ves et des nombreuses arrestations qui ont émaillé l'événement au firmament duquel les femmes ont encore et comme toujours brillé de mille feux à travers leurs actions héroïques. En effet, si le nom Rabiātu Serah Diallo restera longtemps gravé dans la mémoire des Guinéens, le cas des autres femmes restées aux foyers n'aura pas été des moindres. Car, malgré le flot de balles qui s'abattaient, tuant et blessant ce et là les populations civiles, malgré la flambée des prix dans les marchés, les Guinéennes ont toujours tenu bon et ont su courageusement, parfois même obstinément apporter le minimum vital au sein des familles. Parallèlement à cette acti-

tivité quotidienne, les mères de familles ont partout brillé de par leur présence remarquable à travers les manifestations de rues et autres activités susceptibles d'apporter un changement qualitatif en Guinée. Que de dangers affrontés pendant ces 18 jours de tension et d'effervescence populaire. Mais, malgré tout les Guinéennes sont restées sereines et imperturbables, allant avec dextérité ménage et manifestation de rue. Et voilà que, après d'après et de très longues négociations, la lutte syndicale a plus suivie, la plus longue et la plus sanglante de la Guinée indépendante se termine ce samedi 27 janvier par l'acceptation du président de la République de

nommer un premier ministre, chef du gouvernement de large consensus. À cela s'ajoutent la réduction sensible du prix des produits de premières nécessités (notamment le riz et l'essence), l'interdiction de l'exportation des produits agricoles et forestiers et beaucoup d'autres mesures pour mettre fin à la corruption, au détournement de deniers publics et au respect des décisions judiciaires. Ceci est à l'actif de tous les Guinéens, mais surtout les femmes. Ce qui du coup apporte un plus à leur célébrité. L'on se rappelle que l'écrivain sénégalais **Sembène Ousmane**, dans son roman "les bouts de bois de Dieu" parlant de l'héroïsme des femmes pendant la grève des cheminots du Dakar-Niger ne disait-il pas que : « Ce temps, s'il enfantait d'autres hommes, enfantait aussi d'autres femmes ». En tous les cas, l'image colle bien au comportement des braves femmes de Guinée au cours de la précédente grève.

A. Makisea Diallo

L'émotion domine nettement sur les Unes des journaux, mais la titraille est également explicite à l'intérieur. Les titres y marquent la stupeur et l'émotion des journalistes. Du moins dans la majorité des journaux. Les titres du journal *Horoya* étant dans la majeure partie des cas, soit informatifs, soit neutres et rarement incitatifs. Outre la typologie des titres évoqués pour les Unes, on retrouve également des titres :

- **Sensationnalistes :**

« Que de morts ! » *Le Diplomate*

« La semaine tragique » *Le Lynx*

« Des frissons partout » *L'Indépendant*

« La société civile annonce 90 morts et 300 blessés » *L'Indépendant*

- **Interrogatifs**

« Comment rattraper le temps perdu ? » *L'Indépendant*

« Combien sont-ils à être tombés sous les balles des forces de l'ordre ? »

« Les accords tiendront-ils la route ? » *L'Indépendant*

« A quoi joue le chef de l'Etat ? » *Le Diplomate*

« A quand la nouvelle équipe ? » *L'Indépendant*

-**Informatifs :**

« Wade chez Conté », *L'Indépendant*

« La mission syndicale internationale exige des enquêtes... », *Le Diplomate*

« Enfin un protocole d'accord signé ! » *L'Indépendant*

« Les coupables seront punis » *Horoya*

« Des denrées encore chères » *Horoya*

« Déjà les premiers fruits » *Horoya*

-**Explicatifs :**

« Comment les députés ont unanimement voté contre la prorogation » *L'Indépendant*.

-**Incitatifs**

« Les confidences d'un agent de police », *Le Diplomate*

« Le pays retient son souffle », *L'Indépendant*

« Les dernières larmes de Fodé », *Le Lynx*

«Trop tôt pour tourner la page ! », *Le Lynx*

« Ouf de soulagement ! », *Le Diplomate*

Ces titres évoquent diverses thématiques, ils prennent une forme différente, révélatrice d'une pluralité de points de vue liés à l'événement. La forme d'écriture des titres n'est pas innocente. L'utilisation d'un déterminant fait l'objet d'une appropriation effective du lecteur, l'article « le » permet également une mise à distance du contenu du texte. Au contraire, l'absence de déterminant fait entrer le lecteur directement dans l'article en lui donnant des références immédiatement appréhendables. Ces titres sont plus faciles à lire, ils structurent l'information. Ils donnent « un effet d'étiquetage » (Jamet, Jannet, 1999). Présent ou absent, le titre contribue donc à la mise en forme des faits dans les pages. Au niveau du verbe, son absence supprime la distance temporelle entre l'événement et le journal, par conséquent le lecteur. Que ce soit dans les titres, les rubriques ou même les articles, l'utilisation de noms propres correspond aux trois pôles de la deixis : la personne, l'espace et le temps. Leur fonctionnement ne peut donc être expliqué que dans une perspective énonciative où la situation contribue à l'élaboration du sens et des références communes. La rubrique permet de situer le secteur thématique de classement des faits, un élément de la titraille ou de l'article complète ce repérage.

La différence des journaux dans la manière d'aborder les événements est visible d'abord au niveau des Unes. *Le Lynx* aborde directement les faits avec des Unes comme celle du 15-22 janvier 2007, intitulé « A khadan ! »¹⁴⁹, ou encore celle intitulée « Tu Eugènes le pays ! » qui aborde la grogne sociale et la répression de cette dernière (présence d'une représentation caricaturale des forces de l'ordre faisant usage de leurs armes). Avec sa Une du 30 janvier intitulée « La terreur et le sang », *Le Diplomate* dénonce sans détour la répression des manifestations par les forces de l'ordre. Avec sa Une du 1^{er} février intitulée « La grève qui a fait trembler la Guinée » et celle du 15 mars intitulée « Le pays retient son souffle », *L'Indépendant* traite de la tension qui règne dans le pays à cette période.

Avec deux Une portant sur l'interdiction d'exportation des denrées alimentaires du pays (« Des mesures salutaires », « La Douane souffle-t-elle ? ») et deux autres sur Lansana Kouyaté, le nouveau premier ministre, (« Enfin l'Homme de consensus », « Une visite

¹⁴⁹ Expression qui signifie « on en a ras-le-bol ! » en soussous, dialecte locale.

éclairer »), le journal *Horoya* contrairement à ses confrères aborde la grève à travers des sujets secondaire en lien avec celle-ci.

Cette différence de position et donc de traitement est encore plus évidente à l'intérieur des pages. D'abord à travers la titrairie. Avec des titres comme « Le lundi noire de répression sanglante », « Les accords tiendront-ils-la route ? », « L'acte présidentiel qui a mis le feu aux poudres » ou encore, « Le régime du Général Lansana Conté désavoué par le peuple », *l'Indépendant* dénonce l'irresponsabilité du Président, la répression des manifestations, mais aussi la tension sociale et politique qui règne dans le pays. Comme *l'Indépendant*, *Le Diplomate* ainsi que *Le Lynx* dénoncent ces mêmes faits. On voit alors des titres comme « Que de morts ! » « Grands dépotoirs des morts et des blessés graves », « La vie de plus en plus chère », « A quoi joue le chef de l'Etat ? » pour *Le Diplomate* et d'autres comme « Le mépris de la constitution », « La conduite d'un système agonisant » ou encore « Flagrant déni de bonne gouvernance ! », pour *Le Lynx*.

Comme pour les unes, la différence entre les journaux privés et *Horoya*, le quotidien public est frappante. Ainsi on voit des titres comme « Des denrées encore chères », « Certaines espèces de poissons réapparaissent » etc.

Chapitre V- La gestion des sources d'information : les positions énonciatives

La communication concernant la grève articule une dimension collective de réception de l'information et une dimension subjective d'énonciation. Les sources d'information sont multiples et variées, elles sont plus ou moins légitimées par le dispositif journalistique. La nature même du discours des médias est polyphonique, il est souvent constitué à partir d'autres discours, ou de discours rapportés. Ces différents discours sont limités, balisés par un cadre énonciatif relevant du dispositif. Ce cadre énonciatif, dans lequel sont articulés les discours médiatiques, comporte différents éléments : la situation de communication, les conditions générales de production et de réception des messages et les protagonistes du

discours, élément dominant dans l'étude de l'énonciation journalistique. La mise en scène de ces différents discours et leur configuration dans le discours du journal font partie intégrante du traitement médiatique et de la construction de l'événement.

(Jamet et Jannet, 1999,) symbolisent les différents intervenants de l'énonciation par une représentation graphique explicite :

I- L'énonciation journalistique

1-Les positions interlocutives au centre de l'énonciation

Dans la diffusion d'informations sur un événement, le journal est le principal ordonnateur des discours qu'il diffuse et dont il assume la responsabilité. Il peut s'affirmer comme journal de commentaires qui maîtrise le flux des informations ou chercher à produire un effet de réel. Son choix aura une influence certaine sur les stratégies interactionnelles mises en œuvre. Dans le cadre de l'énonciation, tout propos peut être considéré comme un « acte illocutoire » qui détermine « le locuteur », « l'allocutaire » et le rapport entre eux.

Le journal organise le savoir du locuteur et celui qu'il veut lui transmettre en rubriques, en angles d'approche. Il choisit ce qui lui paraît le plus important au détriment des autres informations, il sait qui faire parler et sur quelle forme : reportage, entretien, interview etc. D'un autre côté, le journal guide la démarche du lecteur par les différents balisages typographiques. Les repères et les clés, ainsi que les cartes et représentations graphiques permettent au lecteur une meilleure compréhension de l'événement, ils contribuent à l'explication des faits. Cette volonté pédagogique marque une distinction entre deux types de traitements de l'information relative à la grève générale : l'information « opinion », et l'information « donnée objective ». Les journalistes poursuivent ces deux démarches dans leurs différentes stratégies de discours. Alors que certains journaux comme *Le Lynx* tentent de mettre en avant l'argumentation sur les faits, d'autres comme *Le Diplomate*, insistent sur la complicité avec le lecteur, souvent implicite mais sensible, en publiant des titres chocs, qui interpellent directement le lecteur. *L'indépendant* lui joue sur les deux. Bien qu'il publie beaucoup de titres chocs, « Le pays retient son souffle », « La grève qui a fait trembler la Guinée »..., le journal se positionne beaucoup sur les articles d'analyse avec beaucoup d'argumentaires. Ces différents rapports s'inscrivent dans la stratégie de séduction de la presse.

Les journalistes ont ainsi chacun une place particulière dans les positions interlocutives du journal. Le rédacteur d'un éditorial par exemple partage une réaction face à l'information. Généralement son nom apparaît en début d'article, même si ce n'est pas le cas dans la plupart des journaux guinéens notamment ceux de notre corpus où le nom de l'auteur est toujours mis à la fin de l'article et ce pour tous les types d'articles. Ces articles sont mis en évidence par la mise en page et la typographie. Dans *Le Lynx* par exemple, l'éditoriale occupe toujours la première partie de la page 3 dans sa longueur en deux colonnes. Il est encadré, sa mise en page est symétrique, une caricature est toujours au centre et tout ceci met l'article en valeur visuellement.

Le journaliste est toujours placé en position de savoir. L'interview est un cas un peu particulier, il apparaît nettement à la lecture de tout journal, grâce aux variables typographiques ; le rapport de place est modifié. Ici, le journaliste qui est celui qui pose les questions représente le lecteur d'une certaine façon et ses interrogations sont celles de l'opinion publique. La personne interviewée adresse ses réponses aussi bien au journaliste qu'aux futurs lecteurs de l'interview. Dans une situation d'interview, le nom du journaliste est généralement précédé de la mention « propos recueillis par », le journaliste intervieweur n'est alors que celui qui répète les énoncés d'un autre. L'énonciateur est triple : le journal, l'interviewé, l'intervieweur. Le journaliste est d'abord demandeur d'informations, il est le maître de l'échange qu'il choisit de retranscrire. Ce genre journalistique implique l'attention du journaliste et une forme d'intimité de l'espace cité. Le document lui-même sert de preuve et son contenu d'argument, ce genre est un peu utilisé dans le traitement médiatique de la grève générale. C'est un exemple d'interaction fondée sur des échanges en temps différé. Ainsi, les interviews de Hadja Rabiataou Serah DIALLO, secrétaire générale de la CNTG et le Dr. Ibrahima FOFANA, secrétaire général de l'USTG mises côte à côte dans *Le Diplomate* du 30 janvier apparaissent comme des compléments d'information venant légitimer les propos journalistiques.

Soit le journal délègue directement la parole aux journalistes, soit il marque sa présence en instaurant un niveau intermédiaire entre lui et le lecteur. Le lieu de l'énonciation est surtout précisé lorsque les articles sont produits à l'extérieur de la rédaction, ce qui permet de dissocier le lieu de l'événement du lieu où s'élabore l'information et explique la part importante accordée aux articles des correspondants et envoyés spéciaux dans les pages des

journaux suite à la grève. Enfin, le registre énonciatif est parfois signalé par une indication métalinguistique ou par un autre critère de différenciation comme un encadré par exemple.

Ainsi, le journal propose une mise en scène de l'énonciation, qui met à la disposition du lecteur les éléments pour construire son opinion et qui donne la priorité à la crédibilité sur la spectacularisation. Chaque journaliste occupe une place singulière dans le discours de presse, place qui lui donne un rôle à jouer et surtout une légitimité particulière.

2-La polyphonie énonciative dans la presse

Comme nous l'avons vu, au sein du dispositif médiatique, toute séquence discursive implique la voix du locuteur et cette voix a une place différente suivant le genre de l'article et le type de presse. Trois niveaux d'articulation s'organisent, au sein desquels se crée une dynamique d'énonciation :

- Les journalistes et les locuteurs secondaires,
- Les signataires et le journal,
- Le journal face à ses lecteurs,

Ce sont ces points que nous nous cherchons à approfondir pour mettre en évidence les stratégies de mise en scène du texte de presse dans la parution.

Suite à la grève générale, les sources énonciatives se multiplient. La première voix qui s'exprime dans la presse est celle du journal lui-même : en effet, une image reste attachée à chaque journal, en fonction de son histoire, de la représentation du monde qu'il propose, des énoncés qu'il produit. Le journal donne sa signature à l'énoncé, il révèle un «être» institutionnel et un «faire» rédactionnel.

Quelle que soit la parution, on remarque, dans chaque édition, un certain nombre de signatures de journalistes, lesquels écrivent au nom du journal, avec leur personnalité propre, ce qui donne une pluralité de points de vue de l'événement dans un ensemble éditorial cohérent. La signature qui achève ou parfois introduit l'article, a pour effet de personnaliser l'information, elle est un indice de décodage des messages journalistiques. Suite à l'événement, on reconnaît facilement les reporters de terrain ou les correspondants, car leur nom est récurrent. Dans *Le Lynx* par exemple, on retrouve ainsi beaucoup d'écrits d'Abou Bakr. Dans *L'Indépendant* beaucoup d'articles sont d'Aly Badara Condé et de Mamy Dioubate. Dans *Le Lynx*, Ahmed Tidjani Cisse et Aliou Barry sont réputés pour leurs articles d'analyse. La lecture du nom du journaliste donne un premier indice sur le contenu de l'article

et en influence la lecture. Certains articles ne sont pas signés, ce qui produit un effet de réel en semblant mettre le lecteur directement en contact avec l'événement, sans marquer d'intermédiaire. C'est le cas de l'article « Conté accepte un gouvernement de large consensus » du *Diplomate* du 30 janvier.

Le journaliste est le « troisième personnage de la communication médiatée », définie par Bernard Lamizet « *Le destinataire désigne l'ensemble des déterminations institutionnelles qui engagent le sujet dans la communication, et en fonction desquelles il exerce sa fonction d'énonciation dans le procès de l'échange et de la diffusion des symboles et des représentations* »¹⁵⁰. Le journaliste est l'énonciateur dominant, il crée un lien entre l'événement et le lecteur. D'un côté, il établit une communication particulière, d'un autre l'absence de « je » direct crée une mise à distance et un effet d'objectivation. Un article est toujours rédigé du point de vue de son auteur qui se marque comme témoin impliqué. Dans les articles, le « nous » est le déictique le plus employé. Il établit un flou au niveau de l'énonciateur, le journaliste et le journal sont au même titre impliqués dans le discours, ce qui laisse le choix au lecteur de s'impliquer ou non. D'un autre côté, le journaliste intervient dans la sélection et la hiérarchisation des informations à diffuser. En effet, la masse des faits et des références sur l'événement est illimitée et afin de le vulgariser, le journaliste doit décider ce qui, dans la masse, mérite d'être verbalisé.

Les articles des reporters et des correspondants ont une place dominante dans la mise en page des éditions pendant les semaines qui ont suivi la grève. Certains écrivent de Washington ou de Genève. Leur appartenance à l'énonciateur-journal est marquée par un adjectif possessif à la première personne : « notre correspondant ». Cette dénomination consacre l'importance de l'événement qui concerne aussi les Guinéens de l'extérieur qui manifestent par solidarité à leurs concitoyens restés au pays et qui a mérité un compte rendu des correspondants. Les journalistes qui ont contribué au traitement médiatique de la grève ont parfois plusieurs statuts. Ils peuvent être journalistes rédacteurs d'articles d'analyse au sein du journal et reporter sur le terrain. C'est le cas de Hassane Kaba dans *L'Indépendant* par exemple.

Dans les titres, comme dans les articles, on retrouve une énonciation plurielle. L'énonciation peut être formalisée par des noms propres : on cite alors des personnes représentant des

¹⁵⁰ Bernard Lamizet, *Les lieux de la communication*, Mardaga, Bruxelles, 1992, p. 197.

secteurs d'activités dominants, politique, économique etc. Les personnes citées sont alors investies d'un pouvoir qui leur confère un « pouvoir- dire » auquel la presse participe. On retrouve aussi des noms communs, des groupes sociaux, des corps intermédiaires qui sont cités comme référence à l'information. Finalement, des noms collectifs, des lieux géographiques notamment donnent à l'information un caractère spatio-temporel utile à la compréhension de l'événement. Ainsi, on parle « des habitants de Ratoma », à plusieurs reprises, l'expression « les citoyens de Ratoma » ou « la commune de Ratoma » est reprise dans la presse. C'est aussi le cas de Cosa, un quartier de Ratoma: dans *Le Diplomate* du 30 janvier, dans la rubrique « Grève Générale Illimitée », un article s'intitule « La Guérilla à Cosa ». Dans le numéro du 6 février, un autre article est intitulé « le chef de quartier de Cosa menacé ». Cette nominalisation revient à faire d'un nom une médiation de la collectivité qu'il représente, les acteurs sociaux ne relèvent plus d'une logique d'identification mais d'appartenance. Les discours sont alors rapportés soit au style direct, soit au style indirect. Ce recours aux personnes notables fait partie de la stratégie du journal pour faciliter l'adhésion du lecteur.

La presse a recours à différentes stratégies pour produire un effet de vérité essentiel pour l'adhésion des lecteurs à ses propos, c'est particulièrement le cas des citations. On peut citer les propos de personnes notables, experts ou de simples citoyens. Le journal ne se fait alors que le rapporteur, considérant que ces actes d'énonciation sont des éléments d'information. Ces éléments permettent d'entretenir les débats et apparaissent comme des preuves des dires des journalistes qui s'appuient sur les propos rapportés. Les citations, mêlées au récit des événements, apportent différents points de vue et traduisent l'opinion générale sur la thématique de la grève générale. Elles permettent de mettre l'événement en perspective, condition indispensable d'une bonne compréhension des faits par les lecteurs. Noyaux de l'information ou points de vue des différents acteurs, les citations assurent une cohérence textuelle au discours de presse. Elles donnent une place particulière à chaque locuteur et mettent le lecteur directement en lien avec les différents intervenants. Aucun des titres de notre corpus ne dispose d'une rubrique spéciale consacrée à la réaction des lecteurs aux sujets de l'actualité. Cependant suite à la nomination du premier ministre, *Le Lynx* a intégré dans sa rubrique « politique » une sous-rubrique « plume du lecteur » dans laquelle est publié un article d'analyse d'un analyste financier. *L'Indépendant* de son côté a introduit dans sa rubrique « Actualité », une sous-rubrique consacrée aux réactions des lecteurs. Ainsi dans son numéro du 1^{er} février on peut lire « *Grève générale illimitée en Guinée. Réactions à chaud*

des citoyens ». Dans son numéro du 1^{er} mars on voit « *Nomination du PM et chef du gouvernement. Réactions des leaders Sociopolitiques* ». Dans cette sous-rubrique, sont retranscrits des propos des personnes légitimées par leur fonction au sujet de la grève générale dans le premier cas et dans le second des propos d'hommes politiques par rapport à la nomination du premier ministre. Ces discours, que Jamet et Jannet (1999) appellent « secondaires » apportent une « caution de réalité au discours du journaliste ». Suivant la personne citée et le contexte de l'événement, on considère que le journaliste a su s'entourer d'avis autorisés, trouver de bons témoins etc. Le discours indirect est fréquemment utilisé, le verbe introducteur permet d'établir les nuances interprétatives dans l'appréhension des propos. Le journal est tributaire des voix qu'il reproduit, il est responsable du statut qu'il leur assigne. Chaque locuteur cité possède une place particulière dans la situation d'énonciation instaurée par le journal, c'est notamment le cas des citations d'hommes politiques face au drame. Le discours de presse entretient un double rapport avec ces discours : il témoigne souvent d'une certaine familiarité ou complicité dans le titre, mais dans l'article, il nécessite une paraphrase qui les situe à leur place et leur donne donc une autorité et une légitimité. Le journal les met en scène et les installe dans leur fonction auprès de l'opinion publique en légitimant leurs propos. Ainsi, leurs propos sont souvent repris en titre, leur fonction en surtitre. Dans *L'Indépendant*, l'article intitulé « Il y aura une nouvelle équipe gouvernementale dans un bref délai » est une interview d'Ibrahima FOFANA, secrétaire général de l'USTG l'un des deux syndicats à l'origine de la grève. Cette reprise de ses propos sans autre indication en tête d'article nous donne déjà l'orientation de l'interview, elle nous fait partager les idées de l'interviewé.

Le Lynx privilégie les interventions d'experts pour légitimer les propos journalistiques. Ainsi, des experts interviennent de temps à autres pour émettre leurs opinions sur les différentes thématiques. Ils ont des statuts très variés : écrivain, homme politique, économiste ... et sont amenés à participer à l'édifice de la parution pour aider les lecteurs à mieux comprendre. Dans *Le Diplomate*, quelques témoignages sont inclus çà et là et mettent en scène de réels témoins de l'événement, qui l'ont la plupart du temps vécu. Dans la rédaction, les journalistes se sont mobilisés, notamment dans le numéro spécial du 12 au 26 février, très complet et entièrement consacré au sujet. Les différents services du journal ont été mis à contribution : service politique, service société, service économie etc. En ce qui concerne les journalistes, les relais semblent moins nombreux dans *Le Diplomate* que dans les autres journaux nationaux, mais on constate la présence de correspondants dans le monde, à Genève ou

Bordeaux par exemple. Cependant la plupart des articles sont signés par les journalistes « de terrain » à Conakry.

Face à un événement d'une telle ampleur, les médias fonctionnent comme sources les uns par rapport aux autres (autoréflexivité médiatique). Le fonctionnement du traitement de l'information devient une information en soi, les médias se mettent eux-mêmes en scène dans leur travail, ils se font écho de la manière dont les autres médias relatent les informations relatives à la grève. Cette volonté constante d'explicitier les conditions de la collecte d'informations est une caractéristique majeure des récits médiatiques diffusés en temps de crise. Elle permet de prolonger l'analyse du travail réalisé et notamment des enjeux déontologiques des médias. Les propos des hommes politiques notamment sont repris et analysés. Il arrive que des relations s'instaurent entre les personnes citées et le journal fonctionne comme un lieu de débat. Le journaliste est parfois tributaire des discours déjà produits sur l'événement. Nous pouvons alors parler de reproduction dans la mesure où le discours initial n'est pas repris dans son intégralité et qu'il est au sein d'un autre discours qui lui sert de support. La parole est donnée aux différents acteurs en conflit, et celui-ci est particulièrement signifié par les commentaires du journal introduisant les interventions dans une mise en scène de crise. La presse est un lieu de débat, un forum, un lieu médiaté (Lamizet, 1997). Ainsi, *Le Diplomate* du 6 février revient sur ce qu'il a appelé un « off involontaire » de la presse écrite et essaie de résumer en quelques lignes les raisons de ce silence. Le journal reviendra dans le numéro suivant sur l'incapacité de la RTG de couvrir les événements perdant ainsi « l'occasion de montrer à chacun que la Guinée a fait des avancées significatives en matière de la liberté de presse »¹⁵¹. *Le Lynx* quant à lui reviendra sur la gestion de la crise par la RTG en deux points. D'abord, il publiera les réactions de certains journalistes africains par rapport à la crise et dans le même numéro, il reviendra sur la couverture de la crise par la RTG à travers la lettre ouverte d'un lecteur « *choqué par la manière dont la Télé Coco couvre la grève* »¹⁵².

¹⁵¹ *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 2.

¹⁵² *Le Lynx* n°773 du 15-22 janvier 2007, p. 3.

3-Le bouleversement du contrat de lecture

Comme nous l'avons constaté, le message diffusé aux lecteurs sur l'évènement est constitué de différents types de signes : linguistiques, typographiques, topographiques et iconiques, qui interagissent pour constituer plusieurs niveaux de lecture du journal. Ces différents niveaux prennent implicitement le lecteur en considération, ils font entrer en jeu une image du lecteur prédéfinie par le journal et instaurent un contrat de lecture particulier, contrat de lecture qui prend effet dans des positions interlocutives constitutives d'une énonciation plurielle.

-Le contrat de lecture

Le journal résulte d'une dialectique entre production et réception d'informations. Bien que « l'allocutaire » soit peu marqué et qu'il s'agisse d'un texte écrit et d'une énonciation différée, une relation s'instaure entre le journal et le lecteur, encore plus dans le cas d'un événement à forte portée émotionnelle. En effet, peu de temps sépare l'encodage du décodage, les lecteurs ont déjà eu connaissance de l'information par la radio et RFI (Radio France Internationale) en l'occurrence, le décodage en est donc simplifié. Sujet destinataire de l'information, le lecteur est l'objet de stratégies de captation de la part du journal. Cette stratégie de captation passe par trois modalités de traitement de l'information relative à la grève générale, modalités qui aident à la structuration de l'évènement. Elle répond en premier lieu à une loi de proximité qui rapproche la grève et sa répression des lecteurs émotionnellement, politiquement, économiquement etc. La loi de spectacularité qui se manifeste dans la hiérarchisation des informations par rapport à leur force émotionnelle, elle accentue la loi du positionnement idéologique des parutions. La loi de spectacularité amène les journaux à mettre l'accent sur les images spectaculaires et les sujets à forte implication émotionnelle comme les récits de vie des victimes ou la monstration des dégâts. C'est un appel au partage de la compassion qui est plus efficace au niveau des stratégies de captation des journaux, « *la figure du Même [est alors un] support d'identification* »¹⁵³.

La presse écrite classifie et ordonne l'information. Elle met en avant le journal et aspire l'allocutaire dans son découpage du monde, dans la logique qu'elle applique au discours porté sur le monde. Le journal cherche à évaluer sa capacité à interpréter ce qui est dit, il lui confère

¹⁵³ Guy Lochard et Jean-Claude Soulages, « Les mises en scène visuelles » in Patrick Charaudeau (dir.), *La télévision et la guerre*, INA-De Boeck, Paris, 2001, p. 44.

une place particulière dans la construction des faits. Pour Éliséo Veron « *le seul moyen pour chaque titre de construire sa personnalité, c'est au travers d'une stratégie énonciative qui lui soit propre, autrement dit, en construisant un certain lien avec ses lecteurs* »¹⁵⁴.

Cette évaluation est nécessaire au traitement de l'information dans un but de compréhension et de vulgarisation de l'événement. Il en va donc de l'image du journal, de l'implication du lecteur, et de leur relation, condition indispensable à l'existence du médium. La maquette du journal organise l'espace et le temps de lecture du lecteur. De ce point de vue, de nombreuses différences peuvent être relevées dans le traitement de l'événement par les différents titres de la presse guinéenne constituant notre corpus. Même si la communication médiatique s'effectue généralement dans un sens (un transfert d'information du journaliste au lecteur) ce dernier a un droit de réponse qui s'inscrit dans une « communication décalée » Jamet et Jannet¹⁵⁵ (1999 :17).

Le courrier des lecteurs est un bon exemple de l'intrusion du discours profane sur l'événement, de l'introduction d'informations issues de l'opinion publique, qui d'une part aide à la compréhension des informations et d'autre part donne un retour venant confirmer ou infirmer la bonne diffusion des informations auprès de l'opinion publique.

Chaque journal va donc privilégier tel ou tel rapport de place, pédagogique ou émotif, proche ou lointain, avec pour principal objectif la crédibilité ou la séduction. Chaque journal, dans un dispositif global, a le choix de la mise en scène qu'il considère la plus appropriée à son lectorat. Le journal suscite chez le lecteur certains types d'attentes et propose un contrat de lecture. En effet, un certain nombre d'indices vont prédéterminer la lecture et la baliser dans le traitement médiatique de la grève générale de janvier et février 2007. Ainsi, *Le Diplomate*, avec sa pluralité de photographies, présente un aspect plus marqué par l'émotion que *Le Lynx*, qui, par la multiplication d'articles sur une même page, donne une image construite et variée des informations données. Le journal permet différentes entrées dans l'information, des balises permettent de circuler rapidement dans les pages, s'arrêter à des brèves, lire des clés, s'arrêter à des portraits, apprécier un éditorial etc. Le principal souci est de faire exister toutes les informations et de manifester ses choix et la hiérarchisation de l'information. Selon certaines « fonctions d'ancrage » (Jamet, Jannet 1999). Ce partage du monde et le classement

¹⁵⁴ Eliseo Veron, « *Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation* », in *La presse, produit, production, réception*, P. Charaudeau éd., Hatier, Paris, 1988, p. 17

¹⁵⁵ Claude Jamet, Anne-Marie Jannet, *Op. cit.*

d'un énoncé dans un volet plutôt qu'un autre suscite alors une attente différente de la part du lecteur.

Le contenu d'un article peut mobiliser certains anonymes. Le discours de presse éprouve la nécessité de les nommer pour les authentifier. Les noms propres utilisés pour la signature des articles sont parfois réels, parfois artificiels. Ils sont généralement entourés de précisions qui classent la personne selon trois critères, son âge, sa profession et son activité, des critères qui aident le lecteur à s'identifier à ces voix plurielles. Dans *L'Indépendant* du 1^{er} février, l'article « Réactions à chaud des citoyens » publié à la page 3, nous propose une pluralité de témoignages de personnes qui ont participé aux manifestations. On nous donne leurs noms, prénoms et leurs professions. En identifiant avec précision ceux dont il parle et dont il rapporte le discours, le journal produit un effet d'authentification auprès du lecteur. La personnalisation augmente la participation affective de ce dernier. Ce sont des éléments qui participent au contrat de lecture dans la mesure où ils déterminent l'appréhension de chaque information du journal.

Pendant toute la période de crise, plusieurs situations permettent à des intervenants extérieurs de s'exprimer dans les pages des journaux. Même si la réponse ne peut pas se faire en temps réel, les lecteurs ont la parole. Ils sont déjà investis d'un pouvoir dire par leur position sociale et apportent un éclairage supplémentaire sur l'information. C'est le cas des experts, d'hommes politiques nationaux et étrangers, écrivains, journalistes étrangers... amenés à s'exprimer sur l'événement. Le courrier des lecteurs est davantage ouvert au lecteur « profane ». Il est l'occasion pour l'opinion publique d'émettre un avis ou de répondre au journal pour exprimer son accord ou son désaccord. C'est également l'occasion de partager ses émotions. Dans les numéros de notre corpus, le courrier des lecteurs en tant que rubrique n'existe que dans un seul numéro du journal *Le Lynx* (celui du 26 mars) « Plume du lecteur » publié à la page 3. Cela est probablement dû au fait que la mise en page habituelle des journaux a été bousculée par les événements et que les informations à relayer ne laissaient pas suffisamment de place pour cette rubrique. Néanmoins, les journaux ont su trouver un moyen d'intégrer dans le dispositif mis en place pour l'occasion les réactions des lecteurs. Ainsi dans *Le Diplomate* du 30 janvier, le journal publie dans sa rubrique « Grève générale illimitée » la réaction de huit citoyens suite à la nomination du premier ministre. Pareil, dans son numéro du 1^{er} février 2007, *L'Indépendant* donne la parole à quelques personnes qui réagissent par rapport à l'actualité dans l'article intitulé « Réactions à chaud des citoyens ».

-L'implicite dans la construction du discours médiatique

Si le discours produit par le journaliste sur la grève générale de 2007 et l'interprétation qu'en font les lecteurs ont quelques chances de se ressembler, c'est parce qu'ils sont le résultat d'un produit social. Ils sont construits dans un même système de références et participent d'un savoir partagé. Ce savoir, trait distinctif de l'appartenance des sujets à une culture et à un système commun de représentations, fonde l'identité du sujet. Le journal est une matrice qui inscrit le lecteur en filigrane dans ses pages, l'instituant alors en « lecteur modèle » (Umberto Eco, 1985)

L'implicite dans le discours médiatique, c'est ce qui est non dit dans un énoncé, ce que le locuteur, en l'occurrence le journaliste, sous-entend pour amener le lecteur à comprendre ce qui lui est relaté. La presse fonctionne en vertu d'un consensus intuitif, le lecteur a intégré implicitement un système de codes lui permettant de comprendre les énoncés qui lui sont présentés et leur exposition au sein du dispositif médiatique. Plusieurs éléments sont mis en perspective, des savoirs diffus et implicites qui ne sont pas directement liés à l'actualité mais que les journalistes estiment comme un fond culturel partagé avec les lecteurs. Ainsi, le mois de novembre 1970 est évoqué à plusieurs reprises (*Le Lynx* et *L'Indépendant*) relativement à la grève et surtout à sa répression sanglante, sans trop entrer dans les détails pour *L'Indépendant*. Ce dernier rappelle juste par rapport à la répression particulièrement sanglante du pont huit novembre dans son article « Un triste symbole au cœur de Conakry », les pendaisons qui avaient lieu à ce même endroit pendant les années les plus noires de la première république. Les journalistes partent alors du principe que les lecteurs peuvent eux-mêmes faire le lien entre les exécutions de cette année par le régime de Sékou Touré et les tueries qui ont eu lieu pendant la grève. Les implicites dominants sont ceux liés à l'actualité. Ils sont positionnés sur une échelle chronologique des événements construits dans l'espace médiatique. Les faits sont alors mis en perspective dans le temps, plus ils s'éloignent dans le passé, plus ils perdent de leur capacité à être une référence pour le lecteur. En effet, toute information est appréhendée dans un flux temporel, tout événement contribue à l'actualité et peut servir de référence implicite au lecteur. Il en est ainsi de l'expression « janvier et février 2007 », utilisée pour caractériser la grève et sa répression. Cette expression est avant tout une date, mais dans la presse, son utilisation résume la grève générale et les massacres qui ont eu lieu pendant cette période.

L'implicite permet d'établir un monde commun de références par l'intermédiaire du journal, un rapport de familiarité. En effet, c'est la connaissance de l'actualité et de la situation d'énonciation qui permet au lecteur de donner un sens à l'énoncé et de comprendre l'ampleur de l'événement. Chaque numéro de journal s'inscrit dans une collection, il construit alors implicitement, un système de références internes qui fait son unité grâce auquel chacun élabore un savoir référentiel pour l'appréhension des faits relatés dans leur globalité. Par rapport à la situation d'énonciation, la création d'une rubrique « grève générale » pour *Le Diplomate* et des espèces de sous-rubriques intégrées dans les dispositifs habituels du *Lynx* et de *L'Indépendant* fonctionne comme référence. Ainsi, le lecteur du *Diplomate* sait qu'il découvrira à la Une, une photographie dont le sens est associé au titre, et que le gros titre sera développé dans cette rubrique. De plus, le fait que l'information soit toujours placée à la Une laisse supposer que c'est une information essentielle, le non-dit se construit d'abord en couverture et se poursuit dans la mise en page. Celle-ci construit le cadre dans lequel la communication peut s'effectuer. Chaque journal exploite les grandes catégories d'implicites et joue des différents éléments du dispositif pour construire son identité. Par le biais de cet implicite, le lecteur acquiert une compétence qui lui donne la maîtrise de l'espace rédactionnel et des faits relatés. Dans une communication différée comme celle de la presse, le lecteur ne peut pas toujours vérifier les compétences des journalistes, il doit donc en avoir une représentation. Par conséquent, le journaliste adopte son discours, il choisit les références qui lui semblent appropriées et instaure une complicité qui repose sur l'implicite.

Les informations données dans la presse sont comprises seulement dans un flux qui tisse des liens entre elles. Les éléments constituant l'événement ne peuvent pas être répétés dans leur totalité à chaque fois, c'est l'implicite qui permet cette économie tout en préservant la cohérence du discours. Toutefois, dans le cas d'un événement inédit compte tenu de son ampleur, la répétition est parfois inévitable. Que ce soit par manque de données ou par besoin de compléter l'événement, les informations sont reprises et développées au fur et à mesure, ce qui donne une idée de maîtrise de l'événement. A partir des savoirs présumés des lecteurs, le journal ajoute un certain nombre d'informations et présuppose ce que le lecteur doit connaître pour appréhender cette nouvelle information. Le lecteur de son côté, construit des inférences en fonction de ce qu'il connaît du sujet, de ce qu'il sait du journal, de l'événement construit médiatiquement. L'aspect inévitable de l'événement de janvier et février 2007 au niveau médiatique fait entrer la grève générale dans l'histoire et l'ancre dans une culture commune et effective.

L'implicite permet donc d'exprimer ce que l'on est censé savoir et qu'il vaut mieux sous-entendre, d'une part pour éviter les répétitions, d'autre part pour respecter une sorte de code d'écriture journalistique. Il participe aux stratégies de captation pour faire adhérer le lecteur au discours médiatique.

II-Unanimisme des articles et singularité de l'information

Dans la presse, il y a une nécessité de montrer l'événement et les Unes sont en cela révélatrices. Les journaux attachent une grande importance à la restitution du déroulement des manifestations et à donner des informations fragmentées (en particulier chez Horoya) relatives à l'événement. A travers les différents numéros, on voit l'évolution du traitement des thématiques qui nous aide à mieux cerner la construction de l'information.

1-La gestion du contenu médiatique

Dans le cas d'un événement très peu traité par les médias d'Etat mais largement couvert par RFI (très écouté à Conakry dès qu'il y a un évènement important), il est difficile pour la presse écrite de donner de la nouveauté, cette nouveauté réside donc dans l'anticipation des informations ou l'interprétation des récits évoqués au préalable.

Tous les éléments dont nous venons d'évoquer visent à attirer le lecteur afin de répondre à des contraintes liées au médium presse. Le journal se doit donc d'être proche du lecteur afin de l'intéresser, mais comporter également une part de surprise afin de créer une intrigue et introduire la nouveauté dans la transmission d'une information déjà maintes fois reprise. Cette visée est par ailleurs à l'origine du développement de nombreux articles de proximité dans la presse guinéenne suite à la grève générale, tous les articles relatifs aux conséquences de l'événement, notamment économiques et sociales, visent à rapprocher l'événement et plus particulièrement les conséquences de la crise, aux lecteurs.

La rédaction des articles de presse prend en compte un certain nombre de facteurs. Les phrases utilisées sont simples, courtes et claires, notamment lors de l'attaque de l'article qui met en jeu divers procédés tels que la mise en scène de l'information, l'affirmation, la

citation, la comparaison. La première phrase de l'article extraite de *L'Indépendant* du 1^{er} février « *Les répressions féroces des forces de sécurité et des éléments de la garde présidentielle qui ont accompagné les manifestations populaires du 22 janvier sur tout le territoire national sont loin et bien loin de nous livrer un bilan exhaustif* »¹⁵⁶ prend en considération les deux éléments que nous venons d'évoquer. Elle rapproche l'événement des Guinéens en faisant explicitement référence aux massacres que pratiquement tous les citoyens savent, chaque citoyen connaissant au moins une famille ou quelqu'un qui connaît une famille endeuillée par la répression sanglante. Cette idée est accentuée par la reprise des témoignages de victimes qui contribuent également à accentuer l'émotion des scènes présentées.

Pour Jamet et Jannet (1999), l'unité rédactionnelle se définit en trois critères qui constituent l'unité rédactionnelle de l'article :

- L'unité référentielle : tout l'article porte sur la même référence, en l'occurrence Conakry ;
- L'unité énonciative : tout article constitue un ensemble homogène du point de vue des formes de l'énonciation organisées autour du locuteur principal. Le texte extrait de *L'Indépendant* propose un récit des événements à Conakry et invite des anonymes à s'exprimer dans la sphère publique pour faire partager leurs émotions. Le lecteur est ainsi explicitement pris en compte dans le texte journalistique ;
- L'unité argumentative ou rhétorique : tout article cherche à prouver quelque chose, l'objectif principal est ici d'expliquer au lecteur le déroulement des faits dans les différents quartiers de Conakry et de lui faire admettre le nombre conséquent de victimes causées par les violentes répressions des forces de l'ordre guinéennes.

Une des caractéristiques du discours de presse est la stratification qui induit la succession des informations lors de la lecture. Celle-ci met en évidence un nombre important d'informations qui, mises ensemble, constituent l'information globale. La mise en page des articles isole certains types de textes pour les caractériser. Le plan de l'article prend généralement la forme d'une pyramide inversée : l'information principale doit être donnée dès le premier paragraphe et celles qui suivent doivent la compléter. L'information centrale est présentée de manière

¹⁵⁶ Camara Moro Amara, « La société civile annonce 90 morts et 300 blessés », *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007, p. 7.

complète et répond aux interrogations : Qui ? Quoi ? Quand ? Où ? Pourquoi ? Cette information est unique mais peut être complétée par des informations périphériques.

En ce qui concerne le traitement médiatique global de la grève générale de janvier et février 2007, les journaux ont tous traité le sujet. Afin d'attirer le lecteur alors que les informations sont les mêmes presque sur tous les supports, le choix de l'angle ou l'éclairage de l'article prend une place très importante. L'angle est le reflet de la parole singulière du journal. Ainsi, la grève a été traitée sous différents angles : politique, économique, humain etc. Ces angles déterminent également le choix du genre de l'article. L'éclairage peut également consister à choisir un détail de l'événement et à l'approfondir ou à l'inclure dans un thème plus vaste, ainsi le thème de grève est omniprésent et sert d'introduction à des analyses plus poussées sur la politique guinéenne ou les difficultés économiques et sociales des citoyens par exemple, c'est notamment le cas de cet article du journal *Le Diplomate* « La vie de plus en plus chère ». Les journaux qui ont traité de l'événement manifestent une subjectivité interprétative en même temps qu'une opinion commune. Reste à savoir si tous les discours sont réellement à l'unisson ou si les journalistes retranscrivent une source commune en la réinterprétant chacun à sa manière. Le deuxième cas semble plus probable lors d'un événement aussi rare que cette grève générale.

2-Des ressemblances dans le traitement

Les Unes nous présentent une vision unanime de l'événement durant les semaines de crise. Cet unanimisme est relativisé par l'analyse des articles qui nous donne des indications précises concernant le traitement de l'événement.

-Les mêmes informations dans tous les journaux

Dès les premières semaines de crise, les journaux à chaque fois qu'ils ont pu paraître ont accordé une place très importante à l'événement. Les tableaux qui suivent nous présentent la répartition du nombre d'articles par les différents titres.

Nombre d'articles consacrés à l'événement par les titres de notre corpus

Tableau n°8 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par *Le Lynx*

15-22 janvier 2007	05 février 2007	12-26 février 2007	19 mars 2007	26 mars 2007	Total
15	19	14	14	9	71

Tableau n°9 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par *L'Indépendant*

01 février 2007	08 février 2007	01 mars 2007	15 mars 2007	Total
22	9	13	9	53

Tableau n°10 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par *Le Diplomate*

09 janvier 2007	30 janvier 2007	06 février 2007	Total
1	27	19	47

Tableau n°11 : nombre d'article consacrés à l'évènement *Horoya*

31 janvier 2007	2 février 2007	5 février 2007	7 février 2007	9 février 2007	28 février 2007	1 ^{er} mars 2007	Total
2	1	1	2	11	7	4	28

Dans la majorité des cas, l'information relative à la grève générale prend la plus grande partie de l'espace journalistique. La presse privée nationale a développé le sujet sur de nombreuses pages. Les chiffres sont bien sûr à relativiser suivant les parutions. La pertinence du contenu informationnel n'est pas à évaluer en fonction du nombre de pages consacrées à la grève. Les chiffres relatés dans ces tableaux ne sont significatifs que si on connaît les parutions. En effet, *Le Lynx* publie un nombre important d'articles et les illustrations étant peu présentes, une place plus importante est accordée à l'écrit. Il est aussi important d'attirer l'attention sur le nombre de numéros spéciaux consacrés au sujet : *Le Lynx* en fait paraître deux, *L'Indépendant* un et *Le Diplomate* un.

Pour un événement unique, un traitement médiatique unique doit être approprié. Nous précisons tout d'abord que pour une grève entamée le 10 janvier il a fallu attendre le 30 janvier pour *Le Diplomate* et le 8 février pour *L'Indépendant* pour sortir leurs numéros de couverture de l'évènement. Cette longue absence est due aux problèmes de dépendance de la presse guinéenne dans son ensemble dont nous avons abordé plus haut. Cependant les deux journaux publient un numéro spécial chacun avec un nombre impressionnant d'articles consacrés à l'évènement dans leurs premiers numéros depuis le début de la grève. *Le Lynx* et *L'Indépendant*, par leur mise en page primant sur l'écrit et non sur l'image, proposent un nombre important d'articles consacrés à l'évènement. *Le Diplomate* lui propose moins d'articles et plus d'illustrations par rapport aux autres.

A travers le nombre de pages et le nombre d'articles accordés par chacun des titres de notre corpus, nous constatons que les journaux n'ont pas accordé le même intérêt à la couverture de la grève. En effet, alors que *Le Lynx* publie un nombre conséquent d'articles, 71 dans l'ensemble et 15 dans la semaine du 15 au 22 janvier, *Le Diplomate* lui a publié 27 articles le 30 janvier et *L'Indépendant* 22 articles le 1er février.

Que ce soit en Une ou à l'intérieur des journaux, l'image prend le pas sur l'information notamment dans *Le Diplomate*. Suite à la grève, la photographie a pris une place essentielle dans les pages des journaux, ce qui est dû à sa portée symbolique forte car les photographies sont là pour montrer et prouver ce que Barthes (1980), appelle « l'avoir été là » de l'évènement. Durant les semaines qui ont suivi le début de la grève, il était plus facile de montrer que d'expliquer les choses, l'émotion étant encore trop présente chez les journalistes. Cette abondance de la photographie est significative dans les Unes des journaux (pour *L'Indépendant* et *Le Diplomate* en particulier).

-Les Unes

Dans tous les journaux, les Unes sont révélatrices de l'importance émotionnelle de la presse pendant la grève. En effet, tous les journaux du corpus leur ont consacré leur Une durant toute la durée de la couverture de l'évènement. La photographie prend ici une place dominante, elle est présente sur toutes les Unes du corpus (l'exception du *Lynx* qui en tant que journal satirique présente des caricatures), à une échelle plus ou moins importante. Hormis *Le Diplomate* du 30 janvier, les hebdomadaires de notre corpus mettent tous en Une, une photographie des protagonistes de la crise proposées toutes en gros plan. *Le Diplomate* du 30 janvier cependant propose en gros plan, une photographie des services de sécurité dans une

rue de Conakry avec armes en mains dont certains sont en train de ramasser des pierres mises là sans doute par les grévistes pour leur barrer la route. Sur cette photographie, un petit encadré inséré sur le côté montre une victime de la répression avec le pied bandé. Toutes sont proposées en gros plan afin d'accentuer l'aspect spectaculaire de l'événement et montrer explicitement les choix journalistiques mettant en avant le rôle incontournable des acteurs politiques et syndicaux dans la crise. Les images des Unes de notre corpus même si elles montrent pratiquement toutes les mêmes personnes, sont toutes différentes. Aucune Une n'est identique à une autre. Ainsi les Unes de *L'Indépendant* présentent toutes les photographies de responsables syndicaux. Ces photographies seront associées avec tantôt une image de Lansana CONTE, tantôt une image Lansana KOUYATE. Sur deux de ces Unes, le journal insère des petits encadrés montrant, Ibrahima Babangida, médiateur de la CEDEAO sur le numéro du 1^{er} mars et Abdoulaye WADE ancien président du Sénégal sur le numéro du 15 mars. *Le Diplomate* lui, présente sur son numéro du 6 février, une photographie du président Conté accompagnée de cette phrase : « Nomination d'un PM, quand Conté joue avec le feu... ».

Les journaux mettent ainsi la thématique des acteurs de la crise, une thématique récurrente dans le traitement médiatique de la grève.

Certaines thématiques relevées dans nos descripteurs attribués aux articles se retrouvent aisément dans les images situées en première de couverture : les protagonistes à savoir les responsables syndicaux et le président Conté mais aussi les responsables des partis de l'opposition, les médiateurs africains, les hauts cadres du gouvernement impliqués dans le déclenchement de la crise. Ce sont autant de sujets qui attirent le lecteur et qui font donc l'objet d'une mise en évidence particulière en Une des journaux dans les semaines qui ont suivi le début de la crise.

Illustration n°35 : une du *Diplomate*



Une du *Diplomate* n°225 du 9 janvier 2007

Illustration n°36 : une du *Diplomate*

Auto Ecole DEBO Notre compétence fait école Plus qu'une école, elle est la référence de la bonne conduite	 DIOTRANS-GUINÉE Commissionnaire Agréé en Douane TOUTES OPÉRATIONS EN DOUANE LOGISTIQUE-TRANSIT-TRANSPORT EMBALLAGE & DÉMÉNAGEMENT <small>BP: 3893 - Conakry Rép. de Guinée Boulevard de la République, Immeuble Zéén-2e étage Tél: 60.21.68.35 / 60.26.99.01 / 60.28.08.15 / 30.43.24.25 E-mail: maguette@diotrans.net.gn</small>	Le protocole d'accord en intégralité
---	---	---

LE DIPLOMATE

L'autre façon d'informer Le site web: www.lediplomateguinee.info

Hebdomadaire guinéen d'informations générales No 226 du 30 janvier 2007 Prix 2000FG



GRÈVE GÉNÉRALE

La terreur & le sang

RABIATOU DIALLO S/G DE LA CNTG  "Je préfère	DR. IBRAHIMA FOFANA, S/G DE L'USTG "Nous avons été ligotés 
--	---

Une du *Diplomate* 226 du 30 janvier 2007

Auto Ecole DEBO Notre compétence fait école Plus qu'une école, elle est la référence de la bonne conduite	 DIOTRANS-GUINÉE Commissionnaire Agréé en Douane TOUTES OPÉRATIONS EN DOUANE LOGISTIQUE-TRANSIT-TRANSPORT EMBALLAGE & DÉMÉNAGEMENT <small>BP: 3893 - Conakry Rép. de Guinée Boulevard de la République, Immeuble Zaidan 2e étage Tél: 66.21.48.35 / 69.26.99.01 / 69.26.08.19 / 96.43.24.25 E-mail: maguette@setelgui.net.gn</small>	Le protocole d'accord en intégralité
--	---	--

LE DIPLOMATE

L'autre façon d'informer Le site web: www.lediplomateguinee.info
Hebdomadaire guinéen d'informations générales No 226 du 06 février 2007 Prix 2000FG

NOMINATION D'UN PM

Quand Conté joue avec le feu...



MASSACRE DU 22 JANVIER: L'O.I.T EXIGE UNE ENQUÊTE

OPÉRATION VENTE DE RIZ Encore la magouille	POSTE DE PREMIER MINISTRE Michel Kamano & Sidya Touré N'en veulent pas
---	---

APRÈS LA CRÈVE LE CHEF DE QUARTIER...



Une de *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007

Illustration n°39 : une de *L'Indépendant*



Une de *L'Indépendant* n°714 du 8 février 2007.

Illustration n°40 : une de *L'Indépendant*



Une de *L'Indépendant* n°715 du 1^{er} mars 2007

Illustration n°41 : une de *L'Indépendant*



Une de *L'Indépendant* n°717

Le Lynx comme les autres titres du corpus, met sur ses Unes les mêmes thématiques. Ainsi sur sa Une du 15 au 22 janvier 2007, on voit le président Conté suivi par la grogne sociale qui largue son ami Fodé dans un labyrinthe, en face Rabiadou Sera, secrétaire générale du CNTG dicter ses règles au président.

Illustration n°42 : une du Lynx

«Je n'ai pas peur des critiques»
Laminan Conté

«L'histoire se fiche pas mal que vous vous rongiez les ongles»
Arthur Kestler

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant



MEDIAS
Nos confrères des radios africaines ont leur avis sur la grève de nos syndicaux. Ils ne sont pas passés par quatre chemins pour arriver à des gentillesse sur les ondes.
Au s'cours!

Numéro 773 - du 15 au 22 Janvier 2007 - Prix: 2 000 FG/500 F CFA Site web: <http://www.africone.net/gn/lynx> E-mail: <le-lynx@africone.net.gn> pointdevuelecteurs@yahoo.fr

Les syndicaux en grève fustigent la malgouvernance au pays de Fory Coco

A Khadan*!

* On en a ras-le-bol !



REMANIEMENT

Le 19 janvier au soir, Fory Coco s'est débarrassé de Fodé Bangoura, son ex-Petit Président. Un grand camouflet pour fidèles serviteurs. Au s'cours!

Sommaire

CHRONIQUE ASSASSINE 2

JUSTE UN MOT: 3

GREVE - Sale temps pour les Prêts..... 7

AH, LES FEMMES: 8

ENFANCE: 8

SOUS LE COCOTIER: 8

MOTS CROISÉS: 12

GREVE

La grève des syndicaux paralyse le pays. Forces de l'ogre et manifestants s'affrontent. Citoyens tabassés, préfets chassés, résidences saccagées, morts et interpellations. Au s'cours!

RTG

Des âmes ultra sensibles, choquées par la manière dont Radio Gbantama et la Télé Coco couvrent la grève, ne tardent pas à s'émouvoir. Au s'cours!

Affaire Futurelec - Etat Guinéen

Faut-il saisir ou sauver ?



Une du Lynx n° 773 du 15 au 22 janvier

Le numéro suivant reprend les mêmes thématiques avec toujours Rabiadou Sera mise en avant. On la voit bien décidée, les mains sur les hanches, ce qui dans plusieurs pays africains est expression de détermination chez la femme. Les noms des deux principaux syndicats du pays inscrit sur sa poitrine, derrière elle son confrère de l'USTG, les responsables des partis de l'opposition et le président Conté avec des gardes armés, cachés derrière un arbre. L'expression de Rabiadou Sera, « notre patience à une faim ! » fait allusion aux difficultés économiques et sociales de la population dans laquelle beaucoup de personnes ont du mal à joindre les deux bouts et à manger à leur faim.

Illustration n°43 : une du *Lynx*

« Je n'ai pas peur des critiques »
Séverine Coulibaly

« L'histoire se fiche pas mal que vous vous rongiez les ongles »
Nathan Fozzleton

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant

WASHINGTON
Les Guinéens du pays de l'Oncle Sam se sont retrouvés à Washington. Pour protester contre la Forygouvernance et la répression sauvage de la grève. Eh, oui !

Numéro 775 - 5 Février 2007 - Prix: 2 000 FG/ 500 F CFA Site web: <http://www.africone.net.gn/lynx> E-mail: <le-lynx@afribone.net.gn> pointdevuelecteurs@yahoo.fr>

Les Guinéens réclament toujours un Premier ministre et le changement Sans la Conté-nuité !

NOTRE PATIENCE A UNE FAÏM !

KOUTOUBOU NON MAIS... DIDON VA PAS GARÇON DANS PAYS ? MON VIE, PAYS-LA !

IDIAM! C'EST GRÂCE À NOUS!

AH! MÔNE!

C'EST GRÂCE À NOUS!

ON T'EST EN

GREVE

La répression des manifs du 22 janvier par les forces de l'ogre ne devrait étonner personne. En Guinée, la culture de la violence se perpétue en toute impunité depuis 1958. Eh, oui !

DECRET
Les projets de décrets publiés la semaine dernière ont embrouillé nombre de nos lecteurs assidus. Nous y revenons pour éclairer les lanternes. Eh, oui !

VISITE
La Confédération Syndicale Internationale et le Bureau International du Travail étaient à Conacris. Ils exigent toute la lumière sur le 22 janvier. Eh, oui !

Nino chez Fory Coco
L'ombre des soldats Bissau-Guinéens

WO MAMA
KONÉ FOU
OBRIGADO!
BONDIA BONDIA BONDIA
ÇA A CHAUFFÉ NENE?

Sommaire
CHRONIQUE ASSASSINE : 2
JUSTE UN MOT : 3
AH, LES FEMMES : 3
ENFANCE : 1
SOUS LE COCOTER : 8
MOTS CROISÉS : 12

Une du *Lynx* n° 775 du 5 février 2007

La Une du 12 au 26 février reprend toujours le thème de la grève avec le grognement social et Conté derrière des militaires qui tirent sur la population. L'encadré en bas de la Une qui montre le président et le premier ministre fait référence à la règle de grammaire qui dit quand deux verbes se suivent, le second se met à l'infinitif. Les deux hommes ont le même prénom, on voit le président Conté demander qui des deux est à l'infinitif. « Hê hê, arrête-toi d'abord ! Qui est à l'infinitif ? »

Illustration n°44 : une du *Lynx*

« Je n'ai pas peur des critiques »
Lansana Conté

« L'histoire se fiche pas mal que vous vous rongiez les ongles »
Abdou Kourou

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant



INTERVIEW
En marge de la 7ème édition du salon du livre de décembre 2006, l'écrivain Tierno Monémbo nous parlait déjà de ses inquiétudes pour sa Guinée natale. Et comment !

10

Numéro 776 - du 12 au 26 Février 2007 - Prix: 2 000 FC/500 F CFA Site_web: <http://www.afribone.net/gn/lynx> E-mail: <le-lynx@afribone.net.gn> <pointdevuelecteurs@yahoo.fr>

Après la nomination du PM de Fory Coco, les tueries, l'État de siège et la CEDEAO

Tu Eugènes le pays !



JUSTICE

Le 7 février, nos robins avaient aussi déclenché une grève illimitée. Pour exiger le limogeage des pro-croiseurs Yves Aboly et Yaya Kairaba Kaba. Et comment !

4

EXPORTATION

Peut-on interdire la sortie de nos denrées alimentaires du pays et caresser l'espoir de mobiliser des devises ? Tout le problème est là. Et comment !

5

Cocoterie et Primature

Quand deux Lansana se suivent...



7

Sommaire

CHRONIQUE ASSASSINE 2

JUSTE UN MOT: 3

AH, LES FEMMES: 4

ENFANCE: 8

SOUS LE COCOTIER: 8

MOTS CROISÉS: 12

GREVE

Le Général Ibrahim Babangui, médiateur de la CEDEAO a amené Fory Coco à accepter de nommer un Premier ministre de consensus. Pour que nos syndicaux suspendent la grève. Et comment !

6

Une du *Lynx* n° 776 du 12 au 26 février 2007

La Une du 19 mars montre le nouveau premier ministre en train de faire le ménage dans le pays. Ici l'arbre représente l'Etat guinéen et le premier ministre est en train de couper toutes les branches pourries qui représentent l'ethnocentrisme, le vol, la corruption, le népotisme etc. Le président Conté à l'air étonné de se rendre compte qu'il y avait tous ces problèmes. « Donc toutes ces branches étaient pourries ? » dit-il. En bas de la Une, on voit le premier ministre dans de grandes difficultés pour sauver à la fois les finances publiques et les droits de l'homme dans le pays.

Illustration n°45 : une du *Lynx*

« Je n'ai pas peur des critiques »
Lansana Kouaté

« L'histoire se fiche pas mal que vous vous rongiez les ongles »
Arthur Kestlen

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant



GREVE

Une délégation de syndicaux d'Uni-Africa était à Cona-cris la semaine dernière. Pour un soutien à nos syndicaux après l'état de piège que le pays a connu. Ça va baver ! 17

Numéro 779 - 19 mars 2007 - Prix: 2 000 FG/500 F CFA Site web: <http://www.africone.net.gn/lynx> E-mail: <le-lynx@africone.net.gn> <pointdevuelecteurs@yahoo.fr>

Fory Coco, Mamadou Scylla de Futurlec et Lansana Kou-Raté

C'est la hic-mature !



VISITE

Le 14 mars, Lansana Kou-raté, était chez les Grimpeurs et les Upéristes. Dans le cadre des visites de courtoisie à nos partis politiques ! Ça va baver ! 5

ADMINISTRATION

La grève des syndicaux a rayé l'Etat dans nos Préfectures. Résidences, édifices publics sont saccagés. Préfets et sous-Préfets en cavale. Ça va baver ! 7

Gouvernement de large consensus
Les aléas



Sommaire

CHRONIQUE ASSASSINE : 2

JUSTE UN MOT : 3

POLITIQUE : «Le fou et le prolétaire» 6

TUQUES de JANVIER et FÉVRIER 2007: Impasse marquée 6

POSTE de premier MINISTRE: Le sujet de la constitution 6

INTERVIEW: Dix questions de «femmes» 10

TELEPHONIQUEMENT VOTRE : 11

MOTS CROISES : 12

PRIMATURE

Mamadou le Scylla de Dixinn Bora hante la Forygouvernance. En tout cas, la Cocoteraie aurait l'intention de demander au Kou-raté de lui payer une misère de sept millions de dollars. Ça va baver ! 3

Une du *Lynx* n° 779 du 19 mars 2007

Sur la dernière Une, on voit le premier ministre qui a beaucoup de mal à faire décoller la Guinée, ici représentée par un avion et pour cause? Le président Conté, aidé de ces amis font tout pour maintenir le pays en bas à l'aide d'une corde. On voit Babangida, le médiateur de la CEDEAO venir au secours du pays avec une épée pour couper la corde et libérer le pays des mains du président et de son clan.

Illustration n°46 : une du Lynx

«Je n'ai pas peur des critiques»
Lansana Conté

«L'histoire se fiche pas mal que vous vous rongiez les ongles»
Arthur Kpassi

Le Lynx

Hebdomadaire satirique indépendant



ANNIVERSAIRE
Sékou Touré, le premier dictateur de la Guinée est mort le 26 mars. Fory Coco, son aide de camp occupe le «Kibanyi». En 23 ans de règne, il n'a pas encore sauvé le pays. Et encore! 6

Numéro 780 - 26 mars 2007 - Prix: 2 000 FG/500 F CFA Site web: <http://www.afribone.net/gn/lynx> E-mail: le-lynx@afribone.net <pointdevuelecteurs@yahoo.fr>

Babangida à nouveau à Conacris. Le Gouvernement du Kou-raté, toujours attendu

Ça mars pas fort !



PATRONAT

Youyou Diallo, le nouveau Patron des patrons, considère les envoies verbales du cian Scylla du 20 mars comme un simple épiphénomène. Et encore ! 6

PRIMATURE

Lansana Le Kou-raté qui se cherche un Gouvernement peut-il sortir la Guinée des 50 ans de mauvaises gestions ? Bien des citoyens en doutent. Et encore ! 5

Grève des robins
Les avocats ne démordent pas



Sommaire

CHRONIQUE ASSASSINE 2

JUSTE UN MOT 3

POLITIQUE : Les vérités du Kou-raté 5

INTERVIEW: De la question de droits de l'homme 10

AH, LES FEMMES: 11

ENFANCE : 11

SÔUS LE COCOTIER: 11

MOTS CROISÉS: 12

POLITIQUE

Babangida, le médiateur de la CEDEAO, était dans nos murs, la semaine dernière. Pour s'enquérir de l'état d'avancement du protocole d'accord qui a mis fin à l'état de piège. Et encore ! 5

Une du Lynx n°780 du 26 mars 2007

Au niveau temporel, les Unes du journal *Le Lynx* évoluent en même temps que l'information. Si dans les premières semaines, ce sont les représentants syndicaux, le président Conté et la grève sociale qui priment, viennent peu à peu les caricatures du premier ministre et ses premières tentatives de sortir le pays du chaos. Ces thématiques sont également évoquées dans les pages internes des journaux et elles sont exploitées différemment dans les différents titres.

Illustration n°47 : une de *Horoya*

du 20 décembre 2006 au 20 janvier 2007

Remise des lots les 6, 20 et 27 Janvier 2007

WESTERN UNION

HOROYA
Quotidien national

N°6452 DU MERCREDI 31 JANVIER 2007 - 46^E ANNÉE - PRIX: 1 500 GNF

GRÈVE INTER-CENTRALE CNTG-USTG

C'EST LA GUINÉE QUI A GAGNÉ

La grève déclenchée par l'inter-centrale CNTG-USTG élargie à l'ONSL-UDTG le 10 janvier dernier, restera désormais dans l'histoire de la Guinée comme un repère inoubliable. Et pour cause. Ce mouvement syndical a paralysé le pays pendant plus de deux semaines, causant de graves pertes en vies humaines et en matériels. Sur le plan économique, ces pertes ont essentiellement été constatées dans certains services publics stratégiques comme les impôts, le Ministère des Finances, la Douane...

Malgré les folles allures prises par le mouvement, les protagonistes étant tous des Guinéens, ont refusé toute intervention étrangère pour trouver à leur seul niveau une issue à la crise. Sans aucune considération ethnique ou régionale, ils ont fait montre une fois encore de leur sens de patriotisme en trouvant un compromis le vendredi 20 janvier après de longues heures de chaudes discussions autour d'une table de dialogue franc et sincère.

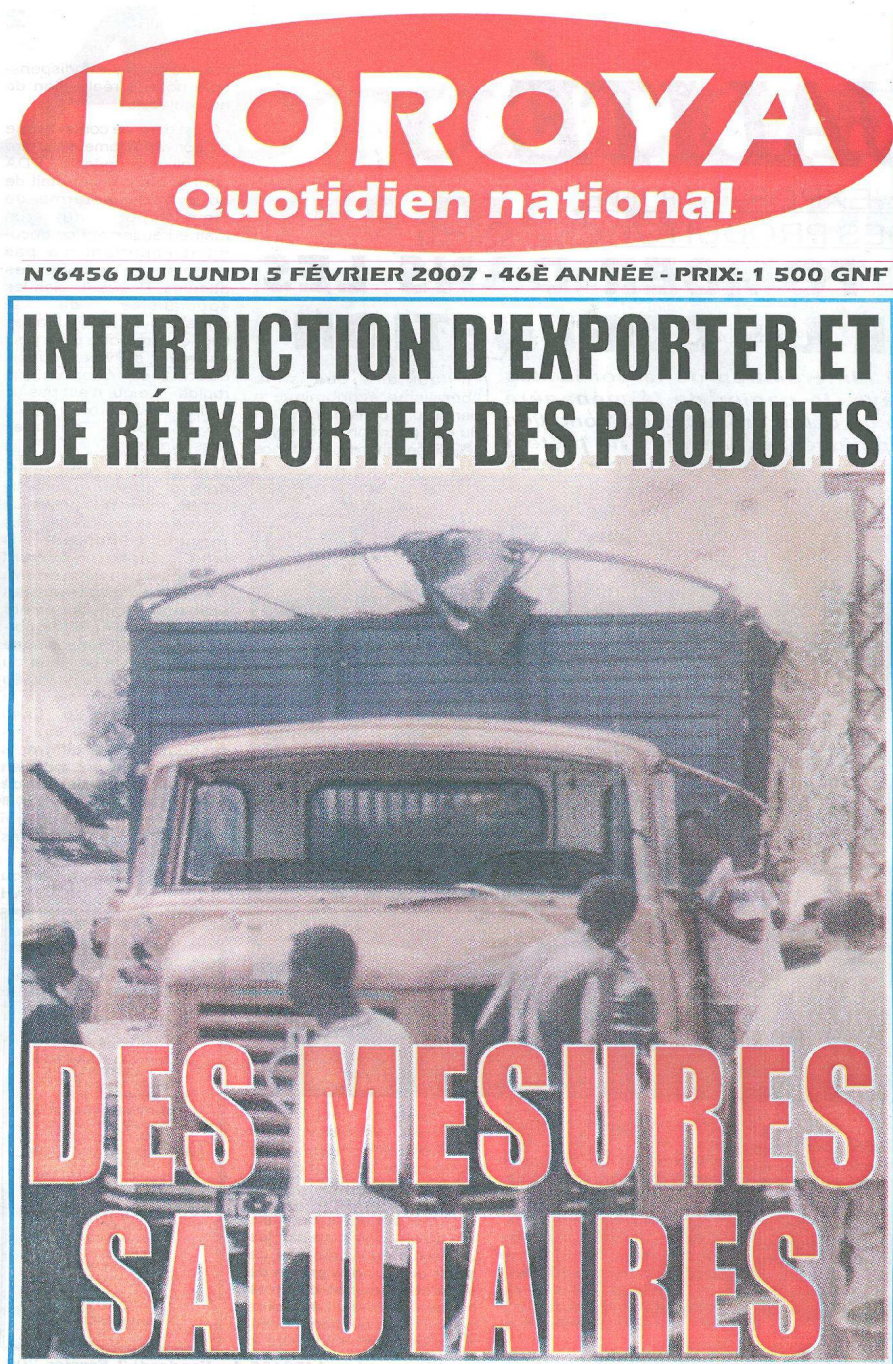
En sa qualité de père de la nation, le Chef de l'Etat s'est mis à l'écoute de son peuple et a accepté ses desiderata dont le point nodal repose sur la nomination d'un premier ministre, chef du gouvernement... Cet acte, le Président de la République a su le prendre à temps pour éviter l'holocauste à une Guinée qui n'en a point la moindre.

Il faut aussi saluer le courage des syndicalistes qui ont demandé dans un premier temps l'amélioration des conditions de vie et de travail du travailleur guinéen avant de solliciter la mise en place d'un chef de gouvernement doté de plein pouvoir à l'instar des autres pays. Ils ont risqué leur vie durant des jours en affrontant les forces de l'ordre. D'où le sens de patriotisme des guinéens qui n'ont jamais sollicité une intervention étrangère pour une solution quelconque des problèmes internes. "Le linge sale se lave en famille", dit l'adage derrière lequel c'est la Guinée qui a gagné.

En attendant de trouver l'oiseau rare, les Guinéens restent dans l'expectative. Que la paix triomphe en Guinée et que nos concitoyens disparaissent pour la circonstance, reposent en paix.

Une de *Horoya* n°6452 du 31 janvier 2007

Illustration n°48 : une de *Horoya*



Une de *Horoya* n° 6456 du 5 février 2007

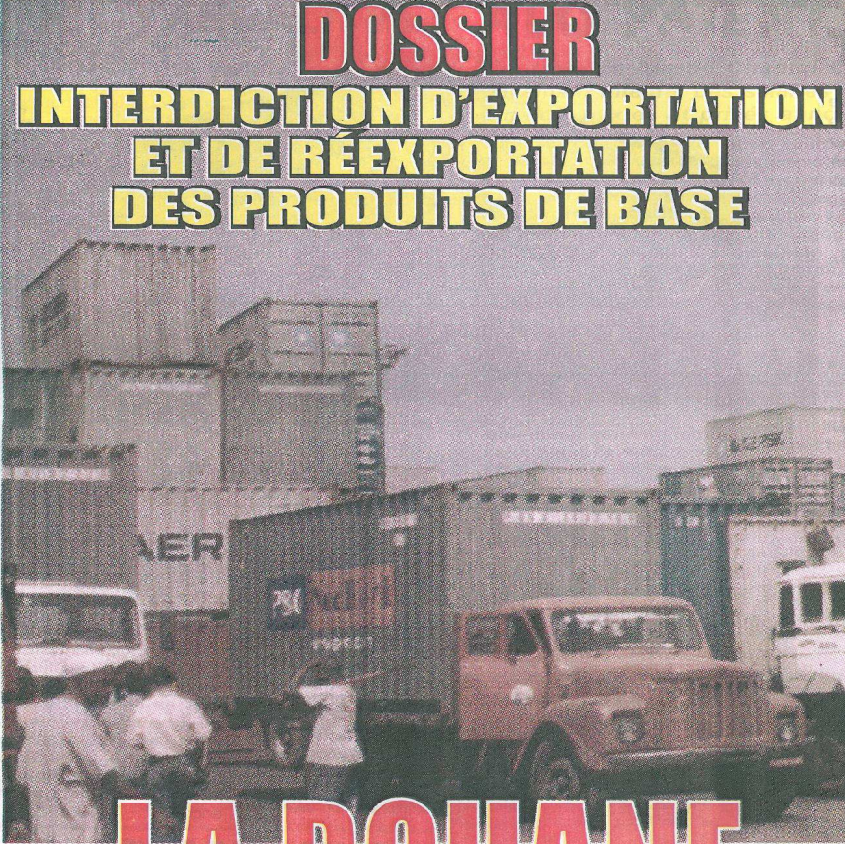
Illustration n°49 : une de *Horoya*

HOROYA

Quotidien national

N°6460 DU VENDREDI 9 FÉVRIER 2007 - 46È ANNÉE - PRIX: 1 500 GNF

DOSSIER
**INTERDICTION D'EXPORTATION
ET DE RÉEXPORTATION
DES PRODUITS DE BASE**



**LA DOUANE
SOUFFLE-T-ELLE?**

BILLET
**GRÈVE NE
RIME PAS
AVEC** P.3
VANDALISME

MATOTO
**ESCROQUERIE
DE FAUX** P.9
MARABOUTS

MALI
**LES BÂTIMENTS
ADMINISTRATIFS
S'ÉCROULENT** P.2

FOOTBALL
**CHAMPIONNAT
NATIONAL
DE LIGUE 1
UNE FORMULE
TOTALE** P.10

Une de *Horoya* n° 6460 du 9 février 2007

HOROYA

Quotidien national

N°6461 DU MERCREDI 28 FÉVRIER 2007 - 46È ANNÉE - PRIX: 1 500 GNF

LANSANA KOUYATÉ À LA PRIMATURE



ENFIN L'HOMME DU CONSENSUS

Le Premier ministre reçu par le Chef de l'Etat

Le Président de la République, son Excellence le Général Lansana Conté a reçu ce mardi 27 février 2007, au Palais des Nations le nouveau Premier ministre, chef du gouvernement M. Lansana Kouyaté, accompagné de son épouse Mme. Kouyaté Fanta Condé. Celui qui a charge de diriger la future équipe gouvernementale est arrivé en début d'après midi hier en provenance d'Abidjan où il exerçait en qualité de Représentant Spécial du Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour la Côte d'Ivoire.

Rencontre fraternelle, empreinte de cordialité au cours de laquelle le nouveau Premier ministre a chaleureusement remercié le Chef de l'Etat pour la grande confiance placée en sa modeste personne.

M. Lansana Kouyaté qui considère sa nomination en qualité de chef du gouvernement comme un insigne privilège s'est engagé à faire appel à toutes les compétences du pays en vue de garantir la prospérité de la Guinée et son rayonnement dans le concert des nations.

Très ému, le Premier ministre, chef du gouvernement a déclaré : " Je dois d'abord rendre grâce à Dieu pour m'avoir accordé cette chance parmi 9 millions de Guinéens. Je remercie bien naturellement le Président de la République qui a bien voulu me choisir parmi une liste qui lui a été soumise.

Je crois que c'est la preuve de la confiance. Je remercie également les mouvements syndicaux, les partis politiques et tout le peuple de Guinée.

Nous avons connu des tumultes, et même des tourments. Mais c'est ce qui anime aussi la vie des nations. Il arrive fatalement des moments où les tensions montent, mais il faut savoir s'arrêter. Que la sortie de cette crise ait été enregistrée pas sur une durée très longue, cela bien naturellement me réconforte.

Donc, c'est pour moi un sentiment de fierté mais aussi de respect ; de respect pour tous ceux qui ont perdu leur vie, de tous ceux qui ont eu leurs biens détruits et naturellement, je pense d'abord aux édifices publics. Nous avons toutes les chances de repenser les plaies. Il faut véritablement que nous allions de l'avant, dans la sérénité.

En tous cas je peux compter sur votre soutien, sur toutes les Guinéennes, sur tous les Guinéens pour que cet objectif soit atteint "

Bureau de presse PRG

Illustration n°51 : une de *Horoya*



Une de *Horoya* n°6462 du 1^{er} mars 2007

3- Un assemblage d'informations

La majorité des journaux guinéens sont des hebdomadaires. Au sein de notre corpus, la presse hebdomadaire joue un rôle particulier. Les journaux qui ne sont édités qu'une fois par semaine n'avaient pas la possibilité de paraître comme à l'accoutumé, tout étant fermé à Conakry pour cause de grève générale. Mis à part les dommages évidents que cela a entraîné pour la liberté de la presse, la nouvelle temporalité "imposée" des parutions due à la grève a permis aux journaux d'avoir plus de temps de réflexion sur la manière d'aborder le sujet et donc plus de choix et de liberté dans le traitement informationnel. Les journalistes ont pu donc avoir le temps de réfléchir à la manière d'aborder et présenter les informations. C'est en ce sens que nos analyses de ces numéros sont intéressantes. Dans un cadre « normal », dans la presse tout vient rapidement, (les réunions d'information, les présentations des sujets etc.). C'est là, le travail typique de traitement médiatique d'un événement. Parmi tous les hebdomadaires disponibles dans l'espace médiatique guinéen, nous avons sélectionné les journaux d'information réputés pour leur rigueur journalistique et leur impact auprès de l'opinion publique.

L'analyse des articles constituant notre corpus nous a permis de déterminer plusieurs axes d'étude : la temporalité quotidienne de l'événement, les thèmes variés, les genres pluriels, les points de vue diversifiés indispensables à une bonne compréhension des faits, une analyse complète et globale ainsi qu'un traitement médiatique qui évolue avec le temps.

Dans le tableau qui suit, nous présentons les thématiques évoquées dans les différents journaux de notre corpus.

Récurrence des descripteurs thématiques dans la presse guinéenne du 9 janvier au 31 mars 2007

Tableau n°12 : récurrence des descripteurs thématiques

	<i>Le Lynx</i>	<i>L'Indépendant</i>	<i>Le Diplomate</i>	<i>Horoya</i>	Total
Politique	27	29	19	3	78
Economie	25	25	22	2	74
Evènements	20	33	27	5	85
Réflexivité médiatique	4	3	2	0	9
Acteurs syndicaux	15	15	12	3	45
Références	5	3	3	0	11
Emotion	10	14	13	0	37
Insécurité	8	10	11	0	29
International	8	6	6	2	22
Forces armées/répressions	15	16	10	0	41
Nomination d'un premier ministre	15	13	9	8	45

Dans un premier temps, on remarque que le traitement thématique n'est pas le même. Suivant les journaux, les angles d'approche dominants sur l'événement peuvent varier. Ainsi, *Le Diplomate* et *L'Indépendant* proposent un traitement quasi similaire de l'information, ils mettent l'accent sur le film des événements et principalement les massacres du 22 janvier. En privilégiant les représentations visuelles, *Le Diplomate* propose peu de variété dans ses choix thématiques : outre le film des événements, l'hebdomadaire propose une vision restreinte aux causes (L'intervention du président Conté dans la libération de l'ancien président du patronat guinéen Mamadou Sylla et de l'ancien ministre des sports et de la culture Fodé Soumah) et aux conséquences de cet acte à savoir le déclenchement de la grève et les massacres qui s'en sont suivis. La variété est par contre plus présente dans *L'Indépendant* et *Le Lynx*. *L'Indépendant* propose peu d'articles, mais ils sont plus longs, ils évoquent notamment la situation économique et sociale du pays (caractérisée par des hausses fréquentes des prix des denrées alimentaires et du carburant), les ingérences fréquentes du président dans les autres

pouvoirs de l'Etat notamment celui judiciaire) ainsi que les pillages des biens publics par un petit nombre de personnes de l'entourage du chef de l'Etat. Ce journal va plus loin en ramène l'événement à des considérations plus culturelles et une analyse médiatique en lien avec les faits. Il insiste sur l'événement en lui-même, les manifestations en premier lieu, leurs répressions mais également les conséquences émotionnelles sur la population et l'aspect référentiel y est également dominant. Tout se passe comme si l'hebdomadaire cherchait à créer une communauté solidaire autour de l'événement. En créant un univers de référence et une vision commune des faits, il fédère l'opinion publique en lui faisant partager les références en lien avec la grève générale. Finalement, *Le Lynx* a une approche particulière : outre les considérations relatives aux faits, le traitement journalistique de la grève est presque exclusivement orienté vers une analyse poussée de l'événement, des difficultés économiques et sociales quotidiennes des citoyens mais aussi la situation politique chaotique, la gestion catastrophique du pays par le président, les détournements des fonds par la classe politique au pouvoir, les manipulations ethniques, les violations quotidiennes de la constitution, la liberté de presse etc. L'analyse de ces données quantitatives nous conduit à repérer des pistes récurrentes dans le traitement thématique de la grève générale.

-Reconstituer l'ambiance à travers les mots

Le reportage est un élément dominant du dispositif journalistique. Il permet aux lecteurs de se situer dans un événement incompréhensible en recadrant les faits dans une ambiance particulière. Le reportage est le genre par excellence pour la description d'une ambiance. Les photographies y prennent alors une place prédominante.

Le Diplomate a misé sur le reportage pour recréer une ambiance que viennent appuyer les photographies. Quelques unes des photographies représentent la violence des forces de l'ordre sur les manifestants mais aussi les dégâts de ces violences avec les images de victimes (blessés et morts) dans les hôpitaux, dans les rues etc. D'autres montrent les acteurs de la crise à savoir le président, mais aussi ses amis, les représentants syndicaux, les responsables de partis politiques etc. Ces images nous donnent ainsi une vue globale de l'événement en représentant tous les acteurs, en rappelant ainsi la désolation suscitée par les répressions. Le journal donne une place importante aux représentations visuelles, les photographies se font information et se suffisent parfois à elles-mêmes. On imagine le manque de recul des journalistes qui devant l'ampleur et la gravité des blessures énoncent des discours empreints d'émotion et donc de subjectivité.

L'Indépendant insère des photographies dans ses reportages, qui sont peu nombreux par rapport au *Diplomate*, mais qui n'en restent pas moins très développés et fouillés. On nous y donne un maximum d'informations, les articles sont longs, la photographie reste ici secondaire par rapport à l'écrit. Une grande place est laissée à la description et aux témoignages à connotation humaniste.

-Montrer l'exceptionnalité de la crise

Pour la presse, il y a deux manières de mettre l'événement au devant de la scène. Tout d'abord, dans la construction du journal. En dehors des considérations relatives au rubriquage et à la titraille, l'événement est généralement présenté sous forme de dossier, il est donc exclu du traitement habituel de l'information. Ceci est particulièrement évident dans *Le Diplomate*, qui présente les articles sous forme de dossier sans les inclure dans la pagination et l'organisation habituelle de l'hebdomadaire. Les journalistes du *Diplomate* qui traitent de l'évènement interviennent sur le sujet. Les titres de leurs articles trahissent l'émotion provoquée au sein du journal : « Que de morts », « Journée sanglante », « les cris et le sang », « massacre » etc. Dans les autres journaux, les articles font partie intégrante du dispositif instauré. L'aspect graphique n'est pas remis en cause, seul le rubriquage est modifié dans certain numéro de *L'Indépendant* et *Horoya* pour l'évènement exceptionnel. Ils peuvent être inclus dans un dossier « Actualité » comme dans *L'Indépendant* qui réunit plusieurs articles longs, parsemés de photographies diverses, d'encadrés et d'intertitres. *L'Indépendant* propose un dossier de douze pages se décomposant en trois parties où le sujet de la grève est traité en profondeur. *Le Lynx* utilise la même forme de rubriquage que d'habitude, les différents articles de son dossier sont insérés dans les rubriques "politique", "société" et "économie" en fonction du sujet de l'article, mais l'aspect unique des faits est quand même mis en évidence malgré le fait que le journal ne mette pas ses dossiers dans une rubrique spéciale.

La mise en avant de l'événement passe notamment par une insistance sur les éléments constituant la grève générale et notamment celle de Conakry. Le tableau présenté précédemment met clairement en évidence un traitement de l'information presque exclusivement axé sur trois points. Le film des événements est répété à plusieurs reprises, les faits sont rappelés généralement sous forme de récits accompagnés le plus souvent de photographies. La plupart des articles évoqués relatent les faits à Conakry. La thématique des secours liée à celle des victimes est un élément dominant dans la construction de l'évènement auprès des lecteurs, elle est particulièrement importante dans tous les titres du corpus, qui

jouent davantage sur l'aspect émotionnel de la répression de la grève. Les autres descripteurs thématiques comme la nomination d'un premier ministre par exemple largement abordé par tous les titres sont traités de manière plus ou moins fort en fonction du journal.

-L'approche informationnelle

En dehors des éléments repris de manière récurrente pour authentifier l'événement, la presse hebdomadaire se doit de rendre compte de toutes les implications de l'événement. En effet, la mise en parallèle de l'analyse des différents titres du corpus nous montre que la concurrence est sérieuse dans le traitement médiatique des faits. Plusieurs jours après le début de la crise, les hebdomadaires doivent rendre compte de plusieurs semaines d'information relatives à la grève et doivent ainsi présenter l'événement dans sa globalité. Et ceci, sachant que la presse hebdomadaire aura eu une à plusieurs semaines pour suivre le déroulement des faits, des suites de la grève et de leurs conséquences autant économiques que politiques ou idéologiques. Ce mélange de différentes thématiques est surtout particulièrement évident dans *L'Indépendant*. En effet, l'hebdomadaire propose plusieurs encadrés qui viennent parsemer les articles, et qui apportent des précisions sur "l'enquête", les références historiques.. La photographie est donc présente pour illustrer le texte mais ne prend pas une place dominante. On y retrouve également un certain nombre d'articles analytiques visant à expliquer la situation et l'évolution des pourparlers entre les responsables syndicaux et le chef de l'Etat ainsi que les conséquences notamment économiques de la grève. De manière générale, on peut donc constater que *L'Indépendant* a préféré aborder la grève générale de manière plus approfondie en choisissant de consacrer plus d'articles à l'analyse de la situation plutôt qu'à la situation elle-même. Les grands thèmes qu'on retrouve dans les articles d'analyse issus de *L'Indépendant* sont les mêmes que pour *Le Lynx* : la mauvaise gestion de l'Etat par le président, les difficultés économiques et sociales de la majorité de la population, la hausse fréquente des prix des denrées alimentaires de première nécessité, l'insécurité, les conséquences économiques de la grève qui se rajoutent à une situation économique déjà catastrophique ...

Même si *Le Diplomate* propose une dominante photographique, il consacre tout de même de nombreux articles et un numéro entier visant à présenter les enjeux de la grève. L'objectif est de rendre compréhensibles les événements, les articles sont traités sur le mode du reportage. On nous présente ainsi les acteurs et les enjeux de la grève générale. La dernière page donne

la place à un éditorial qui, malgré sa place quelque peu atypique dans le journal, pose un certain nombre de questions relatives aux causes et aux conséquences de la grève en Guinée.

Le Lynx est réputé pour être un journal d'information, contrairement aux précédents qui sont surtout des hebdomadaires grand public. On comprend donc pourquoi l'information tient ici une place prédominante. En effet, la plupart des articles sont longs. On retrouve de nombreux genres répertoriés ainsi que quelques interventions d'experts qui authentifient l'événement et donnent un éclairage particulier aux circonstances et aux conséquences de la grève. Les angles d'approche sont divers : politique, économie, culture, sécurité, diplomatie... On présente les acteurs ainsi que les enjeux de la grève générale. Les caricatures sont là pour illustrer les textes mais ne prennent pas une place dominante. Du point de vue de son contenu, le journal donne des dossiers complets et une information plurielle en toute objectivité.

-L'approche analytique d'Horoya

Horoya est une parution atypique dans notre corpus. Ce titre est le seul journal de notre corpus qui soit clairement pro-gouvernemental et c'est le seul quotidien également. En général, il propose plutôt des informations relatives aux actions du chef de l'Etat et des membres du gouvernement.

L'étude des descripteurs sollicités dans les articles sélectionnés du journal montre de manière évidente l'orientation de son traitement de l'évènement. On observe quatre thématiques dominantes. Politique, société, insécurité, conséquences économiques de la grève. Les victimes de la répression sont à peine abordées dans certains articles. Le journal ne souhaite pas relater les faits comme l'ont fait les autres parutions du corpus. La grève est abordée à travers les descripteurs thématiques cités plus haut. Ainsi, le journal a avant tout voulu faire, des conséquences politiques et économiques de la grève dans le pays, des analyses qui bien sûr ne vont pas toujours dans le même sens que les autres titres de notre corpus.

Les articles sont généralement de taille moyenne, le journal a préféré aborder l'évènement sous plusieurs angles différents plutôt que d'y consacrer des articles trop importants et analysés en profondeur. On a voulu dédramatiser la situation auprès de l'opinion publique.

-Une visualité très importante dans tous les titres

Il est difficile de dissocier la notion de visualité de celle de genres journalistiques. En effet, les représentations visuelles (photographiques) sont en général associées aux reportages sur les lieux des faits et les graphiques ou cartes eux, aux articles d'analyse. Ceci est très visible

dans *L'Indépendant* où, même si la photographie ne prend qu'une place secondaire, son utilisation n'en répond pas moins à une exigence de cohérence informationnelle.

III-Récurrence des genres journalistiques dans le traitement de la crise

Face à l'exceptionnalité de l'événement, la presse souhaite tout expliquer, tout montrer, c'est pourquoi les illustrations prennent une place essentielle dans le traitement de la grève générale.

Dans *Le Lynx*, la caricature vient soutenir l'unicité de l'événement dans les contenus comme dans ses représentations visuelles. En ce qui concerne les représentations caricaturales, le journal est resté fidèle à sa ligne éditoriale. Dans ses deux numéros spéciaux, il publie trente cinq caricatures représentant en majorité les responsables syndicaux et le président de la République, mais également des hommes politiques en cause dans la crise et des responsables de parties de l'opposition. Au niveau graphique, on trouve quelques schémas. Certains représentent les lieux et récapitulent les événements, d'autres, la majorité, traitent des conséquences économiques de la grève. D'un point de vue visuel, on retrouve plusieurs caricatures notamment ceux d'Oscar en Une. Ils ont une valeur surtout symbolique. L'importance accordée aux caricatures et aux représentations iconiques est donc secondaire, le texte et l'information priment sur les représentations visuelles.

Comme à l'accoutumée, la photographie prend une place particulière dans *Le Diplomate*. Nous l'avons déjà vu avec la Une du 30 janvier, ceci est également très explicite quand le journal fait paraître dans tous ces numéros deux ou trois photographies au sein d'un même reportage. La photographie est utilisée ici pour montrer, prouver que l'évènement s'est réellement passé, pour illustrer les propos des journalistes également. Quelques graphiques et plans ont été insérés dans le même but. Le fait que le journal utilise beaucoup de photographies dans sa mise en page accentue l'importance de l'iconique, qui devient information au même titre que les articles. Le journal montre sa volonté de présenter et représenter les événements. Dans *L'Indépendant*, la photographie est peu présente par rapport au *Diplomate* mais, proportionnellement à la place qu'elle tient habituellement dans le journal, elle est très importante. Les clichés représentent les victimes de la réaction des forces

de l'ordre mais également des vues plus génériques relatant les manifestations à travers le pays. Pour finir, *Horoya* tient à illustrer la quasi-totalité des notions abordées dans les articles. La photographie prend donc de l'importance, notamment dans l'édition du 1^{er} février.

1-Descripteurs thématiques et variété d'analyse

Pour rendre compte de l'événement le plus objectivement possible, les journaux doivent prendre du recul par rapport aux faits. Cette prise de recul passe par un balayage complet des données périphériques à l'information centrale que restent les manifestations de grève.

Dans *Le Lynx*, des rubriques n'ont pas été créées spécialement pour la grève. Les thématiques sont réparties dans des catégories déjà existantes. Le sujet est traité sous différents angles et par le biais de divers genres journalistiques : reportages, analyses, articles référentiels, interviews, témoignages, commentaires. Le journal ne se contente pas de relater les événements, il s'attache à analyser de manière approfondie les sujets abordés et à les traiter sous différents angles, en relation avec plusieurs thèmes : l'économie, la politique, l'analyse des causes et conséquences, l'analyse du traitement médiatique... Les sujets portent donc tout autant sur les événements eux-mêmes que sur les réactions qu'ils ont suscitées dans le monde et notamment dans les médias. Le nombre d'articles consacrés aux faits dans *Le Lynx* est révélateur de l'importance accordée à l'événement par le journal durant les semaines qui ont suivi le début de la grève. Le Journal essaie d'adopter une position objective qui laisse peu transparaître les émotions, on cherche à les conjurer par une pluralité d'articles qui donne une vision globale de la grève.

L'Indépendant situe tous ses articles en rubrique « Actualité ». Toutefois, la diversité des genres marque une volonté de décrire la grève sous toutes leurs facettes. Dès le 1^{er} février, 10 pages sont consacrées aux manifestations ainsi que la première de couverture. A cette date le journal présente en Une un dossier intitulé « La grève qui a fait trembler la Guinée », ce numéro met donc en avant l'aspect affectif suscité par la grève et les morts qui ont suivi. En quatre numéros, 53 articles abordent les faits. Ils sont pour la plupart développés sur plusieurs colonnes. Ce sont en grande partie des analyses et des reportages. Les reportages sont créateurs d'ambiance, on y décrit les événements, parfois de manière chronologique pour une meilleure compréhension des faits par les lecteurs. Les analyses quant à elles visent à

expliquer la situation, elles abordent la grève non seulement du point de vue de leurs causes mais également de leurs conséquences sociales, économiques, politiques... *L'Indépendant* aborde le sujet de manière variée mais approfondie, il attache une grande importance à la représentation photographique de l'événement et met un point d'honneur à donner la parole non seulement à divers experts mais également à son lectorat invité à s'exprimer suite aux manifestations.

Le journal publie beaucoup d'articles sur le sujet. Ceux-ci s'étalent sur 15 pages très denses dès la première publication du 1^{er} février. On y retrouve une majorité de reportages. Le journal semble donner l'accent sur le récit des événements. Les interviews et analyses prennent également beaucoup d'espace. Tous paraissent sous la rubrique « Actualité ». Finalement, le journal a essayé de traiter du sujet de manière objective. Le premier numéro relate les manifestations de grève de manière pragmatique et succincte, plusieurs points étant alors abordés. Dans les numéros qui suivent, le sujet est traité plus en profondeur. On peut lire des articles plus engagés, d'experts notamment, ainsi que plusieurs analyses qui visent à expliquer les événements de façon plus didactique.

Le Diplomate propose un traitement médiatique en deux temps. Dans un premier temps, c'est à l'événement à proprement parler qu'on s'intéresse. Les analyses et les critiques par rapport aux « errements politiques » du président de la République en général et à ses interventions quotidiennes dans les affaires judiciaires du pays. Le journal exprime ainsi une volonté de donner son opinion et révèle une ligne éditoriale engagée. Les entretiens prennent une place essentielle dans la construction de l'information auprès de l'opinion publique. Ce sont des experts ou plus souvent des hommes politiques amenés à exprimer leurs sentiments et leurs appréhensions de l'avenir, qui donnent le ton du traitement journalistique de l'événement. Dans un deuxième temps, le journal propose quelques analyses sur les conséquences économiques et financières de la grève sur un pays qui avait déjà de sérieux soucis économiques. Les articles proposés évoluent donc avec le temps.

Si l'émotion domine dans un premier temps avec la nécessité de comprendre l'ampleur de l'événement, de l'authentifier et de le construire dans la mémoire collective, peu à peu les explications et les analyses prennent le pas sur la subjectivité instaurée par l'exceptionnalité des faits. Très vite, les violentes représailles des manifestations par les forces de l'ordre

deviennent un thème dominant, impliquant une mise en exercice de la situation du pays. Ceci est particulièrement évident dans *Le Diplomate*.

La première publication du journal est donc principalement axée sur les faits, surtout la journée du 22 janvier, plus spectaculaire en termes de victimes. Le journal tente de situer l'événement historiquement mais également culturellement, en usant de références communes au lecteur : l'événement est ainsi immédiatement appréhendable. Il en est de même pour la plupart des autres journaux constituant notre corpus. Ainsi, *L'Indépendant* met en évidence l'émotion. Pour accentuer l'aspect affectif, dès le 1^{er} février, il s'applique à aborder l'événement sur le plan national et pas seulement à Conakry et notamment les difficultés économiques des populations, l'insécurité et aussi les préoccupations internationales par rapport à la situation dans le pays. A partir du 8 février, les thématiques s'élargissent. Alors que *Le Diplomate* reste dans une optique d'appréhension des faits et insiste particulièrement sur les victimes, les secours et l'émotion suscitée par la grève, *L'Indépendant* et *Le Lynx* donnent une vision plus large et prospective de l'événement. Ainsi, *L'Indépendant* traite à sept reprises des réactions internationales, aussi bien au niveau africain et occidental avec les interventions de certains responsables politiques africain, des journalistes africain mais aussi des responsables politiques occidentaux comme Bernard Kouchner. *Le Lynx*, tout comme *L'Indépendant* envisage déjà les conséquences économiques de la crise, il en fait sa préoccupation majeure au niveau médiatique à partir du 5 février. Début février les journaux entament une phase d'explication, ce qui induit une pluralité de thèmes, de descripteurs que nous avons sélectionnés. Alors que *Le Diplomate* donne la primeur à l'émotion et aux hommes politiques aussi bien de la Guinée en particulier et de l'Afrique en générale, en mettant en exergue les déplacements des chefs d'Etats amis de la Guinée (Nino Vierra, Abdoulaye Wade, ancien président du Sénégal), *L'Indépendant* quant à lui reste axé sur quatre principaux points, donnant ainsi une orientation thématique au traitement de la crise.

D'une part, le journal continue de rendre compte de l'événement en insistant sur la situation à Conakry et sur l'émotion ressentie dans tout le pays, d'autre part les causes et conséquences économiques deviennent un élément dominant dans le traitement médiatique. Le journal commence alors à adopter un point de vue prospectif de l'événement. Quel que soit le journal, la date du 22 janvier marque un tournant dans le traitement médiatique de la grève. L'événement a déjà été abordé à de nombreuses reprises, il faut maintenant aller plus loin, au-delà des causes, les journalistes s'intéressent aux conséquences de la grève au niveau national.

Notons que pour tous les journaux de notre corpus, le premier numéro après le début de la grève est plus dense que ceux d'après. En effet, c'est en général un numéro sorti après plusieurs semaines de « *off* » qui donne lieu à une rétrospective de l'événement. Le nombre de pages consacrées aux faits étant plus important, les thématiques évoquées sont plurielles. Alors que *Le Diplomate* accorde une grande importance à évaluer les conséquences politiques et rend compte des décisions prises par le président de la République, *L'Indépendant* tient à présenter « le film de la contestation » et des autres points à l'ordre du jour dans son numéro du premier février. Le journal plonge le lecteur dans l'ambiance des secours à Conakry et accentue son analyse sur les conséquences surtout économiques de la grève en donnant la parole à de nombreux experts. *Le Lynx* cherche à rapprocher l'événement des populations aussi bien de l'intérieur du pays que ceux de l'extérieur, notamment en évoquant les conséquences politiques et économiques. La question économique est essentielle pour une bonne appréhension de l'événement par l'opinion publique. Même si l'économie est une thématique dominante, de nombreuses autres questions sont posées et mises sur le devant de la scène dans le traitement informationnel de la grève, ainsi le journal relate les faits, mais tente également de rapprocher l'événement de la population guinéenne dans son ensemble.

Au début mars, la question économique est au cœur des préoccupations journalistiques. *Le Diplomate* y fait référence sept fois, *L'Indépendant* à quinze reprises. Cette thématique rivalise avec celle de la répression qui constitue désormais le deuxième pan de l'orientation journalistique du traitement de la crise.

Finalement, les numéros sortis à la fin mars donnent lieu à un traitement journalistique plus différencié. L'événement s'essouffle, les conséquences se concrétisent. Après l'émotion omniprésente, les journaux ont le choix de leur traitement de l'information, choix induit par une objectivité et une prise de recul plus importante par rapport à l'événement. La question économique est relayée par tous les titres de notre corpus à des degrés différents. Ils traitent tous des conséquences économiques de l'événement au niveau national. *L'Indépendant* donne moins d'importance à l'événement à partir de cette date, il analyse d'avantage la situation par rapport à la nouvelle direction donnée par le nouveau premier ministre. *Le Lynx* adopte le même type de traitement axé sur la nouvelle orientation du nouveau gouvernement du pays, mais il s'intéresse surtout aux réactions internationales en publiant de nombreuses réactions venues d'ailleurs.

Le Diplomate aborde l'événement sous un aspect humain. L'émotion, le déroulement des événements et la recherche des victimes constituent l'essentiel de l'information, ce qui s'explique par le nombre conséquent de photographies qui permettent de visualiser non seulement les lieux du drame, mais également l'émotion de la population de Conakry. *Le Lynx* essaie de rendre compte de l'événement de manière complète. Les thématiques sont récurrentes, chacune d'elles fait l'objet d'un développement à chaque parution. Le journal veut tout dire et tenter d'expliquer les faits. *L'Indépendant* donne lieu à un traitement médiatique plus ciblé. La politique, l'économie, les représailles des manifestations, l'insécurité sont des thèmes permanents, et le régime du président Conté est au centre des préoccupations. Ces thèmes sont fréquemment développés et beaucoup plus présents que les autres descripteurs que nous avons définis. Finalement, *Le Diplomate* insiste sur l'aspect émotionnel de l'événement dans un premier temps, la question politique prend ensuite la place dominante, elle est un outil d'explication des faits et de leurs conséquences.

2-Classification et impact des genres journalistiques

La diversité de discours relative à la crise guinéenne de janvier et février 2007 apparaît notamment par une pluralité de genres présents dans la presse guinéenne qui contribuent, par leur essence même, à construire l'événement. Les positions énonciatives des journalistes nous aideront à construire le concept de genre. Cette définition sera agrémentée de critères de classification des genres que nous prendrons en compte afin d'établir une typologie précise.

Le terme de genre journalistique est très difficile à cerner. En effet, il présente de nombreuses caractéristiques regroupées non seulement dans le mode rédactionnel mais également dans les choix péritextuels. La frontière entre les différents genres est floue et peu explicite, les genres peuvent être associés ou cumulés au sein d'un même article, d'où la complexité du concept. Les prototypes définis par l'analyse sont des catégories floues mais opératoires qui nous permettront de cerner la représentation globale de l'événement dans la presse guinéenne.

Jean Michel Adam (1992) considère que le lecteur classe inconsciemment l'article qu'il lit, ce qui lui permet de donner une cohésion au texte et autorise une meilleure compréhension : « *C'est une opération de lecture-interprétation qui confère au discours une certaine structure*

*compositionnelle*¹⁵⁷ ». Jean Michel Adam montre ici son intérêt à traiter la question non seulement du point de vue de la création des genres, mais également du point de vue du rôle qu'ils peuvent jouer sur la réception de l'information au près de l'opinion publique.

L'analyse de notre corpus nous a permis de mettre en évidence plusieurs genres journalistiques récurrents dans le traitement de la crise de janvier et février 2007. Ils répondent à cinq contraintes définitives des genres (Maingueneau, 2000):

- Le statut respectif des énonciateurs et co-énonciateurs : ce critère dépend notamment du support de presse et du statut du journaliste au sein de la parution ;
- Les circonstances temporelles et locales de l'énonciation, autrement dit la situation d'énonciation. Le support et le mode de diffusion : ceux-ci ayant un rôle important par rapport à l'impact qu'un article peut avoir sur l'opinion publique ;
- Les thèmes introduits : certains genres étant plus fréquemment utilisés suivant le type d'information transmise ;
- La longueur, le mode d'organisation c'est-à-dire texte et périphrase constituant le plan de l'article.

De manière générale, tout genre relève soit de l'information, soit du commentaire, tous deux largement présents dans le traitement journalistique de la crise. Plusieurs points permettent de les différencier :

- Le sujet abordé : dans l'information on traite d'un fait, pour le commentaire, on développe une idée;
- L'intention portée au lecteur : dans le premier cas, on veut expliquer, faire savoir, faire comprendre, rapporter un fait ; dans le second, on prend position, on fait valoir une opinion ;
- La position énonciative : le genre de l'information marque un effacement, une distance par rapport au sujet ; pour le genre du commentaire, l'énonciateur marque son engagement.

Dans le traitement médiatique de la crise, c'est le genre de l'information qui a été privilégié, on a traité l'événement de manière pragmatique en l'expliquant le plus clairement possible afin de le rendre compréhensible à l'opinion publique. Toutefois, en ce qui concerne la

¹⁵⁷ Jean-Michel Adam, *Op. cit.*

position énonciative, on peut constater que le traitement médiatique s'est rapproché du commentaire, en effet, l'émotion générée par la répression violente de la grève a conduit les journalistes à laisser transparaître leur subjectivité. Il est malgré tout important de noter que ceci n'a pas pour but de convaincre le lecteur, cette subjectivité est avant tout impulsive et débouche sur une information globale construite.

Dans le monde journalistique, on divise la notion de genre par rapport aux pratiques professionnelles. Ainsi, une distinction est faite entre le journalisme assis, qui regroupe les genres où l'écriture et le style priment sur le travail de terrain (opinion, critique, filet ...) et le journalisme de terrain, où on accorde une importance particulière au nombre d'informations recueillies et à leur exactitude, donnant ainsi du relief au journal (compte rendu, reportage, enquête etc.). Ces trois genres ont été les plus utilisés pour rendre compte des faits lors de la crise qu'a connue la Guinée en 2007. Ces genres sont récurrents dans les journaux constituant le corpus. Ils ont avant tout pour but de recréer une ambiance et de la faire partager au lectorat.

Il y a deux formes énonciatives dans la notion de genre. Une forme neutralisante, où on rapporte les faits sans prise de position évidente et une forme subjective où l'énonciateur assume ses propos et ses prises de position éditoriales. Face à un événement rare et si violent, c'est la deuxième attitude qui avait été adoptée par la presse pendant cette période. Pour les journalistes il était difficile de rester indifférents face à l'événement. S'agissant du lien entre genre et énonciation,

Patrick Charaudeau (1997) a établi une typologie sous forme de schéma qui regroupe les genres d'articles classés par rapport à leur valeur énonciative. Il pense que l'éditorial et la chronique sont les genres les plus engagés contrairement aux analyses d'experts extérieurs. Cependant, dans le cas de notre étude, l'implication est aussi forte dans les articles regroupés dans la catégorie de la « libre opinion » que dans les éditoriaux. Toutefois, les reporters de terrain nous livrent des récits et des témoignages emprunts de subjectivité et d'émotion, leur présence sur les lieux légitime cette réaction et donne du crédit à leur propos.

Afin d'établir notre propre typologie, nous souhaitons non seulement prendre en compte l'engagement du journaliste, l'implication notamment émotionnelle que l'on retrouve dans ses discours. Notre travail a d'abord consisté à définir un répertoire de genres récurrents dans

notre corpus avant de les regrouper en six catégories distinctes donnant lieu à trois types de traitement des informations.

Notre enquête quantitative, mise en forme dans les grilles d'analyse, met en évidence la diversité des genres répertoriés dans le traitement médiatique de la crise. Ceux-ci sont traités suivant les thèmes différents qui constitueront pour nous des sous-catégories permettant de préciser la typologie générique : économie, sécurité, politique, émotion, victimes etc. Les genres examinés sont...

- Brève/Filet/ Dépêche : ces articles pratiques et purement informationnels sont regroupés sous le terme « Brèves », ce sont en effet des articles courts aux sources ;
- Commentaire/Billet d'humeur/ Chronique, article « d'opinion » : ils donnent la parole aux notables, aux experts amenés à s'exprimer sur l'événement et donner leur avis dans des thématiques diverses ;
- Reportage : réalisé par des reporters et des correspondants, ce genre aide le lecteur à mieux comprendre l'ambiance qui règne sur les lieux des manifestations ;
- Editorial : même si ce genre donne lieu à une analyse de contenu, nous n'avons pas choisi de le faire figurer dans notre analyse générique. En effet, il relève du dispositif journalistique habituel, sa mise en exergue dans le traitement de l'information d'événement rare trouve son originalité dans les discours tenus par les journalistes ;
- Analyse de divers thèmes : insécurité, économie, société, politique, médias, références (littéraire, biographique, historique,) etc.
- Interview d'experts ou de témoins que nous incluons dans le genre « Entretien ». ceci nous permet d'y joindre les citations d'hommes politiques notamment et de réunir tous les articles construits à partir des interviews réalisées par le journal. Ce genre inclut également les témoignages, les récits des familles de victimes, les témoins sur place, les réactions post- événement...
- Courrier des lecteurs. Nous avons choisi d'en faire un genre particulier par la mise en perspective de l'événement dans le journal. En effet, ce genre donne la parole à la population mise face à l'événement dans une situation communicationnelle complexe. Le discours des lecteurs prend alors une valeur de témoignage d'anonymes exprimant leurs émotions et leurs ressentis sur la scène publique.

Chaque genre présente une énonciation plus ou moins marquée. Il en est de même pour l'émotivité plus ou moins intense suivant le mode d'écriture. Ces deux notions sont centrales

pour le traitement médiatique de ce genre d'évènement qui est généralement dominé par l'émotion et une implication forte du journaliste dans les discours.

Nous avons élaboré une typologie des genres journalistiques utilisés dans le traitement médiatique de la crise de 2007 en Guinée et nous avons retenu trois catégories dans lesquelles peuvent s'insérer les genres utilisés pour le traitement de l'évènement.

La première catégorie inclue des genres à forte portée émotionnelle et énonciative ; il regroupe :

- Les éditoriaux qui traduisent une forte implication du journaliste qui énonce ces discours;
- Les interviews de témoins où la portée émotionnelle est plus importante que l'engagement du journaliste qui recueille les propos ;
- Les témoignages forts en émotion, exprimés par des familles de victimes
- Le courrier des lecteurs où l'émotion et l'engagement de la personne qui l'écrit sont très forts.

La seconde catégorie est constitué d'articles où l'émotion et l'engagement du journaliste ne sont pas mis en avant mais restent implicites et sous-jacents :

- L'article d'opinion (commentaire, chronique, billet d'humeur) : l'engagement du journaliste est plus important que la charge émotionnelle, il observe un certain recul par rapport aux événements ;
- L'interview, l'entretien : on ressent l'engagement et l'émotion du journaliste dans l'orientation des questions mais on cherche avant tout à donner une explication objective de l'évènement;
- Le témoignage politique, relevant aussi de l'entretien, où l'émotion est perceptible dans le choix des paroles publiées.

La troisième catégorie regroupe des articles qui ont un but purement informationnel et qui ne laissent transparaître qu'un minimum d'émotion et d'engagement du journaliste :

- Les articles « autoréflexifs » ;

- Les différentes analyses, qui cherchent à expliquer l'événement au lecteur sans porter de jugement ;
- Les brèves et dépêches qui donnent des informations courtes, succinctes et précises ;
- Les articles de référence qui donnent des informations complémentaires au lecteur en matière d'histoire par exemple

On observe une évolution dans le choix de ces genres journalistiques. Dans les premières parutions depuis le début de la grève générale, l'émotion est à son maximum, même si les journalistes tentent d'adopter un point de vue distancié, le choc suscité par l'événement est ressenti dans leurs propos. Ainsi, on retrouve beaucoup de témoignages, sous formes d'interviews ou citations directes, où l'émotion et l'engagement énonciatif sont évidemment au cœur du discours des reporters dans les différents quartiers de Conakry. Les reportages de correspondants locaux dans les grandes villes du pays sont aussi très présents. Dans les trois premières semaines, on privilégie donc les discours de personnes faisant partie des manifestants dans les rues, témoins donc des événements et la répression des forces de l'ordre notamment. En parallèle à cette catégorie générique, on voit émerger des discours moins axés sur l'aspect émotionnel, mais présentant toutefois un engagement énonciatif fort. C'est le cas des reportages, notamment photographiques, où le choix des images met en évidence une hiérarchisation de l'information par les rédactions. On constate également une multitude de discours d'experts qui apparaissent dans des interviews, entretiens ou inclus dans un reportage. Plus on s'éloigne de l'événement, plus les articles proposés présentent un aspect émotionnel moindre et un point de vue analytique où l'engagement énonciatif n'est plus déterminant. Ainsi, beaucoup d'articles d'analyse, de références, de brèves ou de dépêches viennent agrémenter les informations relatives à la grève générale, et surtout donner les clefs de compréhension aux lecteurs, en ce qui concerne les enjeux du nouveau gouvernement et son nouveau chef.

Il est donc évident que les genres sont plus ou moins prédestinés à avoir une portée émotionnelle forte. L'engagement du journaliste et l'émotion dans ses propos sont donc liés de manière implicite.

Les genres sont instrumentalisés dans le discours de presse, ils nous aident à mieux identifier l'orientation des discours déclarés sur la grève générale et à comprendre la mise en scène de l'information pour un événement exceptionnel par tous les numéros de la presse nationale.

Dans le cadre de l'analyse effective des articles par genre, nous avons regroupé certains genres journalistiques dans des catégories communes. Chacune de ces catégories porte une valeur informationnelle forte. Nous appelons donc « reportage », tous les articles d'ambiance relatant les faits ou faisant référence à un passé raconté. Les articles d'analyse eux émettent des hypothèses sur les causes ou les conséquences de la crise. Ils donnent lieu à une étude réalisée par le rédacteur et non le récit d'une situation donnée. Ces articles concernent des thématiques variées comme la politique, l'économie ou encore les enjeux du nouveau gouvernement. Nous appelons articles d'opinion tous les commentaires ou chroniques réalisées par des journalistes, des experts ou autre personne légitimée dans son discours ou par sa fonction sociale. Les entretiens regroupent aussi bien les interviews que les témoignages. Enfin, nous avons les brèves, qui donnent une pluralité d'informations sur les thématiques relatives à la grève générale, le courrier des lecteurs, seul genre qui donne la parole aux lecteurs. Ce dernier nous permet d'évaluer la réceptivité du public par rapport à l'événement et son traitement médiatique. Ces deux derniers genres, bien que moins fréquents dans notre corpus sont très importants dans l'analyse du traitement médiatique de la crise. Ces genres sont mis en parallèle, ils cohabitent pour rendre compte des discours des journalistes sur l'événement. En dehors de leur grande portée émotionnelle et une implication relative, ils nous aident à mieux comprendre le traitement médiatique de la crise sous un angle plus formel.

3-Réurrence générique dans les journaux

-Reportage et analyse au cœur des discours médiatiques

Pour aller plus loin dans le traitement médiatique de la crise, les journaux ont tenté de cerner l'événement et toutes ses implications. Ainsi, les articles d'analyse prennent une place particulière dans le traitement de la grève et plus précisément dans *Le Lynx* qui produit douze articles d'analyse dans son numéro du 19 mars. Ces articles traitent de thématiques diverses, ils font partie intégrante de la construction de l'événement, ils l'abordent sous différents angles. Ainsi des précisions relatives à la politique du président Conté ou des éclaircissements concernant les chantiers du premier ministre, permettent d'obtenir un complément d'information et mieux comprendre les faits.

- Une multitude de points de vue

Nous n'oublions pas que les éditoriaux reflètent l'orientation d'un journal. Ils n'ont pas la même apparence dans toutes les productions et supportent plus de fantaisies. C'est le genre

que les journalistes et le journal utilisent pour faire valoir leurs opinions. Ce sont la mise en page, la rubrique et la pratique régulière d'un titre qui permettent de le repérer. *L'Indépendant* propose même un éditorial long, occupant 2/3 d'une page dans son numéro du 1^{er} mars, ce qui révèle l'importance accordée à l'événement par le journal. Mise à part cette spécificité, le journal adopte un traitement particulier en termes de récurrence des genres journalistiques.

Les tableaux suivants montrent la prédominance des articles d'analyse et reportages et ce, quelle que soit la parution. Le reportage est très fréquent à travers les récits des reporters de terrain à Conakry ou des correspondants dans les grandes villes du pays. La proximité de ces journalistes par rapport à la population explique qu'on ait placé ce genre au centre de notre typologie où l'émotion et l'engagement des journalistes sont au maximum. Les reporters relatent ce qu'ils ont vu ou vécu parfois, rapportant ainsi les informations et l'ambiance du terrain. Face à l'exceptionnalité de l'événement, les journaux ont tous adopté un traitement plus ou moins similaire. Ils ont choisi de relater les faits, de faire partager l'ambiance sur les lieux des manifestations où se jouait généralement des drames.

Tableau n°13 : les genres journalistiques dans *L'Indépendant*

	1 ^{er} février 2007	08 février 2007	1 ^{er} mars 2007	15 mars 2007	Total
Editorial	1	1	1	1	4
Analyse	8	3	5	2	18
Articles d'opinion	1	1	0	0	2
Courrier des lecteurs	0	0	0	0	0
Interviews	1	2	1	0	4
Reportage	6	6	4	5	21
Brève	0	0	0	0	0

Tableau n°14 : les genres journalistiques dans *Le Diplomate*

	09 janvier 2007	30 janvier 2007	06 février 2007	Total
Editoriale	1	1	1	3
Analyse	10	2	3	15
Articles d'opinion	0	1	0	0
Courrier des lecteurs	0	0	0	0
Interviews	0	3	0	3
Reportage	0	18	9	27
Brève	0	2	2	4

Tableau n°15 : les genres journalistique dans *Le Lynx*

	15-22 janvier 2007	05 février 2007	12-26 février 2007	19 mars 2007	26 mars 2007	Total
Editoriale	1	1	1	1	1	5
Analyse	5	6	6	6	2	25
Articles d'opinion	1	0	0	1	1	3
Courrier des lecteurs	2	1	1	1	1	6
Interviews	0	1	1	0	1	3
Reportage	6	8	7	4	5	30
Brève	2	0	1	0	0	3

Tableau n°16 : les genres journalistique dans *Horoya*

	31 janvier 2007	02 février 2007	05 février 2007	07 février 2007	09 février 2007	28 février 2007	Total
Editoriale	0	0	0	0	0	0	0
Analyse	2	1	1	0	0	4	8
Articles d'opinion	0	0	0	0	1	0	1
Courrier des lecteurs	0	0	0	0	0	0	0
Interviews	0	0	0	0	1	1	2
Reportage	1	0	0	2	7	0	10
Brève	0	0	0	0	0	0	0

D'une manière générale, nous avons remarqué que le reportage et l'analyse ont été dominants dans le traitement médiatique de l'évènement, tout au long des semaines qui ont suivi le début de la crise. Malgré tout, les journaux se distinguent par une approche générique parfois atypique. Ainsi *L'Indépendant* a recouru le 8 février à deux interviews et seulement une pour les parutions du 1^{er} février et du 1^{er} mars. De la même manière, *Le Diplomate* a publié très peu d'interviews et ceux uniquement dans son numéro du 30 janvier dans lequel il se concentre plutôt sur les articles d'ambiance et les comptes rendus des victimes et des familles de victimes. Le journal a donc plutôt donné la parole aux témoins à travers des entretiens toujours effectués sous forme d'interviews. Ceci permettait au journal de garder la maîtrise du questionnement et d'orienter l'angle d'approche de l'entretien. Il donne ainsi l'impression d'une maîtrise de l'évènement, comme s'il ne parlait pas en son nom propre mais se faisait l'écho des voix du peuple, jouant en ce sens son rôle de tribune publique.

Le Lynx publie plus d'articles « d'opinion » où des personnes notables, sont amenées à donner leur avis sur la grève et sa répression, la situation générale du pays, les conséquences économiques ou autres en lien avec l'évènement. Le journal donne donc la parole à des personnes légitimées socialement et médiatiquement, dont les discours sont directement exploitables dans le contenu journalistique. De la même manière que pour *L'Indépendant*,

ceci offre une pluralité de points de vue et de réactions intellectuelles ou expertes relatives aux faits, à leurs causes et à leurs conséquences. A partir du premier numéro depuis le début de la grève, en plus de la multiplication des articles d'opinion, le journal a recours aux brèves pour traiter de faits divers qui ont toujours un lien direct avec la grève générale. Elles permettent au journal de donner beaucoup d'informations, d'évoquer beaucoup de thématiques en peu de mots et donc en peu d'espace. L'information est alors abrégée et concise. *L'Indépendant* et *Le Diplomate* ont également eu recours aux brèves. A partir du début février, l'information n'est plus exclusivement axée sur les événements mais sur leurs suites et notamment la nomination d'un premier ministre de consensus, ce qui explique que les journaux aient besoin d'une multiplicité d'informations. Cette multiplicité leur permet de « faire le tour » de l'événement et de traiter de cette future nomination en imposant des références communes aux lecteurs.

Enfin, dans tous les titres de notre corpus, reportage et analyse s'imposent comme des genres dominants, les deux qui sont plus en mesure d'effectuer les deux principales tâches assignées à la presse : informer et éduquer. L'information passe par les mots et les images omniprésentes dans les semaines qui suivirent le début de la grève générale. Elle est aussi le principal objectif dans la diffusion d'un nombre important de brèves dans les journaux de notre corpus. L'éducation passe par des analyses approfondies de la crise mais aussi par la diffusion de discours extérieurs qui viennent légitimer le discours médiatique.

Le mode de communication instauré par la presse durant la crise fait partie d'un dispositif bouleversé et adapté à la spécificité de l'événement. Face à l'aspect inédit de la révolte populaire compte tenu de son ampleur, le dispositif construit l'actualité en permettant l'organisation des éléments différents en un tout cohérent, en conciliant différentes temporalités et différentes thématiques. C'est au travers du dispositif que se construit une représentation du monde et l'événement plus particulièrement, destinée à être partagée par l'opinion publique. Dans une atmosphère de subjectivité implicite instaurée par une émotion omniprésente, le dispositif donne des limites aux discours de la presse.

L'analyse médiatique nous a permis de mettre en évidence l'identité et la place des différents acteurs de la médiatisation, ainsi que la finalité de l'acte de communication relatif à la grève générale. Les différents rôles énonciatifs y sont partagés entre les professionnels des médias. Ils relatent les événements, donnent leurs opinions mais citent aussi les paroles de leurs

interlocuteurs pour authentifier leurs discours. Tous les genres présents dans la presse écrite sont mobilisés pour rendre compte des faits. Les reportages, généralement rédigés par les reporters de terrain mais également les correspondants aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, font partie intégrante de cette authenticité ; les différents entretiens et interviews apportent une légitimité aux propos des journalistes. La difficulté d'informer les lecteurs dans un contexte exceptionnel est chassée par ces discours présentés comme objectifs.

Chapitre VI-Analyse thématique

Après le lancement de l'avis de grève, les responsables syndicaux, à la demande du président, lui avaient fait parvenir un document détaillant leurs revendications. Ce document qui lui a été remis le 15 janvier, comportait quatre points. Le premier concernait la mise en place d'un gouvernement de large consensus dirigé par un premier ministre chef de gouvernement nommé par le président. Un premier ministre dont les principales missions seraient la relance de l'économie nationale et la restructuration de l'administration. « *Ce premier ministre doit être un haut cadre civil, compétant, intègre et qui ne s'est, ni de près ni de loin, impliqué dans des malversations* ». ¹⁵⁸

Le second point portait sur le respect du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire « *notamment dans le cadre de la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics. C'est dans ce cadre que les centrales syndicales demandent la continuation normale de la procédure judiciaire contre Mamadou Sylla et Fodé Soumah ainsi que tous les autres prédateurs de l'économie...* » ¹⁵⁹

Le troisième point exige le soutien du pouvoir d'achat des populations par la réduction du prix du carburant ainsi que le prix des transports. L'arrêt immédiat des exportations des denrées de premières nécessités entre autres pour une période de minimum un an, la réduction du prix du riz à 70.000 FG le sac de 50 kg, soit une réduction de 25% et le relèvement de la pension de retraite sur la base de 80% du salaire indiciaire et son paiement mensuel.

Le quatrième point demande entre autres, l'application intégrale des accords signés entre le gouvernement, le patronat et les syndicats au niveau du rétablissement de la valeur de la monnaie, pour une réelle maîtrise de l'inflation, le rapatriement en Guinée des avoirs en devises des promoteurs économiques et des sociétés minières en particulier, la protection sociale des travailleurs de tous les secteurs, l'arrêt des tracasseries policières à l'endroit des véhicules de transport, la promotion de l'emploi des jeunes diplômés en leur accordant la priorité dans le recrutement.

¹⁵⁸ Abou Bakr, « Conacrime, ville morte », *Le Lynx* n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 6.

¹⁵⁹ Abou Bakr *Op. cit.*

Dès le lancement de l'avis de grève, les journaux s'y sont intéressés. *Le Diplomate* a été le premier à relayer l'avis de grève dans sa publication du 9 janvier. Le journal consacra sa Une sur les préparatifs de la grève et son numéro comportera un dossier entier sur la situation économique, politique et sociale du pays. Les points abordés dans ce dossier seront largement repris et analysés par les médias pendant toute la période de la grève. *Le Lynx* avait consacré son numéro du 15 au 22 janvier à l'évènement. Le journal, revient sur le déroulement de la grève à travers des comptes rendus (« Conacrime ville morte » ; « Sale temps pour les préfets ») et des articles d'analyse (« Retrouver l'espoir » ; « Silence on évalue ! ») pour commenter la situation et expliquer les causes.

A l'intérieur du pays (Dabola, Dalaba, Pita, Télémélé, Siguiri ou encore Kankan), de nombreux représentants de l'Etat (gouverneurs, préfets et sous préfets) avaient été menacés et leurs résidences attaquées et pillées par des foules de manifestants en colère et scandant des « A bas le pouvoir ! A bas le Général Lansana Conté ». Les manifestants avaient demandé à ces derniers de transmettre au président leur ras-le-bol et leur exigence de son départ du pouvoir « *Monsieur le préfet, allez dire au Général Lansana Conté que vous représentez ici qu'on ne veut plus de lui* »¹⁶⁰. De nombreuses maisons ont été pillées et complètement détruites, entraînant la fuite de leurs occupants hors de leurs villes d'exercice.

Dans sa tentative d'explication des causes de la crise, *Le Lynx* considère que la crise est due à la mal gouvernance qui règne dans le pays. Une mauvaise gestion des affaires de l'Etat qui réduirait à la misère les travailleurs de toutes les couches sociales. Le journal explique que les travailleurs ont pris conscience qu'ils représentent la première « armée » du pays et sont donc déterminés à passer à la « contre offensive ». « *C'est sur le front du travail que se livre la bataille pour la défense nationale. Pour la libération de la domination d'un petit groupe coupable de crime économique. Le chef de l'Etat a bel et bien violé et gravement la loi et fait fi de son serment de la respecter et de la faire respecter* »¹⁶¹.

Pour expliquer les faits qui ont amené le pays à cette situation, l'auteur fait référence au passé à travers l'histoire de la première république et l'usage de la peur par Sékou Touré pour régner. Pour Alyou Barry, vers la fin des années 60, Sékou Touré était de plus en plus désavoué. Il rapporte une anecdote selon laquelle le premier président avait été agressé dans

¹⁶⁰ Abou Bakr ; « Sale temps pour les préfets », *Le Lynx* n° 773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 7.

¹⁶¹ Alyou Barry, « Retrouver l'espoir », *Le Lynx* n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 2.

sa voiture et roué de coup par un citoyen du nom de Tiany Keita en 1969 et un an plus tard, un chauffeur du nom de Mamadi Camara avait fait arrêter le cortège présidentiel à Kankan en plaçant des blocs de pierres sur le passage. Il voulait demander au président de la république de céder le pouvoir à un autre. La peur de Sékou Touré s'accrut avec le renversement d'autres figures des indépendances africaines (Ben Bella en 1965, Kwamé Nkrumah en 1966 et Modibo Keita en 1967) ce qui avait amené Sékou Touré à user de la terreur pour se maintenir au pouvoir. « *A la faveur du complot préfabriqué de l'armée, il s'était débarrassé de ceux qui, pour une raison ou une autre, lui faisait ombrage. Barry Diawadou qui constituait un recours, Fodéba Keita et Kaman Diaby qui avaient de l'autorité sur l'armée et les forces de sécurité, avaient tous fait l'objet d'arrestations arbitraires. La sentence du faux tribunal révolutionnaire aura été scandaleuse.* »¹⁶² Pour Alyou Barry, les Guinéens qui avaient été terrorisés à l'époque n'avaient jusque-là jamais osé se révolter contre les conditions de vie difficiles causées par la mauvaise gestion du pays. Pour lui les Guinéens se révoltent finalement par ce qu'ils ont compris que « *le salaire de la peur est la misère et toujours la peur* ». ¹⁶³

I- Les maux de la Guinée

Les thématiques de corruption, mal gouvernance et détournement de fonds sont abordées dans de nombreux articles de journaux. Parfois, certains choisissent de consacrer un article pour un thème, parfois les thèmes sont abordés dans les explications et commentaires sur les causes de la crise.

En effet, la situation sociale et économique était telle que les populations éprouvées par la cherté des produits même de base, avaient du mal à joindre les deux bouts au quotidien.

La Guinée est un pays qui dispose d'importants gisements miniers (or, diamant, bauxite, fer, aluminium). Cependant, malgré cette richesse minière, le pays fait partie de ceux dont les populations sont les plus pauvres. La production agricole nationale n'est pas suffisante pour couvrir les besoins alimentaires des populations.

« *Aussi paradoxal que cela puisse être, le Guinéen moyen ne mange plus à sa faim depuis belle lurette* ». ¹⁶⁴

¹⁶² Alyou Barry, *Op. cit*

¹⁶³ Alyou Barry, *Op. cit*

¹⁶⁴ Mamy Dioubaté, « Les mesures d'interdiction seront-elles respectées ? », *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007, p. 14.

En 2007, comme aujourd'hui, la situation du secteur agricole est des plus difficiles. Cependant le pays dispose de conditions naturelles favorables pour pratiquer une agriculture intensive. Avec 7,5 millions d'hectares de terres cultivables¹⁶⁵, seulement 3 millions d'hectares sont sous culture. Le pays dispose également d'un réseau hydraulique dense qui s'étend à tout le pays avec une pluviométrie supérieure à 900mm et une saison des pluies qui dure 4 à 6 mois dans les zones les moins arrosées. « ... *La lutte contre la cherté de la vie dans notre pays est bien possible car le pays dispose des ressources imparfaitement et partiellement exploitées (terres fertiles, main d'œuvre, sources d'énergie...) Ces ressources ouvrent à la Guinée des perspectives heureuses à condition que des mesures appropriées soient prises* »¹⁶⁶.

Malgré sa vocation agropastorale, le pays connaît de sérieux problèmes de famine. Le secteur rural ne bénéficie pas de réel soutien, les outillages et les intrants agricoles sont hors de portée pour la plupart des petits producteurs. Les conditions de vie sont précaires et les techniques de conservation des produits sont presque inexistantes. Comme dans de nombreux pays sous-développés, les jeunes ont déserté les zones rurales et agricoles en quête de meilleures conditions de vie dans les centres urbains où ils se rajoutent aux milliers d'autres jeunes chômeurs dont ils grossissent les rangs.

En conséquence, le pays, est au cours des années, devenu de plus en plus dépendant de l'extérieur. La majorité des opérateurs économiques ont investi dans l'importation de presque tous les produits de consommation et en premier lieu les denrées alimentaires.

A Conakry et à l'intérieur du pays, les prix des produits alimentaires de base avaient doublé voire triplé dans certains marchés. Dans son article intitulé « La vie de plus en plus chère », *Le Diplomate* rapporte les propos d'une dame rencontrée dans un marché de Conakry qui témoigne de la cherté de la vie de tous les jours. « *Je ne sais pas où va notre pays qui a tout et qui manque de tout. Je suis venue au marché pour l'achat de 3 kilogrammes de riz et des condiments pour le repas de demain parce que nous n'avons plus rien à la maison. Mais malheureusement, je me rends compte que je ne pourrais pas avoir tout avec 50.000FG qui me valaient 3 jours de popote pour une famille de 5 membres. Je suis obligée de reprendre mes calculs en réduisant la quantité de certains produits* »¹⁶⁷. Le journaliste continue en

¹⁶⁵ *Guinée : pays aux ressources multiples, pays d'avenir...*, Organisation des Nation Unies pour le Développement Industriel, <http://www.anouslaguinee.com/medias/files/guide-de-l-investisseur-en-guinee.pdf>, consulté le 20 avril 2014.

¹⁶⁶ Mamadou Bailo Barry, « Défis et perspectives », *Horoya* n°6460 du 9 février 2007, p. 4.

¹⁶⁷ Maséco Condé, « La vie de plus en plus chère », *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 8.

disant que finalement cette dame avait acheté en sa présence 2 kg de riz au lieu des 3 initialement prévus.

L'eau et l'électricité constituent encore aujourd'hui, un luxe pour les populations. Près de 49% des Guinéens manquent encore d'eau potable. Concernant l'électricité, 2013 n'a enregistré aucune amélioration dans la desserte. En 2013 comme en 2007, c'est toujours à tour de rôle que les Guinéens ont l'électricité.

Sur le plan des transports, se déplacer dans la capitale Conakry reste très difficiles, il n'y a pas de sociétés de transport urbain. A cela s'ajoutent les prix fantaisistes de transport que les chauffeurs de taxi fixent selon leur envies....

Sur le plan économique, la plupart des opérateurs s'acquittent à peine de leurs charges fiscales et épargnent à l'extérieur la manne financière générée par leurs activités. *« Un pays où les fonctionnaires détournent les recettes fiscales et détournent à longueur de mois les citoyens pour combler leur gap salarial, ne peut générer de richesses. On atteint le comble lorsque ce régime, peu soucieux de définir une politique monétaire efficace, fragilise plutôt la monnaie nationale en faisant tourner à souhait la planche à billets et en encourageant dans les livres de la banque centrale, des opérations illicites... »*¹⁶⁸

Le Lynx, dans de nombreux articles a eu recours au passé pour expliquer la crise et la situation du pays. Il faisait ainsi le lien entre la première dictature de Sékou Touré dont le pays est sorti pour replonger dans une autre dictature dans laquelle la corruption et la dilapidation des biens publics, les violations quotidiennes des droits de l'homme entre autres sont monnaie courante. Ainsi, l'éditorial du 26 mars est intitulé « Silence, on se souvient ! ».

*« Souvenons-nous, le 26 mars 1984 à Williamsville Abdjan, on nous apprenait la mort de Sékou Touré. Exit le camp Boiro et vive la liberté ! Les militaires se précipitent dans le fauteuil du dictateur et promettent monts et merveilles. Entre autres, le respect des droits humains, la démocratie et le progrès.... »*¹⁶⁹. Du discours programme du 22 décembre 1985,

¹⁶⁸ Bangaly Sylla, « Flagrant déni de bonne gouvernance! », *Le Lynx* n° 773, du 15 au 22 janvier 2007, p. 11.

¹⁶⁹ Bah M. Lamine, « Silence, on se souvient! », *Le Lynx* n° 780 du 26 mars 2007, p. 3.

les Guinéens avaient alors obtenu « *des élections truquées, la corruption et le népotisme solidement installé sur l'impunité.... la pauvreté généralisée et l'injustice* »¹⁷⁰.

En effet, en 1985 soit un an après la prise du pouvoir par l'armée, le pays avait adopté la loi fondamentale qui instituait un Etat de droit et de justice.

Pour l'auteur, depuis 1984, année de prise du pouvoir par l'armée, le peuple a obtenu la loi fondamentale « *que les autorités ont si souvent violé, qu'en 2001 on l'a modifié et faite sur mesure. Désormais, on a un président à vie (ou à mort)* »¹⁷¹.

Dans cet article très virulent contre le régime Conté, l'auteur dénonce tantôt « *une démocratie fondée sur des élections perpétuellement truquées grâce à la complicité d'une administration domestiquée et docile remplie de béni oui-oui élevés dans le parti Etat [tantôt] une décentralisation centralisée qui consiste à prendre l'argent des pauvres des collectivités et à les remettre à des gouverneurs et des préfets qui sont à 90% issus de la même région naturelle* »¹⁷².

Quand il parle de corruption, le rédacteur estime que de nombreux « *repris de justice ont été propulsés aux plus hautes fonctions de l'Etat en toute connaissance de cause [Gouverneurs de région ou de la banque centrale, ministres...], sous couvert de privatisation, toutes les unités industrielles nées de la colonisation ou de la révolution ont disparu....* »¹⁷³.

Il considère que les militaires ont oublié leur serment de 1984, ils montrent désormais « *leur bravoure et leur force en tuant et en violant des enfants désarmés ... Et ce n'était pas des bavures, parce que le ministre de la police les a félicités et décorés, en direct à la télé, la grande complice de la mal gouvernance en Guinée.* »¹⁷⁴. Sur le sujet de la relation au passé, le journal consacre un autre article "L'oubli du passé" où il considère que vingt trois ans après sa prise du pouvoir, Lansana Conté a oublié son serment et ses engagements. « *Il ne sait de la démocratie que ce qu'il a appris du Parti Des Geôles, des droits de l'Homme, juste ce que lui ont appris ses parents : droit d'ainesse, droit du plus fort etc. Il a reçu le pouvoir de Dieu et n'entend pas le mettre en jeu par des élections dont les résultats ne seraient pas prédéterminés par lui* »¹⁷⁵.

¹⁷⁰ Bah M. Lamine, *Op. cit*

¹⁷¹ Bah M. Lamine, *Op. cit*

¹⁷² Bah. M. Lamine, *Op. cit*

¹⁷³ Bah. M. Lamine, *Op. cit*

¹⁷⁴ Bah. M. Lamine, *Op. cit*

¹⁷⁵ Alyou Barry, « L'oubli du passé », *Le Lynx* n°780 du 26 mars 2007, p. 6.

Lorsque Alyou Barry parle des décorations et des félicitations émises envers les forces de l'ordre, il fait allusion à la remise par le ministre de la sécurité à la police, "de certificats de témoignage pour la loyauté et le professionnalisme dont ils ont fait preuve dans les opérations de maintien d'ordre pendant la grève générale illimitée de janvier 2007". Souleymane Diallo avait consacré un virulent article sur cette distinction. « *Alors que les morgues de Cona-cris et de Navarre manquaient cruellement de linceuls, de cercueils et d'espace "vital" pour les arrivées massives de cadavres d'innocents en provenance de la rue, M. Fodé Shapo Touré, probablement inspiré par la beauté du spectacle du jour, a eu une pensée pieuse pour les imprimeurs. Quelqu'un qui a dû échapper à la mort par balle ou par asphyxie, lui a fabriqué d'excellents certificats de "témoignage de satisfaction" qui auront été abondamment distribués à la police et à ses policiers* »¹⁷⁶, écrivait-il dans son éditorial du numéro 776.

Dans l'article intitulé « La semaine tragique », le journal pour expliquer la situation et les événements du moment, revient sur l'agression de novembre 1970 et les pendaisons publiques des hauts cadres de l'Etat (juges, ministres etc.). En effet, de nombreux hauts cadres avaient reconnu sous la torture avoir participé à l'organisation de cette agression extérieure et donc d'avoir comploté avec l'ennemi pour envahir le pays. Il s'ensuivra des procès expéditifs et des pendaisons publiques un peu partout dans le pays « *...Les guinéens se souviennent. Du 18 au 25 janvier, de Conakry à Bissau, c'est la communion sans frontières autour de leur passé commun marqué dans cette période par des pendaisons du 25 janvier 1971 et l'exécution de Cabral, le 20 janvier 1973...* »¹⁷⁷.

Le Diplomate aborde le sujet de la corruption à travers des exemples précis comme le fonctionnement du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), parti du président de la république. L'auteur axe son analyse sur le fait qu'après la nomination d'un premier ministre, chef de gouvernement intègre, de noyaux de corruption comme le PUP en pâtiraient et disparaîtraient probablement. Il considère que le chef de l'Etat « *n'aura plus le cordon de la bourse pour faciliter quelque financement occulte que ce soit* »¹⁷⁸, même pas au bénéfice du parti dont il est issu.

¹⁷⁶Souleymane Diallo « Silence, on félicite! », *Le Lynx* n°776 du 12 au 26 février, p. 3.

¹⁷⁷ Alyou Barry, « La semaine tragique » *Le Lynx* n°775 du 5 février 2007, p. 2.

¹⁷⁸ I. Camara, « Quel avenir politique pour le PUP ? », *Le Diplomate* du 30 janvier 2007, p. 2.

Il relate dans son article qu'après la suspension le 27 janvier de la grève générale et illimitée suite à la signature du protocole d'accord, l'opinion nationale serait impatiente quand à la nomination par décret du futur premier ministre chef de gouvernement et qu'elle s'interrogeait également sur l'avenir politique du parti au pouvoir, PUP. « *D'autant plus que les chances du PUP de continuer à bénéficier des avantages sont presque hypothéquées. Si toutefois le président de la république respecte les critères prédéfinis à savoir que le chef de gouvernement soit quelqu'un de neuf, propre, intègre etc. Et surtout au regard de la mission clairement définie dans la feuille de route du futur chef de gouvernement qui consiste essentiellement à relancer l'économie, à veiller à la séparation effective des pouvoirs, à rétablir l'indépendance de la justice... bref à améliorer la bonne gouvernance. Finis donc les financements ou subventions occultes en faveur du PUP, fini le hold-up électoral en faveur du parti au pouvoir.* »¹⁷⁹. Le rédacteur continue son analyse en rapportant des discours d'observateurs de la scène politique guinéenne selon lesquels une bonne partie des militants du PUP étant « *soit des commis de l'Etat qui cherchent à conforter leur position dans l'administration, soit des gens en quête ou en mal de promotion* » [ne resteront probablement plus fidèles au parti au nom d'une prétendue conviction ou programme politique à partir du] « *moment où il n'y a plus de nectar à sucer... Les prochaines consultations législatives de juin prochain jugeront de l'influence de chacune des formations politiques surtout le PUP. Peut être pour une fois, la Guinée elle aussi pourrait avoir sa première élection transparente. Et puis on saura sans nul doute le poids électoral des partis politiques.* ».¹⁸⁰

En tant que journal public, le quotidien *Horoya*, contrairement aux autres titres du corpus, a moins de contraintes liées à la production (du moins pour ce qui concerne son impression) et à sa distribution. Cependant, il fallut attendre le 30 janvier, après la signature du protocole d'accords entre les différents protagonistes et la suspension de la grève pour que le journal s'intéresse à l'évènement. Ainsi, ses articles ont porté sur les avancées positives de la crise. Dans des articles comme, « C'est la Guinée qui a gagné » ou encore « La patrie d'abord! », le journal revient sur la grève et met en avant les avancés sur la résolution du conflit. Ainsi, en dehors de la signature du protocole d'accords, la majeure partie de ses articles portera sur des compte-rendu des activités sur l'un des points de revendication des syndicalistes, à savoir, l'interdiction d'exportation des produits vivriers de première nécessité.

¹⁷⁹ I.Camara, *Op. cit*

¹⁸⁰ I.Camara, *Op. cit.*

Si le journal aborde les pertes en vies humaines pendant la grève et les problèmes sociaux du pays, il met en avant le sens patriotique du guinéen et son attachement à la paix. Ainsi, le journal considère que malgré les allures prises par le mouvement, les protagonistes étant tous des Guinéens, ont refusé toute intervention étrangère pour trouver à leur seul niveau une issue à la crise. « *Sans aucune considération ethnique ou régionale, ils ont fait montre de leur sens de patriotisme en trouvant un compromis le vendredi 26 janvier après de longues heures de chaudes discussions autour d'une table de dialogue franc et sincère* »¹⁸¹.

Il considère que si la situation paraissait alarmante, le pays tout entier y est sorti avec un résultat paisible

« *...Qui aurait pu croire que la crise aurait abouti à un résultat aussi paisible et prometteur pour le pays tout entier ? Les pronostics étaient des plus alarmants et l'on craignait le pire pour la Guinée. Mais la sagesse l'a finalement emporté sur la passion. Les syndicalistes ont montré leur maturité et le chef de l'Etat sa grande compréhension des aspirations légitimes et nobles du peuple. Et c'est la Guinée qui a gagné.* »¹⁸²

A partir du 02 février, avec son article, « La patrie d'abord! », le journal commence à aborder l'évènement comme étant une instrumentalisation de quelques « malintentionnés ». Dans cet article, il rapporte l'information selon laquelle, dans tous les lieux publics de Conakry courait une rumeur qui disait que le site d'information Kibaro venait de publier un article annonçant le refus du président à nommer un premier ministre comme convenu entre lui et les syndicalistes. « *Les auteurs de cette fausse rumeur croyaient pouvoir perturber une fois encore la quiétude du peuple de Guinée* »¹⁸³. Il rajoute qu'au moment où cette information « *de nature à intoxiquer les esprits prenait de l'ampleur, le président fidèle à ses engagements et au bien être de ses concitoyens s'apprêtait à rendre public les prérogatives du prochain chef de gouvernement. Certes aujourd'hui nous vivons dans une précarité qui ne dit pas son nom malgré l'abondance de nos potentialités, mais évitons de tomber dans le piège des malintentionnés qui ne cherchent qu'à attiser le feu. Nul n'ignore les conséquences désastreuses des dix huit jours de la grève passée, qui a paralysé le pays causant par la même occasion des pertes en vies humaines et en matériel.* »¹⁸⁴.

¹⁸¹ Daouda Tamsir Niane, « La Guinée a gagné », *Horoya* n°6452 du 31 janvier 2007, p. 2.

¹⁸² Daouda Tamsir Niane, Op. cit.

¹⁸³ Mamady Camara, « La patrie d'abord! », *Horoya* n°6455 du 2 février 2007, p. 3.

¹⁸⁴ Mamadi Camara, Op. cit

Dans ses compte-rendu portant sur la grève elle-même, le journal a critiqué dans de nombreux articles les comportements de certains manifestants qui se sont adonnés à des pillages de nombreux biens publics (infrastructures routières et minières, engins des Sociétés minières...) et privés (commerces et même des domiciles). En effet, à part les infrastructures publiques (panneaux de signalisation, bâtiments publics...) des engins des Sociétés minières (CBK et de RUSSAL-Friguia) installées en Guinée avaient été attaquées pendant la grève parce qu'ils respectaient un minimum de service. Le journal dans son article « Le patrimoine minier est à préserver », met en avant, la position des sociétés minières dans l'équilibre socio-économique du pays. En effet, les compagnies minières sont des grands contributeurs aux fonds publics à travers les milliards de francs guinéens qu'elles versent au gouvernement chaque année au titre de taxes et impôts.

D'un autre côté, Russal-Friguia qui produit 700000 tonnes par an, emploie des centaines de Guinéens et la compagnie « contribue à hauteur de quelques milliards FG au trésor public par an. »¹⁸⁵ Le journal met en avant les conséquences désastreuses qu'entraînerait l'arrêt de l'usine. Une fois arrêtée, « il faudrait au minimum un an pour redémarrer l'usine avec le concours des experts étrangers... Cet arrêt peut avoir de graves conséquences sur le plan social comme le chômage économique à travers la baisse de revenus et environnemental [déversement des produits chimiques affectant le système écologique]. Dans les conventions signées entre le gouvernement guinéen et les multinationales, il est clairement défini que les installations, l'espace exploité et certains investissements restent et demeurent la propriété de l'Etat. S'attaquer donc au patrimoine national, c'est retourner l'arme contre soi-même. »¹⁸⁶.

Le journal *Horoya* aborde la thématique de la corruption à travers d'autres thèmes comme, l'interdiction d'exportation des produits vivriers de base. Dans son article « Eviter de tomber dans les mailles du filet », le journal rapporte les résultats positifs constatés une semaine après l'interdiction de sortie des denrées alimentaires du pays. « Le panier de la ménagère commence à respirer. C'est là un début prometteur à condition que les services chargés d'appliquer les mesures ne prêtent pas le flanc pour ne pas tomber dans la spirale de la corruption »¹⁸⁷. Il continue plus loin « ...ces mesures du reste, très salutaires doivent être soutenues par tout le monde.... Chaque guinéen est responsable de la parcelle qu'il a charge de gérer pour le bien public. Dans ce contexte, notre combat doit exclusivement être orienté sur l'élimination des maux qui nous accablent et qui ont pour noms : inflation galopante,

¹⁸⁵ Mamadi Camara, Op. cit

¹⁸⁶ « Le patrimoine minier est à préserver », *Horoya* n° 6460 du 9 février 2007, p. 4.

¹⁸⁷ « Eviter de tomber dans les mailles de la corruption », *Horoya* n° 6455 du 2 février 2007, p. 2.

dépréciation de la monnaie, corruption... »¹⁸⁸. Dans cette optique, le journal va plus loin dans cet autre article intitulé « Lansana Kouyaté est le nouveau premier ministre, chef du futur gouvernement guinéen ! ».

«Le peuple de Guinée n'a presque pas connu le vrai bonheur durant près d'un demi-siècle. Il a également accumulé assez de torts de la part de ses dirigeants politiques qui s'enrichissent illicitement au grand dam de tous, sans toutefois être inquiétés, encore moins punis »¹⁸⁹.

Le journal a également consacré de nombreux articles à l'interdiction d'exportation des denrées de base.

Ainsi, il publie tout un dossier sur ce sujet dans son numéro 6456 du lundi 5 février 2007 sous le titre « Des mesures salutaires » sur sa Une. Dans ces articles, on parle de l'effet positif de la mesure d'interdiction d'exportation des denrées alimentaires entrant dans l'alimentation de base des populations. Cette mesure « salutaire » qui faisait partie du protocole d'accords signé entre les syndicats et le gouvernement concourait à l'autosuffisance alimentaire du pays. En l'espace de deux semaines, des résultats probants s'étaient fait sentir à plusieurs niveaux notamment au niveau des prix des produits mais aussi au niveau économique à travers l'appréciation de la monnaie nationale qui gagnait peu à peu de sa valeur.

« Cette mesure du reste très salutaire vise à satisfaire pleinement la demande du marché local qui auparavant souffrait d'un faible niveau d'approvisionnement, tous nos produits vivriers, halieutiques, forestiers... étaient drainés vers l'extérieur contribuant ainsi à nourrir les autres pendant que les populations dans notre propre pays continuent leur décente aux enfers »¹⁹⁰.

Le journal rapporte ainsi une information de l'agence guinéenne de presse selon laquelle « la baisse progressive des prix des produits est observée sur tous les marchés.... A Kindia par exemple, le pot de riz local, pour ne citer que ce produit, qui était vendu à 1000FG est redescendu à 750FG et pratiquement le constat est le même dans toutes les autres préfectures. Ce qui constitue un soulagement pour les femmes qui étaient durement éprouvées par la cherté des produits au niveau de nos marchés »¹⁹¹.

¹⁸⁸ « Eviter de tomber dans les mailles de la corruption », Op. cit.

¹⁸⁹ Ousmane Barry, « Lansana Kouyaté est le nouveau premier ministre chef du futur gouvernement guinéen! », *Horoya* n°6461 du 28 février 2007, p. 4.

¹⁹⁰ « Eviter de tomber dans les mailles de la corruption », *Horoya* n°6455 du 2 février 2007, p. 2.

¹⁹¹ Mamadou Bailo Barry, « Déjà les premiers fruits! », *Horoya* n° 6460 du 9 février 2007, p. 6

Sur le même thème, le journal revient sur l'effet de la mesure sur le secteur de la pêche. « *L'interdiction de sortie hors de nos frontières de produits notamment halieutiques a notoirement changé la donne dans les débarcadères de Conakry. Les prix de poissons ont ainsi connu une baisse et certaines espèces coûteuses et rares dans le passé ont fait leur apparition. L'arrêté conjoint a été vivement salué par les Guinéens. A quelques semaines de son application, les résultats semblent probants* »¹⁹².

II-Répressions et victimes.

La répression des manifestations est la thématique la plus traitée dans la couverture médiatique de la grève. *Le Diplomate* écrivait sur le sujet que « *le massacre qui a marqué la grève générale et illimitée déclenchée par l'inter centrale syndicale CNTG-USTG le mercredi 10 janvier 2007 a surpeuplé les hôpitaux et centres de santé de Conakry* »¹⁹³.

Selon les informations relayées, le lundi 22 janvier, journée la plus sanglante à Conakry, « *on ne pouvait pas compter les morts et le nombre de blessés admis aux services des urgences des hôpitaux. Les services des urgences, de traumatologie, de chirurgie et neurologie, de cardiologie et de réanimation étaient envahis par les parents des victimes* » qui finissaient le plus souvent par la morgue des hôpitaux ou malheureusement certains trouvaient les leurs déjà passés de vie à trépas... *Malgré les efforts incalculables de la croix rouge pour tenter de limiter les dégâts des forces de l'ordre, des militaires n'ont pas hésité à lancer des grenades dans l'hôpital et d'y poursuivre des fuyards qui n'ont fait qu'exprimer leur mécontentement à l'endroit du régime Conté.* »¹⁹⁴

Dans son article, « *Que de morts!* », le journal fait un compte-rendu de la journée du 22 janvier. On apprend alors qu'il était 8h du matin, quand « *les habitants des quartiers de la banlieue de Conakry [Wanindara, Cosa, Bambeto, Dar-es-salam.] envahissent La route le prince, Hafia et Hamdallaye s'y joignent* »¹⁹⁵. La première confrontation avec les forces de l'ordre avait eu lieu au poste de gendarmerie de l'escadron mobile de Hamdallaye, où un agent de sécurité avait tiré « *à bout portant sur un manifestant. Nous venions d'assister à la chute de la première victime. La foule immense force le passage avant que deux autres*

¹⁹² Amadou Touré et Saran Traoré, « Certaines espèces de poissons réapparaissent », *Horoya* n°6460 du 9 février 2007, p. 8.

¹⁹³ Amadou Youssouf Diallo, « Grands dépotoirs des morts et de blessés graves », *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 5.

¹⁹⁴ Amadou Youssouf Diallo, *Op. cit.*

¹⁹⁵ Amadou Youssouf Diallo, « Que de morts ! », *Le Diplomate* 226 du 30 janvier 2007, p. 5.

personnes ne succombent, fusillées. Et emportées aussitôt par les manifestants qui ne désarment pas, scandant à l'unisson des slogans demandant le départ du président Conté.... »¹⁹⁶. Le gros du massacre s'était produit sur le pont du 8 novembre. En effet, après d'énormes efforts visant vainement la dispersion des foules, les policiers, gendarmes et bérés rouges avaient créé une ceinture à la rentrée du quartier administratif (Kaloum). Un dispositif robot était alors mis en place tant sur le pont qu'en dessous. Les manifestants qui voulaient pénétrer dans la commune de Kaloum, considérée comme le fief du président Lansana Conté ont été stoppés au niveau du pont « où les forces de sécurité grandement mobilisés pour la circonstance se sont livrés à un véritable carnage en tuant un nombre impressionnant de personnes.... Soit tout simplement la journée la plus meurtrière de cette grève. »¹⁹⁷.

Dans l'article intitulé « Le régime du général Lansana Conté désavoué par le peuple », du journal *L'Indépendant*, l'auteur Mamadou Bory Bah pense que la grève a permis à l'opinion de constater d'avantage que les populations guinéennes souhaitent un changement de régime pour que le pays puisse jouir des immenses ressources dont il dispose. « ...la répression sanglante effectuée par les forces de sécurité n'aura pratiquement rien enlevé à la détermination des citoyens Guinéens qui voulaient en découdre avec le régime du général Lansana Conté en exprimant leur ras-le-bol à travers des manifestations gigantesques »¹⁹⁸.

Les tueries perpétrées au Pont huit novembre ont été évoquées dans de nombreux articles consacrés à la répression de la grève. « Le lundi noir de la répression », « Des frissons partout » ou encore, « Un triste symbole au cœur de Conakry ».

En effet, à cet endroit, de nombreuses victimes ont succombé aux balles des forces de l'ordre le 22 janvier 2007. Le journal *L'Indépendant* consacra un article au pont. C'est celui intitulé « Un triste symbole au cœur de Conakry ». Dans son analyse, Mamy Dioubaté rappelle quelques éléments de l'histoire du pont pour aborder les massacres perpétrés là, le 22 janvier 2007. Le chapeau de l'article indique ainsi qu'avant le 22 janvier, « le pont huit novembre n'était aux yeux des enfants nés après le 3 avril 1984, qu'un simple ouvrage de franchissement pour les usagers de la route. Mais pour les anciens, c'est plutôt un lieu de

¹⁹⁶ Amadou Youssouf Diallo, *Op. cit.*

¹⁹⁷ Amadou Youssouf Diallo, *Op. cit.*

¹⁹⁸ Mamadou Bory Bah, « Le régime du général Lansana Conté désavoué par le peuple », *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007, p. 4.

triste mémoire. En effet, c'est ce pont là qui avait été choisi par les autorités de l'ancien régime pour pendre publiquement certains hauts cadres qui, à les en croire, auraient participé à la création et à l'exécution de l'agression perfide du 22 novembre 1970 dont le paisible peuple de Guinée a été victime. Ironie du sort, c'est un autre 22 (22 janvier 2007) qui vient de s'inscrire en lettres capitales dans l'histoire de notre pays »¹⁹⁹.

L'auteur indique que 36 ans après les événements malheureux du 22 novembre 1970, l'histoire semble s'être répétée le lundi 22 janvier 2007 à cet endroit où «... les forces de l'ordre n'ont pas hésité un seul instant à tirer à balles réelles et à bout portant sur des pauvres manifestants... »²⁰⁰.

Dans les tractations de négociation entre les centrales syndicales et le gouvernement, la mise en place d'un gouvernement de large consensus, dirigé par un premier ministre chef de gouvernement constituait l'un des principaux points d'achoppements. Après une longue pression des syndicats en plus des différentes institutions républicaines et des leaders religieux (qui ont une forte influence dans le pays notamment sur l'entourage du président), celui-ci finira par céder et se plier à la volonté populaire.

Ainsi, le comité de médiation s'était réuni au palais du peuple du 25 au 27 janvier 2007 pour l'élaboration de la lettre de mission et les attributions du futur premier ministre du pays, qui aura un mandat de 3 ans (2007 à 2010).

L'or de cette négociation, les travaux de la commission paritaire portaient sur un portrait robot du futur premier ministre. Elle avait donc proposé les attributions et les garanties dont devait s'attendre la personne qui occuperait le poste. Selon le portrait robot, le futur premier ministre devait être un haut cadre civil qui n'a jamais été impliqué dans des malversations financières. Un cadre donc intègre et capable en peu de temps de relancer l'économie nationale et restructurer l'administration. Il devait mener en profondeur des réformes et coordonner l'action gouvernementale durant son mandat. Dans ce cadre il devait proposer au chef de l'Etat « *des hommes et des femmes intègres et compétents pour l'accompagner dans l'accomplissement de sa mission.* »²⁰¹

¹⁹⁹ Mamy Dioubaté, « Un triste symbole au cœur de Conakry », *L'Indépendant* n°713 du 1^{er} février 2007, p. 5.

²⁰⁰ Mamy Dioubaté, *Op. cit.*

²⁰¹ « Le portrait robot du premier ministre, chef de gouvernement », *Le Diplomate* n° 226 du 30 janvier 2007, p. 3.

Après la signature du protocole d'accords entre les différents protagonistes, les médias se sont focalisés dans un premier temps sur le premier point à savoir la nomination d'un premier ministre chef de gouvernement, doté de réels pouvoirs et le temps que prenait Lansana Conté pour nommer ce dernier.

Malgré l'espoir suscité par cette future nomination, certains médias et *L'Indépendant* en premier se questionnaient déjà sur les capacités de ce futur premier ministre à faire correctement son travail.

«... a-t-on raison de croire à des chances de réussite de ce premier ministre ?... il a beau être un premier ministre de large consensus et chef du gouvernement, la cohabitation et la collaboration avec Lansana Conté ne sera pas une partie de plaisir pour ce "Zorro". D'autant que c'est bien contre son gré que le président a dû accepter de céder une partie de ses nombreux pouvoirs au futur premier ministre. Mais revanchard, tout porte à croire qu'il tentera de retirer d'une main ce qu'il a cédé de l'autre.... Lansana Conté qui se targue d'être une âme militaire est autoritaire ... Aux yeux du général qu'il est, un ministre ou un premier ministre, ce n'est qu'un caporal condamné à l'allégeance et à l'obséquiosité »²⁰².

Dans son article, « A quoi joue le chef de l'Eta », le journal revient sur le temps que prend Lansana Conté pour nommer un premier ministre réclamé par les syndicats. « *L'homme intègre, patriote, compétent et aux mains propres décrit par les centrales syndicales CNTG-USTG avant la suspension de la grève générale de 18 jours reste encore une vue de l'esprit. Et rien ne montre que le président de la république, le général Lansana Conté est pressé de le nommer. Déjouant ainsi les pronostiques tout en aggravant d'avantage le doute collectif quant à sa réelle volonté d'apaiser la tension populaire »²⁰³. Le journal considérait alors qu'après le grand retard accusé par le président sur la nomination de premier ministre certains citoyens ne se limitent plus à se questionner sur l'identité de ce dernier mais plutôt sur la volonté du président de le nommer. Ceux qui ne doutent pas de cette nomination, s'inquiètent alors de la volonté de Conté de faciliter la tâche du future premier ministre.*

Le Diplomate disait alors que tout porte à croire que Lansana Conté exigera le placement sous son autorité directe, les ministères comme la défense, l'intérieur, la sécurité et les affaires étrangères. Egalement qu'il pourrait y avoir un accrochage entre Conté et son premier ministre autour de la gestion de la banque centrale dont le protocole d'accord signé prévoie

²⁰² Talibé Barry, « Difficile cohabitation en perspective », *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 2.

²⁰³ Talibé Barry, « A quoi joue le chef de l'Etat? », *Le Diplomate* n°227 du 6 février 2007, p. 3.

qu'elle sera décrochée de la tutelle de la présidence. « *Car il n'est un secret pour personne que Lansana Conté s'en sert et s'y sert comme bon lui semble...* »²⁰⁴

En effet, le président de la république avait placé après la signature du protocole d'accord un nouveau directeur à la tête du port autonome de Conakry, un ancien conseiller à la présidence de la république, M. Oulaba Kabassan Keita. Ce qui d'après cet article faisait dire à certains analystes que le chef de l'Etat était en train d'anticiper la perte du Contrôle de la banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Le journal considérait alors que « *l'envoie de cet homme de main au port autonome qui représente l'une des plus grandes sources d'entrées financières pour l'Etat ne serait donc pas fortuit.... ce décret, sauf erreur d'appréciation est en contradiction flagrante avec une des attributions du premier ministre qui nomme aux emplois civils. Ce qui laisse penser que le chef de l'Etat s'emploie déjà à miner le champ d'action du futur premier ministre chef de gouvernement. C'est à se demander si Lansana Conté ne joue pas à dissuader ceux qui ont le profil du portrait robot dressé par les syndicalistes.* »²⁰⁵

L'Indépendant de son côté, émet des doutes sur la possibilité et la capacité du nouveau premier ministre, à travailler sans qu'il n'y ait conflit entre lui et le président de la république. Dans son article, « *N'y aura-t-il pas conflit de compétence ?* », Dian Baldé considère qu'avec la nomination d'un chef de gouvernement outre que le président, on assistera à un bicéphalisme au niveau de l'exécutif ce qui selon lui est source de conflits.

Si les Guinéens attendaient impatiemment de connaître le nom de leur futur premier ministre, « *perçu comme un homme providentiel...* », certains observateurs craignaient que cette nouvelle ne soit à la longue source de conflits de compétences entre le président de la république et son premier ministre. « *On se souvient que le bicéphalisme au niveau de l'exécutif avait contribué à la détérioration des rapports entre Lansana Conté et feu Colonel Diarra Traoré qui assumaient les fonctions de premier ministre au lendemain de la prise du pouvoir par les forces armées guinéennes en 1984. La suite on la connaît. Diarra Traoré avait été purement et simplement demis de ses fonctions et muté au poste de ministre de l'éducation nationale...* »²⁰⁶

²⁰⁴ Talibé Barry, *Op. cit*

²⁰⁵ Talibé Barry, *Op. cit*.

²⁰⁶ Dian Baldé, « *N'y aura-t-il pas conflit de compétence ?* », *L'Indépendant* n°713 du février 2007, p. 3.

L'auteur rappelle qu'aucun des anciens premiers ministres (Sidya Touré, Lamine Sidimé, Lounceny Fall et Cellou Dalein Diallo) n'a pu travailler librement « *sans que certains proches du chef de l'Etat ne leur mettent des bâtons dans les roues.* »²⁰⁷

Le Lynx de son côté, dans son éditorial « Silence, on hésite! », revient sur les tensions qui prévalent dans l'attente de la nomination du premier ministre chef de gouvernement et le respect des autres points du protocole d'accords qu'avaient signé les différentes parties. Comme à son habitude, le journal se base sur des événements du passé pour expliquer ceux actuels. L'éditorialiste analyse la situation du pays et l'hésitation qu'ont les différents protagonistes (syndicats et gouvernements) à se faire confiance. Pour expliquer le doute des syndicats, l'auteur rappelle des événements à peu près identiques dans l'histoire récente du pays sous la gouvernance de Lansana Conté. Il explique en effet que depuis la signature du protocole d'accords qui a entraîné la suspension du mouvement de grève, d'un côté le président de la république hésite à nommer un premier ministre chef de gouvernement et de l'autre, les responsables syndicaux « *hésitent à faire totale confiance à un partenaire qui n'a pas toujours joué franc jeu. Résultat : on s'observe sans se regarder les yeux dans les yeux et on fait du nouveau ring politique guinéen, une espèce d'arène syndicale incontournable où personne ne veut descendre en premier lieu....* »²⁰⁸. L'auteur explique que pour nourrir leurs hésitations, les syndicats ne peuvent s'empêcher de penser aux événements des 2 et 3 février 1996. Il explique que le président de la république avait tout donné pour obtenir l'accalmie nécessaire au silence des armes. Les militaires en révolte avaient arrêté le combat et le 4 février, tout le monde s'était retrouvé au camp Samory pour fêter la victoire. « *Les journalistes et les civils présents pour témoigner de la chaleur de la fête, ont plutôt été surpris de voir toutes les barrettes disparaître des épaules des bidasses, pour accélérer la cadence des promesses.* »²⁰⁹

Si la nomination de Lansana Kouyaté au poste de premier ministre, chef de gouvernement, avait suscité l'espoir chez les populations de sortir de la grande hantise des lendemains peu enchanteurs, dans les médias la question de la marge de manœuvre du premier ministre continuaient de plus belle.

²⁰⁷ Dian Baldé, *Op. cit.*

²⁰⁸ Souleymane Diallo, « Silence, on hésite! », *Le Lynx* n°775 du 5 février 2007, p. 3.

²⁰⁹ Souleymane Diallo, *Op. cit.*

Ainsi, dans son article, « Un projet à court terme », *Horoya*, revient sur les marges de manœuvres du premier ministre. La question avait été abordée par la radio ONUCI FM basée à Abidjan à qui Lansana Kouyaté avait accordé une interview dans laquelle il expliquait sa vision de la tâche qui l'attend. Parlant des réformes que le nouveau premier ministre est appelé à mener, le journaliste déclarait dans la présentation de son invité « ... *des inquiétudes naissent quand à la marge de manœuvre que lui laisserait le Général Lansana Conté.*»²¹⁰ Mais Lansana Kouyaté avait rappelé le caractère exceptionnel de la « situation ». « *Nous sortons d'une situation exceptionnelle ! Je crois que cela suffit pour apprendre à s'accommoder des situations d'exception et je suis certain que l'exceptionnelle gravité des journées chaudes à Conakry comme dans trente autres préfectures, nous impose de ne pas toujours chercher l'absolu de l'absolu, mais de plutôt voir relativement ce qui peut faire sortir la Guinée de la crise* »²¹¹.

Les commentateurs de la scène sociopolitique et les médias avaient rapidement collé au Lansana Kouyaté le sobriquet de messie et cela sans doute compte tenu des chantiers immenses et complexes relevant tous de l'urgence qui l'attendaient. On pouvait lire ainsi dans *L'Indépendant*, qu'il faudra au premier ministre assez de poigne, de conviction et de détermination pour combler les nombreuses attentes notamment en eau, en électricité, et l'amélioration des conditions économiques des populations. Pour ce qui est de la desserte en eau, ce sont plusieurs quartiers des banlieues de la capitale qui en étaient exclus et la situation était encore pire dans certaines régions de l'intérieur du pays. « *Les contrées jouissant de l'apport de forages peuvent se targuer de baigner dans un relatif confort par rapport à bien d'autres où il y a encore lieu de recourir au traditionnel puits ou à des cours d'eau douteux* »²¹².

En matière d'électricité... Conakry est l'une des rares au monde à ne pas être éclairées. « *Par rapport à cette situation à la fois insultante et démoralisante pour tout économiste, Lansana Kouyaté va devoir agir au plus vite dans le secteur de l'eau et de l'électricité. Il s'agit certes d'une question d'apport vital à l'économie mais surtout de survie pour la majorité écrasante des guinéennes et Guinéens qui dans un passé récent arrivaient quelques peu à se sortir d'affaires grâce à des activités informelles ne pouvant toutefois s'exercer sans les deux denrées précitées* ».²¹³

²¹⁰ Amadou Touré, « Un projet à court terme », *Horoya* n°6462 du 1^{er} mars 2007, p. 3.

²¹¹ Amadou Touré, *Op. cit.*

²¹² Hassane Kaba, « Le pays retient son souffle », *L'Indépendant* n° 717 du 15 mars, 2007, p. 4.

²¹³ Hassane Kaba, *Op. cit.*

Parlant de l'espoir que suscitait la nomination de Lansana Kouyaté au poste de premier ministre, *Horoya* écrivait qu'à « l'annonce du décret, les populations ont spontanément salué la nouvelle par des salves d'applaudissements comme pour dire que ce judicieux choix du chef de l'Etat répond parfaitement à leurs nombreuses attentes »²¹⁴. Le journal a abordé certains problèmes (corruption, détournement de fonds etc.), qui minent le pays à travers cette thématique du premier ministre. Pour le rédacteur, s'il faut donc se réjouir et se féliciter « d'avoir une personnalité de ce calibre aux commandes des activités gouvernementales », c'est aussi le lieu de souligner que la mission à lui assigner « est ardue tant le chantier s'avère immense voir même, pharaonique ! ...Lansana Kouyaté devra les jours qui suivent former son équipe dont le profil doit absolument être conforme au sien. Ensuite les questions de l'électricité et de l'eau, l'inflation, les détournements de deniers publics, l'impunité, la corruption ... sont des problématiques sur lesquelles les Guinéens attendent Lansana Kouyaté. »²¹⁵

Le journal aborde les thématiques de la grève de manière plus souple sans entrer dans les détails. Ainsi, il considère que l'accueil réservé au nouveau premier ministre témoigne de l'attente des millions de Guinéens « qui ont hâte d'en finir avec un certain passé. C'est pourquoi il ne serait pas exagéré de dire que la mission qui attend Lansana Kouyaté ne sera pas facile. D'autant qu'il aura la lourde tâche de mettre sur les rails un pays dans lequel tous les secteurs relèvent de l'urgence. A commencer par la distribution de l'eau potable, de l'électricité, de la maîtrise de l'inflation etc. »²¹⁶

Les thématiques de l'intervention internationale et de l'enquête sur les responsabilités de la répression sont généralement couplées dans les journaux. Ici, nous avons les articles sur le rôle de la CEDEAO à travers le travail de médiation de ses émissaires, mais aussi les interventions des hommes politiques africains comme Abdoulaye Wade... et les missions des organisations internationales comme la Confédération Syndicale Internationale, le BIT mais aussi l'UNI-Africa (Union Network International). C'est à travers les articles sur ces sujets que la question de l'enquête sur les répressions est abordée.

²¹⁴ Ousmane Barry, « Lansana Kouyaté est le nouveau premier ministre, chef du futur gouvernement guinéen! », *Horoya* n°6461 du 28 février 2007, p. 4.

²¹⁵ Ousmane Barry, *Op. cit.*

²¹⁶ Alpha Camara, « La rigueur, gage de la réussite », *Horoya* du 1^{er} mars 2007, p. 2.

Après de multiples tractations entre syndicats et pouvoir exécutifs, la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) avait dépêché par deux fois, une délégation composée d'Ibrahima Babangida (ancien président du Nigéria), Dr. Mohamed Ibn Chambas (président de la commission de la CEDEAO), du sénateur Lawan Gana Guba, ministre d'Etat au ministère des Affaires Etrangères de Nigéria pour une mission de médiation pour la gestion de la crise sociale déclenchée en Guinée.

Dans ces articles portant sur les négociations et la signature du protocole d'accord, le journal *Horoya* mets en avant une sorte de grandeur et de fierté nationale. Parlant du rôle de la CEDEAO dans le dénouement de la crise, le journal estime que si les différentes parties prenantes à la crise ont fait de leur mieux pour trouver la solution pour un dénouement heureux de la crise, c'est surtout l'implication de la CEDEAO qui a été l'occasion pour la Guinée « *de montrer à la face du monde qu'elle est exemplaire* »²¹⁷ Il considère en effet que s'il est habituel qu'on envoie des missions de bon office en cas de troubles sociaux ou politiques dans un pays, c'était la première fois qu'une mission réussissait à ramener le calme sans déstabilisation totale de ce pays. « *Tous les exemples africains où d'ailleurs de graves crises ont toujours débouché sur des guerres civiles avec leurs cortèges de malheurs. Cet exploit est à mettre au crédit du Général Babangida et de la CEDEAO mais aussi, au crédit des Guinéens qui ont sûrement pas pousser le bouchon trop loin. Il est vrai qu'ils savent tout ce que leurs voisins ont vécu pour avoir partagé avec eux pendant de longues années gîte et nourriture en Guinée* »²¹⁸. En effet, la guerre civile libérienne qui a éclaté en 1989 et qui s'est déroulée jusqu'en 1997, a entraîné la mort de plus de 150.000 personnes et le déplacement de plus 850.000 autres. Entre 1991 et 2002, c'est en Sierra Leone qu'une autre guerre civile s'est déroulée entraînant à son tour environ 120.000 morts, l'amputation de plusieurs milliers de personnes et le déplacement de plus de 2 millions et demi de personnes soit le tiers de la population. Plus récemment, entre 2007 et 2007, c'est en Côte d'Ivoire qu'une crise politico-militaire avait éclaté entraînant à son tour des milliers de morts et de déplacés. Ces trois pays partagent tous des frontières avec la Guinée. Dans les trois cas, des milliers de personnes ayant fui la guerre dans leurs pays se sont réfugiés en Guinée. Ceci fait que la population guinéenne a vécu de très près ces guerres et les conséquences qu'elles ont entraînées. Le

²¹⁷ Daouda Tamsir Niane, « Une victoire africaine », *Horoya* n°6461 du 28 février 2007, p. 4.

²¹⁸ Daouda Tamsir Niane, *Op. cit.*

journal *Horoya* a fait allusion à ces conflits à de nombreuses reprises dans sa couverture médiatique de la crise. Il considère que c'est la maturité de la population guinéenne qui l'a toujours entraîné à trouver des solutions à ses problèmes dans le dialogue sans passer par la guerre. « *Le peuple de Guinée qui avait été le seul à voter "Non" le 28 septembre 1958 est bien ce peuple qui ne finira pas d'étonner dans les grands moments. Cette fois encore, elle a donné à l'Afrique une grande leçon de responsabilité, en privilégiant la solution africaine. Comme pour dire aux africains et au monde que tout conflit peut trouver sa solution dans le dialogue, sans passer par une guerre inutile...L'arbre à palabre de l'Afrique multiséculaire a encore de beaux jours devant lui* »²¹⁹

Dans son article intitulé « La mission syndicale internationale exige des enquêtes », *Le Diplomate* fait un compte-rendu de la conférence de presse qu'avait conduit la mission syndicale internationale le 1^{er} février 2007 à Conakry. Une conférence de presse qu'elle avait « *mis à profit pour exprimer ses vives préoccupations quant aux tueries enregistrées le 22 janvier... lors de la grève générale et illimitée déclenchée par l'inter-centrale CNTG-USTG* »²²⁰.

L'article évoque le soutien du Bureau Internationale du Travail (BIT), de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et les organisations syndicales sous-régionales du Mali, du Sénégal, du Togo et du Burkina Faso. Guy Rider, secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) affirmait alors que son organisation vise à apporter la solidarité internationale là où c'est nécessaire. L'article rapporte ses *propos* : « *ce que nous avons vu à la bourse du travail est choquant et inacceptable. C'est une chose que nous n'allons pas oublier de sitôt. Cela fait 20 ans que j'exerce au sein des mouvements syndicaux, mais le drame que je viens de voir en Guinée, jamais je ne l'ai vu nulle part ailleurs... Il faut absolument que la lumière soit faite sur cette affaire afin de punir les coupables.* »²²¹.

Guy Ryder s'était aussi exprimé sur la nécessité de l'application effective du protocole d'accord signé le 27 janvier par les leaders syndicaux et les autorités guinéennes. Selon le rédacteur de l'article, lors de cette conférence de presse, le secrétaire générale de la CSI avait confié avoir écrit à l'Union européenne, au Fond Monétaire Internationale et à la Banque mondiale pour leur faire part de ses vives inquiétudes par rapport à la situation de crise en

²¹⁹ Daouda Tamsir Niane, *Op. cit.*

²²⁰ Ismael Camara, « La mission syndicale internationale exige des enquêtes... », *Le Diplomate* n°227 du 6 février 2007, p. 2.

²²¹ Ismael Camara, *Op. cit.*

Guinée. Sur la question de la portée de ses contacts avec les bailleurs de fonds, pour Guy Rider, il s'agissait d'amener ces institutions financières internationales à s'impliquer d'avantage à la crise en vue d'améliorer la gouvernance démocratique. Sur ce sujet, le déblocage du 9eme fond européen de développement (FED) était lié aux avancés démocratiques alors que cet événement dans le pays marquait un certain recul dans le domaine.

Guy Rider avait alors invité le gouvernement guinéen à respecter les conventions auxquelles il a souscrit (conventions sur les droits de l'homme). Le secrétaire général de la CSI s'est alors proposé de saisir le Bureau International du Travail pour une enquête internationale indépendante si la commission nationale d'enquête chargée de faire la lumière sur les événements du 22 janvier ne répond pas aux attentes.

Comme *Le Diplomate*, *Le lynx* a également rendu compte de cette rencontre entre les représentants du CSI et du BIT accompagnés des centrales syndicales guinéennes et les médias nationaux pour marquer le soutien de leurs institutions aux syndicats et constater les dégâts causés par la répression du mouvement. L'article rapporte la réaction du secrétaire général de la CSI qui dit avoir été choqué par ce qu'il a vu à Conakry. « *Nous avons écouté les témoignages très émouvant de la camarade Rabiadou et du camarade Fofana qui ont failli perdre leur vie le 22 janvier à la bourse du travail....Nous avons parlé avec les blessés. Ils nous ont expliqué comment ils ont été victimes de l'action militaire qui ne s'explique pas, ne se justifie pas. Il faut que la lumière soit faite sur les événements du 22 janvier* »²²² lance t-il d'une voix teintée d'amertume commente le journaliste. Il continue « *Le regard dans le vide, le patron de la CSI poursuit "ça fait vingt ans que je travaille dans le mouvement syndical international, rarement j'ai été témoin d'une situation aussi dramatique que celle que j'ai trouvé ici à Conakry. Une situation où une manifestation pacifique a donné comme résultat plus d'une soixantaine de morts. C'est inouï, inadmissible et inacceptable"....* »²²³

Après le rapport sur les blessés, Abou Bakr accentue son argumentation sur le côté financier et les aides que reçoit le pays à travers les coopérations qu'il entretient avec les bailleurs de fonds notamment. Il rapporte que selon le secrétaire général de la CSI, si le protocole d'accords signé entre les protagonistes n'est pas respecté par le président de la république, le CIS et BIT ainsi que les autres organismes affiliés « *s'attelleront à brouiller les relations*

²²² Abou Bakr, « Les meneurs sur la braise! », *Le Lynx* n°775 du 5 février 2007, p. 4.

²²³ Abou Bakr, *Op. cit.*

entre la Fory-gouvernance et les bailleurs de fonds à commencer par notre vache laitière qu'est l'Union européenne... Nous allons de retour à Bruxelles reprendre contact avec les institutions internationales auprès desquelles nous avons déjà fait des démarches avant de venir. J'ai personnellement écrit auprès du Commissaire Européen, Louis Michel, pour lui faire part de notre grave préoccupation face à la situation en Guinée. Nous avons également écrit aux directeurs du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale. Il nous semble que l'attitude du mouvement syndical international et nos prochains contacts avec ces organisations internationales seront conditionnés par l'évolution de la situation en Guinée. Nous la souhaitons positive. »²²⁴

Parlant de la mise en place d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur les événements du 22 janvier, Guy Rider continue : « Dans tous les contacts que nous avons eu, je dis qu'il faut que cette commission d'enquête soit mise en place et qu'elle travaille d'une manière transparente pour que la réalité soit connue. C'est nécessaire !Il est évident que le déblocage du 9^{ème} FED était lié explicitement au progrès du processus démocratique en Guinée. Donc l'Union Européenne va revoir cette situation à la lumière des événements de ces dernières semaines».

Le journal consacre également un article sur la visite en Guinée d'une délégation d'UNI-Africa (Union Network International) le 13 mars 2007 pour apporter son soutien aux syndicats guinéens après la crise que le pays a connue. Le président de l'organisation, Napoléon Kpoh avait au nom de son organisation demandé à son tour la mise en place d'une commission d'enquête internationale, pour faire la lumière sur les événements tragiques de la grève. La délégation s'était alors engagée à faire recours auprès des Nations-Unies et d'autres institutions si le gouvernement guinéen ne satisfaisait pas la demande populaire. Cette demande nous le savons est la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur ces événements. (Koukou Mara, *Le Lynx* n°779)

Sur ce sujet, *L'Indépendant* rapportera que la délégation avait dénoncé la brutalité dont ont été victimes les manifestants et les responsables syndicaux. « *La délégation au nom de tous les syndicats de l'institution, a salué l'effort, le courage patriotique de leurs camarades syndicalistes de Guinée pour le combat engagé contre l'injustice, la corruption, le vol, la*

²²⁴ Abou Bakr, *Op. cit.*

misère et la pauvreté dont sont victimes les travailleurs Guinéens. "Pour cela, UNI syndicat mondial vous apporte tout son soutien pour que vivent décemment les travailleurs Guinéens.... Au nom des 15 millions d'adhérents de notre institution repartis entre tous les continents , nous sommes là pour apporter notre soutien indéfectible et total aux dirigeants syndicaux et autres membres de la société civile en Guinée, dans leur bravoure et dans leurs actions pour défendre les intérêts des travailleurs, être des messagers des sans voix." »²²⁵.

Si les autres titres du corpus ont rapporté l'expression des « *vives préoccupations* » de la mission syndicale internationale quant aux tueries enregistrées le 22 janvier et leur exigence de la mise en place d'une commission d'enquête indépendante, *Horoya* de son côté s'est plutôt appesanti sur la visite que cette délégation a rendu aux blessés hospitalisés dans les hôpitaux de Conakry en précisant que les frais de prise en charge de ces derniers sont assurés par l'Etat guinéen. « ... *chacun des 35 blessés hospitalisés à Ignas Deen et Donka ont reçu une enveloppe financière de 250.000 FG. Loin d'être les frais de prise en charge déjà assurés par l'Etat guinéen et d'autres institutions à caractère humanitaire* ». ²²⁶

Dans l'un de ses articles « *Les coupables seront punis* », *Horoya* fait un compte-rendu d'une rencontre entre les ministres des affaires étrangères et de la justice et les corps diplomatiques et consulaires accrédités en Guinée ainsi que les représentants des institutions internationales pour informer « *les diplomates de ces malheureux événements qui ont conduit à des pertes en vies humaines et des dégâts matériels ainsi que les mesures envisagées pour une véritable enquête afin que justice soit rendue* » ²²⁷. Le journal rapporte que des « *dispositions draconiennes ont été prises pour mener à bien les enquêtes et punir les coupables* » ²²⁸ et que Alsény René Gomez (ministre de la justice), « *entend user de la compétence de ses techniciens et des moyens de l'Etat pour faire la lumière sur cette situation.* » ²²⁹. A la proposition des diplomates de la participation d'une commission internationale aux enquêtes envisagées autour de cette grève, les ministres esquivent en faisant « *comprendre aux*

²²⁵ I. Tawel Camara, « Pour un appui à la lutte syndicale... », *L'Indépendant* n° 716 du 15 mars 2007, p. 9.

²²⁶ Ousmane Niang, « Une œuvre de la CSI et du BIT », *Horoya* n°6458 du 7 février 2007, p. 2.

²²⁷ Dinah Salifou Soumah, « Les coupables seront punis », *Horoya* n°6452 du 31 janvier 2007, p. 4

²²⁸ Dinah Salifou, *Op. cit.*

²²⁹ Dinah Salifou, *Op. cit.*

diplomates qu'en cette période transitoire, on doit faire recours à la prudence parce que les nouvelles structures ne sont pas encore mises en place. »²³⁰

III-Autoréflexivité médiatique

Les journaux se sont penchés dans quelques articles sur l'attitude des médias pendant la crise. *Le Lynx* avait publié trois papiers sur le sujet. Dans son éditorial du numéro 773 du 15 au 22 janvier, Souleymane Diallo se base sur l'affaire Futurelec Holding qui est à la base de la contestation sociale pour évaluer les médias guinéens après 48 ans de médias d'Etat et presque 15 ans de presse privée. Il pensait alors que le ralliement des médias d'Etat du côté de Mamadou Sylla contre le gouvernement aurait été un grand pas en avant dans l'affirmation de la liberté de presse en Guinée si ce ralliement était sans aucune arrière pensée. Mais le « soutien apporté à monsieur Sylla était teinté à la fois de clanisme et d'opportunisme »²³¹. Sans le dire clairement, le rédacteur considère qu'étant donné le caractère « teigneux et combattant » de Mamadou Sylla, les journalistes de la RTG, notamment les cadres devaient probablement craindre de perdre leur place vu que les nominations des ministres se font généralement sur des canaux privés qui peuvent se révéler « d'une efficacité sans faille pour griller un cadre »²³².

Parlant des médias privés, l'auteur pensait que l'affaire Futurelec avait révélé les difficultés notamment économiques dans lesquelles patauge cette presse guinéenne ce qui entrainerait certains médias à monnayer leur objectivité dans leur traitement de certains dossiers. «C'est peut être à cause de sa richesse subitement acquise que M. Sylla pense pouvoir acheter tout et tout le monde. Plus d'un journal privé sait de quoi il s'agit. Le Sylla se bat aussi avec toutes les armes qui lui tombent sous les mains. ET coucou, revoilà la presse dans le mauvais rôle. Dans un pays où l'opinion publique tarde à être sophistiquée, un nom au bas d'un article engage toute une ethnie, toute une région. Bonjour les commentaires malveillants et les rumeurs infondées lancées à dessein ! Colportées par des applaudisseurs sonores à la solde Dixinn Bora. »²³³.

²³⁰ Dinah Salifou, *Op. cit.*

²³¹ Souleymane Diallo, « Silence, on évalue! », *Le Lynx* n° 773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 3.

²³² Souleymane Diallo, *Op. cit.*

²³³ Souleymane Diallo, *Op. cit.*

« Lettre ouverte à Radio TéléGbantama » est une lettre d'un téléspectateur indigné de la couverture des événements par la télévision nationale que le journal avait publié dans son numéro 773 du 15 au 22 janvier 2007 à la page 3.

« Suite à la diffusion du commentaire sur la grève débutée le 10 janvier 2007, au cours du journal parlé de 19h45 de ce jour-là, je suis ahuri et déçu de son contenu et de l'orientation volontairement incendiaire des intervenants du présentateur. Je me demande où la Radio nationale veut en venir lorsqu'elle cherche par tous les moyens à ridiculiser la grève. Les propos "grève partielle", les intervenants sélectionnés et ciblés ont-ils pour objectifs d'envenimer la situation ? »²³⁴. L'auteur de la lettre admet que les journalistes qui travaillent à la RTG service public, agissent comme des fonctionnaires, cependant les fonctionnaires qu'ils sont, ne doivent pas, selon lui, verser dans la « désinformation et l'intoxication ». « ...je regrette qu'en ce 21^{ème} siècle, des journalistes qui se disent respecter la déontologie de leur métier, s'évertuent à jouer les aveugles voire les démagogues.... monsieur le Directeur Général, je vous exhorte à encourager la communication d'informations qui honorent notre radio nationale. Que des commentaires éditoriaux, journaux parlés puissent valablement être repris par des medias étrangers avec la conviction que ces informations correspondent à la réalité et ne souffrent d'aucune partialité. »²³⁵.

Le Lynx à travers son article intitulé « Médias d'Afrique » avait livré des réactions d'auditeurs d'RFI sur la grève en Guinée. Un auditeur de la Côte d'Ivoire disait que le président Lansana Conté ressuscite des terreurs africaines comme Bokassa ou Amin Dada qui ont marqué le continent. L'auditeur est ahuri que le président se déplace en personne pour extraire de prison Mamadou Sylla et Fodé Soumah, tous deux accusés de détournements de fonds. « " L'Etat c'est moi, la justice c'est moi" conclut-il après son acte. Il ne manquait plus qu'il rajoute, "la Guinée c'est ma maison dans laquelle je vous héberge". En tenant de tels propos, le président guinéen remet fondamentalement en cause le fonctionnement des institutions républicaines. Du moins ce qu'il en reste. En Guinée, l'Etat de droit est inexistant, le pays est agonisant... Cette nouvelle immixtion du reste récurrente du Général Lansana Conté dans les affaires judiciaires, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase »²³⁶.

²³⁴ « Lettre ouverte à Radio TéléGbantama », *Le Lynx* n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 3.

²³⁵ « Lettre ouverte à Radio TéléGbantama », *Op. cit.*

²³⁶ *Le Lynx* n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 10.

Salif Sanogo de l'ORTM trouvait qu'il était dommage pour un pays « *aux immenses potentialités économiques, énergétiques et minières avec de grand intellectuels. Un pays qui va au vau-l'eau parce que même malade, son chef s'accroche à son fauteuil comme pour signifier sans lui, point de salut.* »²³⁷

Dans sa rubrique « En forme/ en panne », *Le Diplomate* analyse les médias guinéens. Ainsi le journal met dans "en forme" la Radio France Internationale RFI. Pour avoir largement couvert la grève générale illimitée déclenchée par les centrales syndicales et qui a été suspendue le samedi 27 janvier. En effet, à travers des émissions comme « l'appel sur l'actualité » animé par Wann Gomez, « Media d'Afrique » et autres, la RFI « *avait abordé presque tous les aspects susceptibles d'intéresser le plus grand nombre de Guinéens et amis de la Guinée et par ricochet les hommes et peuples épris de liberté et de justice* »²³⁸.

Le journal mettra dans "en panne" la Radiodiffusion Télévision Guinée RTG « *pour son refus d'accomplir sa noble mission d'informer objectivement les Guinéens sur l'évolution de cette même grève, suspendue suite à la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement, les syndicalistes et le patronat.* »²³⁹. Le journal considère que la grève devait être « une occasion nette pour elle de montrer à chacun et à tous que la Guinée a fait des avancées significatives en matière de la liberté de la presse. »²⁴⁰.

Pour expliquer les irrégularités dans les parutions des journaux pendant la grève, *L'Indépendant*, dans son numéro du 1^{er} février, avait fait une analyse de la situation de la presse guinéenne qui comme d'autres secteurs socio-économiques du pays existe dans des conditions rudimentaires. « *En dépit des efforts déployés ça et là sur le terrain, l'essentiel du travail continue de se faire hélas de façon rudimentaire, voire archaïque. C'est ainsi qu'elles sont rares aujourd'hui, les rédactions guinéennes capables de constituer des stocks suffisants en matière ne serait-ce que d'intrants d'imprimerie. La dotation se faisant le plus souvent numéro par numéro* »²⁴¹. Le journal considère que lorsqu'on ajoute à cela une déficience presque totale des circuits de distribution des journaux, tous les ingrédients sont presque réunis pour aboutir à des irrégularités dans les parutions. « *Nous, acteurs des médias privés de*

²³⁷ *Le Lynx*, *Op. cit.*

²³⁸ *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 2.

²³⁹ *Op. cit.*

²⁴⁰ *Op. cit.*

²⁴¹ Hassane Kaba, « Afin que les sacrifices ne soient pas vains », *L'Indépendant* n° 713 du 1^{er} février 2007, p. 2.

l'écrit, aurions aimé être des témoins directs d'une histoire qui aura mis un sacré temps pour se concrétiser ! Les contingences du moment, vous l'aurez compris ne nous l'ont guère permis.»²⁴² . Parlant de la RTG, l'auteur écrit : « ...certes la radio télévision guinéenne n'a daigné fournir d'images que celles qu'elle voulait montrer au sujet des événements malheureux qui ont caractérisé les journées les plus chaudes de la grève générale déclenchée le mercredi 10 janvier 2007. Cependant que des chaînes de télévision étrangères se sont chargées de le faire à sa place. A quoi aura donc servi une attitude qui s'apparentait à tout point de vue à de la censure ? »²⁴³ .

Le journal reviendra sur le sujet dans son article intitulé « Au gré de la nouvelle orientation souhaitée, » publié à la page 2 de son numéro du 1er mars en se basant sur la destruction et la fermeture de la radio *Liberté FM* par les forces de l'ordre pendant la grève.

Il considère que l'on avait vite fait de crier victoire face à l'avènement d'une presse guinéenne libre et indépendante. « *Etat de siège oblige, la plupart des médias guinéens ont épousé le mutisme de carpe à un moment capital de l'histoire de la Guinée... Il va falloir y revenir, peut être reprendre depuis le début pour certains confrères tels radio Liberté FM. Cette radio libre a reçu la visite impromptue d'éléments des forces de l'ordre, qui se sont livrés à une casse en règle* »²⁴⁴ .

²⁴² *Op. cit.*

²⁴³ *Op. cit.*

²⁴⁴ *Op. cit.*

Chapitre VII- La représentation iconique de la crise

I- La représentation photographique

En période de crises, les photographies prises pendant les manifestations peuvent être considérées comme une stratégie énonciative de la part des journaux pour exposer les divers procédés auxquels les manifestants font appel pour justifier et légitimer leur action.

La photographie est un moyen d'information et de témoignage s'appuyant sur l'affectif. La photographie représente ce que l'on appelle parfois « la rhétorique des passions ». Les images sont présentées dans un dispositif de « monstration » de l'événement et d'explication des situations.

La photographie est le meilleur exemple de ce que l'on appelle l'image fixe. Pour montrer l'importance de la photographie dans l'information délivrée par les différents médias, nous allons redéfinir ce qu'est le concept de l'illustration photographique. Nous allons étudier l'image comme un objet représentatif. Le caractère global de la notion de photographie est représenté par les différents types d'images que l'on retrouve dans les journaux traitant de la crise. L'image qui est d'abord une représentation d'une réalité, passe progressivement au statut d'icône représentative d'un événement, d'une émotion collective, liée à la crise et particulièrement à la répression des manifestations.

1-Pluralité iconique et énonciation photographique

La photographie est un moyen de représentations diverses, quelles soient artistiques, d'information ou de documentation. La photographie a ainsi bouleversé le paysage de la communication visuelle et artistique.

En tant que témoin de l'histoire, Le photojournaliste se doit de tenir une position éthique. Son témoignage se relaie à travers les images. Il s'occupe des faits, capte l'instant du réel. Pour répondre à sa première exigence de captation du lecteur, l'image photographique doit combiner information et émotion.

Dans le cas de la crise guinéenne, il y a eu de nombreuses photographies qui ont été diffusées dans la presse sous des formats divers, ce qui leur confèrent une pluralité de significations et

d'interprétations. La photographie limite le contenu des représentations, notamment par l'utilisation du cadre qui fixe l'attention du lecteur. Cette abondance de formats et de significations pose des problèmes d'insertion des images photographiques dans le dispositif de presse écrite. Nous étudierons la façon dont les photographies influencent la façon de percevoir les événements et donc de les approcher de manière objective

Pendant la crise de janvier et février 2007, la photographie a pris une dimension informative, expressive et représentative de l'évènement.

En dehors de l'impact symbolique et représentatif, la photographie répond également à un impératif rédactionnel de lecture de la presse écrite. D'où l'importance du contexte de parution de l'image qui doit également tenir compte du contexte de production. Dans le cas de la crise de 2007, le traitement photographique s'est fait dans une sorte d'anarchie, ceci a considérablement modifié le travail des photoreporters. Il faut prendre en compte la relation d'énonciation dans le traitement photographique d'un évènement d'où l'importance des conditions dans lesquelles est tenu le discours. L'image photographique apporte une connaissance nouvelle sur un sujet, elle éclaire le lecteur sur un point particulier; c'est vers elle que le regard du lecteur se pose en premier lieu. Le rôle de la photographie est la représentation de la réalité et ce, qu'elle soit une image d'illustration ou d'information. Les légendes et les titres jouent un rôle important dans la mise en page de la photographie et contribuent à la compréhension de l'image par le lecteur. Cependant, nous verrons que dans la majorité des photographies publiées dans les titres de notre corpus, il n'y a pas eu de légende. Ce qui explique la difficulté de compréhension de ces images par des personnes étrangères à la société et à sa culture.

De nombreux chercheurs ont travaillé sur la question du traitement photographique dans la presse et ont tenté de théoriser les pratiques professionnelles liées à la production de ces images.

Les photoreportages et leur traitement pendant la crise de 2007 engendrent au moins 4 réflexions :

- Sur le plan moral : est-il envisageable de tout montrer ? quelles sont les limites à respecter ?
- sur le plan informatif : la question de la véracité des images et donc de l'information est posée car tout n'est pas montré, mais on peut supposer que ça l'est.
- Sur le plan éditorial : ne cherche-t-on pas l'exclusivité voire le sensationnel au détriment d'une information objective ?

Sur la réputation ou l'image de marque du journal, de sa représentativité et de sa respectabilité : quelle doit être la place de la photographie dans ses pages ?

Nous nous baserons sur ces quatre points pour faire l'analyse du traitement photographique de la crise.

On parle d'énonciation dès lors qu'il y a affichage de l'intention de produire un discours. L'image véhicule le discours du photographe : Pour Eliséo Veron, cité par Aurélia Lamy « *la photographie de presse peut être considérée comme un champ de perception construit avec des éléments sélectionnés, prélevés et enregistrés, issus du répertoire de la réalité visuelle, restitués après transformation, déformation, redistribution, grâce à la mise en œuvre de procédés techniques de mise en forme des structures visuelles, lié à un support matériel spécifique* »²⁴⁵. La photographie reflète aussi la sensibilité du photographe qui décide de prendre l'image. Il s'agit donc d'une sélection réalisée sur la réalité. L'image photographique est un élément inséparable des stratégies discursives dans lesquelles elle est insérée, d'où l'importance du support de parution.

L'énonciation est donc la résultante de deux stratégies différentes ;

- La stratégie individuelle du photographe qui fait son propre choix de clichés,
- La stratégie collective qui a pour objectif de faire valoir des valeurs communes tout en prenant compte des conditions de production et de réception.

Eliséo Véron a dressé une typologie des images photographiques en quatre points :

- la photographie testimoniale,
- la pose,
- la rhétorique des passions
- la photographie catégorielle.

Pour nous, ces points n'ont pas à être traités indépendamment les uns des autres. Les représentations photographiques de la crise appartiennent à la fois à toutes ces catégories. Si certains titres ont beaucoup utilisé des images d'archives, de nombreuses images sont prises sur le vif ; on capte un fait, une situation ; on renvoie à un présent de l'évènement. L'énonciation est dans ce cas plurielle. Nous attirons cependant l'attention sur l'importance

²⁴⁵ Eliséo Veron cité par Aurélia Lamy, *Op. cit.*, pp. 429-430.

des photographies relevant de la rhétorique des passions, (nous pouvons prendre comme exemple la photographie de Hadja Rabiou Serah pour illustrer son interview dans laquelle elle explique comment elle a été brutalisée). Dans le traitement photographique de la crise, l'émotion prend en effet une place déterminante.

2-Signification et interprétation des représentations photographiques.

Pour J. M. Schaeffer, il existe une similitude entre réalité et image photographique même si le réel est modifié par le dispositif photographique.

Les représentations photographiques de la crise constituent un reflet des événements ou de ce que l'on en connaît, et provoquent des réactions vives ainsi que de fortes émotions.

La photographie étant par son essence un « instantané » ne peut pas recouvrir totalement la réalité puisque celle-ci évolue en permanence en fonction des événements. C'est pourquoi les photographes recourent de plus en plus à des processus dits de « fonctionnalisation ». Il s'agit d'accoler plusieurs photographies dites prises en séquences, afin de transmettre une idée la plus juste possible de l'évolution de l'événement. (Cela a été le cas pour certaines images illustrant l'arrivée du nouveau premier ministre par exemple). Cette pratique de la « fonctionnalisation » procure un sentiment d'authentification de la scène.

Nous analyserons les éléments concernant les processus d'identification, d'interprétation et de hiérarchisation de l'information.

Il faut pour cela préciser le contexte de la situation particulière de la crise afin d'en extraire les traces d'énonciation créatrices des effets de la réalité. Les journaux guinéens n'utilisent pas toujours des légendes ou des titres pour expliquer les photographies qu'ils publient, même si ces textes ont une grande importance pour la compréhension du lecteur. Une image qui apparaît seule peut donner lieu à des interprétations de toutes sortes et créer de grandes confusions.

Les textes, qu'ils soient commentaires, légendes ou titres, sont les « conseillers » pour ce que le lecteur retiendra de l'image dans « le futur » que l'on peut également désigner par « l'après ».

« L'après » se situe à trois niveaux.

- Un « après » construit sur les références personnelles du lecteur.
- Un « après » symbolique à la suite des représentations photographiques de la grève.
- Un « après » chronologique permettant un lecteur un classement des informations dans un contexte « spatio-temporel ».

Notre analyse tient compte de la spécificité des journaux, certains privilégiant l'écrit, c'est le cas de *L'Indépendant*, d'autres la représentation photographique, comme c'est le cas de *Horoya* et *Le Diplomate*. La photographie sera donc prise en considération dans son contexte de parution.

L'analyse de la représentation photographique de la crise guinéenne par les titres de notre corpus, portera essentiellement sur la portée et sur la signification des images. Nous nous baserons sur l'idée que François Soulages développe dans *Esthétique de la photographie*: « *L'acte photographique est dévoilement de la vérité grâce à la structure et aux faits vrais, car significatifs-porteurs de signification, voire de la Signification. Photographier, c'est dans un même instant et en une fraction de seconde reconnaître un fait et l'organisation rigoureuse des formes perçues visuellement qui expriment et signifient ce fait.* »²⁴⁶

Le parcours thématique constitue le fil conducteur de notre étude. Cette position permet une comparaison quantitative et qualitative des différentes orientations qui ont été à la base de l'évolution de la représentation photographique de la crise dans les journaux.

L'analyse des principaux protagonistes de la crise et de ses diverses facettes sera complétée par des aspects classiques aux images de crise (les affrontements, les blessés, etc.)

La mise en scène imagée d'un événement a un impact nettement plus fort que sa mise en scène écrite. L'image est instantanée et frappe directement le lecteur par son côté spectaculaire, en rendant la situation immédiatement « lisible ». La lecture elle, passe par des circuits moins directs qui obligent à un certain effort.

En dehors de la différence quantitative, la mise en page des photographies dans les journaux est différente dans la mesure où, les images apparaissent sous divers formats. La majorité des photographies du journal *L'Indépendant* par exemple sont petites, (il utilise notamment la « photo d'identité » servant à illustrer les interviews des différents acteurs de la crise). Contrairement à *L'Indépendant*, dans *Horoya*, nous constatons que les images de la crise sautent aux yeux avec le recours à de nombreuses photographies de grand format. Une photographie de grand format occupant une certaine dimension de la surface de la page d'un journal attire plus le regard du lecteur qu'une photographie au format réduit. Ces deux caractéristiques du point de vue du format de l'image dans la presse, montre que le

²⁴⁶ Mouminy Camara, La médiation en situation de guerre en Afrique de l'Ouest : la crise ivoirienne, thèse de doctorat de Sciences de l'Information et de la Communication, Université Lumière Lyon2, 2007, <http://theses.univ-lyon2.fr>, Consulté le 16 janvier 2014.

signalement icônique n'a pas la même importance et ne s'effectue pas de la même manière dans chacun des journaux.

Pour Jacques Aumont, « toute image a été produite pour prendre place dans un environnement qui en détermine la vision. La taille de l'image est un élément fondamental pour déterminer le rapport que le spectateur va établir entre son propre espace et l'espace plastique de l'image »²⁴⁷.

-La représentation photographique des forces armées

La répression de la grève par les forces de l'ordre a été longuement traitée dans les titres de notre corpus (à l'exception de *Horoya*) et dans de nombreux articles. Cependant, seul *Le Diplomate* a publié des photographies des forces de sécurité (deux images). Dans une manifestation sociale, les forces de police sont généralement mobilisées pour éviter les débordements. Cependant, dans le cas de notre sujet, les quelques images publiées sur les forces de l'ordre montrent que l'armée comme la police ont été impliquées dans la répression de la grève. Les images représentant les forces de l'ordre les présentent toujours en action.

Dans *Le Diplomate*, la première image des forces armées est publiée dans le numéro 226 du 30 janvier qui constitue la Une du journal et on la retrouve à la page 11 du numéro. Cette photographie prise pendant les jours les plus chauds de la crise montre des policiers casqués et porteurs d'armes légères sur une route de Conakry. L'image montre au premier plan des agents en train de ramasser des pierres entassées, sans doute mises là par des grévistes pour leur barrer la route. Au second plan, deux véhicules (une camionnette et un *pick-up*) de police sont stationnés et certains policiers en station debout dans le *pick up* attendent leurs collègues. Un détail attire l'œil dans cette image. C'est le béret rouge situé au premier plan. Sa présence sur l'image montre visuellement la collaboration entre la police et l'armée dans la répression de la grève.

La deuxième photographie publiée par le journal est une photo d'archives de l'armée. L'image avec un plan moyen, montre un groupe de militaires en train de défiler sur une route. Le second plan montre quelques personnes groupées sur le bord de la route en train de regarder le spectacle.

²⁴⁷ Mouminy Camara, *Op. cit.*

Illustration n° 52 : les forces armées dans la grève



Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p.11.

Illustration n°53 : défilé militaire



Le Diplomate n°226 du 6 février 2006 p.4.

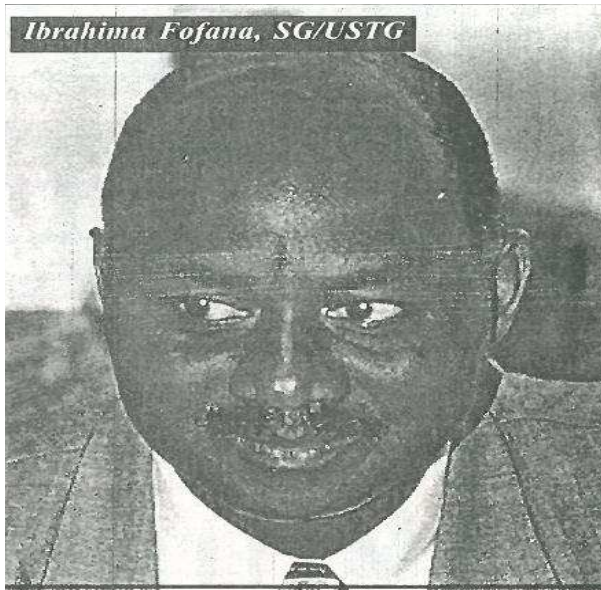
-La représentation photographique des protagonistes de la crise.

La représentation photographique des différents protagonistes est régulière dans les journaux du corpus durant toute la période de traitement de la crise. Elle montre les leaders syndicaux, mais aussi des hommes politiques guinéens et étrangers impliqués dans la médiation de la crise. Parmi ces hommes politiques, nous avons en premier lieu le Président Lansana Conté, ses ministres et les chefs des partis de l'opposition, viendront par la suite de nombreuses images de Lansana Kouyaté, le nouveau premier ministre. Nous avons également des hommes politiques africains comme Ibrahima Babangida, médiateur de la CEDEAO, Abdoulaye Wade ancien président du Sénégal et Nino Viera, ancien président de la Guinée Bissau. Si la représentation photographique des hommes politiques guinéens s'effectue tout au long de la durée de la crise, celle des hommes politiques étrangers commence vers la fin du mois de janvier qui correspond au début de la mission de médiation de la CEDEAO.

Les protagonistes les plus représentés dans les journaux sont les leaders syndicaux et le président Lansana Conté, avec respectivement, douze photographies pour les premiers et neuf pour le second. Que ce soit dans *L'Indépendant* ou dans *Le Diplomate*, les images représentant les hommes politiques guinéens sont généralement des photographies d'identité servant uniquement à illustrer leurs déclarations ou interviews. Certaines des photographies de Lansana Conté sont des photographies de portrait tout comme celles des autres hommes politiques africains. La majorité des photographies de Lansana Kouyaté sont également des portraits même si certaines le montrent intégralement.

Toutes les images des leaders syndicaux publiées par *L'Indépendant* sont soit au format photo d'identité, permettant juste d'illustrer leurs déclarations comme c'est le cas de cette photographie d'Ibrahima FOFANA publiée à la page 2 de *L'Indépendant* du 1^{er} mars, soit en plan poitrine comme c'est le cas de cette autre photographie à la page 6 du même numéro du journal. On y voit les leaders syndicaux en premier plan assis dans une assemblée. La secrétaire générale de la CNTG, un micro à la main semble s'exprimer. Son visage fermé ainsi que les autres figurants de l'image semble montrer l'atmosphère de tension qui y règne. Ibrahima Fofana, le secrétaire général de l'USTG a la tête penchée d'un côté avec un air soucieux. La photographie qui semble avoir été prise à un moment tendu de la grève contraste avec la réalité car le contenu l'article relate les avancées des négociations avec la nomination du nouveau premier ministre.

Illustration n°54 : photographie d'Ibrahima Fofana secrétaire général de l'USTG



L'Indépendant n°715 du 1^{er} mars 2007 p2.

Illustration n°55 : photographie des secrétaires généraux de la CNTG et l'USTG



L'Indépendant n°715 du 1^{er} mars 2007 p6.

Dans la même catégorie, on voit, à la page 4 de *L'indépendant* du 8 février, les deux leaders syndicaux côte à côte et regardant dans la même direction. A la lecture de l'article, on comprend qu'effectivement, les deux leaders syndicaux avaient organisé une conférence de presse lors de laquelle ils menaçaient de redescendre dans les rues si le président ne respectait

pas le protocole d'accord selon lequel il devait nommer un premier ministre chef de Gouvernement. On retrouve la même photo à la page 2 du journal *Horoya* du 31 janvier.

La photographie publiée dans *L'Indépendant* du 1^{er} février à la page 6 montre des syndicalistes joyeux à la signature du protocole d'accord avec le chef de l'Etat. Sur cette image, on voit Hadja Rabiadou Serra en premier plan, au milieu de deux de ses collègues, tous avec le sourire aux lèvres. La légende indique « *manifestation de joie des syndicalistes après l'obtention d'un accord* ».

Illustration n°56 : manifestation de joie des syndicalistes après obtention d'un accord



L'Indépendant n°715 du 1^{er} février 2007 p.6.

Le Diplomate lui, publie dans son numéro du 30 janvier à la page7, deux photographies des leaders syndicaux séparément mais à la même page pour illustrer deux interviews de ces derniers, classées côte à côte.

Ce portrait de Hadja Rabiadou Sera la présente de profil. Le fond foncé de l'image accentue le regard sur le visage de la femme. Le regard vide, la mine serrée avec le front froncé indiquent la difficulté du moment. A la lecture de l'interview, l'on apprend qu'elle a été "molestée" lors

de la marche du 17 janvier. Elle explique que les forces de l'ordre ont lancé du gaz lacrymogène et ont tiré à balles réelles dans la foule des manifestants parmi lesquels elle se trouvait. « *Etant malade, je n'ai pas pu supporter et je suis tombée au beau milieu de la rue. Les camarades sont venus me prendre...* »²⁴⁸. En face de cette image, on nous présente celle d'Ibrahima Fofana. La photographie prise dans un plan américain, montre l'image d'un homme fatigué. Le secrétaire général de l'USTG est également de profil, les traits sont tirés et le front froncé. Malgré tout, son regard fixé vers l'objectif semble montrer une détermination. Une citation en guise de titre de l'interview donne plus de détails sur l'image. « *Nous avons été ligotés et emprisonnés avant d'être libérés par le président Conté en personne. Mais la grève continue jusqu'à la victoire finale* »²⁴⁹.

Illustration n°57 : les secrétaires généraux des principaux syndicats brutalisés

secrétaire générale de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée, Hadja Rabiatou Diallo vient de nous accorder cette interview à la Bourse de travail, en présence de son "frère de combat" Ibrahima Fofana l'Union syndicale des travailleurs de Guinée. Elle fait le point de la journée d'aujourd'hui et réaffirme sa détermination d'accompagner ses camarades à la victoire finale.



geons pas sans la libération de huit de nos camarades arrêtés par les forces de l'ordre. Heureusement qu'ils ont été libérés. Et nous sommes revenus à la Bourse du travail.

D'autres incidents vous attendaient à la Bourse de travail ?

Nous sommes revenus à la Bourse du travail où une impressionnante foule nous attendait. Nous avons été surpris de voir les antigangs tirer encore sur la foule avec les balles réelles. Ils ont tiré et cassé les vitres de la Bourse du travail lorsque nous étions à l'intérieur des locaux. Donc, ils ont mis les canons vers la Bourse du travail. Nous avons ramassé les tubes des balles réelles. Tout est cassé avec les balles. Cette attitude est encore

JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE

Le Secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs de Guinée, Dr. Ibrahima Fofana fait partie des leaders syndicaux qui ont été violentés et emprisonnés hier lundi 22 janvier sous la direction de Ousmane, le fils du président Conté. Il a accepté, bien qu'il ait mal à son œil droit, de répondre à nos questions sur leurs conditions d'arrestation, de détention et... de libération par le chef de l'Etat en personne. C'était à 12h28 à l'entrée principale de la Bourse du travail. Exclusivité !

Pouvez-vous nous raconter le récit de votre arrestation ?

C'est le fils de Conté, Ousmane Conté lui-même en personne qui est venu nous arrêter ici, à la Bourse du travail, quelques heures après la première tentative d'arrestation. C'est l'un des membres du groupe qui l'accompagnait qui m'a reconnu. Lui Ousmane ne me connaissait pas physiquement. C'est ainsi qu'ils sont des-



venu de la Première dame, Henriette Conté qui était au courant de notre arrestation et détention au Camp de la CMIS de Cameroun. Le président Conté a continué en demandant où est-ce qu'on nous avait arrêté. Le général Kerfalla a répondu en di-

qu'il ne faut pas qu'on lui crée des problèmes. "C'est normal que les travailleurs revendiquent" dira le président. Ensuite il dira au directeur national de la Police qu'il ne connaît pas son travail pour avoir agi sans se référer et que la police n'est

Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p.7.

²⁴⁸ Maséco Condé, « "Je préférerais qu'on me tue à la place des travailleurs et les pauvres jeunes" », *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 7.

²⁴⁹ Maséco Condé, « "Nous avons été ligotés et emprisonnés avant d'être libérés par le président Conté en personne. Mais la grève continue jusqu'à la victoire finale" », *Le Diplomate* n°226 du 30 janvier 2007, p. 7.

Horoya publie de son côté, deux photographies des leaders syndicaux à l'Hôpital Donka de Conakry. La première en plan taille montre Hadja Rabiadou Sera Diallo en compagnie d'un grand groupe de personnes remettant une enveloppe d'argent à l'une des victimes de la répression. Le jeune homme hospitalisé est assis de profil, la tête penchée sur le côté, les pieds tendus sur le lit. On voit l'un des pieds du jeune plâtré jusqu'à la mi-cuisse. Les hommes debout autour lui ont tous les yeux braqués sur lui.

La deuxième image en plan américain, montrent le même groupe de personnes face à un autre jeune homme, également hospitalisé par suite de blessures dues à la répression. Ici, le jeune est blessé à la tête, on voit le bandage au niveau du tympan. La main tendue, il prend l'enveloppe des mains de Hadja Rabiadou Sera. Comme pour l'image précédente, les hommes de la délégation arrêtés tout au autour du lit, ont tous les yeux braqués sur le patient (*Horoya* du 7 février P2).

Illustration n°58 : soutien des syndicats aux victimes de la répression



Horoya n°6458 du 7 février 2007, p.2.

Illustration n°59 : soutien des syndicats aux victimes de la répression (suite)



Horoya n°6458 du 7 février 2007, p.2.

En tant que principal acteur dans la crise et même si la majorité de ses photographies publiées à cette époque sont des images d'archives, le président de la République a eu de nombreuses représentations photographiques dans les journaux pendant la période de crise. Dans *L'Indépendant*, sur les trois photographies du président Lansana Conté, deux ont la taille et le format d'une photo d'identité servant à illustrer les articles sur la situation de la crise et les moyens de sa résolution. Une seule le montre dans un décor précis en compagnie de Fodé Bangoura (*L'Indépendant* du 1^{er} février p2). Il s'agit d'une image d'archives pour illustrer le limogeage de ce dernier. Le plan poitrine de l'image montre une certaine complicité entre les deux hommes. On voit l'ancien ministre penché vers le président qui de son côté à l'air de prêter une oreille attentive à son interlocuteur.

Illustration n°60 : Fodé Bangoura en compagnie du président Conté



L'Indépendant n°713 du 1er février 2007, p.2.

Illustration n°61 : Image d'archive du président Conté



L'Indépendant n°713 du 1er février 2007, p.3.

Dans *Le Diplomate*, les photographies du président Conté sont également des images d'archives qui le représentent, toutes les deux dans une posture qui implique l'usage de la parole et du discours avec un micro installé devant lui.

Toutes les photographies du Président Conté le montrent serein et parfois souriant (comme c'est le cas de celle publiée à la page 3 de *L'Indépendant* du 1^{er} février), ce qui contraste avec la réalité de l'actualité et les informations relatées dans les articles que les images illustrent. Bien qu'il n'y a aucune légende sur toutes ces photographies, nous pouvons estimer que cela est dû au fait que l'intégralité de ces images sont des images d'archives. Ceci se voit au visage un peu plus jeune du président. C'est le cas de l'image qui illustre l'article intitulé « A quoi joue le chef de l'Etat ? » publié dans *Le Diplomate* du 6 février à la page 3.

Illustration n°62 : le président Conté lors d'un discours



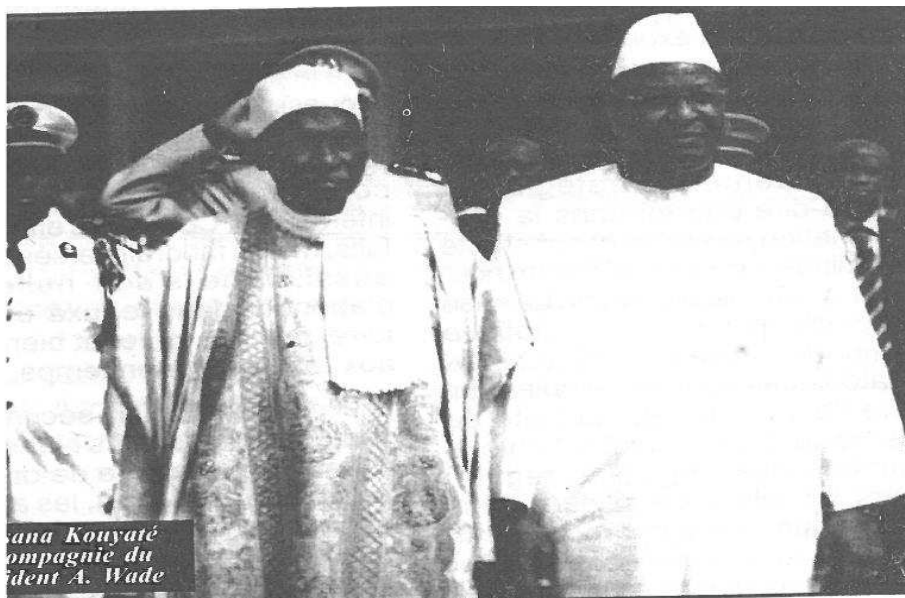
Le Diplomate n°226 du 6 février 2007, p.3.

Plusieurs articles ont été consacrés au nouveau premier ministre et donc il y a eu de nombreuses représentations de lui dans les journaux. Onze (sept pour *Horoya* et quatre pour *L'Indépendant*) photographies du premier ministre ont été publiées précisément.

L'Indépendant avait publié dans son numéro du 15 mars à la page 3, une photographie de Lansana Kouyaté dans un plan américain en compagnie d'Abdoulaye Wade. On voit au second plan des officiers de l'armée de l'air guinéenne au garde à vous que le fond trop foncé de l'image ne permet pas d'identifier. La légende indique uniquement que Lansana Kouyaté est en compagnie d'Abdoulaye Wade sans précision sur les circonstances de l'image. A la lecture de l'article, on comprend que la photographie est prise lors d'une brève visite que le président Abdoulaye Wade a rendu à son homologue guinéen au lendemain de sa réélection à la tête de son pays. La station debout face à l'objectif et les officiers en second plan laissent supposer qu'il s'agit de la cérémonie officielle de l'accueil de l'hôte.

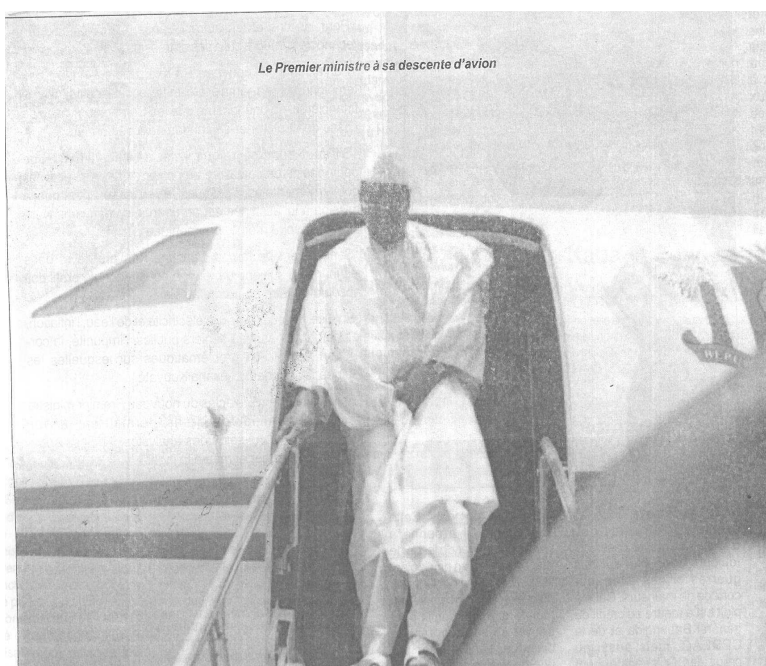
Horoya est le journal qui a le plus publié de photographies de Lansana Kouyaté, le nouveau premier ministre. L'une des toutes premières photographies de celui-ci, est publiée dans le numéro du 28 février à la page 3 du journal. L'image montre Lansana Kouyaté à son arrivée en Guinée à sa descente de l'avion au lendemain de sa nomination au poste de premier ministre. On voit là un homme vêtu d'un ensemble boubou blanc avec un bonnet et des sandales blanches descendant de l'avion. Compte tenu de la situation de l'époque, l'image illustre la gravité du moment et on peut lire à travers cette image l'arrivée de "l'homme providentiel" qualificatif que beaucoup de journalistes le prêtaient. Un "messie" venu sauver la Guinée de la catastrophe.

Illustration n°63 : visite d'Abdoulaye Wade en Guinée



L'Indépendant n°717 du 15 mars 2007, p.3.

Illustration n°64 : arrivée de Lansana Kouyaté nouveau premier ministre en Guinée



Horoya n°6461 du 28 février 2007, p.3.

La majorité des photographies de Lansana Kouyaté publiées par *Horoya* le montrent en action. C'est le cas de cette image publiée dans le journal le 1^{er} mars à la page 4. On voit le premier ministre face à l'objectif et en train de s'exprimer devant les médias. Si les journalistes ne paraissent pas dans l'image, on y voit deux mains appartenant à deux personnes différentes avec deux micros dans l'une et un dictaphone dans l'autre. Le plan poitrine utilisé par le photographe montre les détails du visage à travers lequel on voit une sorte de sérénité.

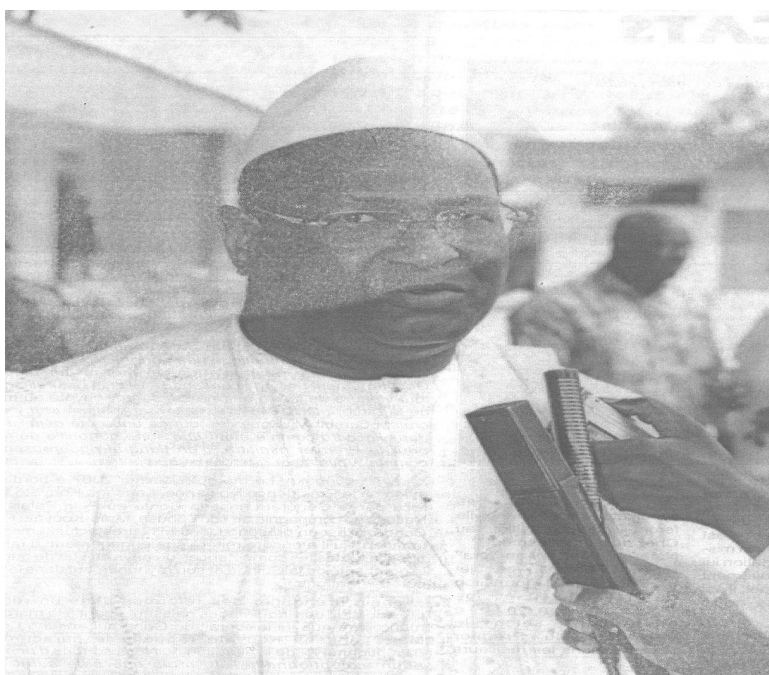
Trois autres photographies de cette catégorie d'images du premier ministre en train de s'exprimer au micro avaient été publiées dans trois numéros différents du journal.

C'est le cas de la photographie publiée à la page 3 du numéro du 1^{er} mars. Cette image prise dans un plan poitrine montre le premier ministre avec un sourire et l'air serein en train de s'exprimer devant un micro.

Une autre image très significative est celle de Lansana Kouyaté en compagnie des leaders syndicaux et d'autres membres de l'intersyndicale que le journal a publié sur la même page que l'image précédente. Le sourire du premier ministre et celui de Rabiadou Serah DIALLO, la secrétaire générale de la CNTG laissent imaginer l'atmosphère de détente du moment. A la lecture de l'article, on apprend qu'il s'agit de la première visite du nouveau premier ministre

aux membres des syndicats pour leur exprimer sa reconnaissance d'avoir été choisi par eux. On apprend également que « *les syndicalistes ont manifesté leur joie de recevoir la visite de Lansana Kouyaté à travers des chants, des danses et acclamations* »²⁵⁰. Ce qui explique l'air joyeux du nouveau premier ministre et de la secrétaire générale de la CNTG. Cependant, on voit qu'il y a une ambivalence entre cet air joyeux et les mines fermées des personnes autour.

Illustration n°65 : le nouveau chef du gouvernement devant les médias



Horoya n°6462 du 1^{er} mars 2007, p.4.

²⁵⁰ Ousmane Barry, « Visite éclairée du premier ministre aux syndicats », *Horoya* n°6462 du 1^{er} mars 2007.

Illustration n°66 : le nouveau chef de gouvernement devant les médias (suite)



Horoya n°6462 du 1^{er} mars 2007, p.3.

Illustration n°67 : Lansana Kouyaté chez les syndicalistes

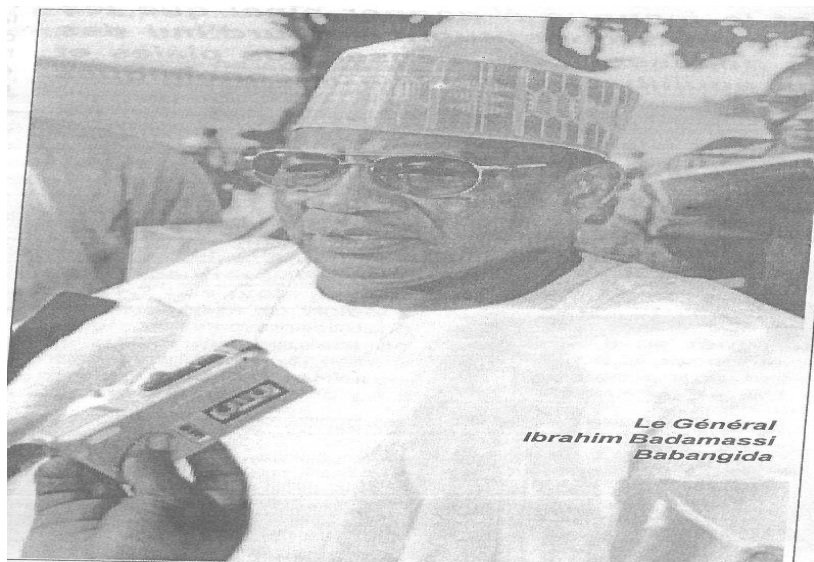


Horoya n°6462 du 1^{er} mars 2007, p. 3.

A côté, de la représentation photographique des acteurs guinéens, il y a aussi celle des officiels étrangers, ceux notamment impliqués dans la gestion de la crise, parmi lesquels figure au premier rang, l'émissaire de la CEDEAO Ibrahima Babangida au regard du rôle qu'il a joué dans la recherche de solution à la crise notamment la rédaction du protocole d'accord. Toutes les images concernant Ibrahima Babangida le montrent en train de s'exprimer pour illustrer son rôle de médiateur de la crise. C'est le cas de la photographie publiée dans *Horoya* du 28 février à la page 4 qui le montre s'exprimant devant un dictaphone qu'on suppose tenu par un journaliste. Dans cette thématique, *L'indépendant* du 8 février publie à sa page 5, une photographie de l'émissaire de la CEDEAO en plan poitrine face à l'objectif et le visage fermé comme pour exprimer la difficulté de sa tâche de médiateur.

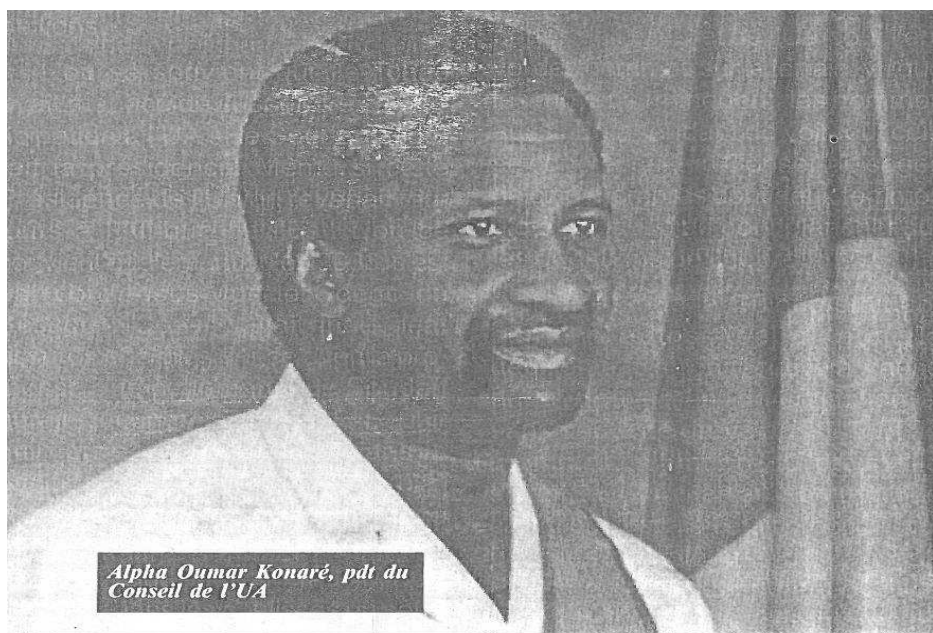
Le journal publie dans son numéro du 8 février à la page 2, une photographie d'Alpha Oumar Konaré ancien président du Mali et président du Conseil de l'Union Africaine à cette époque là. La photographie le montre de profil dans un plan poitrine. Dans le même numéro à la page 5, on voit une photographie de Nino Viera ancien président de la Guinée Bissau en gros plan. L'article intitulé « Entre commentaires et supputations » fait état des rumeurs selon lesquels un commando bissau- guinéen serait à Conakry pour aider les forces armées guinéennes à mater la révolte.

Illustration n°68 : le Général Babangida devant les médias



Horoya n°6461 du 28 février 2007 p. 4.

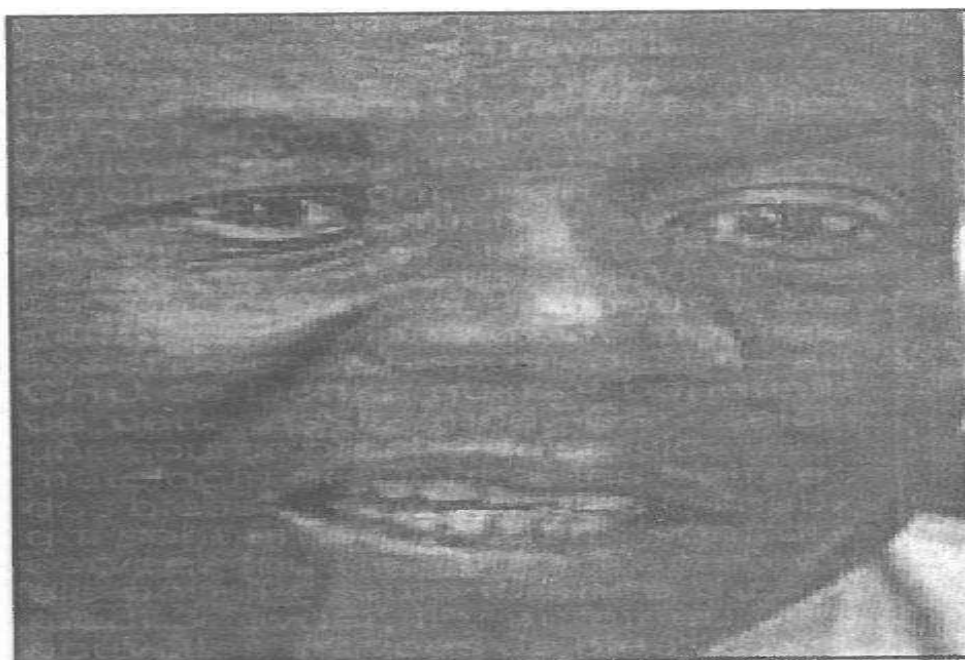
Illustration n°69 : Alpha Oumar Konaré



*Alpha Oumar Konaré, pdt du
Conseil de l'UA*

L'Indépendant n°714 du 8 février 2007, p. 2.

Illustration n°70 : Nino Vierra



-La représentation photographique des victimes

Même si les journaux ont largement parlé de la répression sanglante dont ont été victimes les manifestants, il n'y a pas autant de photographies illustrant ces faits. Il y a eu très peu d'images de blessés et aucune image de corps dans les titres de notre corpus, du moins pendant la période d'étude.

Le Diplomate a publié trois photographies des victimes. La première publiée à la page 5 de son numéro du 30 janvier montre un homme couché sur un brancard à même le sol dans un hôpital. L'un des pieds est bandé au niveau de la cuisse, l'homme à une perfusion dans un bras. Sur la même page, un autre homme est assis par terre, les pieds étendus. Le plan de pied de la photographie permet de voir l'homme en entier et dévoile le bandage de l'un de ses pieds. Des bandeaux, blanc sur la première image et noire sur la seconde sont mises sur les visages des victimes pour marquer leur anonymat.

La troisième photographie est celle d'une victime décédée suite à la répression du 22 janvier. On montre la carte scolaire du jeune sur laquelle on voit sa photo d'identité, ses nom et prénom, sa date de naissance et sa filiation. (30 janvier p.6).

Illustration n°71: image d'une victime de la répression couchée à même le sol dans un hôpital

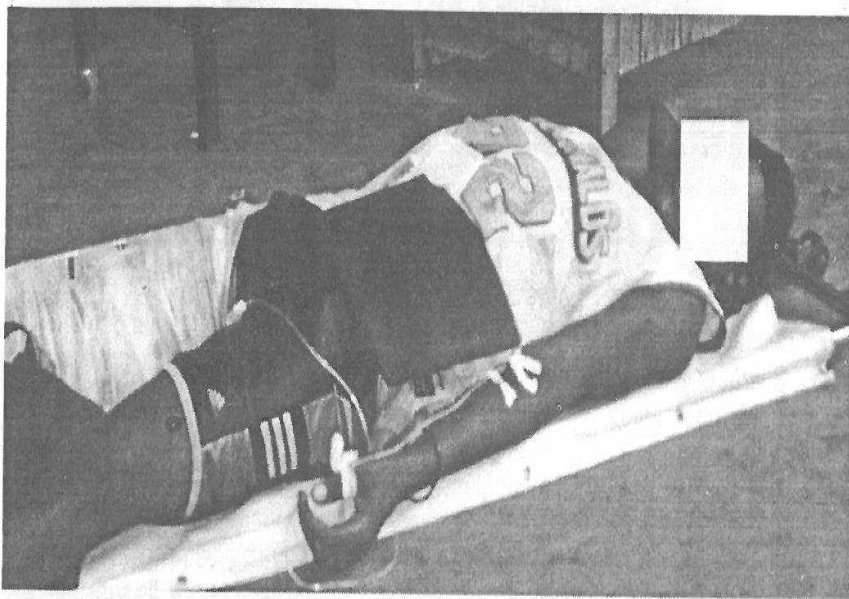
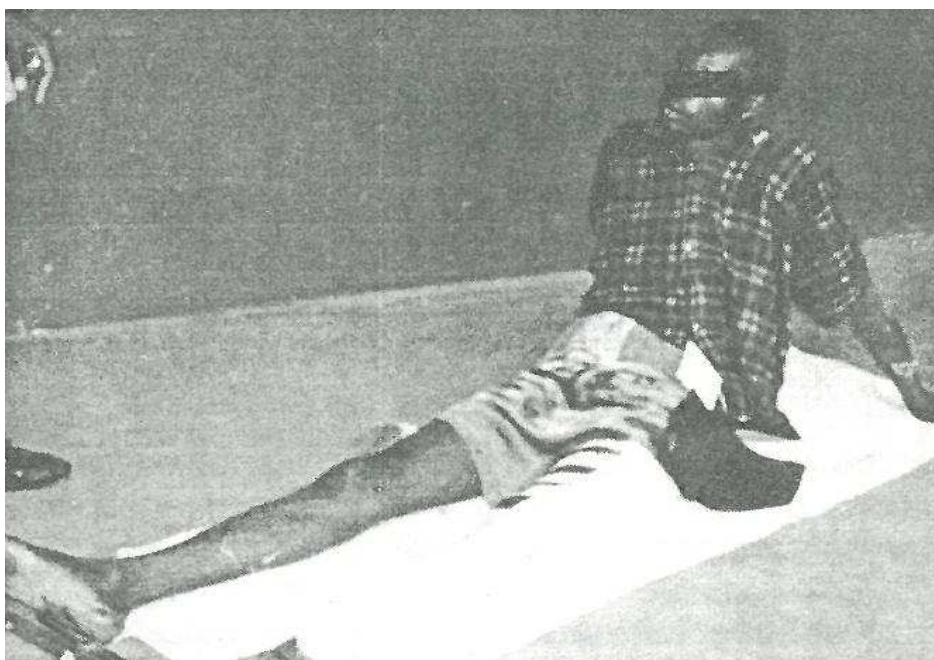


Illustration n°72: image d'une victime de la répression étendue à même le sol dans un hôpital



Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p. 5.

Illustration n°73 : image de la carte scolaire de l'une des victimes



Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p. 6.

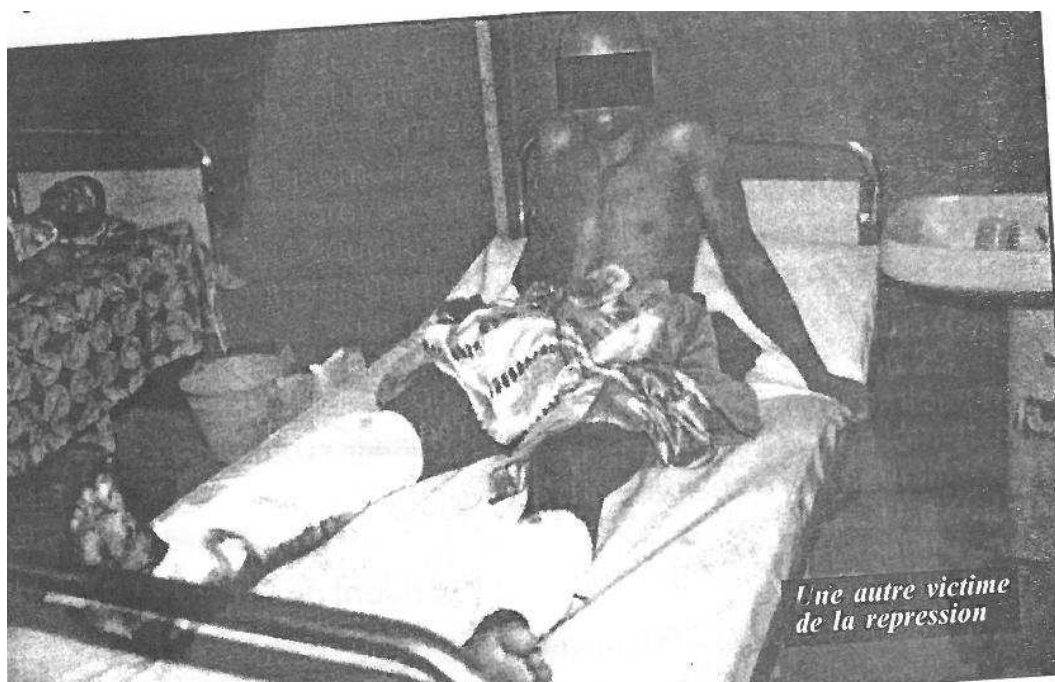
Le journal *L'indépendant* n'a publié que deux images des blessés de la répression et toutes les deux dans le même numéro. Il s'agit du numéro 713 du jeudi 1^{er} février. La première image est celle d'un homme pris dans un plan italien. L'homme est assis sur une chaise, l'un des bras entièrement plâtré de l'épaule aux doigts de la main. Une étoffe de tissu en guise d'attèle et attachée au coup retient le bras. La deuxième photographie est celle d'un autre homme au torse nu assis sur un lit d'hôpital. Le plan de l'image permet de voir l'homme en entier et dévoile deux pieds bandés étendus sur le lit. La photographie en plan général, dévoile au second plan un maximum d'informations sur le décor. On voit ainsi une espèce de lavabo à gauche de l'homme et une autre personne couchée sur un autre lit un peu plus loin à sa droite. Malgré le fond sombre de l'image, on voit la précarité de la chambre notamment avec le pagne traditionnel en guise de drap sur le second lit et le seau à côté. Comme *Le Diplomate*, *L'Indépendant* mets également des bandeaux sur les visages des blessés pour respecter leur anonymat.

Illustration n°74 : une victime avec le bras cassé



L'Indépendant n°713 du 1^{er} février 2007, p. 4.

Illustration n°75 : une autre victime de la répression dans une chambre d'hôpital



L'Indépendant n°713 du 1^{er} février 2007, p. 7.

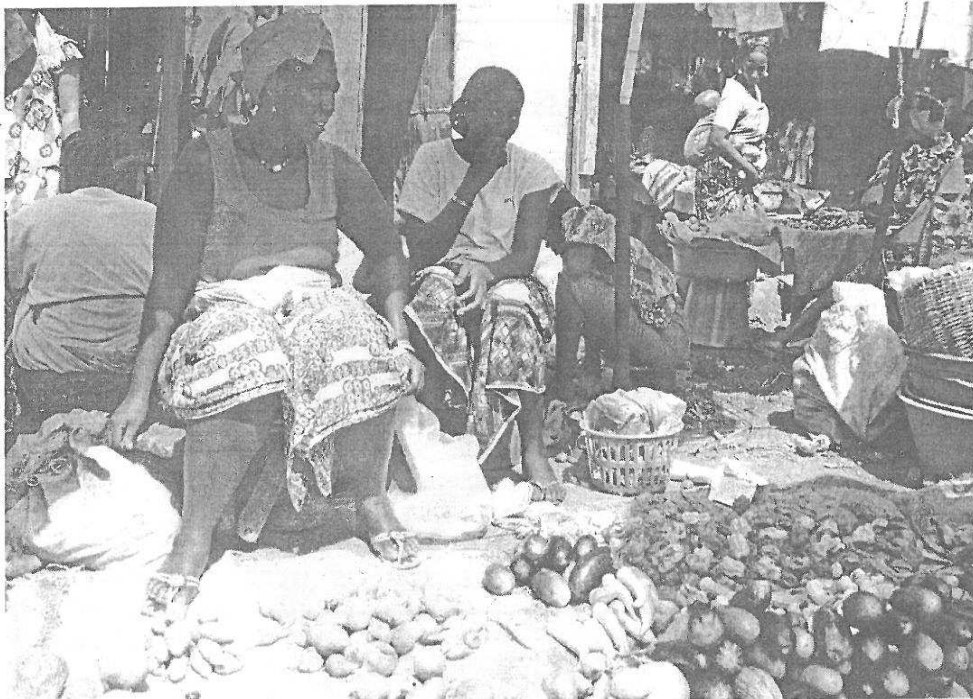
- La représentation photographique de la vie quotidienne.

Seuls *Le Diplomate* et *Horoya* ont publié des photographies des scènes de la vie quotidienne. Une bonne partie de ces images porte sur des étales des marchés pour illustrer les articles sur la difficulté des citoyens à joindre les deux bouts dans la vie de tous les jours. Certaines photographies portent ainsi sur la flambée des prix dans les marchés. On y voit donc généralement des femmes derrière leurs étales. C'est le cas de cette photographie en plan général publiée à la page 8 du numéro du 30 janvier. On y voit un maximum de détails du décor avec les produits posés à même le sol et les vendeuses derrière en premier plan mais aussi tous les paniers et d'autres femmes au second plan. Les marchandes sont assises (accroupies sur des escabeaux) dans des positions inconfortables. Une femme avec un bébé au dos au second plan se tient à proximité de ce qui semble être un tas d'ordures.

La deuxième photographie du journal est celle d'une station service. Au premier coup d'œil, rien ne permet d'identifier le lieu. Ce sont les bidons de 20 litres alignés au premier plan et les voitures au second plan qui indiquent l'endroit de la prise de vue. Entre les bidons et les voitures, on voit des hommes en file d'attente. Il n'y a aucune légende pour donner des détails

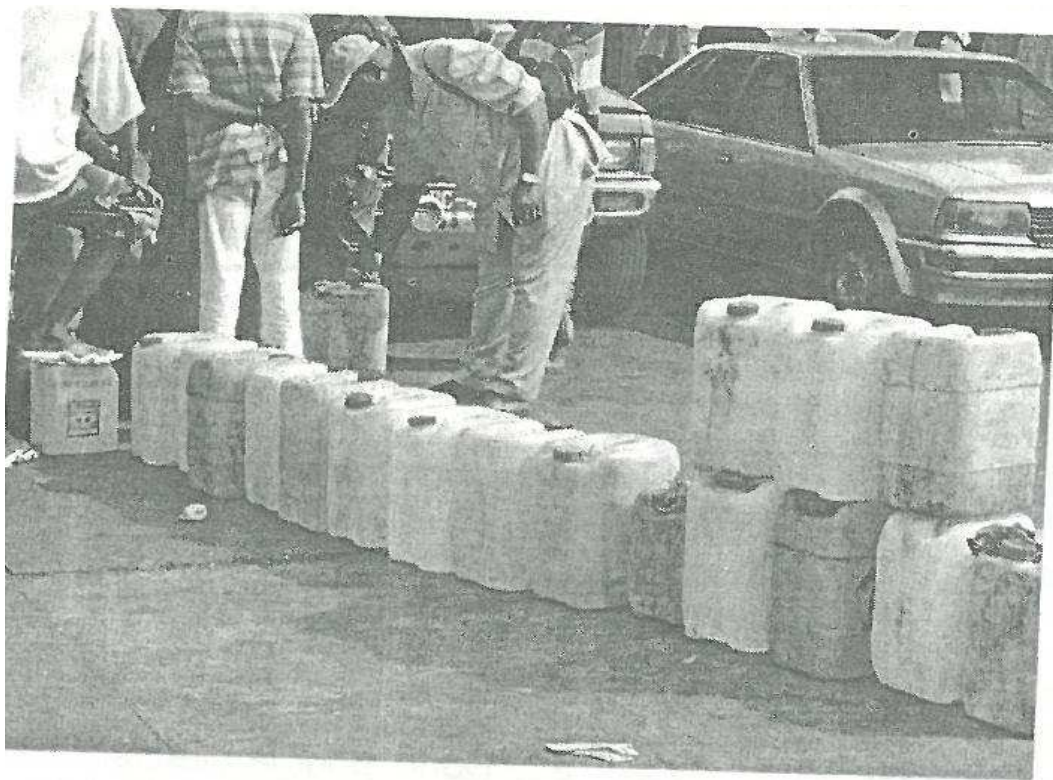
sur l'image. Même si on parle de la cherté de la vie dans cet article intitulé « La vie de plus en plus chère », (on parle beaucoup des prix des produits alimentaires de base) aucun mot sur le carburant. Seule une connaissance des conditions de vie et des habitudes de la société permet donc de localiser l'image dans l'espace.

Illustration n°76 : Illustration de la cherté des produits vivriers dans *Le Diplomate*



Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p. 8.

Illustration n°77 : l'or noir



Le Diplomate n°226 du 30 janvier 2007, p. 8.

Le journal *Horoya* a également publié des photographies sur la cherté de la vie. Cinq exactement. On retrouve le même thème de marchands derrière leurs étales. Dans son numéro du 7 février à la page 3, on voit des jeunes à peine sortis de l'enfance alignés devant des paniers remplis de denrées alimentaires le long d'une route. Contrairement aux images du journal *Le Diplomate* où les femmes sont assises sur des escabeaux, ici les jeunes sont debout. Sur le même thème de marchands devant leurs produits, le journal publie à la page 6 de son numéro du 9 février une superposition de deux photographies. On y voit des dizaines de sacs de produits vivriers et un commerçant au second plan.

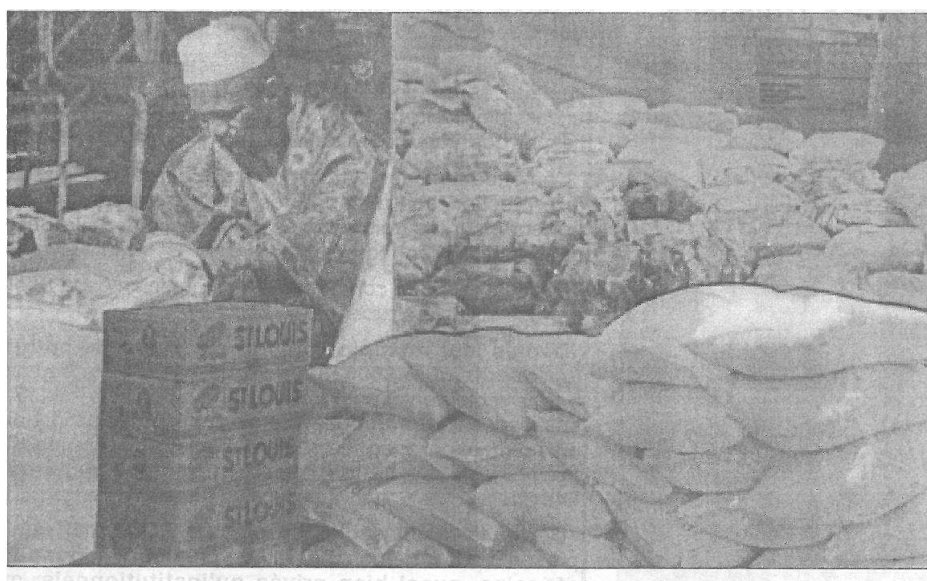
Dans son numéro du 5 février à la page 2, le journal publie une photographie avec un plan général pour illustrer son article sur l'interdiction d'exportation des produits de première nécessité. On y voit un camion de marchandises dans la rue de ce qui semble être un marché. Des hommes s'affairent tout autour du camion. Là aussi, il n'y a aucune légende qui permettrait de connaître les conditions et le lieu du cliché. L'article qui accompagne l'image porte sur la baisse sensible des prix des produits de première nécessité.

Illustration n°78 : la cherté des produits vivriers dans *Horoya*



Horoya n°6458 du 7 février 2007, p. 3.

Illustration n°79 : la cherté des produits vivriers dans *Horoya* (suite)



Horoya n°6460 du 9 février 2007, p. 6.

Illustration n°80 : la cherté de la vie dans Horoya (suite)



Horoya n°6455 du 5 février 2007, p. 2.

- La "mamaya"²⁵¹ dans la couverture de Horoya

Le journal publie à la page 2 de son numéro du 28 février, une photographie de manifestation populaire. La photographie prise sur un plan général permet de voir de nombreuses informations sur le décor et l'ambiance. Au premier plan, on voit des femmes avec le sourire, les bras levés comme pour faire signe à quelqu'un. La présence de policiers pour cadrer les débordements éventuels au premier plan et les portraits du président Conté brandis par des manifestants au second plan laissent supposer qu'il s'agit d'une manifestation en faveur du président. Le manque d'éclairage de l'image ne permet pas de voir la limite de la foule, mais on peut imaginer qu'il s'agit d'une grande foule parce qu'on voit au loin, deux groupes de personnes arrêtés en hauteur comme pour mieux voir l'objet de la manifestation. L'image contraste avec l'article qui traite de la violence et des manifestations de grève dans le pays.

Sur le même thème de manifestation de joie, le journal publie à la page 3 de son numéro du 2 février une photographie de Lansana Conté au milieu d'une foule de personnes qui l'acclament. Si la photographie est en contradiction avec l'actualité, - à cette période, des

²⁵¹ Terme utilisé par les journaux guinéens pour désigner la démagogie.

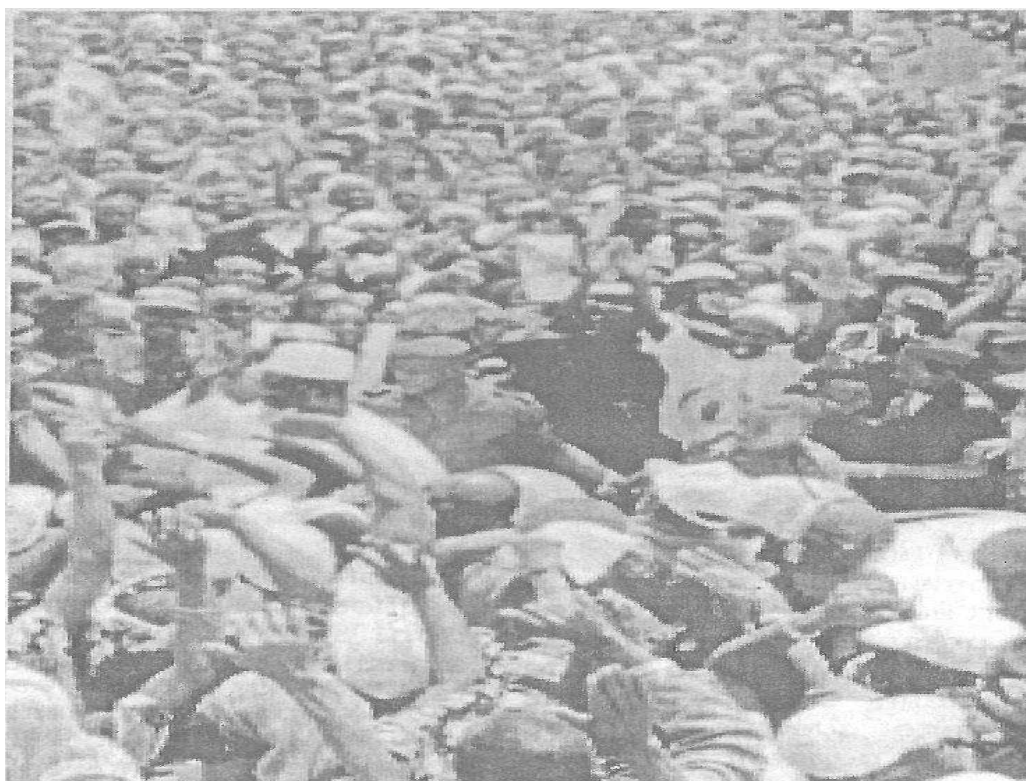
milliers de Guinéens manifestent à travers le pays pour exprimer leur rejet du président-, elle est en parfaite accord avec l'article qui dénonce la grève et « les pièges de malintentionnés » qui selon le journal cherchent à déstabiliser le pays.

Illustration n°81 : manifestation populaire



Horoya n°6461 du 28 février 2007, p. 2.

Illustration n°82 : manifestation populaire (suite)



Horoya n°6455 du 2 février 2007, p. 3.

Qu'il s'agisse des acteurs politiques guinéens (président, ministres d'Etat, responsables de partis de l'opposition, responsables des institutions nationales), des syndicalistes ou encore des officiels africains (Babangida, Nino Vierra, Abdoulaye Wade) et occidentaux (Guy Rider), la représentation photographique dans les journaux, compte tenu de la façon dont les photographies les présentent, peut être apparentée au portrait. Selon Barthes, la photo-portrait est un champ clos de force : « *quatre imaginaires s'y croisent, s'y affrontent, s'y déforment. Devant l'objectif, je suis à la fois celui que je me croie, celui que je voudrais qu'on me croie, celui que le photographe me croit, et celui dont il se sert pour exhiber son art.* »²⁵²

En effet, la représentation photographique vise à donner une information sur la personnalité de tous ces acteurs saisis dans une situation et à un moment où leur identité propre s'exprime le mieux. La concordance entre l'identité des protagonistes et l'information donnée sur eux,

²⁵² Roland Barthes, *La chambre claire*, Gallimard, Paris, 1989. pp: 29-30.

telle qu'elle est montrée à travers les images, est mise en évidence par des aspects physiques et des attitudes (sourires, manifestations de joie, traits tirés...) porteurs de sens.

II-Les caricatures.

« Une caricature est un portrait peint ou dessiné qui charge certains traits de caractère souvent drôles, ridicules ou déplaisants dans la représentation d'un sujet »²⁵³

La caricature permet, avec la complicité du lecteur, une communication basée sur des allusions. Elle enlève les masques et montre ce qui est occulté ou passé inaperçu de prime abord. Dans le cadre de notre sujet, nous sommes invités à travers l'humour à examiner la représentation des acteurs de la vie politique, sociale et économique du pays et notamment les acteurs de la crise dans une mise en scène irrésistible, généralement plus efficace qu'un long discours.

Journal satirique, *Le Lynx* a traité tous les thèmes qu'il a abordés dans son traitement de la crise de janvier et février 2007. Plusieurs thématiques ont ainsi été traitées.

1- Thématique de la grève

Le premier numéro du journal publié depuis le début de la grève est entièrement consacré à la crise. Le journal publie à la page 2 du numéro un dessin dans lequel on voit un groupe de personnes représentant la population, débarrassé de toute peur, demander au président de partir. « *On ne veut plus de toi...* ». Le dessin montre le président impassible. Avant cette révolte générale, la population guinéenne n'avait jamais vraiment osé se révolter contre ses gouvernants. Cela est dû au fait que dès l'indépendance du pays en 1958, le premier régime pour éviter toute désapprobation de la population, avait terrorisé les citoyens à travers des "complots" préfabriqués, de nombreuses arrestations arbitraires et des exécutions publiques. Depuis cette époque, la peur a toujours empêché les populations de se révolter malgré la misère. Ce qui fait que ce dessin est très symbolique malgré sa simplicité apparente. La tranquillité de la réponse du président indique son indifférence face à la situation qu'il ne prend pas au sérieux. Cela est sans doute dû au fait que la grève était à ses tout début et qu'à cette période il ne devait pas penser qu'elle prendrait l'allure qu'elle a prise.

Pour illustrer le compte rendu de la première rencontre entre les syndicats et le président, Charlie, caricaturiste, montre le personnage de Lansana Conté attaché littéralement à l'aide d'une corde sur son fauteuil et transpirant à grosses gouttes telle son énergie est grande pour

²⁵³ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Caricature>, consulté le 18 janvier 2014.

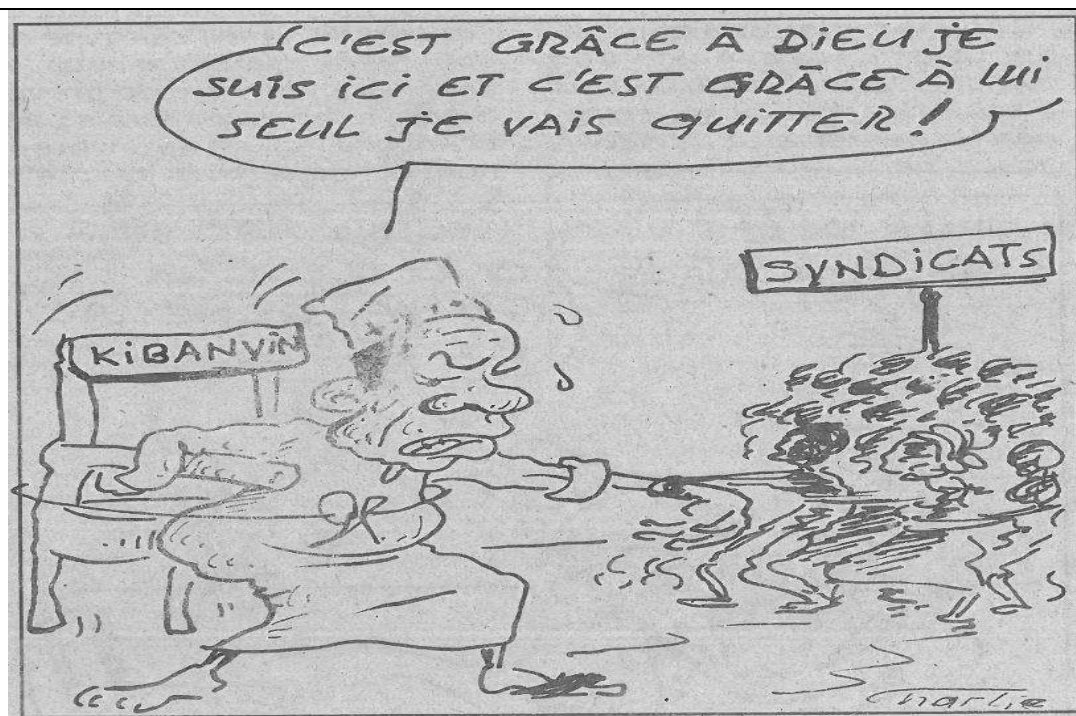
résister à la pression des syndicats qui le tirent pour l'arracher du fauteuil présidentiel. Au delà de l'attachement du président à son fauteuil, ce dessin fait référence à une croyance nationale selon laquelle le chef n'a pas de compte à rendre « *puis que c'est grâce à Dieu qu'on est président* ». Cette idée, le président Conté y croyait fermement et il le répétait souvent. D'où cette phrase que Charlie lui prête. « *C'est grâce à Dieu je suis ici et c'est grâce à lui seul je vais quitter !* »

Illustration n°83 : l'impassibilité du président



Le Lynx n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 2.

Illustration n°84 : attachement de Conté à son fauteuil présidentiel

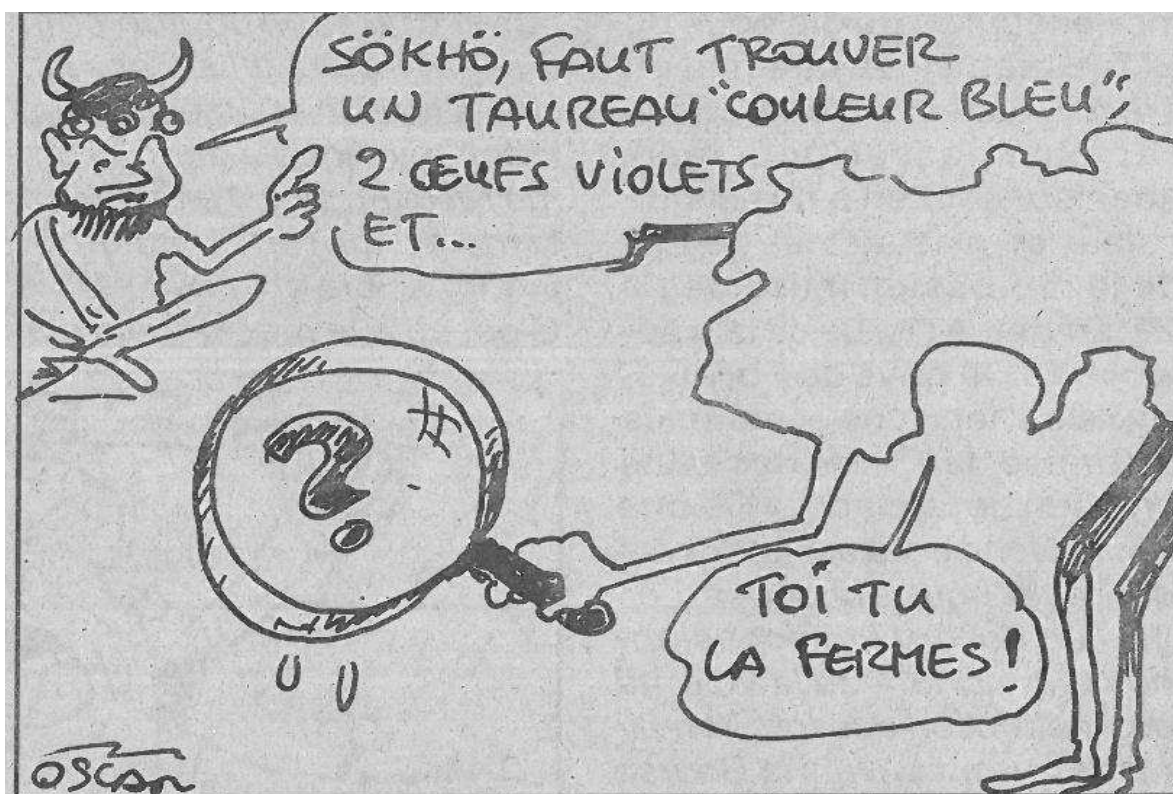


Le Lynx n°773 du 15 au 22 janvier 2007, p. 5.

2-Thématique des difficultés économiques et sociales.

A la page 3 de son numéro du 5 février, cet autre dessin fait référence à la difficulté du pays de sortir de la précarité et même à trouver un premier ministre pour commencer. Tellement difficile, qu'il faudrait faire des sacrifices impossibles. On voit un marabout dire au pays qu'il faudrait « *un taureau de couleur bleu et deux œufs violets* ». En Guinée, il est presque de tradition que face aux situations extrêmement difficiles, l'on consulte un marabout pour trouver une solution. En général, ces marabouts considérés comme des personnes extralucides (d'où les cornes sur la tête de la caricature du marabout) recommandent de donner des sacrifices de toutes sortes après lesquels nos problèmes sont sensés se résoudre. Ici, à travers l'impossibilité de trouver les sacrifices en question, compte de leur inexistence (taureau de couleur bleu et œufs violets), le caricaturiste exprime son scepticisme à trouver une solution pour sortir le pays de chaos.

Illustration n°85 : la situation catastrophique du pays dans l'imaginaire nationale



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 3.

Cet autre dessin montre la difficulté à laquelle va s'attaquer le futur premier ministre. On voit un anonyme avec un gros point d'interrogation sur le front et qui s'exclame « *Pop! pop! pop!* Dans quoi je me suis fourré comme ça ? », face à une pile impressionnante de dossiers sur la Guinée.

Illustration n°86 : une tache immense pour le future premier ministre



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 8.

3-Thématique de la répression des manifestations

A la page 2 du numéro du 5 février, un dessin d'Oscar montre un citoyen à genou, les bras tendus vers le ciel et qui prie pour la paix. Aux paroles de ce dernier qui dit « *prions pour la paix !* », en face, deux militaires répondent, « *tirons pour la paix* » en tirant sur le peuple représenté par un cadavre gisant sur le sol.

Ce dessin illustre un article d'analyse d'Alyou Barry qui pour expliquer les violences sur la population pendant la grève, fait référence aux grands massacres qu'a connu le pays notamment celui de novembre 1970. Le dessin montre la différence de comportement entre le peuple et les forces armées mandatées par les politiques.

A la page 3 du numéro du 12 au 26 février, un dessin simple mais d'une grande portée illustre l'éditorial de Souleymane Diallo. On voit la caricature de Fodé Touré, alors ministre de la sécurité remettre un certificat de témoignage de satisfaction à un policier. « *Pour services rendus ...* » dit-il au policier à qui il remet officiellement le certificat de satisfaction. Le dessin malgré sa simplicité apparente est informatif pour toute personne qui aurait suivi la couverture médiatique de l'événement. Mais le dessin prend encore plus de sens l'orque l'on

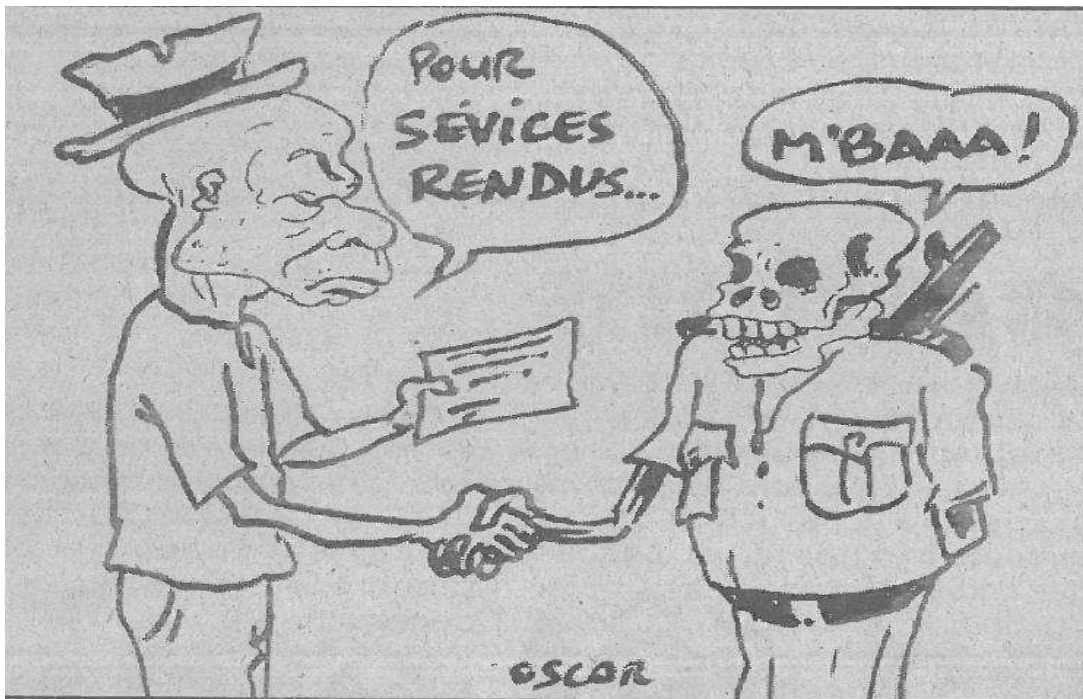
parcourt cet éditorial virulent à la hauteur de l'acte du ministre qui dans un climat de haute tension a trouvé nécessaire de récompenser une partie de ceux « *qui se sont particulièrement distingués dans la gestion de la journée sanglante du 22 janvier* » en massacrant au vu et au su de tous, des dizaines de Guinéens.

Illustration n°87 : la répression des manifestations



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 2.

Illustration n°88 : réaction du gouvernement face à la répression



Le Lynx n°776 du 12-26 février 2007, p. 3.

4-Thématique des hommes politiques.

Plusieurs sous thèmes sont reliés à la thématique des hommes politiques :

-L'impassibilité et la déconnexion du président face aux problèmes du pays.

De nombreux dessins ont abordé ce thème.

Pour montrer le manque d'intérêt du président aux cris des populations, le journal montre à la page 6 de son numéro du 15 au 22 janvier, le personnage du président solidaire aux manifestants. C'est ce qu'indique ce dessin qui montre un président paresseux, tranquillement couché sur son lit. Pour répondre à un employé de son cabinet qui a des documents à lui faire signer, le président indique qu'il est aussi en grève et qu'il ne signerait pas de documents « *Tu ne sais pas que c'est la grève générale c...* ». Dans cette même logique, le dessin de la page 7 montre le président en chef de file des manifestants. La pancarte qu'il tient à la main indique « *on veut le changement* ».

Le dernier dessin du numéro publié à la page 12 montre un président endormi sur son bureau. A l'inquiétude d'un employé qui s'étonne que "le patron" dorme beaucoup, le président répond « *Pé, c'est un crime ? J'accompagne mon pays dans son sommeil ! Où est le*

proble ? » Comme de nombreuses autres, cette caricature indique l'indifférence du président face à la situation désastreuse du pays qui est sans doute la cause de sa mauvaise gestion.

Illustration n°89 : la déconnexion du président des réalités du pays



Le Lynx n°773 du 15-22 janvier 2007, p. 6.

Illustration n°90 : la déconnexion du président des réalités du pays (suite)



Illustration n°91 : la déconnexion du président des réalités du pays (suite)



A la page 10 de son numéro du 12 au 26 février, le journal publie des dessins qui montrent une délégation de dignitaires (mollahs) du pays venus demander au président de partir pendant qu'il était encore temps. « Qui êtes-vous ? Des syndicats ? Si Fodé était là... » S'exclame le président. A l'annonce de la délégation et du but de leur présence, on voit des petites silhouettes anonymes sortir de l'ombre et donner leur avis au président. « *Non patron, n'écoute pas ces menteurs, tu es le meilleur en Guinée* » et le président de répondre à la délégation : « *je suis un élu des dieux... Je ne quitterais ce foutu pays qu'après avoir botté les fesses à tout ce peuple plus qu'ingrat.... Tant pis ! Après moi le déluge... ça-ma- fous !....Je suis le plus fort* ».

Illustration n°92 : les dignitaires religieux dans le processus de résolution de la crise



Le Lynx n°776 du 12-26 février 2007, p. 10.

-Frayeur et désespoir du président.

Dans le numéro du 15 au 22 janvier à la page 10, on voit une succession de dessins qui montrent une même scène. Ces dessins montrent une nouvelle étape dans la crise. Ils montrent la peur qui gagne le président caché sous son lit pour éviter les syndicats. Pour répondre à Fodé Sylla qui lui rend visite et qui demande si le « patron » n'a pas qui quitté sa chambre de la journée, le président répond de sa cachette et demande au visiteur de parler plus bas en lui demandant si les grévistes sont partis. Rassuré par ce dernier qui répond qu'il n'y a personne dehors, on voit la tête et toute la partie supérieure du président sortir du dessous du lit quand soudain, Hadja Rabiadou Serra fait son apparition pour indiquer qu'ils sont toujours là. « C'est faux ! Nous sommes encore là ! Nos conditions sont sans appel... Tes voleurs au gnouf, ton "keira" dehors et tu glisse sur le prix du carburant, c'est tout » « Et ÂLÂ Tétra²⁵⁴ ! » s'écrie le président en replongeant sous le lit d'où il venait de sortir. La seconde lecture que l'on peut

²⁵⁴ Eh ALA est une expression locale que l'on exprime en Guinée dès que l'on est surpris ou inquiet. Dans le même sens Tétra est une expression locale pour dire qu'on a été démasqué

apporter à cette caricature est cette croyance selon laquelle en tant qu'élu de Dieu, le pays entier lui appartient. Ce qui s'explique par ces propos du personnage du président. « *Fodé Hê ! Je te confie mon Kibanyi et dis à ces "kouyon" syndicalistes que la Guinée-là, c'est pour moi et mes enfants.... La loi yô, l'armée yô, les banques yô... tout ça là c'est pour moi seul !* ». La scène fait également référence à la place qu'occupe Fodé Bangoura auprès du président et dans la gestion du pays.

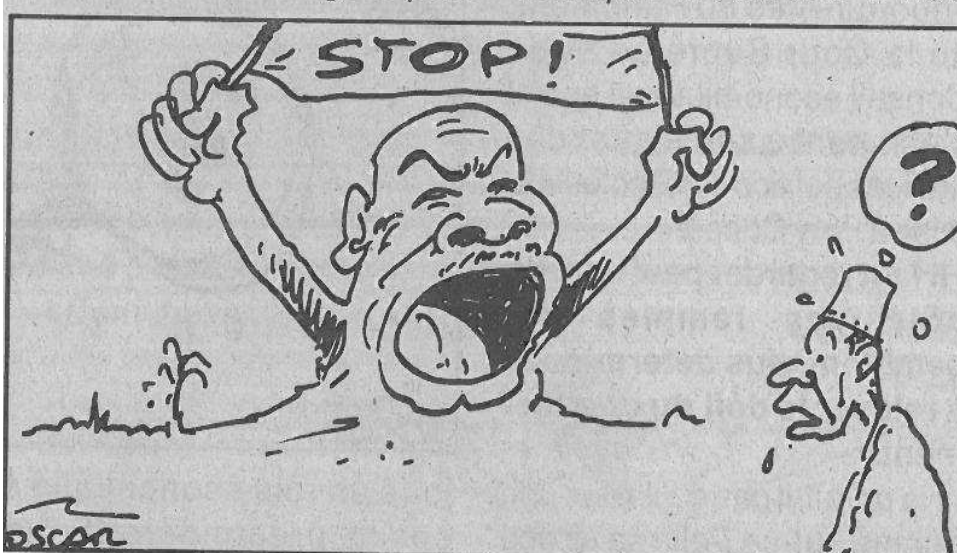
Cet autre dessin publié à la page 4 du numéro du 5 février montre une caricature représentant les missionnaires de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) et du BIT (Bureau International du Travail) en déplacement en Guinée suite à la répression de la grève, entrain de crier stop. La taille et les traits imposants de la caricature montrent l'importance et le poids de ces représentants dans l'arrêt de la répression et la résolution du conflit. Au cri « Stop » de la caricature qui détient une banderole avec les lettres « STOP », le personnage de Lansana Conté représenté à côté, a l'air de ne rien comprendre, d'où le point d'interrogation au dessus de sa tête. Son personnage a l'air de sangloter et d'avoir des sueurs froides compte tenu de la puissance de ces représentants d'organismes internationaux et leur capacité à brouiller les relations entre le gouvernement guinéen et les bailleurs de fonds.

Illustration n°93 : frayeur du président face à l'aggravation de la crise



Le Lynx n°773 du 15-22 janvier 2007, p. 10.

Illustration n°94 : frayeur du président face à la réaction des représentants d'organismes internationaux



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 4.

Dans le même numéro à la page 10, nous avons une succession de dessins qui montrent le président tourmenté face à la situation du pays et qui pense au « bon vieux temps » quand il n'avait pas de problèmes. Le dessin montre un président méditatif, pensant à son ami Fodé et les propos et discussions qu'il avait avec ce dernier. « *Kön kön... Salamalé Patron. Wallahi, tu es brave few ! Et puis tu es Bo a fakoudou !* » se souvient le président. « *Ah, les beaux vieux temps avec mon kalabanté de Fodé* » soupire t-il « *il me manque... Snif! Snif!* », quand soudain on toque à la porte. Dans un sursaut il demande « *Qui est ce ? Si c'est vous les syndicats, je jure que j'ai tout signé, A Fakoudou !* ». « *Euh... Je m'excuse mon général, y'a élèves yô, étudiants yô, cireurs yô, syndicalistes yô, politiciens yô et tout ça là, veulent vous voir plutôt à wawa qu'au petit palais... Ils ont les yeux tout rouges billaaaahi!* » répond le soldat venu porter l'information. Et là, on ne voit plus que la partie inférieure du corps du président en train de se glisser on imagine sous son bureau. « *Awa ! Dis leur que je ne suis plus ici...* » Ce dessin rentre dans la thématique de l'inquiétude du président et la solitude qu'il ressent désormais face l'aggravation de la crise.

Illustration n°95 : solitude du président



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 10.

Cet autre dessin publié à la page 5 du même numéro montre le désamour entre le président Conté et la population. Inquiet et désespéré, on voit le président demander à la population qui lui tourne le dos de revenir. « Eh, ÂLÂ! Pardon...Revenez! Je vous aime plus que moi-même... », dit-il. De la population on voit « Faux! », « Tu nous as déçu! »

A la page 3 du numéro du 5 février, on voit dans l'éditorial de Souleymane Diallo, cette caricature du président Conté dans la confusion pour trouver des solutions suite aux événements qui secouent le pays. Avec un bâton et une liste affichée à un tableau, il se demande « Que choisir? Qui choisir? Quoi choisir? » Le bâton et la liste au tableau rappellent ceux utilisés par les enseignants dans les écoles primaires pour la lecture des élèves au tableau. Ceci fait référence à la pédagogie dont il s'agit dans l'éditorial car le rédacteur revient sur les événements de répressions et de massacres du passé notamment ceux qui ont eu lieu dans les années 70 et 71 dont faisait allusion Alyou Barry à la page précédente.

Illustration n°96 : le désamour du président



Le Lynx n°775 du 5 février 2007, p. 5.

Illustration n°97 : embarras du président



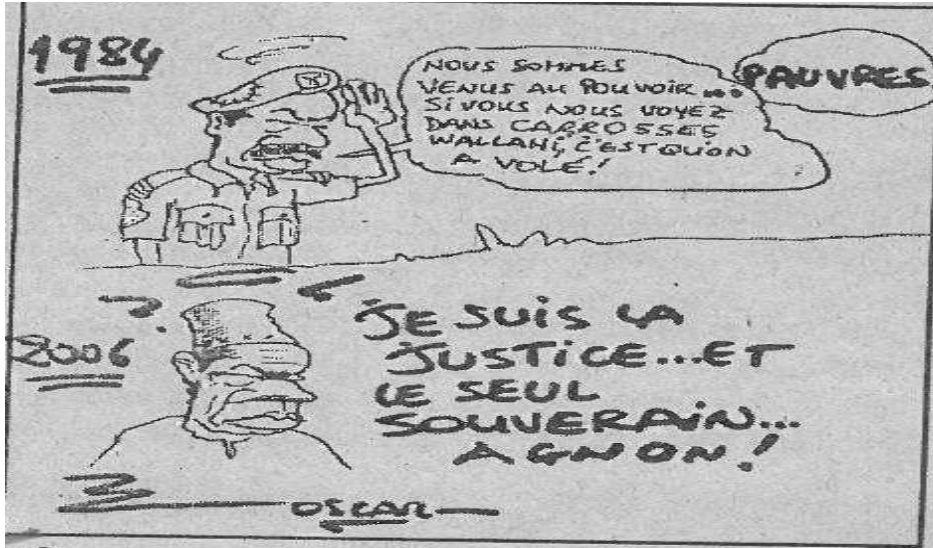
-Gaspillage des deniers publics

Ce dessin publié à la page 3 du numéro du 26 mars, montre le président Conté à deux moments clés de sa vie de président. Le premier dessin le représente en 1984 quand il est venu au pouvoir et le second en 2006, année du début des protestations. Le dessin évoque le changement de personnalité du président depuis qu'il est au pouvoir en rappelant le discours qu'il avait à ses débuts à la tête du pays. En effet, en 1984 quand l'armée a pris le pouvoir à la mort du président Sékou Touré, Lansana Conté pauvre, avec une personnalité humble disait dans un mauvais français ceci : « *Nous sommes venus au pouvoir... Si vous nous voyez dans carrosses, wallahi c'est qu'on a volé !* ». Dans les années 2000, le président répétait souvent qu'il est la justice d'où cette phrase qu'on lui prête dans le dessin. « *Je suis la justice... et le seul souverain... agnon !* ». Avec ce dessin simple et clair, pour tout guinéen vivant dans le pays ou cherchant des informations sur le pays, pas besoin de lire l'éditorial consacré à l'évolution de la personnalité et du comportement du président depuis qu'il est au pouvoir pour savoir de quoi il s'agit.

Dans cette même thématique, la rubrique intitulée « Face à l'an (encore) pire = Après moi le déluge ! » du même numéro est encore consacré au premier ministre. On voit celui-ci en pleur, désespéré et inquiet face à la situation. « Tiens, voilà mon petit Mais tu pleures ? », s'étonne le président. « *Qu'est ce que tu as ? C'est Abidjan qui te manque ? Tiens prends "Simandou" et "Global Tinto" pour payer l'école de tes enfants... C'est comme ça que j'ai pistonné le Sylla, le Fodé, le Dalein.... Tu comprends ? Ne joue pas le "Héron".... Bouffe et tais-toi...* ».

Ce dessin comme beaucoup d'autres rentre dans le cadre de la thématique des détournements et le gaspillage des biens publics par le président et une poignée de personnes. Simandou et Global Tinto sont de grosses entreprises publiques guinéennes. Le dessin suggère la facilité avec laquelle le président distribue les biens publics entre ses proches. La seconde lecture, c'est la différence d'opinions et de comportements entre le président et son premier ministre. On montre le premier ministre en larmes parce qu'il a menti au peuple et la tête qui fume parce qu'interloqué par ce qu'il entend. « *C'est quoi la "parole d'honneur" pour toi ?* », s'étonne t-il.

Illustration n°98 : le président Conté entre 1984 et 2006



Le Lynx n°780 du 26 mars 2007, p. 3.

Illustration n°99 : Inquiétude du nouveau premier ministre



Le Lynx n°780 du 26 mars 2007, p. 10.

La thématique du premier ministre a été largement abordée dans les caricatures depuis sa nomination. Dans ces thèmes, on aborde d'abord l'immense chantier qui attend Lansana Kouyaté. En suite, les difficultés qu'il rencontre dès le départ compte tenu des mauvaises habitudes du président et du gouvernement.

Le dessin publié à la page 7 du numéro du 12-26 février montre le personnage du président, entrain d'appeler Lansana Kouyaté qui se tenait parmi d'autres prétendants au poste de premier ministre. « *Lansana passe, fiston !* » dit le président. Le dessin rappelle les résultats de fin d'année dans les écoles primaire en Guinée. Le professeur liste en main, se tenait devant les élèves de la classe et énumérait les noms de ceux qui passaient en classe supérieure. Cette idée est appuyée avec le terme « fiston ». Une autre lecture que l'on peut faire est la position des chefs d'Etat dans les sociétés africaines en générale où le chef est considéré comme le père de la nation et donc de tous les citoyens. Ici, c'est le choix d'un père qui porte sur l'un de ses fils parmi d'autres.

Illustration n°100 : Président, père de la nation



Le Lynx n°776 du 12-26 février 2007, p. 7.

-Les difficultés du premier ministre.

A la page 3 du numéro du 19 mars, on reprend le principal dessin de la Une où l'on voit le premier ministre perché sur un arbre représentant la Guinée. Il coupe des branches pourries symbolisant quelques maux du pays. La couleur rouge des branches rappelle le sang suite à

leur coupure, on voit des branches de l'ethnocentrisme et de la *mamaya* par terre alors que celles représentant le vol, la corruption, le népotisme et la gabegie sont en train de tomber. Rétablie au sommet de l'arbre, la branche « des services de base, des droits humains et de la bonne gouvernance ».

Dans cette même thématique, à la page 5 du numéro du 19 mars, on voit la caricature du premier ministre, avec un gros fardeau (le fardeau du pays) sur le dos. Transpirant à grosses gouttes, le premier ministre à genou, peine à se lever avec le fardeau malgré l'aide du citoyen qui l'encourage. « *Vas-y, tu vas y arriver !* »

A la page 7 du même numéro, la caricature montre que le premier ministre ne sait pas ce qu'il faut sauver en premier. Les finances ou les droits humains ? Ne sachant plus que faire, il retient les deux chacun dans une main car tous les deux sont sur le point de s'écrouler définitivement.

Illustration n°101 : le premier ministre fait du ménage dans l'administration nationale



Le Lynx n°779 du 19 mars 2007 p 3.

Illustration n°102 : le fardeau du pays



Le Lynx n°779 du 19 mars 2007, p. 5.

Illustration n°103 : finances ou droits de l'homme ?



Le Lynx n°779 du 19 mars 2007, p. 7.

Le dessin publié à page 10 du même numéro, présente la petite série de dessins habituels cette fois-ci consacrés au défi du nouveau premier ministre. Le président allongé sur son canapé dit à ce dernier : « *Bon mon petit Kouraté, on fait affaire : je te signe tout, tu files un peu de mon*

"argent" que les "blancs" t'ont donné à mon futur-Sylla !... » A l'inquiétude du premier ministre qui pense que le président délire et qu'il lui faudrait un médecin, ce dernier répond. « C'est vous les 'guinée-Haine' qui sont malades... Pas moi ! Tu joue le jeu si non... ». « On ne joue pas avec le peuple ... » répond le premier ministre. « Donc, toi aussi tu n'aimes pas mes "amis"... Donc tu es presque mon ... euh, "futur-ennemi" Afakoudou ». Ces dessins montrent le comportement habituel du président face à ses ministres et son entourage. « "Mon argent" ... que les "blancs" t'ont donné » dont parle ici le personnage du président concerne les financements et les aides des institutions internationales notamment l'Union européenne (principal bailleur de fonds du pays). Le dessin suggère tout simplement qu'habituellement, le président distribue les fonds alloués au pays à ses "amis".

Illustration n°104 : le président et le gaspillage des biens publics



Le Lynx n°779 du 19 mars 2007, p. 10.

-Les efforts du premier ministre.

Dans le numéro du 26 mars à la page 3, le dessin montre le nouveau premier ministre épuisé par le travail. On voit son personnage avec une houe à la main, une grande surface de terre labourée derrière lui, tenant son dos endolori et transpirant à grosses gouttes par tant d'efforts. « Il faut que j'y arrive.... », pense t-il en regardant tout ce qui lui reste à labourer. Dans ce

dessin, la transpiration du personnage de Lansana Kouyaté exprime sa peine et son étouffement par rapport l'immensité des tâches.

Dans cette même thématique, à la page 5 du numéro du 26 mars, on reprend le dessin principal de la Une pour illustrer cet article qui parle de la situation du pays et des efforts à mener pour le remettre sur pied. Le dessin montre le premier ministre sur un avion représentant la Guinée qu'il souhaite décoller. Le président Conté, aidé de ses amis retiennent l'avion à terre à l'aide d'une corde empêchant ainsi l'avion "Guinée" à l'agonie avec des bandages sur tout le "corps", de décoller. Epuisé par toute l'énergie qu'il fournit pour faire décoller le pays et interloqué par le comportement du président, le personnage du premier ministre ironise sur les complications que lui pose le chef de l'Etat « *mon patron me facilite trop les choses !* ». On voit aussi, le missionnaire de la CEDEAO venir au secours du pays et de son premier ministre avec un grand couteau à la main pour couper le fil retenu par le président et qui empêche le pays de décoller.

Illustration n°105 : les efforts du premier ministre



Le Lynx n°780 du 26 mars 2007, p. 3.

Illustration n°106 : Lansana Kouyaté et la CEDEAO pour sauver la Guinée



Le Lynx n°780 du 26 mars 2007, p. 5.

En abordant toutes les thématiques traitées par le journal, les caricatures publiées par *Le Lynx* font partie intégrante de la construction de l'évènement.

Les caricatures interprètent les informations relayées dans les articles et situent les lecteurs en tant que « témoins complices » appelés à réagir face l'interprétation proposée. Elles reposent sur une mise en scène graphique du discours et assurent une continuité entre l'information énoncée et l'orientation idéologique ou l'opinion exprimée par rapport à l'évènement. (Mouminy Camara : 2007).

Conclusion

Inscrits dans la perspective d'analyse des médias en temps de crise, notre travail de recherche a porté sur la manière dont la presse guinéenne a abordé la crise sociopolitique que le pays a connu en janvier et février 2007. Notre question scientifique a donc été celle de la médiatisation de la crise et de ses différentes dimensions dont le traitement de l'information, la collecte de données et la liberté d'expression. La question principale qui a été le fil conducteur de ce travail porte sur la manière dont la presse guinéenne a traité la crise.

Pour y répondre, nous nous sommes basés sur deux hypothèses principales :

La première à deux volets soulève les différences de traitement entre presse privée et publique considérant que la presse publique n'a pas accordé d'importance à l'évènement contrairement à celle privée qui elle a produit de nombreuses informations et a abordé différents thématiques en lien avec la grève.

La deuxième hypothèse a soulevé la question de la place des médias dans la société guinéenne en considérant qu'ils ne jouent pas leur rôle d'intermédiaire entre le public et les autres secteurs (politique, économique, culturel).

En tant qu'inter-discipline, les sciences de l'information et de la communication permettent l'utilisation de plusieurs théories de disciplines différentes. Dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons abordé le sujet à la fois sous l'angle de la sociologie compréhensive des médias et de la sémiotique.

L'analyse de contenu que nous avons utilisé nous a permis de comprendre la manière dont les différents titres ont traité le sujet. Les différents actes de discours ainsi que les illustrations mis en avant par la presse nous ont permis de représenter les faits mais aussi de verbaliser les émotions et les sentiments liés à l'évènement. La méthode d'analyse de contenu adoptée nous a permis d'analyser le positionnement des journaux face à la crise, la place consacrée au sujet, le point de vue adopté dans les articles, les genres les plus couramment utilisés, le ton du texte etc.

L'analyse de ses différents points nous a permis de tirer des conclusions sur la médiatisation de l'évènement, sur l'orientation de son traitement journalistique ainsi que les prises de position politiques, idéologiques et émotionnelles des journalistes et des journaux.

La détermination des différentes prises de positions des journaux ainsi que leur regard critique face à l'événement nous a aidé à questionner la notion de cohérence journalistique et à examiner la complémentarité des angles de traitement de l'événement. L'évaluation de la manière dont les journalistes ont laissé transparaître leur sensibilité dans les articles ainsi que leur manière d'omettre certains sujets nous a permis de nous interroger sur la question de l'objectivité journalistique.

L'analyse quantitative de la construction thématique des informations nous a permis d'observer la structuration de l'information relative à la crise. Pour un complément d'analyse, nous avons procédé à une analyse qualitative du contenu de notre corpus.

Cette méthode nous a permis d'examiner les différentes caractéristiques discursives : la description des acteurs de l'événement, le récit (la construction) des faits, la mise en place du commentaire explicatif et descriptif, les scénarisations visuelles de l'image etc. Ces études quantitative et qualitative nous ont permis de déterminer le rôle des médias dans la construction de l'événement et en même temps, la manière dont la crise a permis de révéler certaines implications idéologiques au sein des différents journaux.

Comme tout travail de recherche, nous avons rencontré quelques difficultés principalement liées à la collecte de données. L'événement que nous avons étudié s'est déroulé au début de l'année 2007. Dans un pays où il n'y a pas de systèmes ou de procédures de conservations des archives, une quantité importante de documents se perd chaque année. Les journaux constituant notre corpus ont été collectés pratiquement un par un avec toute la persévérance que cela implique.

Les résultats de l'analyse infirment partiellement notre première hypothèse. Le nombre d'articles publiés sur la grève ainsi que le nombre de pages et de *Unes* accordées à l'événement par le quotidien *Horoya*, montrent son intérêt pour le sujet. Cependant, les analyses ont révélé que les angles d'approche de l'événement, les thématiques abordées ainsi que le ton employé dans les articles du journal diffèrent complètement des autres titres du corpus. Si les journaux privés malgré de nombreux obstacles et des conditions de travail difficiles ont apporté une analyse plus approfondie et publié un nombre d'articles plus important, cela n'a pas été le cas de *Horoya*. Ce dernier s'est intéressé principalement à deux thématiques notamment la nomination du premier ministre et l'interdiction d'exportation des produits vivriers entrant dans l'alimentation de base des Guinéens. Les autres thèmes largement traités par les journaux privés ont été abordés par *Horoya* mais à travers d'autres sujets et sans toute fois entrer en profondeur.

Les résultats de l'analyse du corpus infirment complètement la deuxième hypothèse. Le rôle des médias dans le processus de démocratisation d'un pays passe par la démocratisation des médias eux mêmes, à travers une multiplication des sources d'informations et de leur indépendance. Ils jouent un rôle primordial dans l'éveil des populations. En Guinée, les médias publics appartenant tous à l'Etat, les journalistes se plient aux exigences du gouvernement et sont donc soumis à une certaine autocensure. Cependant, le nombre conséquent de journaux privés et depuis quelques années la multiplication de stations de radio et de chaînes télévisions privées et la liberté de ton démontrée par l'analyse de notre corpus montrent que si les conditions de travail des médias nationaux dans leur ensemble sont encore très difficiles, les médias guinéens jouent leur rôle d'intermédiaire entre les citoyens et les pouvoirs notamment politiques et ils occupent leur place de lieu d'expression et de dialogue social.

Pour être complet dans une étude de ce genre, il faudrait pouvoir articuler ce que Patrick Charaudeau appelle « *Les trois lieux de pertinence du processus d'information : la production, le produit fini et la réception* »²⁵⁵.

Dans le cas de notre étude, nous avons choisi d'analyser uniquement le produit fini. Il aurait été intéressant d'analyser également les conditions de production et de réception du discours. Ceci nous aurait permis d'avoir une vue d'ensemble de la machine médiatique. Nous pensons que c'est là l'une des principales limites de ce travail.

Ce volet pourra faire partie des recherches à venir dans la mesure où nous considérons la thèse comme un commencement et non un aboutissement.

Au-delà de cet aspect, nous comptons explorer un nouveau domaine, celui des médias sociaux en lien avec l'Afrique en nous intéressant principalement à leur rôle dans l'instauration de la démocratie et donc de la paix. Un regard particulier pourra ainsi porter sur le cyberjournalisme voire une focalisation sur les technologies mobiles, ce qui nous amènerait à rejoindre les préoccupations de la chaire Unesco Pratiques émergentes des technologies et communication pour le développement de l'Université Bordeaux Montaigne.

²⁵⁵ Patrick Charaudeau, le discours d'information médiatique, édition Nathan INA, Paris 1997.

Bibliographie

Jean Michel Adam, *Les Textes, types et prototypes. Récit, description, argumentation, explication, dialogue*, Seuil, 1992, Paris.

Hannah Arendt *La crise de la culture*, Gallimard, Paris, 1989.

Jacques Attali, *Les trois mondes : Pour une théorie de l'après crise*, Fayard, Paris, 1991.

Jacques Attali, *La crise et après ?* Fayard, Paris, 2008.

Jacques Aumont, *L'image*, Armand Colin, Paris, 2005.

Luc Bonneville, Sylvie Grosjean, Martine Lagacé, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, éditions Gaëtan Morin, Québec, 2007.

Laurence Bardin, *l'analyse de contenu*, 10ème édition, Presse Universitaire de France, Paris, 2001.

Francis Balle, *Les Médias*, Presse Universitaire de France, Paris, 2004

Francis Balle, *Les médias*, Presse Universitaire de France, Paris, 2009.

Abdoul BA, *Internet, Cyberspace et usages en Afrique*, Harmattan, Paris, 2003.

Michel Ben Arrous (dir.), *Médias et Conflits en Afrique (texte imprimé)*/Institut Panos Afrique de l'Ouest, Kartala, 2001.

Patrick Charaudeau, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Nathan, Paris, 1997.

Patrick Charaudeau, *Les medias et l'information, l'impossible transparence du discours*, De Boeck, première édition, Bruxelles, 2005.

Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau, *Dictionnaire de l'analyse du discours*, Ed Seuil, Paris 2002.

Mihai Coman, *Pour une anthropologie des médias*, presse universitaire de Grenoble, Grenoble, 2003.

Joseph Courtés, *La sémiotique du langage*, Armand Colin, Paris, 2005.

Lise Chartier, *Mesure de l'insaisissable méthode d'analyse du discours de presse*, Presse de l'université de Québec, Québec, 2003.

Jean-Jacques Coltice, *Comprendre la presse. Informer hier et demain*, Chroniques sociales, Lyon, 1995.

De Françoise Clary (dir.), *Médias, pouvoirs et culture de l'image aux États-Unis*, Presses universitaires de Rouen, 2004.

Hervé Collet, *Communiquer Pourquoi, comment ?*, CRIDEC, Paris, 2004.

Joseph Courtés, *Analyse sémiotique du discours : de l'énoncé à l'énonciation*, Hachette, Paris, 1991.

De Boeck, *L'analyse de contenu des médias: de la problématique aux traitements statistiques*, éditions Bruxelles, DL 2006.

Jacques De Broucker, *Pratiques de l'information et écritures journalistiques*, CFPJ, Paris, 1995.

Jean Pierre Esquenazi, *L'écriture de l'actualité : pour une sociologie du discours médiatique*, presse universitaire de Grenoble, Grenoble, 2003.

Jean-Pierre Esquenazi, *l'Écriture de l'actualité : Pour une sociologie du discours médiatique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2002.

Umberto Eco, *La guerre du faux*, Grasset, Paris, 1985.

Michèle Gabay (dir.), *Communiquer dans un monde en crise. Images, représentations et médias*, L'Harmattan, Paris, 2005.

Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, Presse de l'Université du Québec, Québec, 2003.

François-Pierre Gingras, « *La théorie et le sens de la recherche* », in : B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003.

Jacques Gaudin, « *Qu'est ce qu'une image numérique ?* », in Daniel Bougnoux, Daniel Dayan, Serge Tisseron, Guillaume Soulez, *Médiamorphose n°6*, Presse Universitaire de France, Coll. INA, Paris, 2002.

Jean Claude Giroud, Louis Panier, *Analyse sémiotique des textes : Introduction, Théorie, Pratique*, presse universitaire de Lyon, 6ème édition, Lyon, 1988

Anne Hénault, *Histoire de la sémiotique*, Presse Universitaire de France, Paris, 1997.

François Heinderyckx, *La Malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, Labor, coll. *Quartier libre*, Bruxelles, 2003.

Denis Jeffrey et Michel Maffesoli, *La Sociologie compréhensive*, Presse Universitaire Laval, Québec, 2005.

Claude Jamet et Anne-Marie Jannet, *La mise en scène de l'information*, L'Harmattan, Paris, 1999.

Alain Kiyindou, *Les pays en développement face à la société de l'information*, L'Harmattan, Paris, 2009.

Bernard Lamizet, *Sémiotique de l'événement*, coll. Formes et Sens, Lavoisier, Paris, 2006.

Claude Le Boeuf (dir.), *Pragmatique des communications instrumentées*, L'Harmattan, Paris, 2002.

Cyril Lemieux, *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, Paris, 2000.

Bernard Lamizet, *Les lieux de la communication*, Mardaga, Bruxelles, 1992.

David Le Breton, *L'interactionnisme symbolique*, Presse Universitaire de France, Paris, 2004.

Guy Lochard et Jean-Claude Soulages, « *Les mises en scène visuelles* » in Patrick Charaudeau (dir.), *La télévision et la guerre*, INA-De Boeck, Paris, 2001.

Cyril Lemieux, *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, Paris, 2000.

Jean-Luc Michel, *Le mémoire de recherche en Information et Communication*, Ellipse, Paris 1999.

Paul Ricœur, *Discours et information*, Herne, Paris, 2005.

Maurice Mouillaud, Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989.

Dominique Maingueneau, *Analyser les textes de communication*, Dunod, Paris, 1998.

Francine Mazière, *L'analyse du discours*, PUF (que sais-je), première édition, Paris, 2005.

Michel Mathien (dir.), *La « Société de l'Information. » Entre mythes et réalités*, Bruylant, Bruxelles, 2005.

Dominique Maingueneau, *Analyser les textes de communication*, Nathan, Paris, 2000.

Alex Mucchielli, *Les sciences de l'information et de la communication*, Hachette, Paris, 2001.

Hélène de Maleissye, *Le filtre médiatique. Paroles de journalistes*, Indiciel, coll. *Enquêtes et documents*, Paris, 2006.

Eric Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, Armand Colin, Paris, 2003.

Jean-Luc Martin-Lagardette, *Le guide de l'écriture journalistique*, 5ème éd., La découverte, Paris, 2003.

Éric Macé, *Les imaginaires médiatiques. Une sociologie postcritique des médias*, Ed. Amsterdam, Paris, 2006.

Jean-Luc Martin-Lagardette, *Le guide de l'écriture journalistique*, La Découverte, Paris, 2003.

Jean Monnet, *L'Europe et l'organisation de la paix*, First Editions, Lausanne, 1964.

Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, La Découverte, Paris, 2009.

Bruno Ollivier, *Les sciences de la communication. Théories et acquis*, Armand Colin, 2007.

Emmanuel Pedler, *Sociologie de la communication*, Nathan, 2000.

Sébastien Rouquette, *L'analyse des sites internet : une radiographie du cyberspace*, De Boeck, Bruxelles, 2009.

Georges-Elia Sarafati, *Elément de l'analyse du discours*, Armand Colin, Paris, 2005.

Jean Marie Schaeffer, *L'image précaire. Du Dispositif photographique*, Seuil, Paris, 1987.

Eliseo Veron, *Construire l'évènement*, Minuit, Paris, 1981.

Eliséo Veron, « Presse et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation », in *La presse, produit, production, réception*, Didier, 1988.

Eliseo Veron, « Presse écrite et théorie des discours sociaux production, réception, régulation », in *La presse, produit, production, réception*, P. Charaudeau éd., Hatier, Paris, 1988.

Patrick Watier, *Une introduction à la sociologie compréhensive*, Circé, Strasbourg, 2001.

Peter Watkins, *Médias crisis*, Homnisphères, Paris, 2007.

Alain Woodrow, *Les médias quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Editions du Félin, Paris, 1996.

Articles en ligne.

Gabriel Baglo, *Baromètre des médias africains, Guinée 2011*, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Namibie, 2011, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/africa-media/08766.pdf>, consulté le 5 octobre 2012.

Abdou Lalif Coulibaly, *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les personnels des médias*, 2002, <http://www.osiris.sn>, consulté le 2 mai 2013.

Ahmed Dahmani, Les TIC : une chance pour l'Afrique ?, publié sur <http://www.iut-orsay.u-psud.fr>, 22 avril 2013.

Cynthia Fleury, « Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico De Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, *Hermès*, n°46, 2006, p.206, <http://documents.irevues.inist.fr> consulté 4 avril 2014.

« Guinée : pays aux ressources multiples, pays d'avenir », Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, <http://www.anouslaguinee.com>, consulté 16 avril 2014.

Jean Pierre Ilboudo, *Histoire et évolution de la radio rurale en Afrique noire-Rôles et usages*, <http://www.fao.org>, consulté 8 avril 2014.

Yves Jeanneret, Valérie Patrin-Leclère, « La métaphore du contrat », *Hermès*, n°38, 2004, pp.133-140, <http://documents.irevues.inist.fr> consulté 24 février 2014.

Alain Kiyindou, « L'arbre à palabre domine la forêt électronique », *Hermès*, n°40, 2004, p.384, <http://documents.irevues.inist.fr>, consulté le 3 avril 2014.

Eugène Lavaquery, Paul Hazard, « *La crise de la conscience européenne* », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1937, vol. 23, n° 101, pp. 536-540, <http://www.persee.fr/web/revues>, consulté le 13 mars 2014.

Montesquieu, *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734, <http://classiques.uqac.ca>, consulté le 18 avril 2014.

Guy Pelachaud, « Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan et Carmen Rico De Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international* », *Communication*, n°2, pp. 253-269, 2008, <http://communication.revues.org>, consulté le 3 avril 2014.

Daniël Paraya, Communication éducative médiatisée, formation à distance et campus virtuel, <http://tecfa.unige.ch>, consulté 2 mai 2014.

Seydou Sissouma, « La presse africaine face au défi des nouvelles technologies », *Les Cahiers du journalisme*, (n°9), 2001, <http://www.cahiersdujournalisme.com>, consulté 7 mai 2013.

Thèses et mémoires :

Sandrine Archambault, *Le rôle des médias dans l'exercice de la démocratie au Québec, mémoire de maîtrise en communication*, Mémoire de maîtrise en Communication, Université du Québec, 2007.

Hadj Bangaly Cissé, *La presse écrite sénégalaise en ligne : enjeux, usages et appropriation des technologies de l'information et de la communication par les journalistes (1980-2008)*, thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Metz, 2010.

Gilles Demeure, *La presse de territoire : d'une conception stéréotypé à une consommation sécurisante*, thèse de doctorat en Science de l'Information et de la Communication, Université de Bordeaux3, 2009.

Thomas Guignard, *Le Sénégal, les Sénégalais et Internet : Médias et identités*, thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Charles De Gaulle Lille3, 2007.

Aurélia Lamy *La médiatisation de l' « apocalypse »*, Thèse de doctorat en Science de l'Information et de la Communication, Université de Metz, 2005.

Mouminy Camara, *La médiation en situation de guerre en Afrique de l'Ouest : la crise ivoirienne*, thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Lumière Lyon2, 2007.

Sites internet

<http://www.panos-ao.org>

<http://www.panosao.org>

<http://www.iut-orsay.u-psud.fr>

<http://hdr.undp.org>

<http://www.gn.undp.org>

www.fao.org

<http://www.statistiques-mondiales.com/guinee>

<http://www.centraledesnations.com/guinee>

<http://www.stat-guinee.org/nada/index.php/catalog/19>

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea>

<http://www.fpjq.org/index.php?id,>

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/media-democratie/medias-contribuent-ils-au-debat-democratique.html>

<http://perspective.usherbrooke.ca>

<http://grade.asso-web.com>

<http://www.scienceshumaines.com>

<http://documents.irevues.inist.fr>

<http://communication.revues.org>

www.communication-crise.com

<http://questionsdecommunication.revues.org>

<http://reracorniger.wordpress.com>

<http://ips.org/fr>

<https://www.olympie.in>

<http://piwigo.org/basics>

<http://www.alexa.com>

<http://vecam.org>

<http://fr.slideshare.net>

www.rsf.org
<http://www.winne.com>
www.france24.com
<http://www.ambafrance-gn.org>
<http://www.panapress.com>
<http://www.protectionline.org>
<http://www.slateafrique.com>
<http://fr.wikipedia.org>
www.agpguinee.com
www.guineenews.org
<http://www.africanewsmag.com>
<http://www.nlsguinee.com>
<http://aminata.com>
<http://conakryinfos.com>
www.guineeactu.com
www.africatime.com
<http://www.agp-guinee.info>
<http://www.agpguinee.com>
<http://conakryinfos.com>
<http://www.rosawebpro-guinee.com>
<http://alphabah.unblog.fr>
www.seneweb.com
<http://www.abidjan.net>
www.infosguinee.com
<http://www.academia.edu>
<http://mosaiqueguinee.com>
<http://www.anouslaguinee.com>
www.euforic.org
www.allafrica.com
www.lediplomateguinee.info
www.afrik.com
<http://www.cncguinee.org>
<http://www.rtg-conakry.com>
<http://www.radiolibertefm.com>

<http://www.guineedirect.info>

www.afrinews.org

www.africalog.com.

www.guinenew.org

<http://www.lejourguinee.com/index.php/fr>

LISTE DES SIGLES

AFP : Agence France Presse

AJG : Association des Journalistes de Guinée

APAC : Association des Professionnelles africaines de la Communication

AGEPI : Association Guinéenne des Editeurs de la Presse Indépendante

ARPT : Agence de Régulation des Postes et Télécommunication

ACCT : Agence de Coopération Culturelle et Technique

AOF : Afrique Occidentale Française

ARPT : Autorité de régulation de la poste et des télécommunications

AOF : Afrique occidentale française.

AGP : Agence Guinéenne de Presse

ADSL: Asymmetric, data subscriber link

ADM: Advanced Micro Devises

APA : agence de presse africaine

BIT : Bureau International du Travail

BID : Business Initiative Direction

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

CNTG : Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée

CMC : Centres multimédias communautaires

CNC : Conseil National de la Communication

CNT : Conseil National de Transition

CIERRO : Centre Interafricain d'Etudes en Radio Rurale de Ouagadougou

CWE: China International Water Energy

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CTA : Centre Technique de Coopération Agricole

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

CNDD : Conseil national pour la Démocratie et le Développement

CSI : Confédération Syndicale Internationale

CNC : Conseil National de la Communication

CBK : Compagnie de Bauxite de Kindia

CNOSC-G : Conseil national des organisations la société civile de Guinée

CIRTEF : Conseil International des Radios et Télévisions d'Expression Francophone

CSA : Conseil Supérieur de l'Audio-visuel

FAO: Food and Agriculture Organization
FEANF : Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France
FED : Fond Européen de Développement
FIJ : Fédération internationale des journalistes
HAC : Haute Autorité de la Communication
LMVH : Louis Vuitton Moët Hennessy
IP: Internet Protocol
INTIF : Institut Francophone des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Formation
ICANN: Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IPAO : Institut Panos Afrique de l'Ouest
MIT : Massachusset Institute of Technology
NLS: Néoleadership
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONG : Organisation non gouvernementale
OMS : Organisation mondiale de la Santé
ONU : Organisation des Nations Unies
OGP : Office Guinéen de Publicité
OIT : Organisation Internationale du Travail
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
OMPI : Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
OMM : Organisation Météorologique Mondiale
OGUIDEM : Observatoire Guinéen de la Déontologie et de l'Ethique des Médias
ORTM : Office de radiodiffusion télévision du Mali
ONSLG : Organisation Nationale des Syndicats Libre de Guinée
ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Otan : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PMA : Pays les moins avancés
PIB : Produit Intérieure Brute
PDG : Parti Démocratique de Guinée
PUP : Parti de l'Unité et du Progrès
PUM : Pari Mutuel Urbain
PHP : Hypertext Preprocessor
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RFI : Radio France Internationale
RDA : Rassemblement Démocratique Africain
RTBF: Radio Télévision Belge Francophone
RKS : Radio Kalum Stéréo
RSF : Reporters Sans Frontières
RDA : Rassemblement Démocratique Africain
RTG : Radio Télévision Guinéenne
Sotelgui : Société guinéenne des télécommunications
SMSI : Sommet mondial sur la société de l'information
SOGUITRANS : Société Guinéenne des Transports
SGBG : Société Générale des banques de Guinée
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
UGTAN : Union générale des travailleurs de l'Afrique noire.
URTNA : Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique
UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UIT : Union Internationale des Télécommunications
UNRISD: United Nations Research Institute for Social Development
UA : Union Africaine
USTG : Union Syndicale des Travailleurs de Guinée
UDTG : Union des Travailleurs de Guinée
UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees
VSAT: Very Small Aperture Terminal
VTR: Vidéo tape record
VOK: Voice of Kenya

Annexes

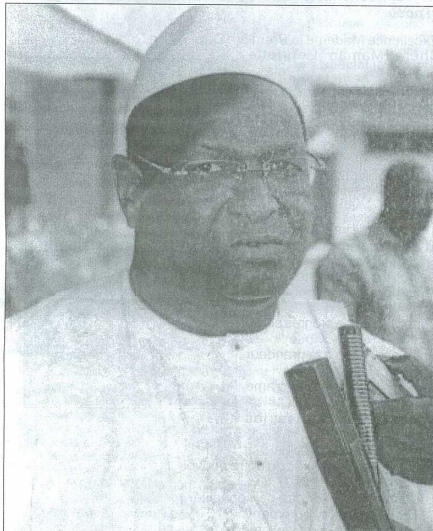
Annexe 1 : extrait de *Horoya* n°6461

Actualité 6

PRIMATURE

ENFIN L'HOMME DU CONSENSUS

Le moment tant attendu par le peuple de Guinée est enfin arrivé. Cela fera bientôt deux mois que le pays du Général Lansana Conté est paralysé. Et pour cause ! La nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement de large consensus et doté de plein pouvoir. C'est désormais chose faite puisque depuis lundi dernier à 19h 45, Lansana Kouyaté a été nommé à ce poste tant usité. Qui est cependant cette figure emblématique ? Portrait.



Lansana Kouyaté né en 1950 à Koba (préfecture de Bofa) située à 200 km de Conakry en Basse Guinée, est titulaire du diplôme d'études supérieures de l'École nationale d'administration (ENA), obtenu à l'Université de Conakry. Ce haut fonctionnaire international, a passé plus de vingt ans dans la diplomatie, avant d'être nommé Représentant de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en Côte d'Ivoire. Sur le plan national, il a effectué un bref passage dans l'administration. Il a ainsi occupé respectivement les postes de directeur de la Main d'œuvre (1976-1977), directeur du Commerce, des Prix et des Statistiques à l'Office de la coordination financière pour l'industrie.

De 1982 à 1983, il a eu l'insigne

honneur de seconder le directeur général adjoint d'un projet portant sur le développement rizicole, financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Il intègre le sérail de la diplomatie en 1983 comme conseiller à l'Ambassade de Guinée en Côte d'Ivoire. Etant à ce poste, il avait pour fonction de s'occuper uniquement des relations existantes entre le gouvernement guinéen et la BAD. Il assumait cette responsabilité jusqu'au mois de juillet 1985, date de son retour en Guinée pour occuper d'autres fonctions, notamment il est chef du département Afrique et Organisation de l'Unité

africaine au Ministère des Affaires étrangères.

Après avoir passé toutes ces expériences, l'éminent fonctionnaire international, bénéficie d'une promotion qui fait de lui successivement ambassadeur de Guinée en Egypte, au Soudan, en Turquie, en Jordanie, en Syrie et au Liban, avec résidence au Caire (Egypte) en 1987. En 1992, il est appelé à New York en tant que Représentant permanent de la Guinée auprès des Nations-Unies. Ce qui lui a valu d'être plus tard à la vice-présidence du Conseil économique et social de l'ONU. Etant à ce poste, il a eu la confiance du secrétaire général Boutros Boutros Gali qui le désigne comme son représentant spécial en Somalie de février 1993 à janvier 1994. Son sérieux et sa rigueur dans le traitement du dossier somalien jugé sensible et complexe, n'ont fait que pérenniser la confiance que lui portait l'administration onusienne qui le nomme en juin 1994, sous-secrétaire général chargé des affaires politiques pour l'Afrique, l'Asie de l'Ouest et le Moyen Orient auprès du Conseil de sécurité. Poste qu'il occupa jusqu'en 1997, date à laquelle son pays lui fait appel à nouveau pour remplacer Edward Benjamin, au Secrétariat exécutif de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Marié et père de trois enfants, le nouveau premier ministre, chef de gouvernement de la Guinée, est auteur de deux ouvrages qui traitent respectivement des questions liées aux finances et à la géopolitique. Avec sa nomination, les Guinéens sortent enfin de l'auberge. Avec l'espoir que leurs attentes seront comblées.

M. CAMARA

PANEL

QUELQUES AVIS SUITE À LA NOMINATION DE LANSANA KOUYATÉ COMME PREMIER MINISTRE, CHEF DE GOUVERNEMENT

Aliou Diallo

« La nomination de Lansana Kouyaté à ce poste de chef de gouvernement, représente pour moi un réel plaisir et je lui souhaite bonne chance dans sa nouvelle mission qui s'annonce très difficile. Mais, je reste cependant très optimiste car l'homme a déjà fait ses preuves sur le plan international. Il a toutes les qualités qu'il faut pour assumer une telle responsabilité. »

Diallo cravate

« Je suis très content que la crise guinéenne ait trouvé une issue grâce à l'effort des syndicalistes. Je profite de votre passage pour rendre hommages à nos compatriotes qui ont perdu la vie lors de ces douloureux événements. Les Guinéens devront comprendre que la Guinée est une et indivisible. Par conséquent, ils devront arrêter de nourrir l'idée d'ethnocentrisme qui ne peut que faire du tort. La nomination de Lansana Kouyaté qui a déjà fait preuve non seulement à la CEDEAO, mais aussi aux Nations Unies, ne peut qu'être saluée et l'annonce d'un espoir tant souhaité par les Guinéens. La tâche qui l'attend est loin d'être aisée pour la simple raison que l'économie du pays est par terre si je puis dire ainsi. De plus, la société guinéenne est aujourd'hui gangrenée par la floraison des clans à laquelle, il devrait faire face. »

Kaba et Fomba Fofana

« Nous sommes heureux de la nomination de cet homme d'expériences qui a fait ses preuves sur la scène internationale. C'est une nouvelle ère qui commence en Guinée. Lansana Kouyaté est un homme capable de relever le challenge auquel il est confronté si jamais on lui laissait les mains libres et mettait tous les moyens à sa disposition. »

Diplomate sénégalais qui a
voulu garder l'anonymat

« Je trouve que la nomination de cet éminent diplomate comme premier ministre, est une bonne chose. Les Guinéens feraient mieux de se mettre au dessus de leur différend et permettre à l'homme de faire son travail paisiblement. Ceci dit, je salue de tout mon cœur la forte implication des structures d'intégration comme la CEDEAO pour la réinstauration de la paix en Guinée qui est fondamentale pour nous les pays africains en général, mais particulièrement ceux qui font frontière avec la Guinée. »

Diallo Alpha Amadou

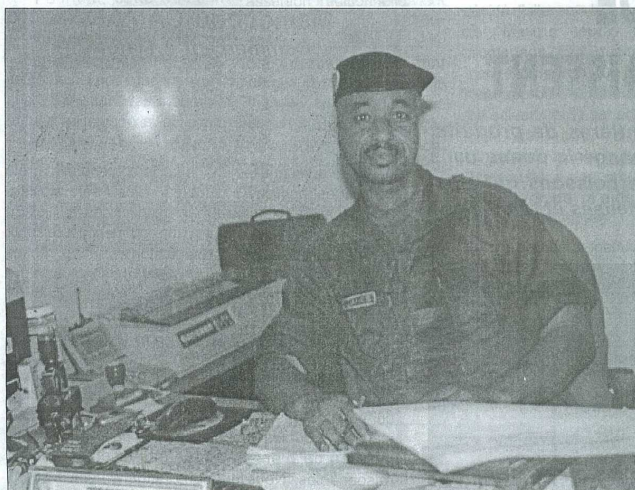
« Cet événement suscite un grand espoir pour moi. Ceci dit, je préfère rester prudent car j'ignore la personnalité de ce nouveau premier ministre. En tout cas, s'il a été nommé, ce qui explique qu'il mérite la confiance du peuple. Parlant du changement au pays, il est fondamental que le Guinéen mette fin à la corruption. Pour la nomination des membres de son gouvernement, je suggère qu'on lui laisse la latitude de choisir des personnes aptes à ses yeux et capables de répondre aux attentes des Guinéens. »

Propos recueillis par M'Mah Guilavogui et Sylla Dallayil

HOROYA - Quotidien national N°6461 du Mercredi 28 Février 2007

Annexe 2 : extrait de *Horoya* n°6460

RENCONTRE AVEC MAMADOU SIRADIOU DIALLO, CHEF DU PARC CONTAINER « EVITER DE FAIRE L'AMALGAME. IL Y AVAIT DÉJÀ DES CONTAINERS DE POISSON, DE BOIS, ... AU CTS »



Horoya : Selon certaines sources on fait état déjà de saisie de containers de poisson, d'huile rouge... Où en sommes-nous ?

Depuis l'Arrêté conjoint interdisant l'exportation et la réexportation de certaines denrées alimentaires, des produits forestiers et halieutiques, ici au Parc Containers des mesures ont été prises. Et cela au niveau des agents de sécurité, de consignation et des Compagnies de transports, de surveillance. Toutes les parties ont été responsables pour l'application de l'Arrêté conjoint Ministères de l'Agriculture, du Commerce et de la Pêche. Jusqu'à nos jours aucun produit cité par l'arrêté n'est sorti du Port de Conakry. C'est dire qu'il ne faut pas faire d'amalgame quant à la rumeur qui circule, qu'il y a eu saisie de containers. Il n'y a pas eu de saisie. Cependant avant que l'Arrêté ne tombe, il y avait déjà au CTS beaucoup de containers de bois, de poisson, de fer, de caoutchouc de Soguipah, de café et de cacao. Ce qu'il faut comprendre est que quand les clients ont

fait la procédure de dédouanement à l'export, ils ont un container vide, et font l'emportage, le lieu de dépôt de ces containers c'est le CTS. Le poisson provenant des bateaux de pêche est directement empoté dans des containers frigorifiques à l'intérieur du Port Containers

L'arrêté est-il rétroactif pour les opérateurs qui ont rempli déjà les formalités ?

Avant l'Arrêté, les opérateurs avaient déjà accompli certaines formalités. C'est au bout de ces formalités que ces containers sont entreposés au CTS. Toutefois l'Arrêté interdisant l'exportation et la réexportation ne fait pas cas ni de la rétroactivité, ni de la période transitoire. Ce qui veut dire que ces containers sont concernés par l'Arrêté.

Il faut savoir que l'acte ne parle que de produits, principalement le bois sous toutes ses formes, les produits halieutiques et dérivés, les produits alimentaires. Comme exemple de produits alimentaires on peut citer l'huile de palme

généralement exportée par les Guinéens vers les USA dans le cadre de l'AGOA (facilité que les USA accordent aux pays africains). A ce jour, le fer, le café, le cacao, le caoutchouc de Soguipah ne sont pas

SAISIE DE CONTENEURS AU PORT AUTONOME

QUI DIT VRAI ?

Interrogées sur l'éventuelle saisie la semaine dernière de conteneurs chargés de produits destinés à l'exportation, les autorités portuaires soulignent ne pas avoir saisi de conteneurs.

Et considèrent ce genre de propos comme étant des allégations sans fondement.

Pourtant, la télévision nationale a diffusé mercredi dernier pendant le journal de 20h 45 les images des conteneurs saisis, remplis de madriers et poissons

cités par l'Arrêté. Mais comme l'Arrêté ne parle pas de la rétroactivité, de clause transitoire, cela veut dire que tous les containers qui sont au port qui étaient destinés à l'exportation sont concernés par l'Arrêté et ne sortent pas du pays.

Ces mesures n'ont-elles pas un impact négatif sur les recettes douanières ?

Les recettes à l'exportation ne sont pas aussi considérables comme on le pense. C'est une décision populaire il faut l'appliquer. Par ailleurs, la logique voudrait qu'un pays ne doit pas se nourrir seulement des produits de l'importation. Importer veut dire exporter les devises. Et quand on parle de balance commerciale c'est le rapport du prix de l'exportation sur le prix de l'importation. Encore faut-il qu'après l'exportation qu'on puisse rapatrier normalement les devises pour faire l'équilibre au niveau de la balance.

Aujourd'hui, nous dépendons de l'extérieur, l'import étant supérieur à l'export en valeur. Si toutes les exportations des produits alimentaires, forestiers, halieutiques passaient par un circuit bancaire régulier, et que les devises étaient rapatriées, la Guinée aurait pu bénéficier de beaucoup d'autres avantages.

Le mot à ajouter ?

Il faut chercher toujours à recouper l'information ou aller à la source. Quand les produits alimentaires sont à bon marché, c'est bon pour tout le monde. Nous sommes des agents économiques, notre rôle est de protéger l'économie en appliquant les textes. La Douane c'est une technique basée sur la réglementation, la loi, les décrets, les arrêtés, sur les Conventions internationales, de surcroît sur l'application des textes.

**Propos recueillis par
Lanciné Camara
Photo : Alhassane Bah**

Annexe 3 : extrait de Horoya n°6455

ACTUALITÉ

INVESTIR EN GUINÉE C'EST AUSSI L'AFFAIRE DES ASIATIQUES



Depuis quelques jours un groupe d'investisseurs asiatiques séjourne dans notre pays pour des expertises de marché. Afin d'effectuer paisiblement leur

séjour chez nous, ils ont été reçus en audience mercredi dernier par M. Eugène Camara, récemment nommé ministre d'Etat aux Affaires présidentielles. Cette visite de travail du groupe d'investisseurs asiatiques s'inscrit dans le cadre de l'implantation de son ONG "ON ASIA CLUB" en Afrique et ce, à travers la Guinée.

Lors de son intervention, Sato Yoji, président de l'ONG "ON ASIA CLUB", a exprimé sa satisfaction de l'accueil chaleureux et la confiance que le peuple de Guinée lui a accordé. Pour lui, la plus importante des priorités, est le renforcement de l'amitié entre la Guinée et son ONG. Surtout qu'à l'origine, son ONG a été fondée sur la base de l'amitié.

"Nous sommes certes en Afrique pour travailler, mais c'est pour aussi tisser des liens d'amitié avec les frères Africains. Si jamais la Guinée réussissait à nouer le contact avec les

Asiatiques, il aurait une sorte d'interaction entre les deux parties en terme d'échange de beaucoup de choses, et surtout d'investissement. Et cela pourrait évidemment drainer beaucoup d'autres opportunités", a tenu à préciser le président de l'ONG.

Dans un souci de tranquilliser les visiteurs et au nom du chef de l'Etat, M. Eugène CAMARA, a salué dans un premier temps l'initiative des amis Asiatiques, avant d'exprimer son empressement de voir l'ONG s'installer incessamment en Guinée pour le bonheur de tous. Le ministre d'Etat aux Affaires présidentielles, a conclu son intervention en rassurant le chef de la délégation asiatique du soutien et de la détermination du Président de la République pour la promotion de l'investissement en Guinée.

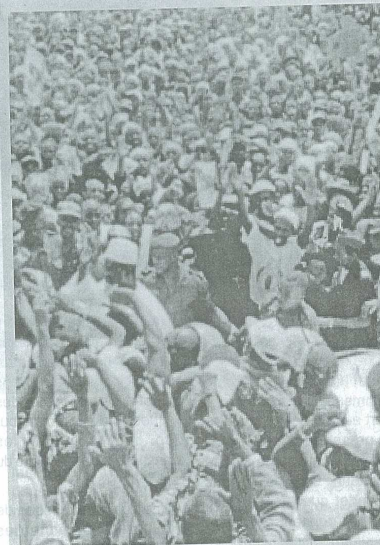
Basény Sylla

LA PATRIE D'ABORD !

Mercredi dernier, dans tous les lieux publics de Conakry, c'est le commentaire suivant qui était sur toutes les lèvres. "Le site Kibaro vient de publier un article annonçant le refus du président à nommer un premier ministre comme convenu entre lui et les syndicalistes". Les auteurs de cette fausse rumeur croyaient pouvoir perturber une fois encore la quiétude du peuple de Guinée. Ils peuvent se déromper parce que le Guinéen discerne toujours face à une telle situation.

Et notre discernement a finit par donner des résultats convainquants puisqu'au moment où l'information de nature à intoxiquer les esprits prenait de l'ampleur, le président fidèle à ses engagements et au bien-être de ses concitoyens, s'appretait à rendre public les prérogatives du prochain chef de gouvernement.

Certes, aujourd'hui nous vivons dans une précarité qui ne dit pas son nom malgré l'abondance de nos potentialités, mais évitons de tomber dans le piège des malintentionnées qui ne cherchent qu'à attiser le feu. Nul n'ignore les conséquences désastreuses des dix huit jours de grève passée qui a paralysé le pays, causant par la même occasion des pertes en vies humaines et en



matériels. Suite à la grève, sur le plan économique l'heure est au bilan. Jusque là, les pertes occasionnées par la grève n'ont pas été estimées. Toutes ces raisons devraient nous donner à réfléchir en ce sens que nous n'avons pas intérêt à brûler notre beau pays comme c'est le cas dans certains pays dont les ressortissants viennent se réfugier chez nous. Parce qu'en Guinée, il y a la paix malgré la pauvreté. La guerre n'a jamais conduit au bonheur. Au contraire, c'est toujours le regret.

En tout cas, la grève passée était de bonne guerre parce qu'elle a permis à chacun de tirer une bonne leçon. Les responsabilités étant ainsi situées, remettons nous au travail pour l'édification d'une nation guinéenne digne du nom. L'amour de la patrie d'abord !

Mamadi CAMARA

HOROYA
Quotidien national

Tél: 30 47 81 178.P.191 Conakry, RG
Siège: Boulbinet Com. de Kaloum

REDACTEUR EN CHEF
Fassiri CAMARA
Tél: 60 29 08 19

**REDACTEUR EN CHEF
ADJOINT**
Mamady Wasso KEITA
Tél: 60 52 80 19

SECRETARE GENERAL
Mamadi CAMARA
Tél: 60 29 50 82

**SECTION REDACTION
NATIONALE**
Ibrahima Sona DIALLO
Tél: 60 34 31 11

**SECTION REDACTION
INTERNATIONALE**
Soran TRAORE
Tél: 60 54 84 39

**SECTION CULTURE
ET SPORTS**
Daouda Tamsir NIANE
PAO
HOROYA
IMPRESSION
NIK

Annexe 4 : extrait du Lynx n°780



POLITIQUE



Babangida face aux syndicaux

Ça mars, pour bientôt !

Le 22 mars, Ibrahim Babangida, le médiateur de la CEDEAO et Mohamed Ibn Chambas, le Président de la Commission de la CEDEAO étaient à Cona-cris. Ils ont été accueillis à l'aéroport de Gbessia par le Mamadickament Condé de nos Affaires Étrangères. Celui-ci a conduit aussitôt Babangida chez le Kou-raté de notre Primature pour un tête à tête. L'hôte de marque (déposée) s'est rendu ensuite au Palais du Peuple où l'attendaient les syndicats, les partis politiques, les sociétés civiles, Pat onat et confessions religieuses. Tout ce monde qui a fini de perdre patience avec Kou-raté qui n'accouche pas encore du nouveau gouvernement. Ibou Fofanah, le gourou de l'USTG, a déclaré au médiateur de la CEDEAO: "toute la population guinéenne est en train de s'inquiéter de la situation qui prévaut dans le pays dans la mesure où le Premier ministre a été nommé et le Gouvernement actuel pas dissout. Nous espérons que le Président va finalement accepter de dissoudre l'actuel Gouvernement, pour que le Premier ministre puisse rapidement mettre en place le nouveau Gouvernement". Et d'ajouter "aujourd'hui, il y a comme une gabegie entretenue par l'ancien gouvernement. Celui-ci s'entête dans les mêmes pratiques, malgré l'instruction du Premier

ministre de faire passer toutes les dépenses des départements à son niveau. Il y a des ministres qui continuent à fonctionner, à prendre des décisions, alors qu'ils ne sont plus ministres. Tout cela parce que le Président n'a pas accepté de signer le décret qui dissout l'actuel gouvernement. C'est ce qui crée le problème. Le mouvement syndical guinéen va continuer à jouer son rôle de gardien de

On continue à piller, à empierrer, à agresser partout à l'intérieur du pays. Si nos dirigeants actuels sont des vrais Guinéens, ils doivent rendre le tablier, parce qu'on ne peut pas haïr son pays à ce point. Nous ne voulons aucun ancien dignitaire dans la future nouvelle équipe gouvernementale". Youyou Diallo, président du Conseil National du Patronat n'est pas allé non plus avec le

rons que votre passage va abréger cette période". Lapin Doré de l'UPG, porte-voix des partis politiques présents, plus laconique que d'habitude:

"Nous sommes dans l'attente pour la mise en place du gouvernement de consensus. Quelqu'un a dit que la Guinée est une jungle, je ne suis pas d'accord. Dans la jungle, c'est le bien gouverné. La jungle est un ordre précis, immuable". Oussou Koutchouh Bah, président de l'UPR qui estime qu'il faut éviter de mettre la charrue avant les boeufs, s'est avisé: "Nous avons eu un décret portant attribution du Premier ministre chef du Gouvernement, nous avons eu également la lettre de mission. C'est vrai que la mise en place d'un gouvernement importe beaucoup, mais il faut que cette lettre de mission soit adressée à M. le Premier ministre afin qu'il s'en inspire pour élaborer son plan d'action".

Babangida a longuement écouté. Et avec un rien de précision, précha: "J'ai écouté le premier ministre très attentivement, je me suis rendu compte qu'il a une perception très claire de la plupart des questions que vous venez de soulever autour de cette table. Nous avons discuté de plusieurs choses, à savoir la structure que doit prendre le nouveau gouvernement, la mission que doit assumer ce Gouvernement et l'envergure même de ce Gouvernement de consen-

sus. Nous avons parlé de façon précise de la question de la transparence gouvernementale". Et Docteur Coué: "Nous sommes convaincus que le premier ministre est sur la bonne voie. Nous nous sommes rendus compte qu'il a une bonne vision de ce qu'il faut faire. Ce que je voulais vous demander, c'est de lui accorder un peu plus de temps. Il a besoin de votre temps et de votre compréhension".

Devant le multum de l'assistance, Babangida de conclure: "J'ai noté toutes vos doléances et toutes les questions que vous avez soulevées, et je vous rassure que très bientôt vous aurez des résultats émanant de notre discussion d'aujourd'hui". Ainsi choit-il.

Avant de quitter Cona-cris, Babangida a été convié à une petite cérémonie à la Chancellerie. Sory Doumoum, le Grand Chansonnier National de l'Ordre national du Kolatier, a élevé Babangida au rang "d'Officier de l'Ordre national du Kolatier". Une distinction honorifique taillée sur mesure commente Commandant le Fasciné Touré, Vice-Chansonnier de l'Ordre National du Mérite pour "remercier Babangida pour son rôle dans le règlement de la récente crise sociale en Guinée. Vous connaissez bien la place de la Cola dans la société traditionnelle africaine" a conclu le Fasciné.

Abou Bakr



la gouvernance, gardien de l'assainissement du système économique dans notre pays". Ben Sékou Sylla, le manitou du Conseil National des Organisations de la Société Civile d'apostropher Babangida "la Guinée est en lambeau. Il n'y a aucune autorité de l'Etat de Conakry à Yomou. Nous sommes comme dans la jungle. Chacun fait ce qu'il veut, chacun dit ce qu'il veut.

dos de la cuillère. "Le plus dur reste à faire. Au terme de 23 jours de consultations, l'accouchement paraît un forceps. Et ce climat crée des inquiétudes pour l'entreprise guinéenne. Nous sommes sortis de deux mois de grève, nous sommes entrés dans une période attentiste. C'est une période de mi grève, mi travail, calme mais improductive. Général Babangida, nous espé-

Les vérités du Kou-raté

La semaine dernière, sur les ondes de RFI, le PM Kou-raté avait édifié plus d'un auditeur, en affirmant que "Lansana Conté ne constitue pas un problème pour moi". Il a ainsi diplomatiquement dédouané Fory Coco que bien des Guinéens soupçonnaient d'être un frein à la formation du nouveau gouvernement tant attendu. "Pourquoi les gens voudraient-ils que j'ai des problèmes particuliers avec le Général Lansana Conté? Est-ce que c'est le fait d'avoir des problèmes avec le Lansana Conté qui va arranger nos problèmes?" s'est-il interrogé au micro d'un con(de) frère de la Télé-Coco.

A la question de savoir si c'est lui qui a dépêché l'opposant Badiou Banque Route, le manitou de l'UFDG, auprès du président Laurent Bravorié de Côte d'Ivoire, Le Kou-raté, d'infirmer. Pourquoi va-t-il envoyer un émissaire auprès du Président Laurent Gbagbo, alors qu'il passe beaucoup de temps avec ce dernier au téléphone? se dit-il. "Le Président Laurent et moi, se parlons souvent au téléphone. J'ai de bons rapports avec beaucoup de Chels d'Etat. Je n'ai pas besoin d'un intermédiaire pour parler avec eux". Après avoir intimé aux ministres périmés de s'abstenir de toutes dépenses dans

leurs départements respectifs, Le Kou-raté a encore brandi une seconde note de sévices le 23 mars, pour demander aux ministres d'arrêter les nominations intempêtes de cadres, dans les départements. Et cela "jusqu'à la composition du nouveau Gouvernement". Bien des citoyens trouvent certes que tous ces griefs du nouveau PM sont appréciables, mais "nous préférons le nouveau Gouvernement à tout ça. C'est ça l'essentiel, tout le reste n'est que accessoire". L'arrivée de Babangida a mis un peu de baume au cœur des impatients.

A. Bakr

Annonces et remerciements

Les familles Barry, Diallo, Fofana, Touré, Bah, Camara, Baldé, Souaré, Sissoko, Diop, Shahid, Sow et Sylla, parents, amis et alliés, remercient tous ceux qui ont compati à leur douleur lors du décès



de leur regretté fils, cousin, neveu, et ami Barry Boubacar. Né le 24 mars 1991 à Conakry de Mamadou Aliou Barry et de Mariama Diallo. Décédé le 10 mars 2007 à 02h30mn à

l'Hôpital Donka des suites d'accident de circulation. Il était généreux, affectueux, rassembleur, respectueux et compréhensif. Priions pour le repos de son âme.

Affiches Guinéennes
Journal d'Annonces Légales & Judiciaires et de Petites Annonces
Siège : Apt 3, 1^{er} Etage, Imm. Pont Belle-Vue, Dixinn
RCCM Kaloum : GC-KAL/011.719B/2006

Communiqué de presse

La Direction du journal **Affiches Guinéennes** porte à la connaissance des propriétaires de biens immobiliers ou de valeurs mobilières (actions, parts, etc.), des commerçants, des sociétés commerciales, des officiers publics, des auxiliaires de justice, des juristes d'entreprise, du public en général, que suivant arrêté n°319/M.J/CAB/06 du 3 juillet 2006, le journal **Affiches Guinéennes**, journal d'annonces classées et de publicité commerciale, a été agréé par le Ministre de la Justice pour publier des annonces légales sur l'ensemble du territoire de la République de Guinée.

Elle rappelle au passage qu'une annonce légale est une annonce dont la publication est prescrite par la loi et qui doit être réalisée dans un journal habilité par le Ministre de la Justice. De ce fait, les annonces publiées par **Affiches Guinéennes** sont, à l'instar des lois et règlements publiés par le **Journal Officiel**, et en application du principe selon lequel nul n'est censé ignorer la loi, réputées connues de tous et de chacun.

Au regard de ce qui précède, la Direction du Journal **Affiches Guinéennes** invite les uns et les autres, de façon régulière, à soit consulter le journal dans les gouvernorats, préfectures, sous-préfectures, mairies, maisons de CRD, et, dans un avenir proche, les légations de notre pays à l'étranger, ou un exemplaire de chaque édition est déposé à cet effet; soit à se procurer le journal dans les kiosques à journaux ou par abonnement.

PS: Il n'existe aucun lien entre le journal **Affiches Guinéennes** et "Les affiches de Guinée".

Annexe 5 : extrait du Lynx n°779

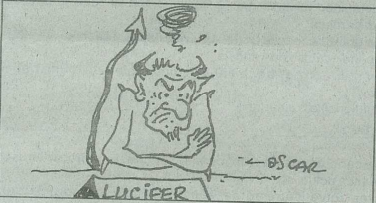


Juste un mot

Silence, on s'accroche !

Entré O.K. dans les manifestations de l'opposition contre les exactions du pouvoir de Harare, Morgan Tswangirai en est sorti K.O. Pendant que le Président Mugabé roulait carrosse et crânait devant les caméras de la télévision, son principal opposant quittait l'hôpital en chaise roulante. Chez nous au moins, on sait consoler avec des coups de Shapo.

Dimanche 11 mars, l'opposition zimbabwéenne a organisé une marche pacifique dans les rues de Harare, pour rappeler au jeune Robert Mugabe, âgé à peine de 83 ans, que les 27 ans de pouvoir qu'il a Mugabatement exercés, ont produit des résultats bien en deçà de ceux des colons britanniques. Et qu'il pouvait songer maintenant à arrêter les massacres. Il ne faut pas être un habitué des coulours du Gouvernorat de Conaeris pour comprendre qu'un président qui fait plus de vingt ans au pouvoir, ne peut alimenter sa capitale que de boue, de poussière, de lois anti-casseurs et de police anti-émeute.



En général, les hommes qui nous gouvernent adorent la paix. Mais, celle-ci s'accommode très peu de manifestations de rue et de balles en cacoutchouc. A mesure qu'ils avancent en âge et en acrobaties pour garder leur puissance, ils écrasent les opposants et toutes les oppositions, même les plus Mugabètes d'Afrique.

Au Zimbabwe, la police ne s'est pas privée de taper. Cette fois-ci, sur la tête et le patron de l'opposition. Les accusations sont quasi classiques. On lui a collé toutes les violences et toutes les casses du jour. Même si personne n'a songé à évaluer l'action des infiltrations... gouvernementales. Quand les télévisions du monde entier ont fait circuler l'image du massage de la police sur la tête et le reste du corps de Morgan Tswangirai à l'issue de la marche, Mugabéte

a fortement réagi aux condamnations unanimes qui, elles aussi, ont fait le tour du monde. On en aura même entendu les échos jusque dans les coulours les plus obscurs du ministère sud-africain des Affaires Etrangères. Où l'habitude ne constitue pourtant pas une seconde nature vis-à-vis de la politique répressive de Harare.

Le Président du Zimbabwe n'a pas tari de... conseils. Il a demandé à tous ceux qui ne sont pas contents d'aller se faire pendre. Si la production de l'industrie zimbabwéenne n'avait pas baissé tous azimuts, le jeune Bob Mugabé aurait fourni les cordes lui-même. Malheureusement, ce généreux président n'est même plus en mesure de fabriquer suffisamment de potences, pour traduire ses conseils dans les faits. Dieu sait qu'en matière de chagrin et de pendaisons, il a élevé le pays au rang d'une puissance régionale inégalée. C'est à peine s'il n'a pas breveté sa propre méthode du "Détruis-toi toi même".

Oh, non ! Les principes sont tout à fait nobles. Les colons britanniques avaient

Par Diallo Souleymane

POLITIQUE

La Cocoterie à l'ombre de Mamadou Scylla

La Primature dans l'attente

Présent, tout le monde est dans l'attente. Mais, au pays de Fory Coco, il n'y a rien de plus normal. Les Guinéens ont attendu des années pour déclencher une grève générale illimitée. Les jeunes ont attendu la fleur de l'âge pour tomber sous les balles des forces de sécurité. Les symboles de l'Etat dans le pays profond ont attendu la colère des Guinéens, pour montrer la déliquescence de l'Etat. La communauté internationale a attendu que les morgues fassent leur plein pour s'émouvoir. La CEDEAO a attendu des semaines pour demander à Babangida de se rendre à Cona-cris, en remplacement du Général Woba-Woba Sanjo du Nigeria, appelé à d'autres fonctions. Syndicats et société civile ont attendu que l'Assemblée nationale civilise son vote contre l'état d'urgence, pour parachever les négociations avec Fory Coco en vue d'une première sortie de crise. Eugène-le-pays est sorti du Gouvernement en y laissant beaucoup de plumes et tous les ministres. Le Kou-raté est entré avec une nouvelle espérance. Bonjour, les attentes ! L'homme par lequel tout cela est arrivé, sort aussi de son hibernation. Il s'appelle Mamadou le Scylla, de Dixinn-Bora. Avant d'aller en prison, il avait donné le maximum de lui-même, pour accélérer le marasme politique et économique du pays. M. Sylla s'est efficacement occupé des Premiers ministres de Fory Coco. La méthode en est simple. Il rôde à la Cocoterie pour dominer la Primature. Il a neutralisé Sidimé, chassé Fall et écrasé Cellou Dalein. Bon appétit, M. Kouyaté ! Seulement voilà... Le Kou-raté est fondamentalement différent de ses prédécesseurs, chef du

Gouvernement. Avec une feuille de route, des habitudes et des exigences. Non seulement il doit cohabiter avec le Président de la République, le chef du pays, mais il doit aussi avoir des comptes à rendre avec ses mandants, venus de tout le pays et de toutes les rues. Même Toto le sait, il lui faut un gouvernement à lui, issu d'un large consensus. Or, les ministres qu'il a trouvés sur place, sont ceux de Fory Coco. Le seul consensus qu'ils ont gardé jusque-là, demeure celui de ne pas partir. Eugène-le-pays ne doit pas être un bon pédagogue. S'il avait correctement expliqué à ces Excellences, qu'on ne peut pas être ancien et nouveau à la fois, elles n'auraient pas opposé une résistance aussi farouche à leur départ du gouvernement. En tout état de cause,

c'est encore M. Sylla de Dixinn-Bora. Qui continue de hanter et de heurter la Cocoterie. Les petits bavards du coin continuent de l'accuser d'avoir derrière la tête, quelques bonnes idées pour poursuivre la prédation habituelle. Au milieu de la semaine passée, il aurait enregistré des succès remarquables. En tout cas, la Cocoterie avait bien l'intention de demander au Kou-raté de procéder au paiement de quelque sept millions de dollars à M. Sylla. Un intrus qui a appris la nouvelle, s'est écrié : " Il est fou ce Sylla-là ". Erreur ! Sylla est en bonne santé. C'est nous qui sommes fous ! Pour preuve, le 17 mars encore, l'ex-Patron des Patrons guinéens, était en train de négocier sous l'arbre à palabres de la Cocoterie en vue de récupérer le fauteuil



dans un pays normal, la seule nomination d'un Premier Ministre implique la démission collective de l'ancienne équipe. La Guinée n'étant pas encore un pays normal, les ministres sont normalement restés à leurs postes. Mais cette Guinée-là n'est pas seulement un pays anormal, elle est également un pays illettré. Si on savait lire dans nos ministères, on aurait déjà aidé les anciens ministres à trainer cartons et casseroles vers les ex domiciles ministériels. Hélas ! Le dernier rempart qu'ils ont trouvé pour rester en place et faire du surplace,

du Patronat qu'un certain You You lui avait ravi la veille. Comme il ne croit pas aux urnes, il ne saurait constater qu'il a définitivement perdu le fauteuil du Patron des Patrons. Le seul qui lui reste à aménager sera celui du Patron du Patron. Qu'il le conquière en toute liberté. Personne n'y fera obstacle. Même pas le Kou-raté qui n'a plus beaucoup de temps à attendre. Soit il obtient la formation de son propre gouvernement, soit il part. De lui-même. Pour plus de sagesse. Voue n'y croyez pas ?

D.S

Opinion Euphorie et attentisme

En Guinée, l'heure est à l'attentisme. Il n'y a que les bidasses qu'on ne fait pas ou n'ose pas faire attendre. Les militaires ont vu leur salaire substantiellement relevé, alors qu'ils n'ont pas eu besoin de lever le pouce. Sans doute, pour les récompenser d'avoir massacré, humilié les populations par des pillages et des viols. Mieux, leur salaire a été servi à temps avec cette augmentation en prime. Quant aux travailleurs, notamment le grand contingent de la Fonction Publique, ils attendent toujours de percevoir leur maigre pécule, deux semaines après la suspension de la grève. Cela ressemble fort à une punition pour avoir osé manifester violemment et

à un moyen de dissuader toute nouvelle velléité de revendications. Pendant ce temps, les dirigeants syndicaux, beaucoup plus préoccupés à récolter des lauriers, baissent la garde. Le temps de la collaboration et de la mamaya, si chère à Mme Rabi Serah Diallo, prend subitement le pas sur la vigilance qui devrait être de mise. Le Premier Ministre, baignant dans cette ambiance euphorique, ronge son frein. Il attend le bon vouloir du Président Fory Coco, pour pouvoir mettre en place son Gouvernement. Pour passer le temps, Lansana Kou-Raté, face à l'opinion intérieure et extérieu-

re, procède à de vraies fausses consultations. Sa première instruction du vendredi 9 mars 2007, intime aux ministres à la peau dure, de ne procéder à aucun engagement financier sans son aval. Cette instruction, semble relever davantage d'un aveu d'impuissance à mettre fin à la fonction ministérielle de l'actuelle équipe gouvernementale. A cette allure, Lansana Kou-Raté risque encore d'attendre longtemps avant de pouvoir imprimer sa vraie marque à la vie économique et sociale du pays. Pauvre Guinée, qui n'en finit pas d'attendre et d'être le berceau des occasions perdues !

El Alpha

Annexe 6 : extrait du *Diplomate* n°227

ACTUALITÉ

NOMINATION D'UN PM A quoi joue le Chef de l'Etat ?

Fidèle à lui-même, le Chef de l'Etat guinéen continue, du moins quand nous allions sous presse, d'entretenir le suspens autour de la nomination du Premier ministre, chef de gouvernement recommandée par le protocole d'accord tripartite du 27 janvier dernier.

« L'homme intègre, patriote, compétent et aux mains propres », décrit par les centrales syndicales CNTG-USTG avant la suspension de la grève générale de 18 jours, reste encore une vue de l'esprit. Et rien ne montre que le Président de la République le Général Lansana Conté est pressé de le nommer. Déjouant ainsi les pronostics tout en aggravant davantage le doute collectif quant à sa réelle volonté d'apaiser la tension populaire. Une tension qui est loin d'être retombée après les 18 jours de grève largement suivie et qui s'est soldée par le bilan encore provisoire de plus de 90 morts et 200 blessés. Résultat de la répression barbare et inhumaine des manifestations de masse par les forces de l'ordre et de sécurité. Pourtant, après la publication du décret portant attributions du futur Premier ministre, le mercredi 31 janvier dernier, la nomination de ce dernier est apparue aux yeux de nombre de citoyens comme une question d'heures. Voilà que l'attente se prolonge et les interrogations se multiplient sans trouver réponse. Au point que les uns ne se limitent plus à se questionner sur l'identité de l'homme providentiel mais plutôt sur le respect par le Général Lansana Conté de son engagement de le nommer. Si les autres citoyens ne doutent pas du respect de cet engagement, ils s'inquiètent plutôt de la volonté de Conté à faciliter la tâche au futur Premier ministre. Une inquiétude qui se justifie par la



pluie de décrets qui s'abat ces derniers jours sur les Guinéens. Hormis la nomination d'ambassadeurs ou plutôt le jeu de chaises musicales enregistré au niveau d'une diplomatie arabis, le président de la République a placé vendredi dernier, un nouveau directeur à la tête du Port autonome de Conakry. Le placement de l'ancien conseiller à la présidence de la République, M. Oulaba Kabassan Kéita fait dire à certains analystes que le Chef de l'Etat est entrain de compenser la "perte" du contrôle de la Banque Centrale de la République de Guinée. En effet, aux termes du protocole d'accord du 27 janvier dernier, cette institution bancaire cesse d'être sous l'autorité directe de la Présidence de la République. L'envoi de cet homme de main au Port autonome qui représente l'une des plus grandes entrées financières pour l'Etat ne serait donc pas fortuit. Sans que ce décret, sauf erreur d'appréciation, est en contraction flagrante avec une des attributions du Premier ministre « qui nomme aux emplois civils ». Ce qui laisse penser que le Chef de l'Etat s'emploie déjà à miner le champ d'action du futur Premier ministre, chef de gouvernement. C'est à se demander si Lansana Conté ne joue pas à disqualifier ceux qui ont le profil du portrait-robot dressé par les syndicalistes. Car l'homme nouveau, que ces derniers appellent de

Talibé Barry

Déclaration de l'UFDG

La grève générale du 10 au 27 janvier 2007 est l'annonce d'un grand bouleversement politique et social en Guinée. En effet les grandioses manifestations à Conakry le 22 janvier 2007 sauvagement réprimées avec plus d'une cinquantaine de morts et des centaines de blessés constituent un tournant historique de l'évolution politique de la Guinée. Cette journée est l'expression de la détermination des Guinéens de marcher dorénavant sur le chemin de la liberté et de renouer avec l'espoir d'une vie meilleure.

Les Guinéens ont prouvé à la face du monde leur capacité collective à revendiquer leurs droits même au prix du sacrifice ultime. Dans toutes les villes de la Guinée, les populations par des manifestations, bravant les forces de l'ordre ont exprimé leur rejet du régime actuel et ont sollicité un changement politique radical. Les jeunes ont payé un lourd tribut durant ces 18 journées de grève générale. L'UFDG s'est impliquée activement dans le soutien à la réussite de la grève générale. De ce point de vue, nous exprimons nos vives félicitations à tous ceux qui ont contribué au succès de la grève générale. Nous nous inclinons devant la mémoire de tous ceux qui sont tombés sous les balles de la garde prétorienne renforcée par des mercenaires étrangers. Nous nous engageons à faire en sorte qu'ils ne soient pas morts pour rien. En initiant la grève générale, l'inter-centrale syndicale CNTG/USTG élargie à l'ONSLG et l'UDTG a donné une chance pour les forces vives et pour la Guinée. En décidant de porter ses revendications sur le plan politique, le mouvement syndical a créé une véritable unité nationale qu'il faut maintenant maintenir et renforcer. La nomination d'un premier ministre consen-



suel, chef de gouvernement est une brèche ouverte dans le système Conté. Toutefois les contraintes sont multiples et importantes :

Sur le plan institutionnel : il est important que la Loi fondamentale soit amendée afin de permettre au prochain Chef de gouvernement d'avoir les moyens légaux d'assumer ses fonctions conformément aux aspirations des populations guinéennes.

Sur le plan politique : la mise en œuvre des politiques permettant d'assurer la bonne gouvernance et engager des réformes en profondeur pour assainir les finances publiques se heurtera inévitablement aux intérêts occultes et mafieux qui vampirisent l'économie nationale. Or la principale revendication des journées de contestation populaire est l'éradication des facteurs de mal gouvernance dans les rouages de l'appareil administratif et économique de la Guinée. Les résistances au changement seront nombreuses et variées de la part des tenants du système actuel.

Sur le plan économique : le rétablissement des équilibres macro-économiques du pays exige des réformes structurelles importantes et à court terme des

mesures drastiques d'assainissement financier et monétaire sont impérieuses pour juguler l'inflation et rétablir la confiance avec les partenaires au développement. Ainsi un pacte social consolidant les acquis entre les futures autorités dirigeantes et les centrales syndicales est indispensable pour pouvoir concilier à la fois les exigences de la rigueur économique et la satisfaction de la plate-forme des revendications syndicales.

Enfin rien ne sera plus comme avant, la population guinéenne et notamment les jeunes qui sont trop longtemps étouffés et frustrés ont reconquis leur dignité et leur liberté depuis le 22 janvier 2007. Aussi le mouvement populaire de revendication pour un meilleur cadre de vie (santé, emploi, formation, pouvoir d'achat) va continuer à exercer de fortes pressions pour leur satisfaction immédiate. Les populations galvanisées par leurs succès n'hésiteront plus à descendre dans la rue pour se faire entendre.

Il est maintenant indispensable pour maintenir la dynamique ainsi créée et renforcer les acquis de mettre en place un cadre de concertation adéquat regroupant les principaux acteurs de la vie économique, politique et sociale du pays. Les forces vives de la nation doivent aussi conjuguer leurs efforts pour réussir à sortir rapidement de cette crise et remettre le pays sur les rails. La liberté ne se donne pas, il faut se battre pour la conquérir et la maintenir.

Le Président de l'UFDG

El Hadj Ba Mamadou

Conakry le 29 janvier 2007

DECLARATION DE L'U.P.G

Le Bureau politique national de l'U.P.G a suivi avec une très vive attention toutes les phases des négociations entamées entre les centrales syndicales (CNTG, USTG, ONSLG et UDTG) à l'occasion de la grève générale illimitée, observée strictement par l'ensemble du peuple de Guinée sur toute l'étendue du territoire national.

Le Bureau politique national de l'U.P.G approuve totalement et appuie les résultats de ces négociations qui constituent une étape importante vers le changement. Il adresse aux quatre centrales ses vives félicitations.

Le Bureau politique national a noté particulièrement que les points principaux des revendications et leurs résultats se sont clairement inscrits dans



le cadre du combat de toujours des Partis politiques de l'opposition notamment. C'est pourquoi les militants des partis politiques et de la société civile se sont jetés sans réserve dans les manifestations pacifiques à l'appel des centrales syndicales nationales. Le Bureau politique national déplore cependant les

violences de toutes sortes qui ont perturbé et endeuillé ces manifestants. Il s'incline pieusement devant la mémoire tragique de toutes les victimes.

Aussi, l'Union pour le Progrès de la Guinée (UPG) tient-il à apporter son ferme soutien sans réserve pour l'application de tous les points des accords dans l'intérêt exclusif de notre peuple.

Le Secrétaire Général du Parti

Hon. Jean Marie Doré

Conakry, le 1^{er} Février 2007

Lisez "Le Diplomate" sur les sites : www.lediplomateguinee.info

Annexe 7 : extrait de L'Indépendant

n°715

L'Indépendant N° 715

ACTUALITÉ

du jeudi 1er Mars 2007
Page 7

Prolongation de l'Etat de siège

Pourquoi le Groupe Parlementaire UPR a dit "NON"

La reconduction du mot de grève générale et illimitée sur l'ensemble du territoire national ne s'est pas faite sans incidents. Dont les plus graves ont conduit à de nouvelles tueries, des pillages et destructions d'édifices privés et publics. Au plus fort de ce qui devait devenir une contestation populaire, alors que les guinéens s'y attendaient le moins, le chef de l'Etat en vertu des prérogatives à lui conférées par la constitution décrétait pour la première fois de son magistère l'état de siège dans tout le pays. Ce qui aura hélas laissé des souvenirs assez amers aux Guinéens. Cet état de siège décrété le 12 février 2007 devait logiquement prendre fin le 23 février. Pour le reconduire, le chef de l'Etat avait nécessairement besoin de l'aval du parlement guinéen. Celui-ci s'est bel et bien réuni le vendredi 23 février 2007 pour examiner la doléance présidentielle. Mais à la surprise générale, ce fut un "NON" retentissant qui fut opposé à cette demande visant à prolonger l'état de siège. Il va de soi que dans ce refus, la position clairement affichée par le Groupe parlementaire de l'UPR, seul groupe de l'opposition présent au parlement, a été d'un apport non négligeable. Nous avons conséquemment décidé de vous livrer la teneur de la déclaration faite à l'occasion par l'Honorable Ousmane Bah, en sa qualité de Président du Groupe parlementaire UPR à l'Hémicycle.

DECLARATION du Groupe Parlementaire UPR

... Le 10 janvier 2007, les Centrales Syndicales CNTG - USTG élargie à l'ONLISG et à l'UDTG lançaient une grève générale illimitée à l'appel de revendications économiques et sociales d'une part, et institutionnelles d'autre part.

Le 22 janvier 2007 une marche pacifique organisée sur les principales artères de la capitale et des chefs lieux des Préfectures pour soutenir la grève, est violemment réprimée bilan : une soixantaine de morts et une centaine de blessés. Instauré le 20 janvier, le dialogue entre les Institutions Républicaines, le Conseil Religieux, le Conseil National du Patronat Guinéen et les centrales syndicales, se poursuivra jusqu'au 27 janvier 2007, date à laquelle un protocole d'Accord sera conclu entre les parties. Auparavant, un projet de Décret portant attributions du Premier Ministre chef du gouvernement, ainsi qu'un projet de lettre de mission du futur Premier Ministre seront élaborés et acceptés par Monsieur le Président de la République. L'adoption de ces différents actes conduira à la suspension de la grève générale à compter du 27 janvier 2007.

Dans l'attente de la mise en œuvre des dispositions du protocole d'Accord cité ci-dessus, l'opinion nationale enregistre la nomination le 9 février 2007, d'un Premier Ministre chef du Gouvernement en la personne de Monsieur Eugène Camara, précédemment Ministre d'Etat aux Affaires Présidentielles du Gouvernement en place. Cette annonce suscita immédiatement des troubles secouant la capitale Conakry et s'étendant à partir du 10 février 2007 sur l'ensemble du territoire national, Préfectures et Sous-préfectures comprises. La grève générale se transformait ainsi en une contestation populaire généralisée se traduisant par de nombreuses pertes en vies humaines, de centaines de blessés par balles, et des dégâts matériels extrêmement lourds avec destruction d'édifices publics et privés.

Cette situation conduira le Président de la République à décréter l'Etat de siège du 12 au 23 février 2007, à l'effet de rétablir l'ordre public.

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Notre institution siège en ce jour pour examiner la situation consécutive à cet Etat de siège, en vue de se décider de sa levée ou de sa prorogation.

Un regard rétrospectif porté sur les événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans tout le pays, atteste de la gravité et de la profondeur de la crise que nous traversons en ce moment. Régression politique, dégradation de l'économie nationale, détérioration du tissu social caractérisent cette crise.

Conséquences pour conséquentes, les populations guinéennes à bout de souffle prennent conscience de leur état, expriment leurs préoccupations et leurs inquiétudes, décident de manifester et de revendiquer leurs droits d'accéder à un niveau de vie et à des conditions de travail plus décentes. Toutes choses dont, nous devons à la vérité de rappeler les guinéens et les guinéennes ne bénéficient guère, en dépit de la qualité de leurs ressources humaines, de l'abondance, de l'importance, de la diversité des richesses que recèle tout le pays.

Monsieur le Président, Chers Collègues,

De cette tribune de l'Assemblée Nationale les Représentants du peuple que nous sommes et ce, toutes sensibilités confondues, n'avons eu cesse d'appeler de tous nos vœux à une meilleure gestion des affaires publiques de ce pays et une exploitation plus rationnelle des ressources naturelles au profit de toutes les populations guinéennes.

La crise que nous percevions tous avec sans doute des visions différentes, moins marquée à ses débuts, s'est aggravée d'année en année au point de conduire le pays dans la situation chaotique qu'il vit aujourd'hui.

A présent que le péril est bel et bien là et que la Nation se trouve à la croisée des chemins, l'obligation du changement s'impose. Pour sa part, l'UPR à travers sa Direction Nationale et son Groupe parlementaire a toujours dénoncé les dérapages et tiré la sonnette d'alarme et face aux conséquences désastreuses de la gestion des affaires du pays. Mais hélas, l'écoute et l'attention

n'ont jamais été au rendez-vous.

Monsieur le Président, A cet effet, nous souhaiterions rappeler à votre souvenir les termes de la lettre ouverte que le Groupe parlementaire de l'UPR vous adressait dès le 9 janvier 2007 en rapport avec la grève.

Cette lettre ouverte fondée sur une analyse critique de la situation préconisait un ensemble de mesures à prendre pour sortir de la crise. Elle servira de feuille de route plus tard, lorsque le dialogue s'instaurera avec les syndicats.

Notre participation et notre contribution à cette concertation ont été effectives. Aujourd'hui, que nous sommes rendus à la situation de blocage dans la concertation des parties, c'est en toute responsabilité que nous dirons que l'Etat de siège dont il est question n'est nullement la solution.

En effet, l'Etat de siège a permis de rétablir un calme précaire sur fond d'insécurité permanente et d'angoisse, il a servi de prétexte à certains éléments des forces de l'ordre pour mener une véritable politique d'inquisition et de chasse aux sorcières, entraînant de nouvelles pertes en vies humaines, des dégâts matériels considérables, des perquisitions à domicile avec vols, viols et arrestations ciblées. Ainsi les efforts déployés pour le rétablissement de l'ordre public ont été assombris par toutes sortes d'exactions qui les ont accompagnés.

Pour réparer du bon pied nous devons revenir à l'ordre normal, celui-là que les guinéens connaissent le mieux.

Nous déplorons les nombreuses pertes en vies humaines, les dégâts matériels importants. Si avec le temps, l'effort national permettra de remettre en état ces édifices, il n'est pas de notre pouvoir malheureusement de redonner vie à nos compatriotes décédés, victimes de la repression des forces de l'ordre.

Le Groupe Parlementaire de l'UPR tient à saisir cette occasion solennelle pour s'incliner à nouveau pieusement devant la mémoire des nombreuses victimes innocentes et adresser aux familles endeuillées ses condoléances émus. La présente Session Extraordinaire de notre Assemblée Nationale a la lourde et périlleuse mission de donner son avis sur une

éventuelle prolongation de l'Etat de siège.

- Considérant que l'Etat de siège n'a permis de régler aucun des points litigieux entre Grévisistes et Pouvoir Exécutif ;

- Considérant que l'Etat de siège continue de paralyser l'appareil économique du pays tout entier ;

- Etant donné que cette paralysie générale de l'économie nationale met en danger la survie des citoyens les plus démunis et les plus vulnérables ;

- Notant la nécessité impérieuse pour les syndicats et les autres protagonistes du mouvement de se réinventer, de se concerter avec leurs bases respectives, en toute légalité ;

- Rappelant que l'Etat de siège ne devrait être qu'une rare exception et de courte durée dans tout pays qui se veut un Etat de droit ;

- Considérant par ailleurs, que notre Auguste Assemblée a

vocation de légiférer et de faire respecter la loi en toute circonstance ;

- Considérant que les problèmes litigieux ne peuvent être résolus que dans le cadre du dialogue et de la concertation.

Le Groupe Parlementaire de l'UPR se prononce contre toute prolongation de l'Etat de siège.

Il recommande de privilégier le dialogue et la concertation et de respecter les engagements souscrits notamment ce Protocole d'Accord du 27 janvier 2007 conclu entre la médiation le gouvernement, le Conseil national du patronat guinéen et les Centrales Syndicales. Il demande aussi au Gouvernement et à toutes les forces démocratiques de ce pays d'œuvrer de concert pour rétablir le climat de confiance indispensable à toute entreprise de développement.

Conakry, le 23 février 2007
Le Groupe Parlementaire de l'UPR

COMMUNIQUE DE PRESSE

SECONDE MISSION DE L'ENVOYÉ SPECIAL DU PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO EN GUINEE

L'Envoyé Spécial du Président En Exercice de la CEDEAO, le Général (er) Ibrahim Badamasi BABANGIDA, ancien Président de la République du Nigeria, accompagné du Dr Mohamed Ibn CHAMBA, Président de la Commission de la CEDEAO, et du Sénateur Lawan GUBA, Ministre d'Etat au Ministère d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères du Nigeria, s'est rendu pour la seconde fois à Conakry, en République de Guinée, le jeudi 22 février 2007, en vue d'entamer les consultations visant à contribuer à la sortie de crise.

Suite aux consultations avec son Excellence, le Général Lansana CONTE, Président de la République, le Premier Ministre Monsieur Eugène CAMARA, les Chefs des Institutions Républicaines, l'Inter-Religieux, la Société Civile, les représentants des Centrales Syndicales, le Patronat, les partis politiques, les Ambassadeurs de Nations Unies et de l'Union Européenne, a fait des propositions de sortie de crise, qui ont été acceptées par toutes les parties concernées.

Par conséquent, il a été convenu ce qui suit :

- le Président de la République a accepté de nommer un nouveau Premier Ministre de consensus, issu d'une liste de cinq candidats, dont trois présentés par les Centrales Syndicales et deux par la Société Civile ;
- le Premier Ministre sera un technocrate, apolitique jouissant d'une bonne réputation et une expérience internationales ;
- les centrales syndicales ont présenté trois candidats ;
- la Société Civile a également présenté deux candidats ;
- les centrales syndicales ont décidé de suspendre le mot d'ordre de grève sur toute l'étendue du territoire national et appellent tous les travailleurs à reprendre le travail pour compter du mardi 27 février 2007 ; la journée de Lundi 26 février sera consacrée à une large dissémination de l'information et du retour sur les lieux de travail
- le Président de la République procédera aux consultations d'usage afin de nommer un Premier Ministre, avant le vendredi 02 mars 2007 à partir de la liste des cinq candidats présentée ;
- dans ce cadre, l'Envoyé Spécial le Général Ibrahim BABANGIDA, reviendra à Conakry le 02 mars 2007, afin de rencontrer son frère et ami, le Général Lansana CONTE
- la CEDEAO et en particulier l'Envoyé Spécial le Général Ibrahim BABANGIDA se porte garant moral de cet accord.

La CEDEAO appelle toutes les parties prenantes à coopérer en toute bonne foi à la mise en œuvre des accords du 27 janvier 2007, afin que la Guinée retrouve la paix et le retour à une vie normale.

La CEDEAO appelle la Communauté Internationale à apporter son soutien à la République de Guinée, dans le cadre de la mobilisation de ressources financières indispensables à son développement

La CEDEAO remercie le Général Lansana CONTE, Président de la République de Guinée, pour sa grande disponibilité, son engagement en faveur de la paix dans le pays, et sa volonté de créer les conditions idoines au développement de son pays.

La CEDEAO lance un appel à tous les guinéens à renforcer les bases de l'unité nationale pour une Guinée unie et prospère.

Annexe 8 : Extrait de L'Indépendant n°713

L'Indépendant N° 713

ACTUALITE

du jeudi 1er Fév. 2007
Page 15

PROCES VERBAL DE NEGOCIATION SUITE A LA GREVE GENERALE DE L'INTER CENTRALE CNTG-USTG ELARGIE A L'ONSLG ET L'UDTG DECLENCHEE LE 10 JANVIER 2007

Suite à l'avis de grève générale et illimitée du 2 janvier 2007 adressé au Gouvernement et au Conseil National du Patronat Guinéen par l'Inter Centrale CNTG-USTG, une négociation a été ouverte entre les représentants du Gouvernement et ceux de l'Inter Centrale CNTG-USTG, élargie à l'ONSLG et à l'UDTG.

La négociation a porté sur les différentes propositions du Syndicat à son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, le Général LANSANA CONTE : cette négociation a été facilitée grâce aux trois audiences successives que le Président de la République a bien voulu accorder au Syndicat.

Les travaux se sont déroulés sous la médiation des Présidents des trois Institutions Républicaines à savoir, l'Assemblée Nationale, la Cour Suprême et le Conseil Economique et Social.

La facilitation a été assurée par les Chefs Religieux du Conseil Chrétien de Guinée et du grand Imam de la Mosquée Fayaal.

La négociation a porté sur les points ci-près :

1. De la mise en place d'un Gouvernement de large consensus, dirigé par un Premier Ministre, Chef du Gouvernement :

Le Président de la République a accepté de nommer un Premier ministre Chef de Gouvernement en vertu des dispositions que lui confère l'Article 39 de la Loi Fondamentale. Le Projet de Décret portant attributions du Premier Ministre ainsi que sa Lettre de Mission ont reçu l'approbation du Chef de l'Etat. Ce Premier Ministre dont la nomination interviendra dans les prochains jours, doit être un haut cadre civil, compétent, intègre et qui n'a été ni de près ni de loin impliqué dans des malversations.

2. Du respect du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs :

Le respect de la séparation des pouvoirs étant consacré par la loi, les parties en présence conviennent de son strict respect. A cet effet, la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics doit être une priorité du Gouvernement. A ce titre, l'action judiciaire déjà engagée contre tous les prédateurs de l'économie nationale doit être poursuivie, notamment à l'encontre des sieurs Mamadou Sylla et Fodé Soumah sans aucune entrave.

3. Du soutien du pouvoir d'achat des populations et des travailleurs

a) De la réduction du prix du carburant à la pompe :

S'agissant de la réduction du prix du carburant à la pompe, les parties en présence s'accordent sur le prix de GNF 4.300 par litre

pour tous les produits pétroliers à savoir l'essence, le gaz oil et le pétrole lampant. Ces nouveaux prix entrent en vigueur le 1^{er} février 2007.

b) De l'arrêt immédiat des exportations des denrées alimentaires et des produits halieutiques et forestiers :

L'arrêté conjoint des ministres en charge du Commerce, de la Pêche et de l'Agriculture portant interdiction d'exportation et de réexportation des produits agricoles, vivriers, forestiers, de l'élevage, halieutiques et pétroliers est déjà signé et publié. Les parties en présence ont demandé une large diffusion et une application stricte des dispositions dudit arrêté. Cette mesure est valable de janvier à décembre 2007.

c) Du relèvement de la pension de retraite sur la base de 80% du salaire indiciaire et son paiement mensuel :

Les parties conviennent du relèvement de l'assiette de calcul de la pension de retraite de 60% en 2007 et de 70 à 80% en 2008. La valeur monétaire du point d'indice des agents de la Fonction Publique admis à faire valoir leurs droits à la retraite passe de 162 à 182 points en 2007.

L'écart entre la valeur monétaire du point d'indice des agents à la retraite et ceux en activité sera corrigé avant fin 2009.

d) De la réduction du prix du riz à 70.000 FG le sac de riz de 50kg :

Les parties en présence s'accordent de fixer le prix du sac de riz de 50 kg à 87.500 GNF pour la zone de Conakry à compter du lundi 29 janvier 2007 et en vente libre pour toute la population. Pour l'intérieur du pays, le prix sera majoré du coût du transport sur la base de la tonne kilométrique. Les parties conviennent de mettre en place une commission paritaire permanente chargée du suivi de l'évolution du prix du riz sur le marché international en vue d'éventuels réajustements sur le marché local.

Ce comité sera composé de représentants du Gouvernement, du Patronat, de l'Inter Centrale et des Importateurs.

4. De l'application intégrale des protocoles d'accords

a) Du rétablissement de la valeur de la monnaie et du rapatriement des devises par les opérateurs économiques guinéens et les sociétés minières :

Vu l'importance de cette question, les parties conviennent de la réserver au mandat du Premier ministre conformément aux dispositions de l'Article 8 du Projet de Décret portant attributions du Premier ministre. Les parties en présence prennent acte de la communication faite par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des finances relative à sa circulaire de

juillet 2006 adressée au ministère des Mines et de la Géologie pour le rapatriement des chiffres d'affaires des sociétés Minières. Toutefois les parties conviennent de :

La révision des statuts de la Banque centrale de la République de Guinée, BCRG, en vue entre autre, de modifier la composition actuelle du Conseil d'Administration dont la présidence ne sera plus assurée par le Gouverneur.

L'indépendance de la BCRG vis-à-vis de la Présidence de la République ;

La révision de certaines conventions minières, halieutiques et forestières.

L'Inter Centrale et le Patronat seront associés à toutes ces révisions et aux négociations futures d'établissement de nouvelles conventions,

b) Du relèvement de l'âge de la retraite :

Les parties en présence conviennent que cette question doit être définitivement réglée avant fin avril 2007.

c) De la signature des textes d'application du statut particulier de l'Education :

Les parties en présence conviennent de la prise en charge en 2007 de 28 points sur les 53 prévus par le statut en faveur des enseignants et chercheurs du système éducatif et les 25 restants en 2008.

S'agissant des primes et indemnités prévues par le statut Particulier de l'Education, elles seront progressivement prises en charge en 2007 et 2008 après assainissement du fichier des personnels de l'Education.

d) De la protection sociale des travailleurs et la promotion de l'emploi des Jeunes :

La Commission constituée suite aux négociations de mars 2006 doit impérativement déposer son rapport au Gouvernement courant février 2007. S'agissant de l'emploi des jeunes, les parties invitent le Gouvernement et le Patronat, à mettre en place des mesures et mécanismes fiables pour la création et la promotion de l'emploi des jeunes. Elles invitent le ministère de la Fonction Publique à publier les résultats des concours de recrutement déjà organisés courant mars 2007.

e) De l'accélération de la migration des contractuels enseignants au FGA

Cette migration concernant les contractuels déjà engagés à la Fonction Publique doit être effective avant la fin du premier semestre 2007.

f) De l'arrêt des tracasseries policières

Les parties invitent le Gouvernement à prendre des mesures effectives pour mettre fin aux tra-

casseries policières à tous les niveaux.

Enfin :

Les parties en présence déplorent l'invasion, la destruction et la mise à sac de la Bourse de travail, l'occupation par les forces de l'ordre du siège du syndicat des transporteurs de Kindia ainsi que l'arrestation arbitraire des leaders syndicaux. Elles demandent la libération immédiate des locaux du syndicat de Kindia et demandent au Gouvernement et au Patronat la prise en charge des dommages causés à la Bourse de travail.

Tout en déplorant les actes de violence ayant entraîné le vandalisme, de nombreux blessés, des arrestations et des morts d'hommes, les parties s'inclinent pieusement sur la mémoire des victimes innocentes.

Les parties en présence invitent le Gouvernement à prendre en charge tous les blessés

Elle invitent à la libération immédiate de tous les détenus pour fait de grève conformément aux instructions du Président de la République, Chef de l'Etat.

Les parties en présence s'accordent sur la mise en place d'une commission d'enquête pour retrouver et sanctionner les auteurs d'extorsions pour que de tels actes ne se répètent plus jamais

Les parties en présence sont convenues qu'aucune menace de sanction, ni arrestation, ni mutation arbitraire ne sera menée contre aucun responsable syndical ou adhérent à la base pour fait de grève ; les salaires des agents de tous les secteurs pu-

blic, mixte et privé seront intégralement payés.

La signature de ce protocole rend nulle et de nul effet, toute procédure judiciaire engagée contre les leaders syndicaux.

Les parties en présence se réjouissent de l'esprit de confiance et de responsabilité qui a caractérisé la présente négociation.

Les parties en présence remercient les autorités religieuses pour leur apport de qualité et les invitent à continuer de jouer leur rôle de structure de veille pour prévenir et aider à résoudre les conflits sociaux en Guinée.

Fait à Conakry le 27 janvier 2007

Ont signé :

Pour l'Inter Centrale CNTG-USTG :

Hadja Rabiatou Sarah Diallo, Secrétaire Générale ;

Dr Ibrahim Fofana, Secrétaire Général

L'ONSLG : Elhadj Yamodou Touré, Secrétaire Général ;

PI/UDTG : Dr Abdoulaye Baldé, Secrétaire Général ;

Pour le Conseil National du Patronat : Elhadj Youssouf Diallo, Président PI du Conseil National du Patronat ;

P/le Gouvernement : Madikaba Camara, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Pour la Médiation : Honorable Aboubacar Somparé, Président de l'Assemblée Nationale

Ont signé :
Pour l'inter Centrale CNTG-USTG

PI/CNTG
Hadja Rabiatou Sarah DIALLO
Secrétaire Générale

PI/USTG

Dr Ibrahim FOFANA
Secrétaire Général

L'ONSLG
Elhadj Yamodou TOURE
Secrétaire Général

PI/UDTG

Dr Abdoulaye BALDE
Secrétaire Général

PI/le Conseil National du Patronat
El Hadj Youssouf DIALLO
Président PI du Conseil National du Patronat

P/le Gouvernement

Madikaba CAMARA
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Pour la Médiation

Honorable Aboubacar SOMPARÉ
Président de l'Assemblée Nationale

Annexe 9 : grille d'analyse

Nom du journal :
Date de parution :
Numéro:
Titre de l'article
Auteur de l'article :

1 Titre a-Surtitre b-Sous-titre c-Chapeau d-Intertitre	
2- Place de l'article dans le journal (page, rubrique)	
3-Longueur de l'article	
4-Thème principal de l'article	
5- Les mots et expressions clés	
6- La nature de l'information	
7- Le genre journalistique utilisé	
8-Les sources des informations	
9-L'occasion de publication de l'article	
10-La zone géographique concernée	
11- Les personnes évoquées	
12- Les points de vue exprimés	
13- Le point de vu de l'auteur	
14- La tonalité de l'article	
15- L'illustration a-nom de l'auteur de l'illustration b-genre de l'illustration c-ce que souligne l'illustration dans le texte	
Résumé de l'article :	

Table des annexes

Annexe 1 : extrait de <i>Horoya</i> n°6461	345
Annexe 2 : extrait de <i>Horoya</i> n°6460	346
Annexe 3 : extrait de <i>Horoya</i> n°6455	347
Annexe 4 : extrait du <i>Lynx</i> n°780.....	348
Annexe 5 : extrait du <i>Lynx</i> n°779	349
Annexe 6 : extrait du <i>Diplomate</i> n°227.....	350
Annexe 7 : extrait de <i>L'Indépendant</i> n°715.....	351
Annexe 8 : Extrait de <i>L'Indépendant</i> n°713.....	352
Annexe 9 : grille d'analyse.....	353

Table des tableaux

N°1 : Présentation des journaux.....	146
N°2 : nombre d'articles contenant les expressions syndicalistes ou grève.....	148
N°3 : nombre de pages consacrées à l'évènement par <i>Le Lynx</i>	159
N°4 : nombre de pages consacrées à l'évènement par <i>Le Diplomate</i>	159
N°5 : nombre pages consacrées à l'évènement par <i>L'Indépendant</i>	160
N°6 : nombre de pages consacrées à l'évènement par <i>Horoya</i>	160
N°7: Aspect écrit du support médiatique.....	174
N°8 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par <i>Le Lynx</i>	206
N°9 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par <i>L'Indépendant</i>	206
N°10 : nombre d'articles consacrés à l'évènement par <i>Le Diplomate</i>	206
N°11 : nombre d'article consacrés à l'évènement <i>Horoya</i>	206
N°12 : récurrence des descripteurs thématiques.....	227
N°13 : les genres journalistiques dans <i>L'Indépendant</i>	244
N°14 : les genres journalistiques dans <i>Le Diplomate</i>	245
N°15 : les genres journalistiques dans <i>Le Lynx</i>	245
N°16 : les genres journalistiques dans <i>Horoya</i>	246

Table des illustrations

Illustration n°1. Carte de la Guinée.....	46
Illustration n°2 : page d'accueil du site guineenews.org.....	86
Illustration n°3 : page d'accueil du site guineenews.org (suite).....	87
Illustration n°4 : page d'accueil du site le diplomate.com.....	92
Illustration n°5 : page d'accueil du site le diplomate.com (suite).....	93
Illustration n°6 : page d'accueil du site lejourguinee.com.....	94
Illustration n°7 : rubrique actualité du site lejourguinee.com.....	95
Illustration n°8 : rubrique actualité du site lejourguinee.com.....	96
Illustration n°9 : page d'accueil du site guinneactu.info.....	96
Illustration n°10 : page d'accueil d'agp.info.....	98
Illustration n°11 : rubrique actualité d'agp.info.....	99
Illustration n°12 : rubrique actualité d'agp.info (suite).....	100
Illustration n°13 : page d'accueil d'agpguinee.com.....	101
Illustration n°14 : page d'accueil d'agpguinee.com (suite).....	101
Illustration n°15 : rubrique présentation d'agpguinee.com.....	102
Illustration n°16 : page d'accueil d'africanewsmag.com.....	103
Illustration n°17 : page d'accueil du site africanewsmag.com (suite).....	103
Illustration n°18 : rubrique d'actualité d'africanewsmag.com.....	105
Illustration n°19 : page d'accueil du site aminata.com.....	105
Illustration n°20 : page d'accueil actualité du site aminata.com (suite).....	107
Illustration n°21 : rubrique actualité du site amina.com (suite).....	107
Illustration n°22 : page d'accueil du site nlsguine.com.....	109
Illustration n°23 : extrait de <i>L'Indépendant</i>	164
Illustration n°24 : extrait du <i>Diplomate</i>	165
Illustration n°25 : extrait du <i>Diplomate</i>	166
Illustration n°26 : extrait de <i>Horoya</i>	167
Illustration n°27 : extrait du <i>Lynx</i>	168
Illustration n°28 : extrait du <i>Lynx</i>	169
Illustration n°29 : extrait de <i>L'Indépendant</i>	178

Illustration n°30 : extrait de <i>l'Indépendant</i>	180
Illustration n°31 : extrait de <i>Horoya</i>	181
Illustration n°32 : extrait du <i>Diplomate</i>	183
Illustration n°33 : extrait de <i>L'Indépendant</i>	185
Illustration n°34 : extrait du <i>Diplomate</i>	187
Illustration n°35 : une du <i>Diplomate</i>	209
Illustration n°36 : une du <i>Diplomate</i>	210
Illustration n°37 : une du <i>Diplomate</i>	211
Illustration n°38 : une de <i>L'Indépendant</i>	212
Illustration n°39 : une de <i>L'Indépendant</i>	213
Illustration n°40 : une de <i>L'Indépendant</i>	214
Illustration n°41 : une de <i>L'Indépendant</i>	215
Illustration n°42 : une du <i>Lynx</i>	216
Illustration n°43 : une du <i>Lynx</i>	217
Illustration n°44 : une du <i>Lynx</i>	218
Illustration n°45 : une du <i>Lynx</i>	219
Illustration n°46 : une du <i>Lynx</i>	220
Illustration n°47 : une de <i>Horoya</i>	221
Illustration n°48 : une de <i>Horoya</i>	222
Illustration n°49 : une de <i>Horoya</i>	223
Illustration n°50 : une de <i>Horoya</i>	224
Illustration n°51 : une de <i>Horoya</i>	225
Illustration n° 52 : les forces armées dans la grève	283
Illustration n°53 : défilé militaire	283
Illustration n°54 : photographie d'Ibrahima Fofana secrétaire général de l'USTG	285
Illustration n°55 : photographie des secrétaires généraux de la CNTG et l'USTG	285
Illustration n°56 : manifestation de joie des syndicalistes après obtention d'un accord.....	286
Illustration n°57 : les secrétaires généraux des principaux syndicats brutalisés	287
Illustration n°58 : soutien des syndicats aux victimes de la répression	288
Illustration n°59 : soutien des syndicats aux victimes de la répression (suite)	289
Illustration n°60 : Foudé Bangoura en compagnie du président Conté.....	290
Illustration n°61 : Image d'archive du président Conté	290
Illustration n°62 : le président Conté lors d'un discours	291
Illustration n°63 : visite d'Abdoulaye Wade en Guinée	292

Illustration n°64 : arrivée de Lansana Kouyaté nouveau premier ministre en Guinée	293
Illustration n°65 : le nouveau chef du gouvernement devant les médias	294
Illustration n°66 : le nouveau chef de gouvernement devant les médias (suite)	295
Illustration n°67 : Lansana Kouyaté chez les syndicalistes.....	295
Illustration n°68 : le Général Babangida devant les médias.....	296
Illustration n°69 : Alpha Oumar Konaré	297
Illustration n°70 : Nino Vierra	297
Illustration n°71: image d'une victime de la répression couchée à même le sol dans un hôpital	298
Illustration n°72: image d'une victime de la répression étendue à même le sol dans un hôpital	299
Illustration n°73 : image de la carte scolaire de l'une des victimes	299
Illustration n°74 : une victime avec le bras cassé.....	300
Illustration n°75 : une autre victime de la répression dans une chambre d'hôpital	301
Illustration n°76 : Illustration de la cherté des produits vivriers dans <i>Le Diplomate</i>	302
Illustration n°77 : l'or noir	303
Illustration n°78 : la cherté des produits vivriers dans <i>Horoya</i>	304
Illustration n°79 : la cherté des produits vivriers dans <i>Horoya</i> (suite).....	304
Illustration n°80 : la cherté de la vie dans <i>Horoya</i> (suite).....	305
Illustration n°81 : manifestation populaire.....	306
Illustration n°82 : manifestation populaire (suite).....	307
Illustration n°83 : l'impassibilité du président	309
Illustration n°84 : attachement de Conté à son fauteuil présidentiel.....	310
Illustration n°85 : la situation catastrophique du pays dans l'imaginaire nationale.....	311
Illustration n°86 : une tache immense pour le future premier ministre.....	312
Illustration n°87 : la répression des manifestations.....	313
Illustration n°88 : réaction du gouvernement face à la répression	314
Illustration n°89 : la déconnexion du président des réalités du pays	315
Illustration n°90 : la déconnexion du président des réalités du pays (suite)	315
Illustration n°91 : la déconnexion du président des réalités du pays (suite)	316
Illustration n°92 : les dignitaires religieux dans le processus de résolution de la crise	317
Illustration n°93 : frayeur du président face à l'aggravation de la crise	318
Illustration n°94 : frayeur du président face à la réaction des représentants d'organismes internationaux.....	319

Illustration n°95 : solitude du président	320
Illustration n°96 : le désamour du président	321
Illustration n°97 : embarras du président	321
Illustration n°98 : le président Conté entre 1984 et 2006.....	323
Illustration n°99 : Inquiétude du nouveau premier ministre	323
Illustration n°100 : Président, père de la nation	324
Illustration n°101 : le premier ministre fait du ménage dans l'administration nationale.....	325
Illustration n°102 : le fardeau du pays	326
Illustration n°103 : finances ou droits de l'homme ?	326
Illustration n°104 : le président et le gaspillage des biens publics.....	327
Illustration n°105 : les efforts du premier ministre	328
Illustration n°106 : Lansana Kouyaté et la CEDEAO pour sauver la Guinée.....	329

TABLE DES MATIERES

<i>Sommaire</i>	3
<i>Introduction</i>	5
Objet d'étude.....	5
Choix du sujet.....	7
Problématique.....	7
Hypothèses.....	9
Cadre théorique.....	11
L'approche compréhensive.....	12
L'approche sémiotique.....	15
Méthodologie.....	19
Corpus.....	22
Etat présent des recherches.....	23
Plan.....	24
PREMIERE PARTIE : Approche conceptuelle et contextuelle	26
Chapitre I- Analyse conceptuelle	27
I-Notion de médias.....	27
1-Influence et économie des media	28
3-La révolution des NTIC.....	33
II-La notion de crise.....	34
1 - Crise économique :	36
2 - Crise sanitaire	37
3 - Crise politique	38
Chapitre II- Présentation de la Guinée	40
I-Géographie, climat et population.....	40
II-Aperçu historique.....	42
III-Administration et fonctionnement du pays	43
1-Economie	43
3-La coopération internationale	46
Chapitre III- Le paysage médiatique guinéen	47

I-Etat des lieux du paysage médiatique guinéen	47
II- Les sources d'information	48
1- Presse écrite, radio et télévision.....	49
2- L'Agence guinéenne de Presse AGP	69
3- Internet et les TIC	69
-Analyse des sites d'information guinéens	75
III-Enjeux et Défis des médias guinéens	113
1- Professionnalisation des acteurs, pluralité et qualité des contenus.....	113
2-Organisation, réglementation et respect des normes.....	121
3- Viabilité et indépendance des entreprises médiatiques.....	134
<i>DEUXIEME PARTIE : La grève générale dans la presse</i>	140
Chapitre IV. Corpus et méthodologie de travail	144
I- Une mise en page au service de l'événement.....	155
1- Les difficultés de la médiatisation écrite.....	155
2- Le bouleversement du dispositif journalistique	157
Chapitre V- La gestion des sources d'information : les positions énonciatives.....	190
<i>I- L'énonciation journalistique.....</i>	191
<i>2-La polyphonie énonciative dans la presse</i>	193
II-Unanimité des articles et singularité de l'information	203
1-La gestion du contenu médiatique	203
2-Des ressemblances dans le traitement.....	205
3- Un assemblage d'informations	226
III-Récurrence des genres journalistiques dans le traitement de la crise	232
3-Récurrence générique dans les journaux	243
Chapitre VI-Analyse thématique.....	249
I- Les maux de la Guinée	251
II-Répressions et victimes.	260
III-Autoréflexivité médiatique.....	273
Chapitre VII- La représentation iconique de la crise	277
I- La représentation photographique.....	277
2-Signification et interprétation des représentations photographiques.....	280
<i>Conclusion</i>	330
<i>Bibliographie</i>	333
<i>Annexes.....</i>	344
Annexe 1 : extrait de Horoya n°6461.....	345

Annexe 2 : extrait de <i>Horoya</i> n°6460.....	346
Annexe 3 : extrait de <i>Horoya</i> n°6455	347
Annexe 4 : extrait du <i>Lynx</i> n°780	348
Annexe 5 : extrait du <i>Lynx</i> n°779	349
Annexe 6 : extrait du <i>Diplomate</i> n°227.....	350
Annexe 7 : extrait de <i>L'Indépendant</i> n°715.....	351
Annexe 8 : Extrait de <i>L'Indépendant</i> n°713.....	352
Annexe 9 : grille d'analyse	353
<i>Table des annexes</i>.....	354
<i>Table des tableaux</i>.....	355
<i>Table des illustrations</i>	356
<i>TABLE DES MATIERES</i>.....	360